Digitized by Google

FA 419.8.2(15)

PRESENTED
TO
HARVARD COLLEGE
LIBRARY

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HISTOIRE

# DES FRANÇAIS.

TOME DIX-HUITIÈME.

Digitized by Google

IMPRIMERIE DE F. PARENT, MONTAGNE DE SION, 17.

Digitized by Google

# HISTOIRE

# DES FRANÇAIS,

PAR

**J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,**

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE, DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG,
DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES DE PRUSSE,
DE L'ACADÉMIE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, ETC., ETC.

TOME DIX-HUITIÈME.

**Bruxelles,**

**SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,**

AD. WAHLEN ET C^e^.

LONDRES. DULAU ET COMP^e^.

1842.

Digitized by Google

Fr 419.8.2 (18)

HARVARD
UNIVERSITY
LIBRARY

Digitized by Google

# HISTOIRE

# DES FRANÇAIS.

## LA FRANCE SOUS LES BOURBONS.

### CHAPITRE XXXIII.

*Orgueil croissant du roi. Incamérations aux dépens de l'Empire et de l'Espagne. Brouilleries avec Rome. Les quatre articles. Mort de la reine. Mariage secret de Mme de Maintenon. Bombardement d'Alger. Courte guerre contre l'Espagne ; trêve de Ratisbonne. Bombardement de Gênes. Arrivée de son doge à Versailles.*—1679-1685.

(1679.) L'ENTHOUSIASME que les succès de Louis XIV avaient excité dans sa cour, les flatteries dont il était l'objet, les médailles frappées pour tous les grands événements de son règne, qui portaient des inscriptions d'une arrogance souvent insultante pour ses ennemis, produisaient sur l'Europe l'effet le plus fâcheux : on s'y accoutumait à regarder le roi de France comme l'ennemi des libertés publiques, comme un prince qui se plaisait à humilier tous ses voisins, qui ne reconnaissait les droits de personne, qui prétendait à la monarchie universelle, et que tous les peuples civilisés avaient un intérêt égal à contenir ou à affaiblir. La puissance qu'il avait déployée en soutenant la guerre contre la moitié de l'Europe, justifiait suffisamment ces craintes; la prodigalité qu'il afficha, au



Digitized by Google

moment de la paix, lorsqu'on aurait dû croire ses ressources épuisées, ajouta encore à cette terreur par la surprise. Pendant la guerre qu'il venait de terminer, le roi avait tenu sur pied trois cent mille hommes, sur terre ou sur mer, et parmi eux il y avait cinquante mille étrangers, auxquels il donnait une haute paye. Dans le même temps, il avait payé un subside annuel de huit cent mille écus à la Suède ; le roi d'Angleterre ou ses ministres lui avaient coûté tout autant pour le maintenir seulement dans la neutralité ; à force d'argent il avait empêché les ducs de Bavière et de Hanovre de se joindre à ses ennemis ; il avait armé à ses frais l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster ; il avait soudoyé le vayvode de Transylvanie, le comte Tékély avec les mécontents de Hongrie, et les Polonais que ce dernier avait appelés à son secours. Enfin, au moment de la paix, il avait encore accordé un million d'écus, à partager entre les princes de Brunswick et de Brandebourg, pour racheter d'eux les conquêtes qu'ils avaient faites sur la Suède.

Plusieurs prétendaient à cette époque que Louvois excitait le roi à toute cette prodigalité pour embarrasser son rival Colbert, et le ruiner dans l'esprit de son maître, en l'appelant à trouver chaque jour des ressources nouvelles. Mais ces profusions doivent plutôt être attribuées au caractère de Louis XIV, qui avait toujours confondu la grandeur avec le faste, qui regardait la splendeur de sa cour comme un de ses plus puissants moyens de domination, qui se plaisait à donner, et qui s'était aisément laissé persuader que le luxe des grands nourrit le pauvre. Aucune pitié pour le contribuable n'arrêtait jamais le roi ni son ministre ; les impôts étaient excessifs, et la rigueur avec laquelle on les percevait, réduisait souvent le paysan au désespoir (1). Aussi les alliés s'étaient-ils tou-

(1) M. Capefigue a reproduit l'extrait d'un Mémoire de Colbert qui, en 1681, trois ans après la paix, s'attache à faire sentir au roi le déficit croissant, les dettes arriérées, la nécessité de soutenir le crédit pour se procurer quelques emprunts, la misère profonde des peuples, et la nécessité de diminuer les tailles au lieu de les accroître. Il dressait en conséquence, pour 1681, un projet de dépenses qui montait seulement à 68,972,000 livres ; mais il demandait avec instance qu'on les réduisît pour l'année suivante à 60,000,000. Le roi dressa

Digitized by Google

jours flattés que s'ils pouvaient une fois franchir les frontières, ils exciteraient un soulèvement universel contre un gouvernement détesté ; ils affirmaient que la terreur seule maintenait les Français dans l'obéissance. On ne put jamais invoquer sur cette opinion le témoignage de l'expérience, et quoique les écrivains du temps parlent souvent de la misère du peuple, ces expressions vagues ne nous mettent point à portée de faire des comparaisons, et ne sauraient nous transmettre aucune idée précise. Nous voyons seulement que le mouvement social n'était point encore interrompu, que les terres continuaient à être cultivées, les métiers, les manufactures à être exercés, les biens-fonds à se vendre à un prix raisonnable. La terre de Maintenon qui rapportait dix mille livres de rente, en coûtait deux cent cinquante mille d'achat à sa maîtresse, et elle croyait avoir fait un bon marché ; les gouvernements, les charges de cour, les emplois judiciaires, les études des notaires continuaient aussi à se vendre à un prix élevé ; les correspondances de Mme de Sévigné, de M. de Bussy, de Mme de Maintenon, tout en contenant des plaintes sur la misère générale, ne nous persuadent pas que la détresse fût extrême. Plus tard nous arriverons à une époque qui nous fera éprouver une impression différente.

Il y a dans cette capacité de la France pour résister à d'aussi énormes dilapidations, un grand fait économique, qui pourrait donner lieu à de profondes réflexions, et jeter de la lumière sur des questions aujourd'hui disputées. La souffrance était grande sans doute, mais un salaire suffisant était toujours offert au travail manuel ; la demande du marché était toujours supérieure à la production ; le paysan, l'homme de métier, le manufacturier, étaient quelquefois écrasés par le fisc, ruinés, réduits au désespoir ; plusieurs mouraient peut-

de sa main un contre-projet qui les réduisait à 62,300,000 livres. Louis XIV. T. II, ch. 22, p. 181. Mais ce n'était rien faire que de projeter ces retranchements, il fallait ensuite exécuter ces économies. On en était bien loin, puisque sous l'administration de Colbert les impôts produisirent, année commune, 117 millions à 28 livres le marc d'argent, et qu'il emprunta cependant plus de 400 millions. Siècle de Louis XIV, T. II, ch. 30, p. 89.



Digitized by Google

être de détresse, mais il restait aux survivants leurs bras, et ces bras, dès qu'ils voulaient les employer, trouvaient toujours un ample salaire ; avec le travail, l'aisance se retrouvait aussitôt à la portée du plus pauvre. La science appliquée aux arts n'avait point encore créé ces ouvriers muets, insensibles, qui ne connaissent ni la faim, ni le froid ; que l'eau, le vent, la vapeur font mouvoir, et qui continuent à créer des marchandises quand le marché n'en demande plus ; les magasins, les boutiques ne regorgeaient point d'effets qu'on offre au rabais, et toute la science du commerce ne consistait point à s'enlever réciproquement des chalands, dont le nombre ou les revenus ne suffisent pas pour alimenter toutes les industries. La France comptait peu de capitaux accumulés, aussi aurait-il été difficile au roi d'obtenir d'elle qu'elle remplît des emprunts très considérables, mais d'autre part elle contenait peu d'hommes dont l'esprit fût sans cesse occupé à créer des industries nouvelles pour faire valoir leurs fonds, avec la certitude qu'en se faisant rivalité les unes aux autres, les plus récentes de ces industries ruineraient les plus anciennes, et qu'en paraissant exciter le travail elles réduiraient chaque année des classes entières d'ouvriers à perdre leur gagne-pain. C'était avant tous ces prétendus progrès de l'industrie, tandis que c'était après l'effroyable consommation de richesses causée par huit ans de guerre, que Sir William Temple, au moment de la paix de Nimègue, écrivait : « La richesse » de la France qui est la cause de sa puissance, résulte de la » consommation prodigieuse faite par les pays qui l'environnent, des produits si nombreux et si riches de son sol et » de son climat, ou du travail ingénieux de ses habitants... » Une guerre avec l'Angleterre aurait fermé aux Français » tout le marché du nord de l'Europe, d'où, au moyen de leurs » vins, de leurs sels, de leurs modes d'habillement et d'équipages, ils font venir de si grosses sommes d'argent, dans » ce fertile et noble royaume, le plus favorisé par la nature, » suivant mon opinion, de tous ceux qui sont au monde (1). »

(1) *Sir William Temple's Memoirs*, T. II, p. 464, 465.

Digitized by Google

A peine la guerre était terminée que des mariages dans la famille régnante entraînèrent le roi à des dépenses nouvelles et démesurées. Par un contrat signé le 30 août, il maria la fille de son frère, Marie-Louise d'Orléans, au roi Charles II d'Espagne, en lui assignant cinq cent mille écus d'or de dot. Ce fut avec une profonde douleur que cette jeune princesse partit pour un pays et une cour où le nom français était détesté, et où elle devait être unie à un être faible, maladif, méprisable d'esprit et de caractère. Louis XIV, voyant sa tristesse, lui dit : « Mais je ne pourrois mieux faire pour ma » fille. — Ah! lui répondit-elle, vous pourriez faire quelque » chose de plus pour votre nièce. » Elle aurait voulu épouser le dauphin. Elle n'avait encore que seize ans, et elle aurait eu besoin d'être dirigée par une personne d'un esprit supérieur; on lui donna, pour l'accompagner, la princesse d'Harcourt, qui était hors d'état de la bien conduire. La reine mère d'Espagne, par haine pour les Français, contribua de tout son pouvoir à la rendre malheureuse, à faire remarquer ses fautes, peut-être à les grossir. On l'accusa de quelque galanterie, et quand elle mourut, le 12 février 1689, on crut universellement qu'elle avait été empoisonnée (1).

(1680.) Bientôt après, Louis maria au prince de Conti, M$^{lle}$ de Blois, la fille qu'il avait eue de M$^{lle}$ de La Vallière ; il lui donna aussi cinq cent mille écus d'or, et cette union d'une bâtarde avec un prince du sang causa une surprise universelle. Le prince de Condé et son fils, le duc d'Enghien, montrèrent, à ce qu'assure M$^{me}$ de Caylus, un empressement qui n'était pas sans bassesse pour une alliance qui les élevait dans la faveur du roi (2). Enfin, Louis signa, à Paris, le 30 décembre, le contrat de mariage du dauphin, seul fils

(1) Mém. de mad. de Montpensier, T. XLIII, p. 389, 391. — Mém. de Saint-Simon, T. I, ch. 32, p. 355. — La Hode, L. XXXIX, p. 198. — Limiers, L. IX, p. 375. — Lettre de madame de Sévigné, du 8 novembre 1679, T. VI, p. 289; du 6 déc. 1679, *Ib.*, p. 327. — Siècle de Louis XIV, ch. 26, p. 435.

(2) Lettre de mad. de Sévigné, du 27 déc., T. VI, p. 353. — Souvenirs de mad. de Caylus, T. LXVI, p. 433.

Digitized by Google

légitime qu'il eût conservé, avec la princesse Marie-Anne-Christine de Bavière. Ce mariage, de même que les deux précédents, l'appelait à faire des constitutions royales, ou de dot, ou de douaire, et il fut célébré à la cour par des fêtes d'une magnificence sans égale. La bénédiction nuptiale fut donnée à Munich, le 28 janvier 1680, au dauphin représenté par le frère de la princesse. Le roi et son fils s'avancèrent ensuite, au mois de février, jusqu'à Vitry-le-Français, pour recevoir l'épousée, et la cérémonie du mariage fut répétée dans la cathédrale de Châlons, par le cardinal de Bouillon, grand-aumônier de France. Les deux mois qui suivirent furent consacrés aux fêtes et aux divertissements (1).

La dauphine n'était point belle ; mais « sauvez le premier coup d'œil, avoit dit au roi l'homme qu'il avoit chargé de la voir, et elle vous paroîtra agréable ; » elle avait de l'esprit, de l'instruction, et elle aurait pu plaire, si son goût de retraite, son humeur souvent impérieuse et inégale, son affection passionnée pour sa femme de chambre allemande qui était aussi sa sœur de lait, et sa dévotion exagérée, n'avaient augmenté la tristesse qui commençait à s'emparer de la cour, et n'avaient éloigné successivement ceux qui avaient d'abord voulu s'attacher à elle (2). La formation de sa maison fut une grande affaire à la cour ; le roi lui donna la duchesse de Richelieu pour dame d'honneur, la maréchale de Rochefort et M^me^ de Maintenon pour dames d'atour. C'était assurer à la dernière un rang à la cour fort supérieur à celui auquel jusqu'alors on avait cru qu'elle pouvait prétendre, car les soins même les plus bas de la domesticité auprès des personnes royales étaient alors regardés comme des honneurs. M^me^ la dauphine avait une forêt de cheveux qu'aucune de ses femmes ne pouvait bien peigner ; M^me^ de Maintenon seule les démêlait sans exciter de sensation douloureuse. « Vous ne sauriez » croire, disait-elle souvent depuis, combien le talent de

(1) La Hode, L. XXXIX, p. 200. — Limiers, L. IX, p. 380. — Mém. de Mademoiselle, T. XLIII, p. 391. — Lettre de mad. de Sévigné, du 8 déc. 1679, T. VI, p. 332 ; 24 janvier 1680, p. 403.

(2) Souvenirs de mad. de Caylus, T. LXVI, p. 427.

Digitized by Google

» bien peigner une tête a contribué à mon élévation (1). »

Le duc du Maine avait passé des mains des femmes à celles d'un gouverneur; il avait donc fallu donner une charge à la cour à M^me de Maintenon pour l'y fixer et la soustraire entièrement à la domination et aux caprices de M^me de Montespan. L'ascendant que la première acquérait sur l'esprit du roi était une chose vraiment merveilleuse. Son esprit était de première force, mais peut-être plaisait-il d'autant plus au roi qu'il n'éblouissait point, qu'il ne fatiguait jamais, qu'il n'avait ni l'éclat, ni la méchanceté de celui de M^me de Montespan. Elle était indolente, fatiguée du monde, désireuse de l'obscurité et du repos; elle ne voulait jamais avoir trop raison, ou se brouiller avec personne. Ses lettres, où l'on trouve une justesse d'esprit et un sens exquis, diffèrent du tout au tout de celles de M^me de Sévigné; elle ne dit que ce qu'il lui importe de dire; on n'y trouve point de causerie, point d'abandon, et l'on ne voit point par elle ce qui se passe autour d'elle; souvent elle se plaint de sa santé, toujours de sa fatigue, et l'on a peine à concevoir, en les lisant, comment elle pouvait amuser le grand roi, en même temps qu'on voit qu'il ne pouvait plus se passer d'elle. Mais Louis XIV avait hérité de sa mère un grand fonds de dévotion : le ton de la société autour de lui était dévot, et M^me de Maintenon était devenue fort dévote; elle n'hésita point à exprimer sa désapprobation des mauvaises mœurs qui régnaient à la cour; et en justifiant son zèle par un ardent désir d'assurer le salut éternel du roi, elle osa presser tour à tour, et lui et M^me de Montespan, de rompre un commerce adultère. Il y avait quelque chose de piquant dans la position que prenait cette femme, qui, sous la dictée de Scarron, avait, dans sa tendre jeunesse, souvent écrit ses vers cyniques, cette amie de Ninon de l'Enclos, cette gouvernante des enfants de la maîtresse du roi, qui venait prêcher la chasteté à elle et à lui, et qui le faisait avec un courage, avec une persistance dont l'évêque de cour, Bossuet,

(1) La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, L. VI, ch. 1, T. II, p 164. Nous sommes loin d'accorder beaucoup de foi à ces Mémoires, mais on peut les croire pour les anecdotes que l'auteur avait recueillies à Saint-Cyr.

Digitized by Google

n'était pas capable. Ce rôle fort nouveau inspira du respect à Louis XIV, et en même temps il établit entre le roi et sa confidente ces rapports d'abandon, d'intime confiance, qu'ont les dévotes avec le directeur de leur conscience (1).

Ce rôle de mentor que Mme de Maintenon avait accepté continua pendant plusieurs années, sans donner pendant longtemps plus de régularité à la conduite du roi. Il formait bien les plus belles résolutions, il les faisait adopter à Mme de Montespan elle-même, qui, de son côté, avait conservé un grand fonds de dévotion qu'elle tenait de sa mère; mais il ne pouvait ensuite les tenir (2).

Non seulement le roi, pendant près de dix ans, quitta et

(1) *Voyez* les Lettres de mad. de Maintenon à mad. de Fontenai sur ses efforts pour convertir le roi, T. I, p. 69 et suiv.

(2) Au jubilé (1676), raconte mad. de Caylus, « ces deux amants, pressés par » leur conscience, se séparèrent de bonne foi, ou du moins ils le crurent. Mad. » de Montespan vint à Paris, visita les églises, jeûna, pria et pleura ses péchés; » le roi de son côté fit tout ce qu'un bon chrétien doit faire. Le jubilé fini, gagné » ou non gagné, il fut question de savoir si mad. de Montespan reviendroit à la » cour. — Pourquoi non, disoient ses parents et ses amis, même les plus ver- » tueux. Mad. de Montespan, par sa naissance et par sa charge, doit y être, elle » peut y vivre aussi chrétiennement qu'ailleurs. M. l'évêque de Meaux fut de » cet avis (*). Il restoit cependant une difficulté. — Mad. de Montespan, ajou- » toit-on, paroîtra-t-elle devant le roi sans préparation? Il faudroit qu'ils se » vissent avant de se rencontrer en public, pour éviter les inconvénients de la » surprise. — Sur ce principe il fut conclu que le roi viendroit chez mad. de » Montespan; mais pour ne pas donner à la médisance le moindre sujet de » mordre, on convint que des dames respectables et les plus graves de la cour » seroient présentes à cette entrevue, et que le roi ne verroit mad. de Montespan » qu'en leur compagnie. Le roi vint donc chez mad. de Montespan, comme il » avoit été décidé; mais insensiblement il la tira dans une fenêtre; ils se parlè- » rent bas assez long-temps; ils pleurèrent, et se dirent ce qu'on a accoutumé de » dire en pareils cas; ils firent ensuite une profonde révérence à ces vénérables » matrones, passèrent dans une autre chambre; et il en advint mad. la duchesse » d'Orléans, et ensuite M. le comte de Toulouse (**). »

(*) « Je vous l'avois bien dit, madame, que M. de Condom joueroit dans toute cette affaire un personnage de dupe... Avec tout son zèle il a précisément fait ce que Lauzun auroit eu honte de faire. Il vouloit les convertir, et il les a raccommodés. » Lettre de mad. de Maintenon à mad. de Saint-Géran, T. II, p. 102.

(**) Souvenirs de mad. de Caylus, T. LXVI, p. 388. — *Voyez* aussi Mémoires de Mademoiselle, p. 393.— Mém. du marq. de La Fare, ch. 9, p. 239. La date précise de cette scène a été contestée.

Digitized by Google

reprit tour à tour Mme de Montespan, selon que la dévotion ou l'amour triomphait, il porta aussi ses vœux à plusieurs autres dames de qualité, qui toutes ambitionnaient la place de la favorite. La cour s'occupa de ses amours avec Mme de Soubise, Mme du Ludre, Mlle de Fontanges, que Mme de Montespan avait elle-même fait voir au roi pour se moquer d'elle, et dont il devint passionnément amoureux, malgré son manque absolu d'esprit; ces dames l'occupèrent tour à tour. Mlle de Fontanges devint grosse, le roi la fit duchesse, lui ouvrit les trésors de l'État, lui permit de les dépenser à pleines mains : mais elle mourut cette même année, à peine âgée de vingt ans, à la suite de ses couches et de la perte de son enfant (1).

Mais ce n'était pas seulement sous le rapport des mœurs que l'esprit de dévotion qui régnait alors à la cour de France avait eu peu d'influence sur la conduite des gens du monde, il n'y avait parmi la haute société pas plus de respect pour la probité que pour la modestie. Toutes les femmes de la cour faisaient des *affaires*, c'est-à-dire obtenaient des marchés avantageux pour leurs créatures, par lesquelles elles se faisaient ensuite donner des pots de vin; elles s'intéressaient dans les fermes, elles recevaient des présents pour récompense de leurs recommandations : dans tous les procès, on les voyait toutes solliciter les juges, et faire intervenir auprès des tribunaux les hommes puissants, ceux à qui l'on croyait le plus de crédit : rien n'était plus fréquent, même dans le plus haut rang, que de les voir friponner au jeu. Le marquis de Pomenars n'en était pas moins admis dans la meilleure compagnie, encore qu'il disputât sa tête à des procès criminels sans cesse renaissants, dont le moindre était pour la fabrication de fausse monnaie, qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler (2).

(1) Lettres de mad. de Sévigné, du 5, du 10 et du 19 janvier 1680, T. VI, p. 371, 377, 399.

(2) « Pomenars a été taillé; vous l'ai-je dit? Je l'ai vu; c'est un plaisir de l'entendre parler sur tous ces poisons; on est tenté de lui dire : Est-il possible que ce seul crime vous soit inconnu? Volonne (soupçonné de l'empoisonnement de Madame) dit son avis comme un autre, admirant le commerce qu'on a eu avec ces coquines. » Lettre de mad. de Sévigné, du 26 janvier 1680, T. VI, p. 413.

Digitized by Google

Enfin au printemps de cette même année toute la cour fut alarmée par de nombreuses accusations d'empoisonnement, et par la création d'une chambre ardente (ou destinée à condamner au feu) pour juger les empoisonneurs.

Le procès de la marquise de Brinvilliers, et son supplice le 17 juillet 1676, avaient déjà préparé les esprits à soupçonner ce crime toutes les fois qu'une mort subite surprenait la haute société. La marquise de Brinvilliers, belle, jeune, riche, s'était laissé séduire par un aventurier nommé Sainte-Croix, que son mari avait le premier introduit auprès d'elle. Sainte-Croix mis à la Bastille sur la demande de la famille de la marquise, y fut enfermé dans un même cachot avec un Italien nommé Exili, qui avait fait son étude de la composition des poisons; celui-ci s'était rendu redoutable pendant le pontificat d'Innocent X, lorsqu'on assurait que plus de cent cinquante personnes avaient été empoisonnées à Rome, pour servir la cupidité de Donna Olimpia, la belle-sœur de ce pape, qui vendait tous les bénéfices, et les reprenait par le poison pour les revendre encore. Exili enseigna à Sainte-Croix son infernale science; ils furent relâchés en même temps, et dès lors ils travaillèrent ensemble. De concert avec la marquise de Brinvilliers, ils essayèrent leurs poisons, tour à tour sur des indifférents, et sur ses parents les plus proches, avec la plus froide, la plus féroce insensibilité : les malades de l'Hôtel-Dieu, son père, ses deux frères, sa sœur, furent tour à tour victimes de ces effroyables expériences. Le nombre des crimes avoués par la marquise est si grand qu'il en devient incroyable; et l'on supposerait volontiers qu'ils lui étaient suggérés par les bourreaux à la torture, s'ils ne s'étaient trouvés relatés dans un examen de sa conscience, en quinze à seize feuilles, qu'elle avait écrit elle-même pour se préparer à la communion, car cette empoisonneuse était dévote; ce n'était pas un masque dont elle se couvrait, c'étaient les pensées et les sentiments de son siècle qui avaient pénétré dans son cœur, comme dans tous les autres (1).

(1) Lettres de mad. de Sévigné, du 7 juillet 1676 et suiv., T. V, p. 111. —

Digitized by Google

Les aveux de la Brinvilliers avaient appris à la France que le crime d'empoisonnement était bien plus commun qu'on ne l'avait supposé; que c'était dans les rangs les plus élevés de la société qu'on trouvait les personnes disposées à acheter et à administrer ce que, par une odieuse plaisanterie, on appelait alors *de la poudre de succession*. Penautier, trésorier général des États de Languedoc, et receveur général du clergé de France, fut bien près de recevoir la question : « mais » il avoit un nombre infini d'amis d'importance, qui n'ou- » blioient rien pour le servir et qui jetoient de l'argent par- » tout. » Il parut aussi que Mme de Brinvilliers, avec laquelle il avait été lié, l'épargna dans ses interrogatoires (1). Cependant les soupçons, pas plus que les crimes, ne s'arrêtèrent point ; ils se portèrent surtout sur quelques femmes, la Voisin, la Vigouroux, dont les Espagnols cachent le honteux métier sous le nom arabe d'Alcahueta. Comme en Espagne, elles ne se contentaient point d'être les entremetteuses des amours illégitimes et de la débauche ; elles offraient des philtres aux amants et aux amantes pour se faire aimer, des remèdes pour procurer les avortements, pour rendre la virginité aux filles qui l'avaient perdue. Elles ne comptaient pas uniquement sur les drogues pernicieuses qu'elles administraient; elles cachaient leur efficacité sous une apparence de sorcellerie ; elles furent sollicitées de prédire l'avenir, et elles s'y prêtèrent. La Voisin commença aussi à vendre des *poudres de succession;* l'affluence des personnes, même de la plus haute classe, qui venaient la consulter était telle, qu'elle quitta bientôt son chétif logement pour prendre une maison. Elle eut un suisse, des laquais, et toutes les commodités du luxe. Cette manie de briller fut ce qui la perdit ; elle fut arrêtée en 1679, et enfermée à la Bastille, avec quarante de ses complices, parmi lesquels on nomme la Vigouroux, son frère le Sage, et un prêtre nommé Étienne Guibourg. Interrogée sur les personnes qui fréquentaient le plus sa maison, elle nomma la duchesse

Archives curieuses de l'Histoire de France, T. XII, p. 1-121, contenant les pièces du procès.

(1) Lettre de mad. de Sévigné, du 10 juillet, T. V, p. 108.

Digitized by Google

de Bouillon, la comtesse de Soissons et le maréchal de Luxembourg. Ce fut alors que le roi, par une ordonnance du 11 janvier 1680, établit à l'Arsenal une commission chargée de faire le procès aux empoisonneurs et aux magiciens. Le roi dit à Mme de Carignan, belle-mère de la comtesse de Soissons : « Madame, j'ai bien voulu que madame la comtesse » se soit sauvée, peut-être en rendrai-je compte un jour à » Dieu et à mes peuples. » En effet, le duc de Bouillon, son beau-frère, était venu avertir cette princesse, comme elle était au jeu, qu'il y avait un ordre de la conduire à la Bastille, et elle était partie immédiatement ponr se mettre en sûreté dans les pays étrangers. Sa fuite donna plus tard un grand général aux ennemis de la France. Elle était mère du prince Eugène, qui quitta la France l'année suivante. La marquise d'Alluye s'enfuit avec elle, le marquis de Cessac suivit son exemple ; le maréchal de Luxembourg fut mis à la Bastille le 24 janvier ; Mmes de Bouillon et de Tingry furent interrogées, le marquis de Feuquières, Mmes de la Ferté et du Roure le furent ensuite; mais il paraît d'après leurs interrogatoires, ou du moins on publia seulement, que tous ces personnages de la cour ne s'étaient adressés à la Voisin que comme à une devineresse. et non comme à une empoisonneuse ; que quelques uns l'avaient fait par pure plaisanterie ; que la duchesse de Bouillon, une des Mancini, nièce du cardinal Mazarin, avait bien demandé à la Voisin « un peu de poison pour faire mourir un » vieux et ennuyeux mari qu'elle avoit, et une invention » pour épouser un jeune homme qu'elle aimoit. Ce jeune » homme étoit M. de Vendôme, qui la menoit d'une main, » et M. de Bouillon, son mari, de l'autre ; et de rire. Quand » une Mancini ne fait qu'une folie comme celle-là, c'est donné ; » et ces sorcières vous rendent cela sérieusement, et font » horreur à toute l'Europe d'une bagatelle (1). »

Parmi les questions cependant qu'on avait faites à la sorcière, il y en avait qui regardaient le roi, et qui acquéraient par là, aux yeux des juges, bien plus de gravité. Un membre

(1) Lettres de mad. de Sévigné, de janvier 1680 entre autres, T. VI, p. 418.

Digitized by Google

de la chambre de l'Arsenal dit à M. de la Reynie qui faisait les fonctions de partie publique : « Mais, monsieur, à ce que » je vois, nous ne travaillons ici que sur des sorcelleries et » des diableries, dont le parlement de Paris ne reçoit point » les accusations. Notre commission est pour les poisons, d'où » vient que nous écoutons autre chose ? » La Reynie fut surpris et lui dit : « Monsieur, nous avons des ordres se- » crets (1). » Après tout, la Voisin, la Vigouroux et leurs associés obscurs, furent seuls punis du dernier supplice ; les gens de qualité en furent quittes pour la prison ou l'exil ; aucun d'eux ne fut convaincu d'empoisonnement, et un édit de juillet 1682, en renouvelant les anciennes ordonnances contre les devins et magiciens, ne les qualifia plus que d'imposteurs, tandis qu'il redoubla de sévérité et de précautions préventives contre les empoisonneurs (2).

M. de Pomponne, le plus honnête homme entre les ministres de Louis XIV, avait perdu sa place à l'occasion du mariage de la dauphine. On l'accusa d'avoir fait cacher le courrier qui apportait la réponse de Bavière sur ce mariage pour ne pas troubler une partie de plaisir qu'il devait faire à la campagne, et où se trouvait M[me] de Sévigné. Le roi donna sa place de ministre des affaires étrangères à celui même qui avait écrit la dépêche, Colbert de Croissi, frère du ministre des finances et alors ambassadeur en Bavière. « C'étoit, dit Saint-Simon, » un homme d'un esprit sage, mais médiocre, qu'il réparoit » par beaucoup d'application et de sens, et qu'il gâtoit par » l'humeur et la brutalité naturelles à sa famille (3). » Louis s'était plaint « que tout ce qui passoit par Pomponne perdoit » de la grandeur, de la force qu'on doit avoir en exécutant les

(1) Mad. de Sévigné, T. VI, p. 442. La Reynie, qui présidait la chambre ardente, était lieutenant de police, et depuis dix ans il suivait la trace de tous ces crimes secrets.

(2) Isambert, Lois anciennes, T. XIX, p. 226 et 396. — Dulaure, Hist. de Paris, T. V, p. 26, seq. — Mém. de La Fare, ch. 9, p. 248. — Capefigue, T. II, ch. 22, p. 189.

(3) Mad. de Sévigné, Lettres du 22 nov. 1679 et suiv., T. VI, p. 204. — Saint-Simon, ch. 35, T. I, p. 379. — La Hode, L. XXXIX, p. 202. — Flassan, L. III, p. 471.

Digitized by Google

» ordres d'un roi de France qui n'est pas malheureux. » Il ne trouva point cette résistance à son humeur impérieuse dans Croissi. Il était alors enivré de ce qu'il nommait sa gloire. Il se croyait appelé à déployer une activité infatigable, pour donner des preuves toujours nouvelles de sa puissance, pour renverser toute opposition à sa volonté, pour montrer à ses voisins qu'il se croyait seul arbitre de leurs droits, et qu'il ne reculerait jamais devant les plaintes ou les menaces d'aucun potentat. Deux hommes de rares talents, Louvois et Colbert, qui étaient à la tête de son ministère, entraient entièrement dans ses vues ; ils ne se proposaient de but que sa grandeur, et ne se croyaient liés par aucun autre devoir que celui de l'atteindre. Ils savaient lui rendre tout facile, et remplir toujours sans pitié et ses coffres et les cadres de son armée. Leur jalousie l'un de l'autre ne se manifestait presque que par leur rivalité à servir avec plus de zèle le pouvoir absolu.

Le roi ne désarmait point ; il tenait sur pied assez de soldats pour faire trembler toute l'Europe ; en même temps il faisait élever de toutes parts de nouvelles forteresses. Pendant l'été de 1680, il visita d'abord ses ports de mer, Boulogne, Calais, Dunkerque ; puis les places nouvellement conquises aux Pays-Bas, Ypres, Lille, Valenciennes, Cambray, et partout il ordonna des fortifications nouvelles, dont il suivait les travaux avec intelligence. En même temps il faisait bâtir en Cerdagne la forteresse de Mont-Louis, pour remplacer Puycerda qu'il avait conquis en 1678, et rendu à la paix. En Alsace, Huningue fut bâtie à demi-lieue de la frontière des Suisses, pour les intimider, et Sarre-Louis, à l'autre extrémité de la province, pour fermer l'entrée de la Lorraine. Il releva en même temps les fortifications de Landau et de Phalsbourg. Tous ces travaux étaient sans doute destinés à protéger les conquêtes judiciaires qu'il comptait faire en Alsace. En effet, il instituait alors même deux chambres de justice, l'une à Brisach, l'autre à Metz, avec commission de réunir les terres démembrées de l'Alsace, et les fiefs des trois évêchés (1).

(1) Mém. du marq. de La Fare, T. LXV, ch. 9, p. 233. — La Hode, Hist. de

Digitized by Google

Par le traité de Munster, qui avait été confirmé par celui de Nimègue, la maison d'Autriche n'avait cédé à la France, en Alsace, que ce qui lui appartenait à elle-même : elle avait expressément réservé à l'Empire la souveraineté de la noblesse immédiate, et celle des villes impériales. Le roi ne voulut tenir aucun compte des droits des princes de l'Empire; la chambre de *réunion* établie à Metz, révoquant tous les démembrements des trois évêchés de Metz, Toul et Verdun, faits depuis des siècles par divers évêques qui avaient voulu favoriser leurs familles, réunit à la couronne, en 1680, plus de quatre-vingts fiefs, dont plusieurs étaient importants, tels que Hombourg, Pont-à-Mousson, Salm, Sarrebourg, Saarbruck, et Vaudémont. La chambre de Brisach ordonna la même année que le roi entrerait en pleine possession de la souveraineté des dix villes impériales de la préfecture de Haguenau, et de la prévôté de Weissembourg; le parlement de Besançon enfin réunit à la Franche-Comté, par arrêt du 30 août 1680, le comté de Montbelliard. Ces réunions, qu'on nommait en Allemagne *incamérations,* furent exécutées militairement. L'acquisition de Strasbourg était bien autrement importante, mais la chambre de Brisach ne la prononça point : ce fut Louvois qui corrompit les magistrats de cette antique et puissante république; ils vendirent la bourgeoisie qui s'était confiée à eux, et le 30 septembre 1681, ils ouvrirent en trahison leurs portes au baron de Montclar, qui s'en empara au nom de Louis XIV (1). Le roi y fit son entrée le 23 octobre, et pour consoler la ville de Strasbourg de la perte de sa liberté, il lui promit de grands priviléges municipaux, qu'il respecta peu dans la suite. Il rétablit l'évêque dans son

Louis XIV, L. XL, p. 207. — Limiers, L. IX, p. 377. — Larrey, T. V, p. 13.

(1) L'un des magistrats séduits par Louvois, le préteur royal Obrecht, fut plus tard employé par Louis XIV dans la carrière diplomatique. Saint-Simon, T. II, ch. 7, p. 99. Nous nous étions flattés de trouver dans les documents inédits concernant l'Alsace, que vient de publier M. Vanhuffel, des détails curieux sur la dernière catastrophe de cette république, qui, au temps de la réforme avait joué un grand rôle en Allemagne. Mais les lettres relatives à Strasbourg, qu'il a imprimées, p. 126 et suiv., ne nous apprennent rien de nouveau.

Digitized by Google

siége, et les chanoines dans leur cathédrale, dont les luthériens avaient été en possession pendant cent cinquante-deux ans; et il fit travailler aux fortifications, de manière à faire de Strasbourg une des plus fortes places de l'Europe (1).

L'Allemagne s'alarma, et retentit de clameurs sur ces usurpations violentes; mais personne ne voulait la guerre, personne ne se sentait en état de la faire. La France seule menaçait, attaquait, et se croyait certaine qu'on ne lui résisterait pas. Elle venait encore de faire entrer quatre mille chevaux en Flandre, et trois mille dans le Luxembourg, pour y vivre à discrétion, jusqu'à ce que la cour d'Espagne eût décidé laquelle des deux places, de Dinant ou de Charlemont, elle livrerait en exécution du traité de Nimègue; bien que ce traité portât qu'en cas de difficulté pour l'exécution, on n'agirait point par voies de fait. En même temps, Colbert mettait sur un pied formidable la marine, pour laquelle il publiait un code nouveau; il dispensait les habitants des côtes du service des troupes de terre; mais il les obligeait, en retour, à fournir soixante mille matelots, dont le tiers seulement était réservé aux vaisseaux de guerre (2). Il mettait de nouveaux bâtiments en construction, et il complétait l'armement de Toulon. Ces dépenses prodigieuses ne déterminaient point le roi à porter plus d'économie dans celles qui étaient de pur caprice; peu content des bâtiments qu'il avait fait élever à grands frais à Versailles, il les fit tous abattre pour recommencer sur un plan de plus grande magnificence. Malgré la pesanteur du fardeau dont les peuples étaient accablés, les impôts n'auraient pu suffire à tant de prodigalités; mais les emprunts y suppléaient : deux édits, depuis la paix, avaient déjà créé deux nouveaux millions de rentes (3).

Tous les souverains de l'Europe se sentaient également menacés; l'Espagne et l'Angleterre s'unirent par une nouvelle

(1) La Hode, L. XL, p. 208, 221. — Limiers, L. IX, p. 385, avec extrait des registres de la ch. de Metz. — Flassan, Diplom. franç., T. IV, p. 60.

(2) Ordonnance de la marine, Fontainebleau, août, 1681. Isambert, T. XIX, p. 282. — La Hode, L. XL, p. 211.

(3) Edits de mai et de juin 1679.

Digitized by Google

alliance, signée à Windsor, le 30 juin 1680. Mais après les désastres éprouvés dans la dernière guerre, ces deux puissances ne songeaient point à en commencer une autre. L'Espagne s'enfonçait toujours plus avant dans sa ruine; don Juan d'Autriche était mort le 17 septembre 1679, et la reine mère, toujours jalouse de lui, était rentrée en crédit, Charles II d'Espagne, dans sa déplorable faiblesse, ne pouvant se passer d'être gouverné. Charles II d'Angleterre était plus habile, mais non moins méprisable; Louis XIV, croyant n'avoir plus besoin de lui, avait retranché sa pension; c'était la cause de la colère qui l'avait porté à une nouvelle alliance avec l'Espagne. Barillon, l'ambassadeur français, s'était alors rapproché du parti populaire; il s'était lié avec les chefs presbytériens, il leur avait fait accepter de l'argent de France, et, d'après ses dépêches du 14 novembre 1679 et du 5 décembre 1680, on voit qu'il excitait cette fermentation de la chambre des communes, qui voulait exclure le duc d'York, comme catholique, de tout droit à succéder à la couronne (1). Des agents français excitaient de la même manière, et par des promesses et par de l'argent, les mécontents hongrois à revendiquer les libertés de ce royaume. Les Hollandais enfin, accablés par les dettes qu'ils avaient contractées pendant la dernière guerre, étaient résolus à ne reprendre les armes qu'à la dernière extrémité. Aussi Louis XIV, au lieu de s'inquiéter de la fermentation qu'il avait excitée en Europe, prit ce moment pour se faire de nouveaux ennemis dans l'intérieur même de ses États.

Louis XIV avait abandonné sa conscience aux jésuites, et ceux-ci mettaient bien plus d'importance à abattre, par son aide, ceux qu'ils regardaient comme ennemis de leur église ou de leur ordre, qu'à réformer les mœurs du monarque (2).

(1) *Voyez* ces dépêches dans Flassan, T. IV, p. 4.

(2) « Le père La Chaise, écrivait en 1676 mad. de Maintenon à mad. de Saint-Géran, a déploré vingt fois avec moi les égarements du roi; mais pourquoi ne lui interdire pas absolument l'usage des sacrements? Il se contente d'une demi-conversion. *Vous voyez bien qu'il y a du vrai dans les petites lettres* (les Provinciales de Pascal). » Lettres de mad. de Maintenon, T. II, p. 102.



Digitized by Google

Les prodigieux talents qui s'étaient développés dans les écoles de Port-Royal, les hautes vertus des solitaires, l'attachement qu'avaient pour eux presque tous les hommes de génie qui illustraient ce grand siècle, avaient causé aux jésuites la plus inquiète jalousie. La rivalité du confessionnal pouvait élever ou renverser le pouvoir politique. Si le roi, dont la dévotion prenait chaque jour un caractère plus prononcé, se laissait influencer par les hommes les plus religieux de son royaume, par ceux qu'il voyait les uns après les autres renoncer au monde pour se consacrer à la retraite et à la pénitence, il pouvait être tenté d'appeler un janséniste à la direction de sa conscience, et alors c'en était fait de ce pouvoir si habilement organisé ; la souple morale d'Escobar et des casuistes, si accommodante pour un jeune monarque entraîné par toute la fougue des passions, les aurait décriés auprès d'un roi pieux, comme elle les décriait auprès du public ; aussi les directeurs de la conscience de Louis s'étudiaient-ils avant toute chose à lui inspirer de la répugnance pour les jansénistes. Son aversion pour eux était si grande, qu'on ne saurait comprendre que des doctrines presque inintelligibles sur la grâce aient pu l'exciter. Il s'éloigna tout à coup d'une femme qu'il aimait, parce qu'il la crut alliée aux jansénistes ; il se rapprocha d'un homme qu'on avait desservi en l'accusant de jansénisme, lorsqu'il apprit qu'il ne croyait pas même en Dieu. Les jésuites ne s'étaient pas épargnés pour perdre Pomponne, un des membres de cette grande famille d'Arnauld d'Andilly, qui faisait la gloire de Port-Royal. Après sa disgrâce, un redoublement de vexations, pour obliger tous ceux dont les opinions étaient suspectes à signer le formulaire, fit résoudre Nicole et les autres chefs de la secte à acheter l'île de Noordstrant, dépendante du séminaire de Malines, pour s'y retirer, et y faire un établissement hors de France ; mais ce projet d'émigration, encore qu'il ne fût point exécuté, fut représenté par les jésuites presque comme un acte de haute trahison (1).

(1) La Hode, L. XXXIX, p. 203

Digitized by Google

Dans le même temps, le roi manifestait plus ouvertement qu'il ne l'eût encore fait, sa volonté d'abolir la religion réformée dans ses États. Les vexations systématiques exercées contre les huguenots redoublaient avec un acharnement qui ne laissait plus douter que le roi ne vît en eux des ennemis; il employait les séductions à prix d'argent, les menaces et la violence pour effectuer ce qu'on nommait des conversions. Un homme de lettres qui s'était illustré par ses talents, par son courage pour la défense de son ami Fouquet, Pellisson, sacrifia sa conscience à son désir de la faveur royale, ou à son amour de l'argent. Il embrassa le catholicisme en 1670, et introduit dès lors dans la confidence de Louis XIV, qui se servit de lui pour la rédaction de ses Mémoires, il fut chargé d'une espèce de ministère pour accélérer et acheter les conversions. Il avertit les évêques qu'un moyen sûr de plaire au roi était d'envoyer de nombreuses listes de convertis. Il leur fit passer des fonds, pris sur la caisse des économats, dont le roi lui avait confié l'administration, en consacrant le tiers de leur produit à la conversion des hérétiques. Les évêques lui renvoyaient les listes, avec le prix des conversions en marge, et toutes les pièces justificatives, c'est-à-dire les abjurations et les quittances. Le prix courant des conversions dans les provinces éloignées était de six livres par tête de converti. Ces prétendues conversions achetées dans la lie des calvinistes, et plus encore parmi des gens qui prétendaient être de leur religion, seulement pour l'abjurer; les surprises, les fraudes pieuses qui s'y mêlèrent, et tous ces comptes exagérés rendus par des commis infidèles, par leur chef, au moins suspect (car ses livres, dès cette époque, ne présentent plus aucune régularité), persuadèrent au roi que les réformés n'étaient plus attachés à leur religion, et que le moindre intérêt suffirait pour les engager à la sacrifier : ce préjugé décida du reste de sa conduite. Des sommes très considérables furent long-temps employées à cette œuvre de corruption, et ce fut pour en accroître le fonds que le roi mit tant de zèle à étendre le droit de régale, qui le brouilla avec la cour de Rome; on eut même soin de suspendre la nomination d'un assez



Digitized by Google

grand nombre de bénéfices, pour fournir à ces premiers achats des consciences ; mais du moment que la caisse ne fut plus chargée que de payer les pensions promises à ceux qui s'étaient convertis, on oublia d'y faire verser les sommes nécessaires ; la plupart de ces pensions ne furent plus payées, et les nouveaux convertis tombèrent à la fois dans l'opprobre et dans la misère par l'infidélité de leurs convertisseurs (1).

Quelques fripons, à qui il n'en coûtait qu'une abjuration pour obtenir une modique récompense, retournèrent au prêche aussitôt qu'ils eurent escamoté le prix de leur marché; il fallut employer la contrainte pour les retenir dans l'Église où ils étaient entrés : ce fut la cause de l'ordonnance du 15 mars 1679, qui, outre la peine du bannissement, prononçait contre les relaps celle de l'amende honorable et de la confiscation des biens (2). D'autres édits ordonnaient la démolition des temples, pour de prétendues offenses faites au curé du lieu ; la suppression du culte réformé tandis que les archevêques ou évêques faisaient la visite de leur diocèse ; la suppression de la chambre mi-partie de Castelnaudary, la dernière des garanties qui eût été donnée aux huguenots pour l'impartialité de la justice (3); la défense à tous seigneurs hauts-justiciers d'établir dans leurs terres des juges et officiers autres que catholiques. En février 1680, il fut interdit aux femmes de la religion d'exercer les fonctions de sages-femmes; en août, il fut interdit d'employer aucun réformé au recouvrement des tailles; en septembre, il fut enjoint aux greffiers, notaires, procureurs et sergents de la religion, de se défaire de leurs charges (4). Les juges, et à leur défaut les syndics et marguilliers des paroisses, furent autorisés à entrer chez les religionnaires malades, pour les sommer de se convertir. Le mariage fut interdit entre les catholiques et les religionnaires, et les enfants nés de tels mariages furent déclarés bâ-

(1) Rhulières, Eclaircissements historiques sur la Révocation de l'Edit de Nantes, T. I, ch. 7, p. 143.

(2) Isambert, T. XIX, p. 184 et 218.

(3) Juillet 1679. Isambert, T. XIX, p. 205.

(4) Isambert, T. XIX, p. 231, 252, 258.

Digitized by Google

tards et incapables de succéder. Les religionnaires accusés de crimes prévôtaux ne purent, comme les autres sujets, demander leur renvoi au parlement, en prouvant qu'ils étaient domiciliés. Les nouveaux convertis furent dispensés pendant deux ans du logement des gens de guerre, et de contribution à leur occasion. Enfin une déclaration du 7 juin 1681 porta que les enfants des religionnaires pourraient se convertir à l'âge de sept ans, et faisait défense aux religionnaires de faire élever leurs enfants à l'étranger (1).

Cette dernière ordonnance autorisa la plus cruelle et la plus odieuse des violences faites aux familles huguenotes : leurs enfants furent exposés à tous les genres de séduction pour les détacher d'elles ; souvent ils leur furent enlevés de vive force ; Mme de Maintenon abusa plus qu'une autre de cette loi injuste et du crédit dont elle jouissait ; elle enleva au marquis de Villette ses enfants, pendant qu'une commission du ministre de la marine l'occupait sur mer, et elle prétendit, par cette odieuse trahison, s'acquitter de la reconnaissance qu'elle devait à la marquise de Villette, sa tante et sa bienfaitrice. Un de ces enfants, depuis la marquise de Caylus, dit dans ses Souvenirs : « Je pleurai d'abord » beaucoup ; mais je trouvai le lendemain la messe du roi si » belle, que je consentis à me faire catholique, à condition » que je l'entendrois tous les jours, et qu'on me garantiroit » du fouet. C'est là toute la controverse qu'on employa, et la » seule abjuration que je fis (2). »

Mme de Maintenon avait l'esprit trop juste pour approuver ces sacriléges violences. En 1672, elle écrivait à son frère, qui faisait alors la guerre en Hollande : « On m'a porté sur » votre compte des plaintes qui ne vous font pas honneur ; » vous maltraitez les huguenots, vous en cherchez les moyens, » vous en faites naître les occasions ; cela n'est pas d'un » homme de qualité. Ayez pitié de gens plus malheureux

(1) Isambert, T. XIX, p. 256, 257, 263, 266.

(2) Souvenirs de mad. de Caylus, T. LXVI, p. 373. — Lettres de mad. de Maintenon à mad. de Villette, T. I, p. 267, et à mad. de Saint-Géran, T. II, p. 112.

Digitized by Google

» que coupables ; ils sont dans des erreurs où nous avons été » nous-mêmes, et d'où la violence ne nous auroit jamais » tirés. Ne les inquiétez donc point ; il faut attirer les hommes » par la douceur et la charité, Jésus-Christ nous en a donné » l'exemple, et telle est l'intention du roi (1). » Mais M^me^ de Maintenon, et par caractère et par politique, ne luttait jamais avec des volontés plus puissantes que la sienne ; au contraire, elle y conformait bientôt ses sentiments. « Le roi, écrivait-elle » en août 1681, commence à penser sérieusement à son salut » et à celui de ses sujets ; si Dieu nous le conserve, il n'y aura » plus qu'une religion dans son royaume. C'est le sentiment de » M. de Louvois, et je le crois là-dessus plus volontiers que » M. Colbert, qui ne pense qu'à ses finances, et presque jamais » à la religion (2). »

L'argent qu'on employait à payer les conversions provenait surtout des régales ; on avait d'abord proposé de prendre sur les gros bénéfices le prix des conversions, mais le plus grand nombre de ceux qui en étaient pourvus aima mieux abandonner les bénéfices vacants que de sacrifier un peu de ce qu'il possédait (3). Nous avons vu que, dès l'an 1673, le roi avait éprouvé l'opposition des évêques d'Alais et de Pamiers, quand il avait voulu étendre le droit de régale à tout le royaume ; c'était une usurpation de la puissance temporelle sur la spirituelle ; la cour de Rome avait dû naturellement s'y opposer, et Innocent XI, scrupuleux selon les uns, bigot et obstiné selon les autres, ne voulait point céder, et il se fondait sur les déclarations précises des sacrés canons. Louis XIV avait entre les mains les moyens de récompenser ou de punir ses prélats, il les choisissait parmi sa noblesse, et il les trouvait toujours disposés d'avance au respect, à l'enthousiasme et à l'obéissance ; aussi il s'irritait de ce que, tandis que son clergé demandait à être un instrument docile de sa puissance, le chef de l'Église lui opposait une volonté inflexible, et une autorité qu'il prétendait égale à la sienne.

(1) Lettres de mad. de Maintenon, T. I, p. 94.
(2) Lettre à la comtesse de Saint-Géran, T. II, p. 112.
(3) Rhulières, Eclaircissements, T. I, p. 146.

Digitized by Google

De tout temps l'ordre judiciaire s'était montré en France jaloux du sacerdoce; aussi, sous prétexte de garantir l'autorité royale, il s'était attaché à contenir le clergé français dans l'obéissance, et à refuser à la cour de Rome presque toute action dans le royaume. Il avait donné le nom de libertés gallicanes aux bornes qu'il avait élevées contre le pouvoir des papes, encore que ces bornes n'eussent d'autre effet que de mettre l'Église de France dans une absolue dépendance du roi. Cette politique rapprochait les parlements des jansénistes; car ceux-ci disputaient l'infaillibilité de la cour de Rome, ils voulaient conserver l'autorité des évêques pour décider les questions de foi et de discipline, et ils confiaient le maintien de l'unité de l'Église aux conciles plutôt qu'aux papes. Mais le roi avait tant d'aversion pour le nom seul des jansénistes qu'il n'acceptait point leur alliance. D'ailleurs c'étaient des hommes de conscience que l'intérêt ne faisait pas fléchir, et qui n'auraient pas plus que le pape voulu transmettre au roi le droit de disposer des bénéfices ecclésiastiques.

Un docteur de Sorbonne nommé Gerbois venait de publier un livre dans lequel il établissait que les causes majeures devaient être jugées par les évêques, avant d'être portées à la décision de la cour de Rome; c'était entrer dans le système des jansénistes sur l'indépendance de l'épiscopat, mais Gerbois avait eu grand soin d'éviter tout soupçon de jansénisme. Innocent XI condamna ce livre le 18 décembre 1679, comme tendant à l'hérésie et injurieux au saint-siége. L'assemblée du clergé de France le fit examiner à son tour, et Maurice le Tellier, archevêque de Reims, rapporta que les commissaires avaient trouvé l'ouvrage de Gerbois plein d'une bonne doctrine, de beaucoup d'érudition, et digne de la protection de l'assemblée (1).

Ainsi la cour de Rome et l'Église de France se trouvaient en différend, et sur leurs droits et leur autorité, et sur la question des régales qui touchait à leurs revenus. Quant aux régales, les défenseurs des immunités ecclésiastiques s'étaient

(1) La Hode, L. XL, p. 215. — Biogr. univ., art. Gerbois, T. XVII, p. 177.

Digitized by Google

prononcés avec cette violence de langage qu'adoptent trop souvent des hommes qui croient servir leur conscience en s'abandonnant à leur haine et à leur orgueil. Les évêques d'Alais et de Pamiers, qui s'étaient opposés les premiers à l'extension de la régale, étaient morts tous les deux; mais le dernier, avant de mourir, en avait appelé au pape. Ils avaient été remplacés par des grands-vicaires nommés par les chapitres, et ceux-ci avaient déclaré livrés à Satan et chassés de l'Église ceux qui avaient obtenu du roi, en vertu de son droit de régale, des bénéfices dans les diocèses d'Alais et de Pamiers. Ces grands-vicaires se tenaient cachés quand ils tenaient un tel langage. Le parlement de Toulouse condamna l'un d'eux à mort, comme perturbateur du repos public, et criminel de lèse-majesté. Il fut exécuté en effigie le 16 avril 1681. Le pape à son tour annula les sentences des métropolitains, et frappa d'une excommunication majeure ceux qui leur obéiraient (1).

Pour trouver une issue à de si graves difficultés, le clergé de France fut assemblé au commencement de l'année 1681, sous la présidence de l'archevêque de Paris. Il nomma une commission composée des archevêques de Reims, d'Embrun et d'Albi, et des évêques de La Rochelle, d'Autun et de Troyes, pour examiner les droits contestés. Ce fut Maurice le Tellier, archevêque de Reims, frère du chancelier et oncle de Louvois, qui, le 1er mai, fit un rapport au nom de cette commission, et il le fit avec bien plus de zèle pour l'autorité royale que pour celle de l'Église. Cependant il lui était difficile de justifier les prétentions de la couronne à un droit qui partout était abusif, et dont l'origine était toute récente, soit dans le midi du royaume, soit dans les nouvelles conquêtes de Louis XIV. Aussi se contenta-t-il de dire que l'Église devait se conformer aux désirs d'un si grand roi, en raison des obligations qu'elle lui avait, et surtout de ses efforts pour extirper l'hérésie. Mais puisque les derniers brefs du pape pouvaient

(1) La Hode, L. XI. p. 217. — Limiers. L. IX. p. 405. — Larrey. T. V, p. 66.

Digitized by Google

exciter des divisions dangereuses, il demandait que le roi voulût bien convoquer un concile national, ou une assemblée générale du clergé de France. Louis XIV qui n'aimait pas les assemblées délibérantes, s'en tint à celle qui devait être revêtue de moins de pouvoirs: L'assemblée du clergé de France fut convoquée pour le 9 novembre (1).

Avant la tenue de cette assemblée, il y avait eu un nouvel échange de brefs et de réquisitoires entre Rome et la France. Un bref d'Innocent XI, du 1er janvier 1681, cassait toutes les procédures faites par l'archevêque de Toulouse en faveur de la régale, et déclarait invalides les confessions reçues, les mariages célébrés par des prêtres institués en vertu de ce prétendu privilége. Ce bref si violent fut supprimé comme un libelle, à la requête du procureur général, par un arrêt du parlement du 31 mars 1681. Ce corps déclarait, « que
» quoique ce qui s'est passé depuis quelque temps pût donner
» lieu de croire cet imprimé véritable, néanmoins quand on
» le verroit revêtu de toutes les formes qui pourroient le rendre
» authentique, le respect que nous avons pour le pape nous
» laisseroit encore douter que Sa Sainteté voulût ainsi ren-
» verser la juridiction d'un archevêque, à qui l'on ne peut
» ôter son droit sans porter en même temps atteinte à celui
» du pape. » Dès l'année précédente, il avait été réglé qu'aucunes bulles ou brefs ne pourraient être exécutés que sur lettres patentes contre-signées du grand sceau ; et le 21 juin 1681 un arrêt du parlement avait fait défense au provincial des jésuites de publier les brefs et ordres reçus du pape (2).

Ce fut au milieu de ces disputes que Bossuet fit, le 9 novembre, le discours d'ouverture de l'assemblée du clergé. Jacques-Bénigne Bossuet, né à Dijon le 27 septembre 1627, était déjà reconnu pour le plus éloquent des orateurs qu'ait produits la France ; déjà La Bruyère l'avait appelé *un père de l'Église,* croyant parler ainsi d'avance le langage de la postérité. Nommé, en 1669, à l'évêché de Condom, il y avait

(1) La Hode, L. XI., p. 219. — Le bref du pape, dans Limiers, L. IX, p. 406. — Larrey, T. V, p. 68.

(2) Isambert, Lois franç., T. XIX, p. 251, 262 et 272.

Digitized by Google

renoncé l'année suivante, lorsque le roi le choisit pour précepteur du dauphin. Il remplit dix ans cette fonction, et c'est en vue de l'éducation du prince qu'il composa quelques uns de ses ouvrages les plus célèbres; son Discours sur l'histoire universelle, sa Politique de l'Écriture Sainte, son Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même. Dans ces ouvrages, dans ses écrits plus importants encore de controverse contre les protestants, Bossuet se montra toujours l'homme de l'autorité, l'homme de la tradition. Toute sa controverse avec les protestants se réduisait à ce seul principe : « Hier on croyoit ainsi, donc aujourd'hui, il faut croire encore de même. » Ce n'est pas que son génie n'eût établi, entre lui et les novateurs, quelques points de contact; dans son livre de l'Exposition de la Foi catholique, il avait montré la religion facile à croire et à pratiquer, et l'avait dégagée des absurdités que l'on confondait avec elle. Sa vénération pour saint Augustin dont il faisait sa principale étude, le rapprochait des jansénistes; mais l'autorité du roi et l'autorité du pape s'étaient prononcées contre eux, et il n'hésita point. La première était d'un grand poids pour lui, car nul peut-être, au milieu de l'admiration universelle pour Louis XIV, n'eut pour lui autant de respect et de dévouement que Bossuet. Dans sa religion comme dans sa politique, tout en lui tendait au despotisme (1).

(1682.) Bossuet avait terminé l'éducation du dauphin, et il avait été promu à l'évêché de Meaux, lorsqu'il prononça le sermon d'ouverture à l'assemblée du clergé de France. Il y établit « la primauté accordée à saint Pierre, malgré ses fautes, ce qui doit apprendre à ses successeurs à exercer une si grande puissance avec humilité et condescendance. » Ces premiers mots indiquaient l'esprit dans lequel voulait procéder une assemblée toute composée d'hommes que le roi avait promus à leur dignité, qu'il pouvait élever plus haut encore, et qui, dans le sein de leurs familles et dans toute la France, n'entendaient parler que de soumission et d'obéissance. Il y avait

(1) Prosp. de Barante, art. Bossuet dans la Biogr. univ., T. V, p. 225.

Digitized by Google

cependant quelques abus scandaleux dans l'exercice du droit de régale qu'ils réformèrent. Le roi était en possession, quand la régale était ouverte, de conférer les doyennés, les archidiaconés et les prébendes, sans que ceux qui en étaient pourvus prissent aucune institution canonique ni mission des prélats. L'assemblée obtint du roi un édit vérifié en parlement le 24 janvier 1682, qui interdisait de conférer ces bénéfices à ceux qui n'avaient pas l'âge, les degrés et les capacités prescrites par les saints canons, et qui obligeait les élus à se présenter aux vicaires généraux ou aux évêques, pour en obtenir l'approbation et la mission canoniques. L'assemblée faisant sonner bien haut cette nouvelle preuve de la bonté du roi, signa unanimement, le 3 février, l'acte de consentement à l'extension de la régale (1).

Mais la même assemblée ne tarda pas à rendre, sur les limites de la puissance pontificale, une décision bien autrement importante. Ce sont les quatre Propositions dont la rédaction est attribuée à Bossuet, et qu'il a entrepris de défendre dans un Traité publié après sa mort. Le préambule ne les présente point comme une doctrine nouvelle, mais au contraire comme des vérités antiques, qu'il importe de publier, pour empêcher que les novateurs n'écartent de la mère Église les âmes des simples, en représentant la primauté de saint Pierre et de ses successeurs comme onéreuse aux rois et aux peuples. Cette puissance, disait l'assemblée, 1° ne s'étend qu'aux choses spirituelles, qui se rapportent au salut éternel ; les papes n'en ont aucune, directe ou indirecte, sur les choses temporelles ; par conséquent ils n'ont aucun droit à déposer les rois, ni à délier les sujets de leur serment de fidélité ; 2° la puissance des successeurs de saint Pierre ne déroge nullement aux décisions du concile de Constance, dans ses sessions 4 et 5, sur l'autorité des conciles généraux ; 3° elle doit être limitée par les canons, et par les règles et les usages adoptés par les diverses Églises, entre autres par

(1) Isambert, Recueil des anc. lois franç., T. XIX, p. 374. — La Hode, L. XLI, p. 225.

Digitized by Google

l'Église de France; 4° enfin, quoique le pape soit appelé à décider les questions de foi pour toutes les Églises, ses décisions peuvent être réformées tant qu'elles n'ont pas été sanctionnées par le consentement de toute l'Église (1).

Les quatre propositions enlevaient à l'Église romaine un pouvoir qu'elle était bien déterminée à ne pas abandonner; aussi furent-elles repoussées par Innocent XI comme une cruelle offense, dont il demanda le désaveu formel; mais loin de lui complaire, Louis XIV, par un édit, en prescrivit l'enregistrement dans tous les parlements, bailliages, sénéchaussées, universités, facultés de théologie et de droit canon; il ordonna de les enseigner toutes les années dans toutes les écoles, et il voulut que personne ne pût être reçu licencié ou docteur sans avoir soutenu une thèse en faveur de cette doctrine.

Toutefois, l'assemblée était inquiète du scandale que pourrait causer une brouillerie si ouverte avec la cour de Rome; aussi elle chercha à contrebalancer cet effet par le zèle qu'elle déploya pour la conversion des huguenots. Elle représenta au roi que jamais moment plus propice ne s'était présenté pour ramener les brebis égarées à la communion de Rome, puisque l'Église avait un chef qui donnait l'exemple de toutes les vertus, et que tous les abus qu'on avait pu reprocher à sa discipline étaient corrigés. En réponse à ces instances, le roi adressa deux circulaires, l'une aux évêques, l'autre aux intendants du royaume, les engageant à réunir tous leurs efforts pour ramener les prétendus réformés au sein de la mère Église. Ces circulaires, dans lesquelles le roi recommandait « de ménager avec douceur les esprits, et de » ne se servir que de la force des raisons pour les rappeler à » la connoissance de la vérité (2), » étaient cependant accompagnées de mesures de rigueur tous les jours plus sévères. Les huguenots, froissés dans toutes leurs affections, traversés dans toutes leurs entreprises, assurés de la défaveur la plus

(1) Isambert, Lois franç., T. XIX, p. 384. — La Hode, L. XLI, p. 228. — — Limiers, L. IX, p. 410. — Larrey, T. V, p. 71.

(2) Circulaire du 10 juillet, Isambert, T. XIX, p. 393.

Digitized by Google

scandaleuse devant toutes les administrations et tous les tribunaux, commençaient de toutes parts à quitter le royaume; un édit du 18 mai leur défendit d'en sortir avec leurs familles, pour aller s'établir à l'étranger, sous peine des galères à perpétuité contre les chefs desdites familles, et d'amende arbitraire, qui ne pourra toutefois être moindre que de trois mille livres, contre ceux qui seront convaincus d'avoir contribué à leur sortie. Peu de jours après, un arrêt du conseil étendit les châtiments des relaps aux prétendus nouveaux convertis qui retourneraient à l'hérésie, encore qu'ils n'eussent ni écrit ni signé leur abjuration. Des listes de ces nouveaux convertis furent signifiées aux ministres et consistoires, pour qu'ils ne leur permissent point de rentrer dans leurs temples, sous peine de démolition de ces temples. Les ventes d'immeubles faites par des religionnaires émigrés furent déclarées nulles et frappées de confiscation, si elles avaient été faites moins d'une année avant leur retraite. Toute assemblée de religionnaires ailleurs que dans leurs temples leur fut interdite, toute charité collective leur fut prohibée, et les fonds qu'ils avaient recueillis entre eux pour leurs pauvres, furent confisqués au profit des hôpitaux (1).

Le roi n'était pas tellement préoccupé des affaires religieuses de son royaume, qu'il laissât le reste de l'Europe en repos; il commençait à tourner sur l'Italie ses vues ambitieuses. Charles Emmanuel II de Savoie était mort en 1675; sa veuve, Jeanne, de la branche française de Savoie-Nemours, était demeurée régente pour son fils Victor Amédée II; Louis désirait réunir à la France les États de Savoie, et il crut avoir trouvé un moyen d'y réussir en faisant épouser au jeune duc sa cousine germaine, la princesse héritière du royaume de Portugal, née aussi bien que lui d'une princesse de Savoie-Nemours; c'était la mère de cette héritière du trône qui avait déposé son mari et épousé son beau-frère. Les deux sœurs, par l'entremise des ambassadeurs de France,

(1) *Voyez* la suite de ces ordonnances dans Isambert, T. XIX, p. 388, 389, 391, 395, 407, 411, 413.

Digitized by Google

demeurèrent aisément d'accord. Il n'était point convenu que Victor Amédée, s'il succédait à la couronne de Portugal, renoncerait à son ancien héritage, mais on croyait facile de l'y amener, une fois qu'il aurait consenti à quitter l'Italie, et pour l'y déterminer plus aisément, on suscitait à la régente des rébellions dans les provinces de Mondovi et de Céva, dont elle ne pouvait venir à bout. Les deux époux étaient déjà fiancés, et le duc était sur le point de partir pour le Portugal, lorsque quelques seigneurs piémontais soulevèrent le peuple en lui annonçant que leur souverain avait consenti à l'abandonner, et déterminèrent Victor Amédée à renoncer au mariage projeté. Ces seigneurs cependant furent punis par la prison ou l'exil, pour avoir contrarié les vues de Louis XIV (1). Celui-ci nouait dès lors une autre intrigue pour établir sa domination en Piémont. Il désirait rentrer en possession de la forteresse de Casal, à laquelle Richelieu attachait tant d'importance. Casal appartenait alors à Charles IV, duc de Mantoue, prince perdu de débauches, toujours avide d'argent, et qui n'ayant d'autre enfant qu'une fille, voyait déjà disputer par la maison d'Autriche les droits héréditaires de cette fille sur le Montferrat. Un comte Mattioli qu'il employait tour à tour dans ses négociations politiques et dans des intrigues amoureuses, muni du blanc-seing de son maître, offrit à Louis XIV de lui livrer Casal pour une grosse somme d'argent. Cette négociation fut découverte, le duc de Mantoue se hâta de désavouer son ministre, et de protester qu'il n'avait eu jamais une telle pensée ; Mattioli fut enlevé, conduit à Pignerol, puis à la Bastille, et on a prétendu de nos jours que c'était le fameux prisonnier du masque de fer, comme si, entre tant de victimes d'arrestations arbitraires, c'était pour cacher un tel intrigant qu'on aurait pris de si excessives précautions (2). Cependant le duc de Mantoue

(1) *Carlo Botta Stor. d'Italia*, L. XXIX, p. 317.

(2) M. de Voltaire, qui le premier a parlé de l'homme au masque de fer, dit qu'il fut arrêté peu de mois après la mort de Mazarin. « On envoya, dit-il, dans le » plus grand secret au château de l'île Sainte-Marguerite, dans la mer de Pro- » vence, un prisonnier inconnu, d'une taille au-dessus de l'ordinaire, jeune et

Digitized by Google

regrettait l'argent de France qu'on lui avait fait espérer. Une seconde fois il vendit sa forteresse pour cinquante mille dou-

» de la figure la plus belle et la plus noble. Ce prisonnier dans la route portait » un masque dont la mentonnière avait des ressorts d'acier qui lui laissaient la » liberté de manger avec le masque sur son visage. On avait ordre de le tuer » s'il se découvrait. Il resta dans l'île jusqu'à ce qu'un officier de confiance, » nommé Saint-Mars, gouverneur de Pignerol, ayant été fait gouverneur de la » Bastille, l'an 1690, l'alla prendre à l'île Sainte-Marguerite, et le conduisit à » la Bastille toujours masqué. Le marquis de Louvois alla le voir dans cette île » avant la translation, et lui parla debout avec une considération qui tenait du » respect. Cet inconnu fut mené à la Bastille, où il fut logé aussi bien qu'on » peut l'être dans le château. On ne lui refusait rien de ce qu'il demandait. Son » plus grand goût était pour le linge d'une finesse extraordinaire. On lui faisait » la plus grande chère, et le gouverneur s'asseyait rarement devant lui. Un jour » des premiers qu'il était dans l'île, le prisonnier écrivit avec un couteau sur » une assiette d'argent, et jeta l'assiette par la fenêtre, vers un bateau qui était » au rivage presque au pied de la tour. Un pêcheur à qui ce bateau appartenait » ramassa l'assiette et la rapporta au gouverneur. Celui-ci étonné demanda au » pêcheur : Avez-vous lu ce qui est écrit sur cette assiette, et quelqu'un l'a-t-il » vue entre vos mains? — Je ne sais pas lire, répondit le pêcheur; je viens de » la trouver, personne ne l'a vue. Ce paysan fut retenu jusqu'à ce que le gou- » verneur fût bien informé qu'il n'avait jamais lu, et que l'assiette n'avait été » vue de personne. Allez, lui dit-il, vous êtes bien heureux de ne savoir pas » lire.... M. de Chamillart fut le dernier ministre qui eut cet étrange secret. A » sa mort, son gendre le conjura à genoux de lui apprendre ce que c'était que » cet homme qu'on ne connut jamais que sous le nom de l'Homme au masque » de fer; Chamillart lui répondit que c'était le secret de l'État, et qu'il avait fait » serment de ne le révéler jamais. » Siècle de Louis XIV, ch. 25, p. 391. On voit non seulement qu'aucune de ces circonstances ne peut se rapporter à un homme aussi obscur que Mattioli; mais que dans la pensée de Voltaire c'était un membre inconnu de la famille royale, peut-être un fils naturel d'Anne d'Autriche.

Cet inconnu, qui sans doute avait été élevé mystérieusement dès sa naissance, car quand on l'envoya dans l'île Sainte-Marguerite, en 1661 ou 1662, il ne disparut dans l'Europe aucun homme considérable, était admirablement bien fait. Un vieux médecin de la Bastille, qui l'avait souvent traité dans ses maladies, n'avait jamais vu son visage, quoiqu'il eût souvent examiné sa langue et le reste de son corps. Sa peau était un peu brune; il intéressait par le seul ton de sa voix, ne se plaignant jamais de son état, et ne laissant point entrevoir ce qu'il pouvait être. Il mourut le 19 novembre 1703, et fut enterré la nuit, à la paroisse de Saint-Paul. Toutes les conjectures sur le *Masque de fer* sont rassemblées et comparées par M. Weiss dans la Biographie universelle, T. XXVII, p. 393. Mais il relève une contradiction qui n'existe pas dans le récit de Voltaire. « Saint-Mars, dit-il, ne fut nommé qu'en 1664 gouverneur de Pignerol. » Peu importe, car le prisonnier ne lui fut confié que lorsqu'il passa au gouvernement de la Bastille.

Digitized by Google

blons d'Espagne, et une pension annuelle de 600,000 francs. Les troupes françaises auxquelles la duchesse régente de Savoie accorda le passage, prirent possession de Casal le 30 septembre 1681. L'empereur et le roi d'Espagne en témoignèrent la plus vive indignation, et le duc de Mantoue, pour y échapper, prétendit de nouveau qu'il n'avait eu aucune part au traité, et fit jeter en prison le marquis Guerrieri, son principal ministre, comme étant le seul coupable (1).

Les Français ne traitaient pas avec moins de hauteur les Musulmans que les Chrétiens. En 1681, l'amiral Duquesne poursuivait des corsaires de Tripoli jusque dans le port de Chio, et il les y cribla de canonnades, sans ménager les habitants de la ville, dont plusieurs furent tués dans les rues et dans les maisons ; plusieurs de ces maisons et des mosquées furent incendiées, et cette cruelle exécution militaire fut faite sous les yeux du capitan pacha, qui lui-même était entré dans le port avec trente-six galères. L'année suivante, Duquesne fut chargé de châtier aussi les corsaires d'Alger : le 20 juillet, il brûla deux de leurs vaisseaux dans le port de Chertchell. Il vint ensuite insulter la ville même d'Alger, dans la nuit du 30 août et dans celle du 4 septembre, il fit avancer des galiotes jusqu'à peu de distance des murs, et il y jeta deux cents bombes qui abattirent une centaine de maisons, et endommagèrent quelques vaisseaux (2).

Le roi recommençait aussi ses entreprises sur la Belgique. La chambre de Metz prétendit qu'un grand nombre de fiefs du duché de Luxembourg avaient relevé originairement de la France, et en conséquence elle cita le roi d'Espagne à venir rendre pour eux foi et hommage. Ce roi, comme on s'y était attendu, n'en tint aucun compte ; alors la chambre, par un

(1) *Carlo Botta Stor. d'Italia*, T. VI, L. XXIX, p. 319. — *Muratori*, T. XV, p. 474. — La Hode, L. XL, p. 222.

(2) La Hode, L. XL, p. 223, et L. XLI, p. 226. — Limiers, L. IX, p. 400. Ces galiotes étaient alors employées pour la première fois. C'étaient de petits vaisseaux, plus forts de bois, sans ponts, mais avec un faux tillac à fond de cale, dans lequel étaient maçonnés les mortiers. Leur inventeur, Petit-Renaud, avait été appelé plusieurs fois par Colbert au conseil de marine. Siècle de Louis XIV, ch. 14, p. 189.

Digitized by Google

second arrêt, réunit ces terres à la couronne, et le maréchal de Créqui s'empara à main armée de presque tout le duché; il bloqua même la capitale; il exigea des malheureux habitants des sommes énormes pour les frais de la guerre; puis il fit démolir leurs maisons, et en fit brûler les matériaux pour qu'elles ne pussent être rebâties (1).

Les calamités de la guerre sont toujours déplorables, mais elles méritent bien davantage notre réprobation quand c'est au sein de la paix qu'elles frappent des peuples malheureux, sans qu'aucun droit les justifie, sans qu'aucune provocation les excuse. Or Louis n'avait de pitié ni pour ses peuples ni pour ses voisins. C'était l'époque où il croyait s'être converti, où il s'occupait sans cesse de son salut, et il est remarquable que c'est aussi celle où l'on vit s'accroître sa dureté. Loin de réprimer son orgueil, les directeurs de sa conscience semblaient avoir pris à tâche de le nourrir; désormais, comme il n'avait plus de maîtresse, il se croyait l'homme de la Providence; prenant sa croyance pour la règle de l'Église, il frappait sans miséricorde sur tout ce qui différait d'opinions avec lui, huguenots, jansénistes, piétistes et catholiques ultramontains. Vers ce temps-là, M^me^ Guyon et le père La Combe commençaient à répandre leurs opinions mystiques; et Louis ne les ayant pas adoptées, ne connaissait, pour les supprimer, d'autres moyens que les arrestations arbitraires; il se croyait alors au plus haut faîte de la gloire et de la prospérité; et la naissance, le 6 août 1682, d'un fils du dauphin, qu'il nomma duc de Bourgogne, lui parut mettre le sceau à son bonheur, en assurant la succession dans sa famille (2).

Encore que le roi se fût éloigné de M^me^ de Montespan, ou par dévotion, ou parce qu'il était fatigué de son caractère impérieux et hautain, il conservait la même tendresse pour les enfants qu'il avait eus d'elle, et M^me^ de Maintenon, qui les avait élevés, les aimait plus tendrement encore que ne faisait leur mère. Louis voulait leur faire à tous de grands établissements;

(1) La Hode, L. XLI, p. 234. — Limiers, L. IX, p. 405.

(2) Lettre de mad. de Maintenon, du 7 août 1682, T. II, p. 113. — La Hode, L. XLI, p. 237.



Digitized by Google

il leur avait déjà donné des titres et des charges importantes ; il voulut aussi leur accorder des bienfaits qui ne lui coûtassent rien. Mme de Montespan fit entendre à Mlle de Montpensier que, si elle voulait faire du bien, par testament, à son fils le duc du Maine, on pourrait lui rendre son amant, le duc de Lauzun, captif depuis onze ans à Pignerol. Mademoiselle n'était plus en âge d'avoir des enfants; le sacrifice qu'on lui demandait ne lui coûtait rien, elle désirait passionnément rendre la liberté à Lauzun ; elle accueillit donc ces offres avec empressement. Mais dès qu'elle les eut écoutées, on se rendit plus difficile; on lui déclara qu'on ne lui permettrait jamais d'épouser Lauzun publiquement ; qu'un don après sa mort ne suffisait pas, qu'il fallait une donation entre vifs ; que si elle s'y refusait, on mettrait à la Bastille l'homme dont on supposait qu'elle suivrait les conseils. Enfin on la décida à faire l'abandon au duc du Maine du comté d'Eu et de la principauté de Dombes, valant ensemble deux cent mille livres de rente. Ce fut à ces dures conditions que Lauzun fut remis en liberté, mais le roi ne lui permit ni de revenir à la cour, ni d'exercer sa charge de capitaine des gardes ; cet homme qui l'avait servi dans ses amours, ne lui inspirait plus que de la répugnance. Lauzun, irrité de cette défaveur, s'en prit à Mademoiselle qu'il traita avec la dernière ingratitude (1). Le duc du Maine était déjà colonel général des Suisses; en 1683, le roi lui donna le gouvernement du Languedoc, devenu vacant par la mort du comte de Vermandois, fils naturel de Henri IV. Le duc de Verneuil, fils de Mlle de La Vallière, mourut peu après, au siége de Courtrai, d'une débauche d'eau-de-vie ; sa charge de grand amiral fut donnée au comte de Toulouse, frère cadet du duc du Maine. Le duc d'Orléans et le prince de Conti avaient en vain demandé quelques unes de ces faveurs prodiguées aux enfants adultérins (2).

(1683.) Le roi, en prenant des mœurs plus rangées, s'était

(1) Mém. de Mademoiselle, T. XLIII, p. 399, 405 et suiv.
(2) La Hode, L. XLI, p. 258. — Mém. de Mademoiselle, T. XLIII, p. 462.

Digitized by Google

rapproché de la reine. Même au temps de ses plus grandes infidélités il avait toujours eu le même lit, et jamais elle ne se couchait le soir, ou souvent plutôt le matin, qu'il ne fût rentré (1). Elle l'aimait passionnément, mais sa timidité vis-à-vis de lui s'était augmentée; son esprit était étroit et sans instruction, et sa dévotion prenait le caractère d'une bigoterie toute monacale; aussi Louis pouvait se faire un devoir de se rapprocher d'elle, sans cesser de s'y ennuyer; les jugements avantageux des courtisans, pas plus que les panégyriques de Bossuet ou de Fléchier, ne sauraient être pris pour des portraits. On la juge un peu mieux d'après M^lle^ de Montpensier, qui était placée assez haut pour n'avoir point de culte à lui rendre. Elle raconte qu'au mariage de la dauphine on porta à celle-ci un présent, où il y avait des pierreries et toute sorte de jolis bijoux; M^me^ de Montespan, qui les avait choisis, disait en les montrant: « Madame la dauphine » vous en donnera, ce lui sera un grand plaisir de vous en » donner. — Ce qu'elle ne fit point; à mesure qu'elle les » voyoit, elle disoit: Serrez cela; elle n'offrit rien à per- » sonne, pas même à la reine, qui auroit été fort aise d'en » avoir, et qui avoit dit, quand on lui montra le présent: Le » mien n'étoit pas si beau, quoique je fusse plus grande » dame; on ne se soucioit pas tant de moi que l'on fait d'elle. » — La reine avait toujours dans la tête qu'on la méprisoit, » et cela faisoit qu'elle étoit jalouse de tout le monde; et » surtout quand on dînoit elle ne vouloit pas que l'on man- » geât, elle disoit: On mangera tout, on ne me laissera rien; » le roi s'en moquoit (2). » Après que Mademoiselle eut donné une partie de son bien aux enfants légitimés du roi, « on les mena chez la reine qui les trouva fort jolis, et dit: » M^me^ de Richelieu disoit qu'elle répondoit de ce qui se pas- » seroit; voilà les fruits de cette caution. L'on trouva cela » fort plaisant. La reine disoit souvent de ces plaisanteries; » si elle avoit été aussi à la mode que M^me^ la dauphine le

(1) Souvenirs de mad. de Caylus, T. LXVI, p. 381.
(2) Mém. de mademoiselle de Montpensier, p. 395.



Digitized by Google

» fut d'abord, on en auroit fait plus de cas, et on lui auroit
» trouvé de l'esprit (1). »

Le roi venait de faire un voyage en Bourgogne et en Alsace; la reine, qui l'avait accompagné, en était très fatiguée. Le 26 juillet on annonça qu'elle était malade; ce n'était qu'un furoncle auquel on attachait peu d'importance. Le 30 elle était morte, lorsqu'on s'attendait le moins à cet événement (2). « La reine expirée, M^me^ de Maintenon voulut re-
» tourner chez elle; mais M. de la Rochefoucauld la prit par
» le bras et la poussa chez le roi en lui disant : Ce n'est pas
» le temps de quitter le roi, il a besoin de vous. — Elle ne
» fut qu'un moment avec le roi. Il fut plus attendri qu'af-
» fligé; mais comme l'attendrissement produit d'abord les
» mêmes effets, et que tout paroît considérable dans les
» grands, la cour fut en peine de sa douleur. Il alla à Saint-
» Cloud, où il demeura depuis le vendredi que la reine mou-
» rut, jusqu'au lundi qu'il en partit pour aller à Fontaine-
» bleau; et le temps où M^me^ la dauphine étoit obligée de
» garder le lit pour sa grossesse se trouvant expiré, elle alla
» joindre le roi, et fit le voyage avec lui. M^me^ de Maintenon
» la suivoit, et parut aux yeux du roi dans un si grand deuil,
» avec un air si affligé, que lui, dont la douleur étoit passée,
» ne put s'empêcher de lui en faire quelques plaisanteries;
» à quoi je ne jurerois pas qu'elle ne répondit en elle-même,
» comme le maréchal de Gramont à M^me^ Hérault : Le prenez-
» vous par là, ma foi je ne m'en soucie pas plus que vous (3).
» Au vrai, il faut avouer que la reine n'avoit rien en elle de
» ce qui pouvoit la faire aimer, et qu'au contraire le roi avoit
» en lui toutes les qualités les plus propres à plaire, sans être
» capable d'aimer beaucoup (4). »

« Le roi, dit ailleurs M^me^ de Caylus, ne savoit peut-être
» pas si bien discourir que M^me^ de Montespan, quoiqu'il
» parlât parfaitement bien. Il pensoit juste, s'exprimoit no-

(1) Mém. de mademoiselle de Montpensier, p. 432.
(2) *Ibid.*, p. 468.
(3) Souvenirs de mad. de Caylus, p. 439.
(4) *Ibid.*, p. 436.

Digitized by Google

» blement, et ses réponses les moins préparées renfermoient » en peu de mots tout ce qu'il y avoit de mieux à dire selon » les temps, les choses et les personnes. Il avoit bien plus » qu'elle l'esprit qui donne de l'avantage sur les autres. Jamais » pressé de parler, il examinoit, il pénétroit les caractères et » les pensées ; mais comme il étoit sage, et qu'il savoit com- » bien les paroles des rois sont pesées, il renfermoit souvent » en lui-même ce que sa pénétration lui avoit fait découvrir. » S'il étoit question de parler de choses importantes, on » voyoit les plus habiles et les plus éclairés étonnés de ses » connoissances, persuadés qu'il en savoit plus qu'eux, et » charmés de la manière dont il s'exprimoit. S'il falloit ba- » diner, s'il faisoit des plaisanteries, s'il daignoit faire un » conte, c'étoit avec des grâces infinies, un tour noble et fin » que je n'ai vu qu'à lui (1). »

Le goût du roi pour M$^{me}$ de Maintenon s'accrut depuis la mort de la reine, et il s'y livra avec d'autant moins de scrupule qu'avec sa dévotion nouvelle il s'était plus éloigné de la galanterie. Il sentait le besoin de l'esprit, il sentait aussi le besoin d'affections domestiques et d'une vie intérieure. Il ne se relâchait point dans sa résolution de gouverner par lui-même, de tout voir, de tout faire ; il travaillait beaucoup avec ses ministres ; et le temps qu'il ne donnait pas aux affaires était rempli soit par des pratiques de dévotion, soit par les assemblées du grand monde, aux salons, aux fêtes, aux voyages, où il était toujours en représentation et entouré de sa cour. Sa vie était triste et ennuyeuse, et tandis qu'il avait la capacité de jouir de tous les plaisirs de l'esprit, il s'en sentait habituellement privé.

Pendant le voyage de Fontainebleau la faveur de M$^{me}$ de Maintenon parvint au plus haut degré. « Je vis alors, dit sa » nièce, tant d'agitation dans son esprit, que j'ai jugé depuis, » en la rappelant à ma mémoire, qu'elle étoit causée par » une incertitude violente de son état, de ses pensées, de ses » craintes, de ses espérances ; en un mot son cœur n'étoit pas

(1) Souvenirs de mad. de Caylus, p. 409.

Digitized by Google

» libre, et son esprit fort agité..... Enfin le calme succéda à » l'agitation, et ce fut à la fin de ce même voyage. Je me » garderai bien de pénétrer un mystère respectable pour moi » par tant de raisons. » Ce mystère était le mariage secret du roi avec Mme de Maintenon. Rien n'était plus contraire à l'orgueil de Louis XIV, à la distance infinie qu'il avait voulu maintenir entre le monarque et le plus exalté de ses sujets, que son mariage avec la veuve du poëte Scarron; le goût vif qu'elle lui inspirait, le besoin qu'il ressentait de son esprit toujours nouveau, le respect qu'il éprouvait pour sa vertu, triomphèrent de cette répugnance; mais aussi il voulut, en mettant en repos la conscience de l'un et de l'autre, dérober au monde la connaissance de ce qu'il regardait comme son abaissement; et Mme de Maintenon se conformant scrupuleusement à son intention, prit autant de peine pour supprimer toutes les preuves de ce mariage qu'un autre aurait pris pour les conserver. Nous ne déciderons point s'il fut célébré peu de mois après la mort de la reine, comme paraît l'indiquer Mme de Caylus, ou seulement, comme le croit la Beaumelle, en 1685; on suppose qu'il fut béni par le père La Chaise, confesseur du roi, ou par M. de Harlay, alors archevêque de Paris, et que les témoins furent M. et Mme de Montchevreuil, Bontemps, valet de chambre du roi, et Nanon, femme de chambre de Mme de Maintenon (1).

Peu de temps après la mort de la reine, Louis XIV perdit un des hommes qui avaient le plus contribué à la grandeur dont il était en possession. Colbert mourut le 6 septembre 1683, âgé de soixante-quatre ans. Lui seul avait su rétablir l'ordre dans les finances, pourvoir à des besoins toujours croissants, et dans le temps même où il demandait des sommes énormes aux contribuables, faire encore fleurir le commerce et l'industrie, sans cesser pour cela de protéger les sciences et les arts. Ce fut aussi à lui que la capitale dut l'ordre et la sûreté qu'il y avait rétablis en créant la charge

(1) Souvenirs de mad. de Caylus, p. 446. — La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, L. VII, ch. 9, T. III, p. 54. — Mém. de Saint-Simon, T. XIII, p. 106.

Digitized by Google

de lieutenant de police. Mais déjà, dès l'année 1670, il commençait à s'apercevoir que son crédit baissait auprès de son maître. C'était l'effet de la rivalité de Louvois, des efforts de ce ministre jaloux, pour flatter, pour exciter toutes les passions du monarque, et pour embarrasser le contrôleur des finances en lui adressant des demandes d'argent toujours nouvelles. « Si vous voulez savoir ce que c'est que l'économie, lui dit un jour le roi, allez en Flandre, vous verrez » combien les fortifications des places conquises ont peu » coûté. » Cette comparaison avec Louvois fut un coup de foudre pour Colbert. Elle acheva d'abattre un tempérament déjà miné par des travaux excessifs. Il souffrit avec une constance héroïque les douleurs violentes de la pierre, dont il était attaqué. Comme il était sur le point de mourir, on lui porta une lettre du roi, qu'il refusa d'ouvrir, pour ne s'occuper plus que de son salut. Le peuple qui voyait en lui l'inventeur de beaucoup de charges sous lesquelles il se sentait opprimé, menaçait de se soulever pour jeter ses restes à la voirie. Ce ne fut qu'à force d'argent qu'on détermina les petits pères de Saint-Augustin à leur donner la sépulture dans leur couvent(1).

Les révolutions et les dangers auxquels le levant de l'Europe était exposé à cette époque laissaient une libre carrière aux projets orgueilleux de Louis XIV. Il ne voyait nulle part de potentat qui pût mettre obstacle à ses volontés. Une révolution en Russie venait de transmettre le pouvoir absolu au tzar Pierre, alors fort jeune, mais qui, sous le nom de Pierre-le-Grand, devait bientôt donner à cet empire, jusqu'alors inconnu, une haute importance. La Pologne n'avait jamais paru si grande et si redoutable que sous le roi belliqueux Jean Sobieski, qu'elle s'était donné en 1674. Avant son élévation, Sobieski avait épousé une Française, fille du comte d'Arquien (2).

(1) Biographie universelle, art. Colbert, T. IX, p. 208. — La Hode, L. XLI, p. 243. — Limiers, L. IX, p. 418. — Vie de Colbert, p. 180. — Siècle de Louis XIV, ch. 29, T. II, p. 49. Voltaire y rassemble en un seul tableau tous les grands services de Colbert.

(2) Mémoires de l'abbé de Choisy, L. XI, p. 491, T. LXIII. Il explique différemment ce refroidissement.

Digitized by Google

Il demanda à Louis XIV de vouloir bien élever son beau-père à la dignité de duc; on ne peut comprendre quel fut le motif du roi pour le refuser; il aliéna ainsi un souverain qui jusqu'alors avait paru bien disposé pour la France. A Vienne enfin, l'empereur Léopold, faible, opiniâtre et dépourvu de talents, avait laissé tomber la monarchie autrichienne, aussi bien que l'empire, au dernier degré de misère et de délabrement. Les Turcs déjà maîtres de la Hongrie avaient aussi envahi les provinces allemandes. Kara Mustapha le grand-visir, à la tête de deux cent mille hommes, avait ouvert, le 14 juillet 1683, la tranchée devant Vienne. Léopold avec sa cour s'était retiré à Lintz, puis à Passau. Son généralissime le duc de Lorraine était hors d'état de tenir tête à un ennemi si formidable, lorsque Sobieski accourut à son aide avec une brave armée polonaise. Leur réunion porta à quatre-vingt mille hommes les forces des Chrétiens. Cependant Kara Mustapha le redoutait si peu qu'il négligea d'occuper les hauteurs du Calemberg. Sobieski s'établit sur cette montagne le 11 septembre; le 12 il fondit sur les Turcs, et il les mit si aisément en fuite que la bataille fit répandre fort peu de sang. On fit alors sentir à Léopold qu'il devait voir son libérateur pour le remercier; mais comme il ne voulait pas *lui donner la main* (le faire asseoir à sa droite), il fallut que l'entrevue eût lieu en pleine campagne, et quand Léopold se trouva en face de Sobieski, il n'eut pas assez de présence d'esprit pour lui adresser même une seule parole (1).

Pendant que l'Allemagne tremblait à l'approche des Turcs, Louis XIV avait mis en mouvement toutes ses troupes; un camp était assemblé sur la Saône, un autre près de Besançon, un troisième à Molsheim près de Strasbourg, un quatrième à Bouquenon, près de la Sarre. Il était facile de les réunir en peu de jours, et d'en former une armée formidable; tous les voisins de la France en avaient conçu la plus vive inquiétude.

(1) La Hode, L. XLI, p. 245. — Vie du duc de Lorraine, L. III, p. 278. — Coxe, Hist. de la maison d'Autriche, ch. 66, T. IV, p. 15. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. XI, p. 513.

Digitized by Google

Il paraît cependant que Louis n'avait eu d'autre but que de passer des revues; ou plutôt qu'en étalant sa puissance, il comptait faire perdre aux autres souverains le courage de s'opposer à ses volontés (1).

Le roi demandait aux Espagnols de lui livrer le comté d'Alost, le vieux bourg de Gand, et quelques autres places de Flandre, auxquelles il prétendait n'avoir pas renoncé par le traité de Nimègue. Les Espagnols lui répondaient qu'il n'avait eu aucune occasion d'y renoncer, puisqu'il n'avait aucun titre à leur possession, et que quoiqu'il s'en fût emparé pendant la guerre, il ne les occupait plus au moment où il avait signé la paix. Louis ne se contentant point de cette réponse fit investir Courtrai, le 2 novembre, par le maréchal d'Humières; cette place où l'on ne s'attendait point à une attaque, fut prise en quatre jours. Dixmude ouvrit ensuite ses portes à la première sommation. Louis XIV offrit alors de rendre ces deux forteresses, pourvu que l'Espagne lui cédât en retour, ou la ville de Luxembourg, ou la Cerdagne et la vallée d'Urgel, ou enfin Pampelune et Fontarabie. A des propositions si dénuées de toute justice, l'Espagne ne put opposer autre chose qu'une déclaration de guerre, publiée le 11 décembre. Dès que le roi en reçut la nouvelle, il donna ordre au maréchal de Boufflers de marcher sur Luxembourg, et de bombarder cette ville. Toutefois les instances des Hollandais qui offraient leur médiation, et plus encore la mauvaise saison, firent suspendre ce bombardement avant que la ville fût entièrement ruinée (2).

Louis XIV avait été le premier à mettre en pratique cette méthode atroce et nouvellement inventée de bombarder les villes, de les brûler, non pas pour les prendre, mais pour les détruire, de s'attaquer non aux fortifications, mais aux maisons privées, non aux soldats, mais aux habitants paisibles, aux femmes et aux enfants, et de confondre des milliers de

(1) La Hode, L. XLI, p. 240.

(2) Négociations de M. le comte d'Avaux, ambassadeur en Hollande, T. I, p. 160, seq. — La Hode, L. XLI, p. 251. — Limiers, L. IX, p. 418. — Larrey, T. V, p. 125-138. — Grimoard, Mém. milit. de Louis XIV, T. IV, p. 263.

Digitized by Google

crimes privés, dont chacun ferait horreur, dans un grand crime public, un grand désastre, qu'il ne regardait plus que comme une des catastrophes de la guerre. Le bombardement des villes par ses armées était déjà suffisamment odieux : toutefois dans la guerre de terre ferme on se propose d'occuper un point important, le combat est corps à corps, le danger pour les assaillants dissimule quelque peu la barbarie de l'action ; mais Louis commença cette année à transporter ses mortiers sur ses galiotes à bombes, et il donna ainsi à ses opérations militaires quelque chose de plus féroce encore. Les flottes ne pouvaient point avoir la mission de conquérir, mais seulement de détruire ; leur éloignement ne permettait aux guerriers de voir aucune des scènes de douleur qu'ils causaient, ou de ressentir aucune pitié. En dehors de la portée des feux de la ville, ils ne couraient presque aucun danger ; ils perdaient tout au plus cinq ou six hommes, tandis qu'ils tuaient des créatures humaines par centaines ou par milliers, et si par un accident presque inouï un vaisseau venait à sombrer, on oubliait les individus pour voir seulement le navire dans cette catastrophe : c'était déjà cette guerre des machines ; êtres gigantesques, aussi impitoyables qu'ils sont violents, qu'on a perfectionnée dans notre siècle.

Il semble que Louis voulait en quelque sorte faire l'essai de cette force nouvelle, et que ce fût son but principal en donnant à l'amiral Duquesne l'ordre de bombarder Alger. Les Algériens avaient arrêté, au mépris des capitulations, plusieurs vaisseaux français, et enlevé un certain nombre d'esclaves ; on leur avait donné la chasse, et on leur avait pris plusieurs vaisseaux ; Duquesne ne se contenta point de cette punition : la nuit du 20 septembre, il approcha ses galiotes assez près de la ville pour que leurs bombes pussent éclater au milieu des rues les plus étroites. Dans la première nuit, il lança quatre-vingt-dix bombes, chargées de douze à quinze livres de poudre ; dans la seconde, cent vingt-sept ; c'était bien peu de chose auprès de ce que le roi en fit lancer, l'année suivante, contre une ville chrétienne ; cependant la

Digitized by Google

boucherie causée par leur explosion fut épouvantable. On voyait dans tous les quartiers des lambeaux de femmes et d'enfants mis en pièces. Les Algériens demandèrent la paix avec instance ; ils renvoyèrent, comme préliminaires, environ six cents esclaves chrétiens qu'ils avaient dans leurs bagnes ; mais la France exigea des dédommagements si exorbitants pour les prises précédemment faites, que la paix fut impossible. Le peuple, soulevé, massacra le dey ; il saisit les Français qui étaient dans la ville, entre autres un missionnaire qui avait fait les fonctions de consul, et les mit à la bouche des canons ; le bombardement recommença, et dura aussi longtemps que Duquesne eut des bombes sur ses vaisseaux. Les galères des Algériens, leurs arsenaux, leurs magasins, furent incendiés; les affûts de leurs canons, brisés : une grande partie de la milice et de la population, écrasée sous les ruines. Duquesne se retira ; mais il laissa trois ou quatre vaisseaux pour bloquer le port. Le nouveau dey, Mezzomorto, offrit de nouveau les conditions qu'on avait refusées à son prédécesseur ; elles furent acceptées, et la paix fut signée au mois d'avril 1684 (1).

(1684.) L'Espagne, avec l'orgueil et l'incapacité qui signalèrent le règne entier de Charles II, n'avait consulté aucun de ses alliés pour rompre la paix, et n'avait fait aucun préparatif pour se mettre en état de soutenir la guerre. Rien ne pouvait sans doute être plus injuste, plus insultant, que les prétentions de la France ; il y avait presque de l'ironie à parler de ses droits et de ses intentions pacifiques, tandis qu'elle n'avait pas même un prétexte pour colorer ses usurpations. Mais les États faibles, exposés à l'oppression, ne rendent pas leur situation meilleure en déclarant la guerre ; ils mettent seulement plus à l'aise leurs oppresseurs, et ils donnent à leurs actes de violence l'apparence moins odieuse d'hostilités avouées. La France, depuis la paix de Nimègue, n'avait cessé de vexer, de dépouiller les Pays-Bas, dont elle occupait militairement la plus grande partie. Dès que la cour de Madrid

(1) La Hode, L. XLI, p. 232. — Limiers, L. IX, p. 416. — Larrey, T. V, p. 94. Dans la vie de Colbert on trouve des détails donnés par un homme fort instruit sur cette expédition. Arch. cur., T. IX, p. 143.

Digitized by Google

eut déclaré la guerre, Louis XIV fit avancer ses armées dans le Luxembourg, la Catalogne et la Navarre ; partout elles désolèrent le pays, et nulle part elles ne rencontrèrent de résistance efficace. Au malheur d'être dépouillés, les Espagnols ajoutèrent seulement l'humiliation d'être battus.

L'état de l'Europe était tel en effet qu'aucune puissance ne pouvait essayer seulement de s'opposer à Louis XIV. Les Espagnols n'ont pas eu d'historiens pour cette époque ; un profond sentiment d'humiliation sembla leur avoir interdit de conserver la mémoire du règne de Charles II. L'imbécillité de ce roi ; la faiblesse et les vices de sa mère, de son frère naturel et de leurs favoris ; la corruption universelle de la noblesse, qui abandonnait les armées et les affaires politiques pour passer sa vie dans de honteux plaisirs; la misère des villes; la dépopulation des campagnes; l'oppression de tout le peuple ; le découragement des soldats, laissés sans solde, sans souliers et sans pain, à la charge des villes où ils étaient réduits à mendier ; la pénurie enfin du trésor, ne laissaient à cette grande monarchie pas la moindre chance de se défendre. L'empereur d'Allemagne Léopold était presque aussi incapable que Charles II ; s'il avait de meilleurs généraux et de meilleurs soldats, il était aussi bien plus accablé par ses ennemis. L'abus du pouvoir et la mauvaise foi, vices héréditaires de son gouvernement, avaient forcé la Hongrie et la Transylvanie à se soulever contre lui, et à faire alliance avec les Turcs. Ceux-ci s'avançaient chaque année au travers des frontières de l'Autriche, qui, malgré les généreux secours des Polonais, courait risque d'être envahie tout entière. L'Empire, abandonné par son chef, ne mettait plus aucun ensemble dans sa conduite; parmi les souverains de l'Allemagne, il y en avait plusieurs qui se disputaient les subsides de la France, pour trahir la patrie commune. Les rois de Danemarck et de Suède suivaient la même politique ; ils croyaient le danger encore assez éloigné d'eux pour ne songer qu'à tirer parti des convulsions de l'Europe. Le roi d'Angleterre n'avait d'autre désir que celui de tromper ou d'asservir son parlement, d'établir dans son pays le catholicisme et la

Digitized by Google

puissance absolue, et de faire reconnaître pour son successeur le duc d'York son frère, déjà papiste déclaré. Pour parvenir à ces fins, il avait fait secrètement alliance avec la France. La Hollande seule demeurait indépendante, prudente, clairvoyante; mais ses conseils se partageaient sur la politique qu'il lui convenait de suivre. Son chef, le prince d'Orange, croyait le moment venu de recommencer la guerre pour maintenir des traités dont la république était garante; la plupart des hommes d'État, au contraire, et surtout la ville d'Amsterdam, dont le poids était si grand dans les délibérations, représentaient que leur population était accablée par le fardeau des dettes contractées pour la dernière guerre, découragée par ses revers, et impuissante pour entrer en lutte contre un empire aussi redoutable que la France, d'autant que l'alliance de l'Espagne, loin d'être pour elle une aide, était un danger de plus. Le prince d'Orange, sur la nouvelle que l'Espagne avait déclaré la guerre, fit bien décréter par les états-généraux une levée de seize mille hommes; mais la ville d'Amsterdam, frappée de l'insuffisance de cet armement, qui pouvait provoquer la guerre sans mettre en état de la soutenir, protesta contre; d'autres villes de Hollande, de Zélande, de Frise et de Groningue, protestèrent également; en sorte qu'il devint évident que les Provinces-Unies ne voulaient pas la guerre et ne la feraient pas (1).

Louis XIV, qui n'avait à demander ni les conseils ni l'assentiment de personne, fut, selon son usage, prêt long-temps avant ses adversaires. Pendant tout l'hiver les marquis de Boufflers et de Montal avaient porté la désolation dans tout le Brabant; ils avaient brûlé les lieux qui différaient ou refusaient de contribuer; ils avaient entre autres, au mois de janvier, brûlé un faubourg de Bruxelles. Au mois de mars le maréchal d'Humières s'était approché d'Oudenarde, et le 23, le 24 et le 25, il n'avait cessé nuit et jour de tirer sur cette malheureuse ville des bombes et des boulets rouges, jusqu'à

(1) Négociations du comte d'Avaux, T. I, p. 161, seq. — La Hode, L. XLII, p. 261. — Larrey, T. V, p. 152.

Digitized by Google

ce qu'elle fût presque détruite ; il s'était ensuite retiré, sans essayer d'y entrer. A la fin d'avril Louis XIV se mit lui-même à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et douze mille de cavalerie, que le maréchal de Schomberg commandait sous ses ordres, et avec laquelle il s'avança du côté de Mons, moins avec le dessein d'agir, que pour couvrir une armée presque d'égale force avec laquelle le maréchal de Créqui entreprenait le siége de Luxembourg. La tranchée fut ouverte devant cette place le 8 mai, et M. de Vauban en conduisit le siége avec autant d'intelligence que de vigueur. Le prince de Chimai avait dans Luxembourg une garnison de deux mille hommes d'infanterie et cinq cents de cavalerie ; il fit pour sa défense tout ce qu'on pouvait attendre d'un homme de cœur et de talent ; mais le marquis de Grana, gouverneur des Pays-Bas, était hors d'état de marcher à son assistance ; le prince d'Orange ne pouvait déterminer les Hollandais à se joindre aux Espagnols : le roi reconnut bientôt qu'il n'y aurait point d'action qui méritât sa présence ; après avoir fait raser les fortifications de Courtrai et Dixmude, villes qu'il comptait rendre à la paix, dès le 4 juin il se remit en route pour Versailles, laissant son armée sous les ordres du maréchal de Schomberg. Le même jour le prince de Chimai capitulait à Luxembourg ; la ville fut livrée le 7, et comme Louis était résolu à la conserver, Vauban s'appliqua, avec diligence, à en remettre les fortifications dans l'état le plus formidable (1).

Le maréchal de Navailles était mort à la fin de l'année précédente : le maréchal de Bellefonds fut chargé de commander à sa place l'armée destinée contre l'Espagne : il arriva à Bayonne au commencement de mars ; il traversa les Pyrénées avec un petit corps de troupes, et parut tout à coup à Roncevaux. Après avoir ainsi alarmé la Navarre, et forcé l'Espagnol à se mettre en garde de ce côté, il retourna vers le Roussillon, et passa le col de Jonquières le 1er mai ; il s'a-

(1) Grimoard, Mém. milit. de Louis XIV, T. IV, p. 274-279. — La Hode, L. XLII, p. 266. — Limiers, L. IX, p. 422. — Larrey, T. V, p. 146.

Digitized by Google

vança jusqu'à Gironne, dont il entreprit le siége ; il battit le 10 mai un petit corps espagnol qui voulait lui interdire l'approche de cette ville. Toutefois, ses convois d'artillerie ne lui étant pas arrivés à temps, et un assaut qu'il donna le 23 mai, n'ayant pas eu un plein succès, il fut obligé de lever ce siége (1).

Selon son usage Louis XIV avait immédiatement fait suivre ses premiers succès de propositions de négociations : le comte d'Avaux avait présenté aux états-généraux un Mémoire dans lequel il protestait que le roi ne faisait la guerre que pour avoir la paix à des conditions raisonnables. Il demandait ou de garder Luxembourg, en rendant Courtrai et Dixmude, dont il avait fait raser les fortifications, ou d'accorder un armistice de vingt ans, durant lequel chacun conserverait tout ce qu'il possédait (2). Les états-généraux sentirent bien qu'il était inutile de discuter avec Louis XIV des droits dont on n'entrevoyait pas même l'ombre ; tout ce qu'ils osaient espérer, c'était de traiter avec lui de sorte qu'en lui accordant tout ce qu'il demandait, ils ne lui laissassent pas de prétextes pour former bientôt après de nouvelles demandes. Ce fut le but d'un projet de traité rédigé le 17 juin, par lequel les états-généraux promettaient de travailler à faire accepter par le roi d'Espagne et par l'Empire une trêve de vingt années, aux conditions offertes par le roi, et s'ils n'y réussissaient pas, ils s'engageaient à ne donner plus à l'Espagne aucun secours. Les Hollandais demandaient un délai de six semaines pour cette négociation, et jusqu'à leur expiration le roi ne devait point aggraver les conditions qu'il imposait. Lorsque le marquis de Castel Moncayo, ambassadeur espagnol, en eut connaissance, il se récria qu'en acceptant un pareil compromis leurs hautes puissances prostituaient leur honneur, et qu'elles manquaient à la reconnaissance qu'elles devaient au roi catholique. Les Hollandais, qui auraient eu

(1) Mém. de Louis XIV, p. 279. — La Hode, L. XLII, p. 274.

(2) Du 20 avril 1684. Négociations du comte d'Avaux, T. II, p. 163. Tout le vol. II est consacré à rendre compte jour par jour des négociations à la Haye pendant cette courte campagne.

de la peine à découvrir par quels bienfaits l'Espagne avait mérité leur reconnaissance, n'en signèrent pas moins cet arrangement le 29 juin (1).

L'Espagne, profondément ulcérée des conditions injustes qu'on lui imposait, mais toujours incapable de se défendre, mettait toute sa dignité dans sa lenteur à les accepter. Elle remit ses intérêts à l'empereur et à la diète de Ratisbonne : la trêve y fut signée le 15 août pour le roi catholique, et le 20 août pour l'empereur et l'Empire. Pendant cette trêve le roi devait retenir la possession de Luxembourg, de même que celle des lieux qu'il s'était fait adjuger par les chambres de Metz et de Brisach, ou le parlement de Besançon; mais il ne devait plus, pendant la durée de la trêve, élever aucune prétention nouvelle sur les terres de l'Espagne ou de l'Empire, sous prétexte de dépendance, de connexion, de protection, de réunion, ou aucun autre. Les traités de Westphalie et de Nimègue étaient confirmés dans toutes leurs parties, et s'il s'élevait quelque difficulté nouvelle, elle devait être soumise, sans aucune voie de fait, à l'arbitrage du roi d'Angleterre (2).

Tandis que les cours de Madrid et de Vienne hésitaient encore sur l'acceptation de cette trêve, une exécution barbare et imprévue effraya tout le midi de l'Europe. La république de Gênes avait conservé son indépendance et sa richesse, mais non sa puissance; elle sentait bien qu'elle n'apportait plus aucun poids dans la balance politique de l'Europe : aussi ses alliances étaient désormais dirigées seulement par ses intérêts de commerce. Les marchands génois exerçaient surtout leur activité dans la Catalogne et les Deux-Siciles : en conséquence ils cultivaient avec soin l'amitié du monarque espagnol; depuis un siècle Gênes était demeurée invariablement attachée à l'alliance d'Espagne. Louis XIV résolut de l'en

(1) Négociations du comte d'Avaux, T. III, p. 80-117. — Flassan, Diplom. franç., T. IV, p. 71. — La Hode, L. XLII, p. 268. — Traités de paix, T. IV, p. 488.

(2) Traités de paix, T. IV, p. 490 et 492. — La Hode, L. XLII, p. 270. — Négociations du comte d'Avaux, T. III, p. 143.

Digitized by Google

punir et de lui chercher querelle. Son résident à Gênes, M. de Saint-Olon, s'entoura de gens repris de justice; il accorda sa protection aux contrebandiers, il encouragea ses valets à prendre querelle dans les rues avec les habitants, et à les traiter avec insolence. Il fit demander à la république la restitution des fiefs confisqués un siècle auparavant sur la maison de Fiesque, déclarant que Gian Luigi, celui qui avait succombé dans sa tentative contre André Doria, n'avait été puni que pour avoir voulu faire prévaloir sur sa patrie l'autorité du roi de France, comme si c'était là un motif pour lui assurer l'impunité; il demanda en même temps au sénat l'autorisation d'établir un grenier à sel à Savone, pour approvisionner Casal de Montferrat, au risque d'encourager dans tout l'État de Gênes une contrebande ruineuse pour les finances de la république. En même temps il prétendit que les marchands génois avaient blessé de plusieurs manières les intérêts des marchands de France; il affirma aussi que pendant la nuit on avait couvert de boue l'écusson des armes de France, sur la porte de son hôtel (1).

On éprouvait à Gênes une vive inquiétude sur la mauvaise humeur que témoignait la France : on apprenait qu'il se faisait en Provence un armement formidable, que le marquis de Seignelai, ministre de la marine, s'y était rendu en personne pour le presser avec plus d'activité. C'était le fils aîné de Colbert, auquel ce grand ministre avait, dès l'an 1676, cédé la survivance de ce ministère; il joignait à un esprit vaste et une grande fermeté de caractère, la dureté héréditaire dans sa famille, et il avait fait faire des progrès surprenants à la marine française. Le reste de l'héritage paternel, le ministère des finances, avait été donné par le crédit de le Tellier et de Louvois à Pelletier, homme de bien, modéré, doux et timide, mais qui se regardait comme la créature de Louvois, et qui demeura toujours dans sa dépendance (2).

(1) *Carlo Botta Storia d'Italia*, L. XXX, p. 343, T. VI. — *Muratori Annali d'Italia*, T. XV, p. 484. — *Filippo Casoni Annali di Genova*, T. VI, L. VIII, p. 216.

(2) Mém. de Saint-Simon, T. II, ch. 4, p. 48. On avait songé à Gourville



Digitized by Google

Tout à coup, le 17 mai, on vit arriver devant Gênes la flotte française, commandée par le lieutenant-général Duquesne, mais portant à son bord le marquis de Seignelai, ministre de la marine. Elle se rangea en face de la ville, depuis la lanterne au faubourg de Bisagno; on y voyait quatorze vaisseaux de ligne, trois frégates, vingt galères, et un grand nombre de vaisseaux incendiaires et de navires chargés de munitions et de soldats. Jusque-là cependant toutes les relations étaient pacifiques. Les batteries génoises avaient salué la flotte française, qui avait rendu le salut. Le consul de France ayant annoncé au sénat qu'un ministre du roi était sur la flotte, la seigneurie lui envoya aussitôt six gentilshommes pour le complimenter. C'est à eux que Seignelai exprima, avec la dernière arrogance, l'indignation que depuis long-temps la conduite de la république avait provoquée chez le roi : « Elle avoit consenti que le roi d'Espagne se dît son protecteur, tandis qu'elle ne devoit attendre de protection solide que du seul roi de France, dont les volontés devoient lui servir de règle unique : elle avoit armé récemment quatre galères, sans doute avec l'intention de les livrer à l'Espagne : elle avoit laissé impunis les outrages faits aux domestiques du résident de France, elle avoit enfin refusé l'établissement d'un grenier à sel français à Savone, montrant par là combien elle avoit peu de respect et de déférence pour les désirs du roi. En conséquence il demandoit que, pour désarmer sa juste colère, le sénat lui livrât immédiatement ses quatre galères nouvelles; qu'il envoyât quatre sénateurs à la cour pour demander pardon à Sa Majesté, qu'il promît de faire désormais tout ce qui lui seroit demandé pour le service et la satisfaction du roi. » Seignelai accordait à la

pour lui donner cette place; mais le Tellier, après l'avoir nommé au roi, lui fit préférer Pelletier « comme étant d'une cire molle, capable de prendre telle impression qu'il plairoit à Sa Majesté de lui donner, et qu'ainsi il pourroit en faire un habile financier. » Mém. de Gourville, T. LII, p. 491. C'est le premier exemple de la manie qu'on reprocha dès lors à Louis XIV, celle de prendre des ministres qui ne savaient rien pour les former, au lieu de profiter de l'expérience des plus habiles.

Digitized by Google

république cinq heures de temps seulement pour se soumettre; si elle n'en profitait pas, elle devait s'attendre à la plus terrible vengeance (1).

Les députés génois n'eurent pas de peine à montrer en réponse que leur patrie n'avait pas moins mis de zèle à se concilier par ses bons offices l'amitié de la France que celle de l'Espagne; que ne reconnaissant d'autre maître que Dieu, les Génois ne s'étaient mis sous la protection d'aucun souverain, mais qu'ils avaient reçu avec respect les assurances de protection que la France aussi bien que l'Espagne leur avait données, comme une simple marque de bienveillance; que l'armement de leurs quatre galères leur avait été rendu nécessaire par les pirateries que les barbaresques exerçaient jusque sur leurs rivages, et qu'ils n'avaient jamais songé à les mettre au service de l'Espagne; enfin que c'était à eux à se plaindre de la conduite de Saint-Olon, et des délits des mauvais sujets génois auxquels il avait donné des diplômes, comme à ses domestiques, pour les mettre à couvert des poursuites de la justice. Quant au grenier à sel, ils montrèrent que cette demande, faite par les propriétaires de salines d'Hyères, pour introduire leur sel en contrebande dans leur État, était indigne du roi. De retour à Gênes, ils firent leur rapport au sénat, qui résolut de tout souffrir plutôt que de compromettre la liberté et l'indépendance de la république, qui laissa écouler les cinq heures accordées sans faire aucune réponse.

Pendant que le sénat était assemblé, les galiotes françaises vinrent prendre position jusque sous le canon de la ville; on les avertit de se retirer; elles n'en tinrent aucun compte; alors on tira sur elles : c'était le signal qu'attendaient les Français; aussitôt ils commencèrent le bombardement, le 17 mai, environ trois heures avant la nuit. Les galiotes s'étaient retirées hors de la portée du canon, mais assez près pour que leurs bombes pussent pleuvoir au milieu de la ville, et les bombardiers semblaient prendre de mire tous les plus beaux

(1) *Carlo Botta Storia d'Italia*, L. XXX, p. 349.



Digitized by Google

édifices, les palais, les églises et les hôpitaux. L'attaque avait commencé le jeudi ; la pluie de bombes continua le vendredi, le samedi et le dimanche. Les palais qui bordaient le port étaient détruits : deux des plus grandes salles du palais de la seigneurie étaient en cendres, tout le bas de la ville était ravagé, et les habitants réfugiés pêle-mêle sur les hauteurs, voyaient l'incendie de leurs maisons et de leurs biens. Le lundi 22, Seignelai fit arrêter le feu, et envoya l'intendant de la flotte, Bonrepos, annoncer au doge qu'il avait déjà tiré six mille bombes, qu'il en avait encore douze mille à lancer, et que si la république ne se soumettait pas et ne donnait pas satisfaction au roi, il ne laisserait pas pierre sur pierre dans la superbe Gènes (1). Le sénat assemblé répondit qu'il se confiait dans la justice de sa cause et l'intrépidité de ses citoyens : que quoi qu'il pût arriver, il lui restait la satisfaction, devant Dieu et devant le monde, de n'avoir donné aucun sujet d'exercer contre lui une vengeance aussi horrible. Sur cent cinquante sénateurs il n'y en eut que quatre qui se laissèrent intimider, et qui ne votèrent pas pour cette noble réponse.

Seignelai fit alors recommencer le feu ; ses vaisseaux s'approchant de plus près depuis que les batteries du rivage étaient démontées, il fit en même temps tirer à boulets rouges sur les maisons qui restaient debout ; et comme les Génois ne se soumettaient point, il ordonna deux débarquements : une fausse attaque sur le faubourg de Bisagno, une autre plus sérieuse sur celui de San-Pier-d'Arena ; toutes deux furent repoussées : les Génois, rendus furieux par la barbarie de leur ennemi, se précipitaient sur les soldats français ; ceux-ci étaient assaillis de toutes les fenêtres, de toutes les terrasses. Le tocsin sonnait dans toute la vallée de la Polsevera, et les habitants accouraient en foule à la vengeance. Les Français se rembarquèrent avec assez de perte ;

(1) Il paraît que Duquesne ne prit aucune part au bombardement ; il refusa de sortir de sa chambre, sous prétexte qu'il ne voulait point abaisser sa dignité d'amiral devant un simple ministre, qui n'avait aucun grade dans la marine. Vie de Duquesne, T. I.

Digitized by Google

le feu de la flotte continuait cependant : il dura jusqu'à ce qu'il n'y restât plus de bombes ; dans la première attaque on en avait fait pleuvoir cinq mille, dans la seconde sept mille trois cents. Le 28 mai, après cette horrible exécution, la flotte française fit voile vers la Provence (1).

Il y a tout lieu de croire que Seignelai avait voulu juger par ses propres yeux du plus grand effet que pouvaient produire les galiotes à bombes, ou bombardes qu'il venait d'introduire dans la marine. Jusqu'alors on avait jugé impossible de faire usage des mortiers sur mer, soit à cause des secousses violentes que devait causer leur explosion, soit à cause du roulis ; quelques lignes d'erreur pouvant produire les résultats les plus nuisibles et les plus faux dans la direction des projectiles. Dans les bombardes on remédiait au premier inconvénient par la compressibilité de l'appareil élastique nommé le *puits*, sur lequel repose le mortier ; on parait au second en leur donnant des formes plates, et en ajoutant à la largeur et la pesanteur du *bordé*. Mais le ministre de la marine voulait éprouver quel serait l'effet d'une telle attaque sur une ville très grande, très forte, dont le sort ferait trembler toute l'Europe, et qui cependant était sans puissance pour se venger, à supposer que l'essai ne réussît pas. Il est difficile d'expliquer par aucun autre motif un acte de barbarie aussi inouï que celui qui fut exercé contre Gênes, sans aucune provocation.

Quelque indignation qu'excitât dans toute l'Europe un si barbare traitement, personne n'essaya de prendre la défense de la république de Gênes ; ni l'Espagne son alliée, ni l'Empire qui la comptait parmi ses villes impériales, ne la comprirent dans la trêve de Ratisbonne ; la cour de Madrid ne songeait qu'à obtenir quelque modération dans les contributions dont l'armée française frappait les Pays-Bas espagnols ; et en effet, après qu'ils eurent payé quatre millions de

(1) *Carlo Botta Storia d'Italia*, T. VI, L. XXX, p. 363. — *Muratori Annali d'Italia ad ann.*, T. XV, p. 485. — *Filippo Casoni Annali di Genova*, L. VIII, p. 222. — La Hode, L. XLII, p. 279. — Limiers, L. IX, p. 423. — Larrey, T. V, p. 142. — Vie de Colbert, p. 184.

Digitized by Google

livres, lorsqu'il parut impossible de leur extorquer rien de plus, le roi fit grâce de sept cent mille écus qui leur avaient encore été demandés, et l'Académie des Inscriptions fit frapper une médaille pour célébrer à cette occasion sa magnanimité (1).

Avec tous les peuples également Louis XIV manifestait la même arrogance; partout il faisait consister sa gloire à répandre la terreur de son nom. La ville de Liége n'étant plus dominée par une citadelle, avait recommencé à exercer ses droits anciens de ville libre; l'électeur de Cologne, qui en était évêque, demanda l'aide des Français pour la faire rentrer sous le joug. En effet, un corps d'armée fut détaché pour le protéger, tandis qu'il faisait rebâtir une citadelle, et qu'il envoyait au supplice les citoyens qui s'étaient signalés par leur courage à défendre les droits de leur patrie. En même temps le maréchal de Créqui faisait repentir un autre électeur ecclésiastique du malheur qu'il avait eu de déplaire au roi. Il contraignit l'électeur de Trèves à combler les fossés et à ruiner les fortifications qu'il avait élevées autour de sa capitale. Un ambassadeur d'Alger fut introduit à la cour pour demander pardon au roi des hostilités qu'il avait commises; c'était l'accomplissement du traité du 23 avril. Un ambassadeur vint en même temps des Indes le complimenter au nom du roi de Siam. C'était un Grec intrigant, devenu premier ministre du monarque siamois, qui avait imaginé cette ambassade pour solliciter l'alliance de Louis XIV comme garantie contre les Hollandais. Ce témoignage de l'étendue de sa renommée flatta peut-être Louis plus qu'aucun autre événement de son règne (2).

La guerre continuait en Hongrie. Le duc de Lorraine, général de l'empereur, avait entrepris le 14 juillet le siége de Bude dont les Turcs étaient maîtres. Il perdit plus de vingt mille hommes devant ses murs avant de se résoudre à lever

(1) La Hode, L. XLII, p. 280.

(2) *Ibid.*, p. 281. — Larrey, T. V, p. 153. — Journal du voyage de Siam, par l'abbé de Choisy. Paris, 1687, in-12. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 103.

Digitized by Google

le siége le 20 novembre. Les Turcs étaient alors les plus utiles alliés de la France, car la terreur qu'ils inspiraient à l'Europe paralysait seule les efforts de tous ceux que Louis XIV traitait avec tant de hauteur (1).

(1685.) Au commencement de l'année suivante Charles II, roi d'Angleterre, mourut d'apoplexie le 16 février 1685. Le duc d'York son frère, dont le parlement avait trois fois prononcé l'exclusion à cause de la religion qu'il professait, lui succéda cependant paisiblement sous le nom de Jacques II. Ce roi catholique d'un pays protestant recourut à l'appui de Louis XIV pour arriver à son but d'établir sa religion et son despotisme sur des sujets qui repoussaient l'une et l'autre; aucune nation n'avait alors autant d'intérêt que les Anglais à maintenir l'équilibre européen; cependant ils permirent à leur roi d'employer toutes leurs forces à le détruire. Tandis que l'Europe tremblait, la république de Gênes demeurait seule et sans appui en guerre avec la France. Il n'y avait pas de possibilité pour un État si faible de soutenir plus longtemps une telle lutte. Le nonce du pape, Ranuzzi, évêque de Fano, porta au roi la soumission de la république. Un traité de paix fut signé à Versailles le 12 février 1685; c'était un nouveau monument de cet orgueil du roi, qui se plaisait à abuser de sa force contre la faiblesse. Il disait dans le préambule, qu'après avoir rétabli le repos de toute l'Europe par les trêves signées à Ratisbonne, il se voyait dans une pleine liberté de prendre contre la république de Gênes telles résolutions qu'il estimerait plus convenables à sa gloire et à sa justice; que néanmoins, en considération de l'intercession de Sa Sainteté et de l'entière résignation des Génois aux conditions qu'il leur avait imposées, il voulait bien préférer les voies de la douceur à celles de la force de ses armes.

En conséquence il exigeait que le doge régnant, accompagné de quatre sénateurs, se rendît à son audience en habit de cérémonie, pour lui témoigner l'extrême regret qu'avait sa république d'avoir déplu à Sa Majesté, et qu'il se servît

(1) La Hode, L. XLII, p. 283. — Limiers, L. IX, p. 421.

Digitized by Google

dans son discours des expressions les plus soumises et les plus respectueuses. La république devait de plus congédier toutes les troupes espagnoles introduites dans ses places, renoncer à toute alliance contractée depuis le 1er janvier 1683, réduire ses galères au nombre qu'elle entretenait trois ans avant le traité, dédommager enfin tous les Français des pertes que cette guerre leur avait causées, et payer cent mille écus au comte de Fiesque pour valeur des fiefs confisqués sur sa famille. Louis exerçant ensuite sa générosité aux dépens des marchands, ses sujets, qui avaient quelque dédommagement à prétendre, en fit don à la république, pour que le sénat employât ce capital à rebâtir les églises que le bombardement avait renversées (1).

Le doge, accompagné de quatre sénateurs, fut en effet reçu à l'audience du roi, le 15 mai. Il parla couvert, mais debout, au roi qui était assis sur son trône et environné de tous ses grands. Il exprima la constante vénération de sa république pour cette grande couronne que le roi avait portée au suprême degré de gloire et de puissance. Il dit qu'il n'était rien arrivé aux Génois de plus funeste que de lui avoir déplu; que bien qu'ils n'en attribuassent la cause qu'à leur infortune, ils voudraient l'effacer de la mémoire du roi et de celle de tous les hommes. Son discours, assaisonné de toute la flatterie respectueuse à laquelle Louis était accoutumé, ne contenait cependant aucune expression de repentir, aucune demande de pardon, malgré l'assertion contraire des médailles. Le roi promit à la république le retour de sa bienveillance; il voulut que le doge fût traité par toute sa cour avec de grands égards. Il voulut lui faire admirer les beautés de Versailles. « Ce que je trouve de plus rare ici, dit le doge, c'est de m'y voir (2). »

(1) Traités de paix, T. IV, § 199, p. 501. — Flassan, Diplom. franç., T. IV, L. V, p. 83. — La Hode, L. XLIII, p. 285.

(2) La Hode, L. XLIII, p. 288. — Larrey, T. V, p. 137. — *Carlo Botta Storia d'Italia*, T. VI, L. XXX, p. 369. — Mémoires de Dangeau, T. I, p. 116.

Digitized by Google

# CHAPITRE XXXIV.

*Persécutions des protestants ; dragonnades ; révocation de l'édit de Nantes ; émigrations. Ligue d'Augsbourg pour résister à la France. Assemblées du désert. Crédit croissant des jésuites. Querelle avec le pape sur les franchises des ambassadeurs. Saisie d'Avignon.* — 1685-1688.

Ce sont les années qui s'écoulèrent depuis la paix de Nimègue jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes que les dévots assignent à ce qu'ils nomment la conversion de Louis XIV. Il était né en 1638, et le grand changement qui s'opéra dans son caractère, et qui le soumit complétement à la politique des prêtres, s'accomplit entre sa quarantième et sa cinquantième année. Ce n'est pas qu'il se fût jamais abandonné à des sentiments irréligieux ; nourri par sa mère dans des habitudes de zèle et d'obéissance pour l'Église, dans lesquelles les femmes espagnoles faisaient consister à peu près toute leur dévotion, il les avait préservées intactes. La force et l'activité de son esprit, qui avaient comblé les vides de son instruction pour une partie essentielle des connaissances humaines, ne s'étaient jamais tournées vers les études religieuses, soit parce que le temps lui avait manqué au milieu d'occupations incessantes, soit parce qu'il se faisait scrupule de soulever le voile du sanctuaire, et qu'il croyait que toute la science d'un séculier, en matière religieuse, devait se borner à une soumission implicite à l'Église orthodoxe.

Louis XIV, avec un esprit ouvert, une intelligence prompte, un goût délicat et sûr, une capacité d'application et une mémoire remarquables, avait fait oublier les reproches faits à son éducation ; il méritait désormais d'être rangé

parmi les souverains les plus instruits et les plus accomplis qui fussent montés sur un trône. Il se piquait surtout d'avoir appris l'art de la guerre. Il connaissait très bien la composition de son armée, la discipline et les exercices et évolutions qui forment le soldat; il avait des idées nettes sur la tactique, aussi bien que sur l'attaque et la défense des places. Quant à la partie plus relevée de la stratégie, c'est une inspiration du génie, et l'application seule ne suffit pas pour l'acquérir. Il savait assez bien l'histoire, mais c'était seulement une histoire royale, toute à son usage; c'est-à-dire qu'il connaissait les relations de la France avec les autres États, d'où il pouvait faire naître quelque droit ou quelque prétention sur le bien d'autrui. Il savait de plus l'histoire généalogique des princes et de la noblesse française, et il avait une connaissance parfaite de ce qu'avait été et de ce qu'était devenu ce cérémonial de cour auquel et lui et ses courtisans attachaient une si haute importance. Il prouva son goût naturel pour les arts par la construction et l'ameublement de ses palais, comme par le choix de ses peintres et de ses architectes; il montra son intelligence de la belle littérature, et par l'influence qu'il exerça sur elle pendant son règne, et par les faveurs qu'il accorda aux premiers poètes et aux premiers écrivains de son temps. Sa délicatesse sur le bon ton, et l'élégance de ses manières donnèrent à sa cour et à la société française une supériorité de raffinement, que personne ne peut méconnaître, sur les cours de tous les princes étrangers, et sur les autres époques les plus brillantes de la société française.

Sans doute on ne doit pas considérer Louis XIV comme le créateur du grand siècle auquel il a donné son nom. On peut reconnaître comment la nation s'était formée elle-même, à ses progrès réguliers et lents; on peut suivre la marche de l'esprit français qui s'exerçait tour à tour sur toutes les branches des connaissances humaines; on peut démêler l'influence des femmes, celle du goût de la sociabilité parmi la noblesse, et les progrès de siècle en siècle de la bonne compagnie de France, qui devançait toujours celle des autres nations.

Digitized by Google

C'était surtout au temps de Richelieu et de Mazarin qu'on avait vu la langue se former, la poésie et l'éloquence prendre leur essor, et les plus hautes classes de la société faire un appel à la renommée par la rédaction de leurs Mémoires, et montrer que le talent d'écrire était, chez la plupart des personnages historiques de cette époque, égal au talent d'agir. Mais Louis XIV, formé avec eux et par eux, exerça à son tour sur eux l'influence d'un esprit distingué et d'un goût pur et sévère. Avec l'admiration et l'obéissance que la France entière professait pour lui, avec le culte qu'elle lui rendait, son exemple aurait nécessairement gâté le goût public si le sien n'avait pas été aussi avancé que celui de son peuple.

D'autre part, Louis n'avait jamais fait une étude approfondie de la religion, et surtout de la morale religieuse ; jamais du moins il ne se fit une idée juste de ses devoirs. Ce ne sont pas ses amours seulement qui méritent le blâme, encore que le scandale de leur publicité, les grandeurs auxquelles il éleva ses enfants adultérins, et l'humiliation constante qu'il fit éprouver à sa femme, ajoutent fort à l'offense qu'il donnait ainsi aux mœurs publiques. Il se rendait bien autrement coupable par la dureté impitoyable avec laquelle il répandait le sang, tantôt par des supplices tels que ceux qu'il infligea aux Bretons pour les punir d'avoir défendu leurs priviléges ; tantôt par la ruine de populations entières, et l'extension donnée au fléau de la guerre, de manière à atteindre les êtres sans défense, les femmes et les enfants, comme dans l'incendie du Palatinat, le bombardement d'Alger, celui d'Oudenarde et celui de Gênes. Aucun respect pour ses engagements, aucune notion du juste et de l'injuste ne dirigeaient sa conduite publique ou privée. Il violait les traités, comme il violait ses engagements domestiques ; il prenait le bien de ses sujets, comme celui de sa cousine, M^lle^ de Montpensier ; il ne reconnaissait dans ses jugements, dans ses rigueurs, d'autre règle que sa volonté, et se regardant comme dépositaire de toute l'autorité législative et judiciaire de son royaume, il n'hésitait point à punir par des lettres de cachet, par l'exil, la prison, ou peut-être d'une manière

plus sévère encore, ceux qu'il jugeait utile de ne point traduire devant les tribunaux. Au moment où son peuple mourait de faim, il ne retranchait rien de ses prodigalités ou de son jeu scandaleux ; et cet homme, toujours occupé de sa gloire, n'avait jamais songé à fléchir devant l'image plus auguste de la justice.

Au reste, il ne faut point accuser le monarque seul de cet oubli des obligations religieuses que lui imposaient ses fonctions royales ; ceux qui avaient pris la direction de sa conscience, ceux qui se vantaient de l'avoir converti, ne lui avaient jamais représenté que deux devoirs, celui de renoncer à l'incontinence et celui d'anéantir l'hérésie dans ses États. Ils attendirent pour prêcher le premier que les progrès de l'âge eussent rendu la victoire plus facile ; mais lorsqu'ils eurent pris possession de son imagination, lorsqu'ils virent que les remords commençaient à le troubler, ils insistèrent plus vivement sur ses fautes passées, ils lui montrèrent combien elles étaient aggravées par la circonstance d'avoir enlevé une femme à son époux, ils rappelèrent sans cesse à sa mémoire Abigaïl enlevée par le roi David à son mari Nabal ; ils exploitèrent alors son repentir, et lui recommandèrent de venger Dieu sur les hérétiques, comme le moyen le plus sûr de lui faire réparation des offenses qu'il avait commises contre ses lois. Quant à la violation journalière de la justice par l'usurpation des États de ses voisins, de l'humanité par le système atroce de guerre qu'il avait introduit, de la miséricorde par le poids intolérable des impositions qu'il aggravait sans cesse, de l'économie domestique, de la probité, par le jeu ruineux qu'il encourageait à sa cour, jamais un conseil, jamais une exhortation religieuse ne lui furent adressés. Ce fut seulement après le commencement des revers, que Fénélon et Noailles insistèrent, dans leur correspondance avec M[me] de Maintenon, sur les vrais devoirs des rois que Louis XIV méconnaissait ; et tous deux hâtèrent par là leur disgrâce. Dans les discours d'apparat des prélats qui ont illustré cette époque par leur éloquence religieuse, quelque appel aux grandes lois de la justice, de l'humanité,

Digitized by Google

de l'amour de la paix, et de la charité chrétienne, aurait peut-être été jugé trop présomptueux ; tout au moins le silence leur était permis ; mais c'était à la suite, presque au milieu de ces scènes de carnage, qu'ils faisaient entendre à Louis XIV les seuls accents de l'adulation. Dans l'oraison funèbre de la reine, Bossuet disait, le 1er septembre 1683 : « Si les Français peuvent tout, c'est que leur roi est partout » leur capitaine, et après qu'il a choisi l'endroit principal » qu'il doit animer par sa valeur, il agit de tous côtés par » l'impression de sa vertu. Jamais on n'a fait la guerre avec » une force plus inévitable, puisqu'en méprisant les saisons » il a ôté jusqu'à la défense à ses ennemis. Les soldats, » ménagés et exposés quand il faut, marchent avec con- » fiance sous ses étendards. Nul fleuve ne les arrête, nulle » forteresse ne les effraie. On sait que Louis foudroie les » villes plutôt qu'il ne les assiége, et tout est ouvert à sa » puissance. Les politiques ne se mêlent plus de deviner ses » desseins. Quand il marche, tout se croit également menacé ; » un voyage tranquille devient tout à coup une expédition » redoutable à ses ennemis (1). » Fléchier, dans l'oraison funèbre de le Tellier, le 29 mai 1686, invoquait, en faveur de ce chancelier, « le témoignage d'un roi dont les paroles sont » des oracles. » « Il avoit, dit-il, conservé les lumières et les » maximes de la justice au milieu de la politique, et s'étoit » uni plus étroitement avec elle en s'approchant d'un roi qui » en fait la règle de ses désirs et de ses actions, qui veut qu'elle » règne sur ses sujets et sur lui-même, et qui lui soumet » tout, jusqu'à ses intérêts et sa gloire (2). » Tous les autres prédicateurs de cette époque si glorieuse pour la chaire, tous ces hommes qui créèrent l'éloquence française, et qui prétendirent la consacrer uniquement au service de Dieu, tenaient le même langage ; tous louaient le roi, dans la chaire chrétienne, pour ses victoires et pour sa politique, pour les villes foudroyées et pour son respect de la justice : comment sa tête

(1) Oraison funèbre de Marie-Thérèse, T. I, p. 168.
(2) Oraison funèbre de le Tellier, par Fléchier, T. II, p. 346, 349.

Digitized by Google

n'aurait-elle pas été tournée par tant de flatteries? comment cet homme, dont le vice capital était l'orgueil, et dont toutes les fautes procédèrent de son enivrement, ne se serait-il pas persuadé qu'il était le serviteur choisi de Dieu, et qu'en cherchant ce qu'il nommait sa gloire, il assurait le triomphe de la religion (1)?

Ce fut au moment où Louis avait le plus cruellement abusé de son pouvoir sur les autres peuples de l'Europe, qu'il se retourna contre le sien propre, et qu'il fit peser sur ses sujets tous les fléaux des persécutions religieuses. A peine cependant, même dans cette occasion, doit-on l'accuser de fanatisme. Ce n'était pas sa conscience qui était abusée, c'était sa gloire qu'il poursuivait. Il lui semblait que l'exercice de sa puissance absolue recevait un affront, lorsque ses sujets osaient opposer à l'expression de ses volontés les ordres de leur conscience.

Le roi regardait le pape Innocent XI comme son ennemi; c'était pour l'humilier qu'il avait fait adopter par le clergé de France les quatre propositions qui mettaient le pontife de Rome au-dessous du concile. La querelle s'aigrissait entre la cour pontificale et la France; le parlement condamnait les écrits qui étaient publiés pour soutenir les prétentions des ultramontains. La Sorbonne fut consultée; mais elle mit trois mois à rédiger une décision dont les premiers termes étaient en contradiction avec les derniers; car elle avait voulu satisfaire en même temps et les partisans du pouvoir des papes et ceux du pouvoir des rois. Les réquisitoires de l'avocat général Talon furent beaucoup plus positifs, beaucoup plus hostiles au siége de Rome; et si Innocent XI n'avait pas eu plus de modération que le roi, la querelle serait arrivée dès lors à une brouillerie ouverte (2).

L'irritation de Louis contre les ultramontains ne diminuait

(1) L'admirable Oraison funèbre de Louis-le-Grand, par Massillon, est d'un ton tout différent; ici c'est un orateur vraiment chrétien qui juge la guerre et la politique du point de vue de la justice et de la piété; mais il parlait du roi mort comme personne n'avait osé parler du roi vivant. Oraisons funèbres, T. III, p. 323.

(2) La Hode, L. XLI, p. 258.

Digitized by Google

point son acharnement contre les jansénistes. Depuis que le formulaire était signé, que les cinq propositions étaient condamnées, on aurait eu de la peine à dire quelle était la doctrine qui sous le nom de jansénisme déplaisait si fort à Louis XIV : c'était plutôt un corps d'hommes, c'était une école qu'il poursuivait de son inimitié, comme s'il ressentait contre elle la même jalousie que les jésuites. De cette école étaient sortis les hommes qui faisaient la plus grande gloire de son règne ; Nicole et Pascal parmi les moralistes, Descartes parmi les philosophes, Racine et Boileau parmi les poètes, Mme de Sévigné et toute sa coterie parmi les gens du monde. On voit, par les lettres de celle-ci, combien les hommes qui songeaient plus à faire leur cour qu'à s'abandonner à leurs sentiments religieux, tels que les comtes de Bussy-Rabutin et de Grignan, s'empressaient à manifester leur zèle contre le jansénisme, encore qu'ils n'eussent jamais essayé de le comprendre.

Aux époques où le sentiment religieux s'exalte et fait presque oublier les choses de la terre pour étudier ou deviner le gouvernement de Dieu, les dévots se livrent tour à tour à une logique sévère et impitoyable, puis à l'entraînement de l'imagination et de la sensibilité ; les uns fondent leur religion sur la crainte, les autres sur l'amour. Les jansénistes voyaient le gouvernement de Dieu en toute chose ; ils retranchaient en quelque sorte les lois de la matière et celles de l'esprit, les propriétés des corps et le libre arbitre, pour y substituer en toute occasion l'action immédiate de la Divinité, qui avait tout prévu et tout voulu. Le gouvernement du monde dans ce système où l'homme peut paraître condamné au péché et à la damnation avant sa naissance, présentait une rigueur qui faisait frissonner. Des âmes tendres et confiantes s'efforcèrent alors de fermer les yeux sur ces mystères qu'on ne peut sonder, de s'abandonner au seul amour de Dieu, de l'exalter par un culte intérieur continuel, de passer leur vie en oraison mentale : on les désigna bientôt par le nom de quiétistes. Michel Molinos, théologien espagnol, fut alors considéré comme le chef de cette secte ; dans ce même esprit, mais sans

Digitized by Google

avoir eu de communications avec lui, sans avoir peut-être lu son livre, Mme Guyon faisait tantôt à la cour, tantôt dans les provinces, des exhortations, des prières, et enflammait les âmes pieuses, surtout des femmes, par son langage exalté : l'abbé de Fénélon, à peine âgé de trente-cinq ans, qui se faisait admirer par les grâces d'un esprit brillant et facile, par le charme de la plus noble et de la plus éloquente conversation, qui, par un ascendant de vertus, de grâce et de génie, excitait dans le cœur de ses amis une tendresse mêlée d'enthousiasme, avait admiré à son tour l'entraînement religieux de Mme Guyon ; il l'avait introduite auprès de Mme de Maintenon et des duchesses de Chevreuse et de Beauvilliers. Mais à cette époque Molinos fut arrêté à Rome et conduit dans les prisons de l'inquisition, accusé par le cardinal d'Estrées, protecteur de la couronne de France et frère de l'ambassadeur du roi (1); les nouvelles méthodes d'oraison des quiétistes furent dénoncées aux évêques par une circulaire du cardinal Cibo, du 15 février 1686, et le 28 août 1687 l'inquisition condamna soixante-huit propositions extraites du livre de Molinos. Ce procès jeta de la défaveur et des soupçons sur Mme Guyon, sur Fénélon, et sur toutes les opinions qui se rapprochaient de celles des quiétistes. Mme Guyon avait fait un usage au moins imprudent du langage de l'amour terrestre pour l'appliquer à l'amour de Dieu ; ses ennemis s'en prévalurent pour expliquer une doctrine toute spirituelle par l'égarement des sens, et pour prétendre découvrir de l'impureté dans une exaltation toute religieuse : il se passa quelque temps encore avant qu'elle et Fénélon fussent victimes de ces perfides interprétations (2).

Louis XIV était irrité contre les ultramontains, il haïssait

(1) « Sa Sainteté, dit l'abbé de Choisy, auroit eu peine à permettre qu'on fit le procès aux quiétistes, si le roi, étendant son zèle contre les hérétiques au delà des bornes de ses États, n'avoit ordonné au cardinal d'Estrées de lui remontrer la nécessité absolue de s'opposer à une hérésie qui s'insinuoit si agréablement. » Mém., L. VI, p. 308.

(2) La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, T. IV, L. X. — Villemain, art. Fénélon, Biogr. univ., T. XIV, p. 285. — *Ib.*, art. Molinos, T. XXIX, p. 320. — *Ib.*, art. Guyon, T. XIX, p. 219.

Digitized by Google

les jansénistes, il éprouvait pour les quiétistes une répugnance mêlée de dégoût. Il n'avait aucun de ces sentiments pour les huguenots; ce fut eux cependant qu'il traita avec le plus de rigueur. Le renversement de leur Église était une conquête qu'il avait entreprise ; il mettait sa gloire à abattre une hérésie dont, depuis cent cinquante ans, aucun de ses prédécesseurs n'avait pu venir à bout.

Les huguenots gênés dans leurs études, et repoussés de toutes les carrières où ils auraient pu s'illustrer par la distinction de l'esprit, n'avaient plus cette supériorité dans les lettres qu'on ne pouvait leur disputer au siècle précédent : leurs controversistes et leurs orateurs ne pouvaient plus être comparés à ceux de l'Église catholique ; manquant en France et de livres et de professeurs, tourmentés dans les colléges qui leur restaient encore, s'ils étaient réduits à aller chercher l'instruction dans les écoles étrangères, ils y perdaient en même temps l'aisance et la souplesse dans leur propre langage. Mais la noblesse protestante brillait encore dans les armes. Après les grands généraux de leur croyance qui s'étaient distingués pendant la régence; après Turenne il n'y avait plus alors en France de réputation militaire qui égalât celle du maréchal de Schomberg ou de l'amiral Duquesne, tous deux huguenots. La reconnaissance pour leurs services ne suspendit point la résolution qu'avait prise Louis XIV d'anéantir leur secte. La résistance que les protestants osaient opposer à sa volonté, lui paraissait une obstination insolente, une sorte de rébellion. Pour en triompher il avait d'abord employé l'adresse et la persistance. Au lieu de les heurter de front, il s'était attaché à les gêner, à les vexer, à leur rendre leur condition insupportable. Il avait vu que leur courage se roidissait contre les dangers, et que l'approbation de leurs frères leur ferait braver jusqu'au supplice : mais il ne croyait pas que ces mêmes hommes supportassent long-temps une lutte journalière, obscure, ignorée, contre les privations, les vexations, les injustices. En effet, le dessein d'entourer les religionnaires d'obstacles, de dangers, de mortifications, de chagrins domestiques, fut suivi pendant une dizaine d'années,



Digitized by Google

avant de frapper contre eux de plus grands coups, avec une habileté impitoyable, plus odieuse peut-être que les sanglantes persécutions.

Par des chicanes légales on avait condamné l'un après l'autre leurs divers temples, sous prétexte qu'il s'y était passé quelque chose de contraire aux ordonnances : qu'un catholique par exemple y avait abjuré, ou qu'un relaps y était rentré ; aussitôt on les faisait démolir, et on privait la paroisse où ils étaient bâtis du service divin. Le ministre du temple démoli ne pouvait plus assister ni aux synodes, ni aux colloques, ni exercer en un autre lieu aucune fonction de son culte. Tous les établissements d'instruction fondés par les huguenots étaient interdits l'un après l'autre ; l'Académie de Sédan, celle de Saumur, le collége de Châtillon-sur-Loing furent supprimés. Toutefois le roi protestait toujours qu'il voulait maintenir l'édit de Nantes, il le confirmait même, s'il en était besoin, dans le préambule de ses ordonnances les plus vexatoires. Aussi il laissait subsister quelques temples, tandis qu'il en faisait démolir le plus grand nombre ; tantôt il interdisait aux protestants tout culte dans une ville où un archevêque ou un évêque se trouvaient en visite, tantôt il prétendait qu'il y avait du scandale à laisser subsister un temple dans le voisinage d'une église catholique ; il le faisait abattre, et ne permettait de le rebâtir que dans quelque lieu incommode, à une ou deux lieues tout au moins de la ville ou du bourg ; d'autre part, il était interdit de tenir l'école, pour les enfants protestants, ailleurs que dans le pourtour du temple, en sorte que les pauvres enfants étaient obligés de faire chaque jour un voyage pour s'y rendre et en revenir. Ce fut précisément dans les villes où la plus grande partie de la population était protestante, à Bergerac, à Nismes, à Uzès, à Montpellier, à Saint-Jean-d'Angely, à Oléron, à Saint-Quentin, à Castres, à Montauban, que les temples furent abattus, et que les ministres qui en furent chassés eurent ordre de se retirer au moins à six lieues de distance de leurs troupeaux.

La situation des pères de famille protestants était déplorable. Ils savaient que le roi avait déclaré que dans la carrière

Digitized by Google

militaire il ne leur donnerait jamais d'avancement ; toutes les carrières civiles, dans l'administration publique, leur étaient également fermées ; on leur avait ordonné de vendre sous deux mois toutes les charges qu'ils avaient à la cour, tous les offices de judicature, toutes les études de procureurs et de notaires ; s'ils étaient avocats, il leur était interdit de plaider ; les médecins, les chirurgiens, les apothicaires, les sages-femmes ne pouvaient plus exercer leur état ; on les avait exclus de toutes les places dans les finances, depuis les plus élevées jusqu'aux plus humbles. Il ne leur restait plus absolument que le commerce et les manufactures, mais encore dans ces professions ils ne pouvaient ni tenir des catholiques sous leur dépendance, ni entrer eux-mêmes dans une maison catholique. S'ils avaient un procès, s'ils avaient une dette à recouvrer, ils étaient sûrs de n'obtenir jamais aucune justice ; toutes les garanties que l'édit de Nantes leur avait assurées devant les tribunaux, leur avaient été enlevées l'une après l'autre, et les cours qui avaient remplacé les chambres de l'édit et les chambres mi-parties savaient qu'elles se recommanderaient à la faveur du roi ou des gouverneurs de province par la plus révoltante partialité. Si un huguenot était malade, un magistrat ou à son défaut un marguillier se présentait chez lui avec deux témoins, pour lui demander s'il voulait ou non mourir dans sa religion ; ils profitaient de sa lassitude, de la faiblesse de son esprit, des rêveries de la fièvre, pour trouver dans ses réponses l'expression du désir de voir un prêtre, qu'ils faisaient aussitôt arriver malgré la famille du mourant, et qui lui extorquait une abjuration. Si le huguenot avait des enfants, on cherchait à les surprendre lorsqu'ils sortaient de sa maison, à les séduire par des sucreries, par des images, par des promesses ; et si ces enfants âgés de plus de sept ans consentaient à dire qu'ils voulaient se faire catholiques, ou seulement à entrer dans une église, à se joindre à une prière, on déclarait qu'ils avaient abjuré, on les ôtait à leurs parents, qu'on forçait cependant à payer une pension pour leur entretien. Ces violences légales étaient encore aggravées par la populace et les soldats qui savaient que loin de les punir on leur saurait



Digitized by Google

gré de toutes les insultes qu'ils feraient aux huguenots : aussi dans des émeutes fréquentes, on enfonçait les portes de leurs temples, on déchirait leurs livres sacrés, souvent on brûlait l'édifice lui-même, on déterrait les morts du cimetière pour traîner leurs cadavres dans les rues, et l'on poursuivait leurs ministres à coups de pierres (1).

Telle était la condition à laquelle Louis XIV, d'après les instigations de son clergé, avait réduit toute la partie de ses sujets qui professait la religion protestante, cette classe nombreuse qui dans les guerres civiles du siècle précédent avait fait preuve de son dévouement aux Bourbons, et avait ouvert, l'épée à la main, à son aïeul, le chemin du trône de France. Mais à l'époque où nous sommes parvenus, le ministre de la guerre Louvois fit adopter à son maître une manière plus prompte et plus énergique d'opérer des conversions en masse. Louvois avait vu avec regret les progrès que les dévots avaient fait dans l'esprit du monarque. Il aurait préféré que Louis demeurât toujours attaché à son orgueilleuse et spirituelle maîtresse, Mme de Montespan; il comptait sur elle pour entretenir l'ambition du roi, son désir de gloire et sa soif de conquêtes; il se défiait de Mme de Maintenon, et il avait joint ses efforts à ceux du duc de la Rochefoucauld et de l'ancienne favorite, pour nuire à la nouvelle. Mais lorsqu'il vit celle-ci affermie, lorsqu'il vit que, seule confidente du roi, elle ne l'entretenait plus que du soin de sa conscience et de celle de ses sujets, il ne voulut pas que Louis consacrât tous ses efforts à un grand projet auquel lui-même demeurerait étranger, et il réclama pour son département, celui de la guerre, la plus grande part dans la subversion de l'hérésie (2).

Ce fut en Poitou, province pleine de protestants, et qui avait pour intendant Marillac, petit-fils de celui qui avait été garde des sceaux et que Richelieu poursuivit de sa haine, que, dès l'année 1681, Louvois fit, pour la première fois,

(1) La Hode, L. XLIII, p. 291. — Hist. de l'Edit de Nantes, T. IV, L. XVII, p. 439 et passim.

(2) Rhulières, Eclaircissements hist., ch. 10, p. 193. — Mém. de l'abbé de Choisy, T. LXIII, L. V, p. 284.

Digitized by Google

l'essai de ce moyen terrible de conversion, qui fut plus tard connu sous le nom de dragonnades. Par sa lettre du 18 mars 1681, il annonçait à l'intendant que d'après les ordres du roi il envoyait en Poitou un régiment de cavalerie. « Sa Majesté » trouvera bon, disoit-il, que le plus grand nombre des cava- » liers et officiers soient logés chez les protestants; mais elle » n'estime pas qu'il les y faille loger tous.... si, suivant une » répartition juste, les religionnaires en devoient porter dix, » vous pouvez leur en faire donner vingt (1). »

Ce fut de cette manière que pendant toute la durée de la persécution les ordres de la cour avouaient la partialité, qu'ils la recommandaient comme moyen de conversion, mais qu'en même temps ils la modéraient, ils y mettaient des bornes, pour que les dépêches officielles ne pussent être rétorquées contre ceux qui les auraient écrites. Toutefois les intendants auxquels elles étaient adressées savaient que leur seul but devait être d'opérer des conversions par tous les moyens possibles, qu'on ne les désavouerait en rien, et que même lorsqu'il arriverait que les huguenots, à force de plaintes, obtiendraient quelque redressement, que le conseil du roi semblerait faire quelques pas rétrogrades, comme il en fit plusieurs en effet dans le cours de la persécution, la volonté serait toujours la même, et que ceux qui auraient le plus excédé les ordres seraient le mieux vus de la cour (2).

Marillac qui, au commencement de son intendance avait été loué pour sa modération et sa justice, voyant que l'intention du roi était d'extirper le protestantisme en Poitou, et voulant faire sa cour, y procéda avec une rigueur extraordinaire, à l'aide de l'assiette des tailles et des dragons. Ayant à lever sur les paroisses de vieux arrérages des tailles, il avertit publiquement que le roi ne voulant plus avoir d'autres sujets que des orthodoxes, il réduisait de moitié la dette

(1) Rhulières, Eclaircissements hist., ch. 10, p. 203.

(2) Louvois écrivait à Marillac : « Sa Majesté désire que vos ordres sur ce sujet soient par vous, ou par vos subdélégués, donnés de bouche aux maires et échevins des lieux, sans leur faire connoître que Sa Majesté désire par là violenter les huguenots à se convertir. » Rhulières, *Ib.*, p. 204.

Digitized by Google

des catholiques, il déchargeait absolument pour deux ans les nouveaux convertis, et que tous les taillables étant solidaires les uns pour les autres, tout le fardeau retomberait sur les seuls huguenots. Aussitôt il fit commencer la perception sur cette base, et comme il y avait des paroisses qui n'avaient point de vieilles dettes, il leur demanda la taille par anticipation pour avoir occasion d'y apporter la même partialité (1).

Après les vexations de la taille commencèrent celles des logements des gens de guerre ; les dragons arrivèrent dans la province ; l'intendant les faisait passer par les villes et les bourgs où il y avait le plus de huguenots, et ne les logeait que chez eux, quatre à quatre, cinq à cinq, même chez les plus pauvres et chez les veuves, qui jamais jusque-là n'avaient été exposés à l'insolence du soldat ; les curés les suivaient dans les rues, en leur criant : « Courage, messieurs, c'est l'intention du roi que ces chiens de huguenots soient pillés et saccagés. » Les dragons entraient dans la maison l'épée haute, souvent en criant *Tue! tue!* pour alarmer les femmes ; ils se faisaient livrer par de mauvais traitements tout ce qui avait quelque valeur ; ils détruisaient ce qu'ils ne pouvaient consommer ; ils exigeaient pour leur dessert une ou deux pièces d'or chez les plus aisés ; ils outrageaient par leurs propos, par leurs actions la pudeur domestique ; souvent ils traînaient à l'église, par les cheveux, la maîtresse de la maison ou ses enfants, et ils répétaient que le curé, le juge, l'intendant les avaient avertis que tout leur était permis, excepté le viol et le meurtre (2).

Ces violences eurent le succès qu'on s'était proposé ; Mme de Maintenon écrivait à son frère le 19 mai 1681 : « Je » crois qu'il ne demeurera de huguenots en Poitou que nos » parents ; il me paroît que tout le peuple se convertit ; » bientôt il sera ridicule d'être de cette religion-là. » Et peu après, ayant fait faire à son frère *une affaire* dans les

(1) Histoire de l'Edit de Nantes, L. XVII, T. IV, p. 472. — Isambert, Lois françaises, T. XIX, p. 266.

(2) Histoire de l'Edit de Nantes. T. IV, L. XVII, p. 474.

Digitized by Google

fermes qui lui avait valu un pot-de-vin de cent huit mille francs, elle lui écrivait, le 2 septembre : « Mais je » vous prie, employez utilement l'argent que vous allez » avoir. Les terres en Poitou se donnent pour rien ; la » désolation des huguenots en fera encore vendre. Suri» neaux, Saint-Pompin, et plusieurs autres vont être en » décret.... vous pouvez aisément vous établir grandement » en Poitou. » Ce moyen facile de s'enrichir par la ruine de ses voisins n'explique que trop le zèle des catholiques qui voulaient *faire des affaires* (1). Les listes des nouveaux convertis envoyées par Marillac, et prônées encore avec imposture, furent pour Louvois un objet de triomphe ; cependant les réformés purent encore faire entendre leurs réclamations. Elles exposaient des faits si odieux, la religion semblait tellement compromise par ces dragons qu'on commençait à nommer des missionnaires bottés, que Louvois écrivit à l'intendant de Poitou et à celui de Limoges pour modérer leur zèle, et que pendant trois ans on suspendit l'emploi des dragonnades (2).

Mais les autres violences continuaient pendant que celles-là étaient suspendues. Presque tous les temples du Dauphiné et du Vivarais avaient été détruits, en sorte que les religionnaires étaient réduits à se réunir dans les champs pour y célébrer le service divin. On fit marcher des troupes contre eux dans l'été de 1683 : on les attaqua pendant qu'ils étaient en prières; quelques centaines d'hommes, enveloppés par deux ou trois mille à Bourdeaux de Diois et à la forêt de Saves, se défendirent avec vigueur, et furent presque tous tués ; la province s'ébranlait et paraissait sur le point de prendre les armes; on la calma par des amnisties ; mais on y avait inséré tant d'exceptions, que ces grâces apparentes devinrent un piége pour ceux qui s'y fièrent : plusieurs furent pendus, plusieurs furent envoyés aux galères. L'exécution du ministre Homel, qui fut roué vif à Tournon, le 20 octobre 1684,

(1) Lettres de mad. de Maintenon, T. I, p. 185, 191 ; et 22 octobre, p. 192.

(2) Rhulières, Eclaircissements sur la Révoc. de l'édit de Nantes, ch. 10, p. 215 et 218.

Digitized by Google

inspira d'autant plus d'horreur qu'il avait soixante et douze ans, et qu'à cet âge les plus grands criminels n'étaient point soumis à un supplice si barbare. Le bourreau le prolongea au contraire sans pitié, aux applaudissements d'un peuple fanatique (1).

Ce fut en 1684 que les dragonnades recommencèrent. L'Espagne ayant accepté la trêve de Ratisbonne, le corps d'armée rassemblé sur ses frontières devenait inutile; Louvois donna ordre au marquis de Boufflers, qui le commandait, d'entrer en Béarn, province presque en entier protestante, et de seconder avec ses troupes les efforts de l'intendant Foucault pour opérer la conversion des Béarnais. Celui-ci commença par annoncer que le roi voulait que tous les huguenots rentrassent dans le sein de l'Église romaine; ses gardes en firent entrer un grand nombre dans une église où devait prêcher l'évêque de Lescar : dès qu'ils y furent entrés, il fit fermer les portes sur eux; on les contraignit à coups de bâton à garder le silence, à se mettre à genoux, et à recevoir de l'évêque l'absolution de l'hérésie, ensuite de quoi on les avertit que s'ils retournaient au prêche, on les punirait comme relaps. Il n'y eut pas moyen de répéter cette surprise pour d'autres; tout fuyait dans les bois, et Foucault ne pouvait de nouveau réunir les huguenots : c'est alors qu'il travailla à les soumettre par les logements militaires; mais les gens de guerre excités par lui se montrèrent bien plus féroces qu'ils n'avaient été sous les ordres de Marillac en Poitou. « Parmi les secrets qu'il » leur apprit pour dompter leurs hôtes, il leur commanda de » faire veiller ceux qui ne voudroient pas se rendre à d'autres » tourments. Les soldats se relayoient pour ne pas succomber » eux-mêmes au supplice qu'ils faisoient souffrir aux autres. » Le bruit des tambours, les blasphèmes, les cris, les fracas des » meubles qu'ils brisoient ou qu'ils jetoient d'un côté à l'autre, » l'agitation où ils tenoient ces pauvres gens pour les forcer à de- » meurer debout et à ouvrir les yeux, étoient les moyens dont ils

(1) Hist. de l'Edit de Nantes. L. XX, p. 645-669. — Limiers, L. IX, p. 420. — Rhulières, Éclaircissements, ch. 12, p. 240.

Digitized by Google

» se servoient pour les priver de repos. Les pincer, les piquer, » les tirailler, les suspendre avec des cordes, leur souffler dans » le nez la fumée du tabac et cent autres cruautés, étoient le » jouet de ces bourreaux, qui réduisoient par là leurs hôtes à » ne savoir ce qu'ils faisoient, et à promettre tout ce » qu'on vouloit pour se tirer de ces mains barbares (1). »

« Encore que le plus fort de leur étude et de leur applica- » tion fût de trouver des tourments qui fussent douloureux » sans être mortels, » il y eut dans le Béarn un assez grand nombre de huguenots qui succombèrent sous les cruautés prolongées des dragons ; il y eut aussi beaucoup de femmes qui furent victimes de leur incontinence. Dans cette malheureuse province, si éloignée qu'elle ne pouvait espérer de faire entendre ses plaintes à la cour, enfermée entre ses montagnes, et d'où les malheureux ne pouvaient s'échapper que du côté de l'Espagne où ils n'avaient aucune pitié à attendre, la constance des huguenots succomba sous la longueur des tourments ; les conversions ne se firent plus individuellement, mais par villes entières ; et l'intendant put enfin annoncer à la cour que le Béarn entier s'était fait catholique : des réjouissances furent ordonnées pour célébrer ce glorieux événement (2).

Les insurrections, les amnisties et les supplices continuaient à se succéder dans le bas Languedoc, le Dauphiné, le Vivarais et les Cévennes. Les églises de ces provinces s'entendirent pour nommer six directeurs chargés de se concerter sur les moyens à prendre pour sauver leur existence. Ceux-ci regardant l'édit de Nantes comme un traité bilatéral qui engageait également l'une et l'autre religion, convinrent qu'ils ne devaient pas se laisser dépouiller plus long-temps de droits qui leur étaient solennellement garantis. Ils résolurent d'inviter toutes les églises interdites à reprendre le 27 juin 1685 leurs exercices accoutumés, sans éclat, sans désordre, mais aussi sans mystère. Ils exhortèrent les ministres à ne point

(1) Hist. de l'Edit de Nantes, T. V, L. XXII, p. 832.

(2) *Ibid.*, p. 834. — La Hode, L. XLIII, p. 304. — Rhulières, Eclaircissements, ch. 15, p. 292.

Digitized by Google

sortir du royaume, et ils dressèrent une requête pour protester de leur fidélité, et réclamer cependant la jouissance de ces concessions royales dont ils avaient été si long-temps en possession, et qu'ils n'avaient point mérité de perdre (1). Mais le courage des religionnaires était dompté ; la puissance d'un roi ennemi, à qui personne ne résistait en Europe, causait une terreur universelle : tous ceux qui se croyaient plus en évidence, ceux qui habitaient les grandes villes ou ceux qui vivaient plus près de la cour, blâmaient toutes les mesures énergiques qui attireraient, disaient-ils, sur eux la dernière ruine, et refusaient d'y prendre part.

Ces dissensions retardèrent de quelques semaines l'exécution des projets des réformés. Enfin ils tinrent le 11 juillet 1685 une première assemblée près de Saint-Hippolyte, en Languedoc, pour rendre un culte à Dieu au milieu des champs. Il s'y trouva plus de trois mille personnes. Les protestants du Vivarais s'assemblèrent de même au désert le 18 juillet, et ceux du Dauphiné le 22. Les catholiques voulurent interrompre ces assemblées à main armée. Un conseiller du parlement de Grenoble, nommé Chateaudouble, les attaqua et fut repoussé avec perte. Mais dès que les huguenots se furent séparés, on arrêta trente-deux d'entre eux qu'on enferma dans les prisons de Valence. Les protestants du voisinage accoururent pour les délivrer. L'évêque de Valence s'avança entre les deux partis et les engagea à ne point troubler la paix. Deux fois on décida les huguenots à se disperser, en leur promettant de pardonner aux prisonniers, et deux fois on leur manqua de parole. Enfin les troupes que l'intendant avait demandées arrivèrent à son aide. Alors il fit traquer dans les forêts les huguenots fugitifs : plusieurs furent tués, quatre d'entre eux seulement furent pris. On leur offrit la vie s'ils voulaient abjurer. Ils préférèrent le supplice et furent pendus.

Les protestants des campagnes semblaient se préparer à la révolte. On essaya de les désarmer par une amnistie, à la-

(1) Limiers rapporte, L. IX, p. 428-435, la requête générale des protestants.

Digitized by Google

quelle était attachée comme condition la démolition de leurs temples; ceux qui se retiraient dans leurs maisons étaient seuls admis à en jouir. En même temps l'intendant en Dauphiné, et le duc de Noailles en Vivarais, attaquaient tous ceux qui s'étaient réfugiés dans les champs. Un grand nombre d'entre eux furent tués; quand on leur faisait des prisonniers, on leur offrait leur grâce pour prix de leur abjuration : presque tous la refusaient, et étaient aussitôt pendus. Aucun ministre n'était jamais épargné. Les troupes se répandaient ensuite dans les villages, pillaient les maisons, maltraitaient les habitants, et ne leur laissaient d'autre ressource que de s'enfuir au désert. Là même où il n'y avait point eu de combats, un grand nombre de temples furent interdits et abattus sous prétexte qu'on y avait admis des relaps; beaucoup de ministres furent condamnés aux galères, quelques uns au gibet ou à la roue. Un arrêt interdit à tout particulier, de quelque condition qu'il fût, de retirer chez lui, sous prétexte de charité, aucun malade de la religion réformée. S'il le faisait il encourait une amende de cinq cents livres, outre la confiscation des lits et des meubles à leur usage. Quelques seigneurs de fiefs avaient conservé jusqu'alors l'exercice de leur religion; mais on leur interdit de laisser participer à leur culte aucun autre que leurs vassaux domiciliés dans leurs fiefs. Les réformés protestaient cependant; ils adressaient au roi requêtes sur requêtes, mais ils ne pouvaient obtenir aucun adoucissement à tant de rigueur. Rhulières prétend qu'on cachait à Louis ce qu'il y avait de plus acerbe dans les mesures qu'on prenait en son nom, qu'il apprenait seulement les conversions des huguenots par centaines et par milliers, et qu'il en concluait que ces gens qui lui résistaient par opiniâtreté, étaient au fond bien peu attachés à leur religion. « Non, dit Rhulières, la plus légère tentative » pour renverser les statues élevées à Louis-le-Grand ne nous » sera point imputée; nous rendrons au contraire un juste » hommage à sa mémoire (1). » Cette protestation même

(1) Eclaircissements sur la Révoc., ch. 13, p. 259.

Digitized by Google

nous donne la mesure de la foi que nous devons accorder à ses arguments. Sans doute Louis XIV a pu être trompé, il a pu ne pas tout connaître ; mais aucun monarque si vigilant, si jaloux de tout savoir, si irrité contre tout ministre qui aurait prétendu lui cacher quelque chose, n'était encore monté sur le trône de France ; et ce n'était pas une entreprise violente, poursuivie à l'aide de ses troupes, dans toutes les provinces de son royaume, pendant plusieurs années de suite, contre plus de deux millions de ses sujets, qui pouvait être dérobée à sa connaissance (1).

Louvois, en annonçant au roi le succès de ces missions militaires, lui proposa d'étendre le même système à tout le royaume. C'était, lui disait-il, le moyen le plus efficace de hâter une conversion qu'il voulait accomplir. C'était en même temps donner un emploi et une récompense à des troupes nombreuses que Louis XIV était résolu à tenir toujours sur pied; le roi et ses ministres savaient bien cependant que ces conversions forcées ne changeaient pas les consciences, qu'ils obligeaient même à commettre un sacrilége par les fausses confessions, les communions mensongères auxquelles on contraignait les malheureux huguenots ; mais les évêques de cour et le confesseur du roi avaient déclaré qu'il fallait sacrifier la génération présente pour le plus grand bien de l'avenir. « Je crois bien que » toutes ces conversions ne sont pas sincères, » écrivait Mme de Maintenon que le roi consultait déjà sur toutes les affaires de religion ; « mais Dieu se sert de toutes voies pour » ramener à lui les hérétiques ; leurs enfants seront du moins » catholiques si leurs pères sont hypocrites, leur réunion ex» térieure les rapproche du moins de la vérité. Ils ont les » signes en commun avec les fidèles. Priez Dieu qu'il les » éclaire tous, le roi n'a rien plus à cœur (2). »

On employa pour ces missions des soldats de toutes les armes ; mais comme les dragons s'étaient montrés les plus

(1) Hist. de l'Edit de Nantes, T. V, tout le Liv. XX. — La Hode, L. XLIII, p. 298.

(2) Rhulières, Eclaircissements, p. 322. — Lettre à mad. de Saint-Géran, du 25 octobre 1685, T. II, p. 122.

Digitized by Google

inhumains, on confondit tous les soldats sous leur nom, et l'on appela ces expéditions des dragonnades. Le haut et le bas Languedoc, la haute et la basse Guyenne, l'Angoumois, la Saintonge et le Poitou furent les premières provinces où l'on mit les troupes en quartier. Lorsqu'elles approchaient, trois ou quatre jours avant leur arrivée, l'intendant ou son subdélégué assemblait les réformés; il leur déclarait que le roi ne voulait plus souffrir d'autre religion que la catholique dans son royaume : qu'il savait bien que les hérétiques étaient déjà convaincus de la vérité de cette religion, mais que par obstination, par un vain point d'honneur ou par la cabale de leurs ministres, ils hésitaient encore à rentrer dans l'Église; que toutefois le moment était enfin venu de se conformer à la volonté du roi, s'ils ne voulaient s'exposer aux rigueurs qui attendaient leur obstination. On distribuait ensuite les troupes chez les réformés qui n'avaient pas voulu céder, en les exhortant de faire à leurs hôtes tout ce dont ils se pourraient aviser pour les obliger à se soumettre; mais on exceptait nommément le meurtre et le viol. On séparait les officiers de leurs soldats, pour que l'humanité ou le sentiment de la décence ne les contînt pas, surtout chez les gentilshommes. Comme la meilleure partie du commerce et des manufactures de France était entre les mains des protestants, leurs maisons dans les bonnes villes de province étaient garnies de meubles de prix, leurs magasins remplis de marchandises; toutes ces richesses livrées à la merci du soldat furent détruites, et rien ne contribua plus à appauvrir la France. Les dragons ne se contentaient pas de prendre, ils mettaient en pièces ce qu'ils ne pouvaient emporter; les uns exigeaient des draps de toile de Hollande pour y faire coucher leurs chevaux, les autres leur faisaient la litière avec les ballots de laine des fabricants : toutes les souffrances, toutes les insultes, toutes les offenses à la pudeur étaient prodiguées aux vieillards, aux malades, aux femmes et aux enfants, comme aux hommes valides. Quand leurs hôtes, abattus par tant d'outrages, déclaraient qu'ils se soumettaient, les soldats les menaient à l'église, et ils allaient s'installer chez d'autres, pour exercer leur zèle de la même

Digitized by Google

manière. Les huguenots s'efforçaient de rédiger leur déclaration de conformité dans les termes les plus vagues pour mettre leur conscience en repos, et au commencement on acceptait cette abjuration sous toutes les formes possibles; bientôt les ordres devinrent plus sévères, et on exigea qu'ils exprimassent explicitement leur adhésion aux dogmes qui leur inspiraient le plus de répugnance. Beaucoup d'entre eux en voyant arriver les troupes s'enfuyaient et abandonnaient aux dragons leurs maisons et tout ce qu'ils possédaient; mais il était défendu sous les peines les plus sévères de donner asile ou aucune espèce de secours à ceux qui s'étaient ainsi enfuis (1).

Le plus grand nombre, après avoir résisté pendant des jours ou des semaines à des mauvais traitements si prolongés, quelquefois à des supplices qui troublaient leur raison, finit par faire abjuration; d'autres donnèrent de généreux exemples de constance et de fermeté. On en remplit les prisons, on leur y refusa de la paille pour se coucher, on ne donna aucun soin à leurs maladies, on leur interdit toute visite de leurs parents ou de leurs amis; on leur associa au contraire, dans les mêmes cachots, le rebut des bagnes, les criminels dont le langage et les exemples pouvaient leur inspirer le plus d'horreur. En même temps, chaque jour, quelque nouvel arrêt venait aggraver la condition des réformés encore épars dans les provinces. Tous ceux qui avaient été récemment anoblis furent privés de leur noblesse et soumis à la taille, tant qu'ils feraient profession de la religion prétendue réformée : tous les ministres y furent également soumis, quelle que fût leur condition. Ceux qui tenteraient de passer en pays

(1) Benoît, Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIII, p. 844 et suiv. — La Hode, L. XLIII, p. 305. — Limiers, L. IX, p. 435. — Larrey, T. V, p. 179. M. Capefigue donne des détails très curieux sur l'espionnage et les persécutions de détail auxquels les huguenots furent soumis à Paris; il les a tirés surtout des manuscrits de M. de la Reynie, premier lieutenant de police, déposés à la Bibliothèque royale. Il les excuse, au reste, en alléguant que cette tyrannie n'était pas plus cruelle que celle du comité de salut public au temps de la Terreur, comme si celle-ci n'avait pas été l'effroi et la honte de l'humanité. Louis XIV, son gouvern. et ses relat. diplom., T. II, ch. 24, p. 220-259.

Digitized by Google

étranger, ceux qui y établiraient leurs enfants ou leurs pupilles furent condamnés aux galères perpétuelles, leurs biens étaient confisqués, mais la moitié en était promise à leurs dénonciateurs. Les imprimeurs et libraires réformés eurent ordre de renoncer à leur profession sous peine de trois mille francs d'amende. On retira aux huguenots leurs cimetières, on en déterra les morts et on jeta les corps et les os à la voirie. On défendit aux réformés d'avoir des domestiques catholiques, de peur qu'ils ne les séduisissent; puis, peu après, on leur ordonna au contraire de n'avoir d'autres domestiques que des catholiques, pour avoir des espions dans leurs maisons; mais on défendit aux catholiques d'admettre dans leurs domiciles aucun clerc ou domestique qui fût réformé. Les veuves des officiers du roi et des maisons royales furent déclarées déchues de tous leurs priviléges, tant qu'elles feraient profession de la religion réformée. L'archevêque de Paris publia un catalogue de près de cinq cents auteurs qui, en exposant la doctrine protestante, avaient attaqué la catholique; leurs livres furent condamnés, et des visites domiciliaires furent ordonnées chez les libraires, les ministres et les anciens, pour en saisir tous les exemplaires et les détruire (1).

Frappée par tant de coups successifs, la réforme était comme anéantie; chaque jour, on annonçait des abjurations nouvelles; La Rochelle et Montauban, ces deux capitales du protestantisme français, avaient cédé comme les autres (2).

(1) *Voyez* toutes ces ordonnances dans Isambert, Lois franç., T. XIX, p. 447 et suiv. — Recueil d'Edits et de Déclarations, pour servir de preuves à l'Edit de Nantes, T. III, 3e part., p. 152 et suiv.

(2) Dangeau annonce les conversions en masse et par délibération en l'hôtel de ville, de Montauban, Embrun, Castres, Montpellier, Uzès, Grenoble, etc. Supplément de Lemontey, p. 18, 19. Je ne puis lire Dangeau que dans les Extraits de mad. de Genlis et le Supplément de M. Lemontey. Ce journal, précieux pour les dates, pour les détails d'intérieur, pour l'étiquette, est aussi marqué au coin de l'homme, que l'abbé de Choisy, son ami, caractérise si bien. « Il » a été toute sa vie dans le plus fin de la cour; il a tout su, il a tout vu de ses » propres yeux. Il est vrai qu'il ne dit jamais rien; c'est le modèle d'un bon » courtisan : uniquement attentif au roi qu'il aime personnellement, et au » moindre petit ministre à qui il ne voudroit pas déplaire; aussi ne comptai-je » pas tirer de lui aucune chose qui puisse être désavantageuse à quelqu'un. Il

Digitized by Google

C'est dans ces circonstances que le chancelier le Tellier, âgé de quatre-vingt-trois ans, malade, et qui se sentait près de mourir, demanda au roi de lui accorder la consolation de signer, avant de mourir, un édit qui porterait révocation de l'édit de Nantes ; il le signa en effet, le 2 octobre 1685, et avec un fanatisme qui fait frémir, il récita le cantique de Siméon, appliquant à cet acte farouche les félicitations qui, dans la bouche du vieillard hébreu, se rapportaient au salut du genre humain. Il mourut en effet avant que le mois fût expiré. L'aveuglement au reste était général ; quand une fois on entre dans la voie des persécutions, on s'excite à la haine par le mal qu'on a déjà produit, on s'encourage à atteindre un but auquel on a fait déjà de trop grands sacrifices. L'opinion générale étouffe le cri indépendant de chaque conscience, et la cruauté n'étant plus inattendue, n'étonne et ne révolte plus. Les deux prélats, les deux orateurs chrétiens dont la chaire française s'enorgueillit le plus, ont tous deux prononcé le panégyrique de le Tellier. Tous deux rappellent « que » Dieu lui réservoit l'accomplissement du grand ouvrage de » la religion, et qu'il dit, en scellant la révocation du fameux » édit de Nantes, qu'après ce triomphe de la foi et un si beau » monument de la piété du roi, il ne se soucioit plus de finir » ses jours. — Nos pères n'avoient pas vu comme nous une » hérésie invétérée tomber tout-à-coup ; les troupeaux revenir » en foule, et nos églises trop étroites pour les recevoir ; leurs » faux pasteurs les abandonner, sans même en attendre » l'ordre, et heureux d'avoir à leur assigner leur bannisse- » ment pour excuse ; tout calme dans un si grand mouvement, » l'univers étonné de voir dans un événement si nouveau la » marque la plus assurée, comme le plus bel usage de l'au- » torité, et le mérite du prince plus reconnu et plus révéré » que son autorité même (1). »

» sera pour mes Mémoires la source du bien ; et peut-être qu'à la cour de » France il ne me sera pas impossible de trouver une source du mal, car pour » y être bien instruit il faut savoir le bien et le mal. » Mém. de l'abbé de Choisy, L. V, p. 279, T. LXIII.

(1) Bossuet, Oraison funèbre de Michel le Tellier. 25 janvier 1686, p. 335.

Digitized by Google

Quatre mois plus tard, Fléchier disait : « Il ne restoit qu'à » donner le dernier coup à cette secte mourante ; et quelle main » étoit plus propre à ce ministère que celle de ce sage chance- » lier, qui, dans la vue de sa mort prochaine, ne tenant presque » plus au monde, et portant déjà l'éternité dans son cœur, » entre l'espérance en la miséricorde du Seigneur et l'attente » terrible de son jugement, méritoit d'achever l'œuvre du » prince, ou pour mieux dire l'œuvre de Dieu, en scellant » la révocation de ce fameux édit qui avoit coûté tant de sang » et tant de larmes à nos pères ? Soutenu par le zèle de la re- » ligion plus que par les forces de la nature, il consacra par » cette sainte fonction tout le mérite et tous les travaux de » sa charge (1). »

Si le récit des cruautés exercées avec tant de persistance, dans toutes les parties de la France, contre tant de milliers de victimes qui n'avaient commis aucune faute, qui n'avaient mérité d'aucune manière la sévérité des lois, qui au contraire déployaient à cette heure même l'héroïsme le plus digne de l'admiration des mortels, la détermination à tout souffrir pour ce qu'elles croyaient la vérité : si ce récit, disons-nous, nous a inspiré un sentiment d'indignation, de haine contre le gouvernement qui ordonnait de telles horreurs, bientôt ce sentiment fait place à celui d'une profonde pitié pour le monarque qui était abusé à ce point par ses guides spirituels ; qui, voulant accomplir son devoir envers Dieu et envers son peuple, était encouragé à commettre les actes qui ont souillé le plus sa mémoire, par les hommes qui jouissaient de la plus haute réputation de lumière et de vertu dans son royaume, par ceux qui, au premier rang entre les prêtres d'un Dieu tout bon, avaient une mission toute spéciale pour enseigner au roi et au peuple leurs devoirs. Mme de Maintenon écrivait, le 25 octobre : « M. le Tellier est à l'extrémité : depuis qu'il

(1) Fléchier, Oraison funèbre de M. le Tellier. 29 mai 1686, p. 354. Le comte de Grammont peignait avec plus de vérité le Tellier que n'ont fait ces deux grands orateurs. Il disait, en le voyant sortir d'un entretien particulier avec le roi : « Je crois voir une fouine qui vient d'égorger des poulets en se » léchant le museau plein de leur sang. » Siècle de Louis XIV, ch. 36, T. II, p. 177.



Digitized by Google

» avoit scellé l'édit, il se portoit mieux; la fièvre l'a repris » avec beaucoup de violence; on n'en espère plus. Le roi est » fort content d'avoir mis la dernière main au grand ouvrage » de la réunion des hérétiques à l'Église. Le P. de La Chaise » a promis qu'il n'en coûteroit pas une goutte de sang; et » M. de Louvois dit la même chose. Je suis bien aise que » ceux de Paris aient entendu raison. Claude (le ministre de » Charenton) étoit un séditieux qui les confirmoit dans leurs » erreurs; depuis qu'ils ne l'ont plus ils sont plus dociles (1). » Enfin M^me^ de Sévigné, de qui nous n'attendons que des sentiments de pitié et de sympathie, écrivait alors même au comte de Bussy son cousin : « Le P. Bourdaloue s'en va, par » ordre du roi, prêcher à Montpellier, et dans ces provinces » où tant de gens se sont convertis sans savoir pourquoi. Le » P. Bourdaloue le leur apprendra, et en fera de bons ca» tholiques. Les dragons ont été de très bons missionnaires » jusqu'ici; les prédicateurs qu'on envoie présentement ren» dront l'ouvrage parfait. Vous aurez vu sans doute l'édit » par lequel le roi révoque celui de Nantes. Rien n'est si beau » que tout ce qu'il contient, et jamais aucun roi n'a fait et ne » fera rien de plus mémorable (2). »

Cet édit nouveau révoquait comme non avenus tous les édits de tolérance; il ordonnait la démolition de tous les temples qui subsistaient encore; il prohibait dans tout le royaume, même dans les bailliages exceptés, et dans les fiefs, l'exercice de la religion réformée; il exilait sous peine des galères tous les ministres qui ne se convertiraient pas, et il ne leur donnait que quinze jours pour vider le royaume. Toutes les écoles des réformés étaient abolies; tous leurs enfants devaient être baptisés et élevés dans l'Église romaine. Un terme de quatre mois seulement était accordé aux réfugiés pour rentrer dans le royaume et faire abjuration. Après ce terme tous leurs biens étaient confisqués; enfin toute tentative des réformés pour sortir du royaume était punie des

(1) Mad. de Maintenon à mad. de Saint-Géran, T. II, p. 122.
(2) Lettre du 28 octobre 1685, T. VIII, p. 234.

Digitized by Google

galères. Toutefois, en abolissant leur culte, l'édit promettait encore la liberté de conscience aux réformés, jusqu'à ce qu'il plût à Dieu de les éclairer ; mais cette promesse même ne devait point être observée. Les commandants de province eurent ordre de continuer les dragonnades. Louvois leur écrivit : « Sa Majesté veut qu'on fasse sentir les dernières » rigueurs à ceux qui ne voudront pas se faire catholiques ; » et ceux qui auront la sotte gloire de vouloir être les der- » niers, doivent être poussés jusqu'à la dernière extrémité. » En conséquence, les troupes se répandirent dans la Normandie, la Bretagne, l'Anjou, la Touraine, l'Orléanais, et le Parisis, pour y traiter les religionnaires comme ils avaient été traités dans les provinces au midi de la Loire (1).

Avant la fin de l'année de nouveaux édits furent publiés pour interdire tout culte réformé sur les vaisseaux du roi, pour dénoncer des peines sévères contre les gens de mer qui favoriseraient l'évasion des huguenots, et pour promettre des récompenses à ceux qui révéleraient leurs projets de fuite. Ces menaces ne purent arrêter des malheureux qui éprouvaient une oppression aussi violente. Ceux qui bravant toutes les souffrances avaient persisté dans leur foi, aussi bien que ceux que les persécutions avaient forcés à se ranger parmi les nouveaux convertis, cherchaient toutes les occasions de se dérober à une aussi horrible tyrannie. Les agriculteurs ne pouvaient guère abandonner leurs terres, et parmi eux il y eut peu d'émigrés ; mais les marchands, les manufacturiers, les artisans, réalisaient tout leur avoir, et en partant ils emportaient avec eux non seulement leur argent, mais le secret de leur industrie, et la connaissance et la possession des marchés où ils pouvaient débiter leurs produits futurs. Aussi les gouvernements de Hollande, d'Angleterre, de Suisse, de Brandebourg, de Danemarck, qui appelèrent les réfugiés français, qui les réunirent en grandes colonies, et leur accordèrent des priviléges, furent-ils récompensés de leur gé-

(1) Isambert, Lois françaises, T. XIX, p. 530. — La Hode, L. XLIII, p. 310. — Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIII, p. 865, et Preuves, p. 184. — Limiers, L. X, p. 441.



Digitized by Google

néreuse assistance par un plein succès ; ils fondèrent chez eux une industrie nouvelle et prospérante au temps même où on la voyait s'éteindre en France. Un nombre considérable de gentilshommes, d'officiers, de cadets, passa au service des princes protestants et y forma même de nouveaux régiments; un nombre plus considérable encore de gens de mer abandonna la France, et épuisa la marine récemment créée, au profit de l'Angleterre, de la Hollande et des villes anséatiques. Depuis le commencement de ce règne les protestants préféraient le service de mer à tous les autres, parce qu'ils y avaient été jusqu'alors exposés à moins de vexations. On voyait souvent arriver des familles fugitives en Angleterre après avoir bravé la mer, sans provisions, sans vivres, sur les plus misérables embarcations ; plusieurs passaient les frontières à pied, déguisés en pèlerins, en bergers, en mendiants, mais un bien plus grand nombre était escorté jusque hors du royaume, par les gardes mêmes préposés pour les arrêter ; car ils s'enrichissaient en favorisant leur fuite, et les protestants payaient de 1000 jusqu'à 6000 fr. à ceux qui les aidaient à passer la frontière. Rien n'est plus difficile que d'apprécier le nombre de citoyens dont la France s'appauvrit. Ce n'est qu'approximativement et en se tenant aux nombres les moins élevés qu'on peut dire qu'un peu plus d'un million de huguenots demeurèrent en France fidèles à leur croyance, mais cachés cependant sous le nom de nouveaux convertis ; que de trois à quatre cent mille s'établirent dans les pays étrangers ; que tout autant périrent dans les combats, dans leur fuite à travers les champs et les bois, dans les prisons, les hôpitaux, les galères, et sur les échafauds. Le comte de Boulainvilliers affirme, dans son Analyse du Mémoire de Lamoignon de Basville, intendant du Languedoc, que dans cette seule province, « il a péri cent mille hommes que l'on » a immolés pour justifier la conduite de l'auteur de ce Mé» moire, et de ce nombre il y en a le dixième qui a fini par » le feu, la corde ou la roue (1). » Le peuple qui, pendant

(1) Boulainvilliers, Etat de la France, T. II, p. 527, 3 vol. in-fol. Londres,

Digitized by Google

tout le dernier siècle avait vécu en bonne harmonie avec les huguenots, applaudit cependant à tous ces actes féroces; car quand les rois, les prêtres et les grands veulent réveiller le fanatisme de la multitude, ils n'ont jamais de peine à y réussir. Les Parisiens se portèrent avec fureur à Charenton, ils y démolirent le temple où tous les protestants de la capitale se réunissaient pour leur culte, et ils n'en laissèrent pas subsister un seul vestige.

Pour ajouter à la joie du roi, au triomphe des catholiques, Jacques II, qui était monté au commencement de l'année sur le trône britannique, paraissait s'y affermir. Le duc de Monmouth, fils naturel de son frère, ayant pris les armes avec le duc d'Argyle sous prétexte de sauver la réforme en Angleterre, ils furent vaincus, faits prisonniers, et leurs têtes tombèrent sur l'échafaud. Dès lors commencèrent les procédures du juge Jeffreys, dirigées surtout contre les puritains, mais qui menaçaient tous les autres protestants, et qui étaient conduites avec une dureté et une partialité révoltantes; en sorte que les Anglais pouvaient reconnaître dans le sort qui avait atteint la réforme en France celui qui les menaçait de près; leur Église paraissait sur le penchant de sa ruine, à la fois dans toute l'Europe (1).

Cette année, signalée par tant de cruautés, fut cependant aussi une époque de fêtes. Il y eut un carrousel brillant à

1727. — Histoire de l'Edit de Nantes, L. XXIV, p. 946 et suiv. — Rhulières, Eclaircissements, ch. 16, p. 349 et suiv. — La Hode, L. XLIII, p. 312. — Limiers, L. X, p. 447. — Larrey, T. V, p. 180 et suiv. D'après les cartons des généralités, M. Capefigue fait monter l'émigration à deux cent vingt-cinq ou deux cent trente mille âmes, à savoir : quinze cent quatre-vingts ministres, deux mille trois cents anciens, quinze mille gentilshommes, et le reste composé de marchands et d'artisans. Mais les intendants avaient intérêt à réduire plutôt qu'à augmenter dans leurs rapports une émigration qui accusait leur négligence; les nouveaux convertis mettaient de leur côté tous leurs soins à en faire disparaître les traces; d'ailleurs, l'émigration continua encore long-temps après la date des rapports. Les confiscations de biens-fonds réunis au domaine, pendant les années 1685 et 1686, montent à 17 millions de livres : le reste passa aux parents catholiques, ou fut donné aux courtisans. Louis XIV, T. II, ch. 24, p. 258.

(1) Rapin-Thoyras, Hist. d'Angl., L. XXIV, p. 568 et suiv. — *Sir James Mackintosh*, *History of the Revolution of* 1688, ch. 1, p. 11.

Digitized by Google

Versailles, avec une promotion dans l'ordre du Saint-Esprit de quatre princes du sang seulement : mais la dévotion était trop à la mode pour ne pas se mêler à tous les divertissements. « Je vous admire dans ce tourbillon, » écrivait Mme de Sévigné, alors aux Rochers, à Mme de Grignan à Versailles. « Vous me faites pâmer de rire ; je vous vois avec le » morceau au bec, allant au sermon, et puis toute touchée » du sermon, vous passez à la comédie (1). » Le roi continuait à bâtir à Versailles ; « rien n'étoit égal à la beauté de » cette galerie, » disait encore Mme de Sévigné : « cette sorte » de royale beauté est unique dans le monde. » En même temps il faisait construire le Pont-Royal pour la communication du Louvre avec le faubourg Saint-Germain. Le 22 juin il fit encore bombarder Tripoli, ce qui était presque regardé comme une fête ; car ces bombes pleuvant sur une ville malheureuse qu'on voyait bientôt toute en flammes, formaient un fort beau spectacle pour ceux qui ne pensaient pas que des Musulmans fussent jamais dignes de pitié. C'était de la guerre sans dangers et sans combats. La flotte française parut ensuite devant Tunis, et menaça la ville du même sort ; mais cette régence barbaresque se racheta de l'incendie en remettant en liberté tous ses esclaves chrétiens, et en payant une rançon considérable (2).

Encore que la France fût partout triomphante, quelques circonstances pouvaient faire pressentir que les violents ressentiments qu'elle avait provoqués ne tarderaient pas à éclater. C'était la guerre des Turcs qui, jusqu'alors, avait livré l'Europe désarmée aux mains de Louis XIV. Sous les deux grands-visirs du nom de Koproli, les Musulmans avaient acquis de nouveau l'ascendant sur la chrétienté, et le faible et incapable Léopold avait pu craindre de perdre tous ses États héréditaires. Toutefois, depuis dix ans, le second et le plus distingué de ces deux grands hommes, Achmet Koproli, était mort; la vigueur qu'il avait rendue à l'administration

(1) Du 11 avril 1685, T. VIII, p. 131. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. VI, p. 314.

(2) La Hode, L. XLIII, p. 319. — Larrey, T. V, p. 169.

Digitized by Google

de l'empire ottoman s'éteignait, et les défaites commençaient à succéder à tant de victoires éclatantes. Quelques princes français étaient venus prendre part à ces combats pour la défense de la chrétienté. Le prince de Conti, qui avait épousé une fille du roi et de M^me^ de La Vallière, s'était fait exiler de la cour par des vices honteux. Il demanda au roi la permission d'aller chercher la guerre en Pologne, le roi la lui refusa en lui faisant dire, « prenez patience, je vous en ferai assez voir. » Conti ne voulut pas se soumettre, et il engagea son frère, le prince de la Roche-sur-Yon, le prince de Turenne, fils du duc de Bouillon, les fils du duc de Créqui, et le prince Eugène de Savoie, fils de la comtesse de Soissons, retirée à Bruxelles depuis qu'elle avait été impliquée dans l'affaire des poisons, à l'accompagner dans sa fuite, ainsi que divers gentilshommes. Tous ces jeunes seigneurs prirent service dans l'armée impériale, et ils se distinguèrent dans la bataille qu'elle gagna le 15 août à Gran sur les Musulmans, puis à la prise de Neuhausel et de Cassovia (1).

(1686.) L'année suivante, Jean Sobieski joignit de nouveau ses armes à celles des Impériaux. Le roi de Pologne entra dans la Valachie qu'il soumit tout entière, mais qu'il évacua ensuite, en forçant son passage à travers une armée turque deux fois plus nombreuse que la sienne. Tékéli, le redoutable chef des Hongrois ennemis de l'Autriche, avait été accusé par le pacha de ses mauvais succès, arrêté et envoyé aux Sept-Tours. Ses partisans découragés avaient accepté l'amnistie que leur offrait l'empereur; celui-ci avait rattaché à son alliance Michel-Abaffi, vayvode de Transylvanie; il avait fait attaquer Bude par le duc de Lorraine, et cette capitale de la Hongrie avait été emportée d'assaut le 2 septembre, avec un massacre épouvantable des Turcs qui la défendaient, et d'atroces cruautés pour tous ses habitants (2). Cette suite de

(1) La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, L. VII, ch. 2, T. III, p. 4. — Lettre de mad. de Sévigné, du 13 juin 1685, T. VII, p. 176. — La Hode, L. XLIII, p. 324.

(2) Coxe. Hist. de la maison d'Autriche, ch. 66, T. IV, p. 21. — Vie du duc de Lorraine, L. IV, p. 314. — La Hode, L. XLIV, p. 343.

Digitized by Google

victoires faisait considérer la paix entre les deux empires comme prochaine, et tous ceux que l'orgueil de la France avait offensés, commençaient à se flatter qu'on allait voir se relever en Europe un pouvoir capable de lui résister.

Le prince d'Orange était le plus actif parmi les ennemis de Louis XIV. Attaché au protestantisme qu'il voyait si cruellement opprimé en France, il avait de plus été personnellement offensé dans la persécution ; car ses sujets de la principauté d'Orange n'en avaient point été exemptés, et ils avaient été victimes des dragonnades autant que leurs voisins. D'ailleurs l'indépendance de la Hollande et le rang qu'il tenait dans cette république étaient sans cesse menacés par l'ambition de Louis XIV. Il soupçonnait celui-ci d'exciter Jacques II, dont la princesse d'Orange était héritière présomptive, à l'écarter de la succession à la couronne d'Angleterre, pour y faire plus aisément triompher la religion catholique. Ainsi tous ses intérêts les plus chers étaient liés à la cause de la réforme. La résistance aux empiétements de Louis XIV devait être la base de sa politique comme elle était le plus ardent de ses désirs.

Guillaume d'Orange travailla avec zèle à faire partager aux princes de l'Europe ses appréhensions, et le sentiment qu'il était temps encore de se concerter pour leur défense. La mort de Charles, comte palatin du Rhin, survenue à Heidelberg au printemps de l'année précédente, avait donné à Louis une nouvelle occasion de se mêler des affaires d'Allemagne. L'Électeur palatin n'avait point laissé d'enfants. Philippe Guillaume, duc de Neubourg, beau-frère de l'empereur, était, dans l'ordre de la succession, le plus proche de la ligne de Simmeren qui venait de s'éteindre ; il avait reçu de son beau-frère l'investiture du Palatinat, et la diète de l'Empire avait approuvé cette décision. Mais la duchesse d'Orléans était sœur du prince qui venait de mourir, et elle réclama sous le titre d'allodiaux la plus grande partie des terres qui avaient appartenu à son frère, aussi bien que toutes ses propriétés mobilières, et jusqu'à l'artillerie et aux munitions de guerre de ses places fortes. Louis XIV, qui suggé-

Digitized by Google

rait ces prétentions à sa belle-sœur, les faisait appuyer par ses agents diplomatiques, et menaçait de faire entrer ses troupes dans le Palatinat (1). Ce fut cette crainte qui détermina l'empereur, les rois d'Espagne et de Suède, l'électeur de Bavière, les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, et tous les princes de Saxe, à signer le 9 juillet 1686, à Augsbourg, un traité d'alliance pour le maintien de l'intégrité de l'Empire, telle qu'elle avait été reconnue par les traités de Westphalie et de Nimègue, et par la trêve de Ratisbonne. Les confédérés s'engageaient à mettre sur pied, dans ce but, une armée de soixante mille hommes. Ils pourvurent proportionnellement, par avance, aux dépenses nécessaires pour l'établissement des magasins et la solde des troupes, et ils nommèrent les généraux qui devaient les commander. Quoique le prince d'Orange et les Hollandais, qui depuis les persécutions de leurs coreligionnaires en France avaient embrassé avec chaleur les projets de résistance de leur stathouder, eussent contribué de tout leur pouvoir à la formation de la ligue d'Augsbourg, ils ne la signèrent point. Cette ligue était représentée comme concernant uniquement les affaires de l'Allemagne, et le roi d'Espagne n'y prenait part que comme membre de l'Empire pour le cercle de Bourgogne (2).

On n'eut en France qu'une connaissance imparfaite du traité de la ligue d'Augsbourg, dont Louis XIV demanda en vain la communication. Louvois voulait néanmoins que le roi déployât aussitôt ses forces, et qu'il écrasât ses ennemis avant de leur donner le temps de se reconnaître. Mais M^me^ de Maintenon, qui exerçait sur le roi une influence toujours croissante par sa douceur et son grand sens, qui seule avait le pouvoir de l'amuser, de l'intéresser par sa conversation, de nourrir son esprit, actif, mais stérile, s'attachait à le calmer, à l'empêcher de provoquer davantage l'Europe, à diriger son activité vers les affaires de l'intérieur et vers la dévotion plutôt que vers la guerre. Louis était jaloux au plus haut degré de

(1) Coxe, Hist. de la maison d'Autr., ch. 65, p. 548.
(2) La Hode, L. XLIV, p. 326. — Traités de paix, T. IV, num. 209, p. 521.

Digitized by Google

son autorité, il voulait tout voir et tout faire lui-même ; il ne permettait à ses ministres de s'attribuer d'autre mérite que celui de lui obéir ; et Louvois commençait à lui déplaire, parce qu'il laissait percer son orgueil, et paraissait croire qu'il avait suggéré lui-même les projets que Louis avait exécutés. Pour l'humilier le roi avait voulu que M$^{me}$ de Maintenon fût présente quand il travaillait avec ses ministres ; il les faisait venir l'un après l'autre dans l'appartement de cette dame, où il avait son bureau. Elle se tenait à l'écart, avec sa quenouille ou un livre à la main ; mais souvent le roi l'interpellait. *Consultons la raison,* disait-il ; *Madame, qu'en pense votre solidité?* Toutefois, lorsqu'il arrivait à M$^{me}$ de Maintenon, ce qui était bien rare, de recommander quelqu'un, d'ouvrir la première un avis, le roi la repoussait avec humeur, ou lui répondait durement qu'il n'était pas fait pour être gouverné. Ce n'était qu'avec un art infini, des ménagements délicats, et une déférence absolue à ses volontés dès qu'elle les avait reconnues, que M$^{me}$ de Maintenon parvenait à conserver sur lui son influence (1).

Louis, cédant à cette influence, ne laissa donc point éclater son ressentiment contre les signataires de la ligue d'Augsbourg. D'ailleurs cette surabondance de forces qui avait marqué les premières années de son règne n'existait plus. Depuis la mort de Colbert aucune main réparatrice ne travaillait à arrêter le désordre, et à combler le déficit que Louis augmentait sans cesse par ses guerres, par ses bâtiments, par ses prodigalités (2). On avait, pendant de longues années, ran-

(1) La Beaumelle, Mémoires, T. III, L. IX, ch. 1, p. 231. — La Hode, L. XLIV, p. 331. — Limiers, L. X, p. 449. — Siècle de Louis XIV, ch. 27, T. II, p. 11.

(2) Le roi, dit l'abbé de Choisy, ayant appris la ligue de la plupart des princes de l'Europe, « prit la résolution de ménager son trésor, en retranchant les » dépenses superflues. Il avoit employé l'année précédente quinze millions en » bâtiments ; il ne fit le fonds que de quatre pour l'année courante, résolu d'en- » tretenir seulement les aqueducs déjà commencés pour conduire la rivière » d'Eure à Versailles, en remettant ce grand ouvrage à un temps plus com- » mode et où il auroit moins besoin d'argent. Cette résolution étoit bonne, » mais il n'eut pas la force de la tenir ; l'envie de voir une rivière à Versailles

Digitized by Google

çonné sans pitié le contribuable; on n'avait voulu donner aucune attention à ses plaintes, sur ce qu'on lui enlevait, avec sa subsistance, tous les moyens de reproduction. Pendant long-temps l'énergie française avait soutenu la lutte de l'industrie contre le fisc ; tandis que le roi dissipait rapidement les richesses nationales, le peuple paraissait les reproduire avec une égale rapidité. La destruction à cette époque avait enfin dépassé la reproduction ; la misère générale faisait des progrès effrayants, et quoique le fisc fût toujours prêt à tout prendre sans pitié, il ne savait déjà plus sur quoi mettre les mains.

La persécution des protestants avait été une des causes les plus efficaces de cette misère universelle qui se faisait enfin sentir même à la cour. Avant les dragonnades on évaluait leur nombre à deux millions, et justement à cause de la défaveur qu'ils étaient sûrs de rencontrer dans toutes les carrières où ils auraient eu besoin du gouvernement, ils s'étaient, de préférence, consacrés aux arts utiles où ils se sentaient plus indépendants. Leurs propriétés à tous avaient en quelque sorte été livrées au pillage pendant toute la durée des dragonnades, et leur travail avait été suspendu : tous ceux qui avaient pu fuir s'étaient réfugiés à l'étranger ; tous ceux qui avaient des capitaux les avaient fait sortir de France, et

» fut la plus forte, et les travaux continuèrent. Il diminua de quatre millions le » fonds pour la marine, et ne voulut plus acheter de diamants, quoique depuis » long-temps il eût accoutumé d'en acheter tous les ans pour deux millions. Il » envoya à l'ordinaire cinq mille louis d'or à M. le Dauphin pour ses étrennes, » et trois mille à mad. la Dauphine ; et peu de jours après il fit une fête à Marly où » il donna pour plus de quinze mille pistoles d'étoffes d'or, de bijoux et de pier- » reries. On voyoit dans le salon de Marly les boutiques des quatre saisons de » l'année. Monseigneur et mad. de Montespan tenoient celle de l'automne ; » M. du Maine et mad. de Maintenon tenoient celle de l'hiver ; M. le duc de » Bourbon et mad. de Thianges tenoient celle de l'été ; mad. la duchesse de » Bourbon et mad. de Chevreuse tenoient celle du printemps. Il y avoit dans » chaque boutique de tout ce qui convient à chaque saison. Les hommes et les » femmes de la cour y jouoient sans donner de l'argent, et emportoient tout ce qu'ils » gagnoient ; et quand le jeu fut fini, le roi et monseigneur donnèrent tout ce » qui restoit dans les boutiques. » Mém. de Choisy, L. V, p. 288. Tel était encore le faste de Louis, quand il croyait se mettre à un régime d'économie.

bientôt les manufactures qu'ils avaient fondées dans leurs lieux de refuge, avaient enlevé leurs chalands à celles que les catholiques français cherchaient à maintenir dans les provinces d'où on avait chassé les protestants. Chaque année le fisc aurait tiré d'eux plus qu'ils n'auraient gardé pour eux-mêmes. Cette abondante source de revenus que la persécution avait tarie, fut le premier, presque le seul des avantages de la tolérance que les écrivains catholiques osèrent regretter, et la cause du seul blâme qu'ils osèrent jeter sur la révocation de l'édit de Nantes.

On continuait cependant les rigueurs ; de toutes les provinces les intendants avaient annoncé que les huguenots cédant à l'effroi des dragonnades, s'étaient convertis. Mais les soldats ne s'étaient pas plutôt éloignés qu'on avait pu reconnaître que le cœur de ceux qui avaient fait ces professions forcées n'était point changé. Des ordres rigoureux furent alors donnés pour forcer les nouveaux convertis à s'acquitter des devoirs du culte catholique. Des gens préposés se tenaient aux portes des églises pour prendre note de ceux qui manquaient à la messe; ils étaient soumis à de grosses amendes ou à la prison. Ceux qui, étant malades, refusaient les sacrements, s'ils guérissaient, étaient condamnés aux galères, s'ils mouraient, étaient traînés sur la claie à la voirie et leurs biens confisqués. Mais c'était justement lorsqu'ils se croyaient plus près de la mort que les nouveaux convertis, prêts à paraître en jugement devant Dieu, sentaient leur conscience et leur zèle se réveiller ; ils proclamaient leur repentir pour une abjuration mensongère, et ils déclaraient qu'ils avaient vécu et qu'ils mouraient protestants. Le spectacle de ces cadavres enlevés à une famille désolée, et traînés dans les rues au milieu des hurlements de la populace, glaça d'horreur même les catholiques (1).

Le gouvernement sentit la nécessité de rendre ces spectacles plus rares, et dès le 5 février 1687 le secrétaire d'État

(1) La Hode, L. XLIV, p. 333. — Déclaration du 29 avril 1686, Isambert, T. XIX, p. 545. — Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIV, p. 983.

Digitized by Google

écrivit aux intendants : « Sa Majesté s'est relâchée en quel-
» que façon de l'exécution de cette déclaration, et elle m'or-
» donne de vous écrire que, dans les occasions où il arrivera
» que quelque nouveau converti aura déclaré avec éclat vou-
» loir mourir en ladite religion, et que les parents le diront
» avec ostentation et en vue d'en tirer vanité, il faut faire
» exécuter cette déclaration à la rigueur. Mais à l'égard des
» autres qui, en mourant, feront de pareilles déclarations
» par un simple motif d'opiniâtreté, et dont les parents té-
» moigneront le désapprouver, il sera bon de ne pas relever
» la chose et de ne point faire de procédure; pour cet effet
» Sa Majesté trouve à propos que vous fassiez entendre aux
» ecclésiastiques qu'il ne faut pas que dans ces occasions ils
» appellent si facilement les juges pour être témoins, afin de
» ne pas être obligés de faire exécuter la déclaration dans toute
» son étendue. » En effet, on voyait trop souvent des prêtres échauffés, et le viatique en main, escortés d'un juge et de ses huissiers, se rendre chez les mourants, et bientôt après une populace fanatique se faire un jeu cruel d'exécuter elle-même la déclaration dans toute son horreur (1).

Les exhortations des mourants ne demeurèrent point sans influence; un zèle ardent se réveilla parmi les huguenots: les assemblées au désert devinrent plus fréquentes. La peine des galères dont étaient menacés les ministres avait été étendue à tous ceux qui les recéleraient; une récompense de cinq mille cinq cents livres avait été promise à quiconque en ferait arrêter un : cependant de toutes parts ils repassaient les frontières pour se rendre auprès des fidèles qui les appelaient. Il ne pouvait, il est vrai, s'en trouver assez pour toutes les assemblées; mais à leur place les anciens, les hommes qu'entraînait un zèle plus ardent, les femmes mêmes récitaient les prières, entonnaient les psaumes, et adressaient aux fidèles, de l'abondance du cœur, une exhortation religieuse. C'était dans les Cévennes que la population montrait le plus

(1) Rhulières, Eclaircissements sur la Révoc., ch. 16, p. 355. — Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIV, p. 986.

Digitized by Google

d'ardeur pour ces assemblées. Le marquis de la Trousse, neveu de Mme de Sévigné, qui commandait dans cette province, était toujours aux aguets avec un corps de troupes pour fondre sur ces assemblées. Il en écharpait une partie à coups de sabre, et en faisait pendre quelques membres aux arbres des environs ; il conduisait en prison le reste de ce qu'il pouvait prendre. Mais pendant ce temps même, quelque autre assemblée de huguenots, impatients de s'encourager les uns les autres à prier Dieu, se réunissait dans un autre lieu (1).

La fuite des huguenots, le repentir des nouveaux convertis, et le renouvellement des assemblées du désert, en faisant sentir à Louis XIV qu'il n'avait pas eu, dans son intolérance, tout le succès qu'il s'était proposé, augmentaient son désir d'attaquer la réforme en même temps dans toute l'Europe, et de détruire partout la secte à laquelle il avait déclaré la guerre ; il s'attacha surtout à réveiller le zèle persécuteur de deux souverains ses voisins, ses alliés, chez lesquels les huguenots fugitifs allaient demander l'hospitalité ; c'était Jacques II, roi d'Angleterre, et Victor-Amédée II, duc de Savoie (2).

Jacques II, qui comme duc d'York avait acquis quelque réputation dans les armes, qui surtout avait obtenu l'affection des marins en partageant leurs fatigues et leurs combats, qui, éprouvé par le malheur, avait montré jusqu'alors du sens et de l'habileté, qui ne s'était jamais dégradé par les vices, la mollesse et la fausseté de son frère, avait fait espérer aux Anglais un règne plus glorieux que celui de Charles II ; il était catholique déclaré, il est vrai, mais il avait juré de respecter et de maintenir la religion anglicane. Il était même toujours reconnu, par une étrange inconséquence, comme en étant le chef, et ses sujets, surtout les évêques et le clergé richement doté, qui craignaient plus les puritains que les catholiques, se confiaient à sa promesse, obéissaient à ses règlements eccle-

(1) La Hode, L. XLIV, p. 334. — Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIV, p. 989.

(2) Limiers. L. IX, p. 427 ; L. X, p. 450.

Digitized by Google

siastiques, d'après la suprématie que s'était arrogée Henri VIII, et montraient un zèle outré pour la prérogative royale. C'était cette prérogative que Louis XIV conseillait à Jacques II d'étendre, pour que les droits du peuple et du parlement ne pussent point l'arrêter quand il voudrait faire triompher sa religion. Jacques accueillit ces conseils avec avidité. Il avait des vertus et des talents, mais il était bigot, et son zèle religieux lui fit mépriser également les leçons de la prudence, celles de l'honneur et celles de la justice. La suppression de la révolte de Monmouth lui fournit l'occasion qu'il désirait de sévir contre tous ceux qu'animait le zèle des libertés civiles et religieuses. Cette révolte avait bien peu duré ; elle avait été abattue par la bataille de Sedgemoor, en juillet 1685 ; l'armée de Monmouth avait traversé seulement les comtés de Dorset et de Sommerset ; mais dans ces deux comtés, Jeffreys, alors chef juge, et bientôt nommé chancelier par la reconnaissance de Jacques II, fit répandre plus de sang par le bourreau qu'une armée bien plus considérable que celle de Monmouth n'en perd souvent dans une bataille. Comme les têtes et les membres des suppliciés étaient exposés sur les portes des palais de justice et des églises, à l'entrée des rues et sur les arbres qui bordaient les grands chemins, il n'y avait pas un hameau de ces deux comtés dont les habitants n'eussent sans cesse sous leurs yeux les corps de leurs amis et de leurs voisins ; l'air était empesté par leur corruption ; le juge, de son tribunal, insultait les prévenus et violait toutes les lois protectrices de l'innocence ; et la preuve est acquise aujourd'hui que Jacques, non seulement connaissait en détail toutes ces cruautés, mais qu'il les ordonnait, qu'il les dirigeait, et qu'il participait à l'infâme vénalité de Jeffreys, aussi bien qu'à sa férocité (1).

Pour déterminer le duc de Savoie, Victor-Amédée II, à prendre part à la persécution, Louis XIV ne s'en tint pas aux invitations, il y joignit aussi les menaces. Un grand nombre

(1) *Voyez* le détail et l'analyse de ces jugements et de la correspondance de Jacques II avec Jeffreys, dans *Sir James Mackintosh*, *Hist. of the Revolution*, ch. 1, p. 11-36, édit. in-4°, 1834.

Digitized by Google

de protestants français, de ceux surtout du Dauphiné, s'étaient, au commencement des dragonnades, échappés à travers les Alpes, et étaient descendus dans les vallées protestantes du Piémont ; le roi en prit occasion de sommer le duc de Savoie d'extirper comme lui l'hérésie de ses États. Ce prince, alors âgé de vingt ans, et qui devait plus tard se montrer un grand politique, craignit d'offenser son puissant voisin. Il remontra cependant que les habitants des vallées protestantes qui lui étaient soumises s'étaient toujours conformés religieusement aux capitulations qui leur avaient été imposées, qu'ils n'avaient donné aucun prétexte pour changer leur condition ; que pour l'amour de la paix, il venait de publier (en novembre 1685) un édit, qui interdisait aux réfugiés de France de séjourner en aucun de ses États. Louis XIV ne voulut point se contenter de cette déférence, et Victor-Amédée se soumit à ce qui lui était demandé (1).

Un édit du duc de Savoie, du 1er janvier 1686, interdit à tous les Vaudois, ses sujets, le culte protestant, et ne leur donna que quinze jours pour sortir des États de Savoie, s'ils ne voulaient pas se convertir. Ce n'était pas la première fois que les Vaudois éprouvaient la persécution, et ils étaient accoutumés à la repousser par les armes. Mais dans toutes les occasions précédentes, quand ils avaient été attaqués par les Piémontais, ils avaient trouvé des secours, ou tout au moins un refuge pour leurs femmes et leurs enfants du côté de la France. Cette fois deux puissants souverains s'unissaient pour l'oppression de trois malheureuses vallées. Catinat et la Vieuville, avec les Français, entraient par les vallées de la Pérouse et de Saint-Martin, Don Gabriel de Savoie avec les Piémontais, par celle de Luzerne. En vain ils se défendirent avec bravoure ; pris à revers dans leurs positions adossées aux Alpes, ils furent forcés dans tous leurs retranchements ; plus de trois mille d'entre eux furent tués, plus de dix mille furent faits prisonniers ; tous leurs villages furent envahis, dans tous, les femmes et les filles furent abandonnées aux hon-

(1) *Carlo Botta Storia d'Italia*, L. XXX, p. 338.

Digitized by Google

teuses passions des soldats. Le reste de la population s'enfuyant devant ces bandes forcenées avait déjà gagné la Suisse; toute cette région des Alpes allait demeurer déserte, lorsque le duc de Savoie se ravisa. Il était entré en négociation avec les chefs de la ligue d'Augsbourg; il voyait renaître en Europe un pouvoir en état de s'opposer à celui qui lui avait dicté des lois si cruelles; il reconnut la faute qu'il allait commettre, il rappela les Vaudois dans leurs foyers, et leur rendit tous leurs priviléges (1).

En France, la taille une fois répartie aux généralités, aux élections, aux communautés, était toujours perçue en son entier; les taillables étaient solidaires les uns pour les autres, et quand on ne trouvait rien à prendre aux plus pauvres, les plus aisés devaient payer pour eux. Le fardeau des catholiques et des nouveaux convertis avait d'abord été rejeté sur les huguenots; mais depuis les dragonnades, c'était le contraire qui arrivait. Les granges et les étables des huguenots étaient vides, leurs meubles détruits, leur linge pillé; il n'y avait plus rien à prendre chez eux, et c'était aux catholiques à payer; aussi l'on voyait diminuer chaque jour la modeste aisance du cultivateur; plus d'habits nouveaux, plus de linge tissé par la ménagère; plus de viande, ni de pain de froment, ni de vin sur sa table; plus de réparations à sa chaumière qui tombait en ruines; son bétail était plus chétif, ses instruments aratoires plus mauvais; sa vigueur à lui-même était moins grande, tout son fonds de fermage se ressentait de sa misère, et avec le même travail il obtenait moins de fruits de la terre; aussi la part du maître était diminuée, le revenu des terres baissait, les fermages n'étaient plus payés, et quoique le gentilhomme ne fût point taxé, il éprouvait à son tour le contre-coup de la misère universelle; le clergé l'éprouvait de son côté. On donnait peu d'attention aux plaintes du peuple, mais celles de la noblesse pauvre des provinces, celles des couvents de femmes, qui manquaient souvent du

(1) *Carlo Botta*, L. XXX, p. 340. — La Hode, L. XLIV, p. 335. — Hist. de l'Edit de Nantes, L. XXIV, p. 927-931. — Mém. de Catinat, T. I, p. 23.



Digitized by Google

nécessaire, perçaient le cœur compatissant de Mme de Maintenon; elle épargnait tout ce qu'elle pouvait sur ses propres dépenses; elle sollicitait les bontés du roi pour donner à ses pauvres; et ses pauvres étaient presque uniquement, des ursulines, des bénédictines, des bernardines, qu'elle était obligée de nourrir (1).

C'était en partie pour subvenir aux frais de l'éducation de la jeunesse pauvre que Louis XIV avait fondé, dès l'année 1682, des compagnies de cadets, où les fils des gentilshommes sans fortune étaient élevés dans les exercices militaires; ils en sortaient avec le rang de sous-lieutenants, d'enseignes ou de cornettes; de même une autre école de huit cents élèves, qui portaient les noms de cadets de marine et de gardes du pavillon, préparait la jeune noblesse au service de mer. La première de ces institutions coûtait beaucoup, et l'on n'en retirait point des fruits proportionnés, à cause du désordre qu'on y avait laissé introduire dans les mœurs. Les écoles de marine, création de Seignelai, furent bien plus utiles; aucun progrès, en effet, n'était possible dans cette carrière sans une instruction spéciale (2). Mme de Maintenon donnait en même temps toute son affection, toutes ses économies, à une institution analogue qu'elle avait fondée à Saint-Cyr, pour l'éducation de trois cents demoiselles nobles, qui y étaient élevées avec le plus grand soin jusqu'à l'âge de vingt ans, et qui étaient ensuite mariées et dotées. Mme de Maintenon, qui avait plus d'un rapport avec Mme de Genlis, semblait douée d'un grand talent pour l'éducation. Elle aimait les jeunes personnes, elle les dirigeait elle-même dans leurs études et leurs dévotions; elle quittait toujours avec empressement la cour pour passer quelques jours à Saint-Cyr, et ces jours lui paraissaient les plus heureux de sa vie; elle croyait ne trouver que là de la simplicité, de l'affection, de la confiance; elle n'oubliait jamais ses élèves de Saint-Cyr, elle soignait leur établissement, et les protégeait pendant le reste de leur

(1) Mém. de mad. de Maintenon, L. XIII, ch. 8. T. V, p. 111.
(2) La Hode, L. XLI, p. 236. — Capefigue, T. II, ch. 22, p. 183.

Digitized by Google

vie. Sa sympathie était excitée par le souvenir de ce qu'elle avait souffert elle-même dans sa jeunesse; et si la noblesse des provinces ne fut jamais réduite si bas par la pauvreté que pendant ce règne, jamais aussi elle ne rencontra à la cour tant de compassion et tant d'appui (1).

Les princes de Conti avaient quitté l'armée autrichienne trois jours après la prise de Neuhausel; ils étaient revenus en France, mais ils avaient été reçus très froidement à la cour. Non seulement le roi leur savait mauvais gré d'avoir été sans sa permission servir un monarque dont il désirait l'abaissement, il avait été profondément blessé de la lecture de lettres saisies par Louvois sur un courrier qui leur portait la correspondance de leurs amis de France. Il y en avait de la princesse de Conti, fille naturelle du roi, des fils des ducs de la Rochefoucauld et de Villeroi, du fils et du gendre de Louvois, et de plusieurs grands seigneurs. Dans toutes on voyait percer le dégoût que la dévotion nouvelle du roi inspirait à cette jeune cour; la princesse de Conti y parlait d'une manière blessante et de son père et de Mme de Maintenon: plusieurs s'égayaient sur ce qu'ils nommaient la fausse bravoure du roi; ils l'appelaient « roi de théâtre quand il faut » représenter, roi d'échecs quand il faut se battre. » Dans une lettre du cardinal de Bouillon, on trouva une satire amère de la conduite du roi, de son gouvernement, de sa personne. Ceux qui avaient écrit ces lettres furent exilés de la cour, la plupart dans leurs terres. La princesse de Conti alla pleurer chez Mme de Maintenon, qui lui dit: « Pleurez, » pleurez, madame; car c'est un grand malheur de n'avoir » pas le cœur bon (2). » Le roi déclara qu'il ne permettrait jamais au prince Eugène de Savoie de revenir. « Je rentrerai » en France en dépit de lui, » répondit celui-ci qui sentait déjà ce qu'il devait être. Une profonde tristesse cependant

(1) Mém. de mad. de Maintenon, T. III, L. VIII, p. 114. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. VI, p. 316.

(2) Mém. de mad. de Maintenon, L. VII, ch. 2, p. 4-15. — Lemontey, Nouveaux Mémoires de Dangeau, p. 17. — Mém. de La Fare, ch. 9, p. 232. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. VII, p. 330.



Digitized by Google

sembla suivre cette découverte des sentiments secrets de la cour et du peuple, ce démenti donné aux flatteries dont le roi était chaque jour enivré ; car c'était justement alors que le maréchal de la Feuillade faisait ériger sur la place des Victoires une statue de Louis qui foulait aux pieds quatre esclaves enchaînés, représentant l'Espagne, la Hollande, l'Allemagne, et les régences d'Afrique, et que l'Académie des Inscriptions faisait frapper des médailles où l'adulation était poussée à l'excès (1).

Peu après son retour de Hongrie le prince de Conti s'était enfermé avec sa femme, alors malade de la petite vérole ; il prit d'elle cette maladie et en mourut le 9 novembre 1685. Son frère le prince de la Roche-sur-Yon, prit alors le titre de prince de Conti (2). Il n'obtint son pardon que l'année suivante, par l'entremise de son oncle le grand Condé, alors à l'agonie. Cet illustre capitaine mourut le 11 décembre 1686, à l'âge de soixante-huit ans, à Fontainebleau. Louis ne lui avait jamais bien pardonné le rôle qu'il avait joué dans la guerre civile. Il ne voulut plus l'employer après la bataille de Seneff, qu'il avait gagnée il est vrai, mais où il avait sacrifié immensément de monde. Au reste, Louis XIV s'était attaché à rabaisser les princes du sang ; aucun d'eux n'était appelé à ses conseils, et son frère, le duc d'Orléans, pas plus que les autres. De son côté Condé, même en mourant, ne pardonna point à sa femme, cette Claire-Clémence de Maillé qui pendant sa captivité s'était mise avec tant de courage à la tête de ses partisans, pour lui faire recouvrer la liberté. Il pria le roi de ne point la laisser sortir de la prison où il l'avait enfermée à Châteauroux (3).

Peu de temps avant la mort de Condé, Louis avait été atteint d'une maladie chirurgicale, la fistule, plus dégoûtante

(1) La Hode, L. XLIV, p. 339. — Limiers, L. X, p. 481. — Gourville, T. LII, p. 488. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. VI, p. 303.

(2) Abrégé des Mém. de Dangeau, T. I, p. 147.

(3) La Hode, L. XLIV, p. 342. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 186. — Limiers, L. X, p. 454, avec la lettre que le prince de Condé mourant écrivit au roi. — Mém. de Gourville, p. 496. — Abbé de Choisy, L. VII, p. 359.

Digitized by Google

que dangereuse ou même douloureuse, mais que jusqu'alors on avait cru sans remède ; seulement on trouvait dans les écrits de Celse la description d'une opération pratiquée sous le règne des premiers Augustes, pour la guérir. Félix, l'habile chirurgien du roi, entreprit de renouveler cette expérience. Pendant deux mois il s'exerça dans les hôpitaux ; on prétendit même que plusieurs pauvres malades moururent sous son scalpel, dans l'hôtel de Louvois, qui les y faisait apporter, et qui les fit enterrer secrètement. Enfin le chirurgien se crut sûr de son fait ; l'opération fut faite le 18 novembre avec succès. Mais le roi resta long-temps dans un état de maladie et fut obligé de se faire donner de nouveaux coups de ciseau. Lorsque son mal fut connu, l'alarme répandue parmi le peuple, et l'empressement avec lequel il remplit les églises pour prier Dieu pour sa guérison, prouvèrent que ce roi qui avait infligé tant de maux à la France était encore tendrement aimé. La gloire séduit plus les peuples que le bonheur ; ceux que la guerre fait périr ou qu'elle ruine, non pas dans les combats seulement, mais dans leurs chaumières où le percepteur des contributions les poursuit, disparaissent et cachent leurs misères : les survivants se montrent seuls pour applaudir, et s'enivrer des vaines fumées de la gloire (1).

(1687.) Cette maladie est signalée comme l'époque de l'accroissement démesuré du crédit des jésuites auprès de Louis XIV, et de celui en particulier du père La Chaise son confesseur. Pendant sa convalescence, en janvier 1687, tandis qu'on interdisait au roi un travail plus sérieux, il passait ses après-dîners avec le père La Chaise à examiner les médailles, dont ce religieux avait fait une étude approfondie. Le jésuite profita de l'occasion pour se lier plus familièrement avec son pénitent (2). Le roi lui donna une maison de campagne avec un vaste enclos, à Mont-Louis, où le père La Chaise qui aimait

(1) Mém. de Dangeau, T. I, p. 180. — Mém. de mad. de Maintenon, L. VII, ch. 13, T. III, p. 87. — La Hode, L. XLIV, p. 343. — Mém. de l'abbé de Choisy, L. VII, p. 333.

(2) Mém. de l'abbé de Choisy, L. V, p. 292.

Digitized by Google

assez le faste, fut bientôt entouré de courtisans qui sollicitaient des grâces. C'est le même enclos qui porte toujours le nom du père La Chaise, et qui est devenu le grand cimetière des habitants de la capitale. Le confesseur du roi obtint encore de son pénitent la feuille ou distribution des bénéfices que Louis ne voulait pas laisser à l'archevêque de Paris, à cause de ses mauvaises mœurs. Cette distribution des promotions ecclésiastiques devint entre les mains du jésuite une espèce de ministère. Le père La Chaise eut un conseil et une correspondance étendue. Aucun avancement ne fut plus accordé dans l'Église que pour l'avantage de son ordre, et pour l'abaissement et l'exclusion des jansénistes. Ce crédit illimité d'un moine dont l'ordre est tout dévoué à la cour de Rome, ne fut cependant point avantageux au souverain pontife qui régnait alors. Le confesseur prétendit, et il persuada au roi, que le bon pape Innocent XI était janséniste ; et ce fut une raison pour l'un et pour l'autre de lui faire éprouver de cruelles mortifications (1).

Le roi commença par extorquer au pape, en 1686, le chapeau de cardinal en faveur de Guillaume Egon, prince de Furstemberg, qui avait succédé à son frère dans l'évêché de Strasbourg. Les deux frères avaient été les confidents, les ministres, ou plutôt les seuls directeurs de l'électeur de Cologne, qui, par lui-même, était peu en état de se conduire. La nation allemande regardait Guillaume comme traître à la patrie germanique. Nous avons vu avec quelle violence l'empereur l'avait fait enlever du congrès de Cologne, causant ainsi sa dissolution : Guillaume avait aussi contribué à livrer à la France la ville de Strasbourg dont il était évêque, trahissant en même temps les libertés qu'il avait juré de protéger, le troupeau dont il était pasteur, et l'Empire dont il était membre. Ce n'était qu'avec une extrême répugnance que le pape admettait cet intrigant politique dans le sacré collége ; cependant il ne pouvait repousser la nomination de

(1) La Hode, L. XLIV, p. 346. — Mém. de Saint-Simon, T. VII, ch. 3, p. 18.

Digitized by Google

la France qu'en renonçant à faire aucune promotion de cardinaux. Il témoigna du moins combien il entrait peu dans les vues de Louis XIV, en comprenant dans la même promotion, Le Camus, évêque de Grenoble, qui s'était opposé à ce que l'on contraignît les nouveaux convertis à prendre le sacrement, déclarant que c'était leur commander le sacrilége (1).

La mort du duc d'Estrées, ambassadeur auprès du saint-siége, survenue à Rome le 30 janvier 1687, fut l'occasion d'une nouvelle brouillerie. Le gouvernement pontifical avait résolu de ne pas tolérer plus long-temps l'abus des franchises que les ambassadeurs s'étaient arrogées, non seulement dans leurs hôtels, mais dans tout le quartier environnant. Les ambassadeurs ne voulaient permettre l'entrée de ces quartiers à aucun officier ou des tribunaux ou des finances du pape. En conséquence, ils étaient devenus l'asile de tous les gens de mauvaise vie, de tous les scélérats du pays. Non seulement ils venaient s'y dérober aux recherches de la justice, ils en sortaient encore pour commettre des crimes dans le voisinage; en même temps ils en faisaient un dépôt de contrebande pour toutes les marchandises sujettes à quelques taxes. Les cardinaux, les princes romains avaient imité les ambassadeurs. On aurait été considéré à Rome comme un homme sans dignité, sans crédit, si on n'avait pas étendu sa protection sur un certain nombre de clients, de voleurs, d'assassins, de contrebandiers, de débiteurs faillis qu'on dérobait à la justice. Il en était résulté qu'il y avait à peine quelques rues où les archers des tribunaux osassent se montrer, et que les gabelles ne rendaient presque aucun revenu. Les papes Jules III, Pie IV, Grégoire XIII, Sixte V, avaient rendu plusieurs décrets pour supprimer ces franchises; les ambassadeurs n'avaient jamais voulu s'y soumettre, et les gens de leur suite avaient toujours attaqué et chassé les sbires qui s'approchaient de leurs hôtels. Innocent XI, dont le caractère était ferme jusqu'à l'opiniâtreté, et qui comptait en même temps sur le

(1) La Hode, L. XLIV, p. 333, 340. — Dangeau, Supplément de Lemontey, p. 23.

Digitized by Google

respect qu'inspiraient sa vertu, son désintéressement, sa modestie et la soumission où il contenait sa famille, résolut de supprimer enfin un abus qui devenait intolérable. Il annonça qu'il ne changeait rien aux habitudes des ambassadeurs déjà établis à sa cour, mais qu'il n'en recevrait plus aucun, s'il ne s'engageait auparavant à renoncer à ces franchises. Cette innovation rencontra d'abord quelques difficultés; la cour d'Espagne plutôt que de s'y soumettre s'abstint pendant quelque temps d'envoyer un ambassadeur à Rome; la république de Venise rappela le sien à qui le pape avait refusé audience, parce qu'il n'avait pas fait la renonciation demandée; mais enfin tous, l'empereur, le roi d'Espagne, le roi de Pologne, le roi Jacques II d'Angleterre et les autres avaient accédé aux demandes d'Innocent XI (1).

Louis XIV avait laissé le duc d'Estrées à Rome jusqu'à sa mort pour éviter de prendre une décision. Lors de cet événement, le nonce Ranuzzi lui demanda avec instance d'ordonner à celui qui le remplacerait de faire une renonciation que tous les autres ambassadeurs avaient déjà faite, et de contribuer ainsi à rendre la paix et la sécurité à la capitale du monde chrétien. Mais le roi répondit « qu'il ne s'étoit jamais réglé » sur l'exemple d'autrui; que Dieu l'avoit établi pour donner » l'exemple aux autres, non pour le recevoir. » Il nomma Henri-Charles de Beaumanoir, marquis de Lavardin, pour remplacer le duc d'Estrées, et il lui donna la commission expresse de maintenir les franchises dont ses prédécesseurs avaient été en possession (2).

Lavardin se mit en conséquence en route pour Rome avec un cortége de huit cents hommes bien armés, la plupart officiers ou gardes de marine : il avait envoyé d'avance près de quatre cents militaires et anciens officiers, qui arrivèrent à Rome comme voyageurs, mais qui prirent tous leurs logements dans le voisinage du palais de France. De son côté

(1) *Legatio Lavardini Romam*, 1 vol. in-12, 1688; *de Abusu Franchitiarum*, p. 10. — *Carlo Botta Storia d'Italia*, L. XXX, p. 375. — La Hode, L. XLIV, p. 350.

(2) Limiers, L. X, p. 462.

Digitized by Google

Innocent XI publia, le 7 mai, une bulle par laquelle il déclarait excommunié quiconque voudrait se conserver dans l'usage des franchises ou qui résisterait à ses officiers de justice. Cette bulle avait été dressée dès le commencement de son pontificat, et souscrite par tous les cardinaux, mais il en avait différé jusqu'alors la publication, espérant aplanir d'avance toutes les difficultés par des négociations. De son côté Louis avait retardé le départ de Lavardin, se flattant que le vieux pontife céderait enfin à la crainte. L'ambassadeur arrivait par la route de terre, mais une partie de son train militaire s'était rendue par mer à Livourne. Innocent XI déclara qu'il ne reconnaissait point Lavardin pour ambassadeur; il interdit au légat de Bologne et aux autres gouverneurs de ses provinces, de lui rendre aucun honneur lorsqu'il entrerait sur les terres de l'Église; et Lavardin ayant enfin fait le 16 novembre son entrée à Rome, à la tête de son cortége armé et menaçant, le pape interdit de nouveau à tous ses cardinaux d'avoir aucun commerce avec lui. Il refusa de lui accorder l'audience que Lavardin lui fit demander, et lorsqu'il apprit que ce seigneur avait été faire, la veille de Noël, ses dévotions à Saint-Louis-des-Français, il déclara l'église interdite, parce que le curé et les prêtres avaient donné la communion à un homme notoirement excommunié. Lavardin n'en continua pas moins à visiter les églises, à étaler dans Rome son faste et sa puissance militaire; mais en même temps il fit faire la garde dans son palais, comme s'il s'attendait à y être attaqué (1).

La querelle entre le pape et la France s'étendait chaque jour à de nouveaux sujets. L'affaire de la régale n'était point terminée : de plus le roi avait nommé à plusieurs évêchés des ecclésiastiques qui avaient soutenu avec zèle les quatre propositions dans l'assemblée du clergé; le pape leur avait refusé à tous pour ce motif des bulles d'investiture; en revanche le roi n'avait point voulu permettre même à ceux

(1) *Legatio Lavardini*, p. 48.— *Carlo Botta*, L. XXX, p. 379. — *Muratori Annali*. T. XV, p. 495. — Mém. de Dangeau, p. 215. — La Hode, L. XLIV, p. 350.— Limiers, L. X, p. 462. — Dangeau, Suppl. de Lemontey, p. 31.

Digitized by Google

qui ne seraient pas suspects à Sa Sainteté de recourir à Rome pour avoir leurs bulles, en sorte qu'il y avait alors trente-cinq églises cathédrales en France qui se trouvaient sans pasteurs; les fidèles étaient inquiets et l'on commençait à redouter un schisme. Colbert de Croissy, ministre des affaires étrangères, déclara au nonce que le roi garant du traité de Pise, était appelé à défendre le duc de Parme son allié, qu'il exigeait que le duché de Castro lui fût rendu; qu'il estimait aussi que le pape n'avait point de justes droits sur Avignon, et qu'il ferait examiner cette question par son parlement.

(1688.) Dès qu'on fut instruit à Versailles de l'interdit jeté sur l'église de Saint-Louis, M. de Harlay, procureur général, interjeta, le 22 janvier 1688, appel comme d'abus, non seulement de la sentence du cardinal vicaire, mais encore de la bulle du pape. Il n'admettait pas que celui-ci eût jamais le droit de comprendre dans ses excommunications les ambassadeurs que le roi voudrait bien lui envoyer. Il attribuait cette aberration d'esprit du souverain pontife à l'âge qui avait obscurci ses facultés. L'avocat général Talon fut plus violent encore. Il ne se contenta pas d'insinuer que le souverain pontife radotait, il voulut le faire passer pour hérétique; il lui reprocha « de n'avoir cessé, depuis qu'il étoit assis sur » la chaire de Saint-Pierre, d'entretenir commerce avec tous » les jansénistes, de les avoir comblés de ses grâces, d'avoir » fait leur éloge, de s'être déclaré leur protecteur. » Il y avait d'autant plus de bassesse dans cette accusation que Talon lui-même, et le corps auquel il s'adressait, étaient en secret attachés à ces opinions qu'il nommait jansénistes, et qui se réduisaient après tout à un sentiment de défiance contre les jésuites; car depuis que l'Église entière de France avait signé le formulaire, il ne restait aucun point de doctrine en dispute. Clément IX avait terminé ce différend, et fait défense de le renouveler, en donnant le nom de jansénistes à ceux qui s'étaient soumis aux constitutions des papes. Talon reprocha encore à Innocent XI son indulgence pour les quiétistes, qu'il avait cependant été le premier à condamner. Il lui reprocha « d'affecter de donner du dégoût à la France, dans

Digitized by Google

» les choses mêmes qui seroient très avantageuses au bien de » la religion. » Le pape, en effet, n'avait pas approuvé les conversions forcées, et il regardait comme un sacrilége la communion imposée aux nouveaux convertis qui la repoussaient. Trop souvent les avocats généraux se sont crus appelés à faire de l'éloquence sur des sentiments qui n'étaient pas les leurs, et ils ont mis dans l'accusation cette même déviation de la droiture qu'on ne devrait peut-être pas même pardonner aux avocats dans la défense des prévenus. Talon conclut à supplier le roi de conserver dans toute leur étendue les franchises des ambassadeurs, d'ordonner la tenue des conciles provinciaux ou nationaux, pour remédier aux désordres que produisait la vacance des évêchés ; de défendre enfin à ses sujets d'avoir aucun commerce avec Rome, et d'y envoyer aucun argent. Le parlement rendit un arrêt conforme à ces conclusions, et il fut affiché dans tous les lieux publics(1).

Cette manière si hautaine de traiter le père commun des fidèles montrait assez à quel point Louis XIV était enivré d'orgueil ; il y avait déjà vingt-sept ans qu'il avait pris sur lui seul tous les soins du gouvernement, et dans cette longue carrière, il avait marché de succès en succès, de conquêtes en conquêtes ; il avait reculé de tous les côtés les frontières de la France ; il avait humilié tous ses rivaux, tous ses ennemis. Tandis qu'il avait écrasé dans son royaume une secte qu'il avait prise en haine, il avait dépouillé l'Espagne, dont le faible monarque était hors d'état de lui opposer aucune résistance ; il avait bravé l'empereur, dont toutes les forces étaient paralysées par les attaques sans cesse renouvelées des Turcs ; il craignait peu tous les petits princes d'Allemagne ; il connaissait l'hostilité de Guillaume, prince d'Orange, et il le regardait comme toujours occupé de nouer contre lui de nouvelles alliances ; mais les Français ne l'avaient guère rencontré sur les champs de bataille sans remporter sur lui l'avantage, et alors même Louis XIV se croyait sur le point

(1) Le discours est en partie dans Limiers, L. X, p. 465. — La Hode, L. XLIV, p. 360. — Larrey, T. V, p. 223. — Isambert, T. XX, p. 53.

Digitized by Google

d'anéantir ses espérances, et de l'écarter du trône de la Grande-Bretagne, sur lequel Guillaume s'était flatté de monter avec sa femme Marie Stuart. Le père de celle-ci, Jacques II, n'avait point de conseiller auquel il se fiât plus qu'à Louis XIV et à son ambassadeur Barillon (1); il avançait, avec l'ardeur la plus confiante, dans les projets que le roi de France lui avait suggérés pour rendre son autorité absolue, pour gouverner sans parlement, avec l'appui d'une armée catholique, pour abolir ou suspendre les lois qui le gênaient dans l'exécution de ses projets, pour séduire ou contraindre ceux qu'il voulait convertir à la foi catholique, pour écarter successivement de son conseil les hommes qui avaient encore quelque attachement à leur foi, aux libertés de leur pays ou à l'indépendance de l'Europe, pour changer les juges qui ne se montreraient pas assez cruels, ou disgracier les évêques anglicans, déposer même les évêques écossais qui ne seraient pas assez serviles. Ses pas avaient été si rapides que l'Angleterre tremblait, que l'Europe était étonnée, que Rome même lui recommandait plus de modération (2). Il n'aimait point ses filles, qu'il regardait comme hérétiques; il pensait que si elles lui succédaient sur le trône elles détruiraient son ouvrage le plus cher; toutefois il avait tenté de convertir à sa religion la seconde, Anne, qu'il songeait à faire passer avant l'aînée : lorsque la grossesse de sa jeune femme, Marie d'Este, princesse de Modène, plus bigote encore que son mari, lui permit de concevoir et de faire partager à Louis d'autres espérances (3).

(1) Barillon écrivait le 12 mai 1687 à Louis: « J'ai dit au roi que Votre Majesté n'avoit rien plus au cœur que de voir prospérer les soins qu'il prend ici pour y établir la religion catholique. » Sa Majesté Britannique me dit en me quittant : « Vous voyez que je n'omets rien de ce qui est en mon pouvoir; j'espère que le roi votre maître m'aidera, et que nous ferons de concert de grandes choses pour la religion. » Mackintosh, ch. 5, p. 131, note.

(2) Je priai, dit Gourville, la duchesse de Tyrconnel, partant pour Londres, de dire à Jacques II « que si j'étois pape il seroit déjà excommunié, parce qu'il alloit perdre tous les catholiques d'Angleterre; que je ne doutois pas que ce ne fût l'exemple de ce qu'il avoit vu en France qui lui servoit de modèle, mais que cela étoit bien différent. » Mém. de Gourville, p. 498.

(3) *Sir James Mackintosh*, ch. 2, 3, 4 et 5, p. 37, seq.

Digitized by Google

Enivré par tant de succès, Louis résolut d'emporter de vive force sur le pape, comme sur tous ceux qui le contrariaient, ce qu'il se proposait d'obtenir. Un nouvel objet d'ambition, pour lequel il avait encore besoin de Rome, se présentait alors à lui. Le vieux électeur de Cologne, Maximilien-Henri de Bavière, était près de mourir. Il avait toujours été l'humble serviteur de la France, parce que son favori et son premier ministre, le cardinal de Furstemberg, était vendu à Louis XIV. C'était aussi à ce dernier que le roi destinait le chapeau électoral, et comme il avait rempli le chapitre de ses amis et de ses créatures, il lui était facile d'obtenir la majorité dans cette élection. Toutefois la majorité simple ne suffisait pas ; il fallait que le candidat réunît les deux tiers des suffrages dans le chapitre, sans quoi l'élection était déférée à la cour de Rome. Le vieux électeur mourut le 1er juillet 1688. Le parti impérial eut l'imprudence de proposer pour le remplacer le prince Clément de Bavière, évêque de Ratisbonne, neveu du prélat qui venait de mourir, et qui n'avait que dix-sept ans; donnant ainsi à ses adversaires l'avantage de choisir un sujet plus digne, et de se conformer mieux à la discipline de l'Église. Dans le chapitre, quatorze voix se déclarèrent pour Furstemberg, neuf seulement pour le prince de Bavière ; l'élection fut déférée à Rome, et le pape se hâta de montrer sa partialité, en accordant au jeune Clément toutes les dispenses qui lui étaient nécessaires, tandis qu'il refusa au cardinal de Furstemberg celle de se démettre de l'évêché de Strasbourg (1).

Le roi ne pouvait agir auprès de la cour de Rome par son ambassadeur, car le pape n'avait pas voulu le reconnaître. Il fallut donc faire parler à sa place le cardinal d'Estrées, protecteur de la couronne de France, et frère du dernier ambassadeur. Le roi lui envoya une longue lettre, ou plutôt un manifeste, que ce cardinal devait lire au pape, et dont il devait donner copie à tous les cardinaux. Louis y récapitulait

(1) La Hode, L. XLV, p. 363. — Limiers, L. X, p. 475. — Pfeffel, Hist. d'Allemagne, T. II, p. 411.

Digitized by Google

tous ses motifs de ressentiment contre Innocent XI : il lui reprochait de n'avoir voulu ni recevoir ses lettres, ni donner audience à un agent confidentiel qu'il lui avait envoyé. Il s'attribuait la gloire d'avoir supprimé l'hérésie dans ses États, à l'époque même où le pape refusait des bulles aux évêques qu'il avait nommés : il notait en lui une partialité outrageante, lorsqu'il préférait, pour une des premières dignités du monde chrétien, un jeune homme de dix-sept ans, parce qu'il lui était recommandé par l'Autriche, à un cardinal qu'il venait lui-même de décorer du chapeau, seulement parce qu'il était appuyé par le gouvernement français. Cette imprudence, disait-il, favoriserait peut-être une révolution qui se préparait en Angleterre, en haine de la religion catholique. Aussi Louis XIV se voyait-il contraint de lui déclarer qu'il ne pouvait plus le reconnaître pour médiateur, ni dans ses différends avec l'empereur, ni dans ceux de sa belle-sœur, la duchesse d'Orléans, avec la maison de Neubourg, pour la succession palatine. Il ajoutait qu'il ne souffrirait pas plus long-temps que son allié le duc de Parme fût dépouillé de ses États de Castro et de Ronciglione. Enfin il annonçait que, pour obtenir la justice qui lui était due, il se mettrait en possession de la ville d'Avignon, il maintiendrait les droits et les libertés du chapitre de Cologne, et il ferait passer des troupes en Italie, pour y obtenir le respect qui lui était dû (1).

Ce manifeste était daté de Versailles, du 6 septembre 1688. En même temps le procureur général avait interjeté appel au concile universel, de ce que le pape pourrait faire, au préjudice des droits du roi et de sa couronne. De son côté l'archevêque de Paris avait assemblé les évêques qui se trouvaient dans la capitale, les curés, les chefs des chapitres et des communautés, et il les avait harangués pour justifier la conduite du gouvernement envers la cour de Rome. L'Université de Paris avait également interjeté appel au concile universel ; tout le clergé de France semblait prendre part, avec un même zèle, à la lutte contre le chef de l'Église,

(1) La Hode, L. XLV, p. 370.

Digitized by Google

témoignant ainsi bien plus sa servilité et sa crainte du roi, que son indépendance. Le 7 octobre, les troupes françaises s'emparèrent du comtat d'Avignon, sans y éprouver de résistance : en même temps le dauphin partait à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, pour attaquer Philipsbourg, sans déclaration de guerre ; mais à ce moment même commençait en Hollande et en Angleterre la révolution qui devait mettre Guillaume, prince d'Orange, le rival ardent de Louis XIV, sur un trône puissant ; qui devait réunir sous ses ordres toutes les forces du protestantisme opprimé ; qui devait armer l'Europe pour son indépendance, et commencer une lutte terrible pour le maintien des libertés de l'espèce humaine. Louis XIV devait occuper le trône vingt-sept ans encore, aussi long-temps qu'il avait régné déjà depuis la mort de Mazarin. Dans cette seconde moitié de son administration il devait éprouver de cruels revers, de dures humiliations ; il devait souffrir autant qu'il avait triomphé, et voir la France plus souffrante encore. Mais les revers déployèrent en lui une grandeur d'âme qu'un faux orgueil avait étouffée, et avec quelque ardeur qu'on eût désiré de voir réprimer sa tyrannie, on ne put le suivre dans ces longs et pénibles combats sans le plaindre et le respecter.

Digitized by Google

# CHAPITRE XXXV.

*Révolution en Angleterre. Louis fait attaquer Philipsbourg et incendier le Palatinat. Les Impériaux prennent Mayence et Bonn. Défaite de Jacques II en Irlande. Victoires de Luxembourg à Fleurus, de Tourville à Sainte-Hélène, de Catinat à la Staffarde. Prise de Mons. Prise de Nice. Mort de Louvois.* — 1688-1691.

Nous avons déjà consacré plus d'un volume au règne de Louis XIV, et malgré la longueur de notre récit, nous craignons qu'on ne nous reproche encore d'avoir passé trop rapidement sur cette période. Aucune n'est plus remplie d'événements, n'est plus importante pour la France et pour l'Europe entière, que la France soulevait par ses passions ; aucune n'a été si fertile en conséquences, que nous ressentons encore aujourd'hui. Nous l'avouons, chaque lecteur cherchera en vain dans ce livre la plupart des détails piquants, des traits de mœurs et de caractère, dont il aimerait à raviver les traces restées dans sa mémoire ; nous avons dû renoncer à le satisfaire par impuissance de tout dire. Nous avons de même laissé d'immenses lacunes, qu'on peut à bon droit se plaindre de ne pas voir remplies, par répugnance à nous engager sur un terrain tout-à-fait nouveau, qu'il aurait fallu parcourir trop rapidement. C'est ainsi que nous n'avons point entrepris l'histoire du développement de l'industrie et du commerce des Français, qui tour à tour brillèrent de tant d'éclat, et éprouvèrent tant de revers ; que nous ne les avons point suivis dans leurs établissements aux Indes, aux Antilles et dans l'Amérique septentrionale, où leurs colonies grandissaient et acquéraient une importance toute nouvelle ; que nous n'avons point

Digitized by Google

essayé de tracer l'histoire des progrès de l'esprit humain en France, de ses succès dans la poésie, l'éloquence, la littérature, les sciences et les beaux-arts. Nous aurons donné moins de satisfaction encore à ceux qui auraient voulu étudier avec nous l'histoire de l'art de la guerre, de l'administration, des finances, de la législation, que nous ne sommes point en état d'enseigner. Toutefois, la multiplicité même de ces objets, et l'étendue du travail que chacun d'eux demanderait, inspireront peut-être à nos lecteurs quelque indulgence. On sentira qu'il ne faudrait point deux volumes, mais une bibliothèque entière consacrée au seul règne de Louis XIV pour réunir toute l'instruction qu'on nous demande.

Le but que nous avons voulu atteindre est bien plus restreint, et cependant nous succombons presque sous la tâche que nous nous sommes imposée. Nous avons voulu montrer la continuation de la vie politique de la France, telle que nous l'avons cherchée dès son origine et suivie de siècle en siècle ; son action sur le reste de l'Europe et sur elle-même ; l'ensemble et les effets de ses négociations et de ses guerres, dans leur rapport, non pas seulement avec sa grandeur et sa gloire, mais avec le bien général et le progrès de l'humanité. Nous nous sommes proposé d'apprécier son gouvernement et les hommes qui le dirigeaient, sans haine et sans amour, sans désir de faire ressortir plutôt leurs vertus que leurs crimes, mais avec toute la bonne foi d'une étude morale ; nous avons cherché une instruction dans le passé pour nous diriger dans l'avenir.

Le long règne qui nous occupe aujourd'hui s'est partagé à nos yeux en trois périodes assez distinctes. La première est la minorité réelle de Louis XIV, qui s'étend, non point seulement jusqu'à l'époque assignée par une fiction légale, mais jusqu'à l'âge où sa capacité précoce, la vigueur de son caractère et la force de sa volonté lui permirent de prendre réellement entre ses mains les rênes du gouvernement. Louis, âgé de quatre ans et huit mois quand il monta sur le trône, en 1643, avait vingt-trois ans quand à la mort de Mazarin il ressaisit le pouvoir, qu'il avait complétement abandonné

à son premier ministre pendant son enfance et son adolescence. Ces dix-huit années de guerres continuelles, de victoires au dehors, de factions et de luttes au dedans, durant lesquelles l'esprit de liberté succomba tour à tour sous l'anarchie et sous le despotisme, ont été traitées dans notre seizième volume.

La période suivante de vingt-sept années, qui est comprise dans le dix-septième volume, est celle de la plus haute puissance et de la gloire de Louis XIV. Cet homme, doué de talents supérieurs, et d'un orgueil plus grand encore que sa capacité, se trouva à vingt-trois ans, quand il déclara vouloir régner par lui-même, entouré d'une noblesse belliqueuse et d'un peuple obéissant. Ses sujets, charmés de sa belle figure, de l'éclat dont il s'entourait, du lustre des victoires déjà remportées en son nom, lui obéirent avec enthousiasme, et sacrifièrent joyeusement pour lui complaire et leur sang et leurs richesses. Les guerres civiles et le règne successif de deux premiers ministres d'une capacité merveilleuse, avaient formé une école de grands hommes, tels que la France n'en avait jamais eu de semblables. A la brillante bravoure qui, dès long-temps, distinguait la noblesse française, ils avaient joint la vraie science de la guerre. Turenne fut le plus grand maître de la stratégie, dans les temps modernes; Vauban, de l'attaque et de la défense des villes; et autour d'eux une foule de guerriers illustres s'était formée dans toutes les parties de l'art des combats. Les progrès des Français dans la diplomatie égalèrent ceux qu'ils avaient faits dans l'art militaire; Lionne, et après, mais fort au dessous de lui, Pomponne et Croissy étaient arrivés à une connaissance approfondie de toutes les cours, des intérêts de tous les peuples; la correspondance de plusieurs de leurs ambassadeurs est encore aujourd'hui un modèle d'habileté. Colbert et Louvois étaient les créateurs d'une science plus importante encore, celle de l'administration. Le premier avait soigné avec tant d'habileté la reproduction de la richesse nationale que tout en tirant des contribuables des trésors qu'on aurait cru la France incapable de produire, il réserva au revenu

Digitized by Google

public des sources toujours jaillissantes. Le second, moins soucieux du bien public et de la conservation des richesses, apporta du moins un talent merveilleux à convertir ces richesses en force, et à créer avec l'argent et les hommes qu'il demandait sans pitié à la France, une puissance la plus énergique qui ait jamais été employée à dominer le reste du monde. Louis XIV, au milieu des égarements de sa jeunesse, n'oublia pas un instant son orgueil et son amour de domination. Il essaya de bonne heure sur l'Europe cette puissance qu'on mettait entre ses mains, et comme le succès de chacune de ses tentatives dépassait ses espérances, il marcha de guerre en guerre, d'usurpations en usurpations, ne tenant compte d'aucun droit que de son caprice, ne voyant dans la paix qu'une halte pour reprendre haleine, et recommencer la guerre avec plus de vigueur contre ceux qu'il nommait ses rivaux.

Aussi long-temps qu'il fut secondé par ses premiers et ses plus habiles ministres ; aussi long-temps qu'il s'appuya en même temps sur une prévoyante administration intérieure, sur une politique adroite au dehors et sur des généraux et des armées qui n'avaient point d'égaux, chacune des agressions de Louis XIV ajouta de nouveaux lauriers à sa couronne et de nouvelles provinces à son empire. La première de ses guerres, celle de *dévolution,* n'était pas moins injuste qu'aucune de celles qui vinrent ensuite, mais elle avait été préparée avec un art infini. Lionne avait cultivé avec soin les alliances ; il avait maintenu dans l'immobilité les puissances jalouses ou effrayées ; il avait frappé l'Espagne isolée, et en même temps il avait calmé l'Europe alarmée, en faisant mettre, par le roi, de la modération dans ses exigences. Mais les succès de Louis l'enivrèrent ; à la seconde de ses guerres, celle de Hollande, il n'était déjà plus le même : au lieu de s'appuyer en même temps sur la diplomatie, les finances et les armes, il crut plus glorieux de se reposer sur les dernières seules. Lionne était mort ; Colbert voyait diminuer son crédit par la rivalité de Louvois, et ce dernier s'attachait à persuader Louis XIV que sa plus grande gloire était de demeurer



Digitized by Google

seul contre tous, selon sa devise : *Nec pluribus impar*. La guerre de Hollande, commencée avec des succès éblouissants, fut longue, sanglante, coûteuse, parce qu'elle souleva l'Europe contre la France. Le ressentiment de Louis contre les Hollandais pour avoir été, en 1668, les promoteurs de la triple alliance qui l'arrêta dans ses premières conquêtes, lui avait fait résoudre l'invasion de la Hollande. Cette invasion provoqua la grande alliance de 1673, qui sauva les Provinces-Unies. Les usurpations légales des chambres de réunion, nommées incamérations, quoique suspendues par la trêve de Ratisbonne, réunirent plus étroitement encore, par la ligue d'Augsbourg, en 1686, les États que l'ambition de la France avait alarmés.

C'est par la lutte contre cette ligue que commence la troisième période du règne de Louis XIV, qui comprend également vingt-sept années, et qui s'étend jusqu'à sa mort ; elle est presque uniquement remplie par deux longues et cruelles guerres : l'une dura dix ans, et fut terminée par la paix de Ryswick ; l'autre en dura douze, et fut terminée par le traité d'Utrecht. Dans la première, la France fut presque constamment victorieuse, mais elle ne put tirer parti de ses victoires ; dans la seconde, elle éprouva les revers les plus accablants, et elle n'échappa à sa ruine entière, peut-être à son partage, que par une révolution inattendue et à laquelle elle ne contribua point, mais qui éclata d'elle-même dans le cabinet d'Angleterre. La période dans laquelle nous entrons, et qui formera la continuation de ce volume, est donc triste et humiliante ; mais elle n'est pas moins que la précédente, riche en instruction. Entre toutes les leçons qu'on peut y trouver, il y en a une surtout qui ressort avec évidence, c'est l'utilité, c'est la nécessité pour les plus grands rois, ou les plus grands peuples, de cultiver la bienveillance de leurs voisins, de ne jamais oublier à leur égard les lois de la modération et de la justice. Sans doute, un peuple ne peut pas se dire en possession de son indépendance s'il ne se sent pas en état de tenir tête à une première coalition ; si, grâce à son patriotisme, à son courage, à l'unité de ses conseils, il ne peut pas seul

Digitized by Google

résister glorieusement à tous; mais un tel effort ne doit jamais être que passager. S'il a offensé tous les autres, s'il doit redouter, non une coalition formée par la cupidité, mais une longue rancune causée par son arrogance et nourrie par des offenses répétées, il est perdu ; car la victoire doit à la longue rester aux gros bataillons. Pour sauver son indépendance, il emploie ses capitaux, toute sa population, toutes ses richesses à lutter contre des ressources que les autres trouvent dans leur revenu seul ; ses efforts sont gigantesques, ils peuvent être heureux pendant un temps, mais ils ne sauraient se renouveler toujours ; tandis que la crainte qu'il a inspirée survit à sa puissance, et que la haine survit plus long-temps encore au désir qu'il a pu avoir d'offenser.

Au moment où la guerre allait commencer contre la ligue d'Augsbourg, Louis XIV était encore dans tout l'enivrement de son orgueil et de sa puissance. Sa cour, son peuple et son armée étaient toujours persuadés que ses forces étaient irrésistibles, et que les Français appelés à de nouveaux combats étaient assurés aussi de nouvelles victoires. Pendant la période de paix qu'on venait de traverser, tandis que l'industrie et la fortune nationale avaient si cruellement souffert par les dragonnades et la révocation de l'édit de Nantes, Louis s'était plu à augmenter sans cesse la pompe de sa cour, la magnificence de ses présents, l'encouragement au jeu le plus ruineux dans ses appartements, en même temps que les dépenses de ses bâtiments, à Versailles, à Marly, à Trianon, où il semblait se proposer d'étonner plus que de faire admirer, et d'élever des palais dans les lieux les moins favorisés de la nature. Il y enfouissait des trésors, avec d'autant moins d'avantage, que changeant fréquemment de plan, il détruisait une année ce qu'il avait fait l'année précédente. Une de ses fantaisies les plus ruineuses fut celle d'amener à Versailles la rivière d'Eure, pour alimenter des fontaines qui restaient trop souvent à sec. Il ne semble point s'être occupé de la ruine de la vallée à laquelle il ôterait sa rivière, car elle devait tout entière changer de lit. Quarante mille

Digitized by Google

hommes, campés près de Maintenon, furent employés à cet ouvrage gigantesque. C'était la meilleure partie de l'infanterie française que Louvois avait proposé de faire travailler, comme faisait autrefois celle des Romains. Aucun officier n'obtenait la permission de s'éloigner de ses troupes; on comptait que leur présence maintiendrait parmi elles l'obéissance et le zèle du travail; mais l'on n'avait point calculé les conséquences, pour la santé des soldats, des exhalaisons de tant de terres remuées : d'affreuses contagions désolèrent sans relâche les troupes qui furent employées à ces travaux de 1684 à 1688. Il fut défendu sous les peines les plus sévères de parler des malades et des morts que l'on perdait chaque jour. Enfin, la guerre força de renoncer à un travail qui ne fut jamais achevé, et le roi ne tarda pas à se repentir d'avoir ruiné son infanterie par cette folle entreprise (1).

Louis croyait montrer ainsi aux étrangers que ses ressources étaient inépuisables; il voulait ne cesser jamais, au sein de la paix, de les étonner et de les faire trembler. Dans cette année 1688, il avait de nouveau fait bombarder Alger par le maréchal d'Estrées qui, du 1er au 16 juillet, jeta dix mille bombes dans cette ville malheureuse, et y laissa à peine une seule maison sur pied. Presque en même temps, le comte de Tourville, avec trois vaisseaux de guerre, ayant rencontré près d'Alicante deux vaisseaux de guerre espagnols, les cribla de coups de canon, et fut sur le point de les couler à fond pour une dispute sur celui qui devait le premier salut (2). Lorsque Louis rencontra l'opposition du pape et celle de l'empereur à la nomination qu'il voulait faire du cardinal de Furstemberg à l'électorat de Cologne, il résolut de même d'effrayer ses rivaux en commençant le premier les hostilités. Maximilien-Henri de Bavière, qui mourut le 3 juin 1688, laissait vacants les archevêchés de Cologne et de Liége, les évêchés d'Hildesheim et de Munster. Louis aurait voulu que son

(1) Saint-Simon, T. XIII, ch. 5, p. 85, seq. — Mad. de Sévigné, T. VIII, p. 103, Lettre 855. — Lémontey, journal de Dangeau, 8 juin 1685, p. 15. — Mad. de La Fayette, Mém. de la Cour de France, p. 1.

(2) La Hode, L. XLV, p. 402.

Digitized by Google

protégé succédât à tous ; il ne put réussir pour aucun ; c'est alors qu'il se détermina à porter une puissante armée en Allemagne, et à faire assiéger Philipsbourg (1). Saint-Simon prétend que le roi, qui bâtissait alors à Trianon, s'aperçut d'un défaut à une croisée qu'on achevait de former ; Louvois, surintendant des bâtiments, et naturellement fort brusque, disputa et maintint que la croisée était bien ; le roi la fit mesurer sous ses yeux, et lorsqu'il fut reconnu que Louis avait raison, il lava fortement la tête à Louvois sur son opiniâtreté devant tous les courtisans. Louvois outré, et rentré chez lui au milieu de ses amis : « C'en est fait, leur dit-il, je suis » perdu avec le roi ; à la façon dont il vient de me traiter » pour une fenêtre, je n'ai de ressource qu'une guerre qui le » détourne de ses bâtiments, et qui me rende nécessaire, et » par...... il l'aura. » En effet, peu de mois après il tint parole, et malgré le roi et les autres puissances, il la rendit générale (2). L'anecdote est probablement vraie, et Louvois qui n'était grand que par la guerre la recherchait toujours avec empressement ; mais nous devons nous défier de la disposition des courtisans à expliquer les grands événements par de petites causes, et de l'amertume du caractère de Saint-Simon, qui n'hésite point à prêter à Louvois une intention aussi diabolique que celle de soulever tous les voisins de la France contre elle, pour venger sa vanité blessée.

En effet, l'irritation profonde que Louis avait excitée dans toute l'Europe par son arrogance, par son mépris pour les droits de tous les autres peuples, et pour ses propres engagements, ne pouvait tarder à éclater. Il n'y avait pas une des puissances réunies par la ligue d'Augsbourg qui n'eût été personnellement offensée, et qui ne se sentît menacée. Dans toute l'Europe, Louis ne comptait qu'un seul allié, Jacques II ; mais cet allié n'était qu'un seul individu ; car le fondement de l'union entre Louis et Jacques, c'était l'hostilité de tous deux contre l'Angleterre, le projet de la dépouiller

(1) La Fayette, Mém. de la Cour de France, p. 4-10.
(2) Mém. de Saint-Simon, T. XIII, p. 9.

Digitized by Google

de toutes ses libertés civiles et religieuses. Tandis que le roi de France, fidèle au système qu'il suivait depuis le commencement de son règne, répondait aux alarmes de l'Europe par de nouvelles menaces adressées au pape, à l'empereur, à l'empire, au roi d'Espagne et aux Hollandais, le roi d'Angleterre aliénait l'un après l'autre tous les ordres de sa nation. Il avait employé tous les genres de séduction pour convertir au catholicisme ses ministres, et tous ceux qui voulaient s'élever au pouvoir; il avait rompu dès le commencement de l'année précédente avec les tories, parti puissant, prêt à tout sacrifier à son bon plaisir, excepté le protestantisme; il avait rompu avec l'Église anglicane qui se faisait un mérite d'avoir professé dans tous les temps la doctrine de l'obéissance passive (1). Il avait essayé d'exciter les non-conformistes contre l'Église anglicane qui les persécutait; mais ceux-ci ne s'étaient point laissé abuser; ils sentaient bien que leur situation deviendrait pire encore si l'Église de Rome venait à triompher. Il avait reçu publiquement le nonce du pape, malgré les lois qui interdisaient toute communication avec Rome; il avait dissous le Parlement, révoqué les chartes des villes pour se rendre maître d'une nouvelle élection, changé les lords-lieutenants des comtés, appelé à Londres une foule de moines qu'on y voyait dans les rues avec les habits de leurs ordres, pour lesquels la multitude avait une profonde aversion. Le roi s'était attribué un pouvoir de dispenser des lois, dont il faisait largement usage; il venait entre autres de suspendre toutes les lois contre les non-conformistes, et il avait exigé que cette déclaration fût lue dans toutes les églises deux dimanches de suite. Ce fut la résistance du clergé à cet ordre qui amena la rupture. On doit regretter que son premier acte d'opposition n'ait pas eu un motif plus honorable, que le refus de publier un édit de tolérance (2).

Les prélats, après quelque hésitation, refusèrent de lire la

(1) *Mackintosh*, *History of the Revol.*, ch. 5. p. 130.
(2) *Ibid.*, ch. 9, p. 240.

Digitized by Google

déclaration royale, et présentèrent une pétition au roi, pour qu'il voulût bien les en dispenser. Jacques leur répondit qu'une telle pétition était un étendard de rébellion déployé aux yeux du peuple ; il les fit arrêter et conduire à la Tour : mais l'enthousiasme que manifestèrent pour les prélats, tout le peuple de Londres, et même les non-conformistes, au moment de leur arrestation, de leur acquittement, et de leur mise en liberté, aurait dû suffire pour faire comprendre aux moins éclairés, que la nation anglaise n'avait plus de doutes sur les projets de son roi contre elle, et qu'elle était unanimement résolue à la résistance (1).

Ce fut au plus fort de cette fermentation, deux jours après l'arrestation des évêques, le 20 juin 1688 (n. st.), que la reine d'Angleterre mit au monde un fils, qui fut aussitôt proclamé prince de Galles. Jusqu'alors la nation avait supporté avec patience les atteintes constamment portées à sa liberté et à sa religion : elle attendait leur redressement des héritières naturelles du trône, toutes deux protestantes, et dont l'aînée, Marie, alors âgée de vingt-six ans, était mariée à Guillaume, stathouder de Hollande, le plus ferme champion du protestantisme et des libertés de l'Europe, le plus opiniâtre ennemi de Louis XIV. Jacques II était âgé de cinquante-cinq ans seulement : il avait eu déjà de sa seconde femme plusieurs filles, qui étaient toutes mortes en bas âge. Mais à cette nouvelle grossesse, tandis que les catholiques annonçaient avec triomphe qu'il aurait indubitablement un fils, l'enfant du miracle, les protestants ne voulurent pas croire que la reine fût grosse, et dès le moment de ses couches ils affirmèrent tous que l'enfant était supposé. Ils le crurent fermement, malgré les preuves les plus authentiques du contraire. Le moment était décisif pour eux : si la succession était affermie dans la ligne catholique, c'en était fait de leur religion et de leur liberté. Tous les égoïstes, tous les politiques dépourvus d'honneur et de conscience, que la crainte de l'avenir avait jusqu'alors empêchés de se rattacher au roi, allaient se hâter

(1) *Mackintosh*, ch. 9, p. 253.

Digitized by Google

de grossir son parti par leur apostasie : l'étranger allait affermir son joug sur l'Angleterre, car Jacques II avait si bien manifesté que la première de ses passions était le triomphe du catholicisme, qu'il ne fallait attendre de lui aucun attachement à l'indépendance nationale, aucun effort pour la liberté de l'Europe. L'enfant qui venait de naître était bien le sien, mais on ne le calomniait pas en le croyant capable d'avoir supposé un enfant plutôt que de laisser parvenir au trône une princesse protestante (1).

Le prince d'Orange était plus directement encore que tous les protestants dans toute l'Europe, intéressé à croire que le nouveau prince de Galles était un enfant supposé, et il le crut comme eux. Une invitation signée par sept des plus grands personnages de l'Angleterre, le 30 juin (10 juillet n. st.), fut envoyée au prince d'Orange pour le supplier de débarquer avant l'hiver en Angleterre avec une force suffisante pour protéger dans les premiers moments ceux qui se réuniraient à lui; l'assurant que s'il pouvait sauver le début de l'entreprise, bientôt la nation entière se soulèverait pour lui, et que dans cette nation il y avait à peine un individu sur mille qui crût le nouveau-né fils de la reine (2). Dans ce moment le seul espoir de tout le parti protestant dans toute l'Europe reposait sur le prince d'Orange. L'atroce persécution que Louis XIV venait d'exercer contre les huguenots, avait assez appris aux Anglais, aux Hollandais, aux Allemands ce qu'ils devaient attendre de lui et de ses alliés, s'il faisait prévaloir en Angleterre son système de gouvernement. Le prince d'Orange n'eut garde cependant d'affaiblir les Provinces-Unies en leur empruntant des soldats; il prit à sa solde des troupes du nouvel électeur de Brandebourg, du landgrave de Hesse, des ducs de Luxembourg et de Zell; en même temps il fit préparer une flotte de soixante vaisseaux de guerre, et cinq cents bâtiments de transport, sur lesquels il embarqua quatorze mille fantassins, six mille

(1) *Machintosh*, *History of the Revol.*, ch. 9, p. 285.

(2) L'invitation au prince d'Orange se trouve sous le n° 3 dans l'appendice à l'*Histoire de Mackintosh*, p. 690.

Digitized by Google

chevaux et une quantité considérable d'armes et de munitions de guerre. Il mit à la voile d'Helvoetsluys le 29 octobre; mais forcé de rentrer dans le port après une tempête, il fit répandre dans les gazettes qu'il avait éprouvé un dommage très considérable afin de mettre les deux rois hors de leurs gardes. Bientôt il remit à la voile, le 11, et vint prendre terre le 15 novembre à Torbay, où il effectua sans résistance son débarquement (1).

La réussite du prince d'Orange avait déjà dépassé les prévisions de Louis XIV et de Louvois. Peut-être ceux-ci auraient-ils fait manquer l'expédition, si au lieu de diriger sur Philipsbourg l'armée française qu'ils tenaient prête, ils avaient marché sur Maestricht, et obligé les états-généraux à rappeler leur stathouder. D'Avaux, ambassadeur en Hollande, avait de bonne heure prévenu Louis XIV de l'armement et de la destination de la flotte, et celui-ci avait averti Jacques II ; mais le roi d'Angleterre qui dans cette catastrophe ne montra ni la résolution ni le talent qu'on avait attendus de son ancienne réputation militaire, répondit à Louis qu'il était sûr de son armée et de sa flotte, quoique toutes deux déjà vacillantes dans leur fidélité ; puis il ne fit agir ni l'une ni l'autre en temps opportun, tandis que Guillaume ne dépassait pas Exeter, où il resta dix jours avant qu'aucun Anglais vînt le joindre ; les vengeances terribles dont la rébellion de Montmouth avait été suivie peu d'années auparavant, inspirant une terreur universelle (2).

Pendant ce temps l'armée française, forte de vingt-cinq à trente mille hommes, s'était mise en mouvement, le 25 septembre, pour entrer en Allemagne. La veille, Louis avait publié un mémoire pour tenir lieu de manifeste, dans lequel il déclarait qu'il ne prenait les armes que pour maintenir la paix de Westphalie, la liberté de l'empire, les justes

(1) *Continuation of the Hist. of the Revolution*, ch. 15, p. 477. — Mém. de Jacques II. Collection des Mém. de la Révolution d'Angleterre, T. III, p. 295.

(2) Mém. du marquis de Berwick, T. LXV, p. 326. — Mém. de La Fare, ch. 10, p. 237. — Lettres de Mad. de Sévigné, T. IX, p. 77-79. — Mém. de Jacques II, trad. de M. Guizot, T. III, p. 310.

Digitized by Google

droits du chapitre qui avait élu le cardinal de Furstemberg, et ceux de sa belle-sœur, la duchesse d'Orléans, à une partie de l'héritage de son frère, le dernier électeur Palatin de la branche de Simmeren. Il prétendait ne faire ainsi que prévenir l'attaque dont il était menacé pour le moment où l'empereur aurait fait la paix avec la Turquie (1).

Louis avait donné à son fils, le dauphin, le commandement de cette armée, mais en lui adjoignant les maréchaux de Duras et de Vauban pour l'assister de leurs conseils. C'était la première fois que ce prince, déjà âgé de vingt-huit ans, était appelé à jouer un rôle ou dans la politique ou dans les armées. Son frère naturel, le duc du Maine, âgé seulement de dix-huit ans, devait faire avec lui ses premières armes. Le dauphin était chargé de prendre Philipsbourg, ville de l'évêché de Spire, où l'empereur avait mis une garnison commandée par le comte de Stahremberg. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 10 au 11 octobre, et la ville capitula le 29. On assure que le dauphin s'était hasardé dans tous les combats avec une ardeur qui lui fit donner par les soldats le surnom de Louis-le-Hardi. On trouva dans la place cent vingt-quatre pièces de gros canon et des approvisionnements considérables de guerre et de bouche (2).

L'armée française avait encore occupé Heilbron et Heidelberg, qui ne furent pas défendus ; elle avait levé des contributions à Augsbourg, pour punir cette ville d'avoir donné son nom à la ligue formée contre la France ; elle avait attaqué Frankendal, qui ne résista que deux jours. Dans le même temps, le marquis de Boufflers, resté sur la rive gauche du Rhin, s'était emparé de Worms, Kaiserslautern et plusieurs autres villes, avait mis garnison à Mayence, bom-

(1) La Hode, L. XLV, p. 381. — Limiers, L. X, p. 477. — Larrey, T. V, p. 253.

(2) Le fils de mad. de La Fayette, Grignan, petit-fils de madame de Sévigné et l'élève de mad. de Maintenon, faisaient leurs premières armes à ce siége. Les lettres de ces trois dames sont remplies de détails à ce sujet. Mém. de mad. de La Fayette, p. 16-27. — Mad. de Sévigné, T. IX, p. 33-62. — Mad. de Maintenon, T. VIII, p. 286.

Digitized by Google

bardé Coblentz, et occupé Trèves et Cockheim. Le cardinal de Furstemberg, de son côté, s'était mis en possession d'une partie de l'électorat de Cologne auquel il se disait élu ; ses troupes étaient entrées dans Bonn, Neutz, Keiserswert et Rhinberg. Ainsi, la victoire paraissait fidèle aux armes de la France, et dans une campagne qui avait à peine duré quarante jours, l'Allemagne avait déjà éprouvé des dommages considérables (1).

Le roi avait fait avertir les états-généraux qu'il tiendrait toute attaque faite contre le roi d'Angleterre comme faite contre lui-même. Enflé d'orgueil par ses victoires, il s'était figuré que ses menaces suffiraient seules pour déconcerter tous les projets de la république. Lorsqu'il la vit persister dans l'assistance qu'elle donnait au prince d'Orange, il envoya au comte d'Avaux, son ambassadeur à la Haye, le 29 novembre, l'ordre de se retirer; la guerre fut déclarée à la Hollande ; les vaisseaux et les marchandises des Hollandais furent saisis dans tous les ports de France, malgré les stipulations précises du traité de Nimègue, qui, en cas de rupture entre les deux puissances, garantissait à leurs sujets respectifs un délai de six mois pour se retirer en sûreté avec leurs propriétés (2).

Mais il n'était plus temps d'arrêter la révolution d'Angleterre ; elle s'était accomplie avec une rapidité qui confondit toutes les prévisions de Louis XIV. Après quelques jours d'hésitation entre les sentiments d'affection et de fidélité des sujets envers le roi, et les dangers de la religion et de la patrie, les Anglais se déclarèrent pour le défenseur de leurs droits. Les défections dans la flotte, dans l'armée, à la cour, dans la famille même de Jacques II, se succédèrent avec rapidité. La seconde fille du roi, la princesse Anne, avec son mari le prince George de Danemark, et lord et lady Chur-

(1) Grimoard, Mémoires militaires de Louis XIV, T. IV, p. 285. — La Hode, L. XLV, p. 390. — Limiers, L. X, p. 480. — Larrey, T. V, p. 260.

(2) Négociations du comte d'Avaux, T. VI, p. 116-168. — Lettres particulières de Louis XIV, OEuvres, T. VI, p. 8. — Limiers, L. X, p. 473. — La Hode, L. XLV, p. 400.

Digitized by Google

chill, qui avaient sur leur esprit un pouvoir absolu, abandonnèrent Jacques pour se réunir au prince d'Orange. Churchill, si célèbre depuis comme duc de Marlborough, était frère de la maîtresse de Jacques, la mère du duc de Berwick. Celui-ci, âgé à peine de dix-huit ans, faisait de vains efforts pour maintenir l'armée dans le devoir (1). Le roi était entré en négociation avec le prince d'Orange ; il avait fait partir pour la France la reine, sa femme, et le nouveau prince de Galles sous la charge de M. de Lauzun, qui se trouvait alors à Londres ; bientôt, perdant tout-à-fait la tête et le courage, il voulut s'échapper aussi le 22 décembre. Il fut arrêté dans sa fuite, et ramené à Londres, où son retour embarrassa fort le prince d'Orange, et pouvait compromettre la révolution. Il paraît qu'on prit à tâche de redoubler ses terreurs tout en lui donnant la facilité de s'enfuir de nouveau. Il en profita ; il s'échappa de Rochester pour passer en France, où l'on fut quelque temps inquiet sur son sort. Enfin, le 6 janvier 1689, Louis XIV vint à la rencontre, à Chatou, de la reine d'Angleterre, qui arrivait la première avec son fils, et il la conduisit à Saint-Germain. Le lendemain le roi Jacques y arriva aussi. Louis XIV lui prodigua toutes les marques de l'amitié, du zèle et de l'hospitalité la plus généreuse. Aucun rôle ne convenait mieux à sa magnanimité réelle comme à son orgueil, que celui de protecteur d'un roi détrôné. Cependant sa politique avait reçu le plus rude échec ; une Convention des lords et des communes, qui se réunit à Londres à la fin de janvier, commença par déférer au prince d'Orange le pouvoir exécutif, puis elle déclara le trône vacant par la désertion du roi Jacques, et enfin elle appela son gendre et sa fille, Guillaume et Marie, à le remplacer. Ainsi, Louis XIV, au lieu d'avoir en Angleterre un monarque uni avec lui par un même but, les mêmes passions et les intérêts les plus immédiats. voyait désormais à la tête d'une nation qui n'avait jamais été si riche et si puissante, un politique habile, un guerrier vaillant, quoique souvent malheureux, un homme, enfin, qui

(1) Mém. du maréchal de Berwick, p. 328.

Digitized by Google

s'était montré le plus actif et le plus constant de ses ennemis (1).

(1689.) Désormais, il fallait que la France se préparât à soutenir la guerre contre toute l'Europe; de toutes parts, en effet, elle était allumée sur ses frontières. La diète assemblée à Ratisbonne l'avait déclarée, le 24 janvier, au nom de l'empire; tous les membres de la ligue d'Augsbourg avaient promis de réunir leurs efforts, et tandis que le prince Louis de Bade devait tenir tête aux Turcs dans les États héréditaires de la maison d'Autriche, l'électeur de Brandebourg devait s'avancer du côté de Clèves avec vingt mille hommes; le duc de Bavière devait marcher vers le Haut-Rhin; le duc de Lorraine, avec l'armée de l'empereur et de l'empire, devait pénétrer en Alsace. Le roi d'Espagne hésitait : on dit ensuite qu'il attendait la rentrée de sa flotte des Indes avant de déclarer la guerre à la France, ce qu'il fit seulement le 15 avril. Enfin, on croyait savoir que le duc de Savoie avait eu, pendant le carnaval, un rendez-vous à Venise avec le duc de Bavière, et qu'il était aussi entré dans la ligue d'Augsbourg (2).

Mais ce qu'il y avait de plus alarmant dans la situation de la France, c'était l'état où l'on avait laissé les côtes. Louvois avait toujours compté que la marine française serait bien en état de tenir tête ou à celle de Hollande ou à celle d'Angleterre; il n'avait jamais supposé que toutes deux fussent en même temps ennemies, ou que la révolution d'Angleterre pût s'accomplir en trois semaines; il s'était attendu à une longue guerre civile dans cette île, qui le délivrerait de toute inquiétude sur les Anglais (3). Désormais on pouvait redouter des débarquements sur toutes les côtes. Vauban fit le tour du royaume pour faire travailler partout avec diligence à relever

(1) *History of the Revolution continued*, ch. 16 à 19, p. 503, seq. — Mém. de Berwick, p. 331-334. — Lettres de mad. de Sévigné, T. IX, p. 159-220. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 263. — Mad. de La Fayette, Mém. de la Cour de France, p. 40. — Mém. de Jacques II, T. IV, p. 1.

(2) La Hode, L. XLVI, p. 415. — Limiers, L. X, p. 499. — Mém. de Catinat, L. I, p. 48. — La Fayette, Mém. de la Cour de France, p. 45. — *Botta, Storia d'Italia*, T. V, L. XXXII, p. 22.

(3) Mém. du maréchal de Villars, T. LXVIII, p. 362.

les fortifications des places maritimes, qui étaient en très mauvais état. Le maréchal de Lorges fut envoyé en Guienne, le maréchal d'Estrées en Bretagne, d'autres officiers-généraux dans toutes les provinces maritimes ; une armée fut rassemblée à l'intérieur pour se porter partout où l'on en sentirait le besoin : on n'était pas sans crainte d'un soulèvement des huguenots, le danger apparaissait de toutes parts (1).

Le roi ne se laissait jamais abattre, mais il paraissait chagrin, et il était fortement préoccupé. Rappelé tout à coup de ses dispendieuses fantaisies de bâtiments et de fontaines, il sentait toute la gravité des circonstances ; il voyait l'Allemagne entière fondre sur lui ; il n'avait aucun prince dans ses intérêts, et il n'en avait ménagé aucun. Un moment il avait pu se croire assuré du jeune électeur de Bavière, homme de plaisir, inquiet, vaniteux, dépensier, que le marquis de Villars avait suivi à la guerre contre les Turcs et qu'il avait dominé par ses maîtresses, jusqu'au point de lui faire promettre de se détacher de l'Autriche et de s'allier à la France. Mais le roi l'avait rejeté parmi ses ennemis en voulant enlever à son frère l'électorat de Cologne (2). Les contributions que Feuquières, Montclar, Joyeuse et d'autres généraux français avaient levées en Allemagne pendant la courte campagne du dauphin, brûlant les villes et les villages qui tardaient trop à se racheter, avaient révolté tous les princes de l'empire. Cet argent, amassé avec tant de violence, payait à peine les expéditions nécessaires pour le rassembler. Après les dépenses prodigieuses que le roi avait faites pour ses jardins, ses bâtiments et le luxe toujours croissant de sa cour, le trésor se trouvait vide au moment où il fallait tenir tête à toute l'Europe et mettre sur pied trois cent mille hommes, sans compter cinquante mille hommes de milice que le roi fit enrégimenter dans les provinces (3).

Ce besoin d'argent alarmait aussi vivement les courtisans,

(1) Mad. de La Fayette, T. LXV, p. 46-84-86.

(2) Mém. de Villars, p. 343.

(3) Mad. de La Fayette, p. 47. — Ordonnance du 29 novembre 1688. — Lois françaises, T. XX, p. 66.

Digitized by Google

car les pensions ne se payaient point du tout, et les officiers étaient fort embarrassés à faire leurs équipages. Déjà on disait que si, après dix ans de paix, ou peu s'en fallait, le roi ne trouvait pas un sou dans ses coffres, deux ans de guerre mettraient un tel désordre dans les finances que l'on serait obligé de prendre le bien de tout le monde. Le Pelletier était alors contrôleur-général. On prétendait que lorsque le roi l'avait nommé, en 1683, le Tellier s'était opposé à ce choix : « parce qu'il n'avoit pas l'âme assez dure, » et que Louis avait répondu : « Mais, vraiment, je ne veux pas qu'on traite durement mon peuple. » Ce sont de ces propos dont on fait grand honneur aux rois et que les faits démentent ensuite. Le Pelletier commença par pressurer les financiers ; il contraignit les deux plus riches à acheter chacun, au prix de 700,000 livres, deux charges de trésoriers de l'épargne ; il vendit de même, à 200,000 livres chacune, six nouvelles charges de maîtres des requêtes ; il fit contribuer tous ceux qui s'étaient enrichis dans les fermes, et l'un d'eux paya jusqu'à 400,000 livres ; il demanda et obtint des dons gratuits de toutes les grandes villes du royaume (1). Il emprunta le capital de 500,000 livres de rentes sur l'hôtel de ville ; mais bientôt se sentant assailli par les demandes toujours croissantes de la guerre, il résigna sa place, qui fut donnée à Pontchartrain.

Malgré les soucis du roi et la pénurie qu'on ressentait partout, on ne voyait aucun changement extérieur à la cour de France. « Il y a, dit M^me^ de La Fayette, un certain train » qui ne change point ; toujours les mêmes plaisirs, toujours » aux mêmes heures et toujours avec les mêmes gens (2). » Une promotion de soixante-treize cordons bleus donna à Louis le moyen de distribuer des récompenses qui lui coûtaient moins que les faveurs pécuniaires, mais qui semèrent la division parmi les grands seigneurs, par des querelles sans fin sur la préséance. Les honneurs étaient

(1) Mad. de La Fayette, p. 72. — La Hode, L. XLVI, p. 412.
(2) Mad. de La Fayette, p. 53.

aussi prodigués au roi et à la reine d'Angleterre; Louis traitait le premier sur le pied d'une entière égalité, ce qu'il n'aurait pas fait peut-être s'il fût toujours resté sur le trône. Mais il fallait à Jacques II quelque chose de plus substantiel. Le roi avait fait trouver à la reine d'Angleterre, le lendemain de son arrivée, une toilette magnifique et tout ce qui était nécessaire pour elle et pour le prince de Galles, avec une bourse de 10,000 pistoles; le roi Jacques trouva également sa garde-robe toute montée, avec une autre bourse de 10,000 pistoles, tandis que 600,000 francs par an lui furent assignés pour sa maison (1). Ce roi fit en tout une impression peu favorable sur les Français. Sa figure n'avait rien d'imposant, ses discours plurent moins encore; il conta si mal les aventures par lesquelles il venait de passer, que les courtisans n'en virent que le ridicule. L'archevêque de Reims, fils du chancelier le Tellier, le voyant sortir de la messe, dit avec un ton ironique: « Voilà un fort bon homme; il a quitté trois royaumes pour » une messe (2). » « Malgré les fâcheuses circonstances où il se trouvoit, il ne laissoit pas d'aller courageusement à la chasse avec le dauphin, et piquoit comme eût pu faire un homme de vingt ans, qui n'a d'autre souci que celui de se divertir..... Plus on le voyoit, moins on le plaignoit de la perte de son royaume. Ce prince n'étoit entouré que de jésuites. Ayant fait un voyage à Paris, il alla descendre aux grands jésuites, causa très long-temps avec eux, se les fit tous présenter, et finit par leur dire qu'il étoit de leur société. »

Le roi tenait à divertir ses hôtes, et malgré la gravité des circonstances où se trouvait la France, il voulait que la cour fût brillante, surtout pendant le carnaval. Il y eut quelques bals à la cour, mais ils étaient si tristes qu'ils ne commençaient qu'à près de minuit, et qu'ils étaient toujours finis avant deux heures. La dauphine, avec sa mauvaise santé, son humeur triste, et le peu de considération dont elle jouis-

(1) Mad. de La Fayette, p. 59-63.
(2) *Ibid.*, p. 63.

Digitized by Google

sait, ne prenait part à aucuns divertissements ; tandis qu'elle était jalouse de toutes les femmes que son mari regardait. La princesse de Conti, fille naturelle du roi, qui aimait beaucoup le plaisir, était obligée de s'en priver, parce que le roi l'observait de près, et qu'elle ne parlait jamais à quelqu'un, même sous le masque, sans qu'on la reconnût à ses yeux si brillants, et sans qu'il s'ensuivît une tracasserie (1). Un autre divertissement, qui a laissé dans les lettres une trace ineffaçable, vint diversifier ce carnaval. L'institut de Saint-Cyr, fondé par Mme de Maintenon, pour l'éducation des demoiselles pauvres, et auquel elle donnait tous ses soins, toute son affection, était alors dans une haute prospérité. La supérieure de cette maison avait enseigné à déclamer à ses jeunes élèves. Elles jouèrent d'abord entre elles les tragédies de Mariamne, de Polyeucte, d'Alexandre, d'Iphigénie : elles jouèrent ensuite Andromaque ; mais alors Mme de Maintenon trouva qu'elles entraient trop bien dans la représentation des passions, et ne voulut plus leur permettre d'étudier aucune pièce profane. Elle demanda donc à Racine un drame sacré pour ses jeunes protégées, et le grand poète qui avait renoncé au théâtre par scrupule religieux, composa Esther pour plaire à sa protectrice. Cette tragédie fut jouée pour la première fois à Saint-Cyr, le 8 février 1689. On assurait que les jeunes pensionnaires qui joignaient une vraie exaltation religieuse à toutes les grâces de la beauté, à tous les talents que l'éducation avait développés en elles, s'élevèrent au-dessus de toutes les actrices qu'on avait vues jusqu'alors au théâtre. Une seconde représentation fut donnée pour la cour d'Angleterre et les princes ; une troisième pour le père La Chaise, quelques évêques, quelques jésuites, et d'autres personnes pieuses. Puis tous les courtisans sollicitèrent la même faveur ; il y avait deux mille aspirants et il n'y avait que deux cents places. Le roi faisait lui-même la liste. Il entrait le premier, et se tenant à la porte, la feuille dans une main, la canne levée dans l'autre, comme pour former une barrière, il y restait

(1) Mad. de La Fayette, p. 69.



Digitized by Google

jusqu'à ce que tous les nommés fussent entrés. Le chef-d'œuvre qui excitait ainsi l'admiration de la cour pouvait aussi l'étonner par les allusions les plus hardies. On voulait reconnaître Louvois dans Aman, ce ministre vindicatif qui sacrifiait un peuple et une religion à son orgueil offensé. On ne pouvait méconnaître Mme de Montespan dans « la superbe Vasthi, » ni Mme de Maintenon dans Esther ; mais comment celle-ci, qui n'avait point soustrait les huguenots au milieu desquels elle était née, à cette proscription dont Esther sauva les malheureux Hébreux, pouvait-elle se complaire à cette allusion ? comment Louis n'en était-il pas frappé ? comment Racine, qui ne sentait pour les protestants aucune sympathie, semblait-il vouloir intéresser la France à leurs infortunes ? comment enfin se permettait-il de dénoncer en quelque sorte au public et à la cour, Mme de Montespan dont il avait accepté les bienfaits (1) ?

Il ne restait plus que trois jours de ce carnaval où les deux cours devaient être en fête, lorsque le roi reçut la nouvelle de la mort de la reine d'Espagne, fille de Monsieur. On assurait que le roi d'Espagne aimait passionnément sa femme, et que la reine-mère qui redoutait la partialité avouée de cette princesse pour la France, l'avait fait empoisonner pour être plus maîtresse de son fils. On ajoutait que cette jeune reine ne doutait point elle-même qu'elle ne dût périr ainsi. Elle avait six mois de plus seulement que n'avait sa mère, lorsqu'elle périt avec les mêmes symptômes, et d'une même mort. Le roi attendit au lendemain pour porter à Monsieur cette triste nouvelle. Il le fit éveiller, et Monsieur fut affligé autant qu'il était capable de l'être ; ce furent des transports dans le premier mouvement, et quatre ou cinq jours après tout fut calme (2).

C'est au sortir des fêtes de la cour qu'un ordre épouvantable fut donné au maréchal de Duras qui commandait l'armée

(1) Mém. de mad. de Maintenon, T. VIII, ch. 15. — Mad. de La Fayette, p. 65. — Lettre de mad. de Sévigné du 21 février 1689, T. IX, p. 297.

(2) Mad. de La Fayette, p. 74. — Lettre de mad. de Sévigné du 23 février, T. IX, p. 304.

Digitized by Google

du Rhin, celui de détruire le Palatinat, pour mettre un désert entre la France et ses ennemis d'Allemagne. Cette contrée n'avait opposé presque aucune résistance, lorsqu'elle avait été envahie à la fin de l'année précédente. Ni le prince ni le peuple n'avaient provoqué d'aucune manière le ressentiment des Français; ils n'avaient point attaqué, ils n'avaient point déclaré la guerre, et si les liens du sang étaient comptés pour quelque chose entre les princes, le mariage du duc d'Orléans avec la princesse Palatine aurait dû être une garantie pour les compatriotes de cette princesse. Vers la fin de février, le maréchal de Duras avertit les habitants du Palatinat de se mettre en sûreté; et tandis qu'éperdus ils ne savaient où fuir ni que devenir, deux ou trois jours après l'armée française commença l'exécution cruelle dont elle était chargée. Openheim, Spire, Worms, Heidelberg, Manheim, Ladenbourg, Franckental furent réduits en cendres : on avait miné plusieurs de ces villes, pour les abattre par une seule explosion; on mit le feu aux villages, aux châteaux et aux maisons de campagne; on brûla les moissons, on arracha les vignes, on coupa les arbres fruitiers; on changea enfin en un affreux désert toute cette contrée fertile, couverte de villes et de villages, dont les habitants chassés devant les soldats, et réduits à la plus affreuse mendicité, allèrent répandre dans toute l'Allemagne un sentiment d'horreur et d'effroi pour la barbarie de Louis XIV (1).

Les cris de l'Europe indignée retentirent en France; aucun des écrivains du temps n'essaya de justifier cette horrible exécution. M^me^ de Maintenon en peignit au roi la cruauté, et lui fit naître des scrupules dont il était alors plus susceptible qu'il ne l'avait été auparavant, ou qu'il ne le fut depuis. Sur ces entrefaites, Louvois résolut de faire encore brûler la ville de Trèves, l'une des plus illustres, des plus antiques de l'Allemagne, des plus riches en églises et en monuments;

(1) Mad. de La Fayette, p. 94. — Mém. de Villars, p. 380. — Mém. de La Fare, p. 267. — Mém. de Tessé, p. 12. — Saint-Simon, T. VII, p. 50, et T. XIII, p. 26 et 33. — La Hode, L. XLVI, p. 414. — Caractère atroce de Mélac, maréchal de camp employé de préférence pour ces exécutions. Villars, p. 403.

c'était de plus un archevêché et la capitale d'un électorat. Il demanda l'agrément du roi, assurant que cette exécution était nécessaire pour empêcher que les ennemis ne fissent de cette ville leur place d'armes. Louis, plein de remords de ce qu'il avait déjà fait, refusa positivement; la dispute s'échauffa sans que le roi pût ou voulût être persuadé. A quelques jours de là, Louvois, revenant à son ordinaire travailler avec le roi chez Mme de Maintenon, lui dit à la fin du travail, « Qu'il » avoit bien senti que le scrupule étoit la seule raison qui » l'eût retenu de consentir à une chose aussi nécessaire à son » service que l'étoit le brûlement de Trèves; qu'il croyoit lui » en rendre un essentiel de l'en délivrer en s'en chargeant » lui-même; et que pour cela, sans lui en avoir voulu re- » parler, il avoit dépêché un courrier avec l'ordre de brûler » Trèves à son arrivée! Le roi fut à l'instant, et contre son » naturel, si transporté de colère, qu'il se jeta sur les pin- » cettes de la cheminée, et en alloit charger Louvois, sans » Mme de Maintenon, qui se jeta aussitôt entre deux, en s'é- » criant : « Ah! sire, qu'allez-vous faire? » et lui ôta les pin- » cettes des mains. Louvois cependant gagnoit la porte. Le » roi cria après lui pour le rappeler, et lui dit, les yeux étin- » celants : « Dépêchez un courrier tout à cette heure avec » un contre-ordre, et qu'il arrive à temps, et sachez que » votre tête en répond si on brûle une seule maison. » » Louvois, plus mort que vif, s'en alla sur-le-champ. Ce » n'étoit pas dans l'impatience de dépêcher le contre-ordre, » car il s'étoit bien gardé de laisser partir le premier cour- » rier; il lui avoit donné ses dépêches portant l'ordre de l'in- » cendie; mais il lui avoit ordonné de l'attendre tout botté » au retour de son travail. » L'arrogance, l'obstination et la dureté que Louvois manifesta dans cette occasion, contribuèrent beaucoup à le perdre dans l'esprit du roi (1).

Le traitement féroce infligé au Palatinat d'où près de quatre cent mille habitants furent forcés de s'enfuir, et périrent presque tous de misère, ne fut pas même excusé par les

(1) Mém. de Saint-Simon, T. XIII, ch. 2, p. 32.

Digitized by Google

nécessités de la guerre. Il n'y avait dans le voisinage aucune armée ennemie dont on redoutât l'invasion, ou qu'on se proposât d'arrêter par des déserts. Lorsque plus tard elles s'approchèrent, ce grand crime ne leur ferma point le chemin, et ne retarda même pas leur marche. Le maréchal d'Humières devait tenir tête au prince de Waldeck, entre la Sambre et la Meuse. D'Humières était l'ami particulier de Louvois qui avait fait sa fortune; il avait tous les talents de la cour et du grand monde, et toutes les manières d'un fort grand seigneur; il était homme d'honneur, il était fort bien vu du roi; mais il n'avait aucun talent pour la guerre, et dans cette campagne, où il ne se passa rien d'important, il éprouva par sa faute plusieurs petits échecs, l'un devant Valcourt, qu'il attaqua, le 23 juin, sans l'avoir bien reconnu, d'autres dans ses partis de fourrageurs qui furent envoyés mal à propos, mal soutenus, et qu'il se laissa enlever (1).

Le maréchal de Duras commandait l'armée du Rhin. Sous ses ordres, le baron de Montclar occupait le Wurtemberg; mais sur une fausse alarme, il l'abandonna si rapidement que sa retraite eut tout l'air d'une fuite. Le marquis de Feuquières, qui était à Pfortzheim, surprit les deux petites villes de Neyperg et d'Unter-Wahingen, les brûla et en massacra les garnisons sans accorder de quartier à personne. Ce général était un des hommes de son temps qui avaient le mieux étudié l'art de la guerre, et c'est lui qui donne, dans ses Mémoires, le plus de lumières sur les fautes de ses contemporains; mais il était pillard, cruel, et sans pitié; d'ailleurs, on voyait dans les Français une férocité croissante et qui ne ressemblait plus à leur ancien caractère : les dragonnades, la guerre d'extermination contre les Barbets et les Miquelets, et enfin l'incendie du Palatinat avaient détruit en eux tout sentiment d'humanité (2).

On avait compté que le maréchal de Duras défendrait le

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 22, p. 225. — Villars, p. 381. — La Hode, L. XLVI, p. 419. — Limiers, L. X, p. 587.

(2) La Hode, L. XLVI, p. 421. — Mém. de M. le marquis de Feuquières, 4 vol. in-12, édit. de Londres, 1740, T. IV, p. 398, ch. 105.

Digitized by Google

passage du Rhin ; il n'osa le faire. Le duc de Lorraine s'était emparé d'Andernach, où il attendit l'armée de l'empire qu'il devait commander, et qui se formait lentement des contingents des cercles. Ces princes indépendants exigèrent de lui qu'il assiégeât Mayence, où les Français retenaient les otages qu'ils avaient enlevés dans les villes d'Allemagne, sur lesquelles ils avaient imposé des contributions. Lorraine aurait préféré assiéger Strasbourg ; cependant il investit Mayence à la fin de mai. Le marquis d'Uxelles y commandait une bonne garnison de dix mille hommes, abondamment pourvue de tout, et il opposa aux Allemands une résistance valeureuse et obstinée. Quand il fut enfin contraint de se rendre le 8 septembre, et qu'il reparut à la cour, le roi lui dit : « Marquis, vous avez défendu la place en homme de cœur, et vous avez capitulé en homme d'esprit. » Duras, qui ne s'était pas senti assez fort pour faire lever le siége, avait vainement tenté une diversion en passant sur la droite du Rhin, et en prenant plusieurs petites villes du Wurtemberg (1).

Pendant que le duc de Lorraine assiégeait Mayence, l'électeur de Brandebourg, secondé par quelques corps hollandais, chassait le cardinal de Furstemberg de l'électorat de Cologne. La ville de ce nom s'était déclarée pour son compétiteur, mais le cardinal était maître de Kayserswerth, Nuitz et Bonn. Les deux premières ne firent qu'une courte résistance. Bonn, au contraire, où commandait le baron d'Asfeld, brava le bombardement, soutint un siége de quatre mois, et ne se rendit que le 12 octobre, après quoi les troupes furent, de part et d'autre, mises en quartiers d'hiver (2).

Au midi, il ne se fit rien d'important durant cette campagne. Le maréchal de Noailles, avec quelques milliers d'hommes, était entré en Catalogne et y avait pris Campredon, qu'il fit sauter ensuite, n'espérant pas le conserver. En Piémont, le lieutenant-général Catinat, qui commençait à se

(1) Mém. de Choisy, p. 160. — Villars, p. 380. — Mad. de La Fayette, p. 117. — La Hode, L. XLVI, p. 425. — Limiers, L. X, p. 505. — Larrey, T. V, p. 291.

(2) La Hode, L. XLVI, p. 428. — Limiers, L. X, p. 506.

Digitized by Google

faire connaître, était encore associé avec le duc de Savoie, et, de concert avec lui, il poursuivait une guerre d'extermination contre les religionnaires des vallées, qu'on nommait alors les Barbets, et qu'on regardait comme des brigands, depuis qu'en brûlant leurs villages et leurs moissons, on les avait forcés à se réfugier dans les bois et entre les rochers les plus sauvages, où on les tuait sans miséricorde. Le duc de Savoie se servait des Français dans cette chasse barbare contre ses sujets, au temps même où il était déjà secrètement d'accord avec leurs adversaires (1).

Tout entouré d'ennemis que fût Louis, et quelque besoin qu'il eût de son argent et de ses troupes, il n'avait pas refusé à son hôte malheureux, Jacques II, de puissants secours pour l'aider à remonter sur son trône. Tyrconnel, vice-roi d'Irlande, lui annonçant que cette île, presque entière, s'était déclarée pour le souverain qui voulait faire triompher la religion catholique, il demandait à Jacques d'arriver avec des officiers, de l'argent et des armes, et il promettait que l'Irlande lui fournirait assez de soldats. Louis se prêta avec générosité aux demandes du roi détrôné, sans avoir beaucoup de confiance dans ses succès. En apprenant à le mieux connaître, il avait estimé toujours moins ou son esprit ou son caractère. Il le voyait engoué de Lauzun, par qui Jacques aurait voulu faire commander son armée, et dont il avait obtenu le rappel à la cour, malgré la colère de Mademoiselle, aussi irritée de la grâce qui lui était faite qu'elle l'avait été de sa punition. Ce n'était ni l'esprit ni la bravoure qui manquaient à Lauzun, mais il n'avait aucun talent ni aucune expérience du commandement. Au reste, il refusa de conduire l'expédition d'Irlande, à moins que le roi ne le fît duc, ce qui lui fut alors refusé. M. de Rosen fut nommé à sa place, avec un bon nombre d'officiers, gens d'honneur, mais dont aucun n'était distingué par ses talents. Jacques II, suivi de son fils, le duc de Berwick, de tous les émigrés anglais qui l'avaient rejoint et des auxiliaires que lui fournissait Louis, s'étant embarqué à

(1) Mad. de La Fayette, p. 96. — Mém. de Catinat. T. I, L. I, p. 45.

Digitized by Google

Brest sur une flotte de trente vaisseaux de guerre, vint prendre terre à Kinsale, le 17 mars ; il fut reçu à Dublin avec enthousiasme ; il y convoqua un parlement, il en obtint de l'argent et des troupes ; mais bientôt il fit preuve en Irlande de la même incapacité qu'on avait déjà remarquée en Angleterre ; il mécontenta ses partisans, il ne sut point profiter de la supériorité de ses forces, et il échoua au siége de Londonderry, où tous les protestants de la province s'étaient réfugiés (1).

Dans cette année, signalée par tant d'actions cruelles et si peu de succès, Louis dut compter comme une bonne fortune la mort du pape Innocent XI, à l'âge de soixante-huit ans ; il expira le 12 août, après une assez longue maladie. Il y avait long-temps que l'Église n'avait eu un chef plus chéri de ses sujets, plus considéré de la chrétienté, plus recommandable en même temps par ses vertus et la fermeté de son caractère. Mais ses vertus mêmes ajoutaient plus de gravité encore à la réprobation dont il avait frappé la conduite de la France. Avignon avait été saisi, le marquis de Lavardin était demeuré à Rome jusqu'au 30 avril de cette année, toujours établi au palais de France, toujours entouré de gens armés, et bravant l'autorité du souverain ; mais toujours aussi repoussé comme n'étant point ambassadeur, et comme excommunié, en sorte que toute communication entre les deux cours était interrompue. A la nouvelle de la mort du pape, tous les cardinaux français furent envoyés à Rome en grande hâte ; le cabinet se donna beaucoup de mouvement pour avoir un pape qui lui fût moins défavorable : on prétend qu'il y dépensa trois millions de livres ; enfin le cardinal Ottoboni, Vénitien, fut élu sous le nom d'Alexandre VIII. Il était déjà âgé de soixante-dix-neuf ans ; il s'empressa de faire jouir ses parents de sa nouvelle dignité, et retomba dans toutes les habitudes du népotisme que son prédécesseur s'était efforcé de déraciner.

(1) Mém. de Berwick, p. 338. — Mad. de La Fayette, p. 76. — Mad. de Sévigné, lettre du 4 mars 1689, T. IX, p. 327. — Contin. de Rapin Thoyras. T. XI, L. XXV, p. 165. — *Smollet*, *Hist. of England*, T. I, ch. 1, 6, 32, p. 42. — Mém. de Jacques II, T. IV, p. 37.

Digitized by Google

Il se hâta aussi de condamner de nouveau tout ce qu'avait fait l'assemblée du clergé de France en 1682. Cependant il importait à Louis de paraître content ; aussi envoya-t-il à Rome un nouvel ambassadeur, le duc de Chaulnes, en lui donnant la commission de renoncer aux franchises qui avaient été l'occasion de la brouillerie (1), et d'annoncer la restitution du comtat d'Avignon. L'hiver qui suivit cette campagne sans gloire fut triste : le roi demandait à la France des efforts prodigieux pour tenir tête à toute l'Europe ; elle ne les refusait point, les armées se recrutaient, l'argent arrivait au trésor, mais la gêne et le malaise se faisaient sentir de toutes parts (2) ; le revenu des terres diminuait de moitié, des trois quarts, les fermiers ne pouvaient payer ; M[me] de Grignan, qui obtenait pour son fils un régiment à dix-huit ans, était ensuite obligée de recourir aux usuriers pour lui faire son équipage ; le roi avait fait porter à la monnaie l'immense argenterie qui ornait les appartements de Versailles ; les tables, les candélabres, et jusqu'aux canapés étaient d'argent massif : tout fut fondu, et l'on en retira près de six millions ; mais les bas-reliefs, les ciselures, qui valaient autant que la matière, furent perdus. Plusieurs des grands seigneurs se croyant obligés de suivre l'exemple du roi, firent passer aussi beaucoup de chefs-d'œuvre au creuset, et les finances n'en éprouvèrent pas un soulagement sensible. On trouva moins d'avantage encore à un autre expédient de la même époque, le rehaussement des monnaies, les écus devant être reçus désormais pour 66 sous au lieu de 62, et les louis d'or ou pistoles pour 12 livres 10 sous au lieu de 11 livres 12 sous (3). Comme on trouvait dans les prêteurs moins d'empressement

(1) *Muratori, Annali*, T. XV, p. 508. — Mad. de La Fayette, p. 114. — La Hode. L. XLVI, p. 439. — Lettres de mad. de Sévigné du 4 septembre et du 16 novembre, T. IX, p. 110 232. — *Botta, Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXII, p. 16.

(2) La terre de M. de Lagarde de dix mille livres de rente ne lui en rendait plus que deux mille. Lettre de mad. de Sévigné du 25 décembre 1689, T. X, p. 288.

(3) Lettres de mad. de Sévigné du 18 et 21 décembre 1689, T. X, p. 279-286. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 299. — Forbonnais, Recherches et considérations sur les finances de France, deux vol. in-4°. Bâle, 1758, T. II, p. 41.

Digitized by Google

à porter leur argent au trésor, on cherchait à les y engager par des combinaisons nouvelles ; au mois de novembre, le roi créa 1,400,000 livres de rentes sur l'hôtel de ville, avec accroissement de l'intérêt des mourants au profit des survivants : c'est le premier établissement des tontines, et l'avantage que présentait cette nouvelle méthode de placement faisait disparaître toujours plus l'argent du commerce (1).

Le roi apportait toujours la même assiduité dans son travail avec ses ministres. Sa santé semblait inaltérable, et son attention se portait toujours avec la même vigilance, peut-être aussi avec la même dureté, sur toutes les parties de l'administration de son royaume ; ses seuls délassements étaient désormais la chasse, le billard et les cartes ; le goût du jeu dura chez le roi jusqu'à la fin de sa vie. Même dans le temps où il sentait le plus vivement le besoin d'argent, des sommes prodigieuses étaient chaque jour hasardées par lui-même, par les princes et les courtisans au lansquenet (2). Il semble qu'indépendamment du goût, le roi attachait à ce jeu de la cour quelque vue politique ; qu'il voulait donner aux courtisans cette occasion unique de se mêler, sans que les rangs se confondissent, sans que l'étiquette fût compromise, sans que la conversation prît un caractère d'abandon qui ne lui convenait pas. Il ne restait plus rien à la cour de ces habitudes de gaîté, d'amour des plaisirs, de galanterie qui l'avaient si long-temps distinguée. La splendeur demeurait seule, avec l'étalage d'une richesse à laquelle le peuple ne pouvait plus suffire, et des fêtes brillantes, mais tristes et solennelles, comme toutes les nouvelles habitudes du roi. M[me] de Montespan maintenait encore sa place à la cour, malgré le déclin de sa faveur ; mais le roi lui avait fait dire en 1686, par M[me] de Maintenon, qu'il n'aurait plus de liaison d'aucun genre avec elle, et qu'il la reléguerait à Paris si elle continuait à l'importuner. Il lui faisait payer chaque mois une pension de mille louis, qui lui suffisait à peine, car elle était à la fois avare et

(1) Anciennes Lois françaises, T. XX, p. 87.
(2) *Voyez* les lettres de mad. de Maintenon, *passim*.

Digitized by Google

fastueuse ; il lui fit ensuite suggérer par son fils, le duc du Maine, qu'elle ferait bien de se retirer. Ce fut seulement en 1691 qu'elle prit ce parti, en annonçant au roi qu'elle passerait désormais une moitié de l'année à Paris et l'autre dans ses terres ; mais son activité inquiète la poussait à parcourir souvent les provinces avec toute la pompe d'une reine. Elle fit de vains efforts pour se réconcilier avec son mari, qui déclara ne vouloir plus jamais entendre parler d'elle. Le seul fils qu'elle avait eu de lui, le duc d'Antin, lui montra de l'affection ; le duc du Maine et le comte de Toulouse, qu'elle avait négligés dans le temps de sa plus grande faveur, ne l'abandonnèrent point. En même temps elle se tournait vers la haute dévotion et la manifestait par d'abondantes aumônes. Elle mourut, aux eaux de Bourbon, en juin 1707, à l'âge de soixante-six ans, sans avoir presque rien perdu de sa beauté (1).

(1690.) Au printemps de 1690, la mort de la dauphine donna moins un motif qu'un prétexte à la tristesse de la cour. Elle ne plaisait point au roi, et de son côté elle n'aimait ni la cour, ni les manières françaises ; elle n'y avait gagné l'affection de personne, et elle concentrait toute sa confiance dans sa sœur de lait, la Bessola, qui l'avait toujours suivie. Elle avait fort choqué le dauphin, en parlant toujours devant lui allemand avec elle : de son côté elle était très blessée des mœurs dérangées de son époux qui ne lui montrait aucune affection ; elle avait conservé le cœur allemand ; et les efforts de la France pour empêcher la nomination de son frère à l'électorat de Cologne, puis les ravages des armées françaises au delà du Rhin, lui avaient causé beaucoup de chagrin : elle avait donné trois enfants au dauphin, et depuis la naissance du dernier, le duc de Berry, en 1686, sa santé avait toujours été en déclinant. Il y eut autour de son lit de mort, le 20 avril 1690, des scènes attendrissantes ; mais les regrets de la maison royale ne se prolongèrent pas au delà, et toute la cour

(1) Mém. de mad. de Maintenon, T. III, p. 87, L. VII, ch. 13. — Siècle de Louis XIV. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 359-364.

Digitized by Google

ne s'occupa plus que de la manière dont le roi avait réglé l'étiquette des funérailles (1).

Jacques II était en Irlande, depuis le printemps de l'année précédente. Louis XIV ne l'abandonnait point ; mais il avait peu de confiance dans son habileté ou son caractère ; il n'en avait guère plus dans Lauzun que, sur son instante prière, il lui envoya au printemps de 1690 avec un renfort de huit mille hommes. Ces troupes débarquèrent à Cork, le 22 mars, et auraient suffi pour assurer la supériorité à Jacques, dans une île qui lui était toute dévouée, s'il n'avait eu pour adversaire l'illustre maréchal de Schomberg. Ce guerrier que Louis avait employé dans sa jeunesse à sauver le royaume de Portugal, et qui passait pour le premier maître dans l'art de la guerre, était le dernier protestant auquel Louis XIV eût accordé le bâton de maréchal de France. Né dans le Palatinat, et étranger à la France, il l'avait quittée à la révocation de l'édit de Nantes, il s'était attaché au prince d'Orange ; et il sauva pour lui l'Irlande, malgré l'activité et le courage du duc de Berwick, le plus habile, malgré sa grande jeunesse, des généraux de son père, Jacques II. Vers la fin de juin, Guillaume III vint enfin débarquer à Belfast, avec de vieilles bandes allemandes et hollandaises, qui lui rendirent la supériorité. S'étant réuni à Schomberg, il alla à la rencontre de Jacques, qui cherchait à se couvrir derrière la rivière de la Boyne. Schomberg, alors âgé de soixante-douze ans, entra des premiers dans cette rivière, avec une troupe de Français réfugiés. « Allons, mes amis, leur dit-il, rappelez » votre courage, voilà vos persécuteurs. » Il fut tué peu de minutes après. Guillaume III qui avait déjà été légèrement blessé la veille, fut encore atteint ce jour-là ; aussi la nouvelle se répandit en France qu'il avait été tué, et l'on en fit de scandaleuses réjouissances. Il demeura au contraire victorieux : l'infanterie irlandaise lâcha pied la première, puis la cavalerie. Jacques qui s'était tenu hors de la portée du canon,

(1) Mém. de Dangeau, T. I, p. 303-332. Le même, article inédit, p. 55. — Mad. de Sévigné, lettre du 26 avril 1690, T. X, p. 409. — Mém. de Maintenon, L. IX, ch. 6, T. III, p. 269.

Digitized by Google

s'enfuit à Dublin dès qu'il vit plier ses troupes; et quoique sa perte n'excédât guère quinze cents hommes, il se hâta de repasser en France. Cette victoire de la Boyne, le 11 juillet 1690, quelque peu meurtrière qu'elle fût, suffit pour affermir la couronne des trois royaumes sur la tête de Guillaume III (1).

Les emprunts avaient de nouveau rempli le trésor de Louis XIV; ses négociateurs avaient en même temps réussi à déterminer les Turcs de continuer la guerre en Hongrie, malgré les défaites qu'ils avaient éprouvées à plusieurs reprises: des agents français avaient fait soulever de nouveau les Hongrois et les Transylvains, dont l'empereur Léopold ne cessait de violer les priviléges et de persécuter la religion. En même temps, le plus grand général de l'empereur et son beau-frère, Charles V, duc de Lorraine, venait de mourir d'une esquinancie, en trente heures, près de Lintz, le 18 avril 1690.

Aussi la France recouvra-t-elle dans la campagne qui allait s'ouvrir la supériorité qu'elle devait au talent de ses généraux, à la confiance des soldats dans la fortune de Louis XIV, et surtout à l'ensemble et à la rapidité qu'il mettait dans l'exécution de ses projets. Le maréchal de Luxembourg, qui depuis les procès d'empoisonnement était demeuré dans une sorte de disgrâce, eut le commandement de l'armée de Flandre; le maréchal de Lorges fut envoyé sur le Rhin, sous les ordres du dauphin, Catinat en Savoie, et Noailles en Catalogne. Le premier était le plus illustre des généraux qu'eût alors la France, et celui qui s'était distingué par le plus grand nombre d'actions heureuses. Il avait le coup d'œil excellent; dans une action il jugeait parfaitement des mouvements d'un ennemi, et ordonnait avec justesse, précision et promptitude ceux que devaient faire ses troupes, mais il n'avait pas toute l'application nécessaire à la conduite

(1) Contin. de Rapin Thoyras, T. XI, L. XXV, p. 217. — Smollet, contin. de Hume, T. XIII, p. 85. — La Hode, L. XLVII, p. 448. — Mém. de Berwick, p. 350. — Mémoire de La Fare, p. 262. — Lettres de madame de Sévigné du 13 août 1690, Tome X, page 435. — Mémoire de Jacques II, Tome IV, p. 135.

Digitized by Google

d'une armée, et faute d'attention il laissait quelquefois échapper le fruit de ses succès (1).

Les Français, comme il leur arrivait presque toujours, furent les premiers en campagne ; Luxembourg entra en Flandre dès le commencement de mai, et mit à contribution le territoire de Bruges et de Gand. Le prince de Waldeck qui commandait les alliés n'arriva à Genappe que le 8 juin. Louvois, qui de son cabinet se mêlait beaucoup trop de diriger les armées, ordonna à Luxembourg de passer la Sambre, ce qu'il exécuta heureusement le 29 juin, quoique à contre-cœur ; car si Waldeck eût été plus alerte, il aurait pu le mettre en déroute au moment du passage. Il fut averti trop tard, et dans la journée du lendemain il vint se ranger en bataille derrière les villages de Saint-Amand et de Fleurus. C'est dans cette position que Luxembourg l'attaqua le 1er juillet par une manœuvre hardie, en faisant passer sa droite au delà du ruisseau de l'Orme qui couvrait les ennemis, et il les prit en flanc. Waldeck se voyant tourné fut déconcerté, et le mouvement qu'il ordonna à ses troupes pour prendre position plus en arrière, les mit en désordre ; cependant elles firent une très valeureuse résistance et ne quittèrent le champ de bataille de Fleurus qu'après y avoir perdu sept ou huit mille morts et beaucoup de prisonniers. Les Français y perdirent trois à quatre mille hommes. La victoire de Fleurus n'eut pas de si grandes conséquences qu'on aurait pu l'attendre, soit parce que les contingents des alliés, toujours lents à se mettre en mouvement, rejoignirent Waldeck après sa défaite, et lui rendirent ainsi la supériorité du nombre, soit parce que Luxembourg manqua d'activité, soit parce que Louvois qui ne l'aimait pas ne lui permit point de pousser ses succès. Nous avons la relation très détaillée, mais très confuse de la bataille de Fleurus, que Louvois envoya aux autres armées pour qu'elles la célébrassent par des fêtes ; cette relation est surtout

(1) La Hode, L. XLVII, p. 456. — Mém. de Villars, p. 377. — Vie de Charles V, duc de Lorraine, L. V, p. 441.

Digitized by Google

remarquable par l'amertume avec laquelle le ministre s'attache à relever les fautes du général victorieux. Dans le reste de la campagne cette armée ne s'occupa plus qu'à ruiner les Pays-Bas, sous prétexte d'y lever des contributions (1).

La victoire de Fleurus fut suivie à peu de jours de distance d'une victoire sur mer, non moins glorieuse et non moins sanglante. Le comte de Tourville avait rallié à sa flotte de soixante vaisseaux équipés à Brest, une escadre de dix-huit vaisseaux arrivés de Toulon. Il entra dans la Manche le 29 juin. Un aviso lui porta la nouvelle de la bataille de Fleurus et en même temps l'ordre de chercher et de combattre les alliés : il les atteignit vers la pointe de Sainte-Hélène. Les Anglais et les Hollandais réunis se seraient sentis trop humiliés de céder l'empire de la mer aux Français ; ils ne refusèrent pas le combat qui s'engagea le 10 juillet sur les neuf heures du matin. L'amiral anglais Herbert lord Torrington, fut accusé de s'être battu mollement en se tenant toujours sous le vent. L'amiral hollandais Herversem montra au contraire une grande bravoure, mais il fut cruellement maltraité. La violence du vent du sud sépara enfin les combattants, après que les Hollandais eurent perdu quinze gros vaisseaux et cinq brûlots. On ne peut voir à cette occasion, sans le plus vif étonnement, l'immensité des armements de la France. D'après un tableau de l'état de la marine où se trouve rapporté le nom de chaque vaisseau, le nom du capitaine, le nombre des canons et celui des hommes d'équipage, on voit que la France avait alors cent dix vaisseaux de guerre de 60 à 104 canons, beaucoup de frégates, de galères, de brûlots, et que toutes ces flottes réunies portaient ensemble 14,670 canons, et cent mille hommes d'équipage (2).

(1) Lettre de Louvois du 3 juillet 1690, et plan de la bataille aux pièces justificatives des Mém. de Catinat, T. I, p. 352. — Mém. de La Fare, ch. 18, p. 264. — La Hode, L. XLVII, p. 456. — Limiers, L. X, p. 522.

(2) La Hode, L. XLVII, p. 460. — Limiers, L. X, p. 523. — Pièces justificatives aux Mém. de Catinat, T. I, p. 401. — Contin. de Rapin Thoyras,



Digitized by Google

La campagne sur le Rhin, où le dauphin était opposé au duc de Bavière son beau-frère, ne fut signalée que par des actes de férocité. Durant l'hiver, l'armée française avait ravagé les électorats de Trèves, de Cologne, et le Palatinat : toutes les villes qui essayèrent de résister furent brûlées, tous leurs habitants passés au fil de l'épée. Mais lorsqu'une fois les deux armées furent en présence, quoique composées de part et d'autre des meilleures troupes des puissances belligérantes, elles s'observèrent sans vouloir engager de combat (1).

Les historiens et les auteurs de Mémoires français accordent à peine quelques mots à cette guerre d'Allemagne. Nous avons beaucoup de détails au contraire sur celle de Piémont qui fut plus féroce encore, et qui laisse un sentiment plus douloureux, car l'exécuteur de ces atrocités était un homme de bien, Nicolas de Catinat, qui ne croyait pas pouvoir refuser son épée aux violences que Louvois exigeait de lui : ses Mémoires, ceux de Feuquières et de Tessé qui étaient chargés de le seconder, font frissonner d'horreur par l'acharnement avec lequel ces chefs travaillaient à tout détruire, tout exterminer dans les Alpes du Piémont. Louis XIV avait contraint le duc de Savoie à unir ses troupes à celles des Français pour ne laisser aucun religionnaire sur tout le revers des montagnes. Dans les autres guerres on veut forcer un peuple à se soumettre, dans celle-ci on ne laissait aux Vaudois aucun choix, il leur fallait cesser d'exister. Ce n'étaient pas des soldats qu'on attaquait, c'étaient des paysans qu'on détruisait avec leurs femmes et leurs enfants. Pendant les mois de mai et de juin, les troupes poursuivirent ces malheureux, que les soldats nommaient Barbets, à travers leurs âpres montagnes, parmi des enceintes de rochers, ou dans les cavernes où ils s'étaient réfugiés après qu'on avait brûlé leurs villages. Les troupes avaient beaucoup à souffrir du froid et de la faim.

L. XXV, p. 227. — Lettre de madame de Sévigné du 16 juillet, T. X, p. 429. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 341.

(1) La Hode, L. XLVII, p. 464. — Larrey. T. V, p. 515. — Dangeau, qui avait suivi le dauphin à cette armée, T. I, p. 336 à 353.

Digitized by Google

des hautes neiges, des précipices où elles étaient entraînées si le pied venait à manquer. Cependant Catinat crut deux fois de suite avoir enveloppé ces malheureux fugitifs, au poste des Quatre-Dents, à celui des Pains de Sucre, et chaque fois les montagnards se dérobèrent à leurs persécuteurs à la faveur du brouillard et de l'obscurité de la nuit. Les soldats entrés dans leurs repaires n'y trouvaient que quelques malheureux qui n'avaient pu se traîner à la suite des autres, et ils les assommaient à coups de crosse (1).

Victor-Amédée II était brave et aimait la guerre ; il n'avait aucune pitié pour ceux de ses sujets qui étaient hérétiques ; il en ressentait fort peu, même pour les plus orthodoxes et les plus fidèles, et toute sa vie il fut prêt à les exposer aux plus horribles chances du jeu de la guerre, dans l'espoir éloigné d'augmenter quelque peu les domaines de sa maison. Mais l'extermination des Vaudois donnait aux Français une occasion ou un prétexte de s'établir dans ses États ; déjà il se sentait presque enchaîné par les deux forteresses de Pignerol et de Casal, où la France tenait de puissantes garnisons. La marche des troupes au travers de ses États pour les recruter ou les ravitailler était ordonnée par Louvois, sans aucun égard pour sa souveraineté. Ce ministre brutal le traitait non point comme un prince indépendant, mais comme un vassal qui devait fidélité à Louis XIV et obéissance à ses ministres et à ses généraux. Dès qu'il s'aperçut que l'orgueil blessé de Victor-Amédée l'avait fait entrer en négociation avec la ligue d'Augsbourg, il lui demanda des gages (2). Ce devaient être ou les citadelles de Turin et de Verrues, ou, à leur défaut, celles de Carmagnole, de Suse et de Montmélian; et l'armée de Catinat, dans ce même mois de juin où elle avait combattu les Barbets au nom du duc de Savoie, descendit dans les plaines du Piémont pour attaquer le souverain dont elle déployait encore les drapeaux. Ce fut avec une

(1) Mém. de Catinat, L. I, p. 51-68. — La Hode, L. XLVII, p. 470. — — Limiers, L. X, p. 523. — Larrey, T. V, p. 522.

(2) Sur l'insolence de Louvois avec le duc de Savoie, *voyez* Mém. de Catinat, T. I, L. II, p. 153.



Digitized by Google

grande joie que les troupes abandonnèrent, le 10 juin, les montagnes où elles avaient beaucoup souffert et où le duc de Savoie invita les Barbets à rentrer, en leur fournissant des munitions et des armes. Mais les soldats de Catinat traitèrent les paysans catholiques des plaines du Piémont avec la même inhumanité à laquelle ils s'étaient accoutumés en détruisant les religionnaires des Alpes. Ils pillèrent Orbassan, ils pillèrent Rivoli, ils tuèrent tout ce qui se présenta dans les rues de ce bourg et pendirent les deux syndics à la porte du château. Dans les campagnes « tous les malheureux qui étoient » trouvés avec des armes, des balles ou de la poudre, étoient » arrêtés, remis au prévôt, et pendus. Comme on en prenoit » une trop grande quantité et que l'on ne pouvoit suffire aux » exécutions, Catinat permit à nos soldats de les tuer, et il » y eut un très grand nombre de paysans assommés pendant » cette campagne (1). »

Toute négociation n'était pas rompue avec le duc de Savoie, encore que le 3 et le 4 juin il eût déjà signé sa réunion à la grande alliance. Il était campé sous Turin avec cinq ou six mille hommes, et il tâchait de gagner du temps, jusqu'à ce que le prince Eugène, son parent, fût venu le joindre avec les premiers régiments que lui envoyait l'empereur. Catinat, qui n'avait encore que douze mille hommes, poussait des fourrageurs jusque sous le camp piémontais. Averti que les Vaudois revenant de Suisse étaient rentrés dans leurs vallées, « il assembla le conseil de guerre, où il fut décidé qu'il fal- » loit brûler la vallée de Lucerne, démolir le château de » Tour, brûler Tour, la vallée d'Angrogne et toutes les au- » tres vallées circonvoisines, pour ôter à ces malheureux » jusqu'aux moindres ressources et le peu de subsistance » qu'ils cherchoient. M. de Feuquières fut chargé de cette » expédition..... On désola, par son ordre, tout le pays ; on » coupa les arbres et les vignes par le pied, on brûla tous les

(1) Mém. et correspondance de Catinat, d'après ses manuscrits autographes. T. I, L. I, p. 71-73. — La Coste de Beauregard, Mém. hist. de la maison de Savoie, T. III, p. 34. — *Botta, Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXII, p. 24. — Mém. de La Fare, p. 268. — La Hode, L. XLVII, p. 464.

Digitized by Google

» villages, bourgs et cassines, et la vallée d'Angrogne ne fut
» pas plus épargnée que celle de Lucerne, pour ôter aux Bar-
» bets tout moyen de subsister..... En même temps, au camp
» où étoit demeuré Catinat il ne se passoit aucun jour sans
» escarmouches, soit aux grandes gardes, soit avec les
» paysans, qui, ayant toute leur vie été paisibles dans leur
» pays, ne pouvoient s'accoutumer à se voir piller par nos
» soldats (1). »

Pendant que les Piémontais étaient si cruellement traités, et que M. de Saint-Ruth, entré en Savoie avec quelques régiments, dévastait également cette province où il ne rencontra point de résistance, Victor-Amédée II s'obstinait à rester dans son camp de Carignan, position si forte qu'il n'y courait aucun risque. Il y attendait du Milanais, de Naples et d'Allemagne des renforts qui ne devaient pas tarder, et il comptait, après les avoir reçus, d'être en état de forcer Catinat à évacuer toute la province. Celui-ci, pour le faire sortir de son camp, jugea nécessaire de l'alarmer davantage encore sur la ruine de son pays, en même temps qu'il lui offrirait des chances de l'attaquer avec succès. Dans la soirée du 2 août, il fit plier tous les équipages de l'armée, et les fit marcher dès dix heures du soir ; il les suivit à la pointe du jour, et il arriva devant la jolie ville de Pancalier. Cette ville ayant refusé de payer sa contribution, « Catinat envoya
» un détachement pour la piller et la brûler, ce qui fut
» exécuté ; l'église même ne fut pas épargnée, parce que les
» paysans s'y étoient retirés avec tous les meilleurs effets
» de la ville. Ils tirèrent sur nos soldats qui enfoncèrent la
» porte, et les égorgèrent tous. » Cette exécution détermina le duc de Savoie à quitter son camp de Carignan, et à s'avancer jusqu'à Villefranche. Cependant le général français voulait le provoquer davantage. Le 7, à la pointe du jour, il attaqua Cavours, qui ne fit pas grande résistance ; la plupart des habitants abandonnèrent la ville pour se retirer dans des retranchements qu'ils avaient pratiqués sur la montagne.

(1) Mém. de Catinat, T. I, L. I, p. 84-85.

Digitized by Google

« On passa au fil de l'épée tout ce qui se présenta dans la » ville ; rien n'échappa à la fureur de nos soldats, qui d'eux-» mêmes, et sans autres ordres que la présence de leurs » officiers qui les conduisoient, attaquèrent la montagne, et » firent un grand carnage d'hommes, de femmes et d'enfants » qui s'y trouvèrent ; on fit pourtant ce que l'on put pour les » retenir. La ville fut pillée et brûlée...... » Cette expédition donna de la terreur aux villages de la plaine qui craignirent le même sort, et les contributions vinrent moins lentement qu'auparavant (1).

Mais Catinat voulait faire croire au duc de Savoie qu'il menaçait d'un sort semblable une ville plus populeuse et plus riche, celle de Saluces. Il se mit en marche le 17 août pour l'attaquer avec toutes ses forces qui étaient alors réunies ; il était obligé de passer à une demi-lieue de distance du camp piémontais et de traverser le Pô en présence de l'ennemi, et il comptait bien que Victor-Amédée profiterait de ce moment pour l'attaquer ; aussi, après avoir fait saluer Saluces de quelques volées de canon par son avant-garde, il se hâta de la faire revenir dès que le marquis de Montgommery, qu'il avait laissé en observation, l'avertit que les ennemis se mettaient en mouvement. Les deux armées, fortes chacune de douze à quinze mille hommes, se trouvèrent en présence le 17 août au soir ; la bataille fut remise au lendemain. La position des Piémontais était très bonne : leur droite était appuyée à un marais ; leur gauche, à une pointe de bois et au Pô ; ils avaient garni de fusiliers quelques cassines qui communiquaient l'une avec l'autre par des chemins plantés de haies ; derrière eux, ils avaient laissé leurs vivres et leurs munitions dans l'abbaye de la Staffarde, qui donna son nom au combat. Catinat les fit attaquer par Saint-Sylvestre avec dix escadrons de dragons. « Pendant que le » canon de l'ennemi se faisoit entendre, notre général, qui » s'étoit tenu au-devant de notre armée, parloit à tous les » régiments, leur marquoit la joie qu'il avoit de les conduire

(1) Mém. de Catinat, T. I, L. I, p. 86-89.

Digitized by Google

» à la victoire..... Il ne laissa échapper aucune occasion de » montrer sa valeur. On le vit toujours agir avec beaucoup » de sang-froid et une grande présence d'esprit ; il se trouvoit » partout où le danger étoit le plus grand. Sa présence ani- » moit nos soldats, auxquels il parloit avec tant de douceur » qu'il n'y en avoit pas un qui n'eût sacrifié sa vie pour lui. » En effet, aucun capitaine n'était plus aimé des soldats que Catinat, et ne leur inspirait plus de confiance. La bataille fut très acharnée ; les cassines, qui couvraient le front des Piémontais, furent prises jusqu'à trois fois, et trois fois reprises. Enfin, l'infanterie française remporta la victoire, car pour la cavalerie elle eut peu de part à l'action. Le prince Eugène et le marquis de Verrues couvrirent la retraite des Savoyards, qui se fit en bon ordre. On assura qu'ils avaient perdu quatre mille morts, quinze cents prisonniers, et onze pièces de canon. Victor-Amédée se retira à Pancalieri, où il fut bientôt rejoint par de nouveaux renforts venus d'Allemagne. Catinat, selon les ordres exprès de Louvois, profita seulement de sa victoire pour continuer à incendier les villages du Piémont. Il termina la campagne le 13 novembre par la surprise de la ville de Suse, qu'il mit en état de défense (1).

La campagne de Catalogne fut sans résultats. Le duc de Noailles d'une part, celui de Villa-Hermosa de l'autre, se tinrent tous deux sur la défensive. En Amérique, les Anglais et les Hollandais firent une expédition contre le Canada, qui n'eut pas de succès. Ils arrivèrent au mois d'octobre jusque devant Québec, mais ils ne purent s'en rendre maîtres.

La France sentait avec confiance, à la fin de la campagne qui venait de se terminer, qu'elle avait encore deux grands généraux : Luxembourg, qui approchait de la fin de sa carrière, et Catinat, qui commençait la sienne. Louis XIV les conserva tous deux à la tête des mêmes armées pour la campagne de 1691 ; mais il voulut s'associer en personne à la gloire de Luxembourg. Ce monarque avait déjà cinquante-

(1) Mém. de Catinat, L. I, p. 101-116 ; L. II, p. 117-174. — Beauregard, Mém. hist. de Savoie, T. III, p. 35. — La Hode. L. XLVII, p. 475. — Limiers, L. XI, p. 528.

Digitized by Google

trois ans, et il avait paru vouloir, dans cette nouvelle guerre, résigner à son fils le commandement des armées. Mais le 21 mars 1691, on le vit arriver avec le duc d'Orléans son frère, le dauphin son fils, et le duc de Chartres son neveu, au quartier-général du maréchal de Luxembourg, devant Mons. Les marquis de Boufflers et de Villars avaient investi, dès le 15, cette capitale du Hainaut. L'armée royale était de près de cent mille hommes, et vingt mille prisonniers avaient été commandés pour travailler aux tranchées. Toutes ces troupes, parties de points éloignés, avaient convergé avec tant de précision et de promptitude que les ennemis n'avaient point deviné les desseins du roi. C'était par cet accord parfait dans toutes les mesures qu'il prenait que Louvois était admirable. L'artillerie, les munitions, les pontons, les vivres, tout était arrivé à point nommé au lieu où le monarque devait en faire usage (1).

(1691.) Cette attaque devait se faire sous les yeux de Guillaume III qui était arrivé le 30 janvier en Hollande, et qui bientôt s'était vu entouré à la Haye d'un grand nombre de princes d'Allemagne, parmi lesquels on remarquait les électeurs de Brandebourg et de Bavière, le landgrave de Hesse, les ducs de Brunswick et de Lunebourg, tous les princes de Nassau et le marquis de Castanage, gouverneur des Pays-Bas, avec vingt-cinq ambassadeurs ou envoyés et les principaux généraux des alliés. Leur assemblée formait en quelque sorte les états-généraux de la ligue d'Augsbourg. Guillaume leur représenta avec énergie la nécessité de prendre enfin de concert des mesures pour la défense commune ; il promit de n'épargner ni son crédit, ni ses forces, ni sa personne, pour sauver l'Europe de l'esclavage dont la France la menaçait. Les alliés s'engagèrent à mettre deux cent vingt-deux mille hommes en campagne ; l'empereur, le roi d'Espagne et le roi d'Angleterre promettaient de fournir chacun vingt mille soldats. Mais tandis qu'ils en étaient encore à former des projets, ils

(1) La Hode, L. XLVIII, T. V, p. 2. — Limiers, L. XI, p. 542. — Mém. de Villars, p. 386. — Mém. militaires de Louis XIV, T. IV, p. 298.

Digitized by Google

apprirent avec autant de surprise que de terreur que Mons était investi. A grand'peine on put rassembler trente-cinq à quarante mille hommes, avec lesquels Guillaume III s'avança jusqu'à Hall pour inspirer du courage à la garnison ; mais il n'était point assez fort pour tenter une action générale, et il eut la douleur de voir prendre la ville sans pouvoir la secourir (1).

Ce siége dirigé par Vauban avec cette supériorité de talents pour laquelle il n'eut jamais d'égal, fut signalé par des actions d'héroïque valeur, mais souvent aussi de témérité insensée. Le roi et les princes bravèrent le feu de la place à la tranchée, et la jeune noblesse qui se pressait autour d'eux s'efforçait d'attirer leurs regards en jouant sa vie. La maison du roi, les mousquetaires, la gendarmerie s'obstinaient à porter des fascines, non point en courant, mais à pas mesurés, en plein jour, à portée du mousquet de la place ; aussi y perdit-on beaucoup de monde. D'autre part, on employait pour réduire les places des méthodes tous les jours plus cruelles. C'était l'électeur de Brandebourg qui dans la guerre contre les Suédois, avant la paix de Nimègue, s'était attaché le premier à incendier les villes au lieu de faire brèche à leurs fortifications. Louis avait adopté cette pratique, et aucun souverain ne fit plus usage des mortiers incendiaires. On ne le vit point sans répugnance assister en personne à cet odieux spectacle et s'établir sur les bords des marais de Mons, pour contempler cette malheureuse ville, où le feu éclatait dans dix quartiers à la fois, sous une pluie de bombes et de boulets rouges. Son commandant le prince de Bergues fut obligé de capituler le 7 avril, après quinze jours de tranchée ouverte. Les ouvrages extérieurs avaient été emportés d'assaut, les bourgeois se soulevaient contre la garnison. Bergues en sortit avec quatre mille cinq cents soldats et deux cent quatre-vingts officiers (2).

(1) Contin. de Rapin Thoyras, L. XXV, p. 253.

(2) Mém. militaires de Louis XIV, T. IV, p. 301.—Mém. de Villars, p. 388. —Mém. de La Fare, p. 266. — La Hode, L. XLVIII, p. 9.—Mém. de Dangeau, p. 367.

Digitized by Google

Le roi quitta l'armée dès que Mons se fut rendu ; le 14 avril il rejoignit M^me de Maintenon et les autres dames à Compiègne. De graves intérêts le rappelaient à Versailles : le pape Alexandre VIII était mort le 2 février, et trois jours avant de mourir il avait condamné les quatre propositions que Bossuet avait fait adopter, en 1682, au clergé de France. Au moment où l'Europe entière était coalisée contre le roi, il lui importait de ne pas compter encore parmi ses ennemis le chef de l'Église. Tous les cardinaux français furent envoyés en hâte à Rome, pour soutenir les intérêts de la France de concert avec le duc de Chaulnes, son ambassadeur. Ce fut seulement le 12 juillet que leurs suffrages se réunirent en faveur du cardinal Antonio Pignatelli, qui prit le nom d'Innocent XII (1). Une affaire plus importante encore était celle de trouver de l'argent ; au mois de mai le roi créa un million de rentes sur la maison de ville au denier dix-huit, puis soixante charges de secrétaire du roi qui furent vendues 50,000 francs chacune ; il créa encore un grand nombre d'autres charges nouvelles, et de ces trois articles on retira 25 millions. Les anciens secrétaires du roi se hâtèrent de racheter les nouvelles charges pour les supprimer, en sorte que ce fut une contribution forcée levée sur eux seuls ; les droits du timbre furent rendus plus onéreux, et la refonte des monnaies produisit aussi une augmentation nominale dans les ressources. Au milieu de l'année on en avait déjà frappé pour 327 millions de livres ; on n'avait pas cru qu'il y eût tant d'argent dans le royaume (2). Enfin la mort de M. de Seignelay, succombant le 3 novembre 1690, à sa langueur et à son épuisement, augmentait les embarras et le souci du roi, qui l'avait regardée d'abord comme une délivrance. Seignelay, qui avait donné à la marine française une importance qu'elle n'avait jamais eue auparavant, qu'elle n'eut jamais après lui, fatiguait Louis par son manque de souplesse ; il savait trop bien son affaire, et le roi le rem-

(1) *Muratori, Annali*, T. XV, p. 519. — Mad. de Sévigné, lettre du 10 avril, T. XI, p. 20. — Dangeau, T. I, p. 361.

(2) Mém. de Dangeau, T. I, p. 372. Articles inédits, *ib.*, p. 67.—Lois françaises, T. XX, p. 128.

Digitized by Google

plaça par M. de Pontchartrain, déjà ministre des finances, encore que celui-ci protestât qu'il n'avait aucune connaissance de la marine. Mais si l'orgueil de Louis était flatté de la tâche de former ses ministres, il fut bientôt aussi accablé par tous les détails dont il se chargeait (1).

Après la prise de Mons et le départ du roi, le maréchal de Luxembourg accorda quelque repos à ses troupes; Louvois l'avait forcé à fournir plusieurs détachements qui l'avaient affaibli, en sorte qu'il se contentait d'observer l'armée du roi Guillaume sans songer à l'attaquer. Il alla prendre des quartiers du côté de Ninove; Villars donne à entendre qu'il s'y décida plus en épicurien qu'en général. « Son armée, dit- » il, étoit bien campée, grains et fourrages en abondance, » toutes ses troupes baraquées, le général placé pour faire la » meilleure chère du monde, les poulardes de Campine, veaux » de Gand, petites huîtres d'Angleterre, rien ne lui man- » quoit, » peu s'en fallut qu'il ne s'y laissât surprendre. Les alliés s'étant avancés du côté d'Ath, il se vit forcé de se retirer précipitamment vers l'Escaut. Il prit sa revanche deux jours après; il les chargea avec une partie de sa cavalerie, lorsqu'en se retirant ils étaient occupés à passer le ruisseau de la Cattoire. Ce fut le combat de Leuze, glorieux pour les troupes du roi, puisque dix-huit escadrons battirent près de cinquante de ceux des ennemis. La perte y fut pourtant assez égale, et la gloire fut la seule utilité qu'en retira le vainqueur (2).

Le marquis de Boufflers, détaché de l'armée de Villars avec quinze mille hommes, commença le 4 juin à bombarder Liége; il brûla tout le quartier marchand de cette ville infortunée, et détruisit ainsi d'immenses richesses; mais il ne put s'en rendre maître. Sur le Rhin, la campagne ne présenta pas d'intérêt. Le maréchal de Lorges défendait le passage de ce

(1) Seignelay mourut âgé de trente-neuf ans, laissant pour 5 millions de dettes. Lettres de mad. de Sévigné du 13 novembre 1690, T. X, p. 443. — Dangeau, art. inédits, p. 63.

(2) Mém. de Villars, p. 392-398. — La Hode, L. XLVIII, p. 13. — Limiers, L. XI, p. 336.

fleuve ; le duc de Saxe, qui commandait les Impériaux, voulait le franchir, pour mettre l'Alsace à contribution. En effet, au commencement de juillet, il transporta son armée sur la gauche du fleuve ; mais il fut bientôt forcé de se retirer sans avoir pu atteindre son but. Les Français, qui firent à leur tour une pointe sur la rive droite, n'y furent pas plus heureux (1).

La campagne de Piémont fut signalée surtout par la brouillerie de Catinat avec Feuquières ; le premier était l'un des plus habiles généraux qu'eut la France sur le terrain ; le second était supérieur pour la stratégie, mais dans ses écrits seulement, dans ses réflexions sur l'art de la guerre et dans sa critique des opérations des autres généraux, car dans l'action il ne fut jamais heureux. Sa jalousie, son esprit de dénigrement et son manque de véracité le rendaient insupportable à tous ceux qui étaient appelés à servir avec lui. Ce fut Feuquières qui proposa une attaque sur Veillane, le 27 janvier. Il devait se rendre devant cette place en venant de Pignerol et Catinat de Suse ; mais il se flatta d'en venir seul à bout ; il devança l'heure du rendez-vous, aussi fut-il repoussé rudement, et il accusa Catinat d'un échec qu'il ne devait qu'à sa seule faute (2). A la fin de février, Catinat s'empara de Nice et de Villefranche. Le château de Nice, bâti sur un monticule isolé, ne capitula point avec la ville ; il semblait devoir défier les Français, qui l'attaquèrent seulement le 24 mars ; mais quelques bombes mirent le feu successivement à deux magasins à poudre, et contraignirent le comte de Piozasco, qui y commandait, à se rendre, dans les premiers jours d'avril. Catinat prit ensuite Vegliana, puis Carmagnola ; enfin, d'après l'ordre de Louvois, il chargea Feuquières et Bullonde, au mois de juin, d'investir Coni. Le grand théoricien Feuquières éprouva de nouveau de rudes échecs à ce siége, et par sa faute ; puis Bullonde, créature de Louvois, se laissa effrayer par une lettre que le prince Eu-

(1) La Hode, L. XLVIII, p. 18.
(2) Mém. de Catinat, T. II, L. III, p. 1.

Digitized by Google

gène fit tomber à dessein entre ses mains, par laquelle il annonçait au commandant de la place qu'il approchait avec onze mille hommes : les deux généraux firent une retraite précipitée dans laquelle ils perdirent beaucoup de monde. Bullonde fut alors arrêté par ordre de Louvois, et envoyé prisonnier à Pignerol (1).

Cette arrestation fut le dernier acte de l'administration de Louvois, et le chagrin qu'il eut de l'échec de Coni fut considéré, par quelques personnes, comme la cause de sa mort ou comme l'indice de l'affaiblissement de sa santé. Aucun homme n'avait encore possédé, à l'égal de Louvois, le génie qui convient au ministère de la guerre. C'était lui qui avait ramené la discipline et l'obéissance dans les armées, l'ordre dans les approvisionnements, l'intégrité parmi les munitionnaires, l'exactitude dans le paiement de la solde et dans l'exécution de tous les marchés. Il connaissait, par un système rigoureux d'espionnage, les mœurs, les opinions, les talents comme les actions de tous les officiers de l'armée. Il avait nettement présents à la pensée tous les détails de la géographie et de la topographie de la France et des pays où pénétraient ses armées. Aussi, pendant son long ministère, faut-il lui attribuer, au moins autant qu'aux généraux, tous les succès de la guerre. Ce fut lui qui supprima les brigandages des troupes en France, dans leurs marches et leurs cantonnements, qui les logea dans des casernes, au grand soulagement des bourgeois et des paysans, qui rendit si redoutable le corps des ingénieurs par son savoir, et les troupes de la maison du roi par l'émulation qu'elles inspiraient à toutes les autres. Mais autant on était forcé d'admirer la puissance de sa tête, autant on devait détester la perversité de son cœur. Sans principes, sans pitié, sans amour pour la France, il avait entraîné le roi dans des guerres sans cesse renaissantes, uniquement pour s'agrandir ; il les voulait générales, pour se rendre plus nécessaire. On assure que M^me^ de Maintenon montra au roi

(1) Mém. de Catinat, L. III, p. 22 et suiv.—La Hode, L. XLVIII, p. 22.—Feuquières, T. II, p. 52 et T. IV, p. 186.

Digitized by Google

deux Mémoires qu'il avait apostillés de sa main, sur les moyens de contraindre le duc de Savoie et les Suisses à se déclarer contre la France, afin que les armées, sur ces deux frontières, vécussent en pays ennemi (1).

Louvois se jouait également de la misère des autres peuples comme de celle des Français; c'était toujours lui qui proposait les bombardements, les incendies, les massacres, et qui rendait le roi sourd à la voix de l'humanité et de la pitié. Depuis quelque temps il était jaloux de Mme de Maintenon, qui souvent s'opposait sourdement à ses vues, et faisait rejeter par le roi des conseils qu'il avait donnés. Naturellement hautain, fier de la faveur qu'il avait autrefois possédée et des grands services que seul il pouvait rendre encore, il souffrait impatiemment toute contradiction. Sa rudesse avait produit chez le roi une aversion qui allait presque jusqu'à l'antipathie. Louis, qui pensait tout faire par lui-même, qui se vantait d'avoir formé Louvois, était scandalisé de ce que ce ministre semblait croire qu'il en savait autant que lui. Pendant le siége de Mons, il s'avisa un jour de déplacer deux fois une sentinelle que le roi avait posée lui-même; Louis en fut très piqué, mais il se contenta de dire : « N'admirez-vous pas Louvois? il croit savoir la » guerre mieux que moi. » Louis était de même persuadé qu'il savait mieux l'architecture que son surintendant des bâtiments. Il se contenait au moment de la contradiction, mais le ressentiment couvait au fond du cœur. « De retour de Mons, dit Saint-Simon, l'éloignement » du roi pour Louvois ne fit qu'augmenter, et à tel point, que » ce ministre si présomptueux, et qui au milieu de la plus » grande guerre se comptoit si indispensablement nécessaire, » commença à tout appréhender. La maréchale de Rochefort, qui étoit demeurée son amie intime, étant allée avec » Mme de Blansac, sa fille, dîner avec lui à Meudon, qui me » l'ont conté toutes les deux, il les mena à la promenade. » Ils n'étoient qu'eux trois dans une petite calèche légère

(1) Mém. de l'abbé de Choisy, p. 363.

Digitized by Google

» qu'il menoit. Elles l'entendirent se parler à lui même, » rêvant profondément, et se dire, à diverses reprises : — Le » feroit-il ? le lui feroit-on faire ? Non ; mais cependant..... » non. il n'oseroit Pendant ce monologue il alloit toujours, » et la mère et la fille se taisoient et se poussoient ; » quand tout à coup la maréchale vit les chevaux sur le » dernier rebord d'une pièce d'eau, et n'eut que le temps » de se jeter en avant sur les mains de Louvois pour arrêter » les rênes, voyant qu'il les menoit noyer (1). »

Louvois craignait tout et pouvait tout craindre. « Il étoit, dit Saint-Simon, tellement perdu quand il mourut, qu'il devoit être arrêté le lendemain et conduit à la Bastille. Quelles en eussent été les suites, c'est ce que sa mort a scellé dans les ténèbres. Le fait de cette résolution est certain, le roi lui-même l'a dit à Chamillart qui me l'a conté. » Le 15 juillet, comme on avait déjà reçu la nouvelle de l'échec reçu devant Coni, il y eut chez M^me de Maintenon une nouvelle altercation. Louvois fut si maltraité par le roi, que, transporté de colère, il jeta ses papiers en disant qu'on était de si mauvaise humeur qu'il ne pouvait plus y tenir : M^me de Maintenon apaisa le roi, et dit au ministre le lendemain de venir travailler comme à son ordinaire, sans rappeler ce qui s'était passé. Il se rendit en effet à trois heures chez M^me de Maintenon ; le roi, qui le reçut avec froideur, s'aperçut bientôt que son ministre était près de s'évanouir, et il le renvoya chez lui. Quoique Louvois se soutînt à peine, il put regagner à pied son hôtel de la surintendance ; mais le mal avait subitement augmenté, et il mourut en rendant un remède qu'on venait de lui donner, demandant son fils Barbezieux, qu'il n'eut pas le temps de voir, quoique celui-ci accourût de sa chambre (2).

La soudaineté du mal et de la mort de Louvois fit croire

(1) Mém. de Saint-Simon, T. XIII, ch. 11, p. 35. « Depuis quinze jours, dit » Louvois à Beringhen, il a toujours le front ridé ; il a pris son parti contre » moi, il n'est plus question que des expédients. » — M. de Choisy, p. 366.

(2) Saint-Simon, T. XIII, p. 34. — Marq. de La Fare, p. 268. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 373, et articles inédits, p. 68. — Mém. de Villars, p. 405.

Digitized by Google

universellement qu'il avait été empoisonné : on sut qu'il était grand buveur d'eau, qu'il en avait toujours un pot sur la cheminée de son cabinet, dont il avait bu en sortant pour aller travailler avec le roi : que peu auparavant un frotteur du logis était entré dans ce cabinet et y était resté quelques moments seul. Il fut arrêté et mis en prison ; mais à peine y eut-il demeuré quatre jours qu'il fut élargi par ordre du roi ; la procédure commencée fut jetée au feu, et il y eut défense de faire aucune recherche. Le corps de Louvois fut ouvert ; les médecins et chirurgiens furent unanimes à déclarer qu'ils reconnaissaient des traces de poison, mais leur science était alors bien incertaine. Il devint dangereux de parler là-dessus, et la famille de Louvois étouffa tous ces bruits d'une manière à ne laisser aucun doute que l'ordre très précis n'en eût été donné (1).

Non seulement les contemporains croyaient alors avec une facilité merveilleuse à un empoisonnement, dans tous les cas de mort subite ; mais on ne peut se méprendre sur la personne vers laquelle s'élevaient leurs soupçons, même lorsqu'ils ne l'avouaient pas. Il est juste pour la mémoire de Louis XIV de dire que ces soupçons n'étaient pas à leurs yeux ce qu'ils seraient aux nôtres. Ils regardaient le roi comme le maître absolu de la vie et de la substance de ses sujets ; ils regardaient les tribunaux comme n'agissant que d'après l'autorité qu'il leur avait déléguée ; ils ne le croyaient nullement obligé d'employer leur ministère si la raison d'État en avait autrement ordonné. Il est probable que Louis XIV lui-même n'aurait pas cru commettre un crime s'il avait donné l'ordre de se défaire secrètement de l'un de ses sujets, pas plus que lorsqu'il les faisait jeter sans jugement dans des cachots par lettres de cachet. C'est de première impression plutôt que par principe qu'il en était incapable. Il y a dans l'usage du poison une lâcheté qui répugne à tout ce que nous savons de son caractère. « Je n'en crois rien, dit » l'abbé de Choisy ; ces manières ne sont point du roi qui com-

(1) Saint-Simon, T. XIII, p. 40.

Digitized by Google

» mençoit depuis plusieurs années à songer à son salut(1). » Et Saint-Simon qui peut-être a le plus contribué par son récit à éveiller ces soupçons, le termine en disant : « Ce qui est certain, c'est que le roi en étoit entièrement incapable, et qu'il n'est entré dans l'esprit de qui que ce soit de l'en soupçonner (2). » Quelques uns accusèrent les ennemis de la France, et entre autres le duc de Savoie; d'autres crurent que les ennemis privés du ministre profitèrent du moment où il était en disgrâce pour se défaire de lui ; le général Grimoard suppose un suicide, ce qui n'était guère dans les mœurs du temps. Voltaire, rebuté des soupçons de poison si légèrement répandus, nie dans tous les cas et toujours tout empoisonnement, et prétend que Louvois mourut pour avoir continué à travailler en prenant les eaux de Balaruc, malgré l'avis de son médecin. Madame de Genlis qui, au reste, altère à cette occasion le texte de Dangeau, fait le compte de sept membres de la famille de Louvois qui sont morts d'apoplexie foudroyante, et suppose que tel fut aussi le mal auquel il succomba. C'est à nos yeux de beaucoup la conjecture la plus probable (3).

L'abbé de Choisy raconte que comme on félicitait le roi des grandes choses qu'il avait faites : « Il est vrai, répondit- » il, que cette année-là me fut heureuse; je fus défait de trois » hommes que je ne pouvois plus souffrir, MM. de Louvois, » Seignelay et La Feuillade. Madame qui est vive lui dit : » Eh mais, monsieur, que ne vous en défaisiez-vous ? Sa » Majesté baissa les yeux et regarda son assiette (4). » Peu d'heures après la mort de Louvois, comme le roi se promenait sur la terrasse, un officier du roi d'Angleterre vint lui faire compliment de sa part, sur la perte qu'il ve-

(1) Mém. de l'abbé de Choisy, p. 362.

(2) Saint-Simon, T. XIII, p. 41.

(3) Voltaire, Siècle de Louis XIV, T. II, p. 295, list. raisonnée. — Mém. de mad. de Maintenon, T. III, L. IX, ch. 9, p. 289. — Mad. de Genlis, note à Dangeau, T. I, p. 373. — Grimoard, OEuvres de Louis XIV, T. IV, p 303.

(4) Voltaire accuse La Beaumelle d'avoir inventé cette anecdote qui est pourtant rapportée par Choisy, p. 366.



Digitized by Google

nait de faire. « Monsieur, lui répondit le roi d'un air et d'un » ton plus que dégagé, faites mes compliments et mes remer» ciements au roi et à la reine d'Angleterre, et dites-leur de » ma part que mes affaires et les leurs n'en iront pas moins » bien. » En rentrant de la promenade, le roi envoya chercher Chamlay, le premier commis, l'homme de confiance de Louvois, et le seul en effet qui pût remplacer sa perte. Il voulut lui donner la charge de secrétaire d'État et le département de la guerre. Chamlay remercia et refusa avec persévérance. Il dit au roi qu'il avait trop d'obligation à Louvois, à son amitié, à sa confiance, pour se revêtir de ses dépouilles au préjudice de son fils qui en avait la survivance. Il parla de toute sa force en faveur de ce troisième des fils de Louvois, Barbezieux, qui, depuis six ans, travaillait avec son père, et qui en avait alors vingt-quatre. Il s'offrit de travailler sous lui de quelque manière qu'on voulût l'employer, pour lui communiquer tout ce que l'expérience lui avait appris; et il obtint en effet sa nomination. C'est à cette occasion que Guillaume III dit que Louis XIV, au revers des autres hommes, choisissait de jeunes ministres et une vieille maîtresse (1).

(1) Saint-Simon, T. XIII, p. 38. — Mad. de Sévigné, T. XI, p. 47, lettres de M. de Coulanges et notes. — La Hode, L. XLVIII, p. 26. — Limiers, L. XI, p. 339. — Larrey, T. V, p. 441.

Digitized by Google

# CHAPITRE XXXVI.

*Cour de Louis XIV. Le roi marie ses enfants naturels. Prise de Namur. Victoires de Steinkerque, de Neerwinden et de la Marsaille. Misère croissante et besoin extrême de paix. Le roi ordonne à ses généraux de se tenir sur la défensive. Mort du maréchal de Luxembourg.* — 1691-1695.

Depuis que Louis XIV était en guerre avec la ligue d'Augsbourg, l'histoire de la France, telle du moins que les écrivains du temps nous l'ont conservée, ne semblait plus remplie que de faits militaires ; et tout importants qu'ils parussent alors, ils sont aujourd'hui bien dépourvus d'intérêt. Le gouvernement était soupçonneux et jaloux, il conduisait la politique et la guerre avec un profond secret, et il aurait puni sévèrement ceux qui auraient essayé de pénétrer ses projets ou osé les critiquer. Il y avait donc pour tous un motif constant de se taire ; mais ce n'est pas tout ; il y avait réellement fort peu de chose à raconter. Quand tous les efforts d'un peuple sont tendus vers la défense nationale, quand tous les hommes actifs jouent chaque jour leur vie, quand l'argent et le loisir manquent à tous, quand l'oppression et l'effort atteignent toutes les existences, les souvenirs disparaissent : c'est une occupation suffisante que de vivre, et elle ne laisse aucune trace, jusqu'au moment où l'oppression devenant absolument intolérable, une grande explosion révèle tout à coup tout ce qu'il y a eu de douleurs silencieuses dans les temps qui l'ont précédée.

Ce sont surtout les provinces qui disparaissent complétement dans cette période de l'histoire de France : elles ne

conservaient plus aucune spontanéité. Les états, dans celles des provinces qui en possédaient, étaient devenus tremblants et obéissants; les villes n'avaient plus de volontés, et les municipalités ne faisaient plus parler d'elles.

Louis XIV s'était attaché plus encore que les deux cardinaux qui avaient gouverné avant lui, à déraciner l'ancienne aristocratie territoriale, à la rappeler de ses châteaux pour la fixer à la cour, et à lui faire considérer comme une disgrâce tout séjour en province. Les gouverneurs eux-mêmes n'allaient que le plus rarement et pour le moins de temps qu'ils pouvaient dans ces chefs-lieux de leur gouvernement où ils représentaient la royauté; les parlements de province suivaient l'exemple que leur donnait celui de Paris; ils s'efforçaient de faire oublier par un silence absolu leur ancienne indépendance. L'action du gouvernement ne s'exerçait plus que par les intendants et leurs subdélégués; mais c'était une action toute muette, toute de police, renfermée dans leur correspondance avec le ministère; ils attendaient des ordres, ils les exécutaient, sans prendre l'initiative d'aucune pensée, d'aucun projet, sans chercher à connaître les vœux de leurs administrés, sans communiquer avec eux autrement que par des ordres brefs et péremptoires. Nous pouvons suivre avec Mme de Sévigné la vie de province, ou en Bretagne où elle était auprès de son fils, ou en Provence où elle était auprès de sa fille; nous pouvons la suivre également avec le comte de Bussy en Bourgogne, avec Mme de Coulanges à Lyon, et les unes et les autres de ces volumineuses correspondances nous font sentir également que la province était absolument morte; les Sévigné, Grignan, Bussy, Coulanges, Corbinelli, et tous leurs amis, ne voient que la cour, ne songent qu'à la cour, à quelque distance qu'ils s'en trouvent, et ils font vivement sentir à leurs lecteurs que toute la vie de la France était alors à la cour.

L'affaire qui occupait alors la cour comme ayant une importance égale à celle de la guerre, était l'établissement des enfants légitimés du roi. En se séparant de Mme de Montespan Louis XIV ne s'était point refroidi dans son affection pour les

Digitized by Google

enfants qu'il avait eus d'elle ; au contraire, il semblait n'avoir d'autre pensée que de leur donner un rang dans l'État, d'assurer toujours plus leur grandeur, et de les confondre autant que possible avec les princes du sang. Du grand nombre d'enfants illégitimes qu'il avait eus, il ne lui restait plus que deux fils et trois filles. Le duc du Maine avait vingt-un ans, le comte de Toulouse n'en avait pas treize. Tous deux étaient riches des bontés de la grande Mademoiselle, tous deux avaient des gouvernements de provinces et de grandes charges militaires. Avant de marier l'aîné, le roi avait voulu marier ses filles, qu'on désignait à la cour en les appelant les Princesses, sans aucun nom ; de même Monsieur et Madame étaient toujours le frère et la belle-sœur du roi, Monseigneur était le Dauphin, Monsieur le Prince était le prince de Condé, et Monsieur le Duc était son fils le duc de Bourbon. Deux des Princesses étaient déjà mariées : l'aînée, fille de M^me^ de La Vallière, avait épousé en 1680 le prince de Conti et était veuve depuis 1685 ; la seconde, fille de M^me^ de Montespan, avait épousé en 1685 Monsieur le Duc ; il n'en restait plus qu'une, âgée de quatorze ans, qu'on nommait M^lle^ de Blois. Le roi voulait la rapprocher davantage encore du trône, et lui faire épouser le fils du duc d'Orléans, son frère.

Louis XIV, qui trouvait tant de facilité à briser les traités au dehors du royaume et les lois à l'intérieur, rencontrait seulement des bornes à sa puissance dans les vanités de sa cour. L'étiquette, les rangs, les distinctions, qu'il avait lui-même établis avec une attention extrême, étaient devenus autour de lui des barrières qu'il ne pouvait pas surmonter. Il avait voulu qu'il existât une immense distance entre les petits-fils de France et les princes du sang, tout comme entre ceux-ci et les ducs et pairs, déracinant autant qu'il était en lui la notion primitive de l'égalité de la noblesse, qui faisait du roi le premier gentilhomme de son royaume.

Personne en France ne tenait à toutes ces distinctions, à toutes les vanités, à toutes les futilités de la cour, autant que le duc d'Orléans, dont l'esprit ne s'était jamais élevé au-

dessus de ces misères. Il regardait le mariage du duc de Chartres, son fils, avec Mlle de Blois comme fort au-dessous de lui. Aussi le roi fut-il obligé de mener l'affaire de longue main ; il y avait quatre ans qu'il s'en occupait. Il prit son frère par son favori, le chevalier de Lorraine, et par le grand écuyer, frère aîné de celui-ci. Pour récompense de ce qu'ils amèneraient Monsieur à se conformer à ses volontés, il leur promit non seulement de les comprendre tous deux dans la promotion des cordons bleus qu'il fit en 1689, mais même de leur donner, comme princes lorrains, la préséance sur les ducs et pairs. Malgré sa répugnance le duc d'Orléans ne résista point en cette occasion, non plus qu'en aucune autre, aux instances de son favori. Il fallait aussi vaincre l'opposition du duc de Chartres, l'abbé Dubois s'en chargea : c'était un intrigant sans scrupule, d'abord valet d'un curé qui l'avait fait étudier, ensuite répétiteur des leçons du duc de Chartres, et enfin son précepteur. Mais il restait une personne plus difficile encore à gagner, c'était Madame, qui était née princesse Palatine de Bavière, femme dure et hautaine, orgueilleuse de sa naissance, et qui regardait une mésalliance comme bien plus honteuse qu'un crime.

(1692.) Dès que Madame fut avertie du dessein du roi, elle tira parole de son fils qu'il refuserait : mais le roi connaissait combien il était difficile de résister au ton majestueux qu'il savait prendre. Un jour, au commencement de l'année 1692, il fit appeler dans son cabinet le duc de Chartres. Ce jeune prince, qui s'y trouva seul avec son père en présence du roi, n'avait pas encore dix-huit ans. Louis XIV lui parla avec bonté, mais en même temps avec cette majesté effrayante qui lui était si naturelle. Il lui dit qu'il voulait prendre soin de son établissement, que la guerre allumée de tous côtés empêchait de songer aux princesses qui auraient pu lui convenir, qu'il n'y avait point de princesses du sang de son âge, qu'il ne pouvait donc mieux lui témoigner sa tendresse qu'en lui offrant sa fille, dont les deux sœurs avaient épousé deux princes du sang ; que par là il deviendrait son gendre aussi bien que son neveu, mais que quelque passion qu'il eût de faire ce mariage, il ne le vou-

Digitized by Google

lait point contraindre, et lui laissait là-dessus toute liberté. Le jeune prince, déconcerté, répondit en balbutiant, que le roi était le maître, mais que sa volonté dépendait de Monsieur et de Madame. « Cela est bien à vous, répondit le roi ; » mais dès que vous y consentez, votre père et votre mère ne » s'y opposeront pas, et se tournant vers Monsieur : N'est-il » pas vrai, mon frère? » Monsieur répéta l'assentiment qu'il avait déjà donné seul avec le roi, et celui-ci envoya sur-le-champ chercher Madame. Lorsqu'elle entra, il lui répéta brièvement ce qu'il venait de dire à son fils, comme s'il était hors de doute que Madame en serait ravie, encore qu'il sût fort bien le contraire. Madame qui avait compté sur le refus de son fils, dans sa surprise, demeura muette : elle lança deux regards furieux à Monsieur et au duc de Chartres, puis dit que puisqu'ils le voulaient bien, elle n'avait rien à redire ; ayant fait une courte révérence, elle s'en retourna chez elle, son fils l'y suivit ; elle l'accabla alors de reproches, versa un torrent de larmes, et le chassa de son appartement (1).

« Toute cette scène étoit finie sur les quatre heures de » l'après midi (le mercredi 9 janvier), et le soir il y avoit » appartement, ce qui arrivoit l'hiver trois fois la semaine, » les trois autres jours comédie, et le dimanche il n'y avoit » rien. Ce qu'on appeloit appartement étoit le concours de » toute la cour, depuis sept heures du soir jusqu'à dix que » le roi se mettoit à table dans le grand appartement, depuis » un des salons du bout de la grande galerie, jusque vers la » tribune de la chapelle. D'abord il y avoit une musique, » puis des tables pour toutes les pièces, toutes prêtes pour » toutes sortes de jeux ; un lansquenet où Monseigneur et » Monsieur jouoient toujours ; un billard ; en un mot, liberté » entière de faire des parties avec qui on vouloit et de demander des tables si elles se trouvoient trop remplies ; au » delà du billard, il y avoit une pièce destinée aux rafraîchissements, et tout, parfaitement éclairé. Au commencement que cela fut établi, le roi y alloit et y jouoit quelque

(1) Mém. du duc de Saint-Simon, T. I, ch. 3, p. 19 et suiv.

» temps, mais alors il y avoit long-temps qu'il n'y alloit
» plus; il vouloit pourtant qu'on y fût assidu, et chacun
» s'empressoit à lui plaire. Lui passoit les soirées chez Mme de
» Maintenon, à travailler avec différents ministres les uns
» après les autres.

» Fort peu après la musique finie, le roi envoya chercher
» à l'appartement Monseigneur et Monsieur, qui jouoient
» déjà au lansquenet, Madame qui à peine regardoit une
» partie d'hombre auprès de laquelle elle s'étoit mise, M. de
» Chartres qui jouoit fort tristement aux échecs, et Mlle de
» Blois, qui à peine avoit commencé à paroître dans le
» monde, qui ce soir-là étoit extraordinairement parée, et
» qui pourtant ne se doutoit de rien; si bien que naturelle-
» ment fort timide, et craignant horriblement le roi, elle se
» crut mandée pour essuyer quelque réprimande, et étoit si
» tremblante que Mme de Maintenon la prit sur ses genoux
» où elle la tint toujours, la pouvant à peine rassurer. A ce
» bruit de ces personnes royales mandées chez Mme de Main-
» tenon, et Mlle de Blois avec elles, le bruit du mariage éclata
» à l'appartement en même temps que le roi le déclara dans
» ce particulier. Quelques moments après les mêmes per-
» sonnes revinrent à l'appartement, où cette déclaration fut
» rendue publique.... tout le monde étoit par pelotons, et un
» grand étonnement régnoit sur tous les visages.... Madame
» se promenoit dans la galerie avec Châteauthiers sa favorite;
» elle marchoit à grands pas, son mouchoir à la main, pleu-
» rant sans contrainte, parlant assez haut, gesticulant, et re-
» présentant bien Cérès après l'enlèvement de sa fille Proser-
» pine. Chacun, par respect, lui laissoit le champ libre et ne
» faisoit que passer pour entrer dans l'appartement. Monsei-
» gneur et Monsieur s'étoient remis au lansquenet; le premier
» parut tout à son ordinaire; jamais rien de si honteux que
» le visage de Monsieur, ni de si déconcerté que toute sa per-
» sonne, et ce premier état lui dura plus d'un mois. Monsieur
» son fils paroissoit désolé, et sa future dans un embarras et
» une tristesse extrêmes.... Au souper le roi offrit à Madame
» de presque tous les plats qui étoient devant lui; elle les

Digitized by Google

» refusa d'un air de brusquerie qui jusqu'au bout ne rebuta
» point l'air d'attention et de politesse du roi pour elle.

» Le lendemain toute la cour fut chez Monsieur, chez Ma-
» dame et chez le duc de Chartres, mais sans dire une parole :
» on se contentoit de faire la révérence, et tout s'y passa en
» parfait silence. On alla ensuite attendre à l'ordinaire la
» levée du conseil dans la galerie à la messe du roi. Madame
» y vint. Monsieur son fils s'approcha d'elle, comme il faisoit
» tous les jours, pour lui baiser la main. En ce moment Ma-
» dame lui appliqua un soufflet si sonore qu'il fut entendu de
» quelques pas, et qui, en présence de toute la cour, couvrit
» de confusion ce pauvre prince, et combla les infinis specta-
» teurs, dont j'étois, d'un prodigieux étonnement. Ce même
» jour l'immense dot fut déclarée (1). »

Cette immense dot était de 2,000,000 payables à la paix, et dont on paierait l'intérêt en attendant. Le roi y ajoutait 50,000 écus de pension, pour 200,000 écus de pierreries, et le don en propre du Palais-Royal. Des fêtes brillantes suivirent les fiançailles et la signature du contrat de ce mariage : le roi en même temps forma la maison de sa fille ; il lui donna un chevalier d'honneur, une dame d'atour et une dame d'honneur, comme aux filles de France. Puis, pour achever en quelque sorte l'union intime des bâtards avec les princes du sang, le roi fit, le 12 février, le mariage du duc du Maine avec M[lle] de Charolais, fille du prince de Condé : en sorte qu'à la réserve du comte de Toulouse qui était trop jeune, tous les enfants naturels du roi étaient unis par le mariage aux membres légitimes de sa maison (2).

Malgré l'apparente liberté que le roi voulait faire régner dans ses appartements, malgré l'urbanité constante de ses manières, qui allait avec les femmes jusqu'au respect, il y avait en lui une dignité si soutenue, qu'on ne pouvait oublier

(1) Saint-Simon, Mém., T. I, ch. 3, p. 24 et suiv. Saint-Simon, témoin et ami du duc de Chartres, mérite ici d'être cru sans réserve. Les autres doivent être lus avec plus de défiance. — Journal de Dangeau au 9 janvier 1692, T. I, p. 386. — La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, L. IX, ch. 10, p. 296.

(2) Saint-Simon, T. I, ch. 5, p. 37. — Dangeau, p. 390.

Digitized by Google

un instant la présence du grand roi, et que la contrainte donnait à toute sa cour un sentiment habituel de tristesse. Pour apporter quelque variété dans les habitudes monotones des courtisans, Louis faisait faire à la cour quelques petits voyages. On attachait surtout une haute importance à ceux de Marly. C'était une faveur très particulière que d'être nommé par le roi, pour le suivre à Marly ; il faisait toujours lui-même sa liste, et l'on n'y était admis qu'après en avoir fait formellement la demande ; même les grands officiers de la maison du roi, et ceux qui par leurs charges étaient presque indispensablement obligés de s'y trouver, devaient le redemander à chaque voyage. Bontemps, premier valet de chambre du roi, logeait ensuite les courtisans invités, deux à deux dans chaque pavillon. On y trouvait tout ce qui était nécessaire à la toilette ou des hommes ou des femmes. Ces voyages ne duraient que trois jours, du mercredi au samedi. Le roi croyait y être plus en liberté avec M^me^ de Maintenon ; les seigneurs y retrouvaient le lansquenet, et excepté l'air de faveur et de privauté, tout s'y passait à peu près comme à Versailles (1).

Nous venons de voir Louis XIV, si absolu comme roi, obligé d'employer toute son adresse, toute l'influence des favoris, aussi bien que toute la majesté de sa parole, pour surmonter des répugnances fondées sur la vanité, dans le mariage de ses enfants. De même il éprouvait des résistances invincibles, toutes les fois qu'il blessait par une préférence les pointilleuses vanités des seigneurs de sa cour. Bientôt le général qui avait gagné pour lui la bataille de Fleurus, et sur lequel il comptait pour tenir tête avec sa meilleure armée à toute la puissance de la ligue d'Augsbourg, devait être appelé à combattre devant le parlement une autre ligue, celle de la plupart des pairs de France, pour un procès de préséance, qui semblait démentir l'idée fondamentale de la pairie, l'égalité entre les pairs. Mais avant que ce procès

(1) Mém. de mad. de Maintenon. L. VII. ch. 6, T. III, p. 44. — Mém. du mar. de Villars, T. LXVIII, p. 359.

Digitized by Google

commençât, dans la dernière année de la vie du maréchal de Luxembourg, il devait encore rendre des services éclatants à son pays.

Dès le jour même de la mort de Louvois, Louis XIV avait écrit au maréchal de Luxembourg pour l'en prévenir, lui recommander de redoubler de vigilance, et de s'attacher surtout à la garde de ses lignes. Il voyait que Guillaume III annonçait une attaque, mais il croyait peu à ses démonstrations, encore que les alliés, toujours lents à se rassembler, fussent plus puissants à la fin de chaque campagne, comme les Français l'étaient plus à son commencement. Il recommandait à Luxembourg de se tenir sur la défensive, il faisait la même recommandation au maréchal de Lorge sur le Rhin : il avertissait Catinat qu'il voulait faire entamer quelque négociation par le pape, pour la neutralité de l'Italie, parce que la guerre de Piémont épuisait ses troupes, et qu'il ne pouvait envoyer des forces suffisantes sur cette frontière : cependant il insistait pour que ce général restât le plus tard qu'il pourrait au delà des Alpes, et pour qu'à son retour il pressât le siége de Montmélian pendant l'hiver. Il recommandait enfin à Luxembourg d'épargner les fourrages sur la frontière de France, parce qu'il en aurait besoin au printemps suivant, et il annonçait vouloir accomplir, avec de la cavalerie, les plus importantes opérations de la guerre (1).

Louis XIV, âgé déjà de cinquante-quatre ans, voulut conduire encore une fois lui-même ses armées dans la campagne de 1692. Il voulut le faire avec éclat, et il réserva, pour l'expédition qu'il méditait en Flandre, des forces prodigieuses; tandis qu'il négligea ses trois autres frontières du Rhin, du Piémont et d'Espagne, et qu'il laissa ses généraux s'y tenir, comme ils pourraient, sur la défensive. Il savait, il est vrai, que Guillaume III comptait se trouver dans les Pays-Bas avec une armée de cent à cent vingt mille hommes, et que, tandis qu'il ne paraissait s'occuper que de la chasse autour de son château de Loo, il sollicitait la marche de ses alliés ; mais

(1) Lettres de Louis XIV relatives à la campagne de 1691, T. IV, p. 304-337.

Digitized by Google

Louis avait préparé une puissante flotte pour envahir l'Angleterre, et il comptait qu'un débarquement de Français sur les bords mêmes de la Tamise, rappellerait Guillaume III pour défendre son nouveau royaume. Avec les deux armées que Louis réunissait dans les plaines de Gévries, entre les rivières de Haine et de Trouille, il semble qu'il aurait pu chercher les ennemis et leur livrer bataille; mais ce n'était pas le goût de Louis XIV; le courage qu'à plusieurs reprises il déploya à la tranchée était calme et patient; il n'avait pas cette ardeur bouillante qui enlève les soldats, ni ce coup d'œil d'aigle qui juge les chances d'une bataille au plus fort de l'action; mais il avait étudié avec beaucoup de diligence et de succès l'art de prendre les places, sous Vauban, le plus habile des ingénieurs, et il croyait pouvoir y briller. Il avait donc résolu de signaler cette campagne par la prise de Namur, la plus forte place qui restât aux alliés, pour couvrir les Pays-Bas, l'État de Liége et la basse Allemagne. La force de cette place, au confluent de la Sambre et de la Meuse, la situation presque inaccessible de son château, sur un roc escarpé, sa garnison de plus de neuf mille hommes que commandait le prince de Barbançon, gouverneur de la province, donnaient en effet un grand éclat à cette entreprise. Louis, parti de Versailles le 10 mai, et arrivé au camp de Gévries près de Mons, le 17, se chargea lui-même de la conduite du siége, avec une armée de quarante bataillons et quatre-vingt-dix escadrons (environ trente-deux mille hommes), ayant avec lui le dauphin, le duc d'Orléans, le prince de Condé, le maréchal d'Humières, Bourbon, Auvergne, Villeroy, Soubise, Tilladet, Boufflers, Rubentel, et ce qui valait mieux que tous, Vauban. Il avait donné au maréchal de Luxembourg une armée beaucoup plus forte, de soixante-six bataillons et de deux cent neuf escadrons (environ soixante mille hommes), pour tenir la campagne et couvrir les opérations du siége. Avec lui se trouvaient le prince de Conti, les ducs du Maine, de Vendôme, de Chartres et un grand nombre d'officiers généraux. Namur fut investi dans la nuit du 25 au 26 mai, et pressé avec tant d'habileté et de vigueur

Digitized by Google

que la ville dut capituler le 5 juin. Le château tint plus long-temps, et se rendit seulement le 1er juillet, après que tous les ouvrages extérieurs eurent été enlevés de vive force. Guillaume III, assisté par l'électeur de Bavière, qui avait remplacé Castanage mort récemment dans le gouvernement des Pays-Bas, s'était approché dans l'espoir de troubler ce siége, mais il ne s'était point senti assez fort pour attaquer le maréchal de Luxembourg, en sorte qu'il eut la mortification de voir prendre Namur, comme Mons avait été pris, l'année précédente, sous ses yeux. Louis XIV, glorieux de cette conquête, la dernière qu'il ait faite en personne, en écrivit lui-même la relation avec beaucoup de soin, et la fit imprimer sans cependant y mettre son nom (1). Il repartit, le 3 juillet, de son camp pour retourner à petites journées à Versailles. On assure que l'armée française eut trois mille cinq cents hommes tués, et plus de quatre mille blessés. Les alliés n'avaient pas perdu tant de monde.

La diversion que Louis XIV avait tenté de faire contre les Iles-Britanniques, pour détourner Guillaume III de la défense des Pays-Bas, n'avait eu aucun succès. La guerre civile avait continué en Irlande, après la retraite de Jacques II. Guillaume III avait assiégé Limmerick en 1690, après la bataille de la Boyne ; mais il n'avait pu s'en rendre maître, et bientôt il avait été rappelé en Angleterre par des affaires plus pressantes. Le 18 juin 1691, le lieutenant-général Saint-Ruth avait débarqué en Irlande avec un grand nombre d'officiers français, d'artilleurs, d'ingénieurs, et beaucoup de chevaux, d'armes et de munitions ; mais il n'amenait pas de soldats, parce que Tyrconnel, vice-roi d'Irlande, avait déclaré qu'il avait plus d'hommes qu'il ne lui en fallait. En effet, l'armée jacobite se trouva bientôt forte de vingt-huit mille combattants ; mais la dissension ne tarda pas à y éclater. Le duc de Berwick avait été rappelé en France par son père dès le mois de février ; et Tyr-

(1) OEuvres de Louis XIV, T. IV, p. 338-391. — Mém. de Saint-Simon, T. I, ch. 1, p. 7 à 12. — Marq. de La Fare, ch. 10, p. 272. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 398-402. — La Hode, L. XLIX, p. 61. — Limiers, L. XI, p. 544.

Digitized by Google

connel, que Saint-Ruth traitait comme un barbare qui n'entendait rien à la guerre, avait été obligé de quitter l'armée, pour se retirer à Limmerick, où il mourut au mois de septembre. Saint-Ruth, demeuré seul chargé des intérêts de Jacques II, fit bientôt voir qu'il n'avait aucun droit de se vanter de son talent supérieur dans l'art de la guerre. Le général Ginckell, que Guillaume III avait chargé de poursuivre la guerre en Irlande, quoiqu'il n'eût que vingt mille hommes sous ses ordres, prit successivement Baltimore, puis Athlone. Le 22 juillet, Saint-Ruth, attaqué par Ginckell, fut tué d'un coup de canon au commencement de l'action; son armée mise en déroute, eut quatre mille hommes tués, et huit mille faits prisonniers; tous ses bagages et ses canons furent pris; et Ginckell vint attaquer, le 21 août, Limmerick, dernière place de l'Irlande qui tînt pour Jacques II; il la força à capituler, le 3 octobre, lui accordant les conditions les plus avantageuses, tant était grande l'impatience qu'avait Guillaume III de terminer cette guerre civile. Près de quinze mille Irlandais passèrent en France, et s'engagèrent sous les drapeaux de Louis XIV, tandis qu'il ne restait plus de place qui tînt pour Jacques II dans les trois royaumes (1).

Mais les partisans de ce roi fugitif ne cessaient de lui écrire que ses amis étaient nombreux, que la nation le regrettait, que la flotte et l'armée étaient prêtes à se déclarer pour lui, que les Anglais détestaient le joug d'un étranger, et surtout sa tolérance pour les puritains qu'il voulait faire prévaloir, ou les impôts nouveaux et les emprunts qu'il demandait au parlement. Se confiant dans ces promesses trompeuses, Louis avait fait rassembler à portée de la Hogue et du Havre-de-Grâce toutes les troupes irlandaises avec quelques bataillons et quelques escadrons français. Le maréchal de Bellefond devait prendre le commandement de ces troupes de débarquement. Le roi Jacques se rendit à la Hogue à la fin d'avril avec le duc de Berwick, son fils : un grand nombre

(1) Mém. de Berwick, p. 355-370. — Mém. de La Fare, p. 263.—La Hode, L. XLVIII, p. 35. — Contin. de Rapin Thoyras, T. XI, L. XXV, p. 257. — Mém. de Jacques II, T. IV, p. 243-268.

Digitized by Google

de chaloupes y étaient préparées. Quarante-quatre vaisseaux s'armaient à Brest, sous les ordres du chevalier de Tourville, le plus habile homme de mer qu'eût la France, et peut-être l'Europe ; trente-cinq devaient le venir rejoindre de Toulon, sous les ordres du comte d'Estrées ; leur rendez-vous était au mois de mai, à la hauteur d'Ouessant ; mais les vents contraires empêchèrent pendant six semaines le comte d'Estrées de sortir de la Méditerranée avec les vaisseaux de Toulon. Louis, impatient d'exécuter son projet, ou se flattant d'une défection dans la flotte anglaise, envoya l'ordre au chevalier de Tourville d'entrer dans la Manche avec les vaisseaux de Brest, sans attendre l'escadre du comte d'Estrées, et de combattre les ennemis forts ou faibles, s'il les trouvait. Cet amiral savait que l'année précédente on l'avait accusé à la cour de ne pas aimer les batailles ; aussi il ne balança pas à exécuter l'ordre qu'il avait reçu. Il entra dans la Manche avec ses quarante-quatre vaisseaux de ligne ; et ayant su que les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, au nombre de quatre-vingt-cinq vaisseaux de ligne, étaient à Spithead, il se dirigea de ce côté. Les Hollandais le voyant arriver à pleines voiles (le 28 mai) et avec des forces si inférieures, craignirent d'abord quelque trahison, et se tinrent au vent ; mais bientôt ils reconnurent que leurs soupçons n'étaient pas fondés. Tourville attaqua vivement les Anglais ; le combat dura jusqu'à la nuit, et jamais action ne fut plus brillante, plus hardie, ni plus glorieuse pour la marine française. Tourville, quoique environné d'ennemis, se battait en lion, sans que les ennemis lui prissent aucun vaisseau ni osassent l'entamer. Toutefois, voyant qu'il ne pouvait pas soutenir un combat aussi inégal, et qu'il avait perdu beaucoup de monde, il crut que la prudence exigeait qu'il se retirât la nuit vers les côtes de France ; ce qu'il exécuta, suivi de la flotte ennemie (1).

Mais toute brillante que fût cette bataille, elle fut plus désastreuse encore ; vingt-un vaisseaux étaient entrés dans le

(1) Mém. de Berwick, T. LXV, p. 372. — M. Capefigue rapporte, d'après les registres de l'intendant Foucault, une relation très détaillée de cette bataille et de ses suites, T. III, p. 240. — Mém. de Jacques II, T. IV, p. 284.

Digitized by Google

port de Saint-Malo, et y demeurèrent bloqués ; la marée ayant manqué aux autres, ils mouillèrent en dehors de l'entrée, où bientôt entourés d'ennemis, ils furent obligés de couper leurs câbles et de percer la ligne anglaise. Quatre des vaisseaux les plus endommagés entrèrent à Cherbourg, où les ennemis les brûlèrent quelques jours après. Tourville, avec les treize autres, entra dans la baie de la Hogue, où il trouva le roi Jacques et Bellefond. En vain, essayèrent-ils de les défendre avec des chaloupes, après les avoir fait échouer le long du rivage ; les ennemis les y brûlèrent tous les treize, et avec eux finit la haute puissance de la marine française (1).

Tandis que Louis concentrait toutes ses forces en Flandre, les autres armées étaient complétement négligées. Le duc Anne-Jules de Noailles avait été lieutenant du roi en Languedoc pour remplacer dans sa trop grande jeunesse le duc du Maine, gouverneur en titre, et pendant les temps les plus mauvais, avant et après la révocation de l'édit de Nantes (1682-1689), il y avait exercé les persécutions ordonnées par Louis XIV (2). Au commencement de la guerre, il avait été envoyé en Roussillon, dont il était gouverneur, avec quelques troupes de nouvelles levées, mal armées, mal approvisionnées, les plus mauvaises enfin de France, pour surveiller la Catalogne. Il s'était instruit avec soin de l'état de cette province, et il avait pu s'assurer que les Catalans, toujours jaloux des Castillans, irrités de voir violer tous leurs priviléges, d'être volés par des soldats qu'on ne payait pas, et laissés hors d'état de se défendre, ressentaient le plus profond dégoût pour le gouvernement de Charles II, et soupiraient après le moment où ils pourraient se révolter et se jeter entre les bras de la France. Il sollicitait donc le roi et son ministre de lui envoyer assez de forces pour qu'il pût faire la conquête de la Catalogne, ou, si la chose n'était pas possible, de lui laisser garder la défensive, puisque la frontière de France

(1) Mém. de Berwick, p. 373. —Saint-Simon, T. I, ch. 2, p. 14.—Mém. de Dangeau, T. I, p. 403. — La Hode, L. XLIX, p. 61-66. — Limiers, L. XI, p. 545. — Durand, Contin. de Rapin Thoyras, L. XXV, p. 287.

(2) Abbé Millot. — Mém. du duc de Noailles, T. LXXI, p. 229-292.

Digitized by Google

n'avait rien à craindre; tandis que si on n'entrait chez les Catalans que pour les piller, on aliénerait bientôt et pour jamais leur affection (1). Mais tel n'était pas le système de Louvois, il se souciait fort peu de l'amour des peuples, et quelle que fût la faiblesse de Noailles, il voulait que ce gouverneur fît vivre ses troupes aux dépens de ses voisins. Les campagnes de 1689 et 1690 furent remplies par de petites et misérables expéditions pour enlever des châteaux, brûler des villages, et s'emparer des vivres dans le plat pays. De part et d'autre, au lieu de soldats, on armait des Miquelets, ou des sommettants, paysans demi-sauvages des montagnes, qui faisaient la guerre en brigands. Au reste le duc de Villa-Hermosa, vice-roi de Catalogne, n'était pas plus que Noailles en état de tenter aucune action importante. En 1691, Noailles s'était emparé d'Urgel et de Belver; il jugeait ces places dignes d'être mieux fortifiées, et gardées par de bonnes garnisons; mais Louvois lui ordonna de les évacuer, après avoir tiré des habitants et du chapitre de la Seu-d'Urgel, autant d'argent qu'il pourrait par la menace de les brûler (2). Bientôt Noailles apprit que le comte d'Estrées, avec la flotte de la Méditerranée, était venu, le 8 juillet, mouiller devant Barcelonne, que le surlendemain il avait commencé à bombarder cette grande et riche ville, sans aucune possibilité de la prendre, sans aucune troupe pour y mettre garnison, si elle avait offert de capituler, et uniquement pour détruire non des gens de guerre mais des bourgeois. Huit cents bombes furent lancées dans Barcelonne, qui brûlèrent en grande partie l'arsenal, le palais du vice-roi, la cathédrale, et une centaine de maisons. Le comte d'Estrées alla ensuite, le 22 juillet, exercer le même barbare traitement sur Alicante, ville plus éloignée encore de toute armée française. Il lança sur elle deux mille bombes et deux cents carcasses, et il l'incendia presque en entier. Le duc de Noailles avait en vain représenté combien ces odieuses exécutions étaient im-

(1) Mém. de Noailles, L. II, p. 293.
(2) *Ibid.*, p. 324.

politiques. La France les paya cher dans la guerre de la succession d'Espagne, lorsqu'elle dut reconnaître que tout l'amour qu'avaient eu si long-temps pour elle les Catalans s'était converti en haine (1). Dans la campagne de 1692, un nouveau vice-roi, le duc de Médina-Sidonia était arrivé en Catalogne, et il fit mine de vouloir envahir le Roussillon; mais cette campagne, comme les précédentes, ne fut marquée de part et d'autre que par des actes de brigandage.

L'armée de Piémont avait été bien plus négligée encore; et là, le danger était plus grand, puisqu'elle devait se défendre contre le duc de Savoie, général brave et actif, animé, ainsi que tous ses sujets, par les plus justes ressentiments, reconnu par les alliés pour généralissime en Italie, secondé par les rares talents du prince Eugène, et dont l'armée avait été portée à cinquante mille hommes. Barbezieux avait retiré à Catinat ses meilleures troupes pour les faire passer en Flandre; il ne lui avait laissé que soixante-sept bataillons et trente-trois escadrons (formant ensemble seulement seize mille hommes); il ne lui avait point laissé de transports pour conduire des subsistances à l'armée, point de chevaux d'artillerie pour un équipage de campagne, et il lui avait recommandé de se borner à la défense de Pignerol, Suse, Nice, et la partie conquise de la Savoie (2).

Le prince Eugène de Savoie voulait exécuter la menace qu'il avait faite à Louis XIV de rentrer les armes à la main dans cette France que le roi lui interdisait. Laissant un petit corps d'armée en observation devant Casal, un autre en face de Catinat qui veillait en même temps à la défense de Pignerol et de Suse, il entra en France au commencement de juillet, par la vallée de Barcelonnette. Les Vaudois qui avaient tant souffert de la fureur des troupes françaises, servaient de guides au duc et au prince de Savoie, au travers de

(1) Mém. de Noailles, p. 325. — La Hode, L. XLVIII, p. 39.

(2) Mém. de Catinat, T. II, L. IV, p. 78. Si les bataillons avaient été de la force moyenne de cinq cents hommes, cette armée aurait passé trente-six mille hommes, mais dans les armées négligées par le gouvernement, les bataillons et les escadrons se réduisaient de plus de moitié.

Digitized by Google

leurs montagnes. Le duc de Schomberg, fils de celui qui avait été tué à la Boyne, les accompagnait avec un corps de religionnaires ; Guillestre fut pris, puis Embrun, puis Gap ; cette dernière ville fut brûlée, avec une soixantaine de bourgs ou de villages du Dauphiné. Les Piémontais et les protestants s'abandonnaient avec fureur à leur soif de vengeance. Cependant Catinat les observait en suivant les hauteurs, et veillait à ce qu'ils n'étendissent point leurs ravages, ou vers Grenoble ou vers la Provence ; au plus fort de la campagne, le duc de Savoie fut atteint de la petite vérole, et arrêté dans son invasion ; après avoir été quelque temps en danger à Embrun, il reprit au commencement de l'automne la route du Piémont avec son armée (1).

Sur le Rhin il ne se passa cette année aucun événement important. Les alliés avaient trois chefs différents, Schœning, le landgrave de Hesse et le marquis de Bareith. Ils ne réussirent jamais à s'entendre ; le maréchal de Lorges qui leur était opposé ne sut pas profiter de leur désunion.

En quittant l'armée de Flandre, au commencement de juillet, le roi l'avait affaiblie et avait envoyé de forts détachements sur d'autres frontières. Au commencement d'août, Luxembourg vint camper à Steinkerke ; le pays qui le séparait de Guillaume III était couvert de bois et coupé par des défilés. Ce roi avait été rejoint par des troupes nombreuses, il devait livrer bataille, mais il hésitait à s'engager sur un terrain aussi désavantageux, lorsqu'il s'aperçut qu'un secrétaire de l'électeur de Bavière donnait avis au maréchal de Luxembourg de tout ce qui se passait chez les alliés ; il en profita pour dérober sa marche au maréchal de Luxembourg ; il contraignit cet homme, le pistolet à la main, à mander que le lendemain les Anglais pousseraient un fourrage du côté de l'armée française. En effet, comme on vint à la pointe du jour, le 3 août, avertir M. de Luxembourg que les ennemis paraissaient, il n'y fit d'abord aucune atten-

(1) Mém. de Catinat, T. II, L. VI, p. 81-104, et pièces justificat., p. 284.— *Botta, Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXII, p. 51. — Coste de Beauregard, T. III, p. 45. — *Muratori, Annali*, T. XVI, p. 3.—La Hode, L. XLIX, p. 79.



Digitized by Google

tion ; toutefois, sur les avis réitérés qu'on lui donna, il monta à cheval, et s'étant porté un peu en avant du camp, il vit les colonnes d'infanterie. Les ennemis arrivaient et se formaient, mais, à cause du pays très coupé, ils ne purent être en bataille et leurs dispositions terminées que vers une heure après midi. Aussi Luxembourg eut-il tout le temps de ranger son armée. Bientôt sa gauche fut attaquée avec une grande furie ; elle perdit du terrain, et une partie de son canon. Luxembourg se mit à la tête de la brigade des gardes : au milieu de cette troupe dorée, comme on l'appelait, se trouvaient le duc de Chartres, le duc de Bourbon, le prince de Conti, le duc de Vendôme, le grand prieur et le duc de Berwick ; ils culbutèrent tout ce qui se trouva devant eux ; les brigades à leur droite et leur gauche firent de même, et les alliés furent repoussés jusqu'à un grand quart de lieue du côté des bois. Les Anglais qui étaient les premiers à l'attaque, perdirent leur chef, le général Mackay, et furent presque détruits ; le marquis de Boufflers qui était campé à trois lieues de distance, marcha au canon, et décida la bataille en faveur des Français. Le comte de Solmes au contraire, à qui Guillaume avait envoyé l'ordre d'avancer avec son infanterie, n'envoya que sa cavalerie qui était inutile dans un pays si boisé. Le carnage fut grand des deux côtés ; plus de sept mille morts demeurèrent sur le champ de bataille, mais la nuit qui survint empêcha Luxembourg de poursuivre les ennemis qui se retirèrent en assez bon ordre (1).

Quoique, à tout prendre, la campagne n'eût pas été malheureuse, Louis XIV commençait à soupirer pour la paix. Il était entré dans sa cinquante-cinquième année ; il sentait pour lui-même le besoin du repos, et son peuple en avait bien plus besoin encore. La France continuait à tenir tête à toute l'Europe, mais les symptômes de son épuisement devenaient tous les jours plus évidents. L'industrie si florissante des religionnaires avait été tarie par la persécution. Louis

(1) Mar. de Berwick, p. 375. — Lettres de Louis XIV au mar. de Luxembourg, T. IV, p. 394.—La Hode, L. XLIX, p. 67.—Limiers, L. XI, p. 547.—Durand, L. XXV, p. 294.

Digitized by Google

avait châtié rudement tour à tour les provinces qui avaient tenté de résister à ses ordres, ou financiers ou religieux, la Bretagne, la Guyenne, le Languedoc, le Dauphiné ; il avait cru ne ruiner que des sujets mal affectionnés ou des rebelles, il s'apercevait à la longue qu'il s'était ruiné lui-même. L'horrible fardeau des tailles anéantissait, entre les mains des laboureurs, tout le capital agricole ; les enrôlements forcés, le tirage de la milice et plus encore les corvées et le service des pionniers pour les armées, détruisaient la population rurale. Ces derniers, que l'on commandait pour les siéges, pour la construction des lignes, par dix et vingt mille à la fois, qu'on enlevait par force à leurs chaumières, qu'on faisait travailler sous le feu ennemi, à coups de bâton, qu'on ne ménageait point, qu'on nourrissait mal, qu'on ne récompensait pas, périssaient en foule, sans qu'on y fît attention. Cependant la mort de chacun d'eux arrêtait souvent l'action d'une charrue. Les productions de la terre diminuaient, les paysans succombaient à la misère ; les gentilshommes, les prélats, les couvents ne pouvaient rien tirer de leurs fermages, et la pauvreté universelle n'était pas moins ressentie par les deux ordres exempts de taxes que par celui qui les payait toutes. Le produit des impôts, malgé toute la rigueur du fisc, diminuait avec celui de tout travail humain. Le contrôleur des finances, Pontchartrain, s'efforçait d'y suppléer par des emprunts ; il multipliait les rentes viagères, séduisant ceux qui avaient encore quelque argent, à sacrifier leur avenir et celui de leur famille, pour obtenir un plus gros intérêt. Il abolissait toutes les lettres de noblesse accordées depuis l'an 1600, en offrant toutefois à ceux qui les avaient obtenues de les leur rendre, moyennant la taxe arbitraire à laquelle ils seraient imposés ; mais tous ces moyens pour faire arriver au trésor le peu de capitaux qui circulaient encore, laissaient l'industrie toujours plus dépourvue, et achevaient de tarir la source de la reproduction des richesses (1).

(1) Août 1693, création de six classes de rentes viagères sur l'hôtel de ville, p. 198. — Décembre 1692, édit sur les lettres de réhabilitation de noblesse,

Digitized by Google

Mais quel que fût le désir du roi de rendre la paix à son royaume, il ne trouva dans les alliés de la ligue d'Augsbourg aucune disposition à entrer en négociations. Le duc de Savoie, le plus souffrant, le plus cruellement opprimé de tous, prêta bien l'oreille aux propositions qui lui furent faites pour la neutralité de l'Italie, mais il ne leur donna alors aucune suite. La seule tentative de pacification qui eut quelque succès fut celle dont était chargé, à la cour de Rome, le duc de Chaulnes, qu'accompagnait le joyeux chansonnier Coulanges. Le nouveau pape Antoine Pignatelli, Innocent XII (1), était un homme de bien, de peu de talents, mais soigneux des intérêts de son peuple, rigoureux contre le népotisme, attaché à la discipline et rigide défenseur des décisions scholastiques de l'Église, par lesquelles les jansénistes et les quiétistes avaient été rejetés hors de son sein. Cette âpre orthodoxie le disposait favorablement pour le roi de France, qu'il voyait être dans les mêmes sentiments. Louis XIV avait déjà fait rendre Avignon ; il avait déclaré qu'il abandonnait les franchises de ses ambassadeurs. Rome gardait le silence sur la régale, qu'elle regardait comme un fait accompli par l'exécution des édits du roi ; mais Innocent XII persistait à repousser la déclaration du clergé de France de 1682, connue sous le nom des Quatre articles. Son prédécesseur, sur le point de mourir, l'avait encore condamnée par sa bulle du 31 janvier 1691, et Innocent XII refusait, à moins

p. 172. — Mars 1693, édit pour le rachat des droits seigneuriaux, p. 174. — Isambert, Lois françaises, T. XX.

(1) *Voyez* les lettres de mad. de Sévigné à M. de Coulanges du 24 juillet 1691, et son couplet sur la nomination d'Innocent XII :

Mais au moins de boire en repos
Nous permettra-t-il, le Saint-Père ?
Son nom, ses armes sont des pots,
Une carafe étoit sa mère ;
Pour moi je veux avec éclat
Célébrer son pontificat.

Les Pignatelli portent trois *pignattes* ou petits pots dans leurs armes, et la mère du pape était de la maison Caraffa.

Digitized by Google

d'un acte de soumission, de donner des bulles aux trente-sept évêques nommés dès lors et non institués.

(1693.) Louis XIV, qui tenait si fort à commencer à se réconcilier avec l'Europe, consentit à céder sur ce point. Bossuet, l'auteur des Quatre articles, s'entendit avec les cardinaux d'Estrées et de Janson, qui étaient alors à Rome, sur la formule de rétractation dont le pape se contenterait. Après trois rédactions successivement réformées, au commencement de l'année 1693, chacun des évêques désignés, qui n'étaient que députés du second ordre à l'assemblée du clergé de 1682, écrivit individuellement au pape la lettre convenue, tandis que les députés du premier ordre gardèrent le silence. « Prosternés aux pieds de Votre Béatitude, disaient ces prélats, » nous professons et nous déclarons que nous sommes extrêmement fâchés, et au-dessus de tout ce qu'on peut dire, » de tout ce qui s'est fait dans les assemblées, et qui a infiniment déplu à Votre Sainteté et à ses prédécesseurs. Ainsi, » tout ce qui a pu être censé ordonné dans ces assemblées, au » regard de la puissance ecclésiastique et de l'autorité pontificale, nous le regardons comme n'ayant point été ordonné, » et déclarons qu'il doit être regardé sur ce pied-là. De plus, » nous tenons pour non délibéré tout ce qui a été censé avoir » été délibéré au préjudice des Églises (1). »

Rome fut contente; elle regarda le désaveu comme suffisant : le monde catholique y vit en général une abjuration expresse de tout ce qui s'était fait contre l'autorité pontificale. Les bulles furent envoyées aux évêques, et la paix parut rétablie. Mais il n'est pas facile de lier ceux qui se disent les arbitres des consciences ni ceux qui se disent les interprètes des lois. Les prêtres et les jurisconsultes savent à merveille quelles sont les paroles qui n'engagent point et les promesses qu'on n'est pas tenu d'accomplir. Dès que les bulles furent accordées, les docteurs gallicans prétendirent que la décision de l'Église de France demeurait en son entier, que les signataires de la lettre n'avaient aucune autorité, aucune mission pour

(1) La Hode, L. L, p. 106.

Digitized by Google

infirmer une doctrine si solennellement proclamée, et que les Quatre articles, que les évêques déclaraient tenir pour non délibérés, étaient toujours le fondement des libertés gallicanes (1).

Obligé de se préparer à continuer la guerre, le roi fit, le 27 mars 1693, et sans consulter Barbezieux, son ministre de la guerre, bien plus occupé des plaisirs de la jeunesse que de ses importantes fonctions, une promotion de sept maréchaux de France : c'étaient le comte de Choiseul, le duc de Villeroi, le marquis de Joyeuse, Tourville, le duc de Noailles, le marquis de Boufflers et Catinat. Villeroi, fils du gouverneur de Louis XIV, avait alors cinquante ans ; il avait été élevé avec ce prince, qui conserva toujours pour lui une tendre prédilection, encore qu'il l'eût tenu assez long-temps exilé de la cour, pour des intrigues de femmes, relatives surtout à M^me^ Henriette. Doué d'une très belle figure, habillé avec autant de goût que de magnificence, dansant à ravir, il n'était connu dans la société de M^me^ de Sévigné que sous le nom du *Charmant;* mais jusqu'alors, quoique brave, il avait à peine paru à l'armée, et n'avait eu aucun commandement ; lorsqu'il fut mis à l'épreuve, tous les militaires furent confondus, et de sa suffisance, et de sa complète ignorance de l'art de la guerre. L'aveuglement de Louis en sa faveur est une des bizarreries de son caractère. Tourville et Catinat, les deux seuls grands hommes compris dans cette promotion, étaient trop modestes pour y prétendre. Les quatre autres étaient de bons officiers, mais ils devaient le bâton de maréchal à leur position à la cour plus qu'à leurs services (2).

Le roi fit en même temps une nombreuse promotion dans la marine : il nomma des lieutenants-généraux, des chefs d'escadre, des capitaines de vaisseaux. Il en fit une plus nombreuse encore dans les troupes de terre, à la tête de laquelle se trouvaient vingt-huit lieutenants-généraux et

(1) Histoire de Bossuet, Tome II, Liv. VI, p. 209. — Lettre de Louis XIV au pape, du 14 septembre 1693. — Dangeau, art. inédits, p. 81.

(2) Saint-Simon, T. 1, ch. 6, p. 43.—Mém. de Villars, p. 414. Catinat n'était pas noble, il était de famille parlementaire. Son union au corps respecté des gens de robe a peut-être contribué à la prodigieuse réputation de vertu qu'on lui a faite.

Digitized by Google

vingt-six maréchaux de camp. La France avait plus de cinq cent mille hommes sous les armes ; on n'avait jamais vu encore aucun empire entretenir une armée si formidable. Au mois d'avril le roi créa un nouvel ordre militaire sous l'invocation de Saint-Louis. « Les officiers de nos troupes, disait-il » dans le préambule, se sont signalés par tant d'actions » considérables de valeur et de courage dans les victoires et » les conquêtes dont il a plu à Dieu de bénir la justice de » nos armes, que les récompenses ordinaires ne suffisant pas » à notre affection et à la reconnoissance que nous avons de » leurs services, nous avons cru devoir chercher de nou- » veaux moyens pour récompenser leur zèle et leur fidélité. » Le roi se déclara grand-maître de cet ordre, composé de huit grands-croix, vingt-quatre commandeurs et un nombre illimité de chevaliers. Leur nomination devait appartenir au roi seul ; l'ordre n'était point réservé exclusivement à la noblesse, et n'exigeait pas de preuves, mais nul ne pouvait y prétendre s'il ne faisait profession de la foi catholique, et s'il n'avait servi au moins dix ans comme officier dans les armées de terre ou de mer. Le roi assigna un revenu de cent mille écus à cet ordre, en promettant de l'accroître par la suite : il donnait des pensions de 6,000 livres aux grands-croix, de 3 à 4,000 livres aux commandeurs, et de 800 à 2,000 livres aux simples chevaliers, suivant leurs diverses classes (1).

Après avoir autant qu'il dépendait de lui ranimé l'ardeur et l'émulation dans ses armées par les grâces qu'il leur avait distribuées, Louis XIV se prépara à ouvrir la campagne : l'état des saisons avait fort ajouté aux embarras de la guerre ; des pluies excessives pendant l'année précédente avaient rendu les récoltes très mauvaises : il n'y avait eu que fort peu de blé, les vins étaient de mauvaise qualité, un grand nombre de pauvres périssaient de misère, et les approvisionnements des armées étaient difficiles et coûteux. Le 3 mai, le roi déclara qu'il irait en Flandre, commander une de ses armées, ayant sous lui le dauphin, le prince de Condé et le

(1) Lois françaises, T. XX, p. 181. — Mém. de Dangeau, p. 418.

Digitized by Google

maréchal de Boufflers; que le maréchal de Luxembourg commanderait l'autre, avec les maréchaux de Villeroi et de Joyeuse sous ses ordres. C'était une innovation que le roi venait d'introduire, de subordonner les maréchaux les uns aux autres par rang d'ancienneté. Les maréchaux de Lorge, de Catinat et de Noailles demeurèrent aux trois armées du Rhin, de Piémont et de Catalogne : d'autres sous les ordres de Monsieur furent chargés de la défense des côtes, pour lesquelles on craignait des débarquements (1).

Le roi partit en effet le 18 mai pour aller joindre son armée avec les dames qu'il conduisait d'ordinaire avec lui. La difficulté des approvisionnements avait retardé les mouvements des troupes françaises. Ce ne fut qu'à la fin de mai que l'armée du roi fut assemblée près de Tournai, et celle de Luxembourg près de Mons. Le roi lui-même arrêté en route par un catarrhe, vint seulement le 7 juin camper à Gembloux. Il s'était proposé de faire le siége de Liége, mais Guillaume III qui avait de son côté une assez forte armée, était venu se camper à l'abbaye du Park en avant de Louvain, et avait jeté seize à dix-huit mille hommes dans Liége. Le projet de Louis était désormais inexécutable; d'autre part Saint-Simon assure que les deux armées françaises pouvaient, en se réunissant, écraser Guillaume à l'abbaye du Park, d'où il n'aurait pas échappé sans miracle; Luxembourg le demanda à deux genoux; peut-être l'aversion de Louis pour les batailles rangées, ou l'état de sa santé, peut-être aussi des renseignements plus précis sur l'état de l'armée des alliés lui firent-ils refuser ce parti. Il résolut d'envoyer, le 12 juin, le dauphin prendre le commandement de l'armée d'Allemagne, à laquelle ce prince conduisit un renfort de trente-quatre bataillons et de soixante-quinze escadrons, et remettant au maréchal de Luxembourg le commandement du reste de ses forces dans les Pays-Bas, il revint à Versailles, où il arriva le 26 juin; et depuis il ne se remit plus à la tête de ses armées (2).

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 7, p. 50.
(2) *Ibid.*, ch. 12, p. 95. — Mémoires militaires de Louis XIV, T. IV,

Digitized by Google

Le départ de Louis XIV confondit ses courtisans, et fut considéré par ceux qui avaient l'esprit satirique, tels que Saint-Simon et La Fare, comme une faute capitale. Les alliés en triomphèrent, et les espérances qu'ils en conçurent montrent combien le roi ajoutait par sa présence à l'activité de son armée. Ils n'eurent cependant pas lieu de s'en applaudir longtemps. Luxembourg s'attacha à faire croire à son ennemi qu'il voulait attaquer Liége, et il l'engagea ainsi à s'affaiblir pour mettre cette place en défense par de gros détachements, puis à quitter son camp retranché du Park pour venir en occuper un qu'il fortifia aussi avec soin, à Neerwinden, entre les deux Gettes. Guillaume III n'avait que soixante-cinq bataillons et cent cinquante escadrons; Luxembourg avait quatre-vingt-seize bataillons et deux cent-dix escadrons. Mais le roi d'Angleterre croyait que la force de sa situation pouvait suppléer à cette infériorité. Il comptait d'ailleurs être à une distance suffisante des ennemis. Luxembourg, qui avait résolu de livrer bataille, arriva tout à coup par une marche forcée, le 28 juillet, avec toute sa cavalerie en présence des ennemis. L'infanterie ne put arriver que très tard, en sorte qu'il fallut différer le combat jusqu'au lendemain 29 juillet (1).

Luxembourg craignit d'abord que le roi Guillaume, sentant son infériorité, ne profitât de la nuit pour passer la rivière Gette sur laquelle il avait plusieurs ponts, et éviter ainsi la bataille. Mais Guillaume craignit le désordre des retraites nocturnes; il compta sur la fatigue des Français qui avaient fait huit grandes lieues de marche dans la journée précédente pour le joindre; il compta surtout sur la force de sa position, à laquelle il fit travailler toute la nuit pour en couvrir le front par des fossés larges et profonds de quatre pieds, garnis de quatre-vingt-dix pièces de canon. Il appuyait sa droite au village de Neerwinden, et sa gauche à celui de Landen. La canonnade se fit entendre le 29 juillet dès quatre heures du

p. 404. — Mémoires de Dangeau, T. I, p. 423. — Marq. de La Fare, ch. 10, p. 276. — Limiers, L. XI, p. 350. — La Hode, L. L, p. 93. — Berwick, p. 378.

(1) Mar. de Berwick, p. 379. — Saint-Simon, T. I, ch. 12, p. 101.

Digitized by Google

matin. Mais la vraie attaque du maréchal de Luxembourg ne commença guère qu'à neuf heures. Il ordonna à la droite de contenir seulement les ennemis sans attaquer, parce qu'il y avait de ce côté-là un ravin très profond et difficile à passer ; il étendit au centre la plus grande partie de sa cavalerie, qui était cruellement maltraitée par le canon des ennemis, et il poussa sur la gauche le gros de son infanterie. Ce fut sur ce point et à l'attaque du village de Neerwinden, que se livra le plus fort du combat : deux fois les Français y furent repoussés ; à la troisième charge ils s'en emparèrent. Mais Montchevreuil, lieutenant-général qui les conduisait, ayant été tué, les Anglais reprirent le village, et le duc de Berwick y fut fait prisonnier par son oncle, le brigadier Churchill, frère du futur duc de Marlborough. Trois fois Luxembourg fit charger le front des alliés par toute sa cavalerie, moins dans l'espoir de franchir le fossé qui était trop large, que de leur faire lâcher pied par un mouvement qui avait quelque chose d'effrayant. Mais trois fois les Français, arrivés à la portée du pistolet, furent mis en désordre par une décharge faite à propos et retournèrent plus vite qu'ils n'étaient venus. Le combat s'était déjà prolongé six ou sept heures, par un des plus ardents soleils du mois de juillet, quand enfin M. le Duc, à la tête des gardes françaises et suisses, emporta le village de Neerwinden, en même temps que Harcourt, qui avec un corps séparé arrivait de six lieues de distance attiré par le bruit du canon, commença à paraître à la droite des alliés comme pour tourner ce village. La cavalerie put alors passer au travers de Neerwinden pour charger celle des alliés, et, après cinq attaques successives, elle la poussa enfin dans la Gette, où un grand nombre de cavaliers furent noyés. Le prince de Conti en même temps avait emporté le village de Landen ; le duc de Chartres, à la tête de la maison du roi, s'était trouvé au milieu des charges les plus vives de cavalerie : tous les princes du sang avaient donné des preuves brillantes de leur valeur. Enfin entre quatre et cinq heures après midi, toutes les positions furent forcées par les Français, la bataille fut décidément gagnée, et les alliés, en pleine retraite, la firent

Digitized by Google

cependant avec ordre, de manière à être loués des vainqueurs. Ils leur laissaient tous leurs canons, leurs caissons, et beaucoup de drapeaux : mais jamais bataille n'avait été plus sanglante ; on évalua la perte des alliés à dix-sept mille hommes, et celle des Français passait dix mille (1).

Après la perte de la bataille, Guillaume, avec l'électeur de Bavière qui l'avait vaillamment secondé, se retira sur les hauteurs de Tirlemont. Bientôt il y fut joint par le prince de Wirtemberg et d'autres troupes fraîches que lui envoyaient les alliés, et en peu de semaines il se retrouva aussi fort qu'avant sa défaite. Pendant toute cette guerre, la coalition montra la même constance ; c'était aussi le caractère de Guillaume, que les revers ne décourageaient point, et qui savait inspirer aux soldats sa confiance. Luxembourg, au contraire, grandissait sur le champ de bataille. Il voyait tout, et savait tirer parti de toutes les circonstances avec un sang-froid égal à sa valeur ; mais il n'était point assez ménager de la vie de ses soldats ; s'il avait gagné la bataille, il avait été plus d'une fois au moment de la perdre, et il n'avait enfin réussi qu'à force d'opiniâtreté, de sang et de valeur française. Après la victoire il parut ne plus songer qu'au repos et à la subsistance de ses troupes. Il est vrai que les soldats et les chevaux n'en pouvaient plus de fatigue, et l'on assurait que les charrettes étaient épuisées de munitions. Ce ne fut que six semaines après qu'il investit Charleroi, et la campagne de Flandre finit par la capitulation de cette place le 11 octobre, après un siége meurtrier et vingt-sept jours de tranchée ouverte (2).

Il semble que l'intention de Louis XIV avait été de laisser au dauphin son fils le principal honneur de cette campagne. Les maréchaux de Lorge et de Choiseul avaient passé le Rhin

(1) Mém. du mar. de Berwick, T. LXV, p. 380.—Saint-Simon, T. I, ch. 12, p. 101. — La Fare, T. LXV, p. 277.— Feuquières, T. III, p. 291.—La Hode, L. L, p. 98. — Limiers, L. XI, p. 350. — Larrey, T. VI, p. 90. — Durand, hist. d'Angleterre, T. XI, L. XXV, p. 312. — *Smollet, Hist. of Engl.*, ch. 4, § 20, p. 186. — Relation de la bataille envoyée à Catinat par le ministre, Mém. de Catinat, T. II, p. 504.

(2) Saint-Simon, ch. 13, p. 112. — La Hode, L. L, p. 104.

Digitized by Google

à Philipsbourg le 17 mai ; ils attaquèrent Heidelberg le 21. Le gouverneur, frappé d'une terreur panique, encloua ses canons et se retira au château, sans avoir seulement essayé de capituler ; quinze mille bourgeois l'y suivirent, et cette foule d'hommes, de femmes, d'enfants, serrés dans la cour du château, à découvert, fut bientôt menacée d'un bombardement qui en aurait fait une horrible boucherie. Le maréchal de Lorge traita la ville comme prise d'assaut, et il l'abandonna à toutes les horreurs du pillage et à toutes les violences exercées contre les personnes. Ceux qui s'étaient sauvés dans les églises et dans les cloîtres furent ou égorgés, ou dépouillés tout nus par les plus humains. Toute l'argenterie des églises fut pillée, les femmes furent violées jusque sur les autels ; les tombeaux des électeurs furent ouverts, leurs corps dépouillés de leurs ornements et traînés dans les rues. Peu d'heures après le château capitula ; on conduisit la garnison à Sintzheim, et les bourgeois à Necker-Eck. Comme c'était dans la nuit, cette multitude qui suivait le Necker, dans les boues, sans aucuns vivres, sans avoir pu sauver la moindre chose, voyait successivement tomber des femmes, des enfants, des malades, qui se couchaient dans la fange pour ne plus se relever. On conçoit à peine comment dans ce malheureux Palatinat il restait encore des richesses qu'on pût voler, des hommes qu'on pût torturer, des femmes qu'on pût abreuver d'outrages (1).

Le dauphin, accompagné du maréchal de Boufflers, vint joindre cette armée à la fin de juin. Il lui amenait de vingt-cinq à trente mille hommes détachés de l'armée de Flandre ; en sorte que le fils du roi avait sous ses ordres quatre-vingt mille hommes, tandis que le prince de Bade, qui lui était opposé, en commandait seulement trente mille ; ce général occupait auprès d'Heilbron un camp retranché, dont les Français s'approchèrent trop tard. Ils avaient perdu cinq ou six jours à ruiner le pays, et les Impériaux en profitèrent

(1) Lettre d'un bourgeois d'Heidelberg du 17 juin 1693, dans Limiers, L. XI, p. 554. — Villars, T. LXVIII, p. 415. — Saint-Simon, ch. 13, p. 114. — La Hode, L. L, p. 118.

Digitized by Google

pour terminer leurs redoutes. Quand le dauphin fut arrivé en face de ces batteries, tous les chefs de son armée reconnurent qu'elles étaient inattaquables. Le maréchal de Lorge proposa bien diverses manœuvres pour tirer les ennemis de leur camp, les conseillers intimes du dauphin s'y refusèrent, et ce prince termina de bonne heure la campagne sans avoir rien fait ; il se hâta de revenir à Versailles (1).

En Roussillon le nouveau maréchal, Noailles, avait enfin reçu les renforts qu'il sollicitait depuis long-temps : son armée était de quinze à dix-huit mille hommes ; il était secondé par la flotte du comte d'Estrées, qui menaçait les places maritimes de Catalogne. Tous ses succès se bornèrent cependant à la prise de Roses, à treize lieues de Perpignan, qui se rendit le 9 juin, après huit jours de siége. Les Espagnols, aussi glorieux qu'au temps de Charles-Quint et de Philippe II, disaient toujours qu'au moindre mouvement de leur couronne la terre tremblerait (2). Ils faisaient aux alliés les plus magnifiques promesses, mais ils ne prenaient ensuite aucun soin de les réaliser ; armée, marine, fortifications, finances, tout était à l'abandon, et Roses, qui en 1645 avait soutenu quarante-neuf jours de tranchée ouverte, ne succomba, en une semaine, que parce qu'on n'avait relevé aucune de ses ruines et que les poudres et les munitions lui manquaient. Il fut ensuite question d'assiéger Girone, mais Noailles ne se trouva pas assez fort pour une entreprise de cette importance ; déjà son armée commençait à être décimée par les fièvres pestilentielles du Lampourdan, quand Louis XIV lui transmit l'ordre de renoncer à toute autre entreprise, de mettre ses troupes en quartiers d'hiver, ce qu'il fit le 10 octobre, et d'envoyer ses meilleurs régiments pour renforcer l'armée de Piémont (3).

Catinat était aussi maréchal de la dernière promotion :

(1) Villars, p. 416. — Saint-Simon, ch. 13, p. 114. — Feuquières, T. II, p. 214. — La Hode, L. L, p. 119. — Limiers, L. XI, p. 555. — Larrey, T. VI, p. 72.

(2) *Como se mueve a Espana la tierra tiembla.*

(3) Mém. de Noailles, T. LXXI, p. 343-359. — La Hode, L. L, p. 116.

cornette à vingt-deux ans, il en avait cinquante-six lorsqu'il parvint à la plus haute dignité militaire. Tous ceux qui ont écrit sa vie se plaisent à retracer sa modestie, sa bonhomie, et les vertus privées qui le rendaient cher à ceux qui l'approchaient; mais l'historien, en rendant hommage à son génie militaire, ne peut être que douloureusement affecté de la manière dont il faisait la guerre. L'irritation avait été croissant depuis le commencement du règne de Louis XIV, le soldat était devenu plus féroce, l'officier ne se faisait plus un devoir de le contenir, la guerre contre la ligue d'Augsbourg prit un caractère d'atrocité qu'on n'avait trouvé dans aucune de celles des siècles que le dix-septième nommait barbares; et malheureusement, de toutes les armées c'était celle de Piémont qui outrageait le plus les droits de l'humanité (1).

Au commencement de la belle saison Catinat était trop faible pour tenir la campagne contre le duc de Savoie; il s'attacha seulement à garder les débouchés des Alpes, et il lui laissa assiéger Pignerol et le fort de Sainte-Brigitte : ce dernier fut pris par les alliés; mais ils y avaient perdu tant de monde et consommé tant de munitions qu'ils ne se trouvèrent pas en état de poursuivre le siége de Pignerol, dont Sainte-Brigitte passait à leurs yeux pour la citadelle, et qu'ils se retirèrent avec précipitation. Jusqu'au 27 septembre Catinat demeura campé à Fenestrelles, et le duc de Savoie à la Pérouse, faisant venir de Turin de l'artillerie pour recommencer le siége de Pignerol (2). Mais, pendant ce temps, Catinat, averti que de grands renforts lui devaient arriver de l'armée d'Allemagne, préparait secrètement une attaque sur le Piémont, et il rendait compte au roi de tous les détails de son projet, dans une correspondance journalière. Dans la dernière de ces lettres, du 29 septembre, il lui disait : « Je » puis assurer Votre Majesté que l'on exécutera avec passion » et ressentiment les ordres qu'elle donne, en représailles des » incendies que M. le duc de Savoie a faits dans son pays. Je

(1) Mém. de Catinat, T. II, L. V, p. 105 ; Brevet de maréchal de France, et sa correspondance avec son frère.

(2) Mém. de Catinat, T. II, p. 180.

Digitized by Google

» remets à les commencer au delà de Veillane, parce que le » peu de villages qu'il y a d'ici à Suse sont de peu de consi» dération, fort nécessaires à la subsistance de l'armée et très » obéissants aux ordres qu'on leur envoie. » Les représailles dont il est question ne justifiaient rien, puisque c'étaient les Français qui, depuis trois ans, avaient commencé les massacres et les incendies en Piémont (1). Ce jour-là Catinat se trouvait à Bussolino, avec quarante-huit escadrons et soixante-dix-sept bataillons, vingt-six pièces de canon, dix-huit mille mulets chargés de vivres et d'avoine, sans que le duc de Savoie se doutât de son approche ou de ses projets, et sans que sa propre armée sût où il la conduisait.

Dans cette ignorance sur la force de son ennemi, le duc de Savoie avait fait la faute de ne pas garder l'entrée de la plaine de Piémont, tandis qu'il s'engageait dans la vallée de Pinerolo. Catinat arriva le 29 septembre à Veillane sans trouver aucun obstacle ; dès lors il était sûr que si le duc de Savoie voulait retourner à Turin, il ne pourrait le faire, quelque chemin qu'il pût prendre, sans donner bataille, ou sans perdre son canon. Dès le lendemain, Catinat chargea M. de Bachevilliers, avec quinze cents chevaux, d'exécuter les ordres cruels du roi (2). Jusque-là on s'était surtout attaché à brûler les granges et les villages, et à ruiner les paysans, pour qu'ils mourussent de faim pendant l'hiver qui s'approchait : par une sorte de galanterie chevaleresque, on épargnait encore les gens dont le nom était connu. Mais Louis craignant que Victor-Amédée n'eût pas plus de pitié que lui-même pour les paysans, ordonna de traiter la noblesse avec la même rigueur, et de n'épargner personne. « M. de Bachevilliers » commença par réduire en cendres la Bolglera, maison de » plaisance du marquis de Saint-Thomas, premier ministre » du duc de Savoie. Il alla ensuite à la Vénerie, maison du » duc que le roi avait fait épargner précédemment, et la seule » que M. de Savoie eût laissée meublée. On ne se fut pas

(1) Mém. de Catinat, T. II, L. VI, p. 208.
(2) *Ibid.*, L. VII, p. 213.



Digitized by Google

» plutôt rendu maître du pont, que les officiers l'abandonnè-
» rent aux soldats ; ils entrèrent dans les appartements qu'ils
» pillèrent..... Le château de Rivoli fut brûlé sans qu'il fût
» possible aux ennemis de rien sauver....... Pendant la nuit,
» les troupes coururent dans le territoire de Turin, dont elles
» pillèrent et brûlèrent toutes les cassines, ou maisons de
» plaisance (1). » Les statues, les tableaux, tous les monuments des arts furent détruits dans ces palais par les barbares soldats.

Le duc de Savoie était revenu en arrière de Pignerol ; mais il avait reconnu l'impossibilité de passer sans combattre, et dans la nuit du 3 au 4 octobre il avait rangé son armée en bataille fort près de celle des Français, dont un brouillard épais lui dérobait la vue. Il avait appuyé sa droite au ruisseau de Sangon et au bois de Volvera qu'il avait garni de troupes, sa gauche au torrent de Chisola ; derrière lui était le village de la Marsaille ; devant lui, à sa droite, celui d'Orbassan ; mais il avait négligé d'occuper à temps les hauteurs de Piozasco, qui dominaient sa gauche ; quand il voulut s'en emparer, les Français en étaient déjà maîtres (2). Victor-Amédée avait pris le commandement de la droite, le prince Eugène celui du centre, le prince de Commercy de la gauche. Catinat commandait sa droite qui était mal couverte par la Chisola, ruisseau facile à passer à gué ; il avait donné la gauche au duc de Vendôme. La canonnade commença dès le grand matin ; mais le choc des deux armées n'eut lieu qu'entre huit et neuf heures. Il fut vaillamment soutenu des deux côtés : les Français s'avançaient sans tirer, la bayonnette au bout du fusil, et leur impétuosité finit par enfoncer les troupes de Commercy qui étaient opposées à Catinat, surtout après que quelques uns de ses escadrons, ayant passé la Chisola, revinrent prendre l'ennemi en flanc. Victor-Amédée avait eu d'abord quelque succès contre Vendôme, mais il s'arrêta quand il s'aperçut du désordre à son autre aile. Bien-

(1) Catinat, L. VII, p. 215.
(2) Plan de la bataille aux Mém. de Catinat, T. II, p. 213.

Digitized by Google

tôt Catinat, refoulant toute l'aile gauche des alliés sur le centre où était le prince Eugène, et les suivant de près, mit toute leur armée en déroute ; en moins de quatre heures la bataille fut décidée ; mais les soldats, irrités d'avoir été traités d'incendiaires dans des proclamations du duc de Savoie, continuèrent long-temps à n'accorder aucun quartier, et à tuer des ennemis qui ne se défendaient plus : de cette manière, les régiments allemands, piémontais, et surtout les Français religionnaires qui servaient le duc de Savoie, furent presque absolument détruits ; les Espagnols, les Napolitains et les Milanais furent traités avec plus de ménagement. L'armée des alliés laissa au moins six mille morts sur le champ de bataille, environ deux mille prisonniers, son artillerie de campagne et de siége, ses munitions, et un grand nombre de drapeaux. Le duc de Schomberg, prisonnier, mourut peu de jours après de ses blessures ; les meilleurs officiers du duc de Savoie furent tués. Les débris de son armée se réunirent à Moncalieri (1).

La délivrance de Pignerol et la levée du blocus de Casal furent les premiers fruits de cette victoire, aussi bien que de nouveaux actes de barbarie : entre autres l'incendie de la grosse bourgade de Poirino, qui ne songeait nullement à se défendre (2). Mais Louis XIV aurait voulu qu'elle fût suivie de conquêtes plus durables, que Catinat fît le siége de Coni, et qu'après avoir réduit cette ville, il prît ses quartiers d'hiver en Piémont sur la droite du Pô. Sa correspondance à ce sujet avec Catinat est d'autant plus curieuse, qu'elle montre en même temps combien c'était lui, et non le jeune et dissipé Barbezieux, qui remplissait réellement les fonctions de ministre de la guerre, combien il entrait dans tous les détails, mais combien aussi son obstination, contre l'avis des meil-

(1) Relation envoyée au roi par Catinat le 6 octobre. Mém. de Catinat, T. II, p. 219. — *Botta, Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXII, p. 61. — *Muratori, Annali d'Italia*, T. XVI, p. 9. — Coste de Beauregard, Maison de Savoie, T. III, p. 48. — La Hode, L. L, p. 112. — Limiers, L. XI, p. 557.

(2) Catinat, T. II, p. 268. — L'abbaye de Revel où il y avait cinquante filles des meilleures maisons du Piémont, fut abandonnée à la brutalité des soldats. Villars, p. 424.



Digitized by Google

leurs généraux, pouvait attirer de malheurs. L'armée française en Piémont, appuyée contre des montagnes stériles, et bientôt fermées par les neiges, n'avait de munitions et de vivres que ce qu'elle faisait venir à dos de mulets de Provence ou du Haut-Dauphiné. Le chemin de Pignerol à Coni était long, montueux et difficile ; le Piémont était tellement ruiné qu'on n'en pouvait rien tirer. Catinat voyait bien que l'expédition qu'on lui commandait était désastreuse. Après une longue discussion, il lui vint enfin, le 24 octobre, un ordre positif d'attaquer Coni. Il répondit qu'il ne lui restait qu'à obéir, et qu'il allait le faire avec tout son zèle. Il demanda cependant de nouveaux ordres sur la conduite qu'il devait tenir après la disgrâce qu'il prévoyait. Pendant ce temps, Chamlay, et d'autres hommes de confiance avaient vu l'armée, et en avaient rendu compte au roi ; celui-ci révoqua ses ordres, et au mois de décembre, Catinat rentra dans les montagnes pour prendre ses quartiers d'hiver en Dauphiné (1).

On ne peut récapituler sans effroi les calamités que, durant cette année, les peuples qui se disaient civilisés s'infligèrent réciproquement les uns aux autres. Tandis que la guerre se faisait d'une manière horrible sur toutes les frontières, la mer avait aussi ses désastres. Louis avait fait travailler avec activité à rétablir sa marine, et le maréchal de Tourville put prendre la mer, le 26 mai, avec une escadre de soixante et onze vaisseaux de guerre; mais au lieu de chercher les flottes anglaise et hollandaise, qui s'étaient réunies dans le canal, il se dirigea vers le détroit de Gibraltar, et se mettant en embuscade près du cap Saint-Vincent, il surprit, le 27 juin, la grande flotte anglaise et hollandaise de deux cents vaisseaux marchands qui revenaient de Smyrne, sous l'escorte du chevalier Rook et de vingt-deux vaisseaux de guerre. Il en prit une partie, mais il en brûla un beaucoup plus grand nombre, en sorte que la perte du commerce anglais et hollandais fut évaluée à plus de trente-six millions (2). De leur côté, les An-

(1) Correspondance de Louis avec Catinat, T. II, L. VII, p. 228-282.

(2) La Hode, L. L, p. 120.—Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 315. — Limiers, L. XI, p. 557.

Digitized by Google

glais avaient formé le projet de faire sauter la ville tout entière de Saint-Malo, à l'aide d'une machine infernale que portait un vaisseau qu'ils firent entrer dans ce port, durant la nuit du 30 novembre; mais les matelots, pressés de s'échapper, au lieu de conduire le vaisseau à portée de la population la plus dense, le laissèrent échouer sur un rocher; en sorte que son explosion, quoique accompagnée de circonstances désastreuses, ne fit pas à la ville tout le mal qu'on en avait attendu (1).

Il semble que l'état violent où se trouvait alors la France, la détresse des finances, la misère du peuple qui s'accroissait d'une manière effrayante, les efforts gigantesques que faisaient les armées, et les victoires dont elles avaient été couronnées, mais au prix de torrents de sang, auraient dû faire taire les petites vanités et les puériles rivalités des courtisans; mais les manières cérémonieuses de Louis XIV avaient à la longue changé le caractère des Français; il les avait pénétrés de l'importance de l'étiquette, et cette sanglante campagne de 1693 ne fut pas plutôt terminée, qu'un procès ridicule par sa futilité occupa la cour, la ville et la magistrature, comme s'il se fût agi de l'affaire la plus importante de l'État. Le maréchal de Luxembourg, illustré par les victoires de Leuze, de Fleurus, de Steinkerque et de Neerwinde, passait alors pour le premier des généraux de la France. Né posthume de ce Boutteville, de la maison de Montmorency, qui avait payé de sa tête, en 1627, son audacieux duel sur la place Royale (2), il était frère de la belle duchesse de Châtillon qu'aimait le grand Condé, et il s'était lié intimement à ce prince qu'il suivit dans son exil. « Un » grand nom, dit Saint-Simon son ennemi, beaucoup de » valeur, une ambition que rien ne contraignit, de l'esprit, » mais un esprit d'intrigue, de débauche et du grand monde, » lui firent surmonter le désagrément d'une figure, d'abord » fort rebutante; mais ce qui ne se peut comprendre de qui

(1) La Hode, L. L, p. 124. — Saint-Simon, T. I, ch. 14, p. 129.
(2) *Voyez ci-devant*, T. XVI, p. 28.

Digitized by Google

» ne l'a pas vu. une figure à laquelle on s'accoutumoit, et » qui malgré une bosse médiocre par devant, mais très » grosse et fort pointue par derrière, avec tout le reste de » l'accompagnement ordinaire des bossus, avait un feu, une » noblesse et des grâces naturelles, qui brilloient dans ses » plus simples actions. » Le prince de Condé voulant à son retour assurer la fortune de ce fidèle compagnon de son exil, lui fit épouser l'héritière du duché de Piney-Luxembourg. « Elle étoit laide affreusement et de taille et de visage ; » c'étoit une grosse vilaine harengère dans son tonneau, » mais elle étoit fort riche..... Le mariage fait le 17 mars » 1661, M. de Boutteville mit l'écu de Luxembourg sur le » tout du sien, et signa Montmorency-Luxembourg, ce que » tous ses enfants et les leurs ont toujours fait aussi (1).

» L'éclat de ses campagnes et son état brillant de général » de l'armée la plus proche et la plus nombreuse lui avoient » acquis un grand crédit. La cour étoit presque devenue la » sienne, par tout ce qui s'y rassembloit autour de lui, et » la ville éblouie du tourbillon de son accueil ouvert et po» pulaire lui étoit dévouée. Les personnages de tous états » croyoient avoir à compter avec lui, surtout depuis la mort » de Louvois, et la brillante jeunesse le regardoit comme » son père, le protecteur de leur débauche et de leur con» duite, dont la sienne à son âge ne s'éloignoit pas (2). » Ce fut dans ces circonstances qu'il crut pouvoir faire valoir les droits de la création primitive du duché de Piney-Luxembourg, par Henri III, en 1581, pour prendre rang parmi les ducs et pairs le deuxième, ou immédiatement après le duc d'Uzès, au lieu de demeurer le dix-huitième, selon le rang qui lui avait été assigné le 22 mai 1662, lorsqu'à son mariage, le duché des ancêtres de sa femme avait été de nouveau érigé pour lui. On a peine à comprendre comment des pairs, surtout quand ils portaient un nom aussi illustre que celui de Montmorency, pouvaient croire que la date de l'érection

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 16, p. 149.
(2) *Ibid.*, p. 154.

Digitized by Google

de leur pairie avait aucune importance et leur donnait aucun avantage les uns sur les autres. Ils devaient sentir que leur rang que l'histoire avait consacré, que le temps garantissait, était une chose trop haute pour que le roi le plus absolu pût le donner ou le faire perdre. L'origine même et la date toute récente de la pairie renouvelée par Henri III comme faveur de cour, pour la donner à ses mignons, décernée par Henri IV aux familles de ses maîtresses, et par Louis XIII à ses favoris, aurait dû dégoûter la noblesse historique d'une telle distinction. Quoi qu'il en soit le procès fut entamé devant le parlement, au commencement de l'année 1694. Luxembourg crut pouvoir le faire décider par surprise dans une audience où il y avait fort peu de monde, mais où les intendants des ducs de la Rochefoucauld et de Saint-Simon se trouvant par hasard, s'opposèrent au nom de leurs maîtres et en obtinrent l'ajournement (1).

Ce jeune duc de Saint-Simon, âgé alors de dix-neuf ans, commençait à paraître à la cour, et il venait de faire ses premières armes sous le maréchal de Luxembourg; il n'hésita pas cependant à se prononcer comme l'antagoniste le plus ardent et le plus actif du général sous lequel il venait de servir. Il était fils du second lit, et né dans la vieillesse de ce Claude de Saint-Simon écuyer et favori de Louis XIII, dont nous avons vu le commencement en 1626 et la disgrâce en 1636 (2). Lorsque Louis XIII l'avait remarqué parmi les pages de la petite écurie, comme celui qui le servait le mieux à la chasse et qui l'aidait le plus adroitement à sauter d'un cheval à un autre, les courtisans n'avaient vu en lui qu'un pauvre gentilhomme des environs de Senlis dont la figure avait plu au faible monarque, qu'il s'était amusé dès lors à orner comme sa poupée et qu'il avait comblé d'honneurs et de richesses. Saint-Simon prétendait au contraire descendre des anciens comtes de Vermandois, éteints au milieu du XII$^e$ siècle; et la terre de Saint-Simon que Louis XIII lui fit racheter de la branche

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 17, p. 156.
(2) *Voyez ci-devant*, T. XVI, ch. 15, p. 16; et 18, p. 179.

Digitized by Google

aînée de sa maison, était, disait-il, un débris du patrimoine de ces anciens grands vassaux. Quoi qu'il en soit de cette origine, Saint-Simon était en effet allié à plusieurs familles de la haute noblesse; et le gouvernement de Blaye qu'il conserva jusqu'à sa mort (3 mai 1693), avait fait de lui, durant les guerres civiles, une sorte de feudataire indépendant (1).

Luxembourg était assuré de la faveur du public, de celle du parlement, et surtout du premier président Harlay. La question de savoir s'il succédait par sa femme à un duché érigé depuis un siècle, ou si ce duché avait reçu pour lui, depuis trente ans seulement, une nouvelle vie, était au moins douteuse. Mais les pairs, dont la création avait eu lieu entre ces deux termes, se passionnaient pour garder leur rang. Ce n'était que sur de telles questions que les grands seigneurs manifestaient leur indépendance. Serviles pour tout le reste, ils ne défendaient ni leurs priviléges dans les provinces, ni leurs opinions, ni leurs fortunes; mais ils sacrifiaient la faveur, ils bravaient l'autorité royale dès qu'il s'agissait d'un point d'étiquette, et Louis respectait, encourageait même cette susceptibilité : il aimait à voir ces fiers barons se disputer autour de sa personne tous les plus humbles offices de la domesticité; estimer à grand honneur le soin de porter pour lui le bougeoir, de lui donner la chemise ou la serviette, et ne connaître de distinction que celle qui se liait à la majesté royale. C'était un moyen facile et économique de distribuer des faveurs et des récompenses dont il disposait seul. Mais il y voyait quelque chose de plus, lorsque le rang entre un Montmorency et un Saint-Simon devait être réglé par la date d'un diplôme royal tout récent, il ne fallait plus songer à l'ancienne aristocratie territoriale, qui tenait à la France et non au trône. Cet ordre orgueilleux qui avait autrefois fait trembler les rois, était renversé à ses pieds. Louis évita soigneusement de se prononcer, de montrer même aucune préférence dans le procès des ducs et pairs. Mais ceux-ci, qui craignaient la par-

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 7, p. 52.

Digitized by Google

tialité du premier président, recoururent à toute sorte de chicanes pour traîner en longueur et empêcher qu'aucun jugement fût prononcé en cette année ou la suivante (1).

Le procès des ducs avait au reste réveillé toutes les anciennes querelles de préséance, et l'on ne s'occupait plus d'autre chose à la cour. Le duc de Vendôme et le grand prieur son frère firent revivre des lettres-patentes de Henri IV, qui accordait à son fils, leur aïeul, le droit de marcher immédiatement après les princes du sang, et de précéder tous les autres ducs et pairs ; le roi fit revivre pour le duc du Maine la pairie éteinte des comtes d'Eu, une des plus anciennes du royaume ; enfin le premier président, pour faire sa cour à Louis, imagina de donner aux princes légitimés un rang intermédiaire entre les princes du sang et les pairs, et de le marquer par des distinctions minutieuses dans le cérémonial, lorsque les princes légitimés prenaient séance au parlement. Le premier président, le bonnet à la main, regardait seulement les princes du sang pour leur demander leur avis ; il appelait par leur nom les princes légitimés, le bonnet toujours à la main, mais un peu moins baissé ; il n'ôtait point son bonnet en appelant les autres pairs. Il envoyait deux huissiers au-devant des princes du sang, comme ils descendaient de leurs carrosses, un seul aux princes légitimés, aucun aux autres pairs, sauf le jour de leur réception. C'est là l'innovation que Saint-Simon appelle « la plus grande plaie que la pairie pût recevoir, qui en devint la lèpre et le chancre (2). »

Le grand procès des préséances fut naturellement suspendu par le départ des généraux et de presque toute la noblesse pour les armées. La distribution s'en fit comme l'année précédente. M. de Luxembourg eut la grande armée de Flandre avec le maréchal de Villeroi pour le doubler ; le maréchal de Boufflers une plus petite, et le marquis d'Harcourt un camp volant, aussi dans les Pays-Bas. Bientôt après le dauphin fut déclaré commander toutes les armées de Flandre, et tous les

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 17, 18, 19, p. 155-188.

(2) *Ibid.*, ch. 19, p. 187 et 191. — Mém. de Dangeau, T. I, p. 434 et suiv.

Digitized by Google

princes s'y rendirent avec lui. De Lorge, doublé par Joyeuse, demeura sur le Rhin, Catinat en Piémont, Noailles en Roussillon, et Choiseul en Normandie. Mais tandis que la campagne précédente avait été signalée par les actions les plus sanglantes, celle-ci ne fut marquée par aucune grande entreprise. Il paraît que Louis, succombant aux efforts répétés qu'il avait dû faire pour tenir tête à toute l'Europe, manquant d'argent, de munitions de guerre, de soldats, gêné encore pour les approvisionnements de vivres, par les conséquences de la mauvaise récolte de l'année précédente, ne put, sur aucune de ses frontières, assurer à ses armées la supériorité sur celles qui leur étaient opposées, et qu'il leur ordonna en conséquence de se tenir sur la défensive (1).

Guillaume III était supérieur en forces à Luxembourg : il ne put cependant rien exécuter dans cette campagne. Il se figura que les Français voulaient de nouveau attaquer Liége, et pour les surveiller, il contint son armée dans le camp de Tirlemont, jusqu'au 22 juillet ; chaque armée ne s'occupa qu'à faire des expéditions de fourrages, pour ravager le pays, et lever des contributions ; enfin Guillaume III décampa, pour se jeter sur les villes de la Flandre maritime que sa flotte menaçait en même temps. Luxembourg le devina, et faisant faire à ses soldats une extrême diligence, il se retrouva sur son passage au pont d'Espierre, au moment où le duc de Wirtemberg s'y présentait avec l'avant-garde des alliés, pour passer l'Escaut. Cette marche rapide qui déjoua les projets de Guillaume III, fut l'événement le plus brillant de la campagne du dauphin cette année. C'est ainsi qu'une armée de quatre-vingt-dix-huit bataillons, et cent quatre-vingt-dix escadrons, faisant au moins soixante-douze mille hommes, passa six mois en présence de l'ennemi sans se battre, uniquement occupée à ruiner de malheureux paysans. De son côté Guillaume III termina la campagne par la prise de la petite ville de Huy, le 28 septembre (2).

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 21, p. 206. — La Hode, L. LI, p. 130.

(2) Saint-Simon, T. I, ch. 22, p. 217. — La Hode, L. LI, p. 131.—Durand,

Digitized by Google

Les maréchaux de Lorge et de Joyeuse, qui avaient rassemblé leur armée à Kayserlautern, se tinrent également sur la défensive; mais le prince de Baden et le landgrave de Hesse qui leur étaient opposés, ne cherchaient pas non plus à les pousser. Le pays était tellement ruiné que les armées n'y pouvaient vivre; les Français qui avaient passé sur la droite du Rhin à Philipsbourg, après un petit fait d'armes au ruisseau de Wiesloch, où ils remportèrent quelque avantage sur l'avant-garde du prince de Baden, repassèrent le Rhin, parce que leurs chevaux mouraient de faim. A son tour, à la fin de septembre, le prince de Baden passa sur la gauche du Rhin à Gayersbach, dans l'espoir de pousser en avant trois ou quatre mille chevaux qui remonteraient toute l'Alsace, mettraient tout à contribution, enlèveraient une quantité de baillis et de gens considérables, comme otages pour leur paiement, et s'en retourneraient par Rhinfeld, sans se soucier de violer la neutralité des Suisses. La rapidité avec laquelle l'armée française se porta à Hagenbach fit échouer ce dessein, et contraignit les Impériaux à repasser le Rhin, après quoi, de part et d'autre on se mit en quartier d'hiver (1).

Catinat se tint de même sur la défensive pendant toute cette campagne; toutes ses lettres sont datées du camp de Diblon, dont il paraît ne s'être pas éloigné de tout l'été. Son refus de passer l'hiver en Piémont, ou de tenter l'entreprise de Coni, avait peut-être déterminé le roi à lui retirer ses meilleures troupes, pour les faire passer au maréchal de Noailles, le seul qui eût reçu des ordres pour attaquer. On voit aussi par ses lettres que la misère était plus grande en Provence et en Dauphiné qu'autour de Paris, et que la mauvaise nourriture dont le pauvre était obligé de se contenter rendait la mortalité fort effrayante. A l'aspect de tant de misère, Catinat ne pouvait prendre sur lui de demander au roi et au ministre de la guerre le paiement de ce qui

Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 332. — Berwick, T. LXV, p. 384. — Limiers, L. XI, p. 361. — Larrey, T. VI, p. 132.

(1) Mém. du mar. de Villars, T. LXVIII, p. 423.—Saint-Simon, T. I, ch. 1, p. 211. — La Hode, L. LI, p. 132. — Limiers, L. XI, p. 361.

Digitized by Google

lui était dû. Mais la générosité de son caractère ne pouvait sauver des horreurs de la guerre les pays sur lesquels il devait faire vivre ses soldats. Arrêté dans les gorges des Alpes, ses plus proches voisins étaient les Vaudois, les Barbets, que les troupes françaises traitaient sans pitié, comme ennemis, comme paysans et comme hérétiques. Au pied des Alpes, il était averti que le duc de Savoie portait son camp tour à tour à Orbassan, à Staffarde ou à Veillane, et qu'il ruinait son propre pays, pour que les Français n'y trouvassent rien s'ils venaient à y descendre. Il y avait cependant quelque chose de plus dans cette immobilité des deux généraux qui semblaient éviter de répandre davantage de sang ; il y avait entre eux, dès avant la bataille de la Marsaille, des négociations secrètes que tous deux cachaient avec le plus grand soin, et que nous verrons prendre un peu plus de corps l'année suivante. Malgré la souffrance universelle, c'était déjà pour le Piémont une suspension dans l'excès du mal qui leur permettait de reprendre haleine (1).

Le roi avait pris à tâche de former enfin au maréchal de Noailles une bonne armée pour cette campagne, dans l'espérance que s'il réussissait à faire sur les Espagnols une conquête un peu importante, il parviendrait à les détacher de la ligue. Le maréchal de Noailles put donc entrer en campagne avec trente bataillons, ou quinze mille hommes de pied, et quarante-six escadrons, faisant près de dix mille chevaux. L'armée s'assembla le 15 mai au Boulou, et alla camper le 18 à la Jonquière. Malheureusement elle n'était pas aussi bien pourvue d'argent que de bons soldats, et malgré les promesses qu'on avait faites à Noailles à la cour, il ne fut pas plutôt entré en campagne que les fonds lui manquèrent (2).

Le duc de Médina-Sidonia s'était retranché sur les bords du Ter, avec ordre de défendre le passage de cette rivière ; depuis long-temps on s'occupait à Madrid de lui envoyer des

(1) Mém. de Catinat, T. III, L. VIII, p. 1-32. — *Muratori, Annali d'Italia*, T. XVI, p. 12. — La Hode, L. LI, p. 130. — Limiers, L. XI, p. 562.
(2) Mém. de Noailles, T. LXXI, L. III, p. 360.

Digitized by Google

renforts, mais Alexandre Stanhope, qui y résidait comme ministre d'Angleterre, témoin de ces préparatifs, annonçait qu'on ne pouvait en attendre aucun résultat. « Ici, disait-il, » en quatre mois de temps, on n'a pu mettre ensemble » mille hommes, car il déserte chaque jour autant de vieux » soldats qu'on amène de recrues, et quand ces nouvelles » levées sortiront de la ville, plus de la moitié disparaîtra » avant d'entrer en Catalogne ; les officiers eux-mêmes qui » désirent seulement marcher avec éclat hors de Madrid, » leur ayant promis de fermer les yeux sur leur fuite (1). » Cependant Médina-Sidonia, attaqué par Noailles, le 26 mai, au passage du Ter, fit une résistance assez vigoureuse. Il avait fait des retranchements à tous les gués, qui sont en petit nombre et fort dangereux ; mais, comme il arrive toujours quand on a plusieurs points à garder, l'assaillant réunit ses forces sur un seul, et réussit à l'emporter. Ce fut celui de Toroella que Noailles força sous le feu des Espagnols ; ils se battirent avec bravoure, ils revinrent plusieurs fois à la charge, puis reculant de défilés en défilés, ils s'obstinèrent longtemps pour arrêter les Français : leur perte n'en fut que plus sanglante, on l'estima à trois mille morts et autant de prisonniers ; les Français ne perdirent que cinq ou six cents hommes (2).

Les conséquences de cette victoire, la seule que les Français remportèrent en 1694, fut la réduction successive de Palamos, de Girone, d'Ostalrich, et de Castel-Follit, qui occupa Noailles pendant le reste de cette campagne. Mais Louis XIV lui demandait autre chose ; il voulait qu'il prît Barcelonne, et sa correspondance avec Noailles est précisément la contre-partie de celle qu'il avait eue, l'année précédente, avec Catinat. De même, il ne voulait tenir aucun compte de la faiblesse de l'armée pour une si grande entreprise, du manque de vivres, de munitions, de moyens de transport, d'argent, auquel il exposait son général. Il lui

(1) *Spain under Charles II, by Lord Mahon*, p. 41-43.

(2) Mém. de Noailles, L. III, p. 360-366.—La Hode, T. LI, p. 135.—Saint-Simon, T. I, ch. 22, p. 215.

Digitized by Google

annonçait bien que, sachant que l'amiral anglais Russel avait quitté la Méditerranée, il donnait l'ordre à l'amiral Tourville de le seconder; mais si l'on apprenait le retour de Russel, Tourville devait se hâter de s'enfermer dans le port de Toulon. Noailles représentait que la Catalogne était un pays montueux, aride, pauvre, et que les habitants ruinés par les armées et le mauvais gouvernement y mouraient de faim ; et Barbezieux répondait que, dans un pays aussi riche, l'armée devait se suffire à elle-même, se procurer de l'argent par des contributions, et qu'il était absurde d'y envoyer des farines ou de l'avoine de France. La solde, en attendant, n'était point payée, les officiers étaient réduits à la plus indicible misère, les soldats désertaient en foule, d'autres succombaient aux fièvres du pays. Ceux qui restaient au drapeau exerçaient sur les Catalans les vexations les plus odieuses pour obtenir de quoi vivre ; la plupart des églises étaient pillées, et le paysan superstitieux prenait les Français, les *Gavachos,* en horreur. Tandis que la dépense ordinaire de l'armée devait être de 350,000 livres par mois ; que les siéges, les réparations des fortifications et les hôpitaux n'étaient pas compris dans cette somme, et qu'il n'aurait pas fallu moins de 500,000 livres en sus pour commencer le siége de Barcelonne, pendant toute la campagne, Noailles ne reçut pas plus de 200,000 écus. Ce ne fut que par sa lettre du 21 octobre que Louis céda enfin aux représentations de Noailles, et renonça à l'imprudente entreprise sur Barcelonne. M. de Noailles par sa fermeté, comme Catinat, l'année précédente, sauva un grand désastre à la France. Mais si un courtisan, si un homme présomptueux et ignorant comme Villeroi, avait commandé l'armée de Catalogne, et s'y fût conduit par les inspirations de Versailles, de cruels revers auraient bientôt châtié l'audace avec laquelle Louis et Barbezieux voulaient régler de loin ce qu'ils ne connaissaient pas (1).

(1) *Voyez* toute la correspondance de Noailles, L. III, p. 367-400. — Saint-Simon suppose une perfidie de Barbezieux qui est démentie par cette correspondance, T. I, ch. 24, p. 248.

Digitized by Google

Depuis le désastre de la Hogue, Louis XIV avait résolu de ne plus exposer ses flottes à une bataille ; mais il donnait des encouragements aux corsaires qui sortaient des ports de Saint-Malo et de Dunkerque, et qui faisaient souvent de riches prises sur le commerce anglais et hollandais. Ces expéditions avaient fort irrité les deux peuples maritimes, et ils désiraient s'en venger sur les côtes de France : avertis d'ailleurs des vexations du fisc et de l'horrible misère des paysans, ils se figuraient qu'ils exciteraient aisément une révolution ou du moins un soulèvement, s'ils débarquaient quelque part en force. Lord Berkeley entra donc, le 17 juin, dans la baie de Camaret avec trente-six vaisseaux de guerre et douze galiotes à bombes ; sa flotte portait dix régiments d'infanterie et quelques dragons, et il se flattait de surprendre Brest du côté de terre, ou du moins de se rendre maître des batteries de la côte, et d'en enlever ou d'en enclouer les canons. Lord Carmarthen et le général Talmash commandaient les troupes de débarquement ; ils trouvèrent à terre une résistance bien plus vive qu'ils ne s'y étaient attendus : Vauban était à Brest ; il avait garni les côtes d'une formidable artillerie, trois mille gentilshommes bretons étaient venus se ranger sous ses drapeaux ; les Anglais furent repoussés. Le général Talmash fut tué, et ses soldats ayant manqué la marée pour se rembarquer, furent tous tués ou faits prisonniers (1).

Berkeley, après avoir ramené sa flotte dans les ports d'Angleterre, en ressortit au bout d'un mois pour attaquer aussi les côtes de Normandie. Il se présenta le 16 juillet devant Dieppe avec quarante-six vaisseaux de guerre, et beaucoup de galiotes et de vaisseaux plats : il essaya d'abord de faire entrer dans le port un vaisseau chargé d'une machine infernale, mais il ne put y réussir. Alors il se disposa pour un bombardement, que le vent le força de différer jusqu'à la nuit du 22 au 23 juillet. Bientôt l'incendie fut universel ; cette ville infortunée, dont les maisons étaient de bois et les rues fort étroites, fut embrasée, et il n'y eut que les châteaux et

(1) Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 341. — La Hode, L. LI, p. 141.

Digitized by Google

quelques maisons autour du fort Paulet, qui échappèrent à ce désastre. Lord Berkeley se présenta ensuite devant le Havre, qu'il bombarda dans la nuit du 25 et de nouveau dans celle du 31 juillet. Mais les habitants avaient élevé à quelque distance de la ville de grands amas de bois ; ils y mirent le feu successivement pendant le bombardement : les Anglais croyant que c'était la ville qui brûlait, dirigèrent toutes leurs bombes de ce côté, pour exciter toujours plus l'incendie, et ils furent fort étonnés le matin de voir que le Havre avait à peine souffert. Le même amiral préparait encore un sort semblable à Dunkerque : il parut devant cette ville le 22 septembre. Il menait avec lui six vaisseaux chargés de machines infernales, qu'il voulait faire sauter dans le port pour en renverser tous les ouvrages. Le maréchal de Villeroi était arrivé la veille à Dunkerque, avec le duc du Maine et le comte de Toulouse : les machines infernales furent repoussées, et firent explosion trop loin du port pour causer beaucoup de dommages ; les bombes atteignirent à peine la ville ; elles n'eurent pas plus de succès à Calais, que Berkeley attaqua ensuite. Les Anglais sentaient qu'ils avaient besoin de se justifier d'avoir fait la guerre d'une manière aussi atroce : ils en rejetèrent la faute sur Louis XIV, qui avait donné l'exemple des bombardements, et ils firent frapper une médaille avec l'effigie du taureau ardent d'airain de Phalaris, qui portait pour épigraphe *suis perit ignibus auctor*. Mais l'exemple du crime ne justifie point celui qui l'imite (1).

Pendant l'hiver, les généraux revinrent à Paris. Tous les yeux se portaient sur le maréchal de Luxembourg, encore qu'il n'eût rien fait cette année ; mais la France, dans sa détresse croissante, reconnaissait en lui son plus grand général. « Rien de plus juste, dit Saint-Simon, que le coup d'œil de » M. de Luxembourg ; rien de plus brillant, de plus avisé, de » plus prévoyant que lui devant les ennemis, ou un jour de

(1) La Hode, L. LI, p. 144. — Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 345. — Limiers, L. XI, p. 565. — Larrey, L. VI, p. 165. — *Smollet, Hist. of England*, ch. 4, § 40, p. 214.

Digitized by Google

» bataille, avec une audace, une flatterie, et en même temps
» un sang-froid qui lui laissoit tout voir et tout prévoir au
» milieu du plus grand feu, et du danger le plus imminent.
» Pour le reste, la paresse même. Peu de promenades sans
» grande nécessité, du jeu, de la conversation avec ses fami-
» liers, et tous les soirs un souper avec un très petit nombre,
» presque toujours les mêmes ; et si on étoit voisin de quel-
» que ville, on avoit soin que le sexe y fût agréablement mêlé.
» Alors il étoit inaccessible à tous, et s'il arrivoit quelque
» chose de pressé, c'étoit à Puységur (son premier aide-de-
» camp) à y donner ordre. Telle étoit à l'armée la vie de ce
» grand général, et telle encore à Paris, où la cour et le
» grand monde occupoient ses journées, et ses plaisirs les
» soirs. A la fin, l'âge (il avoit soixante-sept ans), le tempé-
» rament, la conformation, le trahirent : il tomba malade à
» Versailles d'une péripulmonie. Il mourut le matin du 4 jan-
» vier 1695, cinquième jour de sa maladie, et fut regretté
» de beaucoup de gens, quoique, comme particulier, estimé
» de personne, et aimé de fort peu (1). »

(1) Saint-Simon, ch. 28, p. 253. — Dangeau, T. II, p. 1-3.



Digitized by Google

# CHAPITRE XXXVII.

*Férocité croissante des armées. Négociations secrètes avec le duc de Savoie. Sa défection suivie de la neutralité de l'Italie. Dernières conquêtes des Français en Espagne et en Flandre. Paix de Ryswick. Persécutions des quiétistes et de Fénélon jusqu'à la fin du* XVII[e] *siècle.* — 1695-1700.

Les premières guerres de Louis XIV avaient été courtes et vives; celle qu'il soutenait déjà depuis sept ans contre la ligue d'Augsbourg ne paraissait, au contraire, pas près de finir. Elle embrasait l'Europe presque entière. Elle était poursuivie avec des armées plus nombreuses que toutes celles qui avaient jusqu'alors tenu la campagne; elle faisait répandre plus de sang, elle consommait plus de richesses que les peuples chrétiens n'en avaient encore prodigué pour leurs querelles. Une conséquence peut-être inévitable de la durée et de la violence de ces efforts était la férocité toujours croissante des guerriers et la souffrance effroyable des populations. Au moment où deux puissants ennemis commencent leurs combats, l'un a presque toujours un avantage décidé sur l'autre; ses habitudes sont plus belliqueuses, ses généraux sont plus habiles, ou sa richesse met plus promptement à son service tous les perfectionnements nouveaux de l'art de la guerre. Mais si la lutte se prolonge, si elle se renouvelle à plusieurs reprises, si les peuples se persuadent que leur existence même est menacée, alors l'équilibre se rétablit entre eux : les soldats s'aguerrissent, les vieux généraux périssent, et ceux qui les remplacent ont appris les uns des autres un même art de la guerre; les richesses accumulées s'épuisent, et les peuples,

Digitized by Google

réduits au désespoir, consacrent aux combats toute la substance qui leur reste. C'est à cette période des longues guerres qu'on met en oubli les lois de l'honneur et de l'humanité, et que les généraux permettent à leurs armées des actions dont ils auraient eu horreur à l'ouverture des hostilités. Le bombardement et l'incendie des villes, l'ordre de passer des populations au fil de l'épée, le pillage, l'abandon des personnes aux outrages des soldats, sont toujours des crimes ; mais ils sont presque inouïs au commencement d'une guerre, tandis que des chefs vertueux s'y laissent entraîner lorsque l'irritation mutuelle et la croyance au besoin des représailles exaltent également les passions des soldats et de leurs capitaines. C'était à cette fatale exaspération qu'on était arrivé de part et d'autre en poursuivant la guerre de la ligue d'Augsbourg, et l'on a seulement peine à comprendre comment quelque population survivait dans les pays exposés à tant de calamités, comment quelque richesse, quelque partie du travail accumulé par les générations précédentes restait encore à consumer et à détruire.

La France, combattant seule contre l'Europe entière, était appelée à des efforts plus gigantesques, mais aussi elle avait jusqu'alors profité des avantages attachés à l'unité des vues, à la promptitude des décisions et au secret ; tandis que la ligue ne lui opposait que des soldats différents de mœurs, de race, de langage, et des chefs indépendants, qui, chacun de leur côté, cherchaient à soustraire leurs troupes aux chances plus rudes de la guerre, en les laissant retomber sur leurs alliés. Toutefois la ligue avait dans Guillaume III un chef courageux, habile, actif, le seul des monarques du temps qui fût digne de se mesurer avec Louis XIV ; et elle lui devait une unité d'action que les Français n'avaient point rencontrée chez leurs ennemis dans les luttes précédentes. Le roi Guillaume aurait dû lui-même reconnaître que c'était pour son bonheur et pour celui de l'Europe qu'il n'avait pas réussi, en 1678, à empêcher la paix de Nimègue, car à cette époque, si la grande alliance, qui ne pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre, avait continué la lutte avec la France,



Digitized by Google

si elle avait même vu, comme il était probable, Charles II ou Jacques II se joindre à Louis XIV, c'en était fait de l'indépendance des puissances, qui, même réunies à l'Angleterre par la ligue d'Augsbourg, avaient tant de peine à tenir tête aux Français.

On était cependant arrivé à l'époque où des efforts surhumains semblaient ne plus suffire aux peuples pour livrer de nouveaux combats, où les succès se balançaient presque également, où les victoires demeuraient sans résultats, et où les souverains les plus ambitieux n'envisageaient plus la chance de nouvelles conquêtes, mais sentaient en eux-mêmes et chez leurs sujets l'épuisement, la langueur mortelle qui devait bientôt les réduire à l'inaction. Louis XIV ne se dissimulait point l'état douloureux auquel la France était réduite ; il désirait ardemment la paix, il désirait surtout détacher quelqu'un des souverains de la ligue de ses ennemis, persuadé que dès que le lien fédéral commencerait à se relâcher, il ne tarderait pas à se dissoudre ; pour y parvenir il foulait en quelque sorte à ses pieds un prince aussi brave, aussi ambitieux que lui, mais bien plus faible, plus souffrant et plus malheureux, dans l'espoir que l'excès des maux qu'il lui infligeait le forcerait à accepter une paix séparée.

Le duc de Savoie, Victor-Amédée II, a souvent été accusé, et non sans raison, d'être un prince sur la parole duquel ses alliés ne pouvaient compter, qui négociait avec tout le monde pour tromper tout le monde, et qui était prêt à changer ses alliances au moindre avantage qui lui était offert. Avant de le juger cependant, il est juste de lui tenir compte de la fatale position où le mettait sa faiblesse et l'importance des routes qui traversaient son pays, aussi bien que de la conduite injuste, brutale, déloyale de tous ses voisins envers lui. Ce n'était pas lui qui avait voulu la guerre ; on l'avait faite chez lui, malgré lui. La France l'avait contraint à concourir à l'extermination d'une partie de ses sujets qu'il n'aimait pas peut-être, mais dont la ruine retombait sur lui. L'Angleterre et la Hollande lui avaient promis des subsides, mais sous condition de détruire ce qu'il venait d'accomplir

Digitized by Google

et de se donner ainsi un démenti à lui-même, après avoir annoncé à ses peuples que le zèle de la religion avait seul motivé ses rigueurs. Il avait absolument cessé d'être maître chez lui. Les Français qui tenaient garnison à Pignerol et à Casal, non seulement traversaient ses États comme il leur plaisait, prenant ces deux forteresses pour bases de toutes leurs opérations militaires, mais encore ils levaient tout autour des contributions sur ses sujets; ils enlevaient leurs récoltes, ils leur imposaient des corvées, et tandis qu'ils les ruinaient, ils traitaient le souverain du pays comme s'il eût été un sujet du roi de France, obligé à se conformer à tous ses ordres, même les plus injustes; et, depuis qu'ils lui avaient déclaré la guerre, ils avaient exercé dans son pays des ravages d'une atrocité révoltante, brûlant les villes et les villages, les palais et les chaumières, et égorgeant des populations sans défense. Mais si Victor-Amédée nourrissait à bon droit un profond ressentiment contre Louis XIV, contre ses ministres et ses guerriers, il n'avait pas moins à se plaindre de l'empereur et du roi d'Espagne, et de tous leurs généraux. On s'était allié à lui, mais, au lieu de le défendre, on ne se souciait point de le réduire au dernier désespoir. Les alliés ne ménageaient pas plus ses sujets que n'avaient fait les Français : ils arrivaient, pour la plupart, sans paie, sans munitions, et ruinaient les campagnes du Piémont, non seulement pour se nourrir, mais pour ne laisser après eux, s'ils devaient évacuer le pays, rien de ce qu'ils n'avaient pas consumé. L'opiniâtre cupidité allemande et l'impitoyable cruauté espagnole faisaient trembler les malheureux Piémontais quand les alliés entraient dans un village que les Français n'avaient pas brûlé. Les généraux des alliés n'avaient pas plus d'égards pour le souverain que ceux de l'ennemi. Ils le traitaient tour à tour avec orgueil ou avec défiance; mais surtout ils ne songeaient jamais à le protéger; ils lui promettaient des corps de troupes espagnols, allemands, napolitains, qu'on ne voyait jamais arriver; aucune des stipulations de l'alliance n'était exécutée à son égard, sauf le paiement des subsides anglais qui arrivaient

Digitized by Google

assez régulièrement ; et quant aux conquêtes auxquelles on lui demandait de concourir, il était déjà bien averti qu'elles ne demeureraient pas entre ses mains, que Pignerol et Casal, Suse et les autres places qui lui avaient été ravies recevraient des garnisons allemandes au lieu des françaises, en sorte qu'il ne ferait que changer de chaînes.

On ne peut donc guère s'étonner que Victor-Amédée ait cru ne devoir rien à des voisins qui le traitaient si mal ; qu'il ait regardé tous les traités qu'il signait comme des engagements imposés par la force et nuls de plein droit, et que, défendant son existence même contre des oppresseurs sans pitié, il ait eu recours aux armes des faibles, la fraude et la tromperie, armes qu'il maniait, il faut le dire, avec beaucoup d'adresse.

Pendant la campagne de 1692, lorsqu'une petite vérole maligne mit Victor-Amédée aux portes du tombeau, comme il n'avait point encore d'enfants mâles, sa maladie produisit une grande sensation à Vienne et à Madrid : l'empereur projeta de se saisir de la personne des princes et des princesses de la maison de Savoie, à supposer que le duc mourût, de faire déclarer inhabile à succéder le prince de Carignan, qui était héritier présomptif, mais muet, et de procurer la succession à son fils aîné sous la tutelle du prince Eugène de Savoie, qui était au service d'Autriche. Louis XIV ayant découvert ce projet, prit des mesures pour garder sous sa protection le prince de Carignan ; mais la convalescence de Victor-Amédée ayant déjoué les préparatifs des uns et des autres, Louis eut soin de faire savoir à Victor-Amédée quel sort ses alliés réservaient à ses enfants (1). Ce fut un nouveau motif pour le duc de Savoie de chercher à se soustraire à un joug aussi pesant. L'intendant de ses finances, nommé Gropello, homme de basse naissance, qui avait la tournure et la physionomie d'un paysan, mais qui joignait à beaucoup d'audace un esprit très fin et très adroit, s'était déjà rendu à plusieurs reprises déguisé à Pignerol, où commandait le comte de Tessé,

(1) Mém. de Tessé, T. I, p. 24.

Digitized by Google

courtisan délié, officier médiocre, mais qui se piquait d'être un habile négociateur. Il lui avait fait connaître le vif désir qu'éprouvait le duc de sortir de la position critique où il se trouvait, en faisant reconnaître la neutralité de son pays et de toute l'Italie, et il n'avait pas eu de peine à lui montrer combien cette neutralité convenait à la France qui, sans magasins au delà des monts, et ne pouvant y approvisionner des places et des armées que par des convois partis de Provence ou du Dauphiné à dos de mulet, ruinait en peu de temps ses soldats et ses équipages, et faisait pour la guerre de Piémont plus de dépense que pour aucune autre, avec moins de chances d'y obtenir des succès. Tessé le sentait, et Louis XIV, lorsqu'il fut informé de ces ouvertures, le sentit à son tour. Mais soit orgueil, soit défiance du duc de Savoie, soit incapacité de se mettre jamais à la place de ceux avec qui il traitait, Louis ne voulut consentir qu'à des conditions humiliantes ou déshonorantes pour le duc de Savoie. Il voulait que les places les plus fortes du Piémont fussent remises en gage entre ses mains, et que des régiments piémontais fussent envoyés à l'armée de Flandre pour servir sous les ordres de ses généraux (1).

Après la prise de Sainte-Brigitte, et pendant le siége de Pinerolo, Gropello revint encore une fois le 22 septembre, dans son costume de paysan, trouver M. de Tessé qui y commandait toujours, et lui faire de nouvelles propositions. Les Français ne les acceptèrent point, et l'incendie de la Vénerie et de Rivoli, ainsi que la défaite de la Marsaglia aggravèrent la condition déjà si désastreuse de ce souverain. Malgré le profond ressentiment que Victor-Amédée dut nourrir dans son cœur pour tous ces outrages, il prit dès lors son parti de s'attacher plutôt à celui qui lui avait déjà fait tant de mal, qu'à ceux qui n'avaient pas su ou pas voulu le protéger. Dès le mois d'octobre le marquis de Saint-Thomas, premier ministre du duc, dont on venait de brûler barbarement la superbe villa de la Bolglera, fit à M. de Tessé de nouvelles ouvertures,

(1) *Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXII, p. 44-57, seq. — Propositions du roi, du 9 février 1693. Tessé, p. 26.

Digitized by Google

et celui-ci ayant reçu ordre du roi d'y prêter l'oreille, M. de Tessé se rendit le 30 novembre 1693 à Turin, travesti en postillon et conduit par un trompette de confiance. Il fut introduit dans le palais par une porte dérobée, y resta caché pendant six jours, et eut plusieurs conférences tant avec le duc qu'avec Saint-Thomas (1).

Le ministre protesta à M. de Tessé que l'affection de son maître le portait vers la France, qu'il sentait aussi que là était son intérêt, mais qu'on l'avait toujours repoussé par des manières dures, hautaines et offensantes. Que Louvois avait exercé sur lui son naturel haineux et implacable, que Rébénac, ambassadeur de France à Turin, avait pris à tâche de l'humilier en lui donnant des ordres comme à un sujet du roi dont il se défiait, et qu'il pourrait bien punir; que le duc d'Orléans, son beau-père, lui avait enfin écrit qu'il prît garde à lui, car le roi son frère pourrait bien le traiter comme il avait traité le duc de Lorraine. Victor-Amédée à son tour, dans sa première entrevue avec Tessé, lui dit qu'il ne s'était lié avec les ennemis du roi que pour ne pas tomber dans le mépris et la dépendance. « Si j'ai eu le malheur de perdre son amitié » et sa protection, je ne suis pas si à plaindre que si j'eusse » perdu son estime. Je ne suis à son égard qu'un fort petit » prince, mais le caractère des souverains, quelque opprimés » qu'ils soient, est indélébile. J'ai toujours respecté le roi, » mais j'ai cru devoir lui faire connoître que je ne le craignois » pas (2). »

Le duc protestait que tout son désir était de faire reconnaître aux alliés comme à la France la neutralité de l'Italie: il croyait pouvoir y réussir, car c'était l'avantage des uns et des autres. Il promettait que s'il ne pouvait obtenir d'une autre manière le consentement des alliés, il finirait par s'unir à la France contre eux; mais il demandait du temps, soit pour avoir moyen de réussir par la négociation, soit pour sauver son propre honneur, qui aurait trop à souffrir s'il pas-

(1) Mém. de Tessé, p. 50. — *Botta*, L. XXXII, p. 68.

(2) Mém. de Tessé, p. 51-53, et sa lettre à Louis XIV, du 8 décembre 1693. — *Botta*, L. XXXII. p. 69.

Digitized by Google

sait immédiatement d'un parti à l'autre. Louis, qui savait mauvais gré à Catinat de n'avoir pas attaqué Coni lorsqu'il le lui avait proposé, et qui était bien aise de lui ôter ses soldats pour les faire passer à Noailles, consentit à lui donner l'ordre de se borner à défendre les gorges des Alpes, et ce fut la cause de la suspension presque absolue des opérations militaires de ce côté pendant l'année 1694. Mais lorsque le duc de Savoie s'adressa à l'empereur, qu'il se plaignit d'avoir été presque abandonné par les troupes allemandes et espagnoles, et mal secondé par les généraux Caprara et Commercy auxquels il attribuait la perte de la bataille de la Marsaglia; lorsqu'il représenta qu'il était sur le point de voir sa capitale bombardée par les Français; que si la campagne était aussi funeste pour lui que l'avait été la précédente, rien ne pourrait sauver d'une invasion le duché de Milan, l'empereur ne répondit que par des menaces, et lui déclara qu'au premier soupçon qu'il aurait de sa foi, il ferait marcher contre lui toutes les troupes qu'il avait en Italie, et qu'il épargnerait aux Français la peine de bombarder Turin (1).

La dureté de ses alliés entraînait le duc de Savoie vers une position toujours plus fausse. Il fut réduit à promettre à Tessé et à Catinat que non seulement il n'emploierait ses forces dans aucune expédition qui pût nuire à la France, mais qu'il leur donnerait avis des attaques méditées par les alliés pour qu'ils pussent les déjouer. Il refusa de garantir cette promesse verbale par aucun écrit de sa main, et cependant il tint parole; aussi les alliés n'attaquèrent pas plus la France en 1694, qu'ils ne furent attaqués en Piémont.

Cette situation ne pouvait cependant se prolonger indéfiniment. Les alliés étaient résolus à prendre Casal; cette forteresse, entre les mains des Français, enchaînait le Piémont, menaçait le Milanais, et introduisait l'ennemi jusqu'au sein de l'Italie. De son côté, Victor-Amédée désirait ardemment que les Français ne fussent plus maîtres de Casal; mais il craignait davantage encore d'y voir les Impériaux qui avaient

(1) *Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXII, p. 71-72.

Digitized by Google

si peu de pas à faire pour se trouver au milieu de ses Etats. L'empereur, au printemps de 1695, signifia au duc de Savoie qu'il voulait assiéger Casal, afin que, selon ses engagements, il concourût à cette attaque avec toutes les forces du Piémont. Aussitôt Gropello arriva travesti à Pignerol : il annonça que son maître ne pouvait se dispenser de se porter à ce siége ; qu'il voyait bien que ni Catinat ni Tessé n'étaient en état de l'interrompre, ou de secourir même efficacement le duc de Savoie, à supposer qu'il se décidât à changer de parti ; qu'ainsi Casal serait assiégé, mais que si le roi ordonnait à M. de Crénan, qui en était gouverneur, de ne faire qu'une défense simulée, il dépendrait du duc de Savoie, généralissime des alliés, non seulement de lui accorder une capitulation honorable, mais d'exiger que la ville fût rasée, que la souveraineté fût restituée au duc de Mantoue, et que l'empereur ou l'Espagne ne profitassent point par conséquent de la conquête qu'ils auraient faite (1).

Alors commença un jeu avec des soldats, un jeu avec sacrifice de vies humaines, sans exemple peut-être dans l'histoire. Le siége de Casal fut en effet entrepris, le 25 juin, par le duc de Savoie en personne ; le marquis de Léganez, gouverneur du Milanais pour l'Espagne, et le prince Eugène avec les troupes impériales le secondaient : le marquis de Ruvigny, devenu lord Galloway, était venu commander les religionnaires français à la solde de l'Angleterre, et l'amiral Russel avec la flotte anglaise menaçait tour à tour Villefranche et Nice pour distraire Catinat. Celui-ci, qui avait moitié moins de monde que les alliés, était hors d'état de s'aventurer dans les plaines du Piémont pour essayer de faire lever le siége. Il importait cependant au duc de Savoie qu'il continuât à donner de l'inquiétude pour justifier les conditions avantageuses qu'il était résolu d'accorder au gouverneur de Casal. Il lui demanda donc de porter ses troupes dans la vallée de la Stura pour menacer Demonte ; Catinat, qui se fiait peu au duc de Savoie, craignit d'aven-

(1) *Botta*, L. XXXII, p. 78.

Digitized by Google

turer ce corps d'armée, et se contenta de faire quelques démonstrations dans la vallée de Barcelonnette. Cependant non seulement on levait des contributions rigoureuses, mais on tuait toujours du monde, soit aux avant-postes français, soit au siége de Casal, pour donner une apparence sérieuse à cette guerre toute de simulation. Enfin après une résistance qui paraissait vigoureuse, Crénan capitula, le 9 juillet, aux conditions qui avaient été convenues d'avance. Toutes les fortifications furent complétement rasées. Crénan, avec sa garnison de deux mille cinq cents hommes, resta dans la place jusqu'à ce que cette démolition fût terminée à sa pleine satisfaction : il la remit alors, le 18 septembre, au duc de Mantoue, et il se retira avec tous les honneurs de la guerre à Pignerol (1).

Cependant Casal avait à peine capitulé, que les généraux de la ligue pressèrent le duc de Savoie d'entreprendre le siége de Pignerol, pour achever de fermer aux Français l'entrée de l'Italie. Cette attaque nouvelle était contraire aux promesses que le duc avait faites au roi de France ; mais il pouvait d'autant moins faire valoir cette raison, qu'il venait de s'engager de nouveau dans la ligue d'Augsbourg, soit pour couvrir son jeu, soit pour donner de l'inquiétude au roi de France. Il en avait cependant prévenu immédiatement Tessé ; il lui avait fait dire en même temps qu'il trouverait moyen de faire différer le siége jusqu'au printemps prochain, mais que c'était le dernier terme qu'il pût atteindre, et que si Louis XIV voulait réellement le détacher de la ligue et assurer la neutralité de l'Italie, il fallait qu'il consentît à lui remettre Pignerol également démoli ; l'hiver qui suivit suffit à peine à mener à terme cette négociation importante (2).

Il fallait que Louis XIV sentît tout l'épuisement auquel la

(1) Il n'est resté aucune trace de la correspondance de Catinat pendant l'année 1695. Mém. de Catinat, T. III, p. 37. — Mém. de Tessé, T. I, p. 57-64. — *Botta*, L. XXXII, p. 75-78. — *Muratori*, *Annali*, T. XVI, p. 17. — Coste de Beauregard, T. III, p. 49. — La Hode, L. LI, p. 173. — Limiers, L. XI, p. 581. — Larrey, dont le fils fut tué à ce siége, T. VI, p. 200.

(2) *Botta*, L. XXXII, p. 80.

Digitized by Google

guerre avait réduit la France, toute la pesanteur du fardeau qu'il était obligé de porter lui-même, pour écouter les propositions du duc de Savoie, et lui céder successivement ses forteresses, sans être même assuré de l'engager à ce prix dans son alliance. En effet, il soupirait désormais pour la paix; il sentait que son âge lui interdisait à l'avenir les fatigues de la guerre, et il n'aimait pas confier aux princes du sang le commandement de ses armées. Il voyait disparaître les uns après les autres les généraux dont le talent semblait lui garantir la victoire; il éprouvait enfin par lui-même toute la fatigue, toute la difficulté, tous les embarras du ministère de la guerre; car il était appelé à diriger, à presser, à suppléer son jeune ministre Barbezieux, toujours plus occupé de ses plaisirs que des armées dont il portait la pesante responsabilité. Loin de trouver tout facile, comme au temps de Louvois, Louis venait de tous les côtés se heurter contre l'obstacle, ou contre l'impossibilité; aussi préférait-il désormais le repos à cette ambition, la passion de sa vie, et la cause des malheurs de l'Europe. Mais un homme a beau changer de disposition, il n'efface point l'impression qu'il a donnée de son caractère, et l'on continue à redouter le conquérant long-temps après qu'il a renoncé à l'amour des conquêtes. Louis déclarait qu'il avait assez fait pour le roi Jacques, et qu'il laissait désormais aux autres princes catholiques le soin de l'assister à leur tour s'ils le voulaient. Ses envoyés négociaient dans toutes les cours : le comte d'Avaux en particulier sollicitait les rois de Suède et de Danemarck d'accepter les fonctions de médiateurs, et de se déclarer prêts à tourner leurs armes contre ceux qui ne voudraient pas les reconnaître. Il annonçait qu'il était prêt à restituer tout ce qu'il avait conquis en Catalogne, ainsi que Mons et Namur dans les Pays-Bas; qu'il rendrait aussi Philipsbourg, Fribourg, et même Strasbourg, toutefois en demandant qu'on lui accordât des dédommagements pour cette dernière place. Il ajoutait que toutes les autres conditions du traité, quoique consenties de part et d'autre, n'auraient aucun effet jusqu'à ce que le prince d'Orange fût

Digitized by Google

content sur ce qui regardait sa personne et la couronne d'Angleterre. Ce titre seul de prince d'Orange, au lieu de celui de roi, fut le prétexte auquel on s'attacha pour refuser d'entrer en négociation. La ligue de l'Europe, quoiqu'elle n'eût encore éprouvé presque que des revers, avait confiance en ses forces, et elle ne voulut pas poser les armes avant d'avoir humilié davantage le monarque français (1).

Guillaume III avait cependant pour désirer la paix un motif que la cour de France regardait comme décisif. La reine Marie, qui lui avait apporté ses droits au trône d'Angleterre, mourut le 7 janvier 1695 d'une esquinancie gangréneuse. Son mari, qui l'aimait tendrement, avait lui-même été malade peu de semaines auparavant. Louis se figurait que les Anglais se partageraient entre la princesse Anne et le prince de Galles ; mais qu'aucun ne resterait attaché à un étranger qui n'avait point sur eux de droits héréditaires ; il ne pouvait comprendre qu'une nation servît le roi qu'elle avait choisi, de préférence à celui que lui donnait la naissance. Les nouvelles d'Angleterre durent enfin le détromper ; la majorité dans les deux Chambres confirma les droits de Guillaume. La nation, dans ce moment, sentait trop vivement le besoin de sa forte tête pour songer à l'écarter, et le parlement fournit avec empressement les subsides nécessaires pour continuer la guerre, quelque onéreux qu'ils fussent (2).

Dans le même dessein il fallut songer aussi en France à trouver de l'argent et des hommes, et quoique une abondante récolte eût un peu soulagé la misère du peuple, les fardeaux dont il était accablé étaient déjà si multipliés, qu'il semblait impossible d'y ajouter encore. L'édit du 18 janvier frappa les Français d'une contribution plus lourde, plus odieuse, et cependant plus générale qu'aucune des précédentes. Ce fut

(1) La Hode, L. LI, p. 158. — Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 351. — Larrey, T. VI, p. 196. — Saint-Simon, T. I, ch. 26, p. 261.

(2) Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 352-357. — *Smollet, Hist. of England*, ch. 4, § 46-48, p. 220. — Jacques II pria le roi de ne pas prendre le deuil pour sa fille. Journal de Dangeau, T. II, p. 4. — Saint-Simon, ch. 26, p. 266.

Digitized by Google

la capitation, dont il fut déclaré qu'aucun ne serait exempt, pas même le dauphin et les princes du sang, le clergé ou la noblesse ; les Français furent distribués en vingt-deux classes, dont la première, celle des princes du sang, payait 2,000 francs par tête, et la dernière seulement 20 sous. On avait compté que cet impôt rapporterait soixante millions ; les traitants n'en voulurent pas donner plus de 30 ; on fut obligé de le leur abandonner pour mettre aux prises la cupidité de l'intérêt personnel avec la misère. Si la capitation était demeurée en régie, on n'aurait pas osé poursuivre avec la même sévérité, au nom du roi. des malheureux dont la vie était taxée, encore que la vie fût pour eux une cause de dépense, et non un revenu (1). De même que la violence seule put lever ce nouvel impôt, la violence dut aussi recruter les armées. Des soldats, et même des gardes du corps, allaient à la chasse aux hommes sur les chemins voisins de Paris ; ils enlevaient ceux qu'ils croyaient en état de servir, les retenaient dans ce qu'on appelait des fours, et les vendaient ensuite aux officiers qui faisaient des recrues. Le roi fit fermer les fours de Paris, et déclara qu'il ne voulait pas tolérer ces violences ; mais elles continuèrent dans les provinces d'une manière bien plus révoltante encore (2).

Malgré toutes ces mesures rigoureuses, l'armée française était, à l'ouverture de la campagne, plus faible que celle des alliés, et Louis dut donner à ses généraux l'ordre de se tenir sur la défensive. Villeroi avait succédé à Luxembourg dans le commandement de l'armée de Flandre comme dans la charge de capitaine des gardes du corps. Cet homme, si arrogant avec tous les autres, était avec le maître plus bas et plus fin courtisan que personne (3). Le duc de Chartres fut sous lui général de la cavalerie ; les deux princes du sang, ainsi que le duc du Maine et le comte de Toulouse, servaient aussi dans cette armée. Le maréchal de Boufflers remplaça, comme gou-

(1) Journal de Dangeau, T. II, p. 5. — Larrey, T. VI, p. 188. — La Hode, L. LI, p. 158. — Limiers, L. XI, p. 569. — Lois françaises, T. XX, p. 233.
(2) Journal de Dangeau, p. 8. — Durand, T. XXV, p. 352.
(3) Saint-Simon, T. I, ch. 25, p. 256, et ch. 27, p. 283.

Digitized by Google

verneur de Lille, le maréchal d'Humières, mort l'année précédente. Les Français avaient soixante-treize bataillons et cent cinquante-trois escadrons. Le roi Guillaume était bien plus fort, puisqu'il comptait sous ses drapeaux cent vingt-six bataillons et deux cent quarante escadrons. Cette manière de compter par corps laisse toutefois toujours beaucoup de vague sur la composition des armées : l'escadron aurait dû être de cent cinquante cavaliers, le bataillon de sept à huit cents fantassins, mais le plus souvent ils demeuraient fort au-dessous du complet. Villeroi, qui avait intention de couvrir en même temps Dunkerque, Ypres, Tournai et Namur, avait fait creuser des lignes qui s'étendaient entre Courtrai et Espierres, de la Lys à l'Escaut. C'était un fossé de dix-huit pieds de large et de huit de profondeur ; derrière, s'élevait une épaisse banquette fraisée et palissadée, avec des angles saillants armés en guise de bastions : on croyait voir une forteresse qui couvrait tout un vaste pays. L'expérience a presque toujours prouvé que des lignes si étendues tournent au désavantage de ceux qui les ont construites. Feuquières, en faisant la critique de cette campagne, relève des fautes nombreuses de Villeroi et de Boufflers, sous lesquels il servait ; mais, selon lui, elles ne les ruinèrent pas, parce que Guillaume III, le prince de Vaudemont et l'électeur de Bavière, en les attaquant, ne commirent pas moins de fautes (1).

Après avoir tenté une attaque sur le fort de Knocque, pour pénétrer dans la Flandre maritime, Guillaume III n'ayant pu s'en rendre maître, se décida au siége de Namur, où le maréchal de Boufflers s'était jeté avec une puissante garnison. L'électeur de Bavière investit la place le 1er juillet, et Guillaume III, qui s'était chargé de couvrir le siége, vint ensuite joindre l'Électeur devant Namur avec ses meilleures troupes, et il confia le reste au prince de Vaudemont. C'était sur celui-ci que Villeroi comptait tomber le 14 juillet. Il s'était rapproché vivement de cette armée, plus faible que la sienne ; il la voyait le 13 au soir, et il avait déjà mandé au roi qu'elle

(1) Feuquières. T. II. p. 244-249.

Digitized by Google

ne lui échapperait pas le lendemain. Dès le point du jour tout était prêt ; c'était au duc du Maine, qui commandait la gauche de l'armée française, à commencer, parce qu'il était plus près de l'ennemi, et qu'en l'attaquant, il le retardait dans sa retraite et donnait au reste de l'armée le temps d'arriver. Villeroi manda au duc du Maine d'attaquer dès le point du jour. « Impatient de ne point entendre l'effet de cet ordre, » il dépêche de nouveau à M. du Maine, et redouble cinq ou » six fois. M. du Maine voulut d'abord reconnoître, puis se » confesser ; après, mettre son aile en ordre, qui y étoit depuis long-temps et qui pétilloit d'entrer en action. Pendant » tous ces délais, Vaudemont marchoit le plus diligemment » que la précaution le lui pouvoit permettre, et il gagna » enfin, sans être attaqué, un pays plus couvert et coupé, à » trois bonnes lieues d'où il se trouvoit. » C'est le récit du duc de Saint-Simon, qui haïssait le duc du Maine, mais la postérité a confirmé l'idée qu'il nous donne de son manque de courage, et Louis XIV ne songea plus à l'élever au commandement d'une de ses armées (1).

Villeroi ne voulant pas risquer une bataille pour délivrer Namur, se porta sur la West-Flandre dans l'espoir d'y attirer les alliés à sa suite ; mais Guillaume ne se laissa point détourner de son but. Deynse et Dixmude ouvrirent leurs portes aux Français, et Villeroi y ayant fait sept mille prisonniers, refusa de les échanger suivant le cartel existant ; il n'était, disait-il, obligé de les rendre qu'à la fin de la campagne. Sur ces entrefaites, Namur capitula le 4 août et sa citadelle le 6 septembre. Boufflers devait en sortir avec tous les honneurs de la guerre, mais il venait à peine de passer devant l'électeur de Bavière, qu'il fut arrêté à son tour, pour répondre de la liberté des garnisons de Deynse et de Dixmude (2). Avant la reddition de Namur, Villeroi exerça de son côté des re-

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 28, p. 299, seq. — Feuquières, T. IV, p. 255. — La Hode, L. LI, p. 166. — Limiers, L. XI, p. 374. — Mém. de Berwick, p. 387.

(2) Saint-Simon, ch. 29, p. 305.—Limiers, L. LI, p. 169.—Durand, L. XXV, p. 373. — Limiers, L. XI, p. 375. — Larrey, L. VI, p. 205.

Digitized by Google

présailles plus cruelles : il se présenta devant Bruxelles, déclarant qu'il avait ordre de venger le bombardement des villes maritimes de France dont les alliés s'étaient souillés dans l'année précédente et la présente, au mépris des lois de la guerre et de l'humanité; qu'il bombarderait à son tour la capitale des Pays-Bas, à moins que les alliés ne prissent l'engagement de ne plus faire la guerre d'une manière aussi atroce. Villeroi savait fort bien que le gouverneur n'avait aucune autorité pour prendre un semblable engagement. Le feu des mortiers commença le 13 août au soir, il dura jusqu'au 15; trois mille bombes et douze cents boulets rouges furent lancés sur cette malheureuse cité, qui fut bientôt toute en flammes. Trois mille huit cent vingt maisons furent entièrement brûlées; la plupart des monastères et des édifices publics furent renversés ; un nombre considérable de bourgeois inoffensifs, de femmes et d'enfants périrent dans les flammes avec des richesses évaluées à 23,000,000 de livres. Ainsi la compagne de Flandre se termina avec la conquête d'une importante forteresse de la part des alliés, et une exécution odieuse et cruelle de la part des Français (1).

Sur le Rhin, où les maréchaux de Lorge et de Choiseul étaient opposés au prince de Bade, il ne se passa rien d'important, la maladie du maréchal de Lorge, qui fut frappé d'apoplexie, ayant déconcerté tous les projets qu'il avait pu former. Du côté de la Catalogne le maréchal de Noailles n'avait qu'une faible armée à opposer aux Espagnols, et lui aussi fut bientôt contraint par la maladie à en déposer le commandement. Saint-Simon veut voir, dans cet effet bien naturel des fièvres du Lampourdan, la ruse d'un courtisan habile qui offrait à Louis XIV l'occasion de mettre le duc de Vendôme à la tête de cette armée : le caustique duc et pair poursuivait de sa haine tous les bâtards et fils de bâtards, et Vendôme, petit-fils de Henri IV, ne put échapper, par ses talents et ses succès, à cette réprobation; tandis qu'il suppose

(1) Journal de Dangeau, T. II, p. 20. — Limiers, L. XI, p. 376. — Durand, L. XXV, p. 374. — Larrey, T. VI, p. 222.—Mém. de Berwick, p. 388.



Digitized by Google

à Louis XIV un désir constant de le favoriser, pour ouvrir la voie à l'élévation du duc du Maine (1).

Dans cette même campagne les côtes de France durent de nouveau éprouver les calamités de la guerre. Les flottes anglaise et hollandaise, depuis le milieu de juillet, vinrent tour à tour s'embosser devant Saint-Malo, Granville, Dunkerque et Calais, et firent pleuvoir sur ces villes les bombes dont elles étaient chargées; mais le dommage ne fut pas très considérable : des chaloupes canonnières étaient préparées dans chacune de ces villes pour rencontrer les galiotes à bombes et les forcer à se tenir au large, en sorte que les projectiles atteignirent à peine les maisons, et les vaisseaux chargés de machines infernales vinrent échouer trop loin des fortifications pour que leur explosion pût les ébranler. Pendant ce temps de hardis corsaires sortaient de tous les ports de France, mais surtout de Dunkerque et de Saint-Malo ; les plus habiles matelots de la marine royale avaient obtenu la permission de s'engager dans ces expéditions lucratives ; le commerce anglais et hollandais éprouva des pertes immenses, et les prises ennemies dans les ports français apportèrent quelque soulagement à la misère universelle (2).

Cette misère était si grande que le roi lui-même sentit la nécessité de retrancher sur la pompe et le luxe de la cour, qui avaient quelque chose de trop choquant pendant que tant de malheureux mouraient de faim. Il fit avertir les magistrats de Paris qu'il les dispensait de lui présenter, le 1er janvier 1696, selon leur coutume du premier de l'an, la bourse de jetons d'argent et les confitures, qui étaient devenus une charge pour la ville dans son indigence. Il supprima lui-même, le jour des Rois, le souper qu'il était accoutumé de donner à plus de quatre-vingts femmes ; il fit défendre, le 5 mars, tous les spectacles et les mascarades, et refuser aux marchands de la foire Saint-Germain la permis-

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 27, p. 283.

(2) La Hode, L. LI, p. 177-179. — Irritation du roi pour le bombardement des villes maritimes. Journal de Dangeau, 20 juillet, T. II, p. 16.

Digitized by Google

sion de donner à jouer. Il supprima encore la musique qui l'accompagnait d'ordinaire dans ses voyages (1). C'étaient là, au reste, de ces économies de grands seigneurs, qui s'attaquent à quelques bagatelles pour les réformer, tandis que le train habituel de leur vie consume toujours plus leur fortune.

Mais l'année qui commençait allait enfin apporter quelque soulagement à la France ; la paix, qui se négociait depuis si long-temps, allait se conclure avec le duc de Savoie ; la frontière du sud-est allait être mise en sûreté, et le faisceau de la ligue d'Augsbourg allait se trouver relâché du moment où l'un de ses membres s'en détacherait. Gropello était revenu à Pignerol pour terminer ses longues négociations avec M. de Tessé ; la république de Venise et le pape Innocent XII favorisaient ce traité, qui pouvait seul délivrer l'Italie des vexations effroyables des Allemands. Le 30 mai 1696 les préliminaires furent signés. La France cédait au duc de Savoie Pinerolo, avec les vallées de Pragéla et de la Pérouse, jusqu'au mont Genèvre, sous condition que la forteresse que les Français nommaient Pignerol, et qu'ils possédaient depuis un siècle, serait démantelée et ne pourrait jamais plus se rebâtir. La France lui rendait en même temps la Savoie, Nice, Suse et Villefranche ; elle promettait de ne point mettre obstacle à ce qu'il s'emparât de Genève s'il en trouvait l'occasion ; elle accordait les honneurs royaux à son ambassadeur, elle acceptait sa fille aînée, Marie-Adélaïde, pour épouse du duc de Bourgogne, fils aîné du dauphin ; enfin elle consentait à tenir secrète toute cette convention, pour donner le temps au duc de Savoie de se dégager d'avec ses alliés et de leur faire accepter la neutralité de l'Italie. Mais si le duc ne pouvait y réussir, il promettait de joindre, avant la fin de la campagne, ses armes à celles de la France pour attaquer l'empereur et l'Espagne, et si alors il faisait quelque conquête dans la Lombardie, elle devait lui demeurer en propre (2).

(1) Journal de Dangeau, T. II, p. 33, 38, 40.

(2) Mém. de Tessé, T. I, p. 68.—Mém. de Catinat, T. III, p. 38, très-incom-



Digitized by Google

Le duc de Savoie continua à dissimuler pendant le reste de la campagne. Des renforts considérables avaient été envoyés à Catinat; il annonçait qu'il faisait des préparatifs pour bombarder Turin; il écrivait au duc, le 6 juin 1696, « qu'il alloit exterminer entièrement le pays, brûler les » bâtiments, détruire les blés, couper les bois, les vignes et » les arbres fruitiers, partout où il pourroit porter ses armes. » Le duc de Savoie témoignait aux puissances alliées combien il était alarmé; il les faisait convenir qu'elles n'avaient aucun moyen de le préserver de ces calamités, et il les pressait de nouveau de consentir à la neutralité de l'Italie. Mais l'empereur et le roi d'Espagne prenaient peu de souci de ce qui arriverait à leur faible allié, et refusèrent absolument ses propositions. D'autre part, il est vrai, ils ne lui envoyaient point de renforts, et Victor-Amédée, généralissime des alliés, eut tout le loisir de concentrer des troupes piémontaises dans les forteresses du Piémont et de disperser les Allemands, les Espagnols et les religionnaires à la solde de l'Angleterre dans les lieux ouverts. Le 11 juillet il signa une trêve d'un mois avec les Français, et il envoya de nouveaux courriers à Vienne pour représenter que la neutralité pouvait seule sauver l'Italie; bientôt il prolongea cette trêve jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, pour attendre des alliés leurs dernières réponses. Tout fut inutile: les alliés aimaient mieux perdre le Piémont par la guerre que par la trêve. Alors Victor-Amédée jeta entièrement le masque; il s'unit, devant Casal, à Catinat, qui, avec une armée assez puissante, était descendu des montagnes. Il prit le titre de généralissime du roi de France en Italie, et le 18 septembre il vint avec envion cinquante mille hommes mettre le siége devant Valenza sur le Pô, et le poussa avec vigueur (1).

La cour de Madrid n'avait point accepté les offres du duc de Savoie, parce qu'elle était en tout temps incapable de

plets.—*Botta*, *Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXII, p. 82.—*Muratori*, *Annali*. T. XVI, p. 19. — Saint-Simon, T. I, ch. 34, p. 371. — Flassan, Hist. de la Diplomatie, T. V, p. 131.

(1) *Botta*, L. XXXII, p. 85.

prendre une décision. Le motif de la cour de Vienne était plus bas ; tandis qu'elle se sentait couverte par les Piémontais, et les troupes à la solde des puissances maritimes, elle s'occupait uniquement à rançonner l'Italie : le comte de Mansfeld, commissaire impérial, n'avait pas d'autre occupation ; c'étaient ses cruelles exactions qui avaient déterminé le pape et les Vénitiens à favoriser de tout leur pouvoir l'arrangement du duc de Savoie. L'armée allemande était bien moins destinée à combattre les Français pendant l'été, qu'à être répartie, dès que l'hiver fermait les montagnes, en quartiers d'hiver sur les terres des États neutres de l'Italie, et à les contraindre à payer d'effroyables contributions. En Toscane, les campagnes étaient dépeuplées par ces fardeaux, qu'aggravait encore la mauvaise administration du grand-duc, Cosme III ; la disette, la misère et le désespoir forçaient les paysans à s'enrôler parmi les bandes de voleurs qui couvraient les frontières; les crimes devenaient plus fréquents de jour en jour ; la rigueur inflexible du prince multipliait les supplices, et la nation retournait à grands pas vers la barbarie (1). Les deux ministres Léganez et Mansfeld reconnaissaient bien qu'ils ne pouvaient sauver Valence, ni peut-être le Milanais ; mais l'hiver approchait, et ils se flattaient de pouvoir lever encore une fois, pendant la mauvaise saison, des contributions sur l'Italie neutre. Il fallut que ces princes qui se voyaient sacrifier, fissent eux-mêmes une offre d'argent pour faire accepter la neutralité de leur pays à la maison d'Autriche. Ils s'engagèrent à payer 300,000 doublons d'Espagne, un tiers comptant, le reste à des termes rapprochés au comte de Mansfeld. Les ducs de Toscane, de Mantoue, de Modène, de Parme, de Massa, de Guastalla ; les républiques de Gênes et de Lucques contribuèrent à parfaire cette somme ; les deux plénipotentiaires déclarèrent à Vigevano, le 7 octobre, qu'ils acceptaient la neutralité ; l'Italie fut évacuée également par les Français et les Allemands, et le duc de Savoie s'engagea à ne point permettre aux ré-

(1) *Galluzzi*, Hist. de Toscane, T. VIII, ch. 6, p. 200.

fugiés français de se fixer dans les vallées protestantes de son pays (1).

Les puissances alliées firent retentir l'Europe de leurs clameurs contre le duc de Savoie ; jamais, disaient-elles, on n'avait vu l'exemple d'une trahison semblable, et les Français qui l'avaient séduit à leur parti, n'avaient guère meilleure opinion de lui. Si l'on songe à la manière cruelle dont il était traité par ses alliés comme par ses ennemis, si l'on réfléchit au salut qu'il apportait à sa patrie piémontaise et italienne, si l'on se souvient de la condition désastreuse des faibles au milieu de la lutte des puissants, on aura peut-être plus d'indulgence pour ses artifices. Il en subit toutefois les conséquences tout le reste de sa vie. On n'oublia jamais que dans cette guerre on l'avait vu changer deux fois de parti ; aussi, dans toutes les occasions de dangers, on lui témoigna dès lors une défiance outrageante, on le contraignit à en changer encore, et chacun s'attendant à être trompé par lui, ne se fit aucun scrupule de le tromper le premier.

Ce ne fut que l'année suivante que Louis XIV put diriger sur une autre frontière les troupes que la pacification de l'Italie rendait inutiles du côté des Alpes, aussi ne put-il opposer encore cette année aux alliés que des forces inférieures en Flandre et sur le Rhin : d'ailleurs il était distrait par un autre projet, celui d'une invasion en Angleterre. Il regardait Guillaume III comme son ennemi personnel ; c'était lui qu'il accusait d'avoir fait repousser toutes ses propositions de paix. Il faisait consister sa grandeur et sa générosité dans la protection qu'il accordait à Jacques II, et aucun succès ne l'aurait flatté davantage que de rétablir ce prince sur le trône, de faire triompher le catholicisme en Angleterre, et, par le même coup, d'abattre son ennemi, et de rétablir la paix. Les

(1) *Muratori, Annali*, T. XVI, p. 23. — *Botta*, L. XXXII, p. 87. — Coste de Beauregard, T. III, p. 51. — Saint-Simon, T. I, ch. 37, p. 424. — Mém. de Catinat, T. III, p. 39. — La Hode, L. LII, p. 191. — Larrey, T. VI, p. 270-288. — Limiers, L. XI, p. 593. — Tessé, T. I, p. 76. — Villars, T. LXVIII, p. 436.

Digitized by Google

nouvelles que Louis et Jacques recevaient d'Angleterre nourrissaient cet espoir. Les Anglais se montraient fatigués de la guerre et découragés par les dépenses qu'elle leur causait et les pertes qu'elle infligeait à leur commerce. Les marchands prétendaient que, depuis le commencement des hostilités, ils n'avaient pas perdu moins de deux mille quatre cents vaisseaux, dont ils faisaient monter la valeur à trente millions sterling. Le clergé, les tories, la magistrature, les gentilshommes provinciaux, avaient en partie oublié leurs justes ressentiments contre Jacques II ; leurs anciens principes reprenaient le dessus, et l'on aurait aisément pu croire que la majorité de la nation était jacobite. Le parti de Guillaume ne se composait que de ceux qui, par affection et par principes, étaient opposés à la prérogative royale, en sorte qu'il avait en quelque sorte planté son drapeau au milieu de ses ennemis, et que c'était contre ses alliés naturels qu'il devait se défendre. Une grande altération des monnaies compliquait les embarras qu'éprouvait déjà le commerce ; presque toutes les troupes de ligne étaient en Flandre ; la flotte anglaise avait hiverné à Cadix, et une forte escadre était sur le point de partir pour aller la joindre (1).

Le duc de Berwick en qui seul se trouvait alors tout le talent et toute l'énergie qui restaient aux Stuarts, essaya de profiter de ces circonstances. « Le roi Jacques, dit-il, avoit sous » main concerté un soulèvement en Angleterre, où il avoit » fait passer nombre d'officiers. Ses amis y avoient trouvé le » moyen de lever deux mille chevaux bien équipés, et même » enrégimentés, prêts à se mettre en campagne au premier » ordre ; plusieurs personnes de la première distinction s'étoient » aussi engagées dans l'affaire ; mais tous unanimement » avoient résolu de ne point lever le masque qu'un corps de » troupes n'eût premièrement débarqué dans l'île. Le roi très » chrétien consentoit volontiers à le fournir, mais il insistoit » pour qu'avant de faire l'embarquement les Anglais prissent » les armes, ne voulant point risquer des troupes sans être sûr

(1) Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 388.--La Hode, L. LII, p. 184.

Digitized by Google

» d'y trouver un parti pour les recevoir. Ni les uns ni les au-
» tres ne voulant se relâcher de leurs résolutions, de si belles
» dispositions ne pouvoient rien produire ; ce qui détermina
» le roi d'Angleterre à m'envoyer sur les lieux. » Berwick s'étant rendu en Angleterre sous un déguisement, eut plusieurs conversations avec quelques uns des principaux seigneurs, mais il demeura bientôt convaincu par leurs raisons, que si la révolte éclatait avant d'être soutenue par un corps de troupes françaises, elle serait immédiatement écrasée. « Ne voyant
» pas d'apparence, dit-il, de pouvoir faire changer de senti-
» ment à ces seigneurs, et ayant d'ailleurs été informé, pen-
» dant mon séjour à Londres, qu'il s'y tramoit une conspira-
» tion contre la personne du prince d'Orange, je crus que ma
» principale mission étant finie, je ne devois pas perdre de
» temps à regagner la France, pour ne point me trouver con-
» fondu avec les conjurés, dont le dessein me paroissoit dif-
» ficile à exécuter (1). »

Si Berwick ne voulut pas être confondu avec des assassins, les Anglais crurent que son père n'avait pas eu tant de scrupules, et, pour dire vrai, le récit du duc de Berwick lui-même n'indique pas un point d'honneur bien délicat. « Le chevalier Barkley, dit-il, lieutenant de ma compagnie
» des gardes du corps , se trouvant un jour au cabaret à
» Londres, avec le sieur Porter, gentilhomme catholique,
» celui-ci lui dit que, pour faciliter le soulèvement prémé-
» dité, il avoit imaginé un projet qu'il croyoit devoir rendre
» la chose presque sûre. Il lui expliqua toutes les allées et
» venues du prince d'Orange, et dit qu'il se feroit fort, avec
» une cinquantaine d'hommes, de battre les gardes et de se
» saisir de sa personne. Barkley goûta la proposition, tout
» fut réglé entre eux, les hommes choisis, et le jour même
» pris pour l'exécution, de manière qu'ils ne doutoient
» plus de la réussite, Barkley que je vis trois jours après
» mon arrivée à Londres, m'en fit confidence, et, quoique je
» ne trouvasse pas la chose aussi sûre qu'ils la faisoient, je ne

(1) Mém. de Berwick, T. LXV, p. 391.

Digitized by Google

» crus pas être obligé en honneur de l'en détourner. Mais
» Pendergrass, un des conjurés, effrayé du danger, ou, pour
» mieux dire, dans la vue de la récompense, alla découvrir
» le tout à milord Portland. Ainsi cette affaire manqua
» précisément sur le point qu'elle alloit s'exécuter. Le prince
» d'Orange étoit prêt à sortir (samedi 25 février), ses car-
» rosses arrivés, mais dans l'instant tout fut renvoyé, et les
» ordres furent donnés pour tâcher de saisir les coupables,
» dont on prit plusieurs qui furent condamnés et exécutés à
» mort. Porter qui avoit tout imaginé et proposé, se voyant
» arrêté, et attiré par la promesse du pardon, servit de té-
» moin contre ses camarades et ses amis, tant il est vrai que
» la crainte de mourir peut quelquefois déterminer des gens
» jusqu'alors honnêtes, à commettre des actions indignes (1). »

Pour profiter ou de l'insurrection ou de l'assassinat, d'immenses préparatifs furent faits sur la côte de France, avec le plus grand secret ; quatre cents bâtiments devaient se réunir pour transporter seize mille hommes de vieilles troupes sous les ordres du marquis d'Harcourt. Deux escadres commandées par le marquis de Nesmond et par Jean Bart devaient escorter ce convoi formidable. Cinquante-un vaisseaux de guerre devaient sortir du port de Toulon pour faire diversion et retenir l'amiral Russel dans la Méditerranée. Jacques II partit de Saint-Germain, le 28 février, pour se mettre à la tête de l'armée d'invasion que lui prêtait Louis XIV. Berwick le rencontra en chemin et regretta qu'il se fût trop pressé. « Ce
» prince, dit-il, continua sa route pour Calais, et m'envoya
» à Marly rendre compte de l'affaire dont j'étois chargé. Le
» roi très chrétien, demeurant ferme dans sa première réso-
» lution de ne point faire d'embarquement jusqu'à ce qu'il
» eût appris un soulèvement formel en Angleterre, conclut
» que l'entreprise ne se feroit pas. Toutefois comme je lui
» fis part du projet qu'on m'avoit communiqué contre la
» personne du prince d'Orange, il ordonna que tout resteroit

(1) Mém. du mar. de Berwick, T. LXV, p. 394. — Lettre de Lord Portland au grand pensionnaire de Hollande, du 26 fév. 1696. — Mém. de Catinat, T. III, p. 46. — Durand, Hist. d'Anglet., L. XXV, p. 388. — *Smollet*, ch. 5, § 28, p. 262.

Digitized by Google

» dans le même état afin d'être prêt à passer en Angleterre,
» en cas que l'on eût la nouvelle que depuis mon départ il y
» fût arrivé quelque événement. Ainsi j'allai à Calais re-
» joindre le roi ; nous y apprîmes bientôt que la conspiration
» avoit été découverte, beaucoup de coupables arrêtés, et
» que tous les vaisseaux de guerre qui se trouvoient dans la
» Tamise avoient ordre de venir aux Dunes. La cour de
» France ne laissa pas de prier le roi d'Angleterre de rester
» encore quelque temps sur les côtes, quoiqu'il n'y eût plus
» de possibilité de rien entreprendre (1). » Pour cette expédition Jacques II s'était pourvu de 500,000 livres qu'il avait obtenues en gage sur ses pierreries, et de 100,000 louis en or que lui avait avancés Louis XIV ; car quelle que fût la détresse de la France, le roi affectait toujours la même magnificence dans son hospitalité.

Les efforts faits par la France pour la descente en Angleterre entravèrent cependant ceux qu'elle aurait pu faire sur le continent. Louis donna à tous ses généraux l'ordre de se tenir sur la défensive. Le maréchal de Villeroi se plaça de nouveau derrière ses lignes, auprès de Courtrai ; le maréchal de Boufflers campa tour à tour à Mons ou à Fleurus. De leur côté Guillaume III et l'électeur de Bavière avaient chacun une armée, l'une près de Louvain, l'autre près de Gand ; mais tous ces corps de troupes si rapprochés n'entreprirent rien les uns contre les autres. Les Français croyaient avoir assez fait en vivant aux dépens des pays ennemis, et les malheureux habitants des Pays-Bas voyaient toute la substance sur laquelle ils avaient compté pour vivre, dévorée à la fois par quatre armées. Sur le Rhin, le maréchal de Choiseul était opposé au prince de Bade ; Saint-Simon qui servait dans cette armée assure que le maréchal montra beaucoup d'habileté, en prenant, malgré Barbezieux et les ordres de la cour, une position à Spirebach, qui couvrit

(1) Mém. de Berwick, p. 303. — Saint-Simon, T. I, ch. 32, p. 346. — La Hode, L. LII, p. 184. — Limiers, L. XI, p. 587. — Larrey, T. VI, p. 290.— Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 390. — *Smollet. Hist. of England*, ch. 5, § 29, p. 268.

Digitized by Google

Neustadt, Spire, Landau, Philipsbourg et l'Alsace, encore qu'il fût fort inférieur en forces à l'ennemi. Au reste la campagne se passa sans combat, les deux généraux cherchant à se surprendre par des marches et des contre-marches, avec le Rhin presque toujours entre eux. Enfin, en Catalogne de nouveaux généraux étaient aux prises; Vendôme avait remplacé Noailles, et don Francisco de Velasco avait remplacé le marquis de Castanaga; mais Stanhope écrivait à sa cour que, quel que fût le commandant de l'armée espagnole, tant que les Français ne l'attaqueraient pas, elle ne songerait jamais à harceler autres que ses amis. Il y eut entre eux une action de peu d'importance à Massanez près d'Ostalrich, où les Français eurent l'avantage (1).

Pendant l'été les escadres anglaise et hollandaise menacèrent de nouveau les côtes de France, et s'efforcèrent d'incendier les villes maritimes; elles y commirent de grandes cruautés; mais les richesses qu'elles purent détruire dans les environs de Brest et de La Rochelle, ne valaient pas à beaucoup près autant que les projectiles incendiaires qu'elles y lancèrent. D'autre part deux petites escadres françaises commandées par Jean Bart et par le marquis de Nesmond eurent des succès beaucoup plus réels; elles s'attachèrent uniquement à donner la chasse aux vaisseaux de commerce, et quoique ceux-ci ne s'aventurassent jamais sans l'escorte de quelques vaisseaux de guerre, elles en enlevèrent un grand nombre (2).

Le roi d'Angleterre, animé par un profond ressentiment et par le désir d'humilier Louis XIV, avait travaillé jusqu'alors avec un zèle ardent à maintenir unie la ligue contre la France, et à faire repousser toutes ses avances pour la paix. Mais la défection du duc de Savoie lui fit enfin sentir qu'il était temps de mettre un terme aux calamités de l'Europe, s'il ne voulait pas voir la ligue d'Augsbourg se dissoudre successivement, comme avait fait la précédente; la conspiration de Porter

(1) Berwick, p. 396. — Saint-Simon, T. I, ch. 36, p. 408. — *Lord Mahon, Spain under Charles II*, p. 76. — La Hode, L. LII, p. 188. — Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 424. — Limiers, L. XI, p. 591.

(2) La Hode, L. LII, p. 196. — Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXX, p. 426.

Digitized by Google

contre sa vie, celle où Berwick avait pris part pour une insurrection, et pour laquelle sir John Fenwick eut la tête tranchée, non point par l'effet d'une sentence, mais d'un acte du parlement, les complots enfin qu'il découvrit vers le même temps en Lancashire, lui firent sentir qu'il pouvait à son tour être atteint, par un incendie qu'il avait soufflé sans relâche. C'était parmi les commerçants qu'il avait trouvé jusqu'alors le plus de dévouement, soit en Angleterre, soit en Hollande ; mais les corsaires français infligeaient à leur commerce des pertes désastreuses, et les deux nations commençaient à reconnaître qu'elles n'avaient plus aucun intérêt direct dans une guerre qu'elles ne pouvaient continuer qu'avec des sacrifices si énormes. Pendant ce temps, Louis XIV employait ses ministres auprès de toutes les cours neutres pour annoncer son désir d'entrer en négociation : il avait fait agir tour à tour le roi de Suède, le roi de Pologne, les Suisses, Venise et le pape. Enfin il obtint que le comte de Callières parût publiquement à la Haye comme ministre de France, et celui-ci remit, le 10 février 1697, au baron de Lillieroot, ambassadeur de Suède et médiateur, des articles préliminaires contenant les conditions de paix que la France offrait à ses ennemis. Les traités de Westphalie et de Nimègue en étaient la base, et le roi de Suède déclarait que, comme médiateur, il tiendrait la main à ce qu'on ne s'en éloignât en rien. Guillaume III reconnut d'après son expérience qu'en trois ou quatre années d'une guerre couronnée par le succès, il n'enlèverait pas à la France tout ce qu'elle offrait de rendre ; il prêta donc de bonne foi les mains à la négociation : la difficulté était d'y faire consentir les Espagnols qui jamais ne savaient mesurer ce qu'ils voulaient avec ce qu'ils pouvaient, ou l'empereur, qui n'étant point en contact avec la France pour ses États héréditaires, se souciait assez peu des souffrances de l'empire, et regardait la guerre comme une occasion d'obtenir des subsides des puissances maritimes, et des contributions de guerre des États neutres (1).

(1) Flassan, Diplomatie française, T. IV, p. 134.—La Hode, L. LII, p. 201.

Digitized by Google

(1697.) On eut beaucoup de peine à s'entendre sur le lieu où l'on ouvrirait le congrès, l'empereur affectant de repousser toutes les places proposées par la France, et celle-ci, de son côté, par le souvenir de ce qui était arrivé à Cologne, ne voulant pas d'une ville de l'empire. Enfin on convint, au commencement d'avril, du château de Ryswick, à demi-lieue de distance des deux villes de la Haye et de Delft : les conférences s'y ouvrirent seulement le 9 mai, et bientôt on put y reconnaître que Guillaume III n'apporterait pas d'obstacles à la pacification, soit au nom de l'Angleterre ou à celui de la Hollande, mais que l'Espagne, dirigée par la cour de Vienne, protestait vouloir s'en tenir à la paix des Pyrénées; qu'elle regardait comme autant d'usurpations les concessions que la France lui avait dès lors extorquées, et que c'était à elle qu'il importait de faire sentir, par une attaque un peu vive, la nécessité de mettre un terme aux hostilités.

Louis XIV résolut donc de sortir de la défensive à laquelle il s'était borné durant les deux dernières campagnes, et de profiter de ce que la paix du Piémont lui rendait la libre disposition d'une partie de ses troupes, pour renforcer ses armées soit de Flandre, soit de Catalogne, et attaquer vigoureusement la monarchie espagnole dans l'un et l'autre pays. Il donna ordre à Catinat de se rendre dans les Pays-Bas, et avant la fin d'avril trois grandes armées françaises, chacune d'environ quarante mille hommes, sous les ordres des trois maréchaux de Villeroi, de Boufflers et de Catinat, s'avancèrent dans cette contrée. Guillaume III était arrivé à la Haye, il avait vu combien la plupart de ses alliés désiraient vivement la paix, il était satisfait des conditions qui lui étaient assurées à lui-même, et il ne voyait pas sans humeur l'impuissante Espagne ou l'égoïste Autriche entraver les négociations. Le roi de Suède, Charles XI, étant mort le 15 avril, il avait fait conserver à son fils Charles XII, quoique mineur, le titre de médiateur, pour que cet événement ne retardât point la

— Limiers, L. XII, p. 596. — Larrey, T. VI, p. 360 et p. 437. — Durand, Histoire d'Angleterre, L. XXV, p. 428.

Digitized by Google

marche du congrès. Il trouva les forces des alliés dans les Pays-Bas fort inférieures à celles des Français, mais il en prit peu de souci, puisqu'il lui paraissait aussi impolitique qu'inhumain de faire tuer des hommes pour défendre ou prendre des places dont le sort était réglé d'avance par les préliminaires, et qui seraient restituées peu de semaines après leur capitulation. Il prit donc, avec l'électeur de Bavière, position au camp de Deynse, d'où il couvrait Gand et Bruxelles (1).

Les Français révélèrent leur intention seulement le 15 mai, lorsque Catinat investit la ville d'Ath. Vauban vint bientôt se joindre à lui pour diriger les travaux du siége, ce qu'il pouvait faire avec d'autant plus d'avantage que c'était lui-même qui avait fortifié cette ville lorsqu'elle appartenait à la France. Le comte de Rieux, qui commandait dans la place, quoiqu'il eût une bonne garnison, fit une défense fort molle : il était trop rapproché du lieu du congrès pour ne pas avoir le sentiment de l'inutilité de ces combats. Les deux autres armées barraient le chemin aux alliés, qui du reste ne firent aucune tentative pour interrompre les travaux du siége : il n'y eut point de sortie, point d'ouvrage emporté à la pointe de l'épée, point d'action sanglante : tout se fit par l'artillerie, avec perte de fort peu de monde, et la place se rendit le 7 juin, après treize jours de tranchée ouverte. Mais il ne pouvait convenir aux alliés qu'après cette conquête les Français en tentassent une autre ; aussi Guillaume chargea-t-il son confident Bentinck, comte de Portland, qui se trouvait à l'armée opposée au maréchal de Boufflers, de demander comme de lui-même une entrevue particulière à ce maréchal. Les deux généraux s'avancèrent à une égale distance de leurs camps, avec leurs gardes et plusieurs officiers de marque. Cette conférence fut suivie de trois autres ; après la dernière, qui fut tenue le 26 juillet, les deux négociateurs allèrent ensemble dans une maison du faubourg de Halle, où ils mirent par écrit les articles

(1) Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 441.—La Hode, L. LII, p. 216. — Larrey, T. VI, p. 445. — Limiers, L. XII, p. 633.

Digitized by Google

dont ils étaient convenus, et qui auraient arrêté une année entière les plénipotentiaires de Ryswick. Ils signèrent ensuite une suspension d'armes, et Guillaume avertit les ministres alliés qui étaient à la Haye, « que les matières qui regar- » doient sa personne et ses royaumes, ayant été réglées avec » la France, n'apporteroient aucun retardement à la con- » clusion de la paix générale (1). »

A peine pouvait-on reconnaître le caractère d'une guerre qui jusqu'alors avait été si acharnée dans les opérations de cette campagne aux Pays-Bas; mais celle de Catalogne avait plus d'importance ; le duc de Vendôme, quoique son armée montât seulement à quarante-trois bataillons et cinquante-cinq escadrons, ou environ vingt-un mille fantassins et sept mille chevaux, avait reçu ordre de former le siége de Barcelonne. Dans cette ville très forte, très riche, et beaucoup trop étendue pour qu'une si petite armée pût l'investir, le prince de Darmstadt, qui avait toute la confiance de la reine d'Espagne, s'était enfermé avec onze mille hommes d'infanterie que secondaient quatre mille hommes de la garde bourgeoise ; et don Francisco de Velasco, vice-roi de Catalogne, tenait la campagne avec à peu près autant de monde, toujours maître de sa communication avec Montjuich, la citadelle de Barcelonne. L'entreprise paraissait d'autant plus téméraire que, quoique le comte d'Estrées dût protéger le siége avec la flotte de Toulon, il avait ordre de se retirer s'il apprenait que l'amiral Russel s'approchât avec la flotte anglaise et hollandaise. Mais la monarchie espagnole semblait être tombée, avec son roi, au dernier degré d'abaissement, de faiblesse et d'imbécillité. La reine-mère, qui avait eu tant de part à la décadence de ce pays, était morte d'un cancer, le 16 mai 1696 ; le roi avait été à plusieurs reprises à l'extrémité : on ne croyait pas qu'il pût soutenir une autre attaque de ses nombreuses maladies ; et cependant il mangeait toujours gloutonnement tout ce qui lui était présenté, l'avalant d'un seul trait, car sa mâ-

(1) Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 444. — La Hode, L. LII, p. 218. — Limiers, L. XII, p. 634.

Digitized by Google

choire inférieure dépassait tellement la supérieure, que ses dents ne pouvaient jamais se rencontrer. Une noire mélancolie s'ajoutait à toutes ses souffrances, et la reine l'aggravait en le persécutant chaque jour, pour lui faire altérer son testament. Mais cette reine était incapable de prendre le maniement des affaires que Charles II laissait échapper de ses faibles mains. Aucun conseil, aucune autorité nationale, aucun ministre qui prît sur lui l'ensemble de l'administration ne remplaçait le monarque défaillant, et la personne la plus considérable de l'État était un capucin, confesseur de la reine, qui la dirigeait dans ses caprices (1).

Vendôme était arrivé le 6 juin à demi-lieue de Barcelonne, et dans la nuit du 15 au 16 il avait ouvert la tranchée à deux cent cinquante toises du corps de la place. Deux jours auparavant on disait encore à Madrid que tous les Français qui s'étaient aventurés jusque-là étaient perdus, car les passages étaient si bien gardés par les Miquelets nommés aussi sommettants, qu'il ne pourrait s'en échapper un seul. Mais à la nouvelle de l'ouverture des travaux, la cour passa de cette confiance à la plus honteuse consternation. Il n'en fut pas de même des habitants de Barcelonne, qui, grâce aux libertés dont ils jouissaient, avaient conservé beaucoup d'orgueil, de valeur personnelle et d'obstination. Tandis que le vice-roi Velasco, qui avait voulu inquiéter les assiégeants, se fit battre le 14 juillet par Vendôme, la garnison et les bourgeois continuèrent à fatiguer les Français par de fréquentes sorties. Vendôme n'avait point sous ses ordres d'ingénieur habile pour diriger les travaux du siége; il fallut suppléer à la science par la valeur et l'obstination, et en perdant beaucoup de monde : enfin une large brèche fut ouverte au corps de la place. Vendôme voulut épargner à une si grande ville les horreurs qui suivent un assaut. Il offrit une capitulation honorable; elle fut débattue du 7 au 10 août; enfin il consentit à ce que la ville lui ouvrît ses portes seulement le 1er septembre, si elle n'était pas secourue

(1) *Lord Mahon, Correspond. of Alex. Stanhope*, p. 76, 79, 81, 86.

Digitized by Google

auparavant. Mais les Français savaient fort bien que ce secours était impossible ; car c'était le vice-roi Velasco qui avait décidé la capitulation, tandis que les habitants de Barcelonne et le gouverneur prince de Hesse-Darmstadt voulaient se défendre jusqu'à la dernière extrémité. On annonça, il est vrai, que Charles II marcherait au mois de septembre sur Sarragosse ; on donna des ordres pressants pour lui former une armée : mais ce n'était qu'un prétexte pour saisir, avec le consentement de l'archevêque de Tolède, tous les dépôts d'argent qui se trouvaient dans les églises. Dès que ce pillage royal fut accompli, des ordres furent donnés aux plénipotentiaires espagnols d'accepter la capitulation qui leur était offerte. La moindre énergie de la part du gouvernement aurait suffi pour sauver Barcelonne, car les Français avaient perdu à ce siége, pendant cinquante-deux jours de tranchée ouverte, neuf à dix mille hommes parmi lesquels se trouvaient un grand nombre d'officiers, et il est peu probable, s'ils avaient donné l'assaut, qu'ils eussent emporté la brèche encore défendue par une nombreuse garnison, et une population résolue à tout risquer (1).

Enfin, un troisième coup non moins rude frappa en Amérique la monarchie espagnole. Une escadre de dix vaisseaux de guerre, commandée par Pointis, et portant trois ou quatre mille hommes de débarquement, parut le 12 avril devant Carthagène, capitale du nouveau royaume de Grenade. C'était une entreprise privée faite aux frais de prétendus négociants, ou plutôt d'armateurs et de corsaires, pour piller cette grande ville qui était alors le principal dépôt du commerce du Nouveau-Monde : elle fut poursuivie avec toute l'avidité de gens qui ne songent qu'à amasser de l'argent. Pointis avait embarqué à Saint-Domingue un bon nombre de flibustiers, en promettant à ces cruels pirates une part dans le butin. Après plusieurs combats sanglants, Carthagène capitula le 30 août, sous condition qu'elle ne serait

(1) *Letter of Stanhope to secretary Vernon*. Madrid, aug. 21, 1697. — *L. Mahon*, p. 90. — La Hode, L. LII, p. 211-216. — Limiers, L. XII, p. 635.



Digitized by Google

pas livrée au pillage, mais que tout l'or, l'argent et les pierreries du public, des églises et des particuliers seraient livrés aux vainqueurs. Le butin monta à plus de 9,000,000 liv. Les flibustiers cependant n'étant pas contents de leur partage, quittèrent Pointis, retournèrent à Carthagène et pillèrent la ville avec la dernière barbarie (1).

Ces conquêtes avaient enfin rabattu l'orgueil de l'Espagne : les conditions fondamentales de la paix étaient déjà arrêtées dès le 25 mai avec les états-généraux ; elles avaient été convenues avec l'Angleterre et mises par écrit le 26 juillet dans la dernière conférence entre Boufflers et lord Portland. Vers la même époque, les commissaires français avaient remis au médiateur un projet détaillé du traité à conclure entre le roi de France, l'empereur, l'empire et le roi d'Espagne, portant la date du 20 juillet ; les conditions en étaient très modérées, mais les commissaires déclaraient en même temps qu'ils ne se regarderaient comme liés par leur parole que jusqu'au 31 août. Ce terme ayant été dépassé sans qu'on pût conclure, ils signèrent, le 1er septembre, et lorsqu'ils avaient déjà connaissance de la capitulation de Barcelonne, une proposition nouvelle qui s'accordait mieux avec les vues intéressées de l'empereur. Ils déclarèrent qu'ils lui cédaient Brisach, Fribourg, Philipsbourg, et tout ce que la France possédait au delà du Rhin ; que d'autre part ils garderaient Strasbourg qui serait définitivement réuni à la monarchie. Ainsi, le grand fleuve deviendrait désormais la barrière entre la France et l'empire : l'entrée du royaume serait par lui fermée aux Allemands ; mais le roi ne voulait de son côté se réserver aucune porte pour entrer en Allemagne. Toutefois comme il fallait en finir de l'inquiétude et de la souffrance de l'Europe, il fixait au 20 septembre le terme après lequel il ne serait plus lié par ces conditions (2).

En effet, le 20 septembre, la France, l'Espagne, l'Angle-

(1) Saint-Simon, T. II, ch. 3, p. 31. — La Hode, L. LII, p. 220.—Limiers, L. XII, p. 635.

(2) Limiers, L. XII, p. 644-663.—La Hode, L. LII, p. 229.—Saint-Simon, T. II. ch. 3, p. 34.

Digitized by Google

terre et la Hollande signèrent la paix à minuit. Les ministres impériaux et électoraux qui étaient présents, éclatèrent en plaintes et en reproches. C'était, disaient-ils, la même défection qu'ils avaient éprouvée au traité de Nimègue : leurs alliés, après les avoir entraînés dans la guerre, les abandonnaient et ne songeaient qu'à eux seuls. Le plénipotentiaire d'Espagne, don Bernard de Quiros, répliqua avec raison, que c'était sa cour qui faisait les plus grands sacrifices, mais qu'elle s'était résignée à les faire pour avoir la paix, tandis que l'empereur qui n'en faisait aucun, leur avait causé la perte de Barcelonne par son obstination et ses lenteurs sans motif.

Le traité de la France avec les Provinces-Unies portait que toutes les conquêtes faites de part et d'autre depuis le commencement de la guerre seraient restituées, et nommément Pondichéry qui devait être rendu à la compagnie des Indes Orientales de France. Les Hollandais qui mourraient en France ne devaient point être sujets au droit d'aubaine, et les deux États se liaient par un nouveau traité de commerce et de navigation. On convint avec l'Espagne, que les occupations et réunions faites par les armes, ou prononcées par les tribunaux en faveur de la France, depuis la paix de Nimègue, seraient restituées ; et ces restitutions comprenaient Girone, Roses, Barcelonne, Mons, Charleroi, Luxembourg, Courtrai, Ath et leurs dépendances. Le roi rendait de plus Dinant à l'évêque de Liége, tandis que l'Espagne rendait l'île de Ponza au duc de Parme. Le traité avec l'Angleterre portait aussi restitution mutuelle des conquêtes faites au delà des mers, et qui n'étaient pas de grande importance. Mais de plus, Louis XIV s'engageait « à ne troubler ni inquiéter en » façon quelconque le roi de la Grande-Bretagne dans la pos- » session des royaumes dont Sa Majesté Britannique jouissoit » présentement, donnant sa parole royale de n'assister ni » directement ni indirectement aucun des ennemis du roi de » la Grande-Bretagne, et de ne favoriser en aucune manière » les conspirations, menées secrètes et rébellions qui pour- » roient survenir en Angleterre. » Cette reconnaissance de Guillaume III, et cet abandon de Jacques II fut le sacrifice qui



Digitized by Google

coûta le plus à l'orgueil de Louis XIV. Les Anglais et les Hollandais avaient de leur côté présenté un Mémoire pour les religionnaires réfugiés, et pour ceux qui étaient restés en France, demandant en leur faveur le rétablissement de l'édit de Nantes, mais ils ne mirent aucun zèle à le faire valoir. Il fut aussi question d'assurer un douaire de 50,000 livres sterling par an à la reine d'Angleterre ; cette prétention fut également abandonnée (1).

Le traité conclu l'année précédente avec le duc de Savoie fut reconnu et admis comme faisant partie des traités de Ryswick et garanti de même par toute l'Europe. Un nouveau délai d'un mois fut offert à l'empereur et à l'empire pour accepter aussi les conditions qui leur avaient été réservées. Les princes de l'empire qui, en compensation de la ruine de leurs États, avaient reçu jusqu'alors des subsides considérables de l'Angleterre et de la Hollande, et qui trouvaient d'autant plus de facilité à lever des soldats pour les vendre ensuite, que la misère publique était plus grande, montraient peu d'empressement pour la paix, et réclamaient des dédommagements exorbitants pour les pertes que les armées leur avaient fait éprouver. C'était en leur nom que l'empereur faisait naître toutes les difficultés, et cependant il se souciait peu de ces princes ou de l'empire. Quand il fut certain de recouvrer pour lui-même Brisach et Fribourg, en sacrifiant Strasbourg qui, comme ville libre, aurait été rendue non pas à lui, mais à l'empire, il donna ordre de signer, ce qui fut fait le 30 octobre. La paix de Westphalie et celle de Nimègue étaient les bases de ce nouveau traité. Tous les lieux situés hors de l'Alsace, que la France avait occupés à titre de réunion, furent restitués à l'empereur ou à l'empire. Le Rhin demeura la limite entre les deux États ; sauf le comté de Montbéliard, qui retourna au duc de Wurtemberg ; le duché des Deux-Ponts fut rendu au roi de Suède ; les prétentions de la duchesse d'Orléans à la succession palatine

(1) Flassan, Diplomatie franç., T. IV, p. 158.—Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 446. — La Hode, L. LII, p. 231.

Digitized by Google

furent renvoyées à la décision d'arbitres ; le duc de Lorraine recouvra son duché sous les conditions qui lui avaient déjà été prescrites en 1670. Toutes les condamnations prononcées contre le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, furent abolies ; l'électeur de Trèves rentra dans sa capitale, l'électorat de Cologne demeura au prince Joseph Clément de Bavière. Louis XIV exigea que dans les pays qu'il restituait à l'empereur et à l'empire, le culte protestant qu'il avait supprimé demeurât interdit, et, malgré les réclamations de l'Angleterre et de la Hollande, cette condition fut acceptée avec empressement par l'empereur (1).

Les Français ressentirent quelque humiliation des immenses restitutions auxquelles ils se soumirent par la paix de Ryswick. Peut-être auraient-ils dû, au contraire, regarder ce traité comme le plus honorable de ceux que signa Louis XIV. Il avait en effet montré qu'il pouvait soutenir contre l'Europe entière une lutte effroyable, que, loin d'y succomber, il l'avait signalée pendant dix ans par une suite de victoires : qu'il n'avait perdu aucune de ses provinces, aucune de ses cités, mais que lui seul il faisait des restitutions, sacrifiant toutes ses conquêtes pour faire cesser la souffrance et la misère des peuples, pour rendre la paix à l'Europe, et procurer l'avantage réel de l'humanité.

Il était vrai cependant que ces dix années d'efforts gigantesques, de combats et de sacrifices avaient fait passer la France d'une période de force, de gloire et de splendeur à une période d'épuisement, d'inquiétude et de tristesse. Louis XIV, parvenu à sa soixantième année, restait presque seul de son siècle, vieillard isolé au milieu de générations nouvelles. Les guerriers qui avaient le plus contribué à sa gloire, Turenne, Condé, Créqui, Luxembourg ; les amiraux qui avaient donné tant d'éclat à la marine française, Duquesne et Tourville étaient morts avant lui. Le XVII[e] siècle, avant de se ter-

(1) Flassan, Diplomatie, T. IV, p. 161. —Recueil des traités de paix, T. IV, p. 654-695. — La Hode, L. LII, p. 235.—Limiers, L. XII, p. 662.—Durand, Hist. d'Angleterre, T. XI, L. XXV, p. 430.—Larrey, T. VI, p. 438-504. — *Smollet, Hist. of England*, ch. 5, § 55, p. 312.

Digitized by Google

miner, avait vu s'éteindre presque toutes ses gloires littéraires : Corneille, Racine, Molière, La Fontaine, Pascal, madame de Sévigné étaient successivement descendus au tombeau. L'enthousiasme qu'avaient senti les contemporains de la jeunesse de Louis XIV pour le monarque qui semblait les inviter à tous les genres de gloire, avait fait place à une disposition morose, frondeuse, en rapport avec les efforts toujours redoublés et les espérances toujours décroissantes qui se présentaient à la nation. Le reste du XVII[e] siècle, jusqu'à sa fin, ne parut plus rempli que par les tentatives impuissantes du monarque pour se donner un ministère digne de celui de ses premières années, par des réformes également impuissantes pour rétablir l'ordre dans les finances, par la rigueur avec laquelle il s'appliqua à courber les esprits élevés ou les âmes pieuses qui, dans sa religion même, lui étaient dénoncés comme s'écartant de l'orthodoxie; et, au milieu de ces occupations si tristes, on le voyait de temps en temps retourner à ses habitudes de fêtes, de pompe et de prodigalité, comme si en renouvelant son ancienne magnificence il retrouvait son ancienne grandeur.

Le ministère de Louis XIV avait été toujours en s'affaiblissant à mesure qu'il avançait dans la vie, peut-être par une conséquence de l'assiduité elle même du roi, de la connaissance plus complète qu'il acquérait des affaires, et de la part toujours moindre de pensée et de décision qu'il laissait à ses ministres. Ces derniers n'étaient plus guère en effet que des commis auxquels toute vue d'ensemble était interdite, tandis que lui-même ne se relâchait jamais dans son travail, que, prétendant tout savoir, tout conduire, il entrait toujours plus avant dans les moindres détails, et qu'il faisait mouvoir sa monarchie par sa volonté puissante et inflexible. Dans les affaires étrangères, Lionne, l'héritier de la pensée de Mazarin, lui avait été enlevé le premier, et avec lui avait fini la haute politique qui avait assuré ses premiers succès. Pomponne, qui l'avait remplacé, était vertueux et homme de talent; mais tandis que Lionne voyait dans le roi son élève,

Digitized by Google

Pomponne voyait en lui son maître et son instituteur. Colbert de Croissy, qui remplaça Pomponne, joignait la rudesse un peu grossière de son caractère à l'arrogance si souvent blessante du maître dont il était chargé de transmettre les sentiments aux puissances étrangères. Croissy mourut le 28 juillet 1696, et le roi, fidèle à son attachement pour la famille de Colbert, le remplaça par son fils, le marquis de Torcy, alors âgé de trente et un ans, qu'il maria à la fille de Pomponne. Il avait rappelé Pomponne aux affaires dès la mort de Louvois, et il l'avait donné pour guide et pour conseil au jeune Torcy pendant la longue maladie de son père. Jusqu'à la mort de Pomponne, en 1699, ils partagèrent en quelque sorte le ministère des affaires étrangères ; mais Torcy, qui avait fait d'excellentes études, qui avait voyagé dans presque toute l'Europe, fut un des meilleurs ministres qu'ait eus la France (1).

Le ministère de la guerre était également demeuré dans une même famille depuis le commencement du règne. Le Tellier, avant d'être chancelier, avait occupé ce ministère de 1643 à 1677 ; mais dès l'an 1662 il en avait laissé remplir les fonctions à son fils le marquis de Louvois qui en avait la survivance. Celui-ci, jusqu'à sa mort en 1691, y déploya toute la puissance que lui assuraient le génie, la constance au travail et un caractère de fer ; le roi donna ensuite sa place à son fils, le marquis de Barbezieux, qui n'avait que vingt-trois ans. Ce jeune homme, dans ses premières années, se montra plus occupé de la recherche des plaisirs et de l'étalage de son faste que des soins d'une guerre qu'il devait soutenir contre toute l'Europe, guerre à laquelle eût à peine suffi son père avec tout son génie. Le roi fit alors réellement en grande partie les fonctions de ministre de la guerre. Il s'applaudissait de pouvoir enseigner à ce jeune homme son métier, et il ne songeait pas à tout ce que ses armées, et ses peuples, et les pays où il portait la guerre

(1) Journal de Dangeau, T. II, p. 45. — Saint-Simon, T. I, ch. 35, p. 379. — Biogr. univ., art. Colbert.

Digitized by Google

eurent à souffrir d'un apprentissage pendant lequel ni les munitions, ni les vivres, ni les renforts, ni les soldes n'arrivèrent jamais au moment où les troupes en sentaient le plus le besoin (1). Barbezieux mourut en 1701, comme il commençait à marcher sur les traces de son père.

Mais dans la détresse où se trouvait l'État, le ministère important était celui des finances, et c'était celui que l'on croyait le plus déchu depuis l'homme éminent auquel Louis XIV les avait confiées après s'être défait de Fouquet. Le Pelletier cependant qui avait remplacé Colbert, réunissait l'application et l'intégrité au désir de ne rien innover et de se conformer à la méthode de son illustre prédécesseur; mais ces vertus ne pouvaient suffire quand il fallait lutter chaque jour contre le goût du roi pour le faste, et contre les prétentions de chaque ministre qui, sans prendre connaissance de l'ensemble des ressources, voulait tout attirer à son département. Pendant l'administration de Le Pelletier la France n'avait eu que la courte guerre de 1684 et les bombardements d'Alger et de Gênes à payer. Le revenu net du royaume s'était soutenu à peu près à 90 millions de livres par année, et cependant ce ministre avait été obligé d'emprunter 60 millions au denier 18. Quand il vit s'allumer la terrible guerre de la ligue d'Augsbourg, il trouva le fardeau trop pesant et il se retira (2).

(1) Saint-Simon, T. I, p. 44, et T. III, p. 60.

(2) Forbonnais, Recherches et Considérations sur les finances de la France, T. II, p. 3-42.

Nous nous contenterons de donner d'après Forbonnais le revenu net de chaque année, après en avoir retranché les charges et diminutions qui allèrent croissant d'année en année, et qui, tout en demeurant des non-valeurs pour l'État, pesaient toutes sur le peuple.

| | | |
|---|---|---|
| Revenu net | de 1684, | 106.250.432 fr. |
| | de 1685, | 89,009,375 |
| | de 1686, | 93,661,576 |
| | de 1687, | 86,882,096 |
| | de 1688, | 87,725,673 |

Le Pelletier, en remettant les finances à Pontchartrain, resta cependant au

Digitized by Google

Louis Phélipeaux, comte de Pontchartrain, que Le Pelletier avait introduit dans les finances, et qu'il désigna lui-même pour être son successeur, était petit-fils d'un secrétaire d'État ministre de Marie de Médicis pendant la régence; il avait été premier président du parlement de Bretagne. Doué d'un esprit conciliant, il s'était fait aimer et considérer; il était pauvre et honnête homme; aussi paraissant effrayé du ministère des finances, dans un temps où il fallait si cruellement aggraver la condition du contribuable, il n'accepta une place qui lui donnait le pouvoir, la faveur et les richesses que sur l'ordre exprès du roi. En effet, ni l'esprit d'ordre, ni les lumières, ni les vertus ne pouvaient alors sauver un contrôleur général de la nécessité de faire beaucoup de mal. Pontchartrain pendant la guerre contre la ligue d'Augsbourg, eut recours à une foule d'expédients, quelques uns ridicules, comme la création de nouveaux nobles ou la multiplication d'offices pour les fonctions les plus futiles, et tous ruineux, tous pourvoyant à peine aux besoins du moment et rejetant sur l'avenir une charge accablante. Il emprunta successivement, d'abord au denier 18, puis au denier 14 et enfin au denier 12, si bien que pendant la durée de cette funeste guerre, la dette de l'État s'accrut de 209,400,000 livres, et les intérêts à servir chaque année de 13,700,000 livres. Mais ce n'était encore là qu'une partie des emprunts; les créations de gages et de charges étaient aussi une manière d'emprunter plus onéreuse encore, car, outre qu'elle grevait le peuple du paiement des gages au lieu d'intérêts, elle le gênait dans toutes ses transactions par les droits attribués à ces nombreux offices. De nouveaux impôts sur le bétail, les chapeaux, le café, les suifs et sur les actes des notaires furent trouvés peu productifs; la refonte des monnaies, dont on s'était promis un gain bien illusoire, car elle cachait une banqueroute ou un vol fait au public, ne profita qu'aux étrangers qui firent l'opération que le trésor

conseil jusqu'à la fin de la guerre. Il ne se retira définitivement, pour se vouer à la dévotion, qu'au mois de septembre 1697. Journal de Dangeau, T. II, p. 82.

Digitized by Google

voulait faire seul, et elle porta la confusion dans tous les marchés, la déception dans tous les contrats à long terme (1).

Dès que la paix fut faite, Pontchartrain, pour rétablir quelque ordre dans les finances, entreprit de rembourser par de nouveaux emprunts ceux qui avaient été faits à un taux trop usuraire. Dans les dernières années du siècle il réussit, soit de plein gré, soit par la crainte, à réduire de nouveau toutes les dettes au denier 20, ou au 5 pour cent. En arrêtant les comptes de l'année au conseil des finances le roi dit: « Il faut présentement chercher autant de moyens pour » supprimer les édits, que nous en cherchions pendant la » guerre pour les établir; » et pour soulager le peuple il commença par casser immédiatement tous les régiments de milice (2).

Mais il n'était pas dans le caractère de Louis XIV de réprimer long-temps son goût pour le faste. Il ne tardait pas à se présenter quelque occasion où il se persuadait que la dignité

(1) Forbonnais, Recherches sur les finances de la France, T. II, p. 47 à 107. Voici de même le revenu net annuel pendant la durée de la guerre contre la ligue d'Augsbourg.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Pour l'année | 1689, | revenu net | 105,290,038 fr. |
| | 1690, | *id.* | 106,642,985 |
| | 1691, | *id.* | 112,251,227 |
| | 1692, | *id.* | 112,364,170 |
| | 1693, | *id.* | 107,938,165 |
| | 1694, | *id.* | 102,534,295 |
| | 1695, | *id.* | 112,493,106 |
| | 1696, | *id.* | 111,456,025 |
| | 1697, | *id.* | 110,265,317 |

On voit qu'après l'accroissement des impôts le revenu net augmente d'une somme considérable. La recette de 1689 dépasse en effet celle de 1688 de 18,000,000, mais la misère croissante réduit bientôt le produit de tous ces impôts réunis, il diminue d'année en année. On ajoute de nouveaux impôts en 1691, qui produisent près de 7,000,000 ; mais dès la troisième année, le produit diminue; on revient à la charge en 1695, et l'on tire de nouveau du peuple dix millions de plus, et dès l'année suivante on voit décroître les produits. Ce ne fut qu'à l'aide des emprunts qu'on put faire face à la dépense qui, pour les neuf années de guerre, fut en moyenne de 136,600,000 l.

(2) Journal de Dangeau, T. II, p. 85, 30 septembre. Dès le 4 septembre il avait remarqué le rétablissement du crédit, p. 80.

Digitized by Google

de sa couronne, le respect qu'il voulait imposer aux étrangers devaient faire taire toutes les considérations d'économie. Il en saisit même deux avant que la guerre fût terminée, l'une fut l'arrivée de la nouvelle duchesse de Bourgogne, l'autre la candidature du prince de Conti au trône de Pologne.

Le traité avec la Savoie avait été un heureux événement pour la France, car il avait rompu la ligue de l'Europe; aussi Louis était-il résolu d'avance à bien recevoir la princesse qui était le gage de la paix, et à compenser en quelque sorte, par les honneurs qu'il lui fit rendre, les affronts qu'il avait fait essuyer à son père. Marie-Adélaïde de Savoie était née le 6 décembre 1685, elle n'avait donc pas onze ans accomplis quand elle entra en France par le pont de Beauvoisin, le 16 octobre 1696 (1). Mais c'était une gentille petite fille : elle avait de grands yeux, le regard fier, la physionomie vive et italienne; elle était douée d'infiniment d'esprit et d'adresse, et avait été élevée par sa mère, fille du duc d'Orléans, comme si elle ne dût avoir d'autre but dans la vie que de plaire au roi et à la cour de France. Elle arriva à Montargis le 4 novembre 1696; le roi vint la recevoir et la prendre dans ses bras. Il en fut enchanté, et l'aima autant qu'il savait aimer : cette enfant devint dès lors son jouet et sa favorite. La petite fille sut également gagner le cœur de M^me^ de Maintenon, qu'elle appela toujours sa tante. Le roi la lui confia pour qu'elle dirigeât son éducation, et la fit participer à celle de Saint-Cyr. Il voulait la conserver pure au milieu d'une cour corrompue, chose d'autant plus difficile que la petite fille était déjà accoutumée à un langage assez peu convenable, et que malgré les efforts de M^me^ de Maintenon pour faire régner la décence et la régularité de mœurs dans la maison royale, à tout moment les princes et les princesses échappaient à cette contrainte. Les trois filles naturelles du roi étaient fort disposées à la galanterie. Le roi était souvent appelé à faire des réprimandes à l'aînée, la princesse de Conti, qui était veuve, et qu'il fit rougir en lui ren-

(1) Journal de Dangeau qui fut chargé d'aller la recevoir. T. II, p. 53.

Digitized by Google

dant les lettres qu'elle avait écrites à M. de Clermont. Celui-ci les avait sacrifiées à Mlle Choin, sa dame d'honneur, qui n'était pourtant nullement jolie, mais qui avait pris tant d'ascendant sur le dauphin qu'on croyait universellement qu'il l'avait épousée. Ce prince, s'apercevant que son père l'écartait avec jalousie de la guerre et de la politique, évitait de faire parler de lui, vivait dans la mollesse, et donnait tout son temps à la chasse ou à des intrigues de galanterie. La formation de la maison de la future duchesse de Bourgogne fut un événement important à la cour. Les plus grandes dames ayant eu la prétention d'y entrer, « elles briguèrent, s'em-
» pressèrent aux dépens les unes des autres, dit Saint-Simon;
» les lettres anonymes abondèrent, les délations et les faux
» rapports (1). »

Le mariage fut célébré le jour même où la princesse de Savoie eut douze ans accomplis, c'est-à-dire le 7 décembre 1697. « Le roi, dit Saint-Simon, s'étoit expliqué qu'il seroit
» bien aise que la cour fût magnifique, et lui-même, qui de-
» puis longtemps ne portoit plus que des habits fort simples,
» en voulut des plus superbes. C'en fut assez pour qu'il ne
» fût plus question de consulter sa bourse, ni presque son état;
» pour tout ce qui n'étoit ni ecclésiastique, ni de robe ce fut
» à qui se surpasseroit en richesse et en invention. L'or et
» l'argent suffirent à peine. Les boutiques des marchands se
» vidèrent en très peu de jours; en un mot, le luxe le plus
» effréné domina la cour et la ville, car la fête eut une grande
» foule de spectateurs. Les choses allèrent à un point que le
» roi se repentit d'y avoir donné lieu..... ; mais après un petit
» mot lâché de politique, il n'en parla plus, et fut ravi qu'il
» n'eût pas pris...... Il aimoit passionnément toute sorte de
» somptuosité à la cour, et surtout aux occasions marquées,
» et qui s'y seroit tenu à ce qu'il avoit dit contre les maris

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 35, p. 384. — Dangeau, T. II, p. 53.— La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, L. XI, T. IV, ch. 2, p. 145, et LXII, p. 217, 225, 232. — Louis avait cédé au dauphin le château de Meudon, bâti par Louvois, et qu'il obtint de sa veuve par un échange. Journal de Dangeau du 1er juin 1695, T. II, p. 12.

Digitized by Google

» assez fous pour se laisser ruiner par les habits de leurs » femmes, lui eût très mal fait sa cour (1). » Au reste, les présents du roi à la mariée furent proportionnés au luxe qu'il avait demandé aux assistants et non à la misère publique. On fit mettre dans un lit de parade les mariés ensemble, en présence de toute la cour, ainsi que du roi et de la reine d'Angleterre : c'était l'usage de la cour de France pour constater que le mariage ne pouvait plus se rompre; mais au bout d'un quart d'heure, le dauphin, qui était resté auprès d'eux avec une partie de la cour, fit retirer son fils, le duc de Bourgogne, qui n'avait que quinze ans (2).

Les efforts pour élever le prince de Conti au trône de Pologne fatiguèrent aussi la France dans un moment où sa seule occupation aurait dû être de recouvrer ses forces épuisées. Jean Sobieski était mort le 17 juin 1696. Sa femme s'était rendue odieuse par son avarice ; ses trois fils étaient peu aimés, et les Polonais annoncèrent ouvertement qu'ils ne donneraient pas la couronne à un Piaste; ils ajournèrent l'élection à une année pour donner le temps aux princes étrangers de se présenter. L'abbé de Polignac, ambassadeur en Pologne, annonça qu'il voyait jour à faire élire le prince de Conti. Ce prince avait montré de la bravoure soit en Hongrie, soit dans la dernière guerre ; mais il n'avait jamais eu de commandement important : « Il marqua du courage et des talents pour la » guerre, dit La Fare, dans les campagnes qu'il fit avec M. de » Luxembourg ; il avoit beaucoup d'esprit, et l'avoit fort orné » par la lecture ; avec cela, une humeur douce qui le ren» doit de la plus aimable conversation qu'un homme puisse » être (3). » Saint-Simon va plus loin, il voudrait le faire passer pour un héros, qui donnait au roi de la jalousie. « Le » roi, dit-il, qui ne demandoit pas mieux que de se défaire » d'un prince de ce mérite si universellement connu, et qu'il » n'avoit jamais pu aimer, tourna toutes ses pensées à le

(1) Saint-Simon, T. II, ch. 5, p. 64.—Journal de Dangeau, le 13 novembre 1697, T. II, p. 88.

(2) Journal de Dangeau, 7 décembre 1697, p. 91.

(3) Marq. de La Fare, T. LXV, p. 253.

Digitized by Google

» porter sur ce trône (1). » Bientôt on reconnut que l'abbé de Polignac, qui se lança dans toutes les intrigues d'une élection polonaise, n'avait eu d'autre pensée que celle de s'élever lui-même au cardinalat, par la recommandation du roi qu'il aurait fait nommer; que dans ce but il avait fait aux Polonais les offres les plus extravagantes au nom du prince de Conti, et des promesses qu'il savait bien que ce prince ne pourrait jamais remplir. Conti alors amoureux de la duchesse de Bourbon, se souciait fort peu de partir. Le roi lui donna 2,000,000 liv. que le riche banquier, Samuel Bernard, se chargea de lui faire toucher en Pologne, plus 400,000 livres pour emporter avec lui, et 100,000 pour ses équipages. On avait reçu la nouvelle que le cardinal-primat, favorable au prince de Conti, avait déclaré, le 27 juin, ce prince élu par la majorité de la diète. Il est vrai que, deux heures plus tard, l'évêque de Cujavie avait proclamé, comme le vrai élu de la nation, Frédéric-Auguste, électeur de Saxe, qui venait d'abjurer le luthéranisme pour se recommander aux Polonais. Cet électeur arriva bientôt en Pologne avec des troupes et de l'argent. Le prince de Conti, au contraire, ne partit de Paris que le 3 septembre pour Dunkerque, d'où Jean-Bart s'engageait à le conduire sain et sauf à Dantzig. Ces retards avaient donné tout l'avantage à son antagoniste; la ville de Dantzig ne voulut pas le recevoir; ce fut avec peine que celle de Marienbourg lui ouvrit ses portes à la fin de septembre. Bientôt il s'aperçut que ses partisans l'abandonnaient les uns après les autres; il prit enfin le parti de renoncer à cette couronne, et de s'embarquer le 6 novembre pour revenir en France (2). Avant que l'année fût écoulée l'électeur de Saxe fut reconnu par la cour de France comme roi de Pologne.

(1698.) L'ambassade du duc de Saint-Alban, fils naturel

(1) Saint-Simon, T. I. ch. 38, p. 429. — Dangeau raconte au contraire toute la bienveillance qu'à cette occasion le roi témoigna au prince de Conti, Journal, 1er septembre 1697. T. II, p. 77.

(2) Saint-Simon, T. II, ch. 2, p. 20, et ch. 13, p. 191. — La Hode, L. LII, p. 241.—Journal de Dangeau, le 11 juillet 1697, p. 73, le 14 novembre, p. 88, et le 13 décembre, p. 98.

Digitized by Google

de Charles II, puis du comte de Portland, favori de Guillaume III, fut aussi une occasion de luxe à la cour, le roi s'efforçant de montrer au nouveau roi d'Angleterre d'autant plus d'égards, qu'il avait au fond plus d'aversion pour lui. Il combla aussi de prévenances Antoine Farnèse et Jean Gaston de Médicis qui visitèrent Paris et Versailles à cette époque, et en qui devaient s'éteindre plus tard les deux maisons souveraines de Parme et de Toscane (1). Le mariage de la nièce de M$^{me}$ de Maintenon, M$^{lle}$ d'Aubigné, fut encore une occasion de magnificence royale ; elle épousa le comte d'Ayen, fils du duc et maréchal de Noailles, et Louis XIV adoptant en quelque sorte dans sa famille les parents de la femme qu'il avait secrètement épousée, lui donna un million de dot, cinquante mille écus de pierreries, la charge de dame du palais et 12,000 francs de pension (2). Le mariage du duc de Lorraine avec la fille aînée du duc d'Orléans, arrêté dès le mois de février, comme garantie de sa réconciliation avec la maison de France, et de son rétablissement dans son duché, occupa plus long-temps la cour de ses fêtes, parce que le retard de la dispense du pape le fit différer jusqu'au mois d'octobre.

Mais l'occasion dans laquelle le roi déploya la magnificence la plus ruineuse, la plus intempestive, eu égard à l'état de ses finances et à la détresse à laquelle son peuple était réduit, fut ce qu'on nomma le camp de Compiègne. Dès le mois d'avril le roi annonça qu'avant la fin de l'été il y rassemblerait quarante-cinq mille hommes, pour y donner à son petit-fils le duc de Bourgogne les premières leçons de l'art de la guerre. Ce jeune homme de seize ans fut en effet nommé généralissime, et le roi fit sous lui les fonctions de lieutenant-général. L'image d'une bataille, et celle du siége de Compiègne furent les deux leçons ou plutôt les deux grands divertissements que le roi donna à son petit-fils et à toute sa cour, du 1$^{er}$ au 25 septembre. Il ordonna pour cette occasion des tentes neuves et des équipages brillants de campement ; il fit

(1) Saint-Simon, T. II, p. 104-109.

(2) Mém. de Maintenon, T. IV, L. XII, ch. 1, p. 205-213. — Saint-Simon, T. II, p. 124. — Journal de Dangeau au 1$^{er}$ avril 1698, T. II, p. 109.

Digitized by Google

pour cette revue toute de parade une dépense qui aurait suffi pour une campagne réelle. « Le roi, dit Saint-Simon, » témoigna qu'il comptoit que les troupes seroient belles, et » que chacun s'y piqueroit d'émulation : c'en fut assez pour » exciter une telle envie de se surpasser qu'on eut, après » tout, lieu de s'en repentir. Non seulement il n'y eut rien » de si parfaitement beau que toutes les troupes, et toutes à » tel point qu'on ne sut à quel corps en donner le prix, mais » leurs commandants ajoutèrent à la beauté majestueuse et » guerrière des hommes, des armes et des chevaux, les parures » et la magnificence de la cour, et les officiers s'épuisèrent » encore par des uniformes qui auroient pu orner des fêtes (1). » Les colonels et beaucoup de simples capitaines eurent des » tables abondantes et délicates; six lieutenants-généraux, » et quatorze maréchaux de camp s'y distinguèrent par une » grande dépense; mais le maréchal de Boufflers étonna par » sa dépense et par l'ordre surprenant d'une abondance et » d'une richesse, de goût, de magnificence et de politesse qui » dans l'ordinaire de la durée de tout le camp, et à toutes » les heures de la nuit et du jour put apprendre au roi même » ce que c'étoit que donner une fête vraiment magnifique et » superbe. » Les calamités ne devaient pas tarder long-temps à faire sentir à la France l'imprudence de tant de prodigalités.

Mais au milieu des travaux qui accablaient Louis XIV, dans les inquiétudes que lui causaient ses finances, lorsque tous les rapports des intendants lui parlaient de la misère du peuple, des champs demeurés en friche, des paysans abandonnant par grandes troupes leurs villages, et se traînant avec leurs enfants sur les grandes routes, dans l'espoir de vivre sur la charité publique moins mal qu'ils ne faisaient dans leurs chaumières où tout était saisi pour payer la taille; tandis que les fêtes de la cour, les revues, le camp de Compiègne destinés à éblouir l'Europe ne faisaient au roi lui-même aucune illusion, on est confondu de lui voir donner une

(1) Saint-Simon, T. II, ch. 14, p. 201. — Larrey, T. VII, p. 43.

Digitized by Google

grande partie de son temps à des querelles religieuses qu'il semblait se plaire à faire naître les unes des autres. On ne nous a jamais dit qu'il eût étudié la théologie ; on peut douter qu'il sût bien en quoi les quiétistes ou les jansénistes différaient de l'Église qu'il appelait orthodoxe, et cependant dès lors et jusqu'à la fin de son règne, Louis XIV parut plus constamment occupé d'écraser tour à tour ceux qu'il accusait de nourrir des opinions nouvelles, que des soins de l'administration de son royaume, ou de sa défense contre ses ennemis.

Une de ses grandes affaires était alors l'extirpation de ce qu'on nommait le quiétisme, doctrine pour laquelle l'Espagnol Molinos avait été mis à l'inquisition à Rome, et que l'on prétendait retrouver dans les écrits, comme dans les conversations de Mme Guyon. On assurait que, selon les quiétistes, une âme vraiment remplie de l'amour de Dieu, vraiment soumise à ses volontés, était indifférente à tout, même aux peines éternelles, auxquelles elle se résignait, comme à l'accomplissement des volontés de Dieu. L'âme, disaient-ils, s'abandonnant à cet amour, plongée dans l'oraison, ne faisait plus d'efforts et restait dans une quiétude absolue. Les théologiens avaient trouvé que cette exposition exagérée de l'amour mystique n'était pas conforme à l'exemple des saints, et qu'elle pouvait avoir de dangereuses conséquences pour la conduite. C'était là le fond de la controverse du quiétisme ; mais, comme il arrive toujours, le public ne s'en contentait pas, il voulait quelque chose de plus saisissable, de plus matériel, pour en former une hérésie ; il supposait que les quiétistes, tout occupés du sentiment divin, voyaient avec indifférence les actions humaines, et passant bien vite à des idées plus grossières, il accusait les quiétistes de se livrer sans scrupule à un amour tout humain, ou même à une débauche effrénée.

Mme Guyon, née à Montargis le 13 avril 1648, d'une famille considérée, mariée à 16 ans au fils du constructeur du canal de Briare, qu'elle perdit en 1676, avait montré dès son enfance une dévotion tendre et affectueuse, et un zèle ardent


Digitized by Google

pour les œuvres de charité. Son exaltation alla croissant avec les années ; elle se regardait comme l'épouse de Dieu. elle recherchait, pour lui plaire, toutes les douleurs, toutes les humiliations, qu'elle nommait ses croix ; elle retombait sans cesse dans un état d'extase où elle ne formulait point de prières, où elle ne répétait point de paroles, même mentalement : c'est là ce qu'elle appelait l'oraison intérieure. Cette manière d'être avait fait perdre patience à sa bellemère, à son mari, à son fils, et en lisant sa vie, qu'elle a écrite elle-même (1), on sent bien que malgré toutes ses vertus et sa patience, elle devait être une compagne peu agréable; elle devait surtout blesser sa famille par la joie avec laquelle elle accueillait toutes les calamités, par son affliction pour tout ce qui lui arrivait d'heureux. Mais pour ceux qui ne vivaient pas avec elle, elle avait quelque chose de fort entraînant dans sa piété si ardente, sa tendresse de cœur et son éloquence naturelle. Ne doutant point qu'elle ne fût l'épouse choisie de Jésus-Christ, elle se croyait entourée de miracles et divinement inspirée. Elle ne tarda pas à communiquer la même persuasion à ceux à qui elle ouvrait son cœur, surtout à M. d'Arenthon, évêque de Genève, qui voulut lui faire diriger une communauté qu'il avait fondée à Gex, et au père Lacombe, barnabite, qui la regardant comme un être surnaturel, finit par se mettre sous sa direction et la suivre dans ses voyages. Elle revint à Paris en 1687, après six ans d'absence, de courses, de conférences et de prédications, qui donnèrent lieu à ses ennemis de basarder les reproches les plus graves contre ses opinions et même contre ses mœurs ; elle avait publié aussi deux ouvrages. qui leur fournirent des armes contre elle (2).

Dès son arrivée elle fut dénoncée à l'archevêque de Paris, monseigneur de Harlay, homme mondain et de mœurs très relâchées, mais qui affectait un grand zèle à combattre toutes

(1) La vie de mad. S. M. B. de la Mothe-Guyon, écrite par elle-même, 3 vol. in-12, à Cologne, 1720.

(2) L'un est intitulé : Moyen court et facile pour faire oraison ; l'autre, l'Explication mystique du cantique des cantiques.

Digitized by Google

les nouveautés. Au mois d'octobre 1687 il fit arrêter le père Lacombe, qui, s'étant obstiné à justifier un livre de lui intitulé *Analyse de l'oraison mentale,* fut condamné par l'official de Paris et transféré pendant plus de dix ans de prisons en prisons. M^me^ Guyon fut à son tour arrêtée au mois de janvier 1688, et subit aussi plusieurs interrogatoires devant l'official; mais comme elle était parfaitement soumise à l'Église, qu'elle protestait que du moment où on lui déclarait qu'elle était dans l'erreur elle y renonçait et qu'elle était même prête à brûler ses écrits, la procédure n'eut pas de suite. D'ailleurs, pendant une détention de huit mois aux filles Sainte-Marie, elle avait dissipé chez ces religieuses tous les nuages élevés contre elle par la simplicité de ses mœurs. Elle inspirait bientôt aux personnes les plus sévères un intérêt et un zèle qui les transformaient en ses disciples (1).

Après huit mois de captivité Mme Guyon reparut donc dans le monde avec plus d'amis qu'avant d'avoir été arrêtée. Mme de la Maisonfort, sa parente, était une des dames de Saint-Cyr en qui Mme de Maintenon avait le plus de confiance; la duchesse de Béthune, fille du surintendant Fouquet, avait vécu, durant sa disgrâce, dans la maison du père de Mme Guyon, à Montargis; elle s'était liée à elle et avait adopté tous ses sentiments religieux. La duchesse de Béthune s'était intimement liée avec les duchesses de Beauvilliers et de Chevreuse, filles de Colbert; une même exaltation religieuse l'avait unie à elles et à leurs deux maris. C'est dans cette société toute préparée au mysticisme que Mme Guyon fut introduite et qu'elle rencontra Fénelon, fort disposé, de son côté, à cette pieuse tendresse; elle obtint bientôt sur lui un grand ascendant. Mme de Maintenon ne se livra point autant à elle : une imagination froide et une raison sévère la préservaient de tout engouement. Elle invita cependant Mme Guyon à faire de fréquentes visites à Saint-Cyr, pour y répandre parmi les élèves son ar-

(1) M. de Bausset, Hist. de Fénelon, L. II, p. 240-248. — La Beaumelle, Mém. de mad. de Maintenon, T. IV, L. X, p. 2.



Digitized by Google

dente piété. Quant à Louis XIV, auquel Mme de Maintenon lut quelques morceaux de l'Explication du *cantique des cantiques,* il dit que c'étaient des rêveries (1).

Fénelon avait été, dès l'année 1689, nommé par le roi précepteur du duc de Bourgogne, sous le duc de Beauvilliers, qui était son gouverneur. Il avait eu dans l'éducation de ce jeune prince un succès que n'avait point obtenu Bossuet dans celle du dauphin, quoique celui-ci fût également appuyé par un gouverneur vertueux, M. de Montausier. Le dauphin était un homme adonné à ses plaisirs, sans talents, sans caractère, et qui ne semblait pas seulement songer aux hautes fonctions auxquelles il était destiné. On pouvait croire que le duc de Bourgogne préparait à son précepteur une tâche plus difficile encore : des défauts effrayants, un caractère indomptable, un orgueil révoltant, des penchants irascibles, et toutes ces passions violentes que beaucoup d'esprit naturel et une extrême aptitude à acquérir tous les talents et toutes les connaissances pouvaient rendre fatales au repos et au bonheur des hommes, s'étaient manifestées en lui dès la plus tendre jeunesse. Fénelon réussit à briser ce caractère si dur et si hautain par un profond sentiment religieux, sans apporter la plus légère diversion à ses études littéraires. Il voulait faire de son élève un prince aussi religieux qu'éclairé; il voulait qu'il montât sur le trône avec toutes les vertus du chrétien et toutes les connaissances nécessaires au gouvernement d'un grand empire (2).

Fénelon fut cinq ans précepteur des enfants de France sans recevoir du roi aucune grâce (3). Jusqu'à l'âge de quarante-trois ans, son seul revenu consistait dans le petit prieuré de Carenac que l'évêque de Sarlat, son oncle, lui avait résigné pour l'aider à subsister à Paris; enfin Louis XIV lui accorda,

(1) Lettre à Mad. de Saint-Géran, nº 39, T. II, p. 142.

(2) Mém. de Bausset, Hist. de Fénelon, L. I, p. 135-185.

(3) Mad. de Maintenon avait alors cependant la plus haute confiance en lui; on en peut juger par la lettre aussi sage que courageuse qu'il lui adressa sur la demande qu'elle lui faisait de diriger sa conduite. Lettres de Maintenon, T. III, p. 224.

Digitized by Google

en 1694, l'abbaye de Saint-Valery, et le 4 février 1695 il le promut à l'archevêché de Cambrai. Saint-Simon, toujours disposé à croire le mal, assure que cette nomination fut un coup de foudre pour tout le petit troupeau des mystiques qui ambitionnait pour Fénelon l'archevêché de Paris, car la santé de M. de Harlay déclinait rapidement (1). Bossuet, à qui l'abbé de Fénelon avait toujours montré une déférence respectueuse, ne vit pas sans amertume l'homme bien plus jeune que lui, et qui mieux que lui avait réussi dans l'éducation de l'héritier du trône, élevé aussi bien plus haut dans les dignités ecclésiastiques.

Ce fut en effet à cette époque que commença la querelle entre les deux prélats, querelle qui parvint ensuite à une si extrême violence. Mme Guyon s'était adressée à Bossuet, et lui avait communiqué non seulement ses livres, mais ses écrits les plus secrets, et entre autres sa vie manuscrite. Bossuet avait cherché à calmer son exaltation, à la désabuser de l'idée qu'elle se faisait de sa mission divine, à la mettre en garde contre les expressions exagérées qu'elle employait en parlant de l'état d'oraison et du pur amour; mais il lui avait donné la communion de sa main le 30 janvier 1694. Cependant, ainsi que Godet Des Marais, évêque de Chartres, le diocésain de Saint-Cyr, et le directeur de Mme de Maintenon, il avait conseillé à celle-ci d'éloigner Mme Guyon de Saint-Cyr, et de se défier de sa doctrine (2). Mme Guyon, de son côté, d'après l'avis de Bossuet, s'était retirée à la campagne Mais dans la solitude sa tête s'exalta encore davantage; elle se dit calomniée dans ses mœurs comme dans sa doctrine, et elle demanda des commissaires pour la juger. Le roi, qui avait déjà contre elle beaucoup de prévention, s'empressa de nommer des juges de sa doctrine. Ce furent Bossuet, qu'on regardait comme l'oracle du clergé de France; M. de Noailles, évêque de Châlons, et bientôt après archevêque de Paris et cardinal; et M. Tronson, supérieur de Saint-Sulpice. Ainsi le jugement de

(1) Saint-Simon, T. I, ch. 29, p. 310 et suiv.
(2) Bausset, Hist. de Fénelon, L. II, p. 270.

cette femme était déjà l'affaire la plus importante du clergé de France. Ces commissaires reconnurent la pureté des mœurs de M^me Guyon, et ils trouvèrent en elle la plus absolue déférence à l'autorité de l'Église ; mais ils voulurent profiter de l'occasion pour exposer, par quelques maximes doctrinales. des règles pour l'enseignement et la pratique dans les matières de spiritualité. Tel fut l'objet des conférences d'Issy, dans lesquelles ces trois personnages, éminents sans doute, s'attribuèrent les fonctions du pape, ou de l'Église infaillible.

Les conférences d'Issy, entre des hommes que d'autres fonctions en détournaient souvent, se prolongèrent plus de six mois. Fénelon y fut admis, après sa nomination à l'archevêché de Cambrai, lorsqu'elles touchaient presque à leur terme. Antérieurement il avait fourni à Bossuet beaucoup de notes et d'extraits sur les anciens auteurs mystiques, que l'évêque de Meaux reconnaissait n'avoir jamais étudiés ; mais quoique Fénelon eût souvent cherché à l'entretenir ou à correspondre avec lui sur ces questions où il est si facile de s'égarer faute de s'entendre, Bossuet le laissait parler et écrire sans répondre un seul mot. Il disait seulement qu'il se réservait de juger du tout à la fin, et il comptait sur la soumission entière et absolue de l'archevêque, comme au temps où celui-ci n'était qu'un simple abbé (1). Lorsqu'il fut question de prononcer définitivement, il lui envoya un projet de trente articles tout rédigés, qu'il l'invitait à signer, encore que Fénelon n'eût point assisté aux conférences où ce projet avait été discuté. Mais ayant réclamé quelques explications, Bossuet intercala quatre autres articles entre les trente, et Fénelon les signa avec les autres à Issy, le 10 mars 1695. Puis, le 10 juin suivant, Bossuet qui l'avait désiré consacra dans la chapelle de Saint-Cyr le nouvel archevêque : les évêques de Chartres et d'Amiens étaient ses assistants. Alors Bossuet retourna à Meaux, où il avait laissé M^me Guyon au couvent de la Visitation, et lui fit souscrire les articles d'Issy, ainsi que la condamnation de ses propres ouvrages ; mais il admit en même temps sa déclara-

(1) Mém. de Bausset, Hist. de Fénelon, L. II, p. 289.

Digitized by Google

tion qu'elle était toujours demeurée soumise à l'Église, en intention, et il lui délivra le certificat le plus honorable. Mme Guyon partit ensuite presque furtivement de Meaux et vint se cacher à Paris. Il ne faut pas attendre une conduite conséquente d'une femme qui se croyait toujours dirigée par des inspirations divines. Elle se repentait sans doute d'une soumission si entière, et se sentait blessée de ce que Bossuet avait publié la condamnation de ses livres.

Sur ces entrefaites, M. de Harlay, archevêque de Paris, était mort d'apoplexie le 6 août 1695, et M. de Châlons, évêque de Noailles, lui avait été donné pour successeur. Pendant que Fénelon était à Cambrai, Mme Guyon, dont on découvrit enfin le domicile à Paris, fut arrêtée à la sollicitation de Bossuet au mois de décembre 1695, et mise, avec ses papiers, à la disposition de M. de Noailles. Pendant six semaines, elle fut interrogée par la Reynie, lieutenant de police, sur ses opinions, sur ses relations avec Fénelon et les ducs de Béthune, Beauvilliers, Chevreuse et leurs femmes (1). Le roi, qui n'aimait point Fénelon, Mme de Maintenon, qui s'était détachée de lui, les évêques de Meaux et de Chartres, voulaient faire retomber sur M. de Cambrai le procès qu'ils faisaient instruire, et le rendre responsable des erreurs de Mme Guyon. Il ne faut pas perdre de vue ce que c'était que ces erreurs. Fénelon reconnaissait que Mme Guyon avait employé des expressions imprudentes, exagérées, mais telles qu'on en trouvait dans beaucoup de livres très canoniques, qu'il ne fallait pas prendre à la lettre. Le fond de la discussion portait sur ceci : Fénelon soutenait que l'amour de Dieu et du prochain peut être entièrement pur et désintéressé : Bossuet pensait que la charité comme charité, doit toujours être fondée sur l'espérance de la béatitude éternelle (2). Peut-on se figurer aujourd'hui que c'est pour un tel dissentiment

(1) Il parait d'après Dangeau que mad. Guyon ne fut transférée à la Bastille qu'au mois de juin 1698, et que ce fut alors qu'elle fut interrogée par la Reynie, T. II, p. 115 et 120.

(2) Mém. de Bausset, Hist. de Fénelon, L. II, p. 358. — Lettres de mad. de Maintenon, T. III, p. 245 et 259, *suiv.*

Digitized by Google

que l'Église de France et la chrétienté furent bouleversées?

C'est sur ce terrain que s'engagea la controverse entre les deux plus illustres champions qu'eût encore produits l'Église de France. Pour défendre, non point Mme Guyon, mais ses propres opinions sur l'amour pur et désintéressé, Fénelon publia, vers la fin de janvier 1697, son livre fameux, intitulé : *Explication des maximes des saints sur la vie intérieure.* Un mois après, Bossuet publia son *Instruction sur les états d'oraison,* dans laquelle, réfutant les ouvrages de Mme Guyon, il en citait beaucoup de passages, *dont il révélait les conséquences absurdes et condamnables* (1). C'est ainsi qu'agissent presque toujours les théologiens dans leurs controverses. Ils déduisent de principes toujours difficiles à saisir et à circonscrire des conséquences auxquelles leurs auteurs n'avaient jamais songé, et ils les rendent responsables, non des opinions des uns, mais des inductions des autres. Bossuet ne s'en tint point là ; il vint demander pardon à Louis XIV de ne lui avoir pas révélé plus tôt le fanatisme de son confrère. On n'est point étonné de trouver dans Bossuet cette arrogance de l'infaillibilité sacerdotale, qui décide et condamne sans retour ; son caractère était hautain, il ressentait contre Fénelon une jalousie dont peut-être il ne se rendait pas compte ; d'ailleurs, il savait que le clergé de France le regardait comme son chef, et en quelque sorte comme un Père de l'Église. Mais on est plus surpris de rencontrer dans le tendre et sensible Fénelon l'adoption complète des plus odieuses maximes de la persécution. « Si j'étois capable, » écrivait-il, le 6 mars 1696, à Mme de Maintenon, « d'approuver une personne qui enseigne un » nouvel évangile, j'aurois horreur de moi-même, il faudroit » me déposer et me brûler, bien loin de me supporter comme » vous faites. Mais je puis fort innocemment me tromper sur » une personne que je crois sainte. » Puis après avoir offert d'obtenir de Mme Guyon une explication précise et une rétractation de toutes les erreurs condamnées, il déclare que c'est sans songer à la tirer de prison. « Je suis content qu'elle y

(1) M. de Bausset, p. 375.

Digitized by Google

» meure, que nous ne la voyions jamais et que nous n'enten-
» dions jamais parler d'elle (1). » Dans une autre lettre à Mme de Maintenon, il lui dit : « S'il est donc vrai que cette
» femme (Mme Guyon) ait voulu manifestement établir ce sys-
» tème damnable, il faudroit la brûler, au lieu de la congé-
» dier comme il est certain que M. l'évêque de Meaux l'a fait,
» après lui avoir donné la communion fréquemment (2). » Or, cette double mention du bûcher n'était pas une simple fleur de rhétorique. « Au mois d'août 1698, un arrêt du par-
» lement de Dijon, dit Saint-Simon, fit en même temps un
» grand bruit. Il fit brûler le curé de Seurre, convaincu de
» beaucoup d'abominations, ensuite des erreurs de Molinos,
» et fort des amis de Mme Guyon. Cela vint fort mal à propos
» en cadence avec la réponse de M. de Cambrai aux états
» d'oraison de M. de Meaux (3). » Les abominations et l'amitié avec Mme Guyon étaient seulement dans l'imagination de Saint-Simon; mais Louis XIV avait réussi, et l'esprit de persécution qu'il tenait d'une mère espagnole était alors celui de toute la France.

Cet esprit éclatait par le déchaînement du public contre le livre de Fénelon : on s'écria que les *Maximes des Saints* étaient un nouvel évangile qu'il prétendait opposer à l'ancien, que ce livre était plein d'erreurs monstrueuses. Cependant, avant de le publier, Fénelon avait soumis son manuscrit à l'archevêque de Noailles, à M. Tronson, et à un sévère docteur de Sorbonne nommé Pirot ; il y avait fait immédiatement, avec la plus grande modestie, toutes les modifications que ces trois critiques avaient demandées ; aussi avaient-ils déclaré par écrit que ce livre était correct et utile, qu'il était tout d'or (4). Bossuet, déjà déterminé à le condamner avant

(1) M. de Bausset, L. II, p. 328-336.

(2) Lettre de mad. de Maintenon, T. III, p. 248.

(3) Mém. de Saint-Simon, T. II, p. 194. — Journal de Dangeau du 20 août 1698, T. II, p. 126. — On avait l'année précédente appris la mort de Molinos dans les prisons de l'inquisition à Rome. Journal de Dangeau, 23 février 1697, T. II, p. 64.

(4) Bausset, L. II, p. 352.

Digitized by Google

de l'avoir lu, travailla, dès qu'il l'eut reçu, à en extraire, pour les flétrir, les propositions qu'il nommait dangereuses. Il avait d'abord annoncé qu'il communiquerait ses remarques à l'auteur pour qu'il corrigeât son livre dans une prochaine édition, ce que Fénelon se déclara très disposé à faire. Mais ensuite Bossuet fit circuler ses remarques parmi les chefs du clergé, et ne les cacha qu'à Fénelon seul. Pendant ce temps le courroux du roi frappait ou menaçait tous les amis de M. de Cambrai. M^me^ de Maisonfort et deux autres religieuses qui avaient montré du penchant pour les idées mystiques, furent chassées de Saint-Cyr; la défaveur du duc de Beauvilliers et de tous ses amis fut complète. Le duc allait perdre sa place de gouverneur des enfants de France, lorsqu'il se laissa persuader d'écrire à M^me^ de Maintenon une lettre où il condamnait les erreurs de M^me^ Guyon. Fénelon, qui se sentait plus menacé encore, soumit son livre au jugement du pape, par une lettre du 27 avril 1697, mais après en avoir demandé et obtenu l'autorisation du roi (1). Il ne perdait pas l'espérance toutefois de vider la question en France avec Bossuet, Noailles et Godet Des Marais, évêque de Chartres, qui s'étaient réunis pour juger son livre; mais la véhémence de Bossuet, les fluctuations journalières de l'évêque de Chartres et l'embarras de Noailles, appelé à condamner ce qu'il avait formellement approuvé, ne laissaient espérer aucune issue favorable aux conférences auxquelles on l'invitait encore; Fénelon, au lieu de s'y rendre, demanda au roi la permission d'aller à Rome défendre son livre auprès du pape. Louis XIV, en réponse, le 1^er^ août 1697, le lui défendit, et lui ordonna de se rendre à Cambrai, sans s'arrêter à Paris, et de ne plus sortir de son diocèse (2).

Peut-être trouvera-t-on que nous avons déjà donné trop de détails sur l'affaire du quiétisme : la haute réputation des athlètes qui étaient aux prises nous a paru les exiger ; nous ne la suivrons pas avec la même étendue à Rome, où elle de-

(1) Bausset, L. II, p. 378.
(2) *Ibid.*, p. 398.

Digitized by Google

venait plus ecclésiastique que française. Le roi avait écrit, dès le 26 juillet, à Innocent XII, de sa propre main, une lettre rédigée par Bossuet, où il dénonçait au pape « le livre de » l'archevêque de Cambrai comme très mauvais et très dan- » gereux, comme déjà réprouvé par des évêques et un grand » nombre de docteurs et de savants religieux ; les explications » offertes par l'archevêque de Cambrai n'étoient pas soute- » nables, et il assuroit le pape qu'il emploieroit toute son » autorité pour faire exécuter la décision du saint-siége (1). »

Il semble que le premier égard que le roi devait à cette décision était de la laisser libre ; que, reconnaissant l'infaillibilité du chef de l'Église, il était, de sa part, aussi injuste que peu décent de se porter comme partie dans un procès sur un point de foi aussi obscur que l'amour pur de l'homme pour la Divinité. Ce n'est point ainsi qu'en jugèrent Louis et ses conseillers. La cause fut poursuivie par Bossuet, comme accusateur, et par le roi, comme partie, avec un acharnement qui se peut à peine concevoir aujourd'hui. Fénelon trouva heureusement à se faire représenter à Rome par un ami et un parent, l'abbé de Chanterac, qui semblait réfléchir comme un pur miroir et ses vertus et ses talents. Bossuet fit poursuivre l'accusation par son neveu, l'abbé Bossuet, assisté de l'abbé Phelippeaux, dont la correspondance annonce la haine la plus active contre Fénelon. Le roi avait pour ambassadeur à Rome le cardinal de Bouillon, grand-aumônier de France, l'un des membres les plus accrédités du sacré collége, et par conséquent des plus obligés par devoir à l'impartialité ; Louis XIV ne lui en donna pas moins l'ordre de poursuivre avec activité la condamnation de Fénelon, qui était son ami (2).

Pendant ce temps la controverse continuait entre Bossuet et Fénelon, par des écrits qui étaient lus avec avidité de toute l'Europe ; la véhémence éloquente du premier, la modestie, la grâce et la clarté du second, enlevaient tour à tour les lec-

(1) Bausset, L. II, p. 401.
(2) *Ibid.*, p. 412.

Digitized by Google

teurs. Jamais on n'avait vu aux prises deux aussi grands génies ; mais les accusations de Bossuet prenaient un caractère toujours plus amer, plus calomnieux, en même temps qu'il tronquait ou rapprochait insidieusement les passages des écrits de son adversaire ; qu'il lui attribuait ce qui n'était point de lui, qu'il publiait des extraits de Mme Guyon, des lettres confidentielles de Fénelon à lui-même ou à Mme de Maintenon, qui ne lui avaient été remises que sous le sceau du secret (1) ; il s'efforçait de rendre suspectes, d'abord les mœurs de Mme Guyon, bientôt celles de l'archevêque de Cambrai lui-même ; car, écrivait l'abbé Bossuet à son oncle, « ces pièces feront plus d'impression que vingt dé» monstrations théologiques. Voilà les arguments dont nous » avons le plus besoin (2). » Malheureusement pour le succès de ces calomnies, le P. Lacombe, qu'on avait tiré de sa prison pour le faire parler ou écrire sur de prétendues faiblesses imputées à Mme Guyon, d'après une lettre qu'on avait tirée de lui, se trouva être complétement fou, et il mourut en 1699, à Charenton, dans un état de démence absolue.

D'autre part, le procès n'avançait point à Rome : on avait extrait trente-sept propositions du livre de l'archevêque de Cambrai, lesquelles furent l'objet de l'examen des consulteurs nommés par le pape ; ils y consacrèrent soixante-quatre séances, du 12 octobre 1697 au 25 septembre 1698. Ils étaient dix, et ils se trouvèrent toujours partagés également, cinq d'entre eux votant constamment en faveur du livre de Fénelon (3). Lorsque l'abbé Bossuet vit cette hésitation, lorsqu'il put craindre que Fénelon ne fût pas condamné, il insista pour que le roi manifestât par quelque résolution éclatante combien il voyait de mauvais œil les opinions de l'archevêque de Cambrai ; et Mme de Maintenon qui, dit M. de Bausset, « revenoit aussi difficilement de ses préventions qu'elle se dé» tachoit facilement de ses sentiments les plus vifs, » décida le roi à frapper sur tout ce qu'on nommait le petit troupeau.

(1) Bausset, L. II, p. 440.
(2) *Ibid.*, p. 463.
(3) *Ibid.*, p. 457.

Digitized by Google

Les abbés de Beaumont et de Langeron, l'un neveu et l'autre ami fidèle de Fénelon, furent destitués brutalement de leurs places de sous-précepteurs des enfants de France, sans aucune récompense après neuf ans de service; il en fut de même des deux sous-gouverneurs (1). L'abbé Fleury fut aussi sur le point d'être chassé; les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse furent menacés de nouveau; quant à Fénelon lui-même, le titre de précepteur des enfants de France, que le roi lui avait laissé jusqu'alors, lui fut retiré au mois de janvier 1699.

(1699.) Cinq des examinateurs du livre de l'explication des *Maximes des Saints,* ayant déclaré, le 25 septembre 1698, que ce livre ne méritait aucune censure, la déclaration de partage selon les règles du saint-office, conformes à cet égard à celles des autres tribunaux, était une fin de non-recevoir qui équivalait à une absolution (2). Mais le pape Innocent XII, doux, faible et timide, n'osa pas refuser à Louis XIV la condamnation qu'il exigeait; il porta l'examen définitif du livre à la congrégation des cardinaux du saint-office, sur laquelle les considérations politiques devaient avoir plus de poids que les discussions de l'école. L'archevêque de Paris avait entraîné soixante docteurs de Sorbonne à signer la condamnation de douze maximes extraites de ce livre (3), et Louis XIV avait écrit au pape une lettre hautaine sur la douleur que lui causait le retard de cette décision *qu'il espérait du zèle et de l'amitié de Sa Sainteté;* il la voulait *claire, nette, pour arracher entièrement la racine du mal* (4). Innocent XII craignait de choquer un prince si puissant, mais il aimait et respectait Fénelon. Les cardinaux, après trente-sept séances, avaient trouvé que sur trente-huit propositions dénoncées, il y en avait vingt-trois qu'ils pouvaient signaler au blâme. Mais Innocent XII, au lieu de condamner un prélat si digne d'estime, voulait se contenter de publier douze canons qui régleraient à l'avenir, au nom de l'Église, les points de

(1) Bausset, L. II, p. 465-486. — Saint-Simon, T. II, ch. 10, p. 152.
(2) Bausset, T. II, L. III, p. 48.
(3) *Ibid.*, p. 50.
(4) *Ibid.*, p. 53.

Digitized by Google

doctrine en contestation. Cette nouvelle connue dès le jour même (le 5 mars) de l'abbé de Bossuet, le jeta dans la consternation. Il expédia aussitôt un courrier à M. de Noailles et à son oncle, leur annonçant que tout était perdu (1) à moins que le roi n'intervînt en usant d'un langage plus impérieux qu'il ne l'avait encore fait ; et en effet, le retour du courrier rapporta un Mémoire fulminant de Louis XIV au pape. « Sa Majesté, disoit-il, apprend avec étonnement et » avec douleur, qu'après toutes ses instances, et après tant de » promesses de Sa Sainteté, réitérées par son nonce, de couper » promptement jusqu'à la racine, par une décision précise, » le mal que fait dans tout son royaume le livre de l'arche- » vêque de Cambrai ; lorsque tout sembloit terminé, et que » ce livre étoit reconnu rempli d'erreurs par tant de congré- » gations de cardinaux et par le pape lui-même, les partisans » de ce livre proposoient un nouveau projet qui tendoit à » rendre inutiles tant de délibérations, et à renouveler toutes » les disputes (2). »

Mais l'abbé Bossuet s'était trop tôt défié de l'influence de ses intrigues, et de la crainte que le nom du roi inspirait à Rome. Le cardinal Casanati qui était entièrement, ou dans ses opinions, ou dans ses intérêts, fit renoncer le pape au projet de publier des canons ; et Innocent XII prononça enfin, le 12 mai 1699, dans la chapelle de son palais, à Monte-Cavallo, où tous les cardinaux et la congrégation du saint-office étaient assemblés, le décret, sous forme de bref, qui condamnait et réprouvait le livre des *Maximes des Saints,* « d'autant que » par la lecture et l'usage de ce livre les fidèles pourroient » être insensiblement conduits dans les erreurs déjà condam- » nées par l'Église catholique. » Le bref rapportait ensuite vingt-trois propositions extraites de ce livre qu'on pourrait plutôt regarder comme vingt-trois phrases d'un même raisonnement, car elles se réduisent à deux propositions : l'une suppose « un état habituel de pur amour, dans lequel on peut,

(1) Bausset, L. III, p. 69.
(2) *Ibid.*, p. 72.

Digitized by Google

» dès cette vie, aimer Dieu pour lui-même sans aucun rap-
» port à notre béatitude, et l'autre paroît autoriser le sacrifice
» du salut, dans les dernières épreuves (1). » Le pape et les cardinaux s'abstenaient cependant de donner à ces propositions les qualifications d'hérétiques ou approchant de l'hérésie, ou de condamner au feu les livres censurés.

Fénelon avait annoncé d'avance que sa soumission à la décision du saint-siége, quelle qu'elle fût, serait entière. Bossuet ne voulait pas le croire, et ne le crut pas, même en le voyant. Fénelon la publia dès qu'il en reçut la permission du roi, par un mandement du 9 avril 1699. Quoique informé des moyens tout humains par lesquels cette sentence avait été imposée au saint-siége, il n'hésita pas à la regarder comme une décision infaillible du Saint-Esprit. Dans son mandement il déclara qu'il adhérait au bref du pape, « qu'il condamnoit,
» tant le livre que les vingt-trois propositions, précisément
» dans la même forme et avec les mêmes qualifications, sim-
» plement, absolument, et sans aucune restriction, et qu'il
» défendoit sous les mêmes peines à tous les fidèles de son dio-
» cèse de lire et de garder ce livre (2). »

La lecture de ce mandement, la lettre de Fénelon à l'évêque d'Arras, dont celui-ci donna des copies, le sermon qu'il prêcha le 25 mars sur la parfaite soumission due à l'autorité des supérieurs, ayant reçu la nouvelle de sa condamnation au moment même où il montait en chaire, inspirèrent un sentiment universel d'admiration. Ses traverses n'étaient pourtant pas encore terminées. Bossuet conservait toujours contre

(1) M. de Bausset, T. II, L. III, p. 77, et la condamnation, aux pièces justificatives, p. 489.

Voici les deux propositions auxquelles le bref attribue ce sens. IX. « Dans les
» dernières épreuves une âme peut être invinciblement persuadée d'une persua-
» sion réfléchie, et qui n'est pas le fond intime de la conscience, qu'elle est jus-
» tement réprouvée de Dieu. X. Alors l'âme divisée d'avec elle-même expire sur
» la croix avec Jésus-Christ, en disant : *O mon Dieu pourquoi m'avez-vous*
» *abandonnée?* Dans cette impression involontaire de désespoir, elle fait le sa-
» crifice absolu de son intérêt propre pour l'éternité. »

(2) De Bausset, Hist. de Fénelon. T. II, L. III, p. 88.—Journal de Dangeau, 22 mars, p. 142. — Saint-Simon, T. II, ch. 19, p. 293.

Digitized by Google

lui la même aigreur ; son neveu qui avait vu la lettre de soumission de Fénelon au pape s'en disait scandalisé au dernier point ; il ne lui avait pas été difficile d'en découvrir tout l'orgueil et tout le venin (1). Il y avait d'ailleurs des difficultés en France sur la manière dont on accepterait le bref du pape. Depuis la déclaration de 1682, le clergé de France ne voulait admettre un jugement du saint-siége comme règle de doctrine, qu'autant qu'il était précédé, accompagné ou suivi de l'acceptation du corps épiscopal, après un examen par lequel les évêques auraient reconnu dans le jugement du pape la foi et la tradition de leurs Églises (2). Il y eut donc dans toute la France dix-sept assemblées métropolitaines, et dans chacune les évêques courtisans cherchèrent à se faire honneur en aggravant la sentence de Rome. L'évêque de Saint-Omer, suffragant de Cambrai, attaqua même en face son métropolitain sur son mandement qui n'exprimait pas, disait-il, un acquiescement intérieur. Enfin Louis XIV donna des lettres patentes, présentées au parlement le 14 août 1699, pour confirmer le bref du pape, et y ajouter la condition aggravante que tous les écrits composés pour la défense du livre des *Maximes des Saints* seraient supprimés avec le livre lui-même (3).

Dans l'assemblée du clergé, en 1700, Bossuet fut chargé de la relation de l'affaire du livre des *Maximes des Saints ;* son aigreur s'était enfin apaisée par la victoire, et il le fit avec modération. Il rendit aussi justice à Mme Guyon. « Quant aux » abominations, dit-il, qu'on regardoit comme les suites de » ses principes, il n'en fut jamais question ; elle en a toujours » témoigné de l'horreur. » Elle resta cependant enfermée à la Bastille encore plus d'un an après cette déclaration. Elle y avait été captive sept ans quand elle fut exilée dans une terre de sa fille, et plus tard à Blois, où elle passa le reste de sa vie dans le silence, la retraite et l'exercice de toutes les œuvres de piété et de charité. Elle y mourut le 9 juin 1717, âgée

(1) Bausset, Hist. de Fénelon, T. II, L. III, p. 93.
(2) *Ibid.*, p. 113.
(3) *Ibid.*, p. 129. — Journal de Dangeau, p. 149.

Digitized by Google

de soixante-neuf ans. Bossuet, de son côté, ne survécut que peu d'années au triomphe qu'il avait remporté sur son ancien ami, son ancien disciple, et le plus illustre de ses collègues ; il mourut le 12 avril 1704, âgé de soixante-dix-sept ans (1).

(1) M. de Bausset, L. III, p. 136, 146, 147.

# CHAPITRE XXXVIII.

*Trente ans de négociations sur la succession d'Espagne. Louis XIV accepte le testament de Charles II. Guerre de la succession. Les succès et les revers balancés durant les trois premières années. Défection du duc de Savoie. Désarmement de ses troupes.* — 1700-1703.

(1700.) La France ne semblait occupée qu'à cicatriser les plaies que lui avaient laissées neuf années d'une guerre universelle ; elle soignait ses intérêts intérieurs, elle se passionnait pour ses vanités, pour ses procès de cour, surtout pour ses querelles religieuses, lorsqu'elle fut réveillée tout à coup, comme en sursaut, par la nouvelle de la mort de don Carlos II, roi d'Espagne, qui expira le 1er novembre 1700, dans sa trente-neuvième année. Le roi apprit cette nouvelle à Fontainebleau, le 9 novembre, et reçut en même temps copie d'un testament que Charles avait signé le 2 octobre, par lequel il annulait les renonciations des reines de France, Anne et Marie-Thérèse, sa tante et sa sœur, et appelait à la succession de tous ses États le duc d'Anjou, second fils du dauphin, et à son défaut le duc de Berry, le troisième frère. Il substituait à ces princes, s'ils mouraient sans enfants, ou s'ils parvenaient au trône de France, l'archiduc Charles d'Autriche, second fils de l'empereur Léopold, et à celui-ci le duc de Savoie, avec la condition expresse que la monarchie espagnole ne pourrait point être démembrée, et ne pourrait point non plus être réunie ou à celle de France, ou à celle d'Autriche ; les princes qu'il appelait à la succession y perdant tout droit, si par la mort de leur père ou de leur frère aîné, ils étaient appelés à l'héritage ou de la France ou de l'Autriche.

Digitized by Google

Cette nouvelle frappa d'étonnement, et la cour, et la France, et l'Europe. Elle fut reçue partout avec un mouvement de terreur, comme l'annonce des calamités qui allaient de nouveau fondre sur la chrétienté (1).

Ce n'est pas que la mort de Charles II fût un événement imprévu ; au contraire, c'est parce que depuis plus de trente ans on n'avait cessé de s'y attendre, c'est parce qu'une génération entière avait été entretenue de l'extrême débilité de ce prince, de ses maladies toutes mortelles qui se succédaient rapidement l'une à l'autre, de fausses nouvelles de sa mort qui s'étaient déjà répandues à plusieurs reprises, qu'on s'était accoutumé au danger au point de n'y plus songer.

La diplomatie, il est vrai, n'était jamais tombée dans cet oubli ; peut-être ne trouverait-on pas d'exemple d'un intérêt européen qui se soit reproduit si long-temps dans tous les traités, comme dans toutes les négociations secrètes. Avant même la paix de Westphalie, Mazarin, bien instruit de la dégénération de toute la race autrichienne, juste conséquence des vices de Philippe IV, avait commencé à convoiter son riche héritage. Il comptait que, s'il pouvait le faire entrer dans la maison de France par un mariage, il en emploierait les débris à réconcilier à cet événement la branche allemande de la maison d'Autriche. Aussi n'avait-il pas cessé d'offrir comme condition de la paix et de concessions importantes à l'Espagne, le mariage de Louis XIV avec une des filles de Philippe IV. Afin de presser la cour de Madrid qui hésitait, nous avons vu qu'il trompa la maison de Savoie ; qu'il l'appela à Lyon, comme pour y conclure le mariage du roi avec une princesse de cette maison, et qu'ayant ainsi fait craindre à

(1) L'extrait du testament dans La Hode, L. LIII, p. 291-293. — *San Phelipe, Comentario de la guerra de Espana*, T. I, *ano de* 1700, p. 16. — Lamberty, Mém. pour servir à l'histoire du XVIII$^e$ siècle, rapporte le testament tout entier, T. I, p. 171, *et suiv.*

M. Capefigue a copié de nouveau ce testament aux archives de Madrid et il le rapporte, T. IV, p. 317. Mais cette copie a été faite ou imprimée avec tant de négligence qu'elle est remplie de fautes de langue, et souvent inintelligible. Rarement on trouve quelque avantage à copier ainsi de nouveau sur les originaux des titres dont le public est déjà en possession.



Digitized by Google

l'Espagne de perdre la meilleure occasion de faire la paix, il l'amena à conclure le traité des Pyrénées. A cette époque, en 1659, le roi d'Espagne avait deux fils, et la nouvelle reine de France semblait encore éloignée de tout droit au trône de son père; mais l'un de ces fils ne tarda pas à mourir, et l'autre manifesta presque aussitôt une faiblesse de corps et d'esprit qui, pendant un règne de trente-quatre ans, fit attendre chaque année sa fin prochaine.

(1659-1700.) La condition du mariage de Louis XIV avec l'infante, il est vrai, était la renonciation que devait faire celle-ci de tous ses droits à la succession de son père ; c'était la même condition qui avait été imposée à sa tante, Anne d'Autriche, lorsqu'en 1612 elle avait épousé Louis XIII. La nation espagnole repoussait avec horreur l'idée qu'elle pourrait perdre son indépendance, être conquise en quelque sorte, et être réunie à la France, par suite du mariage de la fille aînée de son roi. Aucun des ministres n'avait osé seulement en faire la proposition ; cependant ils confessaient eux-mêmes que cette renonciation serait une faible garantie de leurs droits aux yeux de la loi, et quant à Philippe IV, qui ne voyait aucune différence entre l'héritage d'un royaume et celui d'une pièce de terre, il avait appelé cette renonciation *una pataratta*, une niaiserie. La nation elle-même regardait la succession des femmes, par ordre de primogéniture, comme appartenant à son droit fondamental, et toute résolue qu'elle était à maintenir son indépendance, elle répugnait à ce que des contrats privés pussent modifier la loi sur laquelle reposait tout le système de la monarchie espagnole (1).

Tout le travail de Mazarin, et après lui de Lionne, tendit pendant toute leur vie à rendre nulle la renonciation qu'avait signée Marie-Thérèse ; et comme elle portait qu'elle avait été faite en considération de la dot de 500,000 écus, qui dans un terme très bref devait être payée à la reine de France, ils se gardèrent bien d'exiger cette dot ; en sorte que, secondés

(1) Mignet, Succession d'Espagne, T. I, Part. I, sect. 1, p. 43, 45, 75; sect. 2, p. 95.

Digitized by Google

par la nonchalance et la pénurie habituelle de l'Espagne, ils firent si bien qu'elle ne fut jamais payée. Lionne aurait voulu annuler plus expressément cette renonciation, et au mois de janvier 1662, il offrit à Philippe IV l'alliance de Louis XIV pour l'aider à conquérir le Portugal, que jusqu'alors la France protégeait sous main, et l'Angleterre ouvertement; mais en retour, il demandait au roi d'Espagne une déclaration, qu'il s'engageait à tenir secrète, par laquelle la renonciation de sa fille à la couronne demeurerait annulée; il y ajoutait, il est vrai, la demande d'une cession immédiate de territoire dans les Pays-Bas, pour donner au moins une couleur à l'abandon de son allié auquel il se résignait (1). Le ministère espagnol ne refusa point; la chose fut mise en délibération; les jurisconsultes reconnurent que la renonciation était nulle; le grand inquisiteur et le conseil de conscience furent consultés à leur tour. On demandait à Louis de garantir la séparation constante des deux monarchies, en assurant l'une des couronnes à l'aîné de ses fils, et l'autre au second. Toutefois, les Espagnols ne savaient où trouver une garantie pour ce partage, après qu'ils auraient eux-mêmes résilié celle du contrat de mariage. Au mois d'août 1662, Philippe IV rompit la négociation, en déclarant qu'il voulait maintenir les renonciations de sa fille (2).

Philippe IV, qui aimait sa sœur et sa fille autant qu'il était capable d'aimer, avait un moment hésité en faveur de son gendre; mais ensuite l'aigreur qu'avait excitée en lui la conduite de Louis XIV dans la querelle du baron de Vatteville à Londres, dans la guerre de Portugal et dans les Pays-Bas, où la France avait négocié avec les Hollandais pour pousser les dix provinces catholiques à l'indépendance ou pour les partager, l'avaient tout-à-fait aliéné. Alors écoutant de préférence ses affections héréditaires pour la maison d'Autriche, il s'était résolu à faire le mariage de sa seconde fille avec l'empereur, pour qu'elle portât à la branche allemande

(1) Lettre du Roi à l'archevêque d'Embrun, ambassadeur à Madrid, du 14 février 1662. Succession d'Espagne, T. I, p. 104.

(2) Succession d'Espagne, T. I, Part. I, sect. 2, p. 126, 140, 152.

Digitized by Google

de sa maison des droits à la succession d'Espagne. Ce mariage fut arrangé dès le mois de mars 1663; toutefois Philippe ne put de long-temps se décider à se séparer de sa seconde fille; elle partit seulement pour l'Allemagne le 10 août 1666, peu de semaines avant la mort de son père, et elle ne fut mariée à Vienne le 12 décembre qu'après cet événement (1).

Toutes ces négociations et d'autres que nous indiquerons bientôt étaient restées couvertes d'un profond mystère, jusqu'à ces dernières années où le gouvernement les a fait connaître au public par le bel ouvrage de M. Mignet. Elles n'eurent d'autre effet que de manifester au gouvernement espagnol que Louis XIV ne se croyait point lié par la renonciation de sa femme, ou qu'il la tenait pour annulée par le non paiement de la dot. Mais la guerre de dévolution qu'il entreprit en 1668, était une protestation publique en faveur de ces mêmes droits qu'il adressait à toute l'Europe. Non seulement il annonçait que le droit de la reine de France à la succession de son père était inaliénable, mais il prétendait aussi qu'elle pouvait le faire valoir sur certaines provinces du vivant de son frère cadet. Cette seconde prétention était insoutenable; quant à la première, les transactions qui mirent fin à cette guerre semblaient indiquer que les puissances qui y étaient intervenues ne regardaient point ces renonciations comme définitives (2). La puissance qui après l'Espagne semblait le plus immédiatement intéressée à cette guerre, l'Autriche qui prétendait à l'héritage du faible enfant, maladif et presque imbécile, qui occupait le trône, fut si lente à lui donner des secours, qu'on ne douta point en Europe que les présents et les pensions de Louis n'eussent corrompu le principal ministre. Les documents secrets qui viennent d'être publiés nous apprennent au contraire que l'empereur Léopold avait été désarmé par l'offre d'un traité sur des droits litigieux qu'il ne voulait point abandonner, et qu'il ne savait com-

(1) Succession d'Espagne, T. I, Part. II, sect. 2, p. 291, 308, 377, 410.
(2) *Ibid.*. T. II, Part. III, sect. 1. p. 56.

Digitized by Google

ment faire valoir. Ce même comte Guillaume de Furstemberg, que l'empereur poursuivit ensuite avec tant d'acharnement, avait le premier ouvert à Vienne, le 8 janvier 1667, une négociation secrète sur la succession éventuelle de la maison d'Espagne. Elle fut renouvelée à la fin d'octobre de la même année par le chevalier de Grémonville, le plus habile et le plus hardi entre les adroits négociateurs qu'employait alors la France. Léopold ou son ministère y avaient prêté l'oreille avec empressement, reconnaissant tout à la fois combien la vie de Charles II était précaire, combien la renonciation de la reine de France était litigieuse, et combien il serait difficile aux Allemands de se mettre en possession d'un héritage situé au delà des Pyrénées. A cette époque Louis XIV consentait à ce que Léopold recueillît l'héritage de Castille et d'Aragon, avec toute la péninsule espagnole et toutes les colonies des Espagnols en Amérique; mais il demandait pour sa part à réunir à la couronne de France tout ce qu'il ôterait aux descendants de Charles-Quint, savoir leurs possessions en Italie, les Pays-Bas et les Philippines. Son ministre représentait à la cour de Vienne que la part qu'il lui abandonnait était de beaucoup la plus riche et la plus étendue. Les deux principaux conseillers de l'empereur, les princes de Lobkowitz et d'Aversperg ne le niaient pas, mais ils insistaient sur la difficulté infinie qu'éprouveraient les Autrichiens à en prendre possession, même avec l'aide du roi de France; et pour cette raison ils affirmaient que ce traité serait tout-à-fait illusoire, à moins qu'ils ne conservassent encore les possessions espagnoles de la haute Italie, puisqu'elles ouvraient la seule communication possible de l'Autriche avec l'Espagne. On aurait pu conclure de leurs notes que l'empereur n'aurait pas été éloigné de céder aux Bourbons toute l'Espagne avec les Indes, pourvu qu'on lui réservât l'Italie, en sorte que le résultat auquel on arriva après douze ans d'une guerre effroyable, était à peu près celui dont se seraient contentés les deux prétendants cinquante-quatre ans auparavant. Mais il n'en était pas de même de la nation espagnole; il ne fallait rien moins que les calamités de la guerre de succession pour la forcer

Digitized by Google

à se résigner à la perte de ses possessions lointaines (1).

La France au reste n'essaya point de traiter sur cette base. L'une et l'autre puissance sentaient combien il était difficile et dangereux d'entreprendre de régner sur les Espagnols malgré eux ; l'une et l'autre préféraient ne pas s'en charger, mais s'enrichir plutôt à leurs dépens. Aussi le chevalier de Grémonville abandonna-t-il l'une après l'autre les possessions détachées que l'Autriche déclarait lui être nécessaires pour s'ouvrir une route jusqu'en Espagne. Le traité de partage éventuel fut enfin signé le 19 janvier 1668 et ratifié le 2 février (2). La France devait avoir pour sa part les Pays-Bas, la Franche-Comté, les Philippines, la Navarre, la place de Roses à l'entrée de la Catalogne, les établissements espagnols sur les côtes d'Afrique, et les royaumes de Naples et de Sicile ; mais elle laissait à la maison d'Autriche avec l'Espagne et l'Amérique, le duché de Milan, le marquisat de Finale et l'État des Presidii de Toscane, pour qu'ils servissent de communication entre les deux membres si séparés de la monarchie (3).

Trente-deux ans s'étaient écoulés depuis que ce traité de partage avait été signé, et l'événement auquel il avait dû pourvoir avait été différé pendant tout ce laps de temps. Charles II avait traîné jusqu'à l'âge de trente-quatre ans sa faible et misérable existence. Il avait toujours été incapable de toute étude, comme de toute application aux affaires ; fort ignorant de la géographie de ses propres États, et n'apprenant jamais des événements que leur catastrophe, quand on lui annonça que les Français avaient pris Mons, il crut que c'était une ville d'Angleterre (4). Il avait été tenu dans une grande dépendance par sa mère, puis par sa seconde femme, Marie-Anne, fille du comte Palatin de Neubourg, et sœur de l'impératrice, qui lui survécut quarante ans.

(1) Succession d'Espagne, T. II, Part. III, sect. 3, p. 373.

(2) *Ibid.*, p. 431. — Torcy fait allusion à ce traité, Mém., T. LXVII, Part. I, p. 35.

(3) Succession d'Espagne, T. II, Part. III, sect. 3, p. 441.

(4) Mém. du marq. de Torcy, Part. I, p. 19 et 23.

Digitized by Google

Charles, toujours souffrant, toujours plongé dans une profonde mélancolie, n'était pas dépourvu de quelques qualités aimables ; il était fort religieux, mais plus superstitieux encore ; il aurait voulu détourner quelquefois sa pensée d'une mort toujours imminente ; mais sa succession était tellement l'affaire de toute l'Europe, qu'on l'y ramenait sans cesse. Ce fut avec un sentiment de profonde tristesse et d'indignation que, peu après la paix de Ryswick, il apprit que ses alliés et ses ennemis s'étaient entendus entre eux pour disposer de son héritage.

(1698.) Cette paix avait appelé, en effet, les principales puissances de l'Europe à peser de nouveau les difficultés et les dangers auxquels on avait voulu parer par le traité de Vienne de 1668. Il y avait alors trois partis, et trois prétendants au trône d'Espagne, dans les trois maisons de France, de Bavière et d'Autriche. Les deux premières fondaient leurs droits sur deux filles de Philippe IV, l'une d'un premier lit, l'autre de la même mère que Charles II ; toutes deux étaient mortes, et l'empereur Léopold, prétendant que toutes deux avaient renoncé à leurs droits, fondait le sien sur sa mère qui était sœur de Philippe IV.

Nous avons vu quels doutes s'étaient élevés dès l'origine sur la validité de la renonciation de Marie-Thérèse, femme de Louis XIV. Sa sœur, Marguerite-Thérèse, qui avait épousé l'empereur Léopold, n'avait point fait de renonciation ; mais elle était morte en 1673, après avoir mis au monde une seule fille que l'empereur avait mariée à l'électeur de Bavière, et en faisant ce mariage, l'empereur avait exigé d'elle qu'elle renonçât à tous droits à la succession d'Espagne. Une telle renonciation faite hors de leur pays, et imposée par un souverain étranger, était regardée par les Espagnols comme nulle de plein droit. Cette princesse était morte en 1692, mais ils regardaient son fils, le prince électoral de Bavière, alors âgé de six ans, comme l'héritier présomptif de leur monarchie. Léopold, au contraire, opposait ses prétentions à celles de son petit-fils, il voulait conserver dans la maison d'Autriche la succession espagnole, et il faisait agir sans relâche sa belle-

Digitized by Google

sœur, femme de Charles II, non seulement pour qu'elle fît faire à son mari son testament en faveur de la ligne autrichienne, mais encore pour qu'elle appelât immédiatement des troupes allemandes en Espagne, et leur remît en gage quelques unes des meilleures places du royaume. L'avarice autrichienne fit échouer ce projet. Léopold demanda que ses troupes fussent transportées en Catalogne aux dépens des Espagnols. Ceux-ci étaient trop pauvres et trop embarrassés dans leurs affaires pour se prêter à cette exigence (1).

Il y avait dans ces prétentions opposées des causes de guerre européenne presque inévitables. Louis XIV cependant n'en voulait plus, il sentait l'épuisement de son royaume, il sentait sa propre fatigue, et il serait revenu volontiers à un projet de partage, analogue à celui de 1668, par lequel il aurait cédé ce qu'il regardait comme ses droits, en retour de quelque riche acquisition qu'il aurait obtenue pour la France. Il fit faire des ouvertures à Guillaume III par le comte de Portland sur ce projet, et il trouva le monarque anglais non moins désireux que lui de la conservation de la paix, non moins disposé à la garantir par un traité éventuel. Guillaume III était alors également puissant en Hollande et en Angleterre, et l'on se figurait que la France, d'accord avec les deux puissances maritimes, n'éprouverait pas de grandes difficultés à faire admettre un arrangement en vertu duquel les droits des divers prétendants seraient assez bien balancés. Le traité fut signé à la Haye le 11 octobre 1698. Le prince électoral de Bavière devait recueillir de la succession de Charles II l'Espagne, les Indes et les Pays-Bas ; mais les royaumes de Naples et de Sicile, les Presidii de Toscane, le marquisat de Finale dans la rivière de Gênes, et la seigneurie de Guipuscoa, devaient être cédés à la France en retour de son désistement ; et le duché de Milan devait être cédé à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, comme prix du sien (2).

Si ce traité de partage avait pu s'exécuter, il aurait été sans

(1) Mém. de Torcy, T. LXVII, Part. I, p. 24.—*San Phelipe, Comentarios, Tomo primero*, p. 3.

(2) Mém. de Torcy, Part. I, p. 52. — La Hode, L. LIII, p. 252.

Digitized by Google

doute utile à l'Europe et à l'humanité, en prévenant une guerre désastreuse, et en maintenant un équilibre assez juste entre les diverses puissances. Ce n'en était pas moins, cependant, un acte qui ne pouvait se concilier avec aucune des règles du droit public, et qui offensait profondément la nation espagnole. Ses voisins disposaient d'elle, en pleine paix, sans l'ombre d'un titre. Ils démembraient sa souveraineté, ils lui enlevaient ses conquêtes que pendant des siècles elle avait payées de son sang.

Ce n'étaient pas seulement des avantages honorifiques qu'on voulait lui faire perdre ; chaque Espagnol sentait qu'il aurait à en souffrir individuellement. Depuis longtemps l'Espagne ne suffisait plus ni à recruter ses armées, ni à nourrir ses soldats, ni à payer ses dettes. Comment y subviendrait-elle, de quels nouveaux fardeaux ne faudrait-il pas l'accabler, lorsqu'elle aurait perdu le Milanais et les Deux-Siciles, qu'elle regardait comme ses plus riches possessions? Comment accueillerait-elle le prince étranger, mineur, qui sacrifierait dès le premier jour de son règne et les royaumes ses feudataires et l'honneur national? Comment se ferait-il reconnaître, comment se ferait-il obéir, dans un pays où une résistance anarchique était sans cesse aux prises avec une autorité qui se disait absolue? Les signataires du traité de partage s'étaient engagés à le tenir secret ; mais il fallait bien y faire intervenir les parties intéressées, et le roi Guillaume en donna communication à l'empereur. Bientôt la nouvelle en parvint en Espagne, et l'indignation de Charles II fut aussi vive que celle de son peuple. La reine et le comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur, espéraient en profiter pour déterminer Charles II à se jeter entièrement entre les bras de Léopold. Mais la reine, et sa favorite allemande, et son confesseur allemand, et le comte d'Harrach, s'étaient rendus extrêmement odieux à tous les Castillans ; Charles consulta un nombreux conseil d'État pour délibérer sur la circonstance, et le résultat fut que le roi d'Espagne fit un nouveau testament par lequel il appellerait le prince électoral à la succession de sa monarchie, en lui imposant, comme

Digitized by Google

première condition, de s'opposer à tout démembrement (1).

(1699.) L'empereur était aussi jaloux du prince électoral de Bavière que s'il n'avait pas été son petit-fils ; il était indigné de la prétention des deux puissances maritimes à régler un héritage qu'il ne voulait abandonner à personne. Il venait de conclure à Carlowitz, le 26 janvier 1699, la paix avec Mustapha II, empereur des Turcs (2). Mais il annonçait au marquis de Villars qui venait d'arriver à Vienne comme ambassadeur de France, qu'il gardait sur pied toutes ses troupes, qu'il avait cent trente mille hommes prêts à entrer en campagne, et que si Louis XIV voulait s'entendre avec lui, ils régleraient les affaires d'Espagne et celles de toute l'Europe, sans écouter les hérétiques Anglais et Hollandais leurs ennemis naturels. Villars était fort disposé à appuyer cette politique, à reprendre pour base avec l'Autriche le traité de 1668. Mais ce cabinet avide et orgueilleux prétendait à tout et ne s'expliquait jamais nettement, il comptait sur le bénéfice du temps, il se taisait, il laissait toujours passer tous les termes qui lui étaient fixés pour conclure, sans répondre, et il força ainsi Louis XIV, qui aurait préféré l'alliance de l'empereur, à demeurer attaché aux puissances maritimes (3).

Dès que le comte d'Harrach apprit que le roi d'Espagne avait fait un testament en faveur du prince de Bavière, il s'en plaignit comme d'un outrage fait à l'empereur et à toute la maison d'Autriche ; il en fit des reproches peu respectueux à la reine, il accusa la Berleps, sa favorite, d'avoir touché la meilleure partie de 25,000 pistoles qu'il prétendait que l'électeur de Bavière avait distribuées à Madrid pour faire préférer son fils (4). Sur ces entrefaites on apprit que le prince de Bavière était mort à Bruxelles, le 8 février 1699. La réputation du cabinet autrichien était si mauvaise, que le bruit se répandit aussitôt qu'il l'avait fait empoisonner. L'électeur de Bavière, père de ce jeune prince, le donna même à entendre

(1) Mém. de Torcy, Part. I, p. 56.
(2) Traités de paix, T. IV, p. 763.
(3) Mém. de Villars, T. LXVIII de la collection, p. 466.
(4) Mém. de Torcy, p. 58.

Digitized by Google

dans un manifeste qu'il répandit deux ans plus tard. « L'é- » toile, dit-il, fatale à tous ceux qui font obstacle à la gran- » deur de la maison d'Autriche, étoile qui, depuis quarante » ans, l'a si bien servie en Hongrie et en Espagne, emporta » ce jeune prince ; il mourut d'une indisposition très lé- » gère (1). »

Cette mort remettait tout en question. Les négociations recommencèrent, d'abord à Londres et à la Haye, avec les puissances maritimes, qui tenaient surtout à empêcher la France d'acquérir les Pays-Bas et l'Amérique, puis avec l'Autriche qui ne se souciait ni des uns ni des autres, et qui les aurait volontiers cédés à la France pour s'assurer la domination de l'Italie, enfin avec la cour d'Espagne elle-même, où l'on voyait grandir un parti français qui désirait faire arriver à la couronne un petit-fils de Louis XIV, autre que celui qui hériterait de la couronne de France. Ce parti estimait qu'aucun autre prince n'était assez puissant et assez proche pour garantir l'indépendance et l'intégrité de la succession ; il voyait clairement que la maison d'Autriche en était incapable. Cette maison était sans marine, presque toujours sans argent, et quoiqu'elle menaçât sans cesse de ses soldats, on ne les voyait jamais arriver. A ces considérations politiques se joignait l'antipathie que les Allemands avaient excitée en Espagne depuis le commencement de ce règne par leur avidité et leur dureté. Le père Nithard et la reine-mère, qui étaient autrichiens, s'étaient rendus odieux. La reine régnante et son confesseur, et la comtesse de Berleps, sa confidente, l'étaient devenus bien plus encore ; le comte d'Harrach et son fils, qui lui avait succédé dans l'ambassade, avaient offensé tous les Castillans par leur arrogance ; le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui avait amené un corps autrichien en Catalogne, et dont la reine voulait se servir pour faire prévaloir les intérêts de son beau-frère, avait achevé de provoquer au dernier point

(1) La Hode, Livre LIII, page 266. — Torcy, Tome LXVII, page 60. — Lamberty, Mémoires et négociations, Tome I, page 20. *Ib.*, Tome III, page 28. Manifeste de l'électeur de Bavière. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I. p. 8.

Digitized by Google

l'aversion nationale. Le marquis d'Harcourt, au contraire, le nouvel ambassadeur français, homme adroit, habile, magnifique, qui répandait l'argent à pleines mains, fut bientôt l'idole du peuple, en même temps qu'il était recherché par ceux des grands qui s'attachaient avec le plus de zèle à maintenir l'indépendance de leur patrie, surtout par le cardinal de Porto-Carrero, archevêque de Tolède, le plus accrédité, le plus habile et le plus constant des Espagnols qui voulaient sauver leur patrie à l'aide de la France (1).

(1700.) Louis nourrissait cette disposition des Espagnols, mais il n'osait point s'y fier. Il était averti par le marquis de Villars que les ministres de l'empereur lui avaient donné à entendre qu'ils tenaient bien plus à l'Italie qu'à l'Espagne ; mais quand on leur demandait quelques bases pour négocier, ils répondaient toujours : Attendez (2). Louis XIV savait que s'il acceptait de l'Autriche les Pays-Bas, il alarmerait l'Angleterre et la Hollande sur leur existence même ; que l'acceptation des colonies d'Amérique le mettrait aux prises avec ces mêmes puissances maritimes, qui s'étaient flattées d'exploiter ces contrées et d'y dominer seules si l'Autriche en était nominalement propriétaire. Il préféra donc accepter la proposition de Guillaume III ; il chargea le comte de Tallard, son ambassadeur à Londres, de signer, le 13 mars 1700, le second traité de partage entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies. Par ce traité, la France se contentait des Deux-Siciles, des ports de Toscane et de Finale, et de la province de Guipuscoa : elle devait de plus réunir les duchés de Lorraine et de Bar, tandis que l'empereur donnerait en échange le Milanais au duc de Lorraine, son gendre. L'archiduc Charles d'Autriche devait être reconnu pour roi d'Espagne, des Indes et des Pays-Bas ; mais il devait renoncer à la succession de son père et de son frère, et il devait dans trois mois accepter le partage qui lui était offert, à défaut de quoi les alliés se réservaient de nommer un autre roi

(1) Mém. de Torcy, p. 47. — W. Coxe, L'Espagne sous les Bourbons, introduction hist., sect. 3, p. 59. — *San Phelipe*, T. I, p. 9.

(2) Mém. de Villars, p. 466.

Digitized by Google

d'Espagne, qu'on supposait devoir être le duc de Savoie (1).

L'empereur manifesta la plus violente indignation contre les puissances maritimes à l'occasion de ce traité, et la plus ferme résolution de ne jamais y consentir. En effet, ces puissances semblaient s'être proposé, comme dans le testament expliqué par Ésope (2), de donner à chacun ce qui ne lui convenait pas pour l'empêcher de le garder. Elles refusaient à la France les Pays-Bas et l'Espagne, pays limitrophes où ses armées pouvaient entrer. Elles refusaient à l'Autriche le Milanais et tous les ports d'Italie, et comme l'Autriche n'avait point de marine, en lui donnant l'Espagne et les Indes elles lui ôtaient toute possibilité de s'y établir ou de s'y maintenir.

Mais c'était surtout la nation espagnole qui se sentait sacrifiée par le traité de partage : cette nation, qui n'avait rien perdu de son orgueil, se croyait toujours invincible, bien que, sous la détestable administration des successeurs de Charles-Quint, elle eût perdu son agriculture, son commerce, ses revenus, ses flottes, ses armées, et sa population, au point que celle-ci, au lieu de s'élever à vingt millions d'âmes, comme au temps des Arabes, n'en comptait plus que cinq millions sept cent mille. Lorsqu'on lui enlevait Naples, la Sicile, le Milanais, les Presidii, Finale et le Guipuscoa, l'Espagne ne demeurait plus qu'une puissance du second ordre, elle ne devait plus espérer de conserver sur les Pays-Bas ou sur l'Amérique autre chose qu'une autorité nominale : ce seraient les Anglais et les Hollandais qui exploiteraient ces possessions lointaines, où les Espagnols ne pourraient arriver qu'avec la permission et sous la protection des puissances maritimes. A côté de la perspective de cette ruine de la patrie, la question du choix entre deux prétendants, l'un Français, âgé de dix-sept ans, l'autre Autrichien, âgé de quinze ans, tous deux inconnus, tous deux indifférents, méritait à peine quelque attention (3).

La guerre paraissait inévitable, la guerre, ou pour effectuer,

(1) Le traité est dans Lamberty, T. I, p. 97. — Flassan, Diplom., T. IV, p. 204.—Villars, p. 493.—La Hode, L. LIII, p. 268.

(2) La Fontaine, Liv. II, Fab. XX.

(3) Mignet, Introduction à la Succession d'Espagne, p. 31.

Digitized by Google

malgré le sentiment national, la division de la monarchie, ou pour faire prévaloir l'un ou l'autre prétendant, ou plus probablement encore, pour soutenir ou pour renverser des chefs nationaux qui s'insurgeraient dans les divers royaumes dont l'Espagne est composée, qui profiteraient de leur esprit de localité, de leur jalousie et de leur animosité les uns contre les autres, et qui prétendraient tous à l'indépendance. La dernière guerre avec la France avait laissé une haute idée de la puissance des Français; ils étaient proches; ils occupaient la seule frontière par laquelle l'Espagne communiquât avec l'Europe. La même guerre avait fait mépriser les Autrichiens, qui n'avaient jamais accompli rien de ce qu'on avait attendu d'eux, qui ne s'étaient jamais mis en mouvement sans être payés, approvisionnés, convoyés par les puissances hérétiques, et qui, depuis qu'ils formaient autour de la reine ce qu'on nommait le gouvernement allemand, ne s'étaient signalés que par leur rapacité, leur dureté et leur insuffisance. Le sentiment commençait donc à devenir universel dans la nation, que pour sauver l'intégrité de la monarchie et s'épargner au moins une partie des honneurs de la guerre, il valait mieux s'attacher à la France qu'à l'Autriche. Sans doute, quoique M. de Torcy cherche à établir le contraire, Louis XIV et son ministère, et son ambassadeur, M. d'Harcourt, n'épargnèrent rien pour accréditer ces opinions. Le cardinal de Porto-Carrero et le comte de Monterey les soutinrent avec talent; mais le sentiment de l'intérêt et de l'honneur national agissait plus fortement que toutes les séductions et toutes les intrigues : ce furent eux qui entraînèrent le roi (1).

Charles II ne se faisait point une idée nette des droits de son peuple, et il avait refusé obstinément d'assembler les cortès pour décider sur cette grande question nationale, qui aurait dû leur appartenir; mais il se regardait comme chef de famille et propriétaire du royaume ; il voulait éviter une guerre de succession, comme un particulier éviterait les procès sur son héritage, et, tout rempli d'un sentiment religieux,

(1) La Hode, L. LIII, p. 273. — Saint-Simon, T. III, ch. 2, p. 9.

Digitized by Google

que rendait plus vif l'attente d'une mort prochaine, il voulait surtout être juste, et ne charger sa conscience d'aucun acte entaché de partialité ; il se disait à lui-même qu'à son heure suprême il n'était plus parent des Autrichiens ou ennemi des Bourbons, mais une âme devant Dieu, détachée des choses de ce monde et appelée à juger avec justice selon le droit, si elle voulait trouver un juste juge dans le ciel. C'était aussi le sens des discours que lui tenait le cardinal Porto-Carrero et les religieux qu'il appelait autour du roi (1).

Charles II, dans la triste situation où il était réduit, se défiait de son confesseur et du grand inquisiteur, qui étaient vendus à l'Autriche ; il se défiait de la reine, qui, tour à tour dominée par l'impératrice sa sœur, par la comtesse de Berleps, sa favorite, vendue au plus offrant, par la colère que lui avait fait ressentir l'insolence du comte d'Harrach et par l'espoir qu'avait éveillé en elle le marquis d'Harcourt, d'épouser le dauphin après la mort de Charles, lui donnait les conseils les plus contradictoires. Charles eut connaissance de cette dernière proposition, et dès lors il se cacha de sa femme. Pour éclairer sa conscience, il consulta des jurisconsultes espagnols, qui affirmèrent que la renonciation de sa sœur aînée, Marie-Thérèse, était nulle ; qu'elle avait été faite dans le seul but d'empêcher la réunion des deux couronnes de France et d'Espagne, et que c'était son affaire d'y pourvoir par son testament, en appelant à la succession le second fils de cette reine, à l'exclusion du premier. Il consulta le conseil d'État, auquel s'adjoignirent les plus grands seigneurs de la monarchie, et ce conseil, qui demanda à délibérer hors de sa présence pour plus de liberté, le confirma dans la même résolution (2). Il se résolut enfin à consulter le pape, et il envoya, dans ce but, à Rome le duc d'Uzeda, son premier gentilhomme de la chambre. Le pape, Innocent XII, de la maison Pignatelli, était arrivé à une extrême vieillesse, et il mourut en effet le 27 septembre, avant le roi qui le consultait. Cette

(1) *San Phelipe*, *Comentarios*, T. I, p. 17.

(2) Saint-Simon, T. III, ch. 2, p. 10. — Coxe, L'Espagne sous les Bourbons, introd., sect. 3, p. 78. — *San Phelipe*, T. I, p. 16.



Digitized by Google

vieillesse même lui inspira du courage et de l'indépendance pour donner un conseil sur une matière si délicate. Il en confia l'examen à une commission composée de trois cardinaux: Albano, qui allait bientôt lui succéder sous le nom de Clément XI; Spinola et Spada. Ces cardinaux approuvèrent la décision des jurisconsultes et des théologiens espagnols qui leur avait été communiquée; l'amour de l'Italie, le souvenir des avanies auxquelles tous ses États avaient été exposés de la part des ministres impériaux durant le cours de la dernière guerre, des violences du comte Martinitz à Rome même, de la servitude à laquelle la capitale de la chrétienté serait réduite si les Deux-Siciles devaient échoir en partage aux Allemands, influèrent sans doute sur leur résolution. Le pape communiqua cette résolution à Charles II, par un bref où il lui disait que, se trouvant dans la même condition que lui, prêt comme lui à paraître devant le tribunal de Dieu, il faisait abstraction de toute affection personnelle et ne lui recommandait que la paix de la chrétienté, l'intérêt de l'Europe et le bien-être de ses sujets. Il prononçait que les deux renonciations d'Anne et de Marie-Thérèse d'Autriche, reines de France, devaient être regardées comme non avenues; il se fondait principalement sur ce qu'ayant été faites en faveur de l'Espagne, pour la paix et l'équilibre du monde, l'Espagne avait le droit de les annuler lorsqu'elle pouvait pourvoir d'une manière plus efficace à son indépendance, à son intégrité et à la paix et l'équilibre des autres États; ce à quoi elle réussirait si elle empêchait que les deux couronnes de France et d'Espagne fussent jamais réunies (1).

Pendant que cette consultation se faisait à Rome, Porto-Carrero, Villa-Franca et San Estevan, tous trois membres du conseil, avaient attiré à eux un quatrième membre, Ubilla, secrétaire des dépêches universelles; des quatre autres mem-

(1) Mém. de Tessé, d'après le duc d'Uzeda, T. I, ch. 5, p. 178.—Coxe, introd., sect. III, p. 83. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 2. — *Muratori, Annali d'Italia ad ann.*, T. XVI, p. 43. — Saint-Simon, T. III, ch. 2, p. 11-16. — Flassan, Diplomat. franç., T. IV, L. VI, p. 207. — Mém. de Torcy, T. LXVII, p. 90. — La Hode, L. LIII, p. 287.

Digitized by Google

bres du conseil, deux, l'Amirante de Castille et Veragua, étaient dévoués à l'Autriche; les deux autres, Arias et Mancera, étaient trop bons Castillans pour ne pas se joindre aux quatre premiers au moment décisif. Ils avaient profité de l'irritation publique pour faire exiler la comtesse de Berleps et sa fille, pour licencier le régiment allemand du prince de Darmstadt, pour écarter le confesseur du roi et lui en faire appeler un qui fût d'accord avec eux. La reine, incapable de se conduire par elle seule, perdit toute influence par la retraite de la Berleps et de Darmstadt, et, lorsque le bref du pape arriva, Porto-Carrero réussit enfin à faire signer, le 2 octobre, par Charles II, le testament en faveur du duc d'Anjou, que Ubilla lui apporta tout dressé. Ce malheureux prince qui faisait le sacrifice de toutes ses affections à ce qu'il regardait comme son devoir, dès qu'il eut signé fondit en larmes en s'écriant : C'est Dieu qui donne les royaumes, car ils sont à lui ; pour nous, nous ne sommes rien (1). Il trouva pourtant quelque soulagement à ses maux dans le repos que lui rendit cette décision, soigneusement cachée à sa femme ; mais il eut une rechute le 26 octobre, et il mourut le 1er novembre, entre deux et trois heures après midi, dans sa trente-neuvième année.

Harcourt était alors absent par congé, mais il s'était arrêté à Bayonne, où il rassemblait une petite armée, pour occuper, à la première nouvelle, les places du Guipuscoa, qui entraient dans le partage du roi ; Blécourt, qui le remplaçait à Madrid, et le comte d'Harrach assiégeaient la porte du conseil avec tous les ministres étrangers, pendant qu'on faisait la lecture de ce testament ; ils attendaient là pour en apprendre les premières nouvelles. Quoique le premier eût de vagues espérances, il était loin de se sentir assuré ; le second fut frappé comme d'un coup de foudre (2). La nouvelle ne produisit

(1) *Dios es quien da los reynos, porque son suyos. — Ya nada somos. San Phelipe*, p. 19.

(2) « Tous les ministres étrangers assiégeoient la porte du conseil ; c'étoit à » qui sauroit le premier le choix du roi qui venoit de mourir, pour en informer » sa cour. Blécourt étoit là comme les autres, sans savoir rien plus qu'eux, et le



Digitized by Google

pas une moindre commotion à Fontainebleau, où Louis XIV la reçut le 9 novembre. Quelque soin qu'eût mis le roi depuis deux ans à ménager les Espagnols, il croyait aux longs ressentiments excités pendant deux siècles par des guerres si acharnées; il connaissait les affections de Charles II, sa faiblesse et le pouvoir de l'empereur sur sa femme ; aussi c'était parce qu'il s'attendait à être exclu par le testament du monarque espagnol qu'il avait donné les mains successivement à trois traités de partage. Les nouvelles qu'il avait reçues, soit de l'ambassade française à Madrid, soit de l'ambassadeur espagnol Castel dos Rios, lui avaient bien appris l'activité que déployaient les partisans de la France autour de Charles II; mais il était d'autre part si accoutumé aux fluctuations journalières de ce monarque, qu'il ne se tenait pour assuré de rien.

Louis XIV assembla un conseil pour discuter le parti qu'il avait à prendre. Il y appela seulement quatre personnes, le dauphin, le duc de Beauvilliers, le marquis de Torcy et le chancelier Pontchartrain. Il s'agissait de prendre la plus grande résolution du siècle : de choisir entre l'agrandissement de la France et celui de la famille royale ; entre la violation

» comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur, qui espéroit tout, et qui comptoit sur le testament de l'archiduc, étoit vis-à-vis la porte, et tout proche, avec » un air triomphant. Cela dura assez long-temps pour exciter l'impatience. » Enfin la porte s'ouvrit et se referma. Le duc d'Abrantès, qui étoit un homme » d'esprit, plaisant, mais à craindre, voulut se donner le plaisir d'annoncer le » choix du successeur, sitôt qu'il eut vu tous les grands et le conseil y acquiescer, et prendre leurs résolutions en conséquence. Il se trouva investi aussitôt » qu'il parut. Il jeta les yeux de tous côtés en gardant gravement le silence; » Blécourt s'avança, il le regarde bien fixement, puis tournant la tête, fit semblant de chercher ce qu'il avoit presque devant lui. Cette action surprit Blécourt, et fut interprétée mauvaise pour la France. Puis tout à coup, faisant » comme s'il n'avoit pas aperçu le comte d'Harrach, et qu'il s'offrit premièrement à sa vue, il prend un air de joie, lui saute au cou, et lui dit en espagnol » fort haut : — Monsieur, c'est avec beaucoup de plaisir..... et faisant une pause » pour l'embrasser mieux, ajoute : Oui, Monsieur, c'est avec une extrême joie » que pour toute ma vie..... et redoublant d'embrassades, pour s'arrêter encore, puis achève : et avec le plus grand contentement que je me sépare de » vous, et prends congé de la très auguste maison d'Autriche. — Puis il perça » la foule, chacun courant après pour savoir qui étoit le successeur. » Saint-Simon, T. III, ch. 3, p. 23.

Digitized by Google

d'un traité tout récent et la violation du droit et de la justice envers la nation espagnole ; entre la guerre pour exécuter le traité de partage et la guerre pour maintenir le testament. Torcy, qui parla le premier, convint qu'en acceptant le testament, le roi s'attirait le reproche de violer une parole qu'il avait tout récemment donnée, que la guerre qu'il allumait ainsi serait universelle, et que ses peuples, depuis la paix de Ryswick, n'avaient pas eu le temps de recouvrer quelque vigueur par le repos : toutefois, il opina pour l'acceptation du testament. Le courrier même qui le portait avait ordre, si le roi ne l'acceptait pas, de se rendre immédiatement à Vienne pour déférer, selon la teneur même de ce testament, la succession totale à l'archiduc. Il ne pouvait être douteux que l'empereur ne l'acceptât, puisqu'il avait refusé le traité de partage : il ne pouvait non plus être douteux que la nation espagnole ne se déclarât tout entière pour son fils, puisque ce qu'elle redoutait le plus, c'était le partage, et qu'elle serait à bon droit offensée du refus de la France. Il faudrait donc, ou abandonner la succession d'Espagne tout entière à l'Autriche, et se retrouver dans la situation critique de François Ier vis-à-vis de Charles-Quint, ou faire la guerre pour conquérir la part que le traité de partage assignait à la France. Dans cette guerre, il ne fallait attendre aucun appui de l'Angleterre ni de la Hollande ; bien plus, d'après leurs antécédents, on avait tout lieu de prévoir qu'elles ne tarderaient pas à se joindre aux ennemis de la France. « Quelle » raison d'ailleurs pour déclarer la guerre à l'Espagne, ajou- » toit Torcy ? à quel titre s'emparer d'une partie de ses États ? » quel tort son dernier maître avoit-il fait à la France, en » reconnoissant un de ses princes pour son héritier universel ? » et quelle injure lui faisoit la nation espagnole de se sou- » mettre et de se conformer aux volontés équitables de son » roi ? Elle se donnoit sans réserve ; la France en la rejetant » l'auroit regardée comme ennemie, sans autre raison que de » croire qu'il convenoit mieux à ses intérêts de s'emparer » d'une partie des États de l'Espagne, sans autre droit » que celui d'un traité dont les alliés avoient déjà violé les

Digitized by Google

» conditions essentielles. Si la guerre étoit inévitable, il » falloit la faire pour soutenir le parti le plus juste, et certainement c'étoit celui du testament, puisque le roi d'Espagne rappeloit ses héritiers naturels à sa succession, dont » ils avoient été injustement exclus par ses prédécesseurs (1). »

Beauvilliers soutint l'opinion contraire; il représenta l'honneur du roi comme lié par la parole qu'il avait donnée aux puissances maritimes; l'intérêt de la France comme résultant des acquisitions importantes qui lui étaient offertes, bien plus que de l'établissement d'un prince français sur un trône où il deviendrait bientôt étranger; enfin la misère du peuple, les besoins du trésor, le fardeau de la dette, et la certitude qu'une guerre universelle amènerait la ruine de la France. Pontchartrain résuma avec talent les deux opinions; mais il n'osa se prononcer pour aucune. Le dauphin vota résolument, mais très brièvement, pour l'acceptation du testament. Louis XIV, long-temps silencieux, décida : sa décision, qui renfermait tant de revers pour lui, et de si longues agitations pour l'Europe, resta trois jours secrète; il la prit avec cette grandeur calme qui lui était naturelle. Il l'annonça en ces termes au duc d'Anjou, en présence du marquis Castel dos Rios, ambassadeur d'Espagne : « Monsieur, le roi d'Espagne » vous a fait roi, les grands vous demandent, les peuples » vous souhaitent, et moi j'y consens; soyez bon Espagnol, » c'est désormais votre premier devoir; mais souvenez-vous » que vous êtes né Français. » Il le présenta ensuite à la cour, en disant : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne. » Tout était décidé (2).

Le duc d'Anjou, désormais Philippe V, fut dès lors traité en roi sur un pied d'égalité parfaite par Louis XIV, de respect et de déférence par son père, son oncle et ses frères. Il ne s'était jusqu'alors fait remarquer que par sa douceur; le

(1) Mém. de Torcy, p. 95-98.

(2) *Ibid.*, p. 99. — Mignet. Introduction à la Succession d'Espagne, p. 79. — Saint-Simon, T. III, ch. 3, p. 25. — Dangeau, T. II, p. 204 *et suiv.* — Saint-Simon dans cette discussion intervertit les rôles.

Digitized by Google

duc de Beauvilliers, gouverneur des enfants de France, déclarait n'avoir pas eu une fois à se plaindre de lui ; c'était toujours lui qui mettait la paix entre ses frères s'ils avaient quelques disputes d'enfants. Il avait peu de défauts, mais peu de vertus ; ses sentiments étaient justes et honorables, mais son caractère manquait d'énergie ; il avait besoin des formes et de la régularité pour s'en faire des appuis ; aussi aucun homme ne fut jamais plus sujet à l'étiquette, plus constant dans toutes ses habitudes. Il ne montrait de goût que pour les exercices de dévotion et pour la chasse ; il était fait pour être gouverné, et le fut toute sa vie. Cet empire passa à sa femme dès qu'il en eut une, et il l'aima avec une passion et une fidélité rares : grave, taciturne, mélancolique avec tous les autres, il semblait ne connaître ni les affections, ni les plaisirs, ni le mouvement de la vie. Toute la cour de France, tout le peuple de Paris et de Versailles parurent accueillir avec une extrême joie la nouvelle de son acceptation du testament. Cette nouvelle fut reçue avec une joie égale en Espagne où le cardinal de Porto-Carrero, chef de la régence nommée par Charles II, se hâta de le faire proclamer ; il le fut également à Bruxelles par l'électeur de Bavière, gouverneur des Pays-Bas pour l'Espagne ; à Milan, par le prince de Vaudemont ; à Naples, en Sicile, en Sardaigne. Enfin, lorsque Philippe V prit congé de son aïeul à Versailles, le 4 décembre, il était déjà reconnu par tous les États d'Europe que Charles II lui avait laissés en héritage (1).

Philippe V partit accompagné de ses deux frères et du gouverneur des enfants de France, le duc de Beauvilliers, qui était cependant alors assez malade ; si la fièvre le forçait à s'arrêter en chemin, le maréchal de Noailles, aussi du voyage, était chargé de le remplacer. Ces princes et ces seigneurs quittèrent Philippe V au passage de la Bidassoa. Entré dans son nouveau royaume, il ne fut accompagné que par Harcourt,

(1) Saint-Simon, T. III, ch. 4, p. 37-49. — Journal de Dangeau, 4 décembre, T. II, p. 226. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 22. — *Lord Mahon, War of the Succession in Spain*, ch. 1, p. 11. — W. Coxe, L'Espagne sous les Bourbons, T. I, ch. 1, p. 3.

Digitized by Google

que Louis XIV venait de faire duc, par le marquis de Louville et le comte d'Ayen. Il arriva le 18 février au palais du Bueu-Retiro, et ne fit son entrée solennelle à Madrid que le 21 avril. Auparavant la reine douairière, veuve de Charles II, s'en était retirée pour fixer sa résidence à Tolède.

Louis XIV avait écrit aux divers États de l'Europe pour annoncer l'accession de son petit-fils à la couronne d'Espagne; il avait adressé aux États-Généraux un Mémoire explicatif des motifs qui lui avaient fait accepter le testament de Charles II : « Ce cas, disait-il, n'étoit point prévu par le » traité de partage. » Par ce traité, il avait renoncé aux droits de ses enfants pour le maintien de la paix ; on ne dévait pas s'attendre à ce qu'il fît le même sacrifice pour se jeter dans une guerre dangereuse, et c'était cependant ce dont il était menacé, puisque l'empereur n'avait jamais voulu accepter ce traité (1). Une explication semblable fut offerte par l'ambassadeur français à Guillaume III, et on assure que celui-ci répondit : « Monsieur, je vous prie de ne » vous fatiguer point tant pour justifier la conduite de votre » maître ; le roi très chrétien ne pouvoit se démentir : il a » agi à son ordinaire. » A cette époque même Guillaume était harcelé par son parlement qui lui reprochait le traité de partage comme un scandaleux sacrifice des intérêts de l'Angleterre, et ne voulait pas admettre qu'aucune partie de la succession d'Espagne pût jamais appartenir à la France, en sorte que Torcy était pleinement justifié pour avoir avancé que si Louis XIV demeurait fidèle à ce traité et avait à son occasion la guerre avec l'empereur, non seulement ses alliés maritimes l'abandonneraient, mais qu'ils se joindraient à son ennemi (2). Quant à l'empereur Léopold, il donnait à entendre que le testament était supposé ; à tout événement il le déclarait invalide ; il insistait sur les deux renonciations des reines de France ; il prétendait à toute la succession d'Espagne

(1) Mém. et négociations de Lamberty, T. I, p. 221. — *Smollet*, *Hist. of England*, ch. 6, § 39-40, T. XIV, p. 32.

(2) *Smollet*, ch. 6, § 36, p. 26.—La Hode, L. LIII, p. 304.—Durand, Hist. d'Angleterre, L. XXV, p. 549. — Larrey, T. VII, p. 310.

Digitized by Google

comme à un droit qui ne pouvait être disputé à sa maison; il se préparait ouvertement à la guerre, et il donnait des ordres pour occuper provisoirement le Milanais, fief de l'empire que ses prédécesseurs avaient accordé à la branche autrichienne d'Espagne, et qu'il était bien décidé à ne pas transmettre aux Bourbons.

Cependant la guerre semblait encore pouvoir être évitée; les Etats-Généraux redoutaient ses calamités, et paraissaient vouloir s'en tenir à la voie des négociations; Guillaume III n'était pas prêt et ne le fut point d'une année entière; l'empereur, toujours sans argent, ne pouvait rien faire sans les subsides des puissances maritimes. Il aurait été possible encore de maintenir la paix de l'Europe si la France avait donné des garanties suffisantes contre les chances de réunion des deux couronnes, si elle avait accordé ou plutôt maintenu une barrière de places fortes, recevant garnison hollandaise, dans les Pays-Bas, sans aliéner la souveraineté de l'Espagne, si elle avait montré de l'empressement à donner satisfaction aux puissances qu'elle avait offensées, et si en même temps elle avait profité de la supériorité de ses forces pour demander une décision immédiate. Mais Louis XIV n'était plus le même homme; entré dans sa soixante-troisième année, il n'avait plus cette activité, cette surabondance de forces qui dans sa jeunesse lui avaient donné tant d'avantage sur ses rivaux. Son ministère était plus affaibli encore. Le marquis de Pomponne était mort le 26 septembre 1699, à l'âge de quatre-vingts ans, et avait laissé tout le poids des affaires étrangères à son gendre Torcy, à qui la réputation de probité de ce vieillard avait été long-temps utile. Le chancelier Boucherat était mort à quatre-vingt-cinq ans, peu de semaines auparavant, et avait été remplacé par Pontchartrain que Louis avait ôté aux finances. Ce dernier ministère avait été donné à Chamillart, homme probe, religieux, assidu au travail, mais qui s'était rendu recommandable au roi seulement par son talent pour le jeu de billard, et qui l'avait supplié de ne point lui donner un emploi pour lequel il n'avait pas de connaissances suffisantes. Cependant Barbezieux, ministre de la guerre, étant

mort aussi le 5 janvier 1701, après six jours seulement de maladie, le roi donna encore cette charge à Chamillart, et voulut qu'il la remplît en même temps que le ministère des finances. C'était exiger plus qu'on ne pouvait attendre des forces d'un homme (1). Chamillart, dit Saint-Simon, « étoit » très borné, et comme tous les gens de peu d'esprit et de lu-» mières, très opiniâtre, très entêté, riant jaune avec une » douce compassion à qui opposoit des raisons aux siennes, et » entièrement incapable de les entendre ; par conséquent, » dupe en amis, en affaires et en tout… Le rare est que le » grand ressort de la tendre affection du roi pour lui étoit » cette incapacité même. Il l'avouoit au roi à chaque pas, et » le roi se complaisoit à le diriger et à l'instruire, en sorte » qu'il étoit jaloux de son succès comme du sien propre, et » qu'il en excusoit tout (2). » Chamillart ne pouvant tout faire se reposait sur ses commis. C'étaient pour la plupart des dévots ou des hypocrites recommandés par Mme de Maintenon, qui à leur tour se faisaient assister ; le secret de l'État était transmis de main en main, et arrivait souvent aux ennemis plus tôt qu'à ceux qui devaient exécuter les ordres ; de scandaleuses voleries se commettaient dans les finances, et il ne restait rien dans le ministère, sous un chef dont les mains cependant étaient pures, de la probité de Colbert, ou de la soupçonneuse sévérité de Louvois (3).

(1701.) Les fautes se succédèrent en effet avec rapidité. Louis donna à Philippe V, au moment de son départ, des lettres-patentes par lesquelles il lui conservait son droit éventuel à la couronne de France, après le duc de Bourgogne et avant le duc de Berry. C'était s'écarter de l'esprit du testament de Charles II, relâcher les liens qui devaient l'attacher aux Espagnols, et en même temps alarmer l'Europe, en faisant voir la réunion toujours imminente des deux monarchies (4). Les

(1) Journal de Dangeau, p. 156, 158, 235. — Larrey, T. VII, p. 191-195. — Saint-Simon, T. III, p. 342; T. II, p. 52-64.

(2) Saint-Simon, T. III, ch. 6, p. 65.

(3) La Hode, L. LIV, p. 207.

(4) Journal de Dangeau, 29 nov. 1700, T. II, p. 225, et 1er fév. 1701, p. 246.

Digitized by Google

Hollandais tenaient des garnisons dans plusieurs places des Pays-Bas espagnols : à Namur, Luxembourg, Mons, Charleroi, Oudenarde, Nieuport, Ostende, Ath et Bruges. Louis XIV les fit surprendre le 6 février 1701 ; les Français se rendirent maîtres de toutes ces places, et y firent prisonniers vingt-deux bataillons hollandais et quelques régiments de cavalerie. Cet acte de violence en pleine paix, excita le plus vif ressentiment, la clameur la plus universelle contre l'ambition et la mauvaise foi de Louis XIV. Après avoir donné cette offense, le roi commit une seconde faute, ce fut de ne pas en profiter. Il envoya le comte d'Avaux à la Haye pour négocier, et il se laissa abuser par les longueurs affectées des alliés depuis le commencement de février jusqu'à la fin de septembre. Il permit aux troupes hollandaises de retourner dans leur pays aussitôt que les siennes eurent touché à la frontière, et il ne tira aucun avantage de la supériorité de ses forces, pour exiger des Hollandais des réponses promptes et décisives. Il est vrai que le maréchal de Boufflers qu'il avait envoyé aux Pays-Bas, trouva le pays dans une désorganisation absolue. L'électeur de Bavière qui en était gouverneur, était un homme de plaisir, joueur, débauché, accablé de dettes. On avait craint d'abord qu'il ne se déclarât pour l'empereur son beau-père, ses États héréditaires étant à la discrétion de l'Autriche, mais il préférait pour ses plaisirs le séjour de Bruxelles à celui de Munich ; il se donna entièrement à la France, et il entraîna dans son parti son frère Clément, électeur de Cologne. Pour la défense des Pays-Bas, il n'avait que dix mille hommes de troupes, dont une moitié étaient Bavarois ; on les avait laissés sans solde et sans souliers, les cavaliers sans chevaux, les canons sans affûts. Toutes les caisses, tous les arsenaux, tous les magasins et les greniers des dix provinces étaient vides (1).

Le roi désirait la continuation de la paix ; il savait que les Hollandais la désiraient aussi ; il avait lieu de croire

(1) Lettre du marq. de Boufflers au roi. 25 janvier 1701. — Mém. militaires relatifs à la succession d'Espagne, 1835, T. I, p. 12, 14, 21.

Digitized by Google

que Guillaume III, tout mécontent qu'il était, la désirait également, car ce prince était tellement harcelé par son parlement, qu'il se croyait menacé d'une nouvelle révolution ; en même temps sa santé était tout-à-fait mauvaise ; on avait découvert qu'il avait fait consulter Fagon, le grand médecin du roi, sous un nom supposé, et que celui-ci avait répondu que le malade dont on lui parlait n'avait plus qu'à se préparer à mourir. Le comte d'Avaux, qui vit Guillaume à la Haye au mois de juillet, ne reçut en effet de lui que des paroles pacifiques (1). Il était bien essentiel de cultiver cette disposition ; cependant le roi ne tarda guère à lui faire une nouvelle offense. Le roi Jacques II eut une attaque d'apoplexie à Saint-Germain, le 11 mars. Il s'en releva toutefois et traîna encore quelques mois son existence ; la maison royale fut alarmée coup sur coup par des attaques semblables. Monseigneur le dauphin fut également frappé le 19 mars ; il était très gros mangeur et chargé d'embonpoint ; le roi lui-même et tous les princes mangeaient aussi beaucoup plus qu'ils n'auraient dû ; grâce aux saignées et à l'émétique, cette maladie du dauphin n'eut pas de suite (2). Le 8 juin, Monsieur, frère du roi, fut à son tour frappé d'apoplexie, et il mourut dès le lendemain ; le roi, vivement affecté du danger qu'avait couru son fils et de la mort de son frère, pleura beaucoup avec le duc de Chartres son gendre, désormais nommé duc d'Orléans; il fut de nouveau ébranlé le 3 septembre par une seconde attaque d'apoplexie qui frappa Jacques II. Celle-ci fut fatale, il mourut le 15 ; mais tandis qu'il luttait entre la vie et la mort, Louis, pour lui offrir quelque consolation, lui déclara, ainsi qu'à la reine, qu'il reconnaîtrait le prince de Galles son fils pour roi d'Angleterre. Le mouvement de sensibilité qui lui inspira cette résolution pouvait avoir quelque chose de touchant, mais dans la situation de la France, c'était une très haute imprudence.

Les Français, cependant, qui seuls avaient tenu tête à toute

(1) Journal de Dangeau, 19 juillet 1701, p. 277.

(2) *Ibid.*, 11 et 19 mars, p. 253 ; 8 et 9 juin, p. 264-265 ; 3 septembre, p. 281.

l'Europe dans la précédente guerre, croyaient, si elle devait recommencer, être soutenus par des alliés qui les mettraient dans une position plus favorable. L'Espagne, les Pays-Bas, le Milanais, les Deux-Siciles, au lieu d'être contre eux, étaient pour eux. Tout épuisés que fussent ces divers pays, le Français se flattaient qu'avec une meilleure administration ils en tireraient encore de grandes ressources ; et ils ne calculaient point assez qu'en donnant beaucoup plus d'étendue à leurs frontières, en disséminant bien plus loin leurs armées, ils étaient vulnérables de partout. Indépendamment du roi d'Espagne, Louis XIV s'était encore ménagé quelques autres alliances : il s'était assuré de l'électeur de Bavière, quoique gendre de l'empereur, de son frère l'électeur de Cologne; puis des ducs de Brunswick Wolfenbuttel, de Saxe-Gotha et de l'évêque de Munster ; l'électeur de Saxe, roi de Pologne, paraissait prêt à entrer dans la même alliance (1). Ces princes allemands, outre leurs motifs habituels de jalousie contre le chef de l'empire, étaient encore irrités contre Léopold, de ce que, pour se faire des partisans, il venait de donner à l'électeur de Brandebourg, Frédéric III, le titre de roi de Prusse, et de ce qu'il érigeait un neuvième électorat en faveur du duc de Hanovre, dont il avait fait épouser la nièce à son fils Joseph (2). Une grande partie de l'Allemagne s'accordait avec la France et avec le pape pour ne reconnaître ni l'une ni l'autre de ces dignités nouvelles, accordées toutes deux à des princes protestants.

Louis XIV avait conclu, le 18 juin 1701, une alliance avec Pierre II roi de Portugal, ce qui n'empêcha pas ce prince de se joindre deux ans après à ses ennemis. Ferdinand de Gonzague avait consenti, par un traité du 5 avril 1701, à recevoir garnison dans Mantoue sa capitale (3). Le nouveau pape, Clément XI, élu le 23 novembre 1700, était ce même cardinal Jean François Albani d'Urbino qui avait eu la princi-

(1) Mém. de Torcy, T. LXVII, p. 100.

(2) Frédéric II, Mém. de Brandebourg, p. 184. — Art de vérifier les dates, T. XVI, p. 428, et p. 237.

(3) Flassan, Diplom. franç., T. IV, L. VI, p. 221.

Digitized by Google

pale part à la décision de son prédécesseur en faveur du droit des Bourbons à la succession d'Espagne. Les autres princes d'Italie qui avaient été rançonnés impitoyablement par les ministres impériaux, et qui voyaient la maison d'Autriche résolue à leur enlever toute indépendance, étaient supposés devoir être secrètement tous favorables à la France (1). Le plus important d'entre eux était le duc de Savoie, mais c'était aussi celui qui inspirait le moins de confiance. On comprenait qu'il ne pouvait désirer la domination des Bourbons en Italie qui l'entoureraient par toutes ses frontières et lui raviraient toute indépendance ; d'autre part il ne pouvait espérer de faire reconnaître la neutralité de ce pays, puisque sa possession était un des objets de la guerre ; il était le premier exposé aux attaques des Français, les secours de l'empereur étaient éloignés et incertains ; sa position le contraignait donc d'adopter cette politique vacillante et infidèle qui était d'accord avec son caractère. Louis XIV essaya de le fixer dans ses intérêts en lui offrant les plus grands avantages ; il lui demanda pour Philippe V la seconde de ses filles, sœur de la duchesse de Bourgogne, également sans dot; il le nomma généralissime des armées française et espagnole en Italie, avec un traitement de 60,000 francs par mois et un subside moyennant lequel il devait fournir à cette armée huit mille fantassins et deux mille cinq cents cavaliers piémontais : le traité fut signé le 6 avril 1701, le mariage se fit à Turin le 11 septembre, et la nouvelle reine, Marie-Louise de Savoie, partit de Nice pour Barcelonne où son mari l'attendait (2). Le roi qui écartait d'elle autant qu'il pouvait les Français pour ne pas donner de jalousie aux Espagnols, lui donna pour camarera-mayor, pour confidente et conseillère destinée à la maintenir dans les intérêts de la France, une femme devenue célèbre sous le nom de princesse des Ursins; cette princesse la domina bientôt entièrement ainsi que son mari, et eut la plus grande influence sur les destinées de l'Espagne

(1) *Botta, Storia d'Italia*, T. VII, L. XXXIII, p. 108.

(2) *Carlo Botta, Storia d'Italia*, L. XXXIV, p. 194. — *Muratori ad ann.*, T. XVI, p. 50. — Saint-Simon, T. III, ch. 17, p. 219.

Digitized by Google

pendant la guerre de la succession. Elle était de la maison de la Trémouille, veuve en premières noces du prince de Chalais, en secondes noces du duc de Bracciano chef de la maison Orsini, dont elle avait francisé le nom ; elle était sans enfants, sans biens, âgée de plus de cinquante ans, mais douée d'une figure noble et majestueuse et d'un esprit qui avait à peine son égal en France : on la disait flatteuse, caressante, insinuante avec dignité ; ayant beaucoup lu, beaucoup vu, et répandant les charmes de son esprit dans une conversation entraînante et intarissable. Ce fut désormais, sous le nom de Philippe V et de Marie-Louise, la vraie souveraine de l'Espagne (1).

Guillaume III était arrivé à la Haye au milieu de l'été, et tout en négociant avec le comte d'Avaux, il travaillait avec ardeur à réunir les ennemis de la France; il avait permis que les états-généraux dont il disposait par le grand pensionnaire Heinsius, bien plus absolument que du parlement d'Angleterre, reconnussent Philippe V; à son tour il lui avait écrit le 27 avril, lui donnant tous ses titres, l'appelant son frère et allié, le félicitant sur son arrivée en Espagne, et l'assurant qu'il désirait, comme lui, « conserver inviolablement l'ancienne alliance, amitié et » bonne correspondance des deux couronnes (2). » Mais la reconnaissance de Jacques III par Louis XIV lui servit de prétexte pour éclater avec aigreur ; encore que la cour de France lui eût déclaré qu'elle n'avait accordé à Jacques III qu'un vain titre, sans lui promettre aucun appui ou aucun autre secours que la pension qu'elle faisait à son père, et qu'elle était bien résolue à observer tous les engagements qu'elle avait pris envers Guillaume III par le traité de Ryswick. Avant même la mort de Jacques II, le roi avait rappelé le comte d'Avaux de la Haye, parce qu'il jugeait impossible de s'entendre sur la

(1) L'esprit de la princesse des Ursins est attesté par tous ceux qui l'ont connue ; mais les lettres qui nous restent d'elle n'y répondent nullement. Au contraire, il y a quelque chose de plat et de lourd dans le style, de bas dans les sentiments : *la camarera mayor* n'y paraît bien qu'une grande chambrière.

(2) La lettre dans Durand, Hist. d'Angleterre, T. XI, L. XXV, p. 359, et dans La Hode, L. LIV, p. 514.

Digitized by Google

satisfaction que l'Angleterre et la Hollande demandaient pour l'empereur. A peine fut-il parti que Guillaume III signa à la Haye, le 7 septembre, le traité qui porta le nom de la grande alliance ; l'empereur, le roi d'Angleterre et les états-généraux en étaient les trois parties principales ; mais le nouveau roi de Prusse, le roi de Danemarck et le nouvel électeur de Hanovre, que le parlement d'Angleterre venait de reconnaître comme le plus prochain héritier dans la ligne protestante après la princesse Anne fille de Charles II, y prirent également part. Au moment de la signature de ce traité et avant que les succès eussent développé l'ambition des alliés, ils annonçaient se proposer seulement d'obtenir dans les Pays-Bas une barrière qui mît les Provinces-Unies à couvert de l'ambition de la France, d'assurer une barrière semblable à l'Autriche dans le Milanais, d'ouvrir l'Amérique espagnole au commerce des Anglais et des Hollandais en y faisant des conquêtes qui leur resteraient, de donner enfin à l'Europe entière la garantie que la France et l'Espagne ne seraient jamais réunies sous un même gouvernement (1).

Mais tandis que cette alliance même laissait encore entrevoir des moyens de pacifier l'Europe, l'empereur Léopold ne voulait entendre à aucun arrangement praticable ; non seulement il ne voulait pas reconnaître le droit du dernier souverain de l'Espagne à disposer de son héritage par testament, mais il niait les lois de l'Espagne elle-même et la succession féminine qui y était établie de tout temps. Il prétendait que cette couronne une fois entrée dans la maison d'Autriche, devait demeurer à ses agnats, tant qu'il en survivait, à l'exclusion des femmes, et il déclara à Villars, ambassadeur français à Vienne, qui fut bientôt rappelé, qu'il n'y avait point d'autre base possible pour un accommodement qu'une restitution entière de toute la monarchie espagnole. Dès le 17 janvier il avait protesté contre le testament de Charles II, et il avait commencé à faire passer des troupes en Italie (2).

(1) Lamberty, Mém. et négociations, T. I, p. 620.—La Hode, L. LIV, p. 316. —Mém. militaires relatifs à la succession d'Espagne, T. I, p. 125.

(2) La Hode, L. LIV, p. 320.

Digitized by Google

On était si accoutumé à l'activité des Français, on avait une si haute idée de la puissance de Louis XIV, qu'on s'étonnait qu'il eût laissé passer toute la campagne de 1701 sans agir ni dans les Pays-Bas, ni sur le Rhin, et qu'en Italie, seul pays où les hostilités commencèrent, il ne se fût pas trouvé en position d'obliger les Vénitiens à fermer les passages des montagnes aux armées autrichiennes et d'éviter ainsi leur invasion. Feuquières a articulé ces reproches contre le ministère de Louis XIV, et ils ont été répétés par presque tous les historiens (1). Il était vrai que Louis ne doutait guère de la mauvaise volonté des gouvernements de Londres et de la Haye, et que, tout en continuant les négociations, il se croyait presque assuré de la guerre ; mais il n'était point vrai qu'il fût en état de porter les coups rapides qu'on lui reproche de n'avoir pas frappés : l'année d'inaction pendant laquelle il se prépara à la guerre ne lui était pas moins nécessaire qu'aux alliés. Les Français se trouvaient tout à coup appelés à défendre ces vastes campagnes des Pays-Bas qu'ils n'avaient jusqu'alors songé qu'à attaquer ; ils s'apercevaient qu'elles étaient ouvertes de toutes parts à ceux qu'elles avaient vus depuis un demi-siècle comme alliés, et qui allaient devenir des ennemis. On ne pouvait encore tirer aucun secours des troupes d'Espagne ; « jusqu'alors, le peu qui en existoit n'avoit point » connu le service; les capitaines n'étoient point chargés de » leurs troupes, le roi faisoit leurs recrues ; moins ils avoient » d'hommes et de chevaux, plus ils avoient de revenus ; aucun rang n'étoit réglé, aucun ordre établi pour le commandement et la subordination. Jamais les officiers n'avoient » été obligés de servir ; le défaut de paiement autorisoit » toutes sortes de désordres parmi eux. Sous prétexte qu'ils » n'étoient point payés ils ne se tenoient point à leurs emplois, » et l'argent qu'ils pouvoient en tirer ne provenoit que des » désordres affreux qui régnoient dans la manière dont ils les » administroient. Il étoit donc question d'y établir une forme » et un ordre inconnus jusqu'alors. Mais l'objet le plus pressé

(1) Mém. du marq. de Feuquières, T. II, p. 72, *et suiv.*



Digitized by Google

» étoit d'assigner à ces troupes une paye fixe et solide. Il n'y » avoit point d'argent dans tous les pays d'Espagne, et le dés» ordre étoit aussi grand dans le trésor que dans les troupes. » Le roi ne trouva de ressources qu'en lui-même pour réparer » tous ces malheurs et pour faire exister des troupes dont il » eût été à désirer qu'on eût pu faire usage sur-le-champ. » Dès le 16 du mois de mars les troupes espagnoles furent mises sur le pied des troupes françaises ; la solde et les munitions leur furent fournies par la France (1). On procéda en même temps au recrutement et à la formation de nouveaux régiments dans toute l'étendue des Pays-Bas, avec une activité extraordinaire. Il fallait des mois pour former cette armée, il en fallait plus encore pour la mettre en état de se montrer à l'ennemi. Elle était encore bien faible au mois de juillet, lorsque les Hollandais avaient déjà cent mille hommes sous les armes. Ceux-ci avaient pris à leur solde les troupes de Brandebourg, de Lunebourg, de Hanovre, de Hesse-Cassel, de l'électeur palatin, d'Anspach et de Mecklembourg ; elles étaient toutes formées et toutes disciplinées, et les états-généraux, dont le crédit remuait tout l'argent du monde mercantile, n'avaient qu'à ouvrir leurs coffres pour mettre aussitôt leurs soldats en état d'agir (2).

Aussi la correspondance du maréchal de Boufflers, de Puységur, de Tallard montre-t-elle combien, pendant toute cette campagne où l'on ne combattait point, les généraux français étaient inquiets pour le pays de Gueldres qui faisait une pointe au milieu des ennemis ; pour l'électorat de Cologne menacé par les Hollandais, les Prussiens, les Palatins ; pour l'électeur de Bavière retourné dès le 22 mars dans son pays, mais qui avait besoin de plusieurs mois pour organiser son armée et se mettre en état de tenir tête aux Autrichiens qui le menaçaient. Dans cette impossibilité de prendre l'offensive, ces généraux n'avaient d'autre parti à suivre que de

(1) Mém. militaires relatifs à la succession d'Espagne extraits de la correspondance par le lieutenant-général de Vault et publiés par le lieutenant-général Pelet, T. I, p. 46.

(2) Mém. militaires de la succession d'Espagne, T. I, p. 94.

Digitized by Google

creuser ces longues lignes, dont ils se couvrirent sur un développement de soixante-dix lieues, depuis la Meuse jusqu'à la mer : elles étaient fraisées et palissadées avec de bonnes redoutes, et des espèces de bastions pour commander la plaine. Les paysans, qui voyaient dans ces vastes ouvrages leur garantie, se portaient avec empressement à y travailler. Elles donnaient à ce riche pays, et aux nouvelles recrues chargées de le défendre, une confiance qu'il n'avait point encore ; on accepta les excuses offertes pour quelques actes d'hostilité commis par les Hollandais, et ce fut avec plaisir qu'au mois d'octobre les deux armées se mirent en quartiers d'hiver, sans que la guerre eût encore commencé pour elles (1).

Les mêmes difficultés se présentaient du côté de l'Allemagne : Villars, ambassadeur à Vienne, et d'Iberville, ministre auprès de l'électeur de Mayence, pressaient Louis XIV de faire passer le Rhin à ses troupes, de profiter du profond mécontentement qu'avait excité l'empereur pour soutenir ses adversaires, pour effrayer tout au moins l'empire et le contraindre à la neutralité, pour retenir aussi les armées que Léopold mettait en mouvement, et les empêcher de descendre en Italie (2). Bientôt il se joignit à ces motifs une raison nouvelle pour adopter ce plan de campagne. Des troubles éclataient en Hongrie et en Transylvanie ; un Ragotski s'était mis à la tête des mécontents, et combattait déjà pour recouvrer la liberté et l'indépendance de ces deux États. Mais Louis XIV ne pouvait suffire à tout. Une partie de son armée s'était formée sur la frontière d'Espagne pendant les délibérations sur le traité de partage et l'acceptation du testament ; le danger le plus pressant se montrait du côté de Flandre ; il fallait pourvoir à l'Italie. Le roi résolut de former trois armées, l'une de cinquante-quatre bataillons et soixante-quatorze escadrons, pour passer en Italie sous le maréchal de Catinat, et se joindre aux troupes que le duc de Savoie devait fournir ; l'autre de soixante-deux bataillons et

(1) Mém. militaires, T. I, p. 105, 128, 129, 151.
(2) *Ibid.*, T. I, campagne d'Allemagne, p. 398.



Digitized by Google

quatre-vingt-trois escadrons sous le commandement du maréchal de Villeroi, pour le Rhin ; la troisième de cent bataillons et de cent dix-sept escadrons que le maréchal de Boufflers devait commander aux Pays-Bas. On équipa trente-deux vaisseaux à Toulon, et vingt-trois à Brest, pour aller joindre les escadres d'Espagne et de Portugal sur les côtes de ces royaumes (1). Mais on n'avait pas encore rassemblé la moitié de ces troupes, lorsqu'au mois de juillet, Villeroi reçut ordre de marcher vers Luxembourg pour appuyer l'armée de Flandre, et d'envoyer une partie de ses régiments en Franche-Comté pour appuyer au besoin l'armée d'Italie. Le marquis d'Huxelles, avec quinze bataillons seulement et des régiments de cavalerie de nouvelle levée, fut chargé de défendre l'Alsace, qu'on jugeait suffisamment couverte par le Rhin ; et bientôt après Villeroi fut envoyé en Italie, seul pays où les hostilités eussent commencé (2).

L'Italie était en effet le pays où les grands coups devaient se porter. C'était le principal objet de l'ambition de l'Autriche ; la barrière des Alpes semblait s'abaisser devant elle pour lui en ouvrir l'entrée : le souvenir des invasions des Allemands pendant des siècles, le souvenir plus récent des extorsions scandaleuses auxquelles cette contrée avait été soumise par les ministres autrichiens, avaient accoutumé l'empereur à la regarder comme un pays de conquête où tout lui était permis, comme un troupeau de serfs qu'il pouvait dépouiller sans merci ni miséricorde. Les gouverneurs espagnols, le prince de Vaudemont à Milan, le duc de Médina-Celi à Naples, le duc de Veraguas en Sicile, don Fernand de Moncade, duc de San-Juan en Sardaigne, avaient suivi les résolutions prises à Madrid, et ils montrèrent à Philippe V une fidélité inébranlable (3). Mais les peuples, plus dominés par la crainte que par l'amour, regardaient la maison d'Autriche comme celle qu'à la longue ils devaient surtout redouter. Les princes tremblaient des vengeances de l'empereur, et l'Italie

(1) Succession d'Espagne, campagne d'Allemagne, p. 389.

(2) *Ibid.*, p. 421.

(3) *Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXIV, p. 148.

Digitized by Google

entière ne donnait aucun appui réel à la maison de Bourbon.

Le comte de Tessé, homme d'esprit, flatteur, intrigant, négociateur habile, avait précédé Catinat en Italie. C'était lui qui avait négocié avec le duc de Savoie et le duc de Mantoue; il avait aisément démêlé combien le duc de Savoie redoutait également tous les ultramontains, combien en voulant écarter les Autrichiens, il souhaitait peu les succès des Français; il avait vu au contraire que le duc de Mantoue, uniquement occupé de son harem, avait vendu sa cidatelle pour avoir plus d'argent à distribuer à ses courtisanes, qu'il envoya par le Pô sur une élégante flottille d'abord à Casal, puis à Valenza, en les recommandant à l'évêque d'Acqui (1). Tessé aurait voulu que les Italiens livrassent des batailles pour les Français; il s'indignait de ce que Victor-Amédée hésitait à laisser passer les soldats de Louis XIV au travers des Alpes, de ce que le pape ne garnissait pas de troupes les bords du Pô, de ce que les Vénitiens ne se chargeaient pas de faire respecter leur neutralité, en interdisant aux Autrichiens l'entrée de l'Italie (2).

Catinat arriva le 4 avril à Turin et le 7 à Milan, où il se concerta avec MM. de Vaudemont et Tessé. Il fut averti par eux que le prince Eugène, avec les troupes de l'empereur, descendait la vallée de l'Adige jusqu'à Roveredo, dans le Tyrol italien. Le général français, maître des pays entre l'Adige et le lac de Garda, et croyant le passage de la Chiusa impossible à franchir, ne comprenait pas comment les Autrichiens pourraient entrer en Italie. Il semble qu'il était fort mal informé de ce que faisait le prince Eugène : toute la correspondance de Catinat avec sa cour, tous les mouvements qu'il fit faire à son armée indiquent une hésitation, une timidité, une lenteur fort extraordinaires dans un si grand général. Il avait alors soixante-quatre ans, et l'on ne peut s'empêcher de croire que quelque accident de santé suspendait la

(1) *Botta*, L. XXXIV, p. 186.

(2) Lettres du comte de Tessé au roi, de Milan, 4 janvier 1701, p. 205, et 17 février, p. 215, Succession d'Espagne, campagne d'Italie.

Digitized by Google

vigueur habituelle de son esprit (1). Tandis que Catinat concentrait ses forces entre Rivoli et Goito, pour défendre le pays entre l'Adige et le Mincio, le prince Eugène avait employé des milliers d'ouvriers à construire un chemin depuis le Tyrol italien jusqu'à Vicence, au travers de montagnes si âpres que Catinat n'avait pas cru la chose possible. Dès lors le général autrichien, qui toutefois avait moins de monde que lui, menaçait également le Mantouan qui couvrait le Milanais, et le Ferrarais par lequel il pouvait se porter vers le royaume de Naples, où l'on parlait d'une révolution. Cette double crainte mit Catinat dans la nécessité de diviser ses troupes. L'Adige, qui couvrait le prince Eugène, après avoir coulé du nord au midi, fait un coude pour aller se jeter au levant dans le golfe Adriatique : Eugène était maître de ce coude qui le couvrait. Cette position centrale permettait au général autrichien de changer son point d'attaque en trois fois moins de temps qu'il n'en fallait au général français pour se porter sur son chemin, et la difficulté était augmentée par les rivières qu'il rencontrait ; Eugène les pouvait passer près de leur source, le général français devait les traverser plus bas, après qu'elles avaient été grossies par leurs affluents (2). Par l'ordre d'Eugène le général Palfy passa l'Adige, le 16 juin, au-dessous de Légnago et de l'embranchement du canal Bianco. Bientôt il passa ce canal, qui formait lui-même une assez grosse rivière ; il poussa même une division au delà du Pô ; Catinat, ne doutant plus alors que son intention ne fût de s'aventurer au midi de ce grand fleuve, soit pour donner la main aux insurgés de Naples, soit pour remonter sur sa rive droite jusqu'à Pavie, retira les troupes qui gardaient le pays entre l'Adige et le Mincio. Eugène cependant avait fait une fausse attaque ; il reporta vivement ses soldats à Carpi, village peu éloigné de Légnago, et qu'il ne faut pas confondre avec la ville de même nom ; il y passa la rivière, et battit,

(1) *Voyez* le détail de ses opérations et ses lettres, Succession d'Espagne, campagne d'Italie, p. 229.

(2) Lettres de Catinat au roi, Succession d'Espagne, T. I, de Rivoli 21 mai 1701, p. 238 ; 26 mai, p. 242 ; de Bussolengo, 3 juin, p. 249.

Digitized by Google

le 9 juillet, le comte de Tessé, qui voulait lui fermer le chemin. Catinat cependant s'efforça encore de défendre le passage du Mincio. Mais pendant ce temps, Victor-Amédée était arrivé avec sept mille Piémontais à l'armée française, et en avait pris le commandement. Celle-ci avait alors quatre chefs : Catinat, Vaudemont, Tessé et Victor-Amédée, chefs peu d'accord entre eux, et qui compliquèrent bientôt les difficultés de la résistance Catinat se défiait de Victor-Amédée, qui combattait avec bravoure par amour de la guerre, mais qui ne cessait jamais de négocier avec l'ennemi. Catinat écrivit à Chamillart ses soupçons ; il ne formait jamais un projet que le prince Eugène n'en fût averti, peut-être par le chef de sa maison. M^me^ de Maintenon vit la lettre, la duchesse de Bourgogne en sut le contenu, et ne pardonna pas l'injure faite à son père. M^me^ de Maintenon n'aimait pas un général qui passait pour janséniste. Toutes deux pressèrent Louis XIV de donner un autre chef à l'armée d'Italie ; et le roi, qui apprenait que ses troupes étaient découragées, qui les voyait reculer sans cesse, et laisser passer à l'ennemi les rivières l'une après l'autre, écrivit à Catinat avec amertume pour lui ordonner de chercher le prince Eugène et de le combattre, et bientôt il donna ordre à Villeroi d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie (1). Pendant ce temps, Eugène passa encore le Mincio, le 28 juillet, à Mozambano, et le duc de Savoie, ainsi que Catinat, se retirèrent derrière l'Oglio sans livrer de combat.

Villeroi arriva, le 22 août, au camp français d'Antignate, derrière l'Oglio. Il était l'ami particulier de M^me^ de Maintenon, le roi l'aimait comme un ami d'enfance. L'armée voyait en lui seulement de la vaillance avec de la présomption, et une grande ignorance de l'art militaire. Catinat, quoique profondément mortifié, mit au service du nouveau général toutes ses lumières, toute son expérience et un dévouement à la chose publique, une modestie, une simplicité

(1) *Botta*, L. XXXIV, p. 228. — Lettre de Catinat au roi, de Légnago, 2 juillet, p. 266 ; de Luzara, 11 juillet, p. 273 ; de Goito, 19 juillet, p. 280 ; d'Acquafredda, 4 août, p. 289. — Tessé, T. I, p. 202.

Digitized by Google

qui ont rendu son nom cher à la France. Les lettres de Villeroi rendent hommage à cette vertu ; mais elles parlent aussi du parfait accord où il se trouvait avec le duc de Savoie et le prince de Vaudemont. On sait cependant qu'il offensa cruellement le premier qu'il n'appelait jamais que mons de Savoie, et qu'il traitait avec cette arrogance qui l'avait rendu si ridicule à la cour. Il se fiait aveuglément au prince de Vaudemont, dont le fils Thomas, et le neveu le prince de Commercy, accompagnaient le prince Eugène, et peut-être était-ce par lui, non par le duc de Savoie, que des révélations sur les projets des Français étaient constamment transmises aux Impériaux (1). Tessé avait desservi Catinat de tout son pouvoir, mais c'était avec l'espoir de lui succéder, et non de le voir remplacé par Villeroi. Les premiers mots de celui-ci, à ce qu'on racontait en Italie, avaient été de demander : « Où donc est cette canaille allemande ? nous venons pour la chasser d'ici. Que veulent dire ces retraites, cette timidité, ces précautions ? ce n'est pas ainsi que les Français font la guerre (2). » Il repassa l'Oglio, auprès de Rudiano, et il vint attaquer le 1er septembre, ce qu'il croyait être seulement une division allemande à Chiari ; mais rien n'était secret dans son armée : lui-même par bravade annonçait tous ses desseins. Le prince Eugène s'était jeté dans Chiari avec tout le nerf de son armée, et avait relevé à la hâte les fortifications de cette ville vénitienne. Catinat, qui n'approuvait point cette attaque, et Victor-Amédée, qu'on soupçonnait d'intelligence avec le prince Eugène, combattirent tous deux avec la plus grande valeur : les soldats français et piémontais rivalisèrent de bravoure, et avaient l'avantage du nombre ; mais la position des Allemands était forte, et après avoir été plusieurs fois repoussés, les Français furent enfin contraints à la retraite, avec une perte de plus de trois mille hommes (3).

(1) Lettres de Villeroi au roi, d'Antignate, 24 août, p. 301. — Saint-Simon, T. III, p. 198, ch. 15. — Tessé, T. I, p. 194.

(2) *Muratori, ad ann.*, T. XVI, p. 33. — *Botta*, L. XXXIV, p. 234. — Mém. de Tessé, T. I, p. 219.

(3) Succession d'Espagne, campagne d'Italie, p. 315. — Lettres de Villeroi,

Digitized by Google

L'échec de Chiari décida du sort de l'Italie. Jusqu'alors Catinat avait compté que le prince Eugène, qui lui paraissait s'avancer avec imprudence à une bien grande distance de ses magasins et de ses arsenaux, qui n'était point admis dans les villes fermées de l'État vénitien et qui n'avait aucune forteresse, serait forcé à l'approche de la mauvaise saison de retourner dans le Tyrol, et pourrait bien éprouver quelque échec dans sa retraite. Mais la perte éprouvée par les Français fit augurer aux Italiens que le sort de la guerre tournerait contre eux. Dès lors, les princes neutres commencèrent à se montrer favorables aux Allemands; les défections se manifestèrent, les conspirations et les révoltes éclatèrent. La princesse de la Mirandole, qui avait reçu garnison française dans sa forteresse, y introduisit en trahison les Impériaux ; le duc Vincent de Gonsague leur livra Guastalla, le duc de Modène leur laissa occuper Brescello, le duc de Parme se défendit de leur livrer Plaisance, en alléguant que c'était un fief de l'Église. Tout l'État de Mantoue était abandonné, à la réserve de deux châteaux et de la capitale dont le prince Eugène entreprit le blocus. Ce fut dans le Mantouan qu'il prit ses quartiers d'hiver, les Vénitiens ayant insisté pour que ce ne fût pas dans le territoire de Brescia. Villeroi avait repassé l'Oglio sans être inquiété ; il avait établi ses troupes en quartiers derrière cette rivière, et il était venu lui-même se loger à Crémone. Catinat était retourné en France ; une révolution, enfin, que le parti impérial avait fait éclater à Naples, le 23 septembre, fut réprimée par le duc de Médina-Céli, vice-roi de Philippe V (1).

(1702.) La mort de Guillaume III, survenue le 19 mars 1702, fut considérée par la cour de Louis XIV comme un événement heureux. Ce prince était âgé seulement de cinquante-

du camp près de Chiari, 2 septembre. — *Botta*, L. XXXIV, p. 236. — La Hode, L. LIV, p. 323.

(1) *Botta, Storia d'Italia*, L. XXXIV, p. 198 et p. 242. — *Muratori, ad ann.*, p. 55. — Succession d'Espagne, campagne d'Italie, p. 327 à 383. La correspondance de Villeroi donne de grands détails sur la fin de cette campagne, et les soupçons croissants qu'il concevait contre le duc de Savoie.

Digitized by Google

deux ans : dès sa naissance, il avait éprouvé dans sa principauté d'Orange les premières injustices de Louis XIV, dont il avait eu toute sa vie à combattre l'ambition et l'intolérance ; il voyait en lui l'ennemi de sa religion, de sa patrie, de la paix et de la liberté du monde. Malgré de fréquents revers, il avait grandi dans sa lutte contre le dominateur de l'Europe, et il n'apportait pas moins d'ardeur à lui disputer la succession d'Espagne, qu'il n'avait fait trente ans auparavant pour défendre contre lui les Pays-Bas. Guillaume III ne voulait pas reconnaître que pour la première fois la guerre que soutenait Louis XIV était juste ; que le dauphin était incontestablement l'héritier naturel du trône d'Espagne, que la renonciation de sa mère n'existait plus dès l'instant que le roi et la nation qui l'avaient demandée s'accordaient pour l'annuler, et que les Bourbons, en transmettant le trône d'Espagne à une branche cadette de leur famille, tout-à-fait séparée de celle qui régnerait en France, accomplissaient tout ce qu'ils devaient à l'équilibre de l'Europe. Louis, qui ne ressemblait plus au jeune ambitieux d'autrefois, et qui désirait sincèrement la paix, se flattait que la princesse Anne, qui succédait à Guillaume, n'aurait ni les mêmes ressentiments, ni la même ardeur belliqueuse, et il savait bien que sans l'aiguillon des Anglais, les Hollandais voudraient la paix, et que les Autrichiens seraient trop pauvres pour faire la guerre. Mais la nouvelle reine Anne était une femme faible et sans caractère, mariée au prince George de Danemarck, homme plus insignifiant encore. Elle se livrait toujours aveuglément à quelque confidente qui acquérait sur son esprit un absolu pouvoir. Elle était alors dominée par Sarah Jennings, femme de John Churchill, comte de Marlborough, que Guillaume III avait, dès le premier juin précédent, nommé commandant en chef de toutes ses forces dans les Provinces-Unies, et son ambassadeur auprès des états-généraux. Marlborough avait appris le grand art de la guerre sous Turenne (1668-1677), avec les troupes auxiliaires que Charles II avait fournies à la France, et il avait été le plus souvent désigné alors par le nom du bel Anglais. Il avait près de cinquante-deux ans,

Digitized by Google

quand la reine Anne le confirma dans les deux fonctions que lui avaient données son beau-frère; elle forma en même temps un ministère tout composé de ses amis et à la tête duquel elle plaça le grand trésorier lord Godolphin. Ainsi une intrigue de femmes donna à l'Angleterre son plus grand général, et la plus haute gloire militaire à laquelle elle se fût encore élevée (1).

L'accession au trône de la reine Anne fut presque immédiatement suivie par les déclarations de guerre des puissances formant la grande alliance. Elles parurent toutes le 15 mai 1702. L'empereur ne parlait point dans la sienne du traité de partage qu'il n'avait jamais voulu admettre; mais seulement de l'intrusion du duc d'Anjou dans l'héritage de Charles II, auquel il prétendait avoir droit; le testament de ce monarque étant, disait-il, l'ouvrage de quelques conseillers corrompus par la France, qui le lui avaient fait signer « lorsque, accablé de foiblesse de corps et de jugement, le roi » n'étoit plus en état de lire ou d'entendre, et beaucoup moins » de peser et examiner comme il falloit l'ample contenu » dudit testament (2). » Il déclarait avoir la ferme confiance que les électeurs, princes et États de l'empire s'uniraient à lui dans une affaire qui les regardait aussi bien que lui. La reine Anne ne parlait pas davantage dans sa déclaration de guerre, du traité de partage dont les Anglais ne voulaient plus, mais seulement « de l'intention de conserver la liberté » et la balance de l'Europe contre les injustes usurpations du » roi des Français, qui s'est saisi et retient encore en sa possession une grande partie des États de la couronne d'Espagne, » comme aussi d'y « avoir ajouté un grand affront » et une indignité envers nous et nos royaumes, en présumant » de déclarer le prétendu prince de Galles, roi d'Angleterre, » d'Écosse et d'Irlande (3). » Les seuls états-généraux repro-

(1) Biographie universelle, T. XXVII, p. 196.—*Smollet, Hist. of England.* ch. 7, T. XIV, p. 81. — Durand, Hist. d'Angleterre, T. XII. —Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 1.

(2) Lamberty, Mém. négoc., T. II. p. 114.

(3) *Ibid.*, T. II, p. 115.

Digitized by Google

chaient à Louis XIV de ne s'être pas conformé au traité de partage, « sans réfléchir le moins du monde aux prétentions » de l'empereur, si bien reconnues par ce traité (1). » Ces manifestes auraient seuls suffi à prouver que la France ne devait pas compter sur le traité de partage, abandonné par les autres parties intéressées autant que par elle-même. Le manifeste de la France en réponse à ces déclarations est du 3 juillet ; celui de l'empire contre la France seulement du 28 septembre (2).

Les hostilités avaient recommencé en Italie long-temps avant cette guerre de plume. Villeroi avait établi son quartier-général à Crémone ; mais il semblait mettre une sorte de gloriole à compter sur la terreur du nom français, sans prendre, pour se garder, aucune des précautions militaires les plus communes. Il ne faisait faire à Crémone ni ronde sur les remparts, ni patrouilles de cavalerie, ni védettes aux avant-postes. Villeroi avait été à Milan pour avoir une entrevue avec Vaudemont, mais il était rentré dans Crémone le 31 janvier, à huit heures du soir. Dans sa lettre au roi, après l'événement, il dit que pendant la nuit il demanda à plusieurs reprises s'il ne lui était point venu de nouvelles, et qu'on lui dit que non (3). Il fallait pour cela un étrange oubli de toute vigilance ; car à cette heure le prince Eugène avait passé l'Oglio à Ustiano, avec sept mille hommes, et s'avançait au travers du Crémonois, franchissant une distance de douze milles, et le prince Thomas de Vaudemont avec près de dix mille hommes était parti de Bersello pour remonter sur la rive droite du Pô, à travers l'État de Parme, et venir attaquer la tête du pont que Villeroi y avait jeté de Crémone. Un prêtre intrigant, ardent partisan des Impériaux, avait introduit dans sa maison et dans son église, par un aqueduc qui communiquait avec sa cave, cinq cents grenadiers et bon nombre de sapeurs allemands : ceux-ci s'étaient emparés de deux portes dont les gardes étaient endormis ; ils

(1) Lamberty, T. II, p. 107.
(2) *Ibid.*, p. 208 et 213.
(3) D'Inspruch, 15 février, Succession d'Espagne, T. II, p. 675.

Digitized by Google

les avaient ouvertes sans qu'aucune alarme eût été donnée dans la ville, et le prince Eugène, après avoir fait six lieues en pays ennemi, sans être aperçu par les Français, était entré dans Crémone avec sept mille hommes de troupes choisies. Tout dormait encore à l'intérieur, comme sur les murs, sauf que par un hasard heureux le marquis de Crenan, directeur de l'infanterie, avait donné l'ordre à quelques bataillons de se trouver avant le jour devant la porte du Pô, pour passer une revue. Ce ne fut qu'en arrivant à cette porte dont il leur était essentiel de s'emparer, que les Allemands trouvèrent une troupe sous les armes, et prête à leur résister. Déjà ils avaient surpris la garde de la grande place. Le maréchal de Villeroi, reveillé en sursaut à sept heures du matin par les coups de fusil qu'on tirait de toutes parts, courut vers cette place, fut atteint par un groupe d'Allemands, renversé de son cheval, assez maltraité et fait prisonnier ; les soldats français cependant s'élançant de leurs quartiers, combattaient avec fureur dans toutes les rues ; il y avait à Crémone avec le quartier-général douze bataillons et douze escadrons ; mais les chefs manquaient à ces braves soldats ; M. de Crenan avait été blessé mortellement au commencement du combat, le colonel d'Entragues et le maréchal de camp de Montgon étaient tombés après lui ; de Presle, de Montandre et une foule d'autres eurent le même sort. MM. de Revel et de Praslin, restés seuls des officiers généraux qui étaient dans la place, et M. d'Arène brigadier, manœuvrèrent avec le reste des troupes, combattirent de rue en rue, et attaquèrent les postes que les ennemis occupaient sur les places, sur les remparts et aux portes de la ville. Cependant le prince Thomas de Vaudemont avait été retardé au passage des rivières, il n'arriva qu'à deux heures en face de la tête du pont du Pô. Le pont avait été détruit par le régiment irlandais chargé de le défendre. Le marquis de Créqui s'approchait de la ville avec un corps qu'il avait rassemblé dans les cantonnements des bords de l'Oglio. Après dix heures de combat le prince Eugène fit sonner la retraite, et évacua la ville dont il s'était cru maître ; mais il emmenait avec lui le maréchal de Villeroi

Digitized by Google

et environ cinq cents prisonniers. Il en laissait à peu près autant des siens, et parmi eux le baron de Mercy. Il y avait eu de part et d'autre au moins un millier d'hommes de tués. Mais quoique le prince Eugène eût échoué dans son entreprise, elle lui fit autant d'honneur par l'habileté avec laquelle il l'avait conduite, qu'elle jeta sur Villeroi de discrédit et de ridicule. Ce fut un malheur pour la France que ce maréchal recouvrât sa liberté, à la fin d'octobre, après neuf mois de captivité à Inspruck, puis à Gratz (1).

Les courtisans étaient prêts à accabler Villeroi de leurs sarcasmes, Louis XIV ne le permit pas; il prit sa défense en ami. Il choisit le duc de Vendôme pour aller le remplacer, et celui-ci partant avec la plus grande diligence, arriva dès le 18 février à Milan : en même temps des renforts étaient envoyés à l'armée d'Italie, et par mer à Finale, et à travers les États de Savoie. Les soldats cependant n'arrivaient qu'épuisés de fatigue, et souvent de maladie; il fallait du temps pour les rétablir, il en fallait pour accoutumer aux armes de nouvelles levées, car sur les renforts venus de France on comptait dix-huit mille recrues. Pendant ce temps le comte de Tessé qui tenait dans Mantoue avec une nombreuse garnison, pressait pour qu'on vînt le dégager. Les soldats avaient de quoi vivre, mais une population de trente mille habitants souffrait de grandes privations. Vendôme reconnut l'impossibilité de la secourir avant le commencement de mai. Auparavant il essaya de surprendre les quartiers qu'Eugène avait répandus dans le Parmesan pour y conserver les vivres, et ayant ainsi attiré son attention au midi et à la droite du Pô, il put gagner sur lui quelques marches en se reportant rapidement au nord, passer l'Oglio à Pontevico, puis le Méla, et débloquer enfin Mantoue, avant que les Autrichiens y fussent arrivés. Il avait alors l'avantage du nombre sur le prince Eugène, et l'on commençait à croire qu'il allait l'at-

(1) Succession d'Espagne, T. II, campagne d'Italie, p. 153 et correspondances aux pièces justificatives, p. 458-688. — *Carlo Botta*, L. XXXIV, p. 244-256. — *Muratori*, *ad ann.*, p. 60. — Mém. de Feuquières, T. III, p. 18-33. — La Hode, L. LV, p. 338. — Saint-Simon, T. III, ch. 22, p. 270.

Digitized by Google

taquer et le forcer à rentrer dans les montagnes du Tyrol. Mais Louis XIV avait alors envoyé son petit-fils Philippe V en Italie ; il voulait lui donner la réputation d'un général heureux. et Vendôme l'attendit avant d'engager aucune action décisive (1).

On avait annoncé à Louis XIV que les manières de Philippe V avaient gagné les cœurs des Espagnols, et que c'était en se faisant connaître qu'il s'était attaché la nation et qu'il s'était affermi sur le trône ; Louis compta que son petit-fils n'aurait pas moins de succès en Italie. Philippe V se rendit en effet par mer à Naples, où il arriva le jour même de Pâques, 16 avril 1702. Sa belle figure, ses manières gracieuses et obligeantes, les distinctions, les faveurs qu'il accorda à tous ceux qui l'approchèrent, parurent avoir gagné la noblesse et le peuple, si l'on en juge du moins par les acclamations, les fêtes, les discours qui lui furent adressés. On aurait pu croire d'ailleurs que ce pays qui depuis deux siècles n'avait point vu ses souverains, serait peu attaché à la maison d'Autriche qui l'avait toujours mal gouverné. Les faits ne répondirent point à ces espérances, et Philippe V fut à peine reparti de Naples, le 2 juin, que le parti autrichien recommença à conspirer contre lui. Le vaisseau qui le portait vint prendre terre à Livourne, puis à Gênes ; mais Philippe ne voulut point descendre sur le rivage. L'idée dont il s'était le plus pénétré à la cour de son aïeul était celle de l'importance de l'étiquette, et la distance qu'il fallait faire observer entre un roi d'Espagne et tous les autres souverains. Il déclara qu'il ne donnerait point la main droite au grand-duc ; quelque dispute du même genre l'empêcha aussi de voir le doge à Gênes : il vint donc débarquer à Finale, port de Ligurie qui lui appartenait, et traversant le Piémont pour se rendre à Milan, il rencontra son beau-père le duc de Savoie, à Acqui. Jamais il n'avait été plus important de ménager ce prince belliqueux, dont les troupes venaient de rejoindre celles de Vendôme, et dont les

(1) Succession d'Espagne, T. II, campagne d'Italie, p. 172.—Mém. de Tessé, T. I, journal du blocus de Mantoue, p. 230-323. — *Botta*, L. XXXIV, p. 260.

Digitized by Google

États coupaient la communication de l'armée française avec la France. Mais il y avait aux yeux de Philippe et de ses conseillers français et espagnols un point plus important que la sûreté de l'armée, c'était la dignité d'une couronne qui ne pouvait se comparer à celle des ducs. Philippe V refusa à son beau-père la main droite, il ne voulut point qu'on lui donnât un fauteuil ; Victor-Amédée fut blessé ; et comme il était déjà assez mal disposé pour la maison de Bourbon, comme il craignait les entraves dans lesquelles elle le tiendrait, si elle demeurait maîtresse du Milanais, ce fut probablement alors qu'il se détermina à entrer avec les ennemis de la France dans une correspondance secrète dont les généraux français, toujours fort exigeants, et fort indifférents sur les intérêts de leurs alliés, le soupçonnaient depuis long-temps (1).

Après avoir passé du 18 juin au 1er juillet à Milan, pour travailler, comme il avait fait à Naples, à se concilier la noblesse et le peuple, Philippe vint rejoindre le duc de Vendôme dans l'État de Mantoue. Il prit part dès lors aux opérations de la campagne, qui, à tout prendre, fut couronnée par le succès, quoique sa présence fût souvent une gêne pour Vendôme, qui avait ordre de ne jamais se séparer de lui. Le 26 juillet ce général surprit, à Santa-Vittoria, sur le Crostolo, un corps de trois ou quatre mille cuirassiers allemands, qu'il tailla en pièces. A son tour il fut surpris, le 15 août, près de Luzzara, par le prince Eugène, au milieu des canaux et des digues qui coupent toutes les campagnes dans cette partie basse de la Lombardie. Toutefois il avait eu le temps de se mettre en bataille avant d'être attaqué ; il ne restait plus que trois heures de jour quand l'action s'engagea : elle fut très vive ; chaque armée y perdit plus de trois mille hommes ; toutes deux s'attribuèrent l'avantage, toutes deux évitèrent de renouveler le combat le lendemain. Le général français cependant profita de la bataille de Luzzara comme s'il l'avait décidément gagnée (2). Pendant le reste de la cam-

(1) *Carlo Botta*, L. XXXIV, p. 258 et p. 263.—Saint-Simon, T. III, ch. 26. p. 309.

(2) *Botta*, p. 265-268. — *Muratori*, *ad ann.*, p. 63. — La Hode, L. LV,

Digitized by Google

pagne il n'y eut plus entre les deux armées que des escarmouches de peu d'importance; mais les Français passèrent au midi du Pô, s'emparèrent de tout le Modénois, et contraignirent le duc Renaud d'Este à aller chercher un refuge à Bologne. Ils recouvrèrent aussi Guastalla, ainsi que plusieurs petites places du duché de Mantoue. Toutefois le but principal que se proposait Vendôme était de faire abandonner la forte position qu'occupait le prince Eugène le long du Pô, entre Governolo et Borgoforte, dans le Serraglio de Mantoue : il n'y réussit que dans les derniers jours de l'année. Les deux armées étaient en présence; elles se canonnaient chaque jour; leurs approvisionnements présentaient des difficultés inouïes; elles souffraient en même temps et du manque de vivres et des maladies dans ce pays malsain. Les Français eurent quelquefois jusqu'à dix mille malades dans les hôpitaux; le prince Eugène perdait jusqu'à trois et quatre cents chevaux par jour. L'air était empesté par les cadavres dont toute la campagne était couverte, et les deux armées furent plus ruinées par cette lutte obstinée qu'elles ne l'auraient été par la plus sanglante bataille. Vendôme eut enfin la gloire de faire évacuer par l'ennemi, à la fin de décembre, cette île entourée de rivières qu'on nomme le Serraglio de Mantoue; mais le prince Eugène eut celle de s'y être maintenu neuf mois, avec des forces très inférieures, et d'avoir fait périr plus de Français par la maladie qu'il n'aurait jamais pu en détruire par le fer (1).

Le roi d'Espagne n'était pas resté à l'armée que les maladies avaient si cruellement éprouvée; il l'avait quittée le 2 octobre, sur la nouvelle que les Anglais et les Hollandais avaient fait une descente à Cadix. Louis XIV avait jugé que son petit-fils devait, avant tout, songer à défendre l'Espagne. Après un séjour de quelques semaines à Milan, il s'embarqua,

p. 357. — Lettre de M. de Vendôme au roi, de Castelnovo. 27 juillet, p. 236, et du roi d'Espagne, p. 239. — Succession d'Espagne, p. 248. — Feuquières, T. III, p. 336, dont la relation suivie par les autres historiens n'est pas d'accord avec les pièces officielles.

(1) Campagne d'Italie, Succession d'Espagne, T. II, p. 248 à 281.



Digitized by Google

le 6 novembre, à Gênes, pour retourner en Catalogne. Pendant qu'il était à l'armée, Louis XIV avait ordonné que six officiers français d'une valeur éprouvée ne le perdissent jamais de vue. Il croyait la cour de Vienne peu scrupuleuse sur les moyens de se défaire de quiconque gênait son ambition (1) ; il voyait dans le prince Eugène le fils d'Olimpia Mancini, bannie du royaume pour des tentatives d'empoisonnement. et il avait reçu des avis d'un projet d'assassinat sur son petit-fils. Le prince Eugène fut averti de ces précautions et de ces soupçons, et il écrivit, par un trompette : « L'on fait savoir » à M. le duc de Vendôme, que le prince Eugène n'a jamais » été un assassin, et qu'il n'y a aucune raison qui pût l'obliger » à une aussi infâme action, outre qu'il sert un maître qui » n'a jamais employé de pareils moyens et qui est incapable » de les commander (2). »

Cette campagne d'Italie avait exigé de la part de la France des sacrifices prodigieux et d'hommes et d'argent, car elle se trouvait chargée de tout : l'Espagne ne lui fournissait qu'une poignée de soldats, le duc de Savoie ne prêtait les siens qu'à regret, le duc de Mantoue était ruiné par la guerre ; il avait aussi fallu envoyer quelques régiments à Naples, et l'armée, au lieu de défendre les fortes frontières de France, devait se disséminer sur l'immense étendue des possessions d'Espagne. Les mêmes désavantages se présentèrent sur la frontière du Nord, pour la défense des Pays-Bas espagnols et de l'électeur de Cologne, évêque de Liége, alliés plus à charge qu'utiles. Aussi Louis XIV avait-il senti la nécessité de faire les plus grands efforts. Dès le mois de janvier, et avant que la guerre lui fût déclarée, il avait ordonné la levée de cent nouveaux régiments d'infanterie ; il avait fait en même temps une très nombreuse promotion d'officiers généraux : il avait destiné le

(1) Mém. de M. de Chamlay qui recommande de veiller autour du roi d'Espagne « contre les introductions de gens déguisés que le prince Eugène et le » conseil de Vienne qui pratiquent ces sortes d'entreprises, pourroient faire. » Succession d'Espagne, T. II, p. 710.

(2) Mém. de Tessé, T. I, p. 332. — *Carlo Botta, Storia d'Italia*, L. XXXIV, p. 236.

Digitized by Google

maréchal de Boufflers à commander l'armée de Flandre sous l'autorité nominale du duc de Bourgogne ; Catinat avait été envoyé en Alsace pour défendre le Rhin (1).

Mais Louis, qui désirait si vivement éviter la guerre avec les Anglais et les Hollandais, avait défendu à ses généraux de commencer les hostilités. Comme les villes de l'électeur de Cologne sur le bas Rhin étaient assez compromises, Louis y envoya des garnisons. Toutefois ce ne fut pas en son nom, ce fut comme auxiliaire du cercle de Bourgogne, dont le roi d'Espagne était membre, ce qui lui donnait droit d'intervenir dans les affaires de l'empire. Ce fut aussi au nom de l'électeur Palatin qu'une de ces places, Kayserwerth, sur le bas Rhin, fut attaquée par les alliés avant la déclaration de guerre. Le marquis de Blainville, qui y commandait six bataillons, s'y défendit vaillamment, depuis le commencement de mars jusqu'au 15 juin, qu'il fut contraint à capituler (2).

Il était étrange que le maréchal de Boufflers et le duc de Bourgogne eussent laissé prendre une place si importante et si obstinément défendue, sans faire quelque grand effort pour la secourir ; l'armée des alliés était déjà de cent quinze mille hommes, mais elle n'était point encore sous les ordres de Marlborough, qui vint seulement au commencement de juillet en prendre le commandement ; elle n'était pas non plus réunie en un seul corps ; le comte d'Athlone était à la tête du plus considérable ; Coehorn en commandait un autre avec lequel il pénétra dans la Flandre maritime, forçant les lignes des Français. C'est aux militaires seuls à juger des fautes des généraux ; mais en parcourant la correspondance de Boufflers avec Louis XIV, on croirait reconnaître les glaces de l'âge dans tous ceux que le grand roi charge d'exécuter ses volontés. Pour lui, son activité est toujours prodigieuse, il connaît toutes les positions et tous les corps ; il dirige, trop sans doute, toutes les opérations ; on admire comment sa tête pouvait suffire à la correspondance avec toutes ses armées à

(1) Mém. militaires sur la Succession d'Espagne, T. II, p. 1.

(2) Succession d'Espagne, campagne de Flandre, 1702, p. 11. — La Hode, L. LV, p. 346-348.



Digitized by Google

la fois; les généraux, au contraire, semblent trouver des obstacles à tout; les vivres ne sont jamais prêts, les convois sont toujours retardés, les divisions françaises sont toujours inférieures en force à celles qui leur sont opposées; et l'on est amené à conclure seulement qu'il y a toujours de fort bonnes raisons pour que l'on doive manquer de succès (1).

Boufflers, le 27 avril, laissa échapper une belle occasion de détruire un corps hollandais du comte de Tilly, qui était campé à Harsten. Il dirigea sa marche avec beaucoup d'habileté et de précision, il arriva jusqu'en vue de l'ennemi; mais jugeant alors qu'il ne lui restait pas assez de jour pour combattre, il différa l'attaque jusqu'au lendemain; pendant la nuit Tilly s'était mis en sûreté. La même faute fut répétée le 11 juin avec des circonstances plus graves encore. Boufflers, qui depuis le 3 mai avait été rejoint par le duc de Bourgogne, disposa tout pour surprendre le comte d'Athlone à Blurembeck, près de Clèves; Athlone n'avait avec lui que vingt-cinq mille hommes : Boufflers s'avançait avec des forces supérieures, et il faisait en même temps converger deux corps d'armée sous les ordres du comte de Tallard et du marquis de Caraman, qui devaient couper toute retraite à l'ennemi. Mais, au moment décisif, ces trois corps ralentirent leur marche, et laissèrent échapper Athlone, qu'ils poursuivirent jusque sur les glacis de Nimègue (2).

A peu près au moment où Marlborough vint prendre le commandement de l'armée des alliés, Louis XIV écrivit à Boufflers pour lui ordonner de détacher de son armée douze bataillons et seize escadrons pour renforcer l'armée d'Allemagne; le prince de Bade à la tête des alliés faisait alors le siége de Landau, et Catinat avait écrit au Roi qu'à moins de recevoir trente bataillons et quarante escadrons de renfort, il lui serait impossible de sauver cette place. Déjà le malheureux monarque se sentait menacé sur tous les points, et ne

(1) Mém. militaires de la Succession d'Espagne, T. II, Camp. de Flandre, p. 1-130.—Pièces justificat., p. 455-652.

(2) Succession d'Espagne, Tome II, pages 23 et 47. — La Hode, Livre LV, page 352.

Digitized by Google

pouvait opposer partout que des forces insuffisantes (1). Dès lors Boufflers fut obligé de se tenir sur la défensive, et le duc de Bourgogne retourna à Versailles au commencement de septembre pour que son nom ne fût pas associé à des revers qui paraissaient inévitables. Les deux armées s'étaient trouvées en présence le 23 août, mais les Français avaient évité la bataille. Marlborough ne pouvant les déterminer à combattre, attaqua leurs places fortes. Il assiégea d'abord Venloo, qu'il prit en quinze jours, puis Stephanswerth et Ruremonde, qu'il prit également. Il prit ensuite Liége, tandis que l'armée française, retranchée à Tongres, n'osait faire aucun mouvement pour secourir ces diverses places. Avant la fin de la campagne, Marlborough s'était rendu maître de tout l'évêché de Liége, de tout l'électorat de Cologne, à la réserve de Bonn, de toute la Gueldre et du duché de Limbourg. La nouvelle de ces succès portée à Londres, y fut reçue avec les plus vives démonstrations de joie. La reine accorda à Marlborough le titre de duc, avec une pension de 5,000 livres sterling, et la Chambre des Communes lui vota des remerciements (2).

Le maréchal de Catinat avait été choisi par le roi pour commander l'armée du Rhin, mais c'était avec la confiance qu'il n'y aurait point d'action importante sur cette frontière ; les échecs éprouvés l'année précédente en Italie avaient effacé dans l'esprit de Louis XIV le souvenir des succès du vain queur de Staffarde et de la Marsaglia ; il lui annonça qu'il ne lui donnait que quarante-cinq bataillons et soixante-huit escadrons. Lorsque Catinat arriva le 27 avril à Strasbourg, il s'en fallut de beaucoup qu'il trouvât en Alsace les troupes qu'on lui avait promises ; une partie de celles qui lui étaient destinées était encore à l'autre extrémité du royaume, le reste était distribué dans les garnisons de l'Alsace ; on travaillait à mettre en état de défense les fortifications de New-Brisach ; Landau était déjà investi par le prince de Bade avec une armée puissante que les cercles avaient fournie, que l'An-

(1) Lettre du roi, du 30 juin 1702, Succession d'Espagne, p. 65.

(2) La Hode, L. LV, p. 354. — Succession d'Espagne, T. II, p. 98, 110, 115, 121.

gleterre entretenait par ses subsides. Le fils aîné de l'empereur Joseph, qui venait d'être nommé roi des Romains, arrivait pour en prendre le commandement. L'obstination de Louis et de Chamillart, à croire que cette frontière n'était point menacée, présageait pour Catinat de nouveaux revers (1).

En effet, jamais homme ne souffrit comme dut faire Catinat pendant toute cette campagne. Sa correspondance avec le roi et avec Chamillart laisse une impression de profonde tristesse. Il se plaint que tout lui manque, et on lui répond toujours qu'il a surabondance de tout ; on lui compte, comme s'il les avait reçus, l'argent qu'on doit lui envoyer, les convois qu'on lui destine et qui n'arrivent point, les régiments qu'on lui fait espérer et qui n'existent même pas, tandis qu'on ne veut admettre aucun des états qu'il donne de la force des ennemis ; qu'on le presse de les attaquer, encore qu'il se sente à leur égard dans une effrayante infériorité : qu'on lui ordonne de se fortifier à Haguenau, de défendre des lignes à former, tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre des petites rivières qui traversent l'Alsace, et qu'il est réduit au contraire à déclarer formellement qu'il ne peut obéir ; qu'il recule en effet. pendant que le roi lui ordonne ou de s'arrêter ou d'avancer. La garnison de Landau cependant se défendait avec une grande bravoure. M. de Mélac qui la commandait, quoiqu'il se vît abandonné, ne se décourageait point ; il disputait le terrain pied à pied contre l'armée impériale. Le roi des Romains, Joseph, y vint le 27 juillet joindre le prince de Bade, et depuis son arrivée les opérations des Allemands redoublèrent d'activité. Enfin, la place étant entièrement ouverte, et pouvant être emportée à la première attaque, M. de Mélac fut réduit à capituler le 9 septembre ; c'était le quatre-vingt-unième jour depuis la tranchée ouverte, et le cent quarantième depuis le commencement du blocus. Landau fut occupé par le prince de Bade le 12 septembre (2).

Quoique l'armée impériale eût beaucoup souffert pendant

(1) Succession d'Espagne, T. II, p. 283-297.

(2) Succession d'Espagne, campagne d'Allemagne, T. II, p. 297-339, et pièces relatives à la camp. d'Allemagne. *Ib.*, p. 755-821.

Digitized by Google

un si long siége, et qu'elle demeurât fort affaiblie, Catinat, qui n'avait pas à moitié près autant de monde que le roi des Romains et le prince de Bade, et qui était encore obligé d'en disséminer une grande partie dans des places de guerre qui toutes étaient exposées, ne se sentait pas en état de défendre l'Alsace. Le roi lui représentait l'extrême importance de conserver cette province, et lui recommandait de prendre des positions le long des montagnes, comme avait fait Turenne; Catinat au contraire avait retiré son armée sous les murs de Strasbourg, et s'attachait à ôter aux alliés la navigation du Rhin pour leurs convois. Sur ces entrefaites il reçut du roi l'ordre de détacher de son armée jusqu'à quarante bataillons et cinquante escadrons sous les ordres du marquis de Villars, pour passer sur la droite du Rhin, franchir les défilés de la forêt Noire, et aller joindre l'électeur de Bavière, qui à cette époque devait commencer la guerre, en s'emparant de la ville d'Ulm. Catinat voyait avec effroi non seulement l'Alsace, mais les trois évêchés de la Lorraine sacrifiés pour cette expédition aventureuse; et l'armée qui tenterait de passer en Bavière lui paraissait en même temps fort compromise. Mais Louis avait une grande confiance dans la puissante diversion que l'électeur de Bavière promettait de faire; de ses États il pouvait menacer à son choix l'Autriche, la Bohème, la Hongrie, le Tyrol et le Palatinat. Toutes ces contrées étaient dégarnies de troupes, et Louis se flattait que l'empereur troublé dans ses foyers, rappellerait son armée; que l'empire se refuserait à attirer dans son sein une guerre à laquelle il n'avait aucun intérêt (1).

Villars avec beaucoup plus de talent que Villeroi avait cependant beaucoup de sa jactance fanfaronne; et il paraît que par ce défaut tous deux plaisaient au roi: tous deux relevaient ses espérances au temps où les obstacles se présentaient partout, où les revers menaçaient de tous côtés l'avenir. Catinat au contraire qui était doué d'autant de vertus que de talents

(1) Lettre du roi à Catinat, du 30 août 1702, p. 367. — Mém. du mar. de Villars, par Anquetil, T. LXIX, p. 18.

Digitized by Google

pour la guerre, avait quelque chose de sec dans le commandement, de positif et d'opiniâtre dans la discussion, qui ne plaisait ni aux subalternes ni au roi, et toute sa correspondance dans la guerre actuelle avait été empreinte de tant de tristesse, que Louis confondait en quelque sorte sa personne avec les dangers qu'il annonçait. Louis XIV le laissa dans l'inaction pendant le reste de la campagne, puis le rappela à la cour, au milieu de novembre, comme n'ayant plus en Alsace un commandement digne de lui. Ce fut le terme de sa carrière militaire; Catinat se retira à sa terre de Saint-Gratien, où il mourut le 12 février 1712, chéri des paysans qu'il aimait et qu'il protégeait, et entouré d'une considération et d'un respect qui n'ont dès lors cessé de s'accroître (1).

Villars cependant avait de son côté beaucoup d'inquiétude sur l'expédition qu'il avait sollicitée et dont il était chargé. Il connaissait l'électeur de Bavière pour un homme léger et inconséquent ; le parti même que cet électeur prenait en ce moment d'attirer sur un pays ouvert comme le sien toutes les forces de l'empereur et de l'empire, annonçait de sa part peu de jugement. Villars savait qu'il lui était à peu près impossible de traverser les défilés de la forêt Noire, à moins que l'électeur ne vînt en même temps les attaquer à revers. Mais les communications rares et difficiles qu'il avait avec ce prince lui apprenaient qu'au lieu de s'approcher il s'éloignait. Après avoir surpris Ulm, il avait attaqué Memmingen, puis Kempten, cherchant des succès faciles et des villes à rançonner, mais à une distance du Rhin toujours plus grande (2). Villars n'était point sûr que ce prince ne traitât pas tout à coup avec l'empereur, et qu'après avoir attiré si loin une armée française, il ne l'abandonnât pas, coupée de sa ligne d'opération, sans ressources et obligée de capituler. Ce ne furent pas là les prévisions qui se vérifièrent ; mais la marche d'une armée française en Allemagne pour opérer de concert avec un prince imprudent, n'en amena pas moins les plus tristes résultats.

(1) Succession d'Espagne, T. II, p. 424. — Mém. de Catinat, T. III, p. 293-322.

(2) Succession d'Espagne, campagne d'Allemagne, p. 395.

Digitized by Google

Cependant le mouvement de l'armée d'expédition de Villars, au travers de l'Alsace, pour chercher plus près du Haut-Rhin un point où il pût le franchir, délivra la basse Alsace de l'invasion que Catinat avait redoutée : dès que les troupes allemandes se furent un peu remises des fatigues du siége de Landau, le prince de Bade les mena le long de la rive droite du Rhin pour fermer le passage à l'armée française. C'était près de Huningue que Villars avait compté passer le fleuve, et déjà il avait écrit à Louis XIV qu'en violant la neutralité suisse, il se croyait assuré de surprendre le prince de Bade, et de le défaire (1). Heureusement pour le maintien du droit des gens, heureusement aussi pour la France qui avait déjà bien assez d'ennemis, il se présenta à Villars une autre occasion qu'il saisit avec beaucoup d'activité et de talent. Il surprit la petite ville de Neubourg, sur la droite du Rhin, à cinq ou six lieues plus bas que Bâle : il la fit aussitôt fortifier avec soin, et y établit un pont ; en même temps il avait transporté son armée à la droite du Rhin, par un autre pont qu'il avait sous Huningue ; au moment où il vit le prince de Bade se mettre en mouvement pour marcher sur Neubourg, il tomba sur lui à Friedlingen, le 14 octobre, avec tant de vigueur qu'il le mit dans une déroute complète où plus de trois mille hommes restèrent hors de combat, il lui prit trente étendards, beaucoup de canons et beaucoup de munitions. Ce succès dû à la valeur française était d'autant plus glorieux que les forces de Villars étaient fort inférieures à celles de son ennemi, surtout en cavalerie. Il n'avait que trente-quatre escadrons contre cinquante-six. S'il avait pu poursuivre sa victoire il aurait presque anéanti l'armée de l'empire. Mais c'était le moment où il croyait l'électeur de Bavière prêt à venir au-devant de lui, dans la forêt Noire ; il sacrifia tout pour l'attendre. Le prince ne vint point, et bientôt après l'armée fut mise en quartiers d'hiver (2).

La victoire de Villars à Friedlingen, remportée dans un

(1) Lettre de Villars à Chamillart, Huningue, 11 octobre 1702, p. 400.

(2) Lettre de Villars au roi, de Friedlingen, 15 octobre, p. 409.—La Hode, L. LV, p. 365.—Mém. du mar. de Villars, T. LXIX, p. 22.

Digitized by Google

temps où les victoires commençaient à devenir rares, fut récompensée par le bâton de maréchal de France. Dans le même temps le comte de Tallard, détaché de l'armée de Flandre avec douze mille hommes, s'était porté sur la Moselle. Il était entré dans Trèves le 25 octobre; il avait ensuite assiégé et pris le château de Traerbach, qui couvrait Trèves, le Luxembourg et le pays Messin; puis, le 3 décembre, il était entré dans Nancy, et en avait fait relever à la hâte les fortifications. Pendant toute la campagne qui finissait, les généraux commandant en Alsace s'étaient plaints que l'indépendance de la Lorraine compromettait leur position. Le duc et la duchesse de Lorraine qui voyaient violer leur neutralité sans avoir provoqué cette rigueur en aucune manière, se retirèrent à Lunéville (1).

Pendant cette même campagne où la guerre était déjà allumée en tant de lieux divers, les flottes combinées de l'Angleterre et de la Hollande avaient attaqué l'Espagne pour profiter de l'absence de Philippe V, alors en Italie. Soixante-dix vaisseaux de ligne, vingt frégates et cinquante-sept vaisseaux de transport, avec douze ou quatorze mille hommes de débarquement commandés par le duc d'Ormond, étaient partis le 9 juillet de Portsmouth, sous les ordres de l'amiral sir Georges Rooke. Le but de l'expédition était de s'emparer de Cadix. Le prince de Darmstadt, ancien vice-roi de Catalogne, était monté sur la flotte. Il se disait sûr de ranimer le parti autrichien en Espagne, il nommait les grands qu'il prétendait lui être dévoués; d'ailleurs il assurait que toute l'Espagne ne comptait pas tant de soldats qu'Ormond en avait sous ses ordres. En effet la garnison de Cadix, lorsque les Anglais arrivèrent, le 23 août, en vue de cette ville, ne montait qu'à trois cents hommes, et le marquis de Villa-d'Arias, capitaine général d'Andalousie, qui avait la charge de défendre les côtes de cette province, n'avait sous ses ordres que cent cinquante soldats vétérans et trente cavaliers, et il ne se trouvait dans les magasins ni munitions ni

(1) La Hode, L. LV, p. 368, Succession d'Espagne, p. 124.

Digitized by Google

fusils à distribuer aux milices. Mais au milieu de la décadence de son pays Villa-d'Arias brillait par la plus indomptable énergie, et le sentiment d'honneur le plus exalté. Les Espagnols avaient accepté le testament de Charles II, ils avaient accepté Philippe pour leur roi; ils avaient horreur du partage de la monarchie, ils regardaient comme une ignominie l'obligation où l'on voulait les mettre de recevoir un roi de la main des étrangers et des hérétiques; toute la population de l'Andalousie était unanime pour se défendre: elle s'arma à ses frais, et se montra toujours menaçante, quoique de loin; car il n'y avait pas moyen pour elle d'engager de combat; les Anglais, qui répandaient partout des proclamations, ne purent pas trouver un traître dans la province. Ils débarquèrent à Rota et à Port-Sainte-Marie, villes non fortifiées, mais dont tous les habitants s'enfuyaient à leur approche; et là, en pillant les églises, en profanant tous les objets de la vénération publique, ils redoublèrent l'aversion qu'ils inspiraient déjà aux Espagnols. Ils essayèrent ensuite, mais vainement, de se rendre maîtres des deux forts de Matagorda et du Puntal, ils essayèrent aussi de rompre la chaîne qui fermait le port de Cadix; mais partout repoussés, découragés par l'unanimité des Espagnols, inquiets aussi de l'approche de la saison des tempêtes, dans une mer si dangereuse, ils renoncèrent à leur entreprise, et s'éloignèrent, le 12 septembre, des côtes de l'Andalousie (1).

Un autre motif agissait encore sur les marins anglais: au lieu de s'acharner contre les murailles de Cadix, ils auraient voulu rencontrer en mer les galions d'Espagne, chargés de l'or et des riches marchandises de l'Amérique. Ces galions auraient dû être déjà arrivés: mais le marquis de Château-Renaud avait été envoyé au-devant d'eux jusqu'à la Havane avec vingt-trois vaisseaux de guerre français, pour les escorter, et les prévenir de la présence des Anglais. Il voulait les mettre en sûreté dans quelque port de France; la jalousie

(1) *San Phelipe, Comentarios, ano de* 1702, T. I, p. 76-80. — *Lord Mahon, War of the succession in Spain*, ch. 2, p. 54. — Coxe, Hist. d'Espagne sous les Bourbons, ch. 7, p. 284. — La Hode, L. LV, p. 359.

Digitized by Google

des Espagnols s'y opposa. Il fut réduit à les conduire à Vigo, mauvais port de Galice, où il ne pouvait répondre de les défendre. Il pressa les Espagnols de mettre du moins promptement à terre leur cargaison; mais c'était violer les priviléges du port de Cadix auquel appartenait le monopole du commerce de l'Amérique. Il fallut recourir au conseil des Indes ; celui-ce prit un mois pour délibérer, et avant qu'autre chose que les lingots eût été débarqué à Vigo, la flotte anglaise, avertie du refuge qu'avaient cherché les galions, se présenta devant Vigo le 22 octobre, et secondée par un vent favorable, força l'estacade. Le duc d'Ormond avait été mis à terre avec quatre mille Anglais. Château-Renaud leur opposa une vigoureuse résistance ; mais attaqué en même temps et de la flotte anglaise et du rivage, il n'eut d'autre ressource que de brûler lui-même ses vaisseaux. Pendant la durée de la guerre de la succession, la marine française ne se releva point de ce désastre. Quant aux galions, une grande partie de leur chargement appartenait à des marchands anglais et hollandais, en sorte que les vainqueurs eurent autant à s'affliger que les vaincus de la destruction de tant de richesses (1).

(1703.) Quelques succès obtenus dans la campagne de 1702, la bataille de Luzzara, près du Pô, et celle de Friedlingen, près du Rhin, avaient suffi pour persuader aux soldats et au peuple que la fortune n'abandonnait point les armes de France, et pour encourager à redoubler d'efforts, à se résigner aux sacrifices toujours plus pénibles qu'exigeait cette terrible lutte. Louis XIV ne s'y méprenait pas cependant ; il voyait bien qu'il était affaibli par l'alliance de l'Espagne qui ne lui fournissait presque ni argent ni soldats, et qui lui donnait d'immenses contrées à défendre. Sa correspondance avec ses généraux les lui faisait voir partout également épuisés, par le nombre de forteresses qu'ils avaient à garnir, trop faibles pour tenir tête aux adversaires qui leur étaient oppo-

(1) *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 84-86.—*Lord Mahon*, ch. 2, p. 60. —Coxe, ch. 7, p. 287.—La Hode. L. LV, p. 362.

Digitized by Google

sés, trop pauvres pour n'être pas gênés dans tous leurs mouvements par la pénurie des munitions, le retard du pain pour les soldats, le manque de fourrage pour les chevaux. Dans l'hiver, de nouveaux embarras, de nouvelles inquiétudes se manifestèrent. Il vit bien que deux des alliés, dont l'appui lui importait le plus, allaient lui échapper, et en effet, le 5 janvier 1703, le duc de Savoie conclut secrètement un traité offensif et défensif avec l'empereur, qui n'allait à rien moins qu'à détrôner sa propre fille, et, le 16 mai, le roi de Portugal abandonna son alliance avec les Bourbons pour entrer dans la ligue de leurs ennemis. Ces désertions, qui n'étaient pas encore avouées, étaient la conséquence de la condition opposée des deux prétendants au trône d'Espagne. Louis l'avait accepté pour son petit-fils, sous la stipulation expresse de maintenir l'intégrité de l'héritage de Charles II. Léopold, que la nation repoussait, ne croyait rien lui devoir, et il était prêt à acheter des alliés par le sacrifice de quelques lambeaux de cet héritage qu'il ne tenait point encore. C'était ainsi qu'il avait séduit Victor-Amédée, en lui promettant le Montferrat à prendre sur le duc de Mantoue, et divers districts à détacher du Milanais. De même, il promettait à don Pedro de Portugal divers territoires de l'Estramadure et de la Galice, et la province de Rio de la Plata, en Amérique (1). Ainsi la campagne nouvelle s'annonçait pour Louis XIV d'une manière toujours plus alarmante. C'était à lui à tout faire; il avait accoutumé ses ministres à n'être que des commis obéissants: il voyait tout, dirigeait tout, et le poids immense des affaires, dans cette lutte gigantesque, reposait sur sa seule tête. Chamillart, qui sous ses ordres réunissait les deux ministères les plus importants, lui demanda grâce, et fut soulagé d'une moitié de son fardeau; il demeura chargé de la guerre, et un neveu de Colbert par les femmes, nommé Desmarets, précédemment employé, puis renvoyé avec affront à la mort de Colbert, quoique homme de talent et d'un caractère honorable, fut chargé des finances avec le titre de directeur, sous Chamillart qui le protégeait. Mais

(1) La Hode, L. LVI, p. 373-375. — Succession d'Espagne, T. III, p. 1.

Digitized by Google

dans un pays ruiné, au milieu des désastres de la guerre, lorsqu'il fallait entretenir partout des armées, ni les talents. ni les vertus ne suffisaient plus pour remettre quelque ordre dans les finances (1).

Ce n'était pas la France seule que Louis était appelé à gouverner, il devait de même décider les affaires de toute la vaste monarchie espagnole; il le devait, non point à l'aide des hommes d'État et des conseils de ce pays, mais malgré eux, car il avait trouvé l'incapacité ou la dissolution dans toutes les parties de ce gouvernement ; il avait besoin de lui faire créer de nouveau des finances, une marine et une armée, de regarnir ses places fortes et remplir ses arsenaux d'artillerie et de munitions, de rendre enfin à tous les royaumes d'Espagne des moyens d'existence et de défense. Mais l'orgueil espagnol se refusait à tout changement ; les grands, qui avaient donné la couronne à Philippe V, ne se croyaient pas faits pour obéir. Ce jeune prince, timide, silencieux, défiant, mélancolique, n'était rien encore par lui-même et ne devait jamais rien devenir. Sa femme n'était elle-même qu'une enfant, gentille, mais capricieuse. M^me^ des Ursins, sa camarera-mayor, qui dominait absolument l'esprit de la reine et du roi, avait beaucoup d'esprit et de talent ; mais sans cesser d'être femme. Elle s'ennuyait des Espagnoles, elle détestait leurs usages, elle couvrait leurs manières de ridicule ; elle avait communiqué à la reine toutes ses préventions, et ne l'entourait que de Françaises ; en sorte que le pouvoir politique de l'Espagne avait passé des conseils d'État dans le boudoir, et que le trésor de Louis XIV n'était pas moins dissipé par les intrigues de la cour de Madrid que par les embarras d'une guerre ruineuse.

C'était en Allemagne et en Italie que le roi voulait, dans la campagne de 1703, faire les plus grands efforts. Il avait continué à Vendôme le commandement de l'armée d'Italie, à Villars celui de l'armée d'Allemagne ; mais il chargeait celui-ci de se mettre en communication avec l'électeur de Ba-

(1) La Hode, L. LVI, p. 377. — Saint-Simon, T. IV, p. 75-76.

Digitized by Google

vière pour transporter la guerre sur le Danube, et il comptait reformer une nouvelle armée sur le Rhin, sous le duc de Bourgogne que dirigerait le maréchal de Tallard. Il destinait le maréchal de Villeroi à commander en chef dans les Pays-Bas, et le maréchal de Boufflers à le seconder ; comptant sur les lignes déjà construites dans ce pays et sur ses nombreuses places fortes, il demandait à ces deux généraux de se renfermer dans la défensive la plus précautionneuse.

Le maréchal de Villars fut le premier des généraux français à entrer en campagne : Louis XIV était résolu à le faire arriver jusqu'en Bavière pour s'y réunir à l'Électeur, et opérer une puissante diversion au centre de l'empire ; mais la correspondance de ce maréchal avec le roi et le ministre fait sentir combien cette entreprise, qui eut l'année suivante les plus funestes résultats, était dangereuse dès son principe. Les communications diplomatiques avec Munich étaient lentes, difficiles, et fréquemment interrompues. l'Électeur avait de l'audace dans l'esprit et de la bravoure, mais peu de talents ; son pays était ouvert de tous côtés, et dès le commencement de la campagne, les troupes qui arrivaient sur lui de l'Autriche, de la Saxe, du Palatinat et de la Souabe, semblaient sur le point de l'accabler. Villars devait lui conduire cinquante bataillons et soixante-dix escadrons français ; mais il leur fallait traverser les montagnes Noires par des chemins difficiles et dangereux, même en été, où leurs vivres et leurs munitions ne pourraient les suivre, et l'armée française était perdue si au débouché des montagnes elle ne trouvait pas les Bavarois prêts à la recevoir avec de grands magasins préparés d'avance. Villars, au mois de février. passa le Rhin à Huningue et à Neubourg; il trompa le prince de Bade sur la direction qu'il voulait prendre, et, se portant rapidement sur Kehl, il arriva devant cette place le 20 février ; il en pressa vivement le siége, et, quoique la garnison fût de deux mille cinq cents hommes, il la força à se rendre le 9 mars.

Cette conquête, faite au milieu des quartiers de l'armée du prince de Bade, égale en force à celle de Villars, lui fit beaucoup d'honneur par la promptitude, la décision et le secret

Digitized by Google

avec lesquels elle avait été exécutée. Mais Louis XIV fut très surpris et très mécontent d'apprendre qu'aussitôt après. Villars avait ramené son armée sur la rive gauche du Rhin, pour la mettre en quartiers de rafraîchissements. Il aurait voulu qu'elle passât immédiatement les montagnes de la forêt Noire pour secourir le duc de Bavière. Ce fut avec peine que Villars lui fit comprendre que ces montagnes encombrées de neige n'étaient pas alors praticables même pour les piétons, que les troupes étaient épuisées de fatigue, que la moitié des soldats n'avaient pas de fusils. « Cette armée, écrivait-il à » Chamillart le 27 mars, part sans officiers, ni recrues, ni » habillements, ni armes, et des fonds bien médiocres » (400,000 francs seulement) pour sa subsistance (1). » Les grands revers n'avaient pas encore commencé, mais l'on sent qu'ils s'approchaient, qu'ils étaient inévitables, par les conséquences de toutes les guerres précédentes, par la pénurie à laquelle on était réduit et l'insuffisance de tous les moyens, par la confiance du roi dans sa fortune et la force de sa volonté, par la résolution qu'il avait prise de tout oser, malgré les plus extrêmes désavantages, par la soif de vengeance enfin qu'il n'avait cessé de provoquer chez les ennemis, et qui armait alors toute l'Europe contre la France.

Enfin, le 27 avril, Villars s'engagea daus les montagnes de la forêt Noire, laissant derrière lui le prince de Bade qui avait une armée trop forte et trop bien postée pour l'attaquer. La saison, précoce cette année, le favorisa, et lui fit trouver des fourrages où il avait craint de voir naître à peine quelques fils d'herbe. Les détachements impériaux serrés dans les montagnes firent à peine résistance, et il arriva enfin sur les bords du Danube à Donaueschingen plus heureusement qu'il n'avait osé l'espérer (2). Car il avait senti toutes les chances qu'il courait en passant derrière une armée plus forte que la sienne, qui, dès le premier jour de marche, lui coupait toute communication avec ses magasins, ses arsenaux, les recrues qui

(1) Succession d'Espagne, T. III, p. 547. — Mém. du mar. de Villars, T. LXIX, p. 38.

(2) Succession d'Espagne, T. III, p. 582.

Digitized by Google

lui étaient envoyées, même les ordres de son gouvernement. Il avançait avec des vivres pour six jours seulement dans des montagnes pauvres, qui ne pouvaient lui en fournir, et où il risquait d'être arrêté à chaque pas; enfin il doutait si, parvenu au terme, il retrouverait les subsistances, les habillements, les armes, qu'il ne pouvait plus tirer des lieux qui servaient de base à sa ligne d'opérations.

Le 9 mai, Villars eut une conférence avec l'électeur de Bavière à Riedhingen. Ce prince était au comble de la joie de le voir arriver. « Quoiqu'il ne m'attendît qu'à midi, et qu'il fît » un temps horrible, écrit Villars au roi, il monta à cheval » à sept heures du matin, gagnant les hauteurs d'où il pouvoit » découvrir ma marche, envoyant courriers sur courriers au-» devant de moi; et enfin, dès qu'il sut que j'approchois, il » vint lui-même au galop, et dès qu'il put m'apercevoir » poussa à toutes jambes; je parus vouloir descendre de » cheval, il courut à moi m'embrassant avec des larmes de » joie, et fut près de me jeter à terre et d'y tomber aussi. Tous » ces transports étoient et violents et sincères. Les expres-» sions pleines de reconnoissance, que j'avois sauvé sa per-» sonne, son honneur, sa famille, ses États : enfin, Sire, tout » ce que peuvent inspirer le changement de la situation ter-» rible dans laquelle il s'étoit vu, et l'état triomphant où une » armée puissante de Votre Majesté l'alloit mettre (1). »

L'armée de l'Électeur était belle aussi, elle consistait en trente-quatre bataillons, quarante-cinq escadrons et soixante-quatre pièces de canon; celle du roi était composée de quarante-sept bataillons, soixante escadrons et quarante-cinq pièces de canon. Mais la Bavière était un pays entouré d'ennemis et ouvert de tous côtés. La femme de l'Électeur, sa famille, sa noblesse, son peuple, étaient désolés de le voir s'engager dans une guerre qui devait amener leur ruine absolue. Lui-même était un homme léger, inconséquent, qui ne persistait jamais deux jours dans les mêmes projets, et qui, en

(1) Lettre de Villars au roi, du camp de Mohringen, 16 mai 1703, Succession d'Espagne, T. III, p. 584. — Mém. de Villars, p. 66.



Digitized by Google

appelant les Français, n'avait pas cessé de négocier avec l'empereur. Villars ne tarda pas à découvrir les motifs misérables qui l'avaient jeté dans cette carrière aventureuse. « Il devoit » à Monasterol (un de ses ministres), d'argent perdu au jeu, » plus de 700,000 livres, 300,000 écus à son général d'Arco, » et autant à Bombarde. Il n'y a pas un de ces gens-là qui ne » compte se faire payer ou sur les subsides de la France, ou » sur les contributions à lever sur les voisins (1). » C'était un cruel malheur, pour un bon général, d'être mis sous les ordres d'un tel prince : et en effet toute la campagne de Bavière, sur laquelle reposait le sort de la guerre pour cette année, fut conduite avec une désespérante inconséquence. Villars devait rester avec l'armée française pour défendre la Bavière. L'Électeur devait attaquer Passau ou Lintz pour donner la main aux révoltés de Hongrie qui avaient assemblé soixante mille hommes, ou assiéger Nuremberg, ou marcher en Bohême, ou enfin se jeter sur le Tyrol, et s'ouvrir un passage pour communiquer avec l'armée d'Italie de M. de Vendôme. L'Électeur hésita entre ces projets divers, adoptant tantôt l'un tantôt l'autre, et les abandonnant tour à tour. Il finit par s'attacher à la conquête du Tyrol, et il y eut d'abord des succès qui paraissaient décisifs : mais comme il sacrifiait toute chose au désir d'arracher beaucoup d'argent aux peuples, il eut bientôt soulevé contre lui tous les Tyroliens : des insurrections violentes lui enlevèrent tous les lieux forts dont il s'était rendu maître. Vendôme n'avait pu être averti à temps, à cause de l'immense détour que devait faire une correspondance souvent interceptée ; il ne s'avança point, et il fallut enfin renoncer à un projet qui aurait pu sauver l'Italie, et porter la guerre l'année suivante aux portes de Vienne (2).

Villars, cependant, laissé en Bavière pendant les premiers succès, puis après les revers de l'Électeur, voyait de toutes parts l'orage s'accumuler autour de lui. Le prince de Bade

(1) Même lettre de Villars au roi, du camp de Mohringen, p. 388.—Mém. de Villars, p. 70.

(2) Succession d'Espagne, T. III. p. 628-636.

Digitized by Google

avait quitté les bords du Rhin pour conduire son armée en Bavière. Le général Reventlau avec ses Danois, les comtes de Schliek et de Stirum, les généraux Auffratz et Herbevillé, le menaçaient de toutes parts. Les fautes de ses adversaires lui firent cependant encore remporter quelques avantages sur les alliés; le plus brillant fut le combat d'Hochstett; avec neuf mille hommes d'infanterie il remporta, le 20 septembre 1703, une victoire complète sur le comte de Stirum, général impérial, qui en avait quatorze mille : il lui fit quatre mille prisonniers et prit toute son artillerie (1). Mais malgré ce succès Villars demandait avec instance à être rappelé d'une situation où il compromettait sa réputation. Les inconséquences et les imprudences journalières de l'Électeur, auxquelles il voulait en vain s'opposer, avaient changé leur ancienne amitié en ressentiment mutuel; ils ne pouvaient plus marcher ensemble. Louis XIV le sentit, il rappela Villars, et lui donna pour successeur le comte de Marsin qu'il fit maréchal de France (2). Le nouveau général ne trouva pas à son arrivée la situation si mauvaise que l'avait faite son prédécesseur ; les insurgés de Hongrie avaient eu des succès contre l'empereur ; celui-ci avait été obligé de retirer la plus grande partie de ses troupes; et les Français et Bavarois purent terminer la campagne le 14 décembre par la prise d'Augsbourg (3).

C'était sur l'armée de Bavière que Louis XIV comptait pour alarmer l'empereur et l'empire, et les amener à consentir à la paix, qu'il désirait déjà avec ardeur. Les opérations de toutes les autres armées avaient été subordonnées à celle-là. Le maréchal de Tallard avait été chargé de remplacer sur le Rhin Villars, et c'était à son armée que le duc de Bourgogne devait se rendre, mais elle fut fort lente à se former. Le 15 août seulement elle commença ses opérations par le siége de Brissac ; le vieux Vauban, qui avait autrefois fortifié cette place, se rendit, à l'âge de soixante-dix ans, au camp du duc de Bour-

(1) Lettre de Villars au roi, du camp d'Hochstett, 21 septembre 1703, Succession d'Espagne, T. III, p. 667.—Mém. de Villars, p. 113.

(2) Lettre du roi, du 8 octobre 1703, p. 692 et 696.

(3) Succession d'Espagne, p. 714.



Digitized by Google

gogne, pour en diriger le siége. Brissac se rendit le 6 septembre (1).

Les moyens rassemblés pour ce siége n'étant point épuisés, et la bonne saison paraissant se soutenir, Tallard attaqua encore Landau, qu'il investit le 11 octobre (2). Les alliés firent de grands efforts pour délivrer cette place. Le prince de Hesse-Cassel fut détaché de leur armée de Flandre, avec douze bataillons et vingt-quatre escadrons, pour marcher à son secours ; l'électeur Palatin le joignit avec un pareil nombre de troupes. Ils arrivèrent le 13 novembre sur le Speyerbach, comptant le lendemain matin attaquer l'armée française. Tallard les prévint ; ne laissant qu'une petite partie de ses troupes dans ses lignes, et pressant par ses courriers le marquis de Pracontal, qui, de son côté, arrivait de Flandre à son secours, de venir le joindre au moins avec sa cavalerie, il attaqua le 15 novembre le prince de Hesse, une heure avant le jour, auprès de Spire, le mit en déroute, lui tua quatre mille hommes, lui en prit trois mille, avec trente canons, et ayant entièrement dissipé son armée, revint sur Landau, qui capitula le 17 ; après quoi les armées furent mises en quartiers d'hiver (3).

L'armée de Flandre, commandée pour la France par les maréchaux de Villeroi et de Boufflers, pour l'Espagne par le marquis de Bedmar et le prince de Tserclaes, était la plus puissante de celles que maintenaient les deux couronnes; mais elle avait en tête le duc de Marlborough et le maréchal Coehorn, avec deux armées qui faisaient ensemble cent mille hommes ; aussi s'attacha-t-elle surtout à éviter de se compromettre. Elle laissa Marlborough assiéger et prendre Bonn, le 15 mai (4). Les ennemis avaient l'intention de pénétrer ensuite ou dans le Brabant, ou dans la Flandre maritime. Les

(1) Succession d'Espagne, p. 458.

(2) *Ibid.*, T. III, p. 472.

(3) Lettre de Tallard au roi, du camp de Spire, 15 novembre, Succession d'Espagne, p. 484.—La Hode, L. LVI, p. 384. — Mém. de Feuquières, T. III, p. 353, qui prétend que Tallard fit des fautes nombreuses, mais que ses ennemis plus ignorants que lui ne surent pas en profiter.

(4) Succession d'Espagne, campagne de Flandre, p. 35.

Digitized by Google

deux maréchaux crurent convenable de rester unis pour protéger une frontière qu'ils regardaient comme mauvaise; mais ils avaient pour la défendre, dans toute l'étendue des Pays-Bas, cent quatre-vingt-quatre bataillons et cent trente-cinq escadrons (1). Dans cette guerre défensive Boufflers trouva une occasion favorable pour attaquer, le 30 juin, à Deurn, le général hollandais d'Obdam, lui tuer assez de monde et lui prendre tous ses bagages (2). Pendant le reste de la campagne les généraux français s'attachèrent à côtoyer les alliés, pour ne pas les laisser pénétrer dans les Pays-Bas. Ils ne purent cependant empêcher Marlborough d'assiéger et de prendre d'abord la petite place de Huy, ensuite celle de Limbourg. Un peu plus tard Gueldre tomba aussi en son pouvoir, et c'est ainsi que finit la campagne (3).

L'armée du duc de Vendôme en Italie paraissait être dans la situation la plus avantageuse; elle était forte de quatre-vingt-sept bataillons et cent quatre escadrons français, sans compter les troupes espagnoles et piémontaises, et elle occupait derrière la Secchia et le Mincio de riches quartiers abondants en subsistances. L'armée autrichienne, réduite à vingt-cinq mille hommes, et resserrée dans un district étroit et marécageux, avait été confiée par le prince Eugène au comte de Stahremberg tandis qu'il était allé à Vienne solliciter des renforts (4). Mais, dès le milieu de février, Vendôme fut obligé de s'affaiblir, le roi lui ayant ordonné de renvoyer en France quelques bataillons pour réprimer les troubles des Cévennes. Il fit ensuite diverses entreprises sur les deux rives du Pô pour enlever des postes aux Impériaux sans aucun avantage marqué, les inondations des rivières de Lombardie déjouant plus souvent ses projets que les troupes autrichiennes de Stahremberg; enfin, au milieu de l'été, il s'achemina bien à contre-cœur vers le Tyrol italien pour donner la main à l'électeur de Bavière. Il prévoyait combien il serait difficile

(1) Succession d'Espagne, campagne de Flandre, p. 52.
(2) Lettre de Boufflers au Roi, de Deurn, 1er juillet, p. 65.
(3) Camp. de Flandre, 1er juillet, p. 145.
(4) Succession d'Espagne, campagne d'Italie, p. 147.

Digitized by Google

de combiner une opération entre Munich et Mantoue, lorsque la correspondance entre les deux armées devrait passer par Paris. Il avançait cependant sans savoir où il rencontrerait l'électeur de Bavière ; il arriva jusqu'en vue de Trente, et ce fut là seulement qu'il apprit que ce prince, après avoir perdu la moitié de ses troupes, avait été obligé d'abandonner Inspruck le 27 juillet, et de se replier vers le Danube. A son tour il dut se replier vers ses anciens quartiers dans le Serraglio de Mantoue. Les lettres du roi le contraignirent même à se hâter. Louis venait d'obtenir des preuves indubitables de la défection du duc de Savoie ; au lieu de porter ses vues sur le Tyrol, le roi ne songeait plus désormais qu'à retourner ses forces contre le Piémont. Vendôme, réuni au prince de Vaudemont, ordonna une grande revue à San-Benedetto pour le 29 septembre ; et tandis que toutes les armes étaient au faisceau, il fit tout à coup saisir celles des Piémontais, qui étaient mêlés avec ses soldats, au nombre de trois mille huit cents hommes ; il assembla en même temps leurs officiers, et leur déclara qu'il était réduit à la fâcheuse nécessité de les faire prisonniers de guerre, puisqu'il avait acquis la preuve que leur maître se préparait à trahir la France. Dans le même temps le duc de Savoie recevait par un trompette une lettre de Louis XIV qui contenait seulement ces mots : « Monsieur, puisque la religion, l'honneur, l'intérêt, les alliances » et votre propre signature ne sont rien entre nous, j'envoie » mon cousin, le duc de Vendôme, à la tête de mes armées pour » vous expliquer mes intentions. Il ne vous donnera que vingt-» quatre heures pour vous déterminer. » Ces intentions étaient qu'il désarmât sur-le-champ, et que ses places fortes fussent mises en séquestre entre les mains des Suisses. Le duc de Savoie répondit en déclarant la guerre à la France, en faisant arrêter l'ambassadeur et tous les Français qui se trouvaient dans ses États ; mais comme on le croyait sans forces, sa colère même parut ménager à Louis XIV une dernière et facile conquête (1).

(1) Succession d'Espagne, campagne d'Italie, T. III, p. 278. — *Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXV, p. 286. — La Hode, L. LVI, p. 388.

Digitized by Google

# CHAPITRE XXXIX.

*Commencement des revers de Louis XIV. Intolérance. Révolte des Camisards. Les Français défaits à Blenheim. Gibraltar et Barcelonne livrés aux alliés. Défaite de Ramillies. Madrid ouvert aux alliés. Défaite de Turin.* — 1703-1706.

L'époque tardive mais cruelle des rétributions était enfin arrivée pour Louis XIV; les fautes, les excès, les injustices avaient, par une conséquence inévitable dans le cours des années, amené les revers. Il n'est point nécessaire, pour les expliquer, de recourir à une intervention immédiate et miraculeuse de la Providence, de montrer son bras vengeur suspendant les lois constantes et préservatrices de la nature et des affaires humaines; au contraire, c'est l'accomplissement de ces lois si sagement ordonnées d'avance, qui, dans les révolutions des États, où les accidents se compensent, où les passions divergentes se neutralisent réciproquement, c'est cet accomplissement qui doit amener l'abaissement après l'orgueil, l'épuisement après les excès, le ressentiment après les offenses, la perte des facultés intellectuelles après leur asservissement, l'incrédulité après le fanatisme. Ces effets suivent leur cause dans la politique avec autant de certitude que dans le monde physique la matière obéit à ses lois.

Il y avait déjà soixante ans que Louis XIV était sur le trône, et pendant tout ce temps l'Europe avait été alarmée par son manque de foi, son ambition et ses victoires. Les projets d'agrandissement qu'il avait suivis avec tant de persévérance, avaient réalisé les attaques contre l'indépendance de ses voisins, qui avaient déjà signalé le ministère de Mazarin durant sa minorité. Le soupçon, la haine, le désir de résister au monarque français, de l'humilier, étaient devenus les

Digitized by Google

passions prédominantes de l'Europe, passions d'autant plus fortes qu'elles avaient été plus long-temps comprimées, et elles faisaient justement explosion au moment où celui qui en était l'objet avait cessé de les provoquer. Toutes les cours retentissaient d'accusations contre l'ambition de Louis, qui, après tant de conquêtes, voulait, disait-on, encore ajouter d'un seul coup à sa domination toute la monarchie de l'Espagne, au mépris de sa renonciation formelle et du traité de partage auquel il avait consenti ; et personne ne voulait tenir compte, ou des droits légitimes de sa femme et de ses enfants, ou de la volonté du peuple qui appelait son petit-fils au trône, ou du testament du souverain qui le dégageait des renonciations que lui avait imposées son père, ou du rejet du traité de partage par ses adversaires avant qu'il le rejetât lui-même. La clameur qui faisait explosion pour la succession d'Espagne n'était que le ressentiment de toutes les usurpations de la France depuis le traité de Westphalie.

On aurait dit que chacun des torts qu'avait eus Louis XIV envers l'Europe pendant son long règne, produisait à son tour une dure rétribution. Louis n'avait tenu aucun compte des relations de familles qu'il avait contractées par un double mariage ; il avait fait la guerre avec acharnement à son beau-frère Philippe IV, à son neveu Charles II. Il voulut à son tour se donner un appui par un double mariage ; il fit épouser à ses deux petits-fils les deux filles du duc de Savoie, et celui-ci ne fut pas plus fidèle envers lui à la parenté qu'il ne l'avait été lui-même. La diplomatie française avait été dès long-temps accusée de ne conserver aucune reconnaissance pour les services rendus, aucune fidélité pour les traités, et au moment de ses nécessités, la France fut à son tour abandonnée par tous ses anciens alliés, par la Suède, par le Portugal, par les puissances d'Italie et d'Allemagne. Louis avait attaqué avec acharnement la liberté des peuples partout où il l'avait rencontrée ; il avait voulu l'écraser en Hollande, il avait conspiré contre elle avec les Stuarts en Angleterre, et ce fut la liberté qui réagit contre lui, ce furent la Hollande et l'Angleterre qui, par la constance inflexible de leurs

Digitized by Google

ressentiments nationaux, ébranlèrent son trône. Louis avait introduit dans la guerre des habitudes de férocité nouvelles et exécrables; il avait ordonné de détruire non pas les armées seulement, mais les peuples ; il avait dévasté les campagnes, brûlé les villes et les villages, et les deux incendies du Palatinat avaient rempli toute l'Allemagne d'épouvante et d'horreur. Le ressentiment ne s'en affaiblit point avec les années ; ce fut l'ardent désir de vengeance que ces cruautés avaient excité qui fit de l'Allemagne une pépinière de soldats toutes les fois qu'il s'agissait de faire la guerre à la France. Louis avait le premier employé pour ruiner les villes la funeste invention des galiotes à bombes; il semblait n'avoir bombardé et brûlé Alger, Tripoli et surtout Gênes, que pour faire un essai de son pouvoir. Cet exécrable moyen d'attaque fut bientôt adopté par les Anglais, plus riches et plus puissants sur mer que lui, et toutes ses villes maritimes furent dès lors sans cesse exposées à des bombardements. Durant sa minorité et les années les plus brillantes de son règne, les plus grands maîtres dans l'art de la guerre s'étaient formés dans ses armées, mais en battant leurs adversaires ils les avaient instruits, ils formèrent les soldats des ennemis aussi bien que leurs capitaines ; ils donnèrent même des leçons directes aux généraux qui devaient faire le plus souffrir la France ; John Churchill, depuis duc de Marlborough, fit un long apprentissage de l'art de la guerre sous les ordres de Turenne, et le prince Eugène était de l'école de Condé, comme petit-fils de la comtesse de Soissons sa cousine.

Louis eut plusieurs des qualités et des vertus des plus grands rois; mais ses qualités mêmes, avec les vices qui en étaient peut-être inséparables, semblèrent avoir pour effet d'éteindre l'enthousiasme, l'originalité, le génie, dans tous les hommes formés sous lui. Sa première gloire avait été l'ouvrage de cette brillante réunion d'hommes supérieurs qui semblaient être nés de la fermentation des esprits durant les troubles de la Ligue et de la Fronde. Ils disparurent tous avant la fin du XVIIe siècle, et l'absence de génie et de vigueur devint frappante dans la cour vieillie de Louis XIV. Aucun roi, il est

Digitized by Google

vrai, par sa majesté, sa gravité soutenue, sa réserve, n'était plus propre à courber l'indépendance des esprits, aucun ne repoussait autant l'individualité, l'originalité, et n'exigeait une soumission plus complète des intelligences et des volontés. Tout homme qui était quelque chose par lui-même, par sa naissance, par sa gloire, par sa capacité intellectuelle, lui causait une sorte de gêne. Il avait écarté les princes du sang de ses conseils, puis du commandement de ses armées. Il ne voulait appeler ni prélats ni grands seigneurs au ministère. Il s'était fatigué des talents de Colbert et de Louvois dont la supériorité lui était à charge; la vertu de Pomponne l'avait gêné; Seignelai, Barbezieux, malgré leur jeunesse, commençaient, quand ils moururent, à lui déplaire par leur suffisance. Il n'était pas sans jalousie de la gloire militaire de Condé, de Créqui et de Luxembourg; il avait résolu de n'avoir plus que des ministres qu'il formerait lui-même, et bientôt après il entreprit de diriger aussi de son cabinet tous ses généraux. Il ne voulut plus souffrir de grands seigneurs dans les provinces; il les rassemblait tous à sa cour; il les comblait de présents avec une magnificence royale; mais en même temps il les ruinait par le luxe qu'il exigeait d'eux, et par le jeu extravagant qu'il entretenait chaque soir dans ses appartements, de sorte que personne autour de lui ne pouvait plus se dire riche que des bontés du roi.

De même Louis XIV voulait que personne ne se sentît noble que par le rang qu'il tenait à la cour. Encore que l'étude des généalogies parût l'instruction la plus importante que pût acquérir l'homme de qualité, Louis avait eu l'art de réserver aux seuls rapports avec sa personne toutes les distinctions qu'ambitionnait la noblesse. Quand on compare les Mémoires de Saint-Simon avec les lettres de Mme de Sévigné, qui tous deux vous initient dans la vie intime, dans le bavardage de la cour, mais à deux époques différentes, on est frappé de l'opposition entre les hommes qui entouraient Louis XIV dans ses belles années et ceux de son âge mûr. Mme de Sévigné vous fait sentir de la grandeur même dans les faiblesses du monde où elle vous fait vivre; Saint-Simon vous révèle une inconce-

Digitized by Google

vable petitesse dans ceux qui lui paraissent les grands. Quand on voit l'importance attachée par les plus hauts seigneurs à la présentation au roi de la chemise, de la serviette, du bougeoir, à la place réservée debout derrière lui à la messe, à la distinction du fauteuil et de la main, à la préséance dans les cérémonies entre ducs et pairs, d'après des créations toutes récentes, aux nominations pour les voyages de Marly, à la chevalerie du Saint-Esprit, aux distinctions entre les princes légitimés et les princes légitimes, entre les princes étrangers, les ducs et pairs et les ducs à brevet ; quand on remarque l'extrême insolence mêlée à la bassesse de ces prétentions, on sent que ce n'est plus parmi de tels hommes que peuvent naître les grands généraux, les grands négociateurs, les grands ministres, qui avaient fait la gloire du commencement de ce règne.

Mais de toutes les fautes et les défauts de Louis XIV, aucun n'avait causé plus de malheurs et de souffrances, aucun ne lui avait plus aliéné les cœurs, aucun ne lui avait suscité plus d'ennemis et publics et secrets, que son intolérance en matière religieuse ; aucun ne précipita peut-être davantage ses revers. Cette intolérance a un caractère particulier qui n'est pas facile à définir. Louis XIV n'était pas dévot : on voit par les lettres de M[me] de Maintenon combien elle s'en affligeait, combien elle cherchait à lui inspirer cette foi, cette tendresse religieuse et exaltée qu'elle trouvait dans son propre cœur. Bien loin de là, Louis XIV avait de l'éloignement pour les dévots, et son confesseur, le père La Chaise, avait, tant qu'il vécut, contribué à entretenir en lui cette prévention (1). C'était, ce semble, l'origine de son aversion pour tous ceux qui entretenaient en religion des opinions plus exaltées, et qui tendaient par là à faire secte : les quiétistes et les jansénistes lui répugnaient particulièrement comme dévots. Son esprit s'attachait surtout à la discipline de l'Église, à l'obéissance, à la régularité ; tout ce qui s'écartait de cette absolue conformité lui donnait le sentiment de

(1) « La maxime du P. La Chaise est que les dévots ne sont bons à rien ; elle est générale, elle est publique. » Lettre de mad. de Maintenon au card. de Noailles, du 27 décembre 1695, et *passim*, T. IV, p. 49.

Digitized by Google

la rébellion ; et c'est ainsi qu'il faut expliquer sans doute un ressentiment si profond, si durable contre des gens qui entendaient ou le pur amour de Dieu ou l'union de la prédestination avec le libre arbitre, d'une manière qui suffisait à les classer ou parmi les quiétistes ou parmi les jansénistes, bien qu'il fût impossible au roi non-seulement d'établir aucune relation entre ces opinions spéculatives et leur conduite, mais même d'exprimer dans un langage intelligible quelle était la différence entre leur croyance et celle des autres. La seule action d'exercer sa pensée, d'éveiller ses facultés intellectuelles sur la religion, lui était suspecte : toute exaltation religieuse était le prélude certain d'une disgrâce, car dès l'instant qu'une âme pieuse cherchait à expliquer un mystère, ou seulement à le formuler par des mots, elle ne pouvait éviter de tomber dans une hérésie. La retraite des dévots qu'on voyait les uns après les autres renoncer au monde pour ne plus songer qu'à leur salut, et les disgrâces qui frappaient tour à tour les quiétistes et les jansénistes, appauvrissaient tous les jours davantage la cour d'hommes vertueux ; mais ce n'étaient encore là que des individus qui tombaient les uns après les autres. Il y avait quelque chose de plus grave dans cette crainte de la pensée religieuse, dans cette torpeur, dans cette servilité, qui saisissaient les âmes justement au milieu de cette carrière de l'esprit vers laquelle toute l'activité de la pensée s'était dirigée durant le siècle précédent.

Fénelon s'était pleinement soumis, mais il demeurait disgracié dans son archevêché de Cambrai ; M[me] Guyon était toujours exilée ; quelques quiétistes obscurs étaient arrêtés par lettres de cachet ou persécutés de temps à autre, mais en tout la secte était écrasée, et le public n'y songeait presque plus. La querelle du jansénisme au contraire, qui avait sommeillé plusieurs années, commençait à se réveiller. Le grand Arnaud, qui s'était réfugié à Louvain, y était mort, dès le 8 août 1694, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Après lui le père Quesnel, oratorien qui s'était déjà fait un nom par des ouvrages religieux, fut considéré comme le chef des jansénistes. Il avait publié des réflexions morales sur le Nouveau Testament,

Digitized by Google

qui, pendant vingt-cinq ans, furent la lecture habituelle des personnes pieuses; le père La Chaise, confesseur du roi, les avait toujours sur sa table, et M. de Noailles, évêque de Châlons-sur-Marne, leur avait donné son approbation formelle (1). Mais Noailles ayant été nommé archevêque de Paris, et peu après cardinal, les jésuites, qui savaient que ce prélat n'aimait pas leur ordre, et qui avaient déjà publié des libelles contre lui et contre Maurice le Tellier, archevêque de Reims, prirent occasion du livre du père Quesnel pour embarrasser Noailles, en le représentant comme le défenseur de ce livre parce qu'il l'avait approuvé. Le cardinal de Noailles était modéré de caractère : il désirait maintenir la paix de l'Église, qui avait été établie par la signature du formulaire; il désirait se montrer impartial entre ceux qu'on nommait molinistes et jansénistes, quoiqu'il ne fût plus possible de préciser les points de doctrine sur lesquels ils étaient en opposition : il était vraiment pieux, et il condamnait dans son cœur la politique si souple des casuistes de l'ordre des jésuites, grâce à laquelle il n'y avait pas de devoir que le confesseur d'un homme puissant ne réussît à tourner par quelques distinctions subtiles, pas de crime politique qu'il ne sût excuser dans celui qui obéissait à l'Église. Le cardinal de Noailles se trouvait rapproché de la cour; son neveu, le comte d'Ayen, avait épousé, au mois d'avril 1698, M[lle] d'Aubigné, nièce de M[me] de Maintenon, que le roi avait dotée avec magnificence (2); son frère, le maréchal de Noailles, était en grand crédit. La correspondance de M[me] de Maintenon avec le cardinal, en qui elle voyait son pasteur spirituel, son directeur, son guide, est empreinte d'un respect, d'une vénération, d'une confiance, qui semblaient donner à ce prélat les meilleures chances pour la gouverner, et par elle le roi (3). Aussi les jésuites, qui le

(1) La Hode, L. LI, p. 149-182. — Biographie universelle, art. P. Quesnel, T. XXXVI, p. 399. — Hist. de Bossuet, par M. de Bausset, L. XI, p. 39 *et suivantes*.

(2) Mém. de mad. de Maintenon, L. XII, ch. 1, T. IV, p. 205-213.—Saint-Simon, T. II, p. 124.

(3) Cette corresp. remplit tout le tome IV des lettres de mad. de Maintenon.

Digitized by Google

craignaient, n'épargnèrent rien pour le perdre; ils réveillèrent le dogmatisme intolérant de Bossuet, et lui firent découvrir dans le livre du père Quesnel cent vingt propositions qu'il taxa d'hérésie; ils firent revivre aussi, à l'occasion d'un cas de conscience présenté à la décision de la Sorbonne le 20 mars 1702, l'ancienne dispute sur le fait et le droit; quarante docteurs de Sorbonne ayant déclaré qu'on pouvait donner l'absolution et admettre aux sacrements, un homme qui aurait signé le formulaire, encore qu'il ne crût pas que Jansénius eût jamais enseigné les propositions condamnées par l'Église, c'en fut assez pour amener l'éclat que désiraient les jésuites. Clément XI condamna la décision des quarante docteurs de Sorbonne sur le cas de conscience, par son bref du 12 février 1703, et Louis XIV, croyant voir renaître une division ou une insubordination dans l'Église, se hâta de frapper. Les docteurs de Sorbonne furent contraints à se rétracter; le seul qui se refusa à le faire fut exilé. Le père Quesnel fut arrêté à Malines avec l'ancien bénédictin Gerberon, et l'on commença leur procès. Le cardinal de Noailles enfin, qui n'avait jamais longtemps le courage de ses opinions, publia un mandement pour condamner la doctrine qu'on croit qu'il professait en secret (1).

Ce n'était encore là que le commencement du renouvellement des querelles du jansénisme qui empoisonnèrent tout le reste du règne de Louis XIV et qui parurent souvent l'occuper beaucoup plus que les calamités qui, dans le même temps, frappaient ses armées. Le pouvoir qu'il exerçait dans les Pays-Bas, au nom de son petit-fils Philippe V, était encore entier; en sorte qu'il put atteindre dans leur asile de Louvain et de Malines les chefs du jansénisme qui avaient quitté la France: un peu plus tard les événements de la guerre auraient mis obstacle à cette persécution. Dans le même temps une autre persécution bien plus atroce continuait toujours dans le midi. Celle-ci, qui était dirigée contre les huguenots, qu'on s'obs-

(1) M. de Bausset, Hist. de Fénelon, T. III, L. VI, p. 16, seq. — *Id.*, Hist. de Bossuet, T. IV, L. XIII, p. 323.—Notice sur Port-Royal, Petitot, T. XXXIII, p. 251.—La Hode, L. LVI, p. 399.

Digitized by Google

tinait à nommer les nouveaux convertis, n'avait point été l'objet de quelque résolution nouvelle de Louis XIV. C'était l'exécution de la révocation de l'édit de Nantes, sur laquelle il ne songeait point à revenir. Au contraire, il la regardait comme la seule gloire durable de son règne, la bonne et grande action qui devait racheter ses péchés et ses fautes; et depuis qu'il avait pris pour directeurs de sa conscience les chefs du clergé de France, qui brillaient alors par tant de talents et de vertus, loin d'être éclairé par eux sur cette grande faute ou plutôt sur ce crime, il y avait été tous les jours plus encouragé et raffermi par eux. Bossuet et Fléchier, Mascaron, Bourdaloue, de La Rue, et tous les autres grands prédicateurs de cette époque, n'avaient qu'un même esprit dès qu'il s'agissait de persécution; Fénelon, à qui le siècle suivant a voulu faire honneur de sa tolérance, avait fait appuyer ses sermons en Poitou par un parti de dragons (1), et Massillon, qui, dans l'oraison funèbre du grand roi, le premier osa le juger, en même temps qu'il flétrit la Saint-Barthélemy, loua la révocation de l'édit de Nantes.

C'était dans ces principes qu'avait aussi été élevé un magistrat dont les épouvantables rigueurs doivent être signalées à l'horreur de la postérité, et qui pourtant passait pour un homme doux et modéré, pour un homme que tous les exemples de sa famille avaient formé aux vertus de la magistrature: Nicolas Lamoignon de Bâville, nommé intendant de Montpellier en 1685, qui occupa trente-trois ans cette charge sans revenir à la cour, et qui fut surnommé le roi du Languedoc, s'attacha avec une inflexible dureté à faire exécuter dans la province, et surtout dans la région toute protestante des Cévennes, la révocation de l'édit de Nantes qu'on assure qu'il n'approuvait pas (2). Depuis la paix de Ryswick les rigueurs avaient redoublé. Des ordonnances publiées coup sur coup, dans les années 1698, 1699 et 1700, avaient renouvelé

(1) Rhulières. Éclaircissements sur la révocation de l'édit de Nantes. T. I, ch. 17, p. 363.

(2) Biographie univ., art. Lamoignon. T. XXIII, p. 301.—Hist. de Bossuet, T. IV. L. XI, p. 106 *et suiv.*

Digitized by Google

la peine des galères perpétuelles et de la confiscation des biens contre les protestants qui chercheraient à s'échapper du royaume et contre ceux qui, dans leurs maladies, refuseraient les sacrements de l'Église : si ces derniers mouraient, leurs corps étaient jetés à la voirie. Les prisons regorgeaient de ces malheureux, les galères en étaient remplies ; leurs pasteurs avaient été déportés et ceux qui rentraient, s'ils étaient pris, périssaient sur la roue dans une longue et affreuse agonie. Cependant rien ne pouvait étouffer le zèle des protestants : dès qu'un pasteur rentré en mission, dès qu'un enthousiaste, encore qu'il ne fût ni consacré ni instruit, annonçait une assemblée dans quelque désert, pour prier ensemble, chanter des psaumes et entendre la parole de Dieu, la foule s'y portait avec ardeur. Mais Bâville et ses subdélégués, et son beau-frère le comte de Broglie, commandant militaire dans la province, veillaient sur eux pour les prévenir. Dans le petit nombre d'années qui s'étaient écoulées depuis la paix de Ryswick, on avait vu dix ou douze assemblées de fidèles enveloppées par les troupes et chargées à coups de sabre et de baïonnette, quoiqu'elles ne se défendissent point, et qu'elles fussent mêlées de femmes et d'enfants. Après qu'on en avait laissé douze ou quinze sur le carreau, on en conduisait autant à Montpellier, et Bâville faisait périr sur la roue celui qui passait pour avoir prêché ; le reste était pendu ou envoyé aux galères (1).

Quelque cruel que fût par lui-même le service des galères, on l'aggravait lorsqu'il s'agissait des protestants. « On étendoit le galérien protestant tout nu sur le coursier ; deux » hommes, quelquefois quatre, lui tenoient les mains et les » pieds, tandis que le turc le plus fort qui fût sur la galère, » armé d'une corde goudronnée et trempée dans l'eau de la » mer, frappoit de toute sa force. Le corps bondissoit sous la » violence des coups, la chair se déchiroit, tout le dos ne formoit plus qu'une plaie qu'on lavoit avec du sel et du

(1) Hist. de la guerre des Camisards par M. Court de Gébelin, T. I, L. I, p. 6 *et suiv.* 3 volum. in-12, Alain, 1819. — Larrey, Hist. de Louis XIV, T. VIII, p. 191-199.

Digitized by Google

» vinaigre. Il est peu de galériens protestants entre plus de » seize cents dont j'ai la liste, qui ayant persévéré dans leur » religion et refusé de lever le bonnet pendant les offices et » surtout à l'élévation de l'hostie, n'aient subi cet horrible » supplice. J'en pourrois nommer beaucoup qui l'ont souffert » jusqu'à quatre fois dans un très court espace, à qui on don- » noit en une fois jusqu'à cent vingt coups de gourdin, qu'on » relevoit du coursier expirants et qu'on ramenoit à l'hôpital » pour y renouveler des forces épuisées, qu'on leur faisoit en- » suite perdre par une nouvelle bastonnade (1). »

Mais la cruauté de l'intendant, des commandants militaires, des comites des galères n'égalait point encore celle des ecclésiastiques, des curés surtout nommés dans les paroisses uniquement peuplées de nouveaux convertis ; c'étaient eux qui se chargeaient de l'espionnage au milieu d'un troupeau qui leur échappait sans cesse, eux qui se pressaient de porter le sacrement aux malades, sûrs d'être refusés, pour les faire condamner ensuite aux galères s'ils guérissaient, ou traîner sur la claie s'ils mouraient ; eux qui les premiers arrêtaient les réfractaires et leur faisaient subir des supplices dans le presbytère avant de les livrer à l'autorité. Le plus cruel de tous était François de Langlade du Chaila, prieur de Laval, inspecteur des missions du Gévaudan et archiprêtre des Cévennes. Les prisonniers qui avaient le malheur de tomber entre ses mains éprouvaient tous les raffinements de sa barbarie. « Tantôt il leur arrachoit avec des pinces le poil de la » barbe ou des sourcils ; tantôt il leur mettoit des charbons » ardents dans les mains qu'il fermoit et pressoit ensuite avec » violence jusqu'à ce que les charbons fussent éteints ; sou- » vent il leur revêtoit tous les doigts des deux mains avec du » coton imbibé d'huile ou de graisse, qu'il allumoit ensuite » et faisoit brûler jusqu'à ce que les doigts fussent ouverts ou » rongés par la flamme jusqu'aux os (2). »

Les huguenots avaient adopté de nouveau la doctrine de

(1) Hist. des Camisards, T. I, L. I, p. 19.
(2) *Ibid.*, p. 24.



Digitized by Google

non-résistance que Calvin leur avait prêchée au commencement de la réforme ; même lorsqu'ils étaient armés, ils n'opposaient aux violences que les prières et les louanges de Dieu. Mais en chassant, ou détruisant leurs pasteurs, on les avait enfin privés de tous ceux qui s'attachaient à leur prêcher la douceur ; déjà, ils étaient remplacés par des enthousiastes qu'on nommait les petits prophètes, dont l'exaltation religieuse, nourrie par la lecture de la Bible, par le jeûne, la solitude et la souffrance, s'exprimait par des passages des livres saints qu'on interprétait ensuite comme des révélations ou comme des ordres. Beaucoup d'enfants étaient tombés dans cet état de crise et presque de démence, que le désespoir de leur famille entretenait, et les passages qu'ils avaient le plus souvent à la bouche étaient ceux de l'Ancien Testament, où les plus terribles vengeances de Dieu étaient dénoncées contre ses ennemis. Ces appels à la vengeance frappèrent l'imagination des paysans Cévénoles au moment où l'abbé du Chaila se préparait à tourmenter de nouvelles victimes. Il était parti un convoi de malheureux qui s'enfuyaient au travers des montagnes pour gagner Genève. Du Chaila, averti par ses espions, les arrêta tous, et les fit mettre aux ceps pendant qu'on instruisait leur procès ; parmi eux étaient deux demoiselles Sexti de Moissac, alliées aux familles les plus considérées des Cévennes. Leurs parents, leurs amis s'assemblèrent, le 23 juillet 1702, sur la montagne de Bougès, et résolurent de les délivrer : quarante à cinquante hommes, armés de faux, d'épées et de vieilles hallebardes, se réunirent le lendemain dans le même lieu ; après s'être encouragés par la prière, ils entourèrent à neuf heures du soir la maison où logeait l'abbé du Chaila, au pont de Montvert, sur le Tarn : ils entonnèrent le chant d'un psaume, et l'un d'eux étant tombé aussitôt frappé d'un coup de fusil, ils forcèrent cette maison ; ils pénétrèrent d'abord dans les cachots où étaient les prisonniers ; ils les trouvèrent enflés par tout le corps, les os à demi fracassés, et ne pouvant se soutenir sans appui. Ils voulurent monter à l'étage supérieur où était l'abbé du Chaila, ils furent repoussés à coups de fusil par des domestiques armés. Alors

Digitized by Google

rassemblant tous les bancs de la chapelle, tous les combustibles qu'ils trouvèrent sous leurs mains, ils y mirent le feu ; le féroce abbé du Chaila périt dans les flammes (1).

Cette première vengeance donna aux huguenots des Cévennes le signal de la résistance ; elle fut d'abord limitée à de petites bandes de quarante ou cinquante hommes qui cherchaient leur refuge dans les bois, et qui bientôt trouvèrent dans les châtaignes, dont la terre était couverte, une nourriture qu'ils regardaient comme une manne providentielle.

Ces bandes, que commandaient Laporte, Roland et Castanet, exercèrent dans la province les vengeances des huguenots, sans que Bâville et de Broglie pussent les atteindre ; mais ils s'en prenaient alors aux habitants paisibles qu'ils croyaient être d'intelligence avec les rebelles ; les prisons se remplissaient et les bourreaux suffisaient à peine à les vider ; en peu de semaines, soixante-deux huguenots de tout âge, de tout sexe et de toute condition furent exécutés dans la seule ville d'Alais (2). Bâville venait d'obtenir un arrêt du conseil qui lui attribuait la connaissance de tous les crimes relatifs au soulèvement, avec le pouvoir de mettre tels juges qu'il trouverait à propos pour juger en dernier ressort. Il en usait pour abréger les procédures, au point qu'à Aiguevives seize personnes furent condamnées à la mort ou aux galères peu d'heures après avoir été arrêtées presque au hasard. Déjà les nouveaux convertis sentaient que, quoi qu'ils fissent, la justice prévôtale de Bâville les menaçait tous également ; aussi les plus actifs, les plus braves se réunissaient en foule aux troupes qui se formaient dans les bois, surtout à celles de Jean Cavalier, jeune homme d'Anduse, âgé de vingt et un ans, qui avait vécu quelques mois comme boulanger à Genève, qui avait acquis une légère teinture des armes, et qui bientôt

(1) Hist. des Camisards, L. I, p. 38. — *Voyez* aussi Capefigue, T. V, ch. 61, p. 150 *et suiv.*, et Eugène Sue, pièces justificatives à la suite de *Jean Cavalier ;* comme aussi l'*Archiprêtre des Cévennes,* ch. 8, T. I, p. 201, et ch. 25, T. II.

(2) Hist. des Camisards, L. II, p. 83.—Lettres de la sœur Démeres, de l'Incarnation, dans les pièces justificatives de J. Cavalier, T. IV, p. 244.



Digitized by Google

développa de rares talents pour la guerre. Ces troupes ne tardèrent pas à exercer de terribles représailles : les plus cruels des curés des Cévennes furent tués ou brûlés dans leurs presbytères (1).

Pendant l'hiver, les révoltés des Cévennes, que l'on commençait à nommer camisards, peut-être comme brûleurs de maisons, des deux mots *camas-ard,* en langue du pays, peut-être à cause des surprises nocturnes, nommées camisades, dans lesquelles ils se distinguaient, étendirent leurs exploits sur toute cette région montueuse d'environ quarante lieues de long et vingt lieues de large, qui est située entre les sources de la Loire et les Bouches-du-Rhône. On n'avait pu leur opposer que des milices qui, troublées par leur fanatisme et leur impétuosité, s'enfuyaient presque toujours devant eux; aussi toute la province tremblait à leur nom seul. Ils avaient enlevé, aux troupes envoyées contre eux, des armes, des munitions, des uniformes, dont ils profitaient pour surprendre leurs ennemis, et, quoiqu'ils éprouvassent souvent de grandes privations, qu'ils passassent des journées sans nourriture, leurs frères en religion, qui n'avaient pas eu le courage de s'armer comme eux, avaient du moins celui de leur porter des vivres et des médicaments.

Au printemps de 1703, Louis rappela le comte de Broglie, et le remplaça par Montrevel qu'il venait de faire maréchal, pour soumettre les religionnaires des Cévennes, lui donnant pour cet objet des troupes assez nombreuses. Il voulait écraser rapidement cette rébellion qui, avec la guerre menaçante sur toutes les frontières, ajoutait beaucoup aux dangers de la France ; il crut donc devoir effrayer les insurgés par le déploiement des plus grandes rigueurs. Montrevel, qui n'était guère signalé que par sa bravoure, ses manières de grand seigneur, son ignorance et sa présomption, crut que ses menaces seules feraient tomber les armes des mains d'un ramas de paysans ; il publia, le 23 et le 24 février, deux ordonnances dans lesquelles il annonçait que tous ceux qui seraient

(1) Hist. des Camisards, L. II, p. 96.

pris les armes à la main seraient punis de mort sans forme de procès ; que leurs maisons seraient rasées, leurs biens confisqués ; que tous ceux qui accorderaient aux révoltés une retraite, des vivres, des provisions, ou toute autre assistance, seraient également punis de mort ; que les communautés des nouveaux convertis seraient responsables de leurs prêtres ; que tout village où un prêtre ou un soldat du roi aurait été tué par les camisards, serait brûlé (1). Il annonça aussi qu'il ferait pendre deux ou trois religionnaires pour chaque catholique qui serait tué, et il glaça d'effroi toute la province par des massacres.

Mais les camisards savaient déjà qu'ils ne devaient attendre aucune merci. Quand ils étaient prisonniers, ils marchaient avec joie au supplice comme à un martyre qui leur ouvrait les portes du ciel, et ils entonnaient le chant des psaumes au milieu des tourments. C'était aussi en chantant des psaumes qu'ils se précipitaient sur leurs ennemis, quel que fût leur nombre : et cette audace qu'inspire le fanatisme leur suffisait souvent pour renverser des troupes et mieux armées et plus aguerries. Il est impossible de rendre compte des opérations de cette guerre ; les insurgés habitant les bois et les rochers ne paraissaient jamais que par petites troupes de trois ou quatre cents hommes, qui tombaient inattendues sur quelque petite ville ou quelque village, et qui disparaissaient après avoir exercé de terribles représailles sur les catholiques, car les camisards étaient devenus aussi sanguinaires que leurs persécuteurs : rarement ils faisaient grâce à un prêtre. Souvent toute la garnison d'un château, toute la population d'un village qui s'était montrée hostile était passée au fil de l'épée. De son côté Montrevel se vengeait sur les nouveaux convertis demeurés paisibles, des camisards qu'il ne pouvait atteindre ; on racontait des exemples effroyables de sa cruauté, entre autres l'incendie d'un moulin près de Nîmes, le 1er avril 1703, où se trouvaient en prières cent cinquante réformés, vieil-

(1) Hist. des Camisards, L. III, p. 194-196. — Limiers, L. XIV, p. 126. — Larrey, T. VIII, p. 203.

Digitized by Google

lards, femmes et enfants, qu'il repoussait dans les flammes lorsqu'ils essayaient d'en sortir (1). Les habitants de beaucoup de villages avaient été passés par lui au fil de l'épée ; ceux de beaucoup d'autres encore devaient être déportés. Il avait donné l'ordre d'enlever de leur domicile tous les parents des rebelles attroupés, les principaux de chaque lieu qui devaient servir d'otages, et tous les jeunes gens enfin, de peur qu'ils n'entrassent dans les bandes des rebelles. En effet, cinq cent quatre-vingt-dix personnes furent arrêtées par ses ordres dans la seule paroisse de Mialet, trois cents à Saumane, quinze cents dans la Vaunage. Mais bientôt, embarrassé de tant de prisonniers, il recourait aux bourreaux pour s'en défaire (2). Et en même temps que les victimes périssaient par centaines sur les échafauds, leur supplice était prolongé par les atroces aggravations de la torture et de la roue : de plus la province était abandonnée à la rapacité comme aux cruautés de divers partisans auxquels Montrevel avait donné des commissions pour faire la guerre pour leur compte, et au fanatisme des Cadets de la croix, nouveaux croisés que Clément XI appelait par une bulle à la destruction des camisards, en leur promettant les mêmes indulgences que ses prédécesseurs avaient accordées aux croisés contre les Albigeois (3).

(1704.) Tandis que, dans le Languedoc, les Français se détruisaient par les mains les uns des autres, que Montrevel faisait brûler tous les villages des hautes Cévennes, qu'une grande partie de la population était réduite à la mendicité, et que toute cette belle province ne pouvait plus fournir pour la défense du royaume ni soldats ni revenus, la guerre recommençait avec l'année 1704, non pas seulement sur toutes les frontières, mais dans toutes les régions éloignées que les Français s'étaient chargés de défendre, dans toute l'Italie, dans toute l'Espagne, dans toute la Belgique jusqu'au Rhin, dans la Bavière et le long du Danube, jusqu'aux frontières de l'Au-

(1) Hist. des Camisards, L. IV, p. 237. — Lettre de la sœur Démeres, du 17 août 1703, p. 365.—Larrey, T. VIII, p. 205.

(2) Hist. des Camisards, L. IV, p. 250.

(3) *Ibid.*, p. 266-269.—Larrey, T. VIII, p. 327.

Digitized by Google

triche. Nous ne pouvons que raconter bien sommairement ces événements qui, distribués sur un vaste théâtre, pourraient admettre un détail infini. Depuis que l'art de la guerre a fait de si grands progrès, il n'appartient qu'aux militaires de raconter une campagne de manière à ce qu'un militaire y puisse trouver quelque instruction. D'ailleurs les Mémoires sur les événements de la guerre de la succession d'Espagne, que le gouvernement a fait publier dans ces dernières années, ne comprennent jusqu'ici, en trois gros volumes in-4°, que les trois premières campagnes, et leur étude diminue la confiance qu'on avait précédemment accordée à toutes les autres relations (1).

Villeroi devait commander l'armée de Flandre, Tallard était sur le Rhin, et Marsin, fils de celui qui avait été attaché au prince de Condé, et qui était mort au service d'Espagne, avait remplacé Villars en Bavière auprès de l'Électeur. Ces trois maréchaux de France devaient agir de concert. Le prince Ragotski avait soulevé toute la Hongrie. L'empereur, pressé entre cette insurrection derrière lui, et l'armée française et bavaroise devant lui, tremblait dans Vienne. Les exploits de Charles XII, roi de Suède, qui s'efforçait de précipiter du trône de Pologne le roi Auguste de Saxe, allié de l'empereur, donnaient aussi beaucoup d'inquiétude aux Autrichiens. Pour les rassurer les alliés avaient résolu de porter tout l'effort de la guerre dans le centre de l'Allemagne. Le duc de Marlborough, avec l'armée des Pays-Bas, devait y agir de concert avec le prince Eugène qui commandait l'armée d'Autriche ; mais il fallait pour cela que le premier dérobât ses projets au maréchal de Villeroi qui lui était opposé, et gagnât quelques marches sur lui. Ses manœuvres, dans ce but, tinrent en effet quelque temps dans l'incertitude l'armée des Pays-Bas (2).

(1) Le quatrième volume qui contient en 1074 pages in-4° les documents sur une partie de la campagne de 1704, ne nous est parvenu qu'au moment où nous mettions ce volume sous presse. Ce qui nous frappe le plus dans ces documents, c'est le sentiment qu'avaient également et le roi et ses maréchaux des dangers de l'expédition de Bavière.

(2) Saint-Simon, T. IV, ch. 17, p. 193. — La Hode, L. LVI, p. 403. — Limiers, T. III, L. XIV, p. 136.—Larrey, T. VIII, p. 300.

Digitized by Google

On avait promis des renforts à l'électeur de Bavière ; Tallard fut chargé de les conduire : il réussit à franchir les passages de la forêt Noire, en entrant dans le défilé de Saint-Pierre sous le canon même de Fribourg, et il parvint ainsi à conduire quinze mille hommes au duc de Bavière qu'il joignit, le 17 mai, à Donaueschingen. Il revint ensuite sur le Rhin où il avait encore une armée de trente mille hommes avec laquelle il devait tenir tête au prince de Bade. Pendant ce temps les alliés ramenaient toutes leurs forces vers le Danube. Marlborough était parti de Flandre avec trente-cinq ou quarante mille hommes, et marchant à grandes journées il avait rejoint, le 6 juin, le prince de Bade, et ensuite le prince Eugène à Heilbron. Ils avaient offert à l'électeur de Bavière des conditions avantageuses, et comme elles n'avaient point été acceptées, Marlborough et Bade convinrent de marcher contre lui, tandis qu'Eugène, occupant avec vingt-cinq mille hommes les lignes de Stolhoffen, devait y arrêter les Français. Villeroi de son côté avait pris, avec l'armée de Flandre, la même direction, et il était arrivé le 9 juin aux environs de Landau. Villeroi, Tallard et le comte de Coigni, avec trois armées, étaient alors assez rapprochés pour tomber en même temps sur le prince Eugène, et ils avaient l'espoir de le forcer dans les lignes de Stolhoffen. Le roi, à qui ce projet fut présenté, préféra augmenter les forces qu'il avait déjà en Bavière. Il donna ordre à Tallard de s'y rendre avec l'armée du Rhin, et celui-ci, reprenant au travers de la forêt Noire le même chemin qu'il avait déjà parcouru au printemps, rejoignit l'Électeur seulement vers le mois de juillet (1).

Avant l'arrivée de Tallard le général anglais, qui, dès le 28 juin, avait rejoint l'armée impériale, attaqua le camp retranché de Schellemberg, sous Donawerth, où le comte d'Arco, maréchal de Bavière, s'était fortifié avec sept ou huit mille hommes ; de ce poste important dépendait la sûreté du

(1) La Hode, L. LVI, p. 406. — Larrey, T. VIII, p. 506. — Limiers, L. XIV, p. 137.

Digitized by Google

camp de l'Électeur sur la gauche du Danube. Marlborough et le prince de Bade, s'avançant par de très mauvais chemins, ne purent y arriver le 2 juillet qu'à six heures du soir. Bade voulait remettre l'attaque au lendemain, Marlborough insista pour la commencer tout de suite. Elle fut terrible, mais elle fut longtemps aussi soutenue avec une grande vaillance. A deux reprises les grenadiers français et bavarois, après avoir chassé les assaillants de leurs retranchements, en sortirent eux-mêmes pour les poursuivre la baïonnette au bout du fusil; mais repoussés de front, les alliés, s'écoulant le long du retranchement, trouvèrent un endroit plus faible par lequel ils le franchirent. Il était déjà huit heures du soir. Les Bavarois se retirèrent sans beaucoup de perte dans un bois où ils ne furent pas poursuivis. Ils avaient perdu bien moins de monde que les alliés; mais le poste était forcé. L'Électeur ne pouvait plus se maintenir sur la gauche du Danube, il le repassa pour se mettre sous le canon d'Augsbourg; il abandonna Donawerth, et il permit ainsi aux alliés de se répandre dans la Bavière et d'y brûler plus de cent cinquante bourgs ou villages (1).

L'arrivée de Tallard rendit à l'électeur de Bavière une supériorité de forces imposante. Il avait dès lors quatre-vingt mille hommes sous ses ordres; il était brave et présomptueux, il désirait vivement livrer bataille; mais c'était un malheur pour Louis d'être contraint de mettre sa meilleure armée sous les ordres d'un prince qui, parce qu'il se battait bien, croyait bien connaître l'art de la guerre; au reste, si nous devons en croire Feuquières, excellent tacticien, mais très disposé à blâmer tout le monde, les trois généraux français, Villeroi, Tallard et Marsin, firent plus de fautes encore que l'Électeur. Villeroi ne songeait qu'à observer le prince Eugène dans ses lignes de Béhel ou Stolhoffen; Eugène restait dans ses retranchements pour occuper le maréchal de Villeroi et l'empêcher d'aller grossir les trois armées avec la sienne. Il

(1) La Hode, L. LVI, p. 408. — Feuquières, T. IV, p. 109. — Saint-Simon, T. IV, p. 196.

Digitized by Google

mesura si juste ses mouvements qu'il l'occupa jusqu'au bout, et partit précisément à temps pour aller joindre Marlborough, sans laisser au maréchal la possibilité de l'arrêter. Villeroi n'avait pas su prévoir ce mouvement, il n'avait pas voulu croire les avis qu'on lui donnait, il ne s'en aperçut que fort tard, il ne sut point y remédier, et il demeura inutilement avec toute son armée dans les gorges qu'il occupait (1).

Quoique les trois généraux des alliés, Eugène, Marlborough et le prince de Bade eussent réuni leurs forces contre l'électeur de Bavière, et que Villeroi ne fût point arrivé au secours de ce prince ou ne fît point en sa faveur quelque diversion utile. les forces des deux armées en présence étaient assez égales, chacune comptait environ quatre-vingt mille hommes; mais les Français étaient mal informés des mouvements de leurs adversaires, ils ne les croyaient point réunis, et s'assuraient d'être les plus forts ; l'Électeur désirait la bataille, il voulait y contraindre ses ennemis, et se figurant qu'ils l'évitaient, il ne songea point qu'il pourrait lui-même être attaqué. Cependant c'était à lui qu'il importait de gagner du temps et d'éviter les chances d'une action décisive. Il était maître de tout le cours du Danube, d'Ulm, d'Augsbourg et de Ratisbonne ; ses vivres étaient assurés, sa position à Lavingen, fortifiée par des défilés et des marais, était inattaquable. Les alliés au contraire, dont tous les magasins étaient à Nuremberg ou à Nordlingen, ne pouvaient s'éloigner de ces deux villes dont la seconde n'était pas même fortifiée ; les Hollandais voyaient avec beaucoup d'inquiétude que Marlborough eût abandonné la Flandre et se fût autant éloigné d'eux : le prince Eugène de son côté ne pouvait tarder d'être rappelé sur les bords du Rhin par les premiers mouvements que Villeroi ferait derrière lui ; peu de semaines, peu de jours peut-être auraient contraint les alliés à séparer de nouveau leurs trois armées, et les Français, sans combattre, demeuraient en Bavière maîtres de tout le centre de l'Allemagne.

Poussés par une présomption bien fatale, l'Électeur et les

(1) Feuquières, T. III, p. 380.—Saint-Simon, T. IV, p. 208.

Digitized by Google

deux maréchaux de Tallard et de Marsin quittèrent leur forte position de Lavingen, pour venir chercher l'ennemi sur la gauche du Danube, d'où ils se flattaient que leur approche suffirait seule pour le chasser. Ils s'étendirent dans la plaine d'Hochstett, ayant le Danube à leur droite, et leur front couvert par un ruisseau assez difficile à franchir ; mais ils ne s'étaient point avancés jusqu'à ce ruisseau, qu'ils n'avaient point gardé ; au contraire entre leur campement et ses bords, ils avaient devant eux, sur la droite, le village de Blenheim, sur la gauche, celui de Bolstatt où ils avaient mis beaucoup d'infanterie. Par une disposition bizarre Marsin et Tallard, quoique rangés sur un seul front, commandaient deux armées séparées. Tallard était campé derrière Blenheim, l'électeur de Bavière avec Marsin derrière Bolstatt, entre eux et le ruisseau il y avait assez d'espace pour mettre en bataille non seulement leur armée, mais aussi celle des ennemis. Les alliés appuyaient leur gauche au Danube, ils étaient couverts non-seulement par le ruisseau, mais par des haies et un petit bois qui dérobaient aux yeux de Tallard les Anglais et les Hollandais, avec Marlborough, qui lui était opposé. Le prince Eugène commandait la droite de leur armée, opposée aux Bavarois et à Marsin ; il paraît que le prince de Bade était occupé au siége d'Ingolstadt.

Le 13 août dès le grand matin les alliés se préparèrent à l'attaque ; les Français ne voulaient pas le croire, et ils supposaient que les mouvements qu'ils leur voyaient faire étaient destinés à couvrir leur retraite sur Nordlingen. Cependant ils se mirent en bataille en avant de leur camp, mais dans l'ordre même où ils avaient campé, c'est-à-dire comme s'ils formaient deux armées ; en sorte que le centre de leur ligne, au lieu de présenter une redoutable infanterie, se composait de deux ailes de cavalerie de la droite d'une des armées, de la gauche de l'autre. Tallard, qui avait la vue fort courte et qui n'apercevait aucun mouvement devant lui, lorsqu'il entendit l'artillerie à sa gauche, y courut pour savoir ce qui se passait à l'armée bavaroise, et par une inconcevable imprudence, il ne laissa en son absence le commandement à personne. Il

Digitized by Google

était déjà près de midi ; le prince Eugène attaquait l'aile gauche, mais il y était reçu vertement par Marsin. Pendant ce temps Marlborough, sans être aperçu, avait traversé le ruisseau ; il s'avançait en colonne, entre les deux villages, sur le centre des alliés ; il eut bientôt enfoncé la cavalerie qui l'occupait. Tallard, qui revenait au galop, tomba au milieu des bataillons anglais et fut fait prisonnier. Marlborough avait d'abord paru menacer l'armée bavaroise, mais celle-ci, qui jusqu'alors avait repoussé avec avantage l'attaque du prince Eugène, se voyant placée entre deux feux, fit sa retraite vers Ulm, en bon ordre et sans être troublée, abandonnant ainsi toute l'armée de Tallard ; ce fut contre cette dernière que Marlborough se retourna. Les Français, privés de leur général, se défendirent bravement dans leur position, mais personne entre leurs chefs ne prit sur lui de réformer l'ordre général de bataille ou de rappeler l'infanterie qui occupait Blenheim : ils furent enfoncés, poussés entre le marais d'Hochstett et le Danube, et pris là comme dans un sac ; un grand nombre d'entre eux se noyèrent dans les eaux qui les entouraient ; huit mille hommes y furent tués, et on leur prit cent pièces de canons, vingt-quatre mortiers et tous leurs bagages. La plaine d'Hochstett étant entièrement nettoyée, Marlborough revint contre le village de Blenheim qu'il entoura. Il s'y trouvait encore vingt-huit bataillons d'infanterie et douze escadrons de dragons, faisant ensemble environ quinze mille hommes ; mais leur terreur fut si grande en se voyant coupés et sans espoir d'être secourus, qu'ils mirent bas les armes sans combat (1).

Après un échec si terrible, l'Électeur consterné n'osa plus demeurer dans ses États ; quoiqu'il eût fait sa retraite en bon ordre, la frayeur gagna son armée ; il évacua toutes ses places fortes et plus de quatre-vingts lieues de pays. Il ne s'arrêta

(1) Feuquières, T. III, p. 357-387, avec un plan de la bataille. — La Hode, L. LVI, p. 412. — Hist. d'Angleterre, continuat. de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 115-118. — Limiers, L. XIV, p. 141-157, avec diverses relations officielles des deux parts. — Larrey, T. VIII, p. 315. — Saint-Simon, T. IV, p. 208. — Lettre du mar. de Villars sur le sort de son armée, T. LXIX, page 162.

Digitized by Google

point à Ulm dont il s'était saisi pour assurer sa communication avec la France, et traversant la forêt Noire avec Marsin et les débris de l'armée française, sous la protection de Villeroi qui s'était avancé à sa rencontre, il évacua toute l'Allemagne. Les transports de joie à Vienne, à la Haye, et chez tous les alliés ; les honneurs, les richesses dont Marlborough fut comblé, montrèrent assez combien les ennemis de la France étaient encore peu accoutumés aux victoires (1).

Après la bataille de Blenheim ou d'Hochstett, le prince de Bade leva le siége d'Ingolstadt. Les alliés se croyaient assurés que toutes les places des régions du Danube ouvriraient leurs portes d'elles-mêmes, et ils ne voulurent pas fatiguer leurs soldats à les attaquer. En effet, l'électrice de Bavière, à qui son mari en partant avait laissé l'autorité sur ce malheureux pays, s'empressa de se soumettre aux vainqueurs. Ulm, Ratisbonne, Straubingen, Passau, furent successivement évacués par les Bavarois. Les alliés, poussant leur victoire, passèrent le Rhin à Philipsbourg, et investirent Landau le 11 septembre. Le roi des Romains, le prince de Bade et le prince Eugène s'unirent pour en faire le siége. La valeureuse résistance de M. de Laubanie, lieutenant-général qui commandait dans cette place, et qui capitula seulement le 23 novembre, après avoir fait perdre près de huit mille hommes aux assiégeants, donna aux Français un peu de temps pour se remettre de leur désordre, et de la terreur imprimée par une si grande défaite. Dans le même temps Marlborough s'empara de Trèves, et le landgrave de Hesse de Traerbach. Il ne se passa rien d'important dans les Pays-Bas, où Villeroi retourna prendre ses quartiers d'hiver. Mais on fut averti que les alliés faisaient d'immenses approvisionnements pour pénétrer en France l'année suivante, par les trois évêchés (2).

La France avait éprouvé en Allemagne un terrible revers ; sur les autres théâtres de la guerre, la fortune ne s'était point

(1) La Hode, L. LVI, p. 416. — Hist. d'Angleterre, faisant suite à Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 133. Les Anglais donnent le nom de Blenheim à cette bataille ; les Français, celui d'Hochstett.

(2) La Hode, L. LVI, p. 418. — Limiers, L. XV, p. 162.

Digitized by Google

encore déclarée contre elle; mais il suffisait que l'on combattît à la fois en tant de lieux différents pour que la résistance lui devînt bien difficile. Victor-Amédée semblait de toutes parts enveloppé par les armées françaises, et l'on croyait que la Savoie ne tarderait pas à être conquise par La Feuillade, et le Piémont par Vendôme. Ce souverain cependant en avait appelé à l'Europe et à ses propres sujets contre la perfidie de la France et le désarmement de ses troupes. Il prétendait avoir été jusqu'à ce moment fidèle aux Bourbons. Il conclut à Turin, le 25 octobre 1703, un nouveau traité d'alliance avec l'empereur, l'Angleterre et la Hollande, par lequel le premier lui promettait un secours de vingt mille soldats, et les deux autres États un subside mensuel de 80,000 écus. Ses sujets qui n'avaient point connaissance de son traité secret du 5 janvier, accoururent en foule sous ses étendards pour l'aider à repousser la trahison dont ils le croyaient victime (1). Les Vaudois qu'il invita à défendre, à venger leur religion si cruellement persécutée par le monarque français, embrassèrent avec joie l'occasion de satisfaire leurs anciens ressentiments. Leur pays retentissait alors du bruit des exploits des camisards; l'on commençait à croire que tous les huguenots des provinces du midi étaient prêts à prendre les armes, et que les flottes anglaises et hollandaises allaient paraître près des Bouches-du-Rhône, pour donner de puissants secours à leurs frères en religion.

Les cruautés de Bâville et du maréchal de Montrevel soulevaient en effet d'indignation les protestants dans toute l'Europe; on voyait l'étendard de la réforme de nouveau déployé en France, et l'on se figurait, en Angleterre et en Hollande, qu'on allait y voir recommencer les anciennes guerres de religion. Il y avait cependant peu de ressemblance entre les camisards et les huguenets du temps de Coligny. La noblesse, la bourgeoisie ne s'étaient point mises à la tête de cette nouvelle insurrection. Ce n'était presque que de pauvres paysans réduits au désespoir, sans éducation, sans communication au

(1) *Carlo Botta*, L. XXXV, p. 293.

Digitized by Google

dehors, sans organisation entre eux, même sans pasteurs pour les éclairer et les contenir; c'était bien pour le chant des psaumes et pour la prière qu'ils s'assemblaient, mais quelque enthousiaste illettré prenait la place du prédicateur, se livrait à ce qu'il croyait les inspirations de l'esprit, et éveillait le fanatisme et la cruauté au lieu du sentiment religieux. Des bandes forcenées sortaient des bois, descendaient des montagnes, brûlaient les églises, tuaient les prêtres, passaient quelquefois tous les habitants catholiques au fil de l'épée, et disparaissaient ensuite. Il n'y avait là ni plan de guerre ni concert possible avec d'autres peuples, ni puissance réelle, encore que ce fût un grand fléau, un ulcère rongeant pour la France. Quant à la correspondance avec l'Angleterre et la Hollande, à laquelle les camisards ne songeaient même pas, quelques intrigants qui leur étaient étrangers s'en étaient chargés. Celui qui fit le plus de bruit fut un abbé de la Bourlie, frère du marquis de Guiscard, lieutenant-général, officier brave et fidèle. La Bourlie, que ses mauvaises mœurs avaient forcé de se réfugier en Hollande, y prit lui-même le nom de marquis de Guiscard, se donna pour le principal instigateur de la révolte des camisards, répandit des manifestes en leur nom, prétendant qu'ils s'armaient non point pour la religion (lui-même était catholique), mais pour recouvrer la liberté de la patrie. Il publia des Mémoires, qui viennent d'être réimprimés comme s'ils méritaient quelque confiance, et trouva moyen de se faire donner par les Anglais et les Hollandais assez d'argent qui ne passa jamais en Languedoc (1).

Tandis que les puissances protestantes étaient dupes de cet intrigant, et de plusieurs autres qui prétendaient de même agir au nom des camisards, le roi avait rappelé le maréchal

(1) Hist. des Camisards, L. VI, p. 46 *et suiv.*—Saint-Simon, T. IV, p. 198. — Mém. du marq. de Guiscard, Archives curieuses, T. XI, p. 199. — Capefigue, T. IV, ch. 31, p. 219. M. Capefigue me paraît avoir accordé trop de foi aux prétendus complots de Guiscard. Les comités au nom desquels il obtenait les subsides de l'Angleterre, n'existaient que dans sa tête, tout comme ceux au nom desquels des intrigants de même espèce, au temps de Napoléon, trompaient le ministère anglais.

Digitized by Google

de Montrevel, et avait chargé le maréchal de Villars d'aller commander à sa place en Languedoc. Celui-ci arrivait avec la mission de pacifier, non de détruire. « Ce que je démêlai le » plus clairement, dit-il (1), c'est qu'on employoit contre les » coupables les supplices les plus cruels sans grâce aucune, » et je jugeai que c'étoit peut-être cette rigueur inflexible qui » les portoit aux actions barbares qu'on leur reprochoit, et à » exposer sans ménagement dans les combats une vie qu'ils » étoient infailliblement destinés à perdre par une mort » ignominieuse et cruelle. Je me proposai d'essayer une autre » conduite ; en prenant congé du roi et recevant ses derniers » ordres, je lui dis : — Si Votre Majesté me le permet, j'agi- » rai par des manières toutes différentes de celles que l'on » emploie, et je tâcherai de terminer par la douceur des » malheurs où la sévérité me paroît non seulement inutile, » mais totalement contraire. — Il me répondit : — Je m'en » rapporte à vous, et vous croyez bien que je préfère la con- » servation de mes peuples à leur perte que je crois certaine » si cette malheureuse révolte continue. »

Tout le récit de Villars est d'un vif intérêt; mais il faut abréger. Nous croyons cependant mieux faire connaître la fin de cette guerre par quelques mots que nous lui empruntons que par un résumé plus nourri, mais qui ne serait pas empreint du caractère du principal acteur. « Je pris la résolu- » tion, dit-il, de concert avec M. de Bâville, de joindre persé- » véramment la douceur et la fermeté ; de poursuivre les » rebelles à outrance, de ne point leur donner de relâche, ni » grâce à ceux qui seroient pris les armes à la main, mais » d'accorder à ceux qui se rendroient tout ce que les circon- » stances pouvoient permettre ; c'est-à-dire aux uns de se re- » tirer en pays étranger, en emportant le prix de leurs biens » qu'on leur laisseroit vendre ; aux autres de rester dans leur » patrie, sous le cautionnement de quelques catholiques » connus qui répondroient de leur conduite ; mais à aucun,

(1) Mém. de Villars, T. LXIX, p. 139. — Hist. des Camisards, L. IX, p. 213.

Digitized by Google

» ni dans aucun cas, l'espérance d'exercer leur religion (1).
» Mais je dois avouer que je réussis mieux à les forcer qu'à
» les persuader. » Il continua en effet à battre le pays avec deux mille cinq cents hommes; c'étaient toutes les troupes dont il pouvait disposer; il les divisa en petits partis de deux à quatre cents hommes. Cette méthode désolait les camisards et les mettait sur les dents; Cavalier, dont la petite troupe avait passé deux jours sans manger, résolut de traiter. « Je
» lui fis donner des espérances; il m'écrivit, je répondis; il
» demanda une entrevue, je l'accordai. C'est un paysan du
» plus bas étage, qui n'a pas vingt-deux ans et n'en paroît
» pas dix-huit, petit et aucune mine qui impose, qualités
» nécessaires pour les peuples, mais une fermeté et un bon
» sens surprenant.... Il a beaucoup d'arrangement pour ses
» subsistances, et dispose aussi bien ses troupes pour une ac-
» tion que des officiers bien entendus le pourraient faire (2).
» Du moment que Cavalier a commencé à traiter jusqu'à la
» fin, il agit toujours de bonne foi. Il y eut plusieurs condi-
» tions agréées et rejetées, avant qu'on tombât d'accord. Il
» se flattoit de ramener à la soumission environ trois mille
» hommes, et il proposoit de tirer de ce nombre de quoi
» former un beau régiment qu'il commanderoit sous son nom,
» et consentoit d'aller servir en Alsace, en Portugal, et par-
» tout où on l'enverroit. » Villars assigna la petite ville de Calvisson à la troupe de Cavalier et à ceux qui voudraient suivre son exemple. Mais comme pendant cet armistice il leur permit d'y faire leurs prières publiques et de chanter leurs psaumes, tous les nouveaux convertis du voisinage accouraient pour prendre part au service divin, et d'autre part tout le clergé jetait les hauts cris contre un général qui donnait cet exemple de tolérance même temporaire. Villars fut obligé d'écrire en cour pour se justifier. Le seul archevêque de Narbonne était assez sage pour dire : « Bouchons-nous les
» oreilles et finissons. »

(1) Lettre de Villars, du 1er mai, à M. de Chamillart, T. LXIX, p. 146.
(2) Lettre à M. de Chamillart, du 5 juin, T. LXIX, p. 149.



Digitized by Google

Sur ces entrefaites le bruit se répandit que les Anglais devaient jeter sur la côte du Languedoc des armes, de l'argent, des provisions, pendant que le duc de Savoie ferait entrer du côté de Nice des officiers, la plupart du pays, et réfugiés dans le sien. Ce bruit ébranla les camisards réunis à Calvisson, plusieurs quittèrent Cavalier. Villars fit partir celui-ci pour la frontière avec cent vingt hommes seulement, mais on lui permit de grossir sa troupe de tous les prisonniers qui voulurent bien s'incorporer à eux. Arrivés en Alsace on leur permit de se retirer chez l'étranger ou d'entrer dans les troupes françaises à volonté. Cavalier passa dans les troupes de Hollande, où on lui donna le grade de colonel. Il y servit avec honneur (1) et se distingua en Espagne à la bataille d'Almanza ; il parvint ensuite au grade d'officier général, fut nommé gouverneur de Jersey, et mourut à Chelsea en mai 1740.

Après la retraite de Cavalier la révolte ne fut pas terminée, mais le seul homme qui sût mettre quelque ensemble dans les opérations des camisards n'y étant plus, les autres s'affaiblirent par leurs divisions et leur désordre. « Tourmentés, » poursuivis, dit Villars, ils ne savoient où se réfugier. Comme » on leur refusoit retraite, de peur d'en être punis, ils la » prenoient de force, enlevoient les vivres de leurs propres » partisans, pilloient, tuoient, ravageoient à la fin sans dis- » tinction. Par là ils se firent détester de tout le pays ; ceux » mêmes qui les avoient soufferts jusqu'alors se tournèrent » contre eux. La désertion s'y mit, parce que ceux qui se » soumettoient étoient bien traités. Ils commencèrent à se » vendre et à se trahir, ce qu'ils n'avoient pas encore fait. » Enfin les chefs vinrent se rendre successivement avec leurs » prophètes..... Je les fis conduire par petites bandes, comme » celle de Cavalier, jusque sur les frontières du royaume. On » les nourrit bien en route ; on leur donna des habits et même » quelque argent, dont ils parurent très contents. Ainsi l'ex-

(1) Mém. de Villars, p. 154.—Limiers, L. XV, p. 170.—Hist. des Camisards, T. III, L. XIII, p. 1, seq.

Digitized by Google

» pulsion d'environ trois cents bandits rendit la tranquillité » à la province. Il ne resta plus que quelques brigands dans » les hautes Cévennes, pays qu'il est peut-être impossible de » purger de cette engeance (1). » Dès lors on continua bien long-temps encore à compter sur les camisards dans les conseils des alliés, mais leur révolte était réellement terminée. Ceux mêmes qui avaient pris les armes étaient Français, et se reprochaient de déchirer le sein de la France au moment où ils la voyaient accablée par ses ennemis.

Vendôme était chargé de punir le duc de Savoie de l'encouragement qu'il offrait aux révoltés. Ce général, alors âgé de cinquante ans, inspirait une grande confiance aux soldats, par sa gaîté, sa bonhomie, sa valeur, son sang-froid dans les plus grands périls et la promptitude de son coup d'œil, encore qu'il y joignît des défauts qui auraient suffi pour décrier tout autre général, sans parler de ses débauches, de ses vices infâmes, de sa malpropreté rebutante dans toute sa personne. Jamais capitaine ne fut accusé d'une plus insurmontable paresse, d'un tel manque de vigilance, de plus d'incapacité dans l'esprit pour méditer et préparer de longue main une opération ; d'autre part, rien ne le décourageait, et dans les circonstances les plus critiques il se croyait toujours assuré du succès. Il avait en tête deux adversaires formidables : le comte de Stahremberg, le meilleur homme de guerre que l'Autriche eût produit, et le duc de Savoie, qui joignait à une valeur brillante toute la science du général et toute l'astuce du politique le plus consommé. Au milieu de l'hiver le comte de Stahremberg amena, par une marche hardie, dix-huit mille hommes, au travers de l'État de Parme, jusqu'au Tanaro, où l'attendait le duc de Savoie. Vendôme, qu'il avait trompé en lui faisant croire qu'il voulait marcher sur la gauche du Pô,

(1) Lettres à M. de Chamillart, des 3 novembre et 2 janvier 1705. — Mém. de Villars, p. 161. Il s'en faut bien que Villars apportât autant de douceur à la répression de la révolte qu'il le donne à entendre. D'effroyables supplices furent encore infligés à des milliers de victimes, mais c'était des gens du peuple et des huguenots pour lesquels la cour ne sentait pas de compassion. *Voyez* le T. III de l'Histoire des Camisards.



Digitized by Google

revint en arrière pour le suivre, mais trop tard, et ne put pas l'atteindre (1). Malgré ce secours le duc de Savoie succombait sous les forces françaises qui l'attaquaient de toutes parts. La Savoie, à la réserve de Montmélian, lui avait été enlevée dès l'automne précédent. Au printemps de cette année, Vendôme commença la conquête du Piémont, en même temps qu'il chargea son frère, le grand-prieur, de contenir les Impériaux du côté de la Mirandole. Dans les premiers jours de juin le duc de Vendôme assiégea Verceil, qui se rendit le 20 juillet, puis Ivrée, prise le 29 septembre, et enfin Verrue, qui opposa une très longue résistance et capitula seulement le 9 avril 1705. En même temps le duc de La Feuillade s'était emparé de Suse, de Bard et de Pignerol. Ces conquêtes étaient importantes, mais elles furent trop chèrement achetées : tant de siéges si longs et si pénibles, le dernier surtout, qui fut continué tout au travers de l'hiver, ne laissèrent à ce général qu'une armée à demi ruinée pour la campagne suivante (2).

La guerre commençait aussi à désoler l'Espagne, et cette monarchie encore si vaste, encore si pleine d'orgueil, n'avait ni armée, ni trésor, ni vie intérieure pour résister à une attaque. La nation avait adopté Philippe V, et mettait son honneur à le maintenir ; elle aimait sa bonne mine, et sa dévotion monacale, et ses manières dignes jusqu'à la réserve la plus outrée : mais elle n'avait aucune occasion de s'associer à lui ; le jeune prince, silencieux, mélancolique, se défiant de lui-même, ne se communiquait à personne, ou plutôt n'avait rien à communiquer : aucune pensée, aucun sentiment ne l'animait. Les grands se pressaient à sa cour, mais ils y apportaient leur indolence et leurs vices. Il était difficile de les faire agir, plus difficile encore de les faire renoncer à aucun des abus, à aucun des désordres qui avaient dissipé les forces et anéanti les finances de leur patrie. Louis XIV

(1) La Hode, L. LVI, p. 391. — *Botta*, L. XXXV, p. 297. — *Muratori, ad annum*, T. XVI, p. 73.

(2) La Hode, L. LVI, p. 425-429. — *Botta*, L. XXXV, p. 310. — *Muratori, ad annum*, p. 75. — Costa, Mém. historiques de la maison de Savoie, T. III, p. 73.

Digitized by Google

avait vivement désiré de faire gouverner l'Espagne par des Espagnols; mais il aurait voulu cependant lui faire retrouver des soldats, des richesses, des fortifications, des armes, les moyens d'exister et de se défendre, et à toutes ses propositions vitales il rencontrait toujours un préjugé ou un intérêt castillan qui les paralysait. Il avait choisi pour le conseil intime de son petit-fils deux personnages qu'il avait cru les plus propres à calmer la jalousie espagnole, parce qu'ils avaient en quelque sorte renoncé à leur caractère français pour prendre celui de Romains : son ambassadeur, le cardinal d'Estrées, et la princesse des Ursins, camarera-mayor; mais tous les deux s'étaient au contraire montrés Français par leur répugnance à s'entendre avec aucun Espagnol. Le cardinal d'Estrées voulut tout changer, tout renouveler dans l'administration : il prétendait être le conseil, l'unique ministre, ou plutôt le tuteur de Philippe. La princesse des Ursins, qui était pleine d'esprit et de grâce, amusait la jeune reine; mais en même temps elle lui avait inspiré le plus profond éloignement pour toutes les dames espagnoles; elle la faisait vivre dans la plus complète solitude d'esprit et de cœur. Cette jeune personne éprouvait un mortel ennui dès qu'elle se séparait de sa camarera-mayor, et comme Philippe V était passionnément amoureux de sa femme, par elle la princesse des Ursins gouvernait le royaume. Bientôt son ambition avait rencontré pour obstacle celle du cardinal d'Estrées : tous deux voulaient être absolus. La princesse réussit bientôt à faire rappeler le cardinal d'Estrées et à le faire remplacer par l'abbé d'Estrées, son neveu, qui s'était secrètement uni à elle contre son oncle. Mais le nouvel ambassadeur ne fut pas plutôt entré en fonctions qu'il désira s'élever aux dépens de sa bienfaitrice. Tandis qu'il était toujours avec elle flatteur et obséquieux, il l'accusait et la tournait en ridicule dans sa correspondance avec le ministre des affaires étrangères. La princesse des Ursins, qui en conçut quelque soupçon, eut l'audace d'intercepter sa correspondance, d'ajouter des notes marginales à la lettre de l'ambassadeur, et de l'envoyer dans cet état à M. de Torcy. Louis XIV fut indigné contre elle; il résolut de

Digitized by Google

rappeler et l'ambassadeur et la princesse ; mais il attendit pour le faire que Philippe V eût quitté la reine pour se rendre à l'armée (avril 1704); car s'il était resté sous le charme de sa présence, il n'aurait pas obéi (1).

L'empereur Léopold avait, le 12 septembre 1703, dans une assemblée solennelle à Vienne, renoncé à tous ses droits sur la couronne d'Espagne, en faveur de son second fils l'archiduc Charles. Le roi des Romains, Joseph, frère aîné de Charles, avait confirmé cette renonciation. Ils avaient ensuite fait partir ce jeune prince pour la Hollande et l'Angleterre, afin que leurs alliés maritimes le missent en possession de la couronne qu'ils lui destinaient ; mais ils l'avaient en même temps envoyé en si pauvre équipage, et avec si peu de ressources pécuniaires, que dès son arrivée en Hollande l'archiduc fut obligé de mettre ses joyaux en gage pour être en état de continuer son voyage. Cependant au mois de janvier il avait été reçu en Angleterre avec tous les honneurs de la royauté, et la reine Anne avait pourvu magnifiquement à sa dépense. Il était ensuite reparti pour le Portugal sur une flotte anglaise, et le 8 mars il était entré dans le Tage. Il avait avec lui huit mille Anglais ou Hollandais ; le duc de Schomberg commandait les premiers, le général Fagel les seconds. En y joignant les Portugais l'armée alliée comptait à peine dix-huit ou vingt mille hommes d'assez mauvaises troupes. Le duc de Cadaval, général des Portugais, et l'Amirante de Castille, qui se donnait pour le représentant du parti autrichien en Espagne, n'étaient d'accord ni entre eux, ni avec les deux généraux des puissances maritimes ; aussi Philippe V, qui se mit en campagne le 3 mai sous la direction du duc de Berwick, remporta bientôt des avantages signalés. Le duc de Berwick était arrivé à Madrid vers le milieu de février avec douze mille bons soldats français, et toutes les troupes dis-

(1) Saint-Simon. T. IV. ch. 14, p. 163. — *Lord Mahon*, *War of the Succession in Spain*, ch. 2, p. 87. — *San Phelipe*, *Comentarios de la guerra de Espana*, *Tomo I*, *ano de* 1703, p. 87. — Mém. du duc de Noailles, T. LXII, p. 163-184 jusqu'à 310. — W. Coxe, l'Espagne sous les Bourbons, T. I, ch. 8, p. 304-348.

Digitized by Google

ponibles de l'Espagne avaient été en même temps mises sous ses ordres. Un homme de beaucoup de talent et d'intrigue, Jean Orry, d'abord petit commis dans les finances, que Chamillart avait distingué, était venu en Espagne avec la princesse des Ursins qui le protégeait ; il était arrivé à la direction principale des finances et de la guerre dans ce royaume, et quoiqu'il ne fût point capable de réformer le système détestable de son administration, ce que d'ailleurs les circonstances ne permettaient peut-être pas, quoiqu'on soupçonnât aussi son intégrité, il avait réussi à faire trouver au roi des soldats et des magasins (1). Berwick avec la principale armée entra dans la province de Beira au nord du Tage ; le prince de Tserclaes, Flamand au service d'Espagne, devait, avec environ huit mille hommes, s'avancer au midi de cette rivière ; don Francisco Ronquillo devait en même temps faire une diversion du côté d'Almeida. Les Français unis aux Espagnols formaient en tout environ trente-cinq mille hommes ; Berwick ne fut point satisfait de la coopération de Tserclaes auquel il reprocha de la timidité. Cependant Salvatierra, Segura, Cerberos, Montano, furent pris en peu de jours ; peu après Castelbranco, place assez importante, qui ne soutint que quatre jours de siége. Les soldats portugais ne savaient pas défendre les meilleures forteresses ; les paysans au contraire opposaient de la résistance derrière les plus mauvaises murailles, et le pillage et les cruautés des Espagnols augmentaient l'animosité entre les deux nations. Le pain manquait fréquemment à l'armée de Berwick, les chaleurs étaient devenues excessives ; les deux peuples de la Péninsule semblaient se disputer l'un l'autre d'incapacité et d'impuissance ; cependant l'avantage restait toujours aux Espagnols. Fagel se laissa surprendre et perdit tout le petit corps qu'il commandait, Berwick passa ensuite le Tage, et s'il avait rencontré Tserclaes à Villa Velha où il lui avait donné rendez-vous, il aurait aisément poussé jusqu'à Lisbonne. Les chaleurs et les maladies qu'elles engendrent forcèrent ensuite à mettre les

(1) Saint-Simon, T. III, p. 408 ; T. IV, p. 70 et 159.

Digitized by Google

deux armées en quartiers de rafraîchissements. Mais les alliés se sentaient fort humiliés de cette première campagne ; le duc de Schomberg fut rappelé, et il fut remplacé par un autre réfugié français, lord Galloway, fils du comte de Ruvigny, autrefois commissaire des églises réformées (1).

Le prince de Darmstadt prétendait toujours que c'était à Barcelonne qu'il fallait attaquer Philippe V, et que plus les Castillans lui avaient montré d'attachement, plus les Catalans seraient prêts à se déclarer contre lui. Il obtint, en effet, du gouvernement de la reine Anne, qu'on lui confiât cinq ou six mille hommes, avec lesquels il s'embarqua sur la flotte de sir George Rooke, et il parut devant Barcelonne à la fin du mois de mai. Il avait conservé de nombreuses correspondances dans cette ville, et toute la province était autrichienne de cœur ; mais les habitants de Barcelonne avaient promis de s'insurger seulement quand l'archiduc, qu'ils nommaient Charles III, arriverait en vue de leur ville avec vingt mille hommes ; à l'approche d'un parti beaucoup moins considérable, ils ne firent aucun mouvement. Sir George Rooke, averti que le comte de Toulouse approchait avec une flotte française, ne voulut pas l'attendre, et le gouverneur de Barcelonne, don Francisco de Velasco, se flatta d'avoir complétement comprimé les mécontents dans sa vice-royauté. Cependant Darmstadt avait renoué avec eux des correspondances, et l'année suivante il sut bien en tirer parti. En s'éloignant, il forma une entreprise dont les avantages devaient appartenir à l'Angleterre seule. Le 1er août, il surprit la forteresse de Gibraltar qui, malgré son importance, n'avait que cent hommes pour toute garnison. Il y fut laissé avec deux mille hommes, et il s'attacha dès lors à la rendre inexpugnable. Sir George Rooke, après l'avoir approvisionnée, avait remis à la mer. Le 24 août, il rencontra devant Malaga la flotte du comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV, qui était

(1) Mém. du mar. de Berwick. T. LXVI, p. 1-18.—*San Phelipe, Comentarios, ano de 1704, Tomo I*, p. 120. — *Lord Mahon. War of the Succesion.* ch. 3, p. 82-94. — W. Coxe, l'Espagne sous les Bourbons, ch. 9, p. 352. — La Hode, L. LVI, p. 52.

Digitized by Google

grand amiral de France. Les deux escadres étaient à peu près d'égale force, quarante-cinq et quarante-sept vaisseaux de ligne ; elles se canonnèrent tout le jour, et après s'être tué de part et d'autre beaucoup de monde, elles se séparèrent le soir sans qu'il y eût d'aucun côté un seul vaisseau de pris ou de coulé à fond (1).

Après les chaleurs, l'archiduc Charles III s'avança jusqu'à Coïmbre pendant que son armée rentrait en campagne, commandée par un vieillard de soixante-dix ans, le marquis das Minas, le seul vaillant homme qu'ait eu le Portugal dans ce siècle. L'armée des alliés avait alors l'avantage du nombre, tandis que Berwick était affaibli par les maladies de ses soldats, la mortalité parmi ses chevaux, et la retraite de Philippe V et de sa maison. Il eut plus à souffrir encore des ordres contradictoires qu'il recevait de Madrid et de l'incapacité de tous les ministres et munitionnaires espagnols, pour tout ce qui regardait le service. La princesse des Ursins, par ordre de Louis XIV, avait quitté l'Espagne ; elle attendait la permission d'aller à Versailles pour se justifier. La reine était profondément irritée ; elle soupçonnait Berwick d'avoir desservi sa favorite, et elle demandait à Louis XIV de le rappeler. Toute l'administration des finances et des vivres était désorganisée par le renvoi d'Orry qui avait suivi sa protectrice. Malgré tous ces désavantages, Berwick, par sa fermeté et son habileté, en s'obstinant à défendre les lignes d'Aguéda, arrêta l'armée des alliés qui était entrée en Espagne du côté de Ciudad-Rodrigo. L'archiduc Charles vit s'anéantir les espérances que lui avaient données l'Amirante de Castille ; pas un partisan des Autrichiens ne vint le joindre. Les paysans castillans aimaient mieux laisser brûler leurs maisons que de crier *vive Charles III !* Les deux armées se canonnèrent, le 7 et le 8 octobre, sans engager de combat. Les pluies qui commencèrent ensuite mirent un terme à leurs opérations. Peu après le maréchal de Tessé arriva à Madrid

(1) La Hode, L. LVI, p. 433. — *Lord Mahon*, ch. 3, p. 100. — *San Phelipe, Comentarios, Tomo I*, p. 128. — W. Coxe, ch. 9, p. 387. — Mar. de Berwick, p. 18. — Saint-Simon, T. IV, p. 235.

Digitized by Google

pour prendre le commandement de l'armée des deux rois, et Berwick revint en France (1).

Ainsi finit cette année qui changea si complétement la fortune du royaume. Dans les Pays-Bas il ne s'était rien fait; en Italie, en Espagne les succès avaient à peu près compensé les revers; en Languedoc, une désastreuse guerre civile était étouffée; mais tous ces événements demeuraient en quelque sorte dans l'ombre; l'attention publique n'était fixée que sur la terrible bataille d'Hochstett ou Blenheim, sur la perte d'une armée tout entière, sur la lâcheté d'une forte division, qui s'était livrée prisonnière sans combattre dans le village de Blenheim, sur la ruine du seul allié de la France, sur l'évacuation de l'Allemagne tout entière. Dans tout son royaume c'était encore Louis XIV qui supportait ce grand désastre avec le plus de fermeté et de grandeur. Il avait été profondément blessé, profondément humilié pour l'honneur de la France d'une reddition qu'il regardait comme une tache; mais il n'avait manifesté aucun trouble, il n'avait rien changé à ses habitudes, il n'avait même point frappé les généraux et les officiers malheureux par d'éclatantes disgrâces. Le public au contraire avait montré une consternation universelle; la cour en même temps s'était déchaînée contre ceux aux fautes desquels elle attribuait les revers. Dès cette époque chacun, parmi les courtisans, voulut faire preuve d'esprit, de connaissances militaires, en critiquant toutes les opérations de la guerre, en jugeant sévèrement les généraux, les maréchaux, les ministres. Une liberté de censure à laquelle le respect et la crainte qu'inspiraient le roi n'avaient point préparé, devint dès lors le ton habituel de la cour de France. Louis XIV fut souvent contraint de céder à l'opinion qui se déchaînait, il éprouva souvent qu'elle écrasait et rendait impuissants des serviteurs utiles; toute la correspondance de M^me^ de Maintenon, pendant les dernières années de ce règne, en fait foi (2).

(1) Mar. de Berwick, T. LXVI, p. 19-29. — La Hode, L. LVI, p. 436. — *Lord Mahon*, ch. 3, p. 104.—Saint-Simon, T. IV, p. 294.

(2) Saint-Simon, T. IV, p. 228.—Lettres de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, *passim*.

Digitized by Google

Louis XIV redoubla d'activité au travail; il vit bien que les alliés se préparaient à l'attaquer partout à la fois, au commencement de l'année suivante; il se mit en devoir de résister partout. On a peine à concevoir comment la France pouvait suffire aux efforts que l'on exigeait d'elle. Il y avait long-temps qu'on se plaignait; mais depuis 1688, on annonçait que le peuple succombait sous le fardeau, que la misère croissait dans les villes et les campagnes, que le travail était abandonné, et que la population diminuait sensiblement. Cependant telle était la puissance de l'organisation du gouvernement, l'énergie d'une volonté unique, et l'habitude de l'obéissance, qu'il fut pourvu à tous les services, que toutes les armées furent recrutées, et que l'argent et les hommes ne manquèrent nulle part (1).

(1705.) Comme la campagne allait s'ouvrir, on apprit la mort de l'empereur Léopold I^er^, survenue à Vienne le 6 mai 1705. Il était âgé de soixante-cinq ans; depuis long-temps il était atteint d'une extrême langueur qui dégénéra en hydropisie; il craignait le monde, il évitait tous les regards, et à sa cour même il était à peine connu, si ce n'est des officiers qui servaient sa personne. Sa mort n'apporta aucun changement dans les dispositions du cabinet de Vienne. Son fils aîné Joseph lui succéda sans éprouver aucune opposition, sans modifier aussi la politique qui avait marqué la carrière du père. Comme lui, il fut dur, opiniâtre, animé de sentiments étroits et jaloux, prétendant à tout et ne se croyant appelé à faire presque rien par lui-même, mais attendant tout de ses alliés. Jamais empereur n'avait moins que Léopold ménagé les libertés de l'Allemagne, encore que son despotisme ne fût appuyé ni sur des talents ni sur des forces réelles. Il avait créé un neuvième électeur, celui de Hanovre, il avait fait de l'électeur de Brandebourg un roi de Prusse; il avait voulu mettre les deux électeurs de la maison de Bavière au ban de l'empire, contre le vœu des trois colléges, et *en vertu de sa toute-puissance*. Il avait été bien plus despotique

(1) La Hode, L. LVII, p. 439.

Digitized by Google

encore, bien plus cruel en Hongrie, où il avait voulu abolir en même temps la liberté de conscience des protestants, les priviléges de la nation, et faire déclarer le trône héréditaire dans sa famille, et il n'avait jamais marché à son but qu'à travers les supplices. On l'avait vu, en 1688, employer sans relâche trente bourreaux et leurs valets à exécuter les sentences que prononçait le tribunal qu'il avait institué à Eperies, dans la Haute-Hongrie, et cependant la crainte qu'inspirait Louis XIV lui tint lieu de forces et de vertus. Les puissances protestantes et libérales de l'Europe ne cessèrent pas de le seconder : ce fut à elles qu'il dut l'établissement de sa tyrannie (1).

Joseph qui lui succédait à l'âge de vingt-sept ans offrit la paix aux Hongrois; protesta qu'il était sans ressentiment contre eux, et qu'il pardonnerait toutes leurs offenses. Mais en même temps il exerçait sur les Bavarois, que le sort des armes venait de livrer entre ses mains, la plus cruelle oppression. Il voulait réunir le duché de Bavière à ses États héréditaires. La noblesse fut désarmée et ruinée par des contributions de guerre; toutes les richesses de Munich furent enlevées, les villes furent soumises à des tailles désastreuses, toute la population virile des campagnes fut contrainte à entrer dans les armées autrichiennes. L'excès de l'oppression fit enfin éclater une révolte presque universelle. Joseph la désarma par une amnistie ; mais le pardon qu'il avait promis fut retiré dès que la résistance eut cessé : presque aucun des mécontents ne put se dérober au supplice. Ils furent pendus, décapités, écartelés, et leurs membres demeurèrent attachés sur des poteaux aux portes des villes. Les Hongrois, suffisamment avertis par cet exemple, se gardèrent d'accepter le pardon perfide qu'on leur offrait aussi. En même temps, le nouvel empereur veillait avec inquiétude sur les révolutions des royaumes du Nord. Un jeune prince, qui se livrait plutôt à la fureur de la guerre qu'à la poursuite d'une politique

(1) Biog. univ., T. XXIV, p. 178.— La Hode, L. LVII, p. 444. —Limiers, L. XV, p. 174.

Digitized by Google

raisonnable, Charles XII, entraînait les Suédois dans des expéditions aventureuses. Il voulait faire descendre du trône de Pologne le roi Auguste de Saxe : le 4 octobre 1705, il fit couronner à sa place le palatin Stanislas Leczinski, et il étonnait l'Europe par des victoires merveilleuses sur les Saxons, les Polonais et les Moscovites. La maison d'Autriche prenait intérêt à Auguste de Saxe, et ne savait où s'arrêterait le nouveau conquérant (1).

Louis XIV avait destiné Villars à commander l'armée de la Moselle; Marsin était sur le Rhin; Villeroi conserva l'armée de Flandre, Vendôme celle d'Italie, et Tessé, sous le roi Philippe V, celle d'Espagne. C'était Villars qui avait en tête l'ennemi le plus redoutable. Les grands amas de vivres et de munitions de guerre, que les alliés avaient faits à Trèves, indiquaient assez que Marlborough se proposait de pénétrer jusqu'en Lorraine par cette frontière; il y était attendu à bras ouverts par les peuples attachés à leur duc, et toujours vexés par Louis XIII et par Louis XIV; et de ce côté, la Champagne et les provinces du centre étaient sans défense. Villars, dans le pays assez pauvre de la Sarre et de la Moselle, avait trois villes importantes à soutenir : Luxembourg, Thionville et Sarre-Louis. Chamillart lui écrivait qu'il avait autant d'infanterie que les ennemis et très peu moins de cavalerie, et il lui insinuait de livrer bataille plutôt que de reculer. Au fait, les alliés avaient quatre-vingt-dix mille hommes effectifs, et Villars n'en comptait pas plus de cinquante-cinq mille. Il paraît, d'après toute la correspondance officielle durant cette guerre, que le roi et le ministre insistaient pour les partis hasardeux, se faisant toujours illusion sur leurs propres forces, que les généraux au contraire s'efforçaient de le retenir, et que les officiers avaient moins de confiance en eux-mêmes que leurs chefs. C'est peut-être là une conséquence des guerres trop prolongées, où même les plus braves se fatiguent de dangers tou-

(1) La Hode, L. LVII, p. 445. — Limiers, L. XV, p. 175, 184 et 187. — Larrey, T. VIII, p. 416. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 144-162. — Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 154.

Digitized by Google

jours renaissants ; car la chance d'échapper aux blessures ou à la mort finit par disparaître tout-à-fait à leurs yeux (1).

Villars, qui avait étudié avec soin tout le pays dès le mois de février, tandis qu'il était encore couvert de neige, fit choix à Fronisberg, et dans les bois de Sirck, d'une forte position d'où il couvrait Thionville ; il tirait ses subsistances de Metz, et avait des communications assurées avec Luxembourg et Sarre-Louis. La grande armée, composée d'Anglais, de Hollandais et d'Allemands de toutes les provinces de l'empire, s'ébranla enfin, le 11 juin, se déploya sur les rives de la Sarre, et vint, le 13, camper en face de Villars. Mais Marlborough qui la commandait, après avoir reconnu la position des Français, la déclara inattaquable, et dès la nuit du 17 il délogea sans bruit. Le plan de sa campagne était ainsi manqué ; il en rejeta la faute sur le prince Louis de Bade, qui lui était associé avec l'armée des cercles, et qui, disait-il, s'était mis trop tard en mouvement. Il y eut assez d'aigreur entre les deux généraux ; Marlborough, gonflé d'orgueil par sa victoire de Blenheim, ne ménageait point ses collègues (2).

Après la retraite de Marlborough, Villars fut obligé de se priver d'une partie de ses troupes pour envoyer de forts détachements aux armées de Flandre et d'Italie. Avec le reste, il joignit, le 3 juillet, le maréchal Marsin, pour défendre de concert avec lui l'Alsace contre le prince de Bade ; bientôt Marsin le quitta pour passer en Flandre, tandis que les contingents des cercles, toujours tardifs à se mettre en mouvement, arrivaient les uns après les autres au mois d'août, et donnèrent enfin aux Allemands une grande supériorité. Villars mit toute son habileté à défendre contre eux les lignes de Haguenau, qui ont douze lieues d'étendue, depuis les montagnes jusqu'au fort Louis sur le Rhin ; il n'avait que trente-cinq mille hommes à opposer à plus de cinquante mille ; il tint ses troupes réunies au lieu de les éparpiller sur le terrain

(1) Lettre à M. de Chamillart, du 7 juin. Mém. de Villars. T. LXIX, p. 183.

(2) Mém. de Villars, p. 185. — Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 148.—La Hode, L. LVII, p. 441.—Limiers, L. XV, p. 183.

Digitized by Google

qu'il avait à défendre, et il parvint à terminer la campagne sans s'être laissé entamer (1).

Mais Villars était le plus habile et le plus heureux des généraux qui restaient à la France, et cependant le succès de sa campagne était tout négatif. Louis XIV mettait plus de confiance dans Villeroi, son ami d'enfance ; il prenait sa présomption pour la conscience de son habileté ; c'était à lui qu'il avait confié sa plus puissante armée. Il lui avait adjoint l'électeur de Bavière, qu'il avait fait gouverneur des Pays-Bas, pour le dédommager de la souveraineté qu'il avait perdue ; et l'on avait donné à ce prince la réputation d'un habile général, parce qu'il avait beaucoup fait la guerre et qu'il y avait montré une grande bravoure. Villeroi avait sous ses ordres cent dix-neuf bataillons et cent soixante escadrons. Au commencement de la campagne, il avait pris Huy et menaçait Liége. Mais dès que Marlborough avec la grande armée des alliés, abandonnant Villars, s'était porté sur les Pays-Bas, il était rentré précipitamment dans les lignes que depuis deux ans il fortifiait avec soin. Elles s'étendaient des bords de la Meuse près de Namur, jusqu'au confluent de la Dyle avec l'Escaut, au-dessous de Malines. Elles fermaient ainsi, à l'aide de plusieurs rivières dont elles suivaient les bords, l'entrée des Pays-Bas du côté de l'Allemagne ; mais elles avaient au moins vingt lieues d'étendue. On a peine à bien garder sur tous les points des fortifications qui ont un si long développement, lorsqu'on n'a pas une position centrale d'où l'on puisse se porter toujours à temps à la rencontre de l'ennemi. Le 18 juillet, à quatre heures du matin, dix-huit à vingt mille hommes, commandés par les barons de Hompech et de Werderen, pénétrèrent dans les lignes par le pont du château de Wangen, tandis que Marlborough avait distrait l'attention des Français par deux autres attaques. Toutefois Villeroi et l'électeur de Bavière prirent sans hésiter le parti le plus sage. Au lieu de s'obstiner à faire déloger les ennemis de leurs lignes, ils firent leur retraite en bon ordre et sans se laisser entamer jusqu'au

(1) Mém. de Villars, T. LXIX, p. 188-200.

Digitized by Google

camp du Parc, près de Louvain, déjà illustré dans les précédentes guerres comme l'asile assuré du plus faible. Quinze jours après, ils le quittèrent pour prendre une position non moins avantageuse entre la petite rivière d'Ysche et la forêt de Soignies. Marlborough les y suivit, et arrivant en face des Français, le mardi 18 août, après midi, il voulut commencer aussitôt l'attaque. Les généraux alliés demandèrent un conseil de guerre; ils furent d'accord qu'on pouvait réussir, mais en sacrifiant peut-être la moitié de l'armée. Marlborough faisait peu de cas de la vie de ses soldats, presque tous mercenaires étrangers qu'il n'estimait qu'au prix qu'ils lui coûtaient. D'ailleurs, une défaite ne pouvait compromettre la sûreté de son pays, bien éloigné du théâtre de la guerre. Les généraux hollandais et allemands avaient d'autres devoirs à remplir : ils se refusèrent à attaquer. Marlborough les accusa avec hauteur de lui avoir fait perdre une victoire dont il était assuré; et il lui resta la réputation de ne pas savoir se faire aimer des généraux qui servaient avec lui (1).

En Italie la France avait encore des succès. Vendôme s'était enfin rendu maître de Verrue le 9 avril, après un siége qui avait cruellement fatigué son armée, et durant lequel les Piémontais s'étaient signalés par des actions d'une grande valeur; il avait ensuite détruit les fortifications de cette place si long-temps redoutable. Pendant ce temps son frère le grand-prieur forçait les Impériaux à évacuer Rovere, Ostiglia et la Mirandole. Toutefois, l'empereur savait tirer parti des revers même de ses alliés. François Pic de la Mirandole ayant, le 11 mai, livré sa capitale aux Français qui l'assiégeaient, l'empereur déclara que par cet acte de félonie il avait perdu sa souveraineté, et quand les armées autrichiennes devinrent maîtresses de l'Italie, il vendit la principauté de la Mirandole au duc de Modène pour le prix de deux cent mille doublons. En Savoie Montmélian avait enfin capitulé, au milieu de décembre, après un blocus de dix-huit mois; le duc

(1) La Hode, L. LVII, p. 448.—Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 133.—Lamberty, T. III, p. 476.

Digitized by Google

de La Feuillade, au mois d'avril, s'était rendu maître de Villefranche et de Nice. Le château de cette dernière ville tenait encore ; le maréchal de Berwick fut appelé des Cévennes, où il avait remplacé Villars, pour en faire le siége. Il s'en rendit maître seulement le 4 janvier 1706. Pendant ce temps La Feuillade pressait toujours plus le duc de Savoie ; il assiégeait Chivas, dont il se rendit maître le 29 juillet. Il parlait même d'assiéger Turin. Le duc de Savoie, réduit au désespoir, implorait les secours de ses alliés. Les puissances maritimes lui faisaient bien toucher quelque argent, mais c'était de soldats qu'il avait besoin, et le prince Eugène, son parent, qui l'avait entraîné dans l'alliance de l'Autriche, et qui se reprochait sa détresse, faisait des efforts inouïs pour lui amener des secours. Toutefois Vendôme et son frère le grand-prieur avaient repoussé les garnisons autrichiennes de tous les pays situés entre le Mincio et l'Adige. Eugène ne put point déboucher par la route de terre dans les plaines de Lombardie ; il hasarda de transporter son armée au travers du lac de Garda, et il y réussit. Ayant débarqué à Salò, il s'étendit bientôt dans le Bressan, puis le Bergamasque, et il n'avait plus à franchir que l'Adda pour entrer dans le Milanais. lorsque Vendôme se présenta pour lui tenir tête, le 15 août, au pont de Cassano. En avant de cette ville, située sur la droite de la rivière, est une île formée par un canal qui sort et rentre dans l'Adda par sa rive gauche. Les Français avaient fortifié les deux ponts de cette île : le prince de Linange, à la tête de l'avant-garde d'Eugène, se rendit maître du premier de ces ponts et entra dans l'île ; après un combat acharné les Français le forcèrent d'en ressortir. Eugène ramena lui-même les Autrichiens à la charge, il reprit le pont, et s'empara de l'île entière ; il semblait sur le point de se rendre maître du second pont, qui l'aurait introduit dans Cassano, lorsqu'à son tour Vendôme, qui se trouvait au milieu de la mêlée, qui avait eu un cheval tué sous lui, un page tué à ses côtés, enleva ses grenadiers par son exemple, nettoya le pont, chassa les Autrichiens de l'île et enfin du second pont. Le nombre des morts fut si grand de part et d'autre, et si



Digitized by Google

égal, que les deux généraux s'attribuèrent la victoire. Cependant Eugène avait évidemment échoué dans son entreprise de porter du secours au duc de Savoie. Il se retira; Vendôme de son côté ne se sentit pas en état de le poursuivre (1).

En Espagne Louis XIV s'était vu forcé de céder à la passion d'une reine de dix-sept ans et de lui rendre son amie, sa confidente, la princesse des Ursins, plutôt que de se faire une ennemie d'un enfant qui dominait absolument son mari et qui préférait sa camarera-mayor à son royaume. D'ailleurs Louis avait échoué dans tous les moyens qu'il avait essayés pour gouverner l'Espagne. Aucune réforme n'était possible avec le cardinal Porto-Carrero et les seigneurs castillans qui avaient déterminé Charles II en faveur de la France. Ils mettaient leur patriotisme à ne changer aucun des anciens usages, à ne réformer aucun des anciens abus. D'autre part, il n'y avait pas un des Français arrivant en Espagne qui ne les blessât par sa prétention de tout juger, tout blâmer et tout réformer. L'ambassadeur du roi de France surtout n'hésitait pas à se croire, de droit, le tuteur du royaume. Déjà trois ambassadeurs, le cardinal d'Estrées, son neveu l'abbé, et le duc de Grammont, avaient offensé tour à tour le roi, la reine, la nation, et les généraux français en Espagne. Louis s'était convaincu de la déplorable faiblesse, de l'incapacité de son petit-fils. Ayant permis à la princesse des Ursins de venir à Versailles, il avait été charmé de son esprit et de ses manières ; il avait reconnu que par elle, et par elle seule, il pouvait gouverner la cour de Madrid. Ayant concerté avec elle toute sa conduite future, il lui avait rendu Orry pour diriger les finances, et avait choisi le président Amelot, homme habile, mais modeste, sans naissance, et tout dévoué à la princesse, pour ambassadeur. Ces deux hommes revinrent à Madrid dès le commencement de l'année ; la princesse des Ursins seulement au mois de juillet. Auparavant elle s'était liée avec

(1) La Hode, L. LVII, p. 482-488.—*Carlo Botta, Storia d'Italia*, L. XXXV, p. 320-328.—*Muratori, ad ann.*, p. 82.

Digitized by Google

Mme de Maintenon d'une amitié intime, et dès lors elles s'écrivirent chaque semaine des lettres qui nous ont été conservées. On y voit avec étonnement la modestie, ou plutôt l'humilité de Mme de Maintenon, qui, éblouie par la naissance et le rang de la princesse, lui parle toujours comme son inférieure, proteste de son aversion pour les affaires qu'elle n'entend pas, se refuse à donner aucun conseil, aucune idée, affirme qu'elle n'a, qu'elle ne veut avoir aucune influence, mais en même temps se livre avec beaucoup de charme à ses sentiments pour le roi, pour la duchesse de Bourgogne et sa sœur, et pour la France (1). La princesse des Ursins, au contraire, ne laisse percer dans aucune de ses lettres l'esprit ou la capacité que ses contemporains lui attribuent.

Pendant que toute l'attention du roi et de la reine d'Espagne se consumait en intrigues de palais, qu'ils appelaient et renvoyaient des ministres, sans accorder à aucun leur confiance; qu'ils ne comprenaient que la cour et ne voyaient jamais la monarchie, leurs affaires déclinaient rapidement. L'année précédente ils avaient perdu Gibraltar par un effet de l'incurie universelle; dans celle-ci ils compromirent, ils sacrifièrent toutes les ressources de leur monarchie pour reprendre ce rocher. Le siége en avait été formé dès le mois d'octobre précédent, il continua tout l'hiver. Le maréchal de Tessé y vint remplacer Villadarias, qui avait plus de talents que lui. La forteresse, constamment ravitaillée par la flotte anglaise, ne pouvait être attaquée avec succès si elle ne l'était aussi par mer. L'ordre fut donné au baron de Pointis, qui était à Cadix avec treize vaisseaux, de se présenter devant Gibraltar. En vain il représenta que les Anglais avaient trente-cinq vaisseaux de ligne dans le Tage, que l'amiral Leake, qui les commandait, connaissait tous ses mouvements et lui fermerait la retraite. Il fallut obéir; le 16 mars il arriva devant la forteresse, le 21 il reconnut les Anglais derrière lui; il tenta alors de s'ouvrir un passage à travers leur

(1) Lett. inéd. de mad. de Maintenon et de la princesse des Ursins, 4 vol. in-8°, 1826.—*Lord Mahon, War of the Success.*, ch. 3, p. 120.—*San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 151.—Mém. du duc de Noailles, T. LXXII, p. 346, seq.



Digitized by Google

ligne, il y perdit cinq de ses vaisseaux. Tessé fut ensuite obligé de lever le siége le 23 avril; mais son armée était tellement affaiblie, qu'elle n'était plus en état de tenir tête aux Portugais (1).

L'armée portugaise, commandée tour à tour par le marquis de Corzana, lord Galloway et le baron de Fagel, chacun pendant une semaine, ne devait pas attendre de cette division du commandement beaucoup d'unité ou de talent militaire dans la direction de son attaque ; mais la frontière d'Espagne était ouverte, aucune place n'était mise en état de défense, et avant que les chaleurs forçassent les alliés à mettre leurs troupes en quartiers, ils avaient pris Salvatierra, Valenza d'Alcantara et Albuquerque. Les cruautés et les profanations qu'ils y commirent, et qu'on attribuait à l'impiété des Anglais et des Hollandais, augmentèrent la répugnance que Charles III inspirait aux Espagnols ; dans une médaille frappée à Madrid, on le nommait *roi catholique par la faveur des hérétiques*. Mais les grands étaient moins délicats sur l'honneur national. Quoique l'Amirante de Castille, long-temps négligé et humilié, fût mort à la suite de l'archiduc, d'autres transfuges se préparaient à suivre son exemple : les Anglais avaient commencé à leur offrir de l'argent à pleines mains, et plusieurs se laissaient gagner. Des conspirations furent ourdies à Madrid, à Grenade, à Cadix ; elles furent découvertes et punies, mais celle de Barcelonne réussit. La Catalogne, qui s'était donnée aux Français à la fin du règne de Louis XIII, et qui leur avait confié la défense de ses libertés, avait eu cruellement à s'en repentir ; un profond ressentiment du traitement qu'elle avait éprouvé sous Richelieu et sous Mazarin couvait toujours dans le cœur des peuples. Le prince de Darmstadt l'avait nourri pendant que, sous Charles II, il commandait dans la province ; la jalousie et la haine que les Catalans ressentaient contre les Castillans ajoutaient à cet esprit de parti. Lord Peterborough, qui était parti d'Angleterre sur l'escadre de sir Cloudesley Showel, avec

(1) La Hode, L. LVII, p. 489. — Mém. de Tessé, T. II, ch. 9, p. 151. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 152. — *Lord Mahon*, ch. 4, p. 126. — W. Coxe, ch. 12, p. 419.

Digitized by Google

trois mille Anglais et deux mille Hollandais de bonnes troupes, et qui était maître de débarquer, selon son meilleur jugement, en Espagne, ou d'aller secourir le duc de Savoie en Piémont, avait recueilli sur sa flotte l'archiduc Charles à Lisbonne, et le prince de Darmstadt à Gibraltar, avec un renfort de deux mille hommes ; il avait pris terre dans la baie de Valence, et il avait trouvé le peuple de cette province irrité contre les Français, dégoûté de Philippe V, et prêt à se déclarer pour l'archiduc qu'il fit, pour la première fois, proclamer dans le château de Denia comme roi de l'Espagne et des Indes. De là il songeait à se porter par une marche rapide sur Madrid dont il n'était qu'à cinquante lieues. Il aurait peut-être réussi, car il n'aurait trouvé ni armée ni place forte sur sa route. Mais l'archiduc et Darmstadt n'aimaient pas les mesures hasardeuses ; et lord Peterborough, habile partisan, et plus chevalier que général ou homme d'État, leur inspirait peu de confiance. Ils le forcèrent de se rembarquer pour se présenter devant Barcelonne le 16 août ; ils trouvèrent la ville bien pourvue de munitions et de troupes ; l'habile et fidèle don Francisco de Velasco en était toujours vice-roi ; il ne fallait pas moins de trente mille hommes pour en faire le siége, et quand Peterborough eut débarqué ses sept mille soldats, ce fut à grand'peine si quinze cents Miquelets et brigands des montagnes vinrent le joindre. Cependant l'archiduc et Darmstadt s'obstinaient à cette entreprise sans indiquer de moyen pour la faire réussir ; tous les officiers généraux, au contraire, protestaient contre, et les Hollandais allaient jusqu'à menacer de ne plus obéir. L'armée était sur le point de se rembarquer lorsque, le 13 septembre, Peterborough surprit la citadelle de Monjuy, entreprise conduite avec autant d'adresse que d'intrépidité. Le prince de Darmstadt y fut tué d'un éclat de bombe. Mais ses partisans à Barcelonne, qui jusqu'alors n'avaient pas osé se montrer, encouragés par la conquête d'une citadelle réputée imprenable, éclatèrent alors de toutes parts ; Don Francisco de Velasco n'eut plus le pouvoir de les contenir ; le 3 octobre il fut contraint à capituler dans Barcelonne, et en

Digitized by Google

peu de semaines toute la Catalogne et tout le royaume de Valence se déclarèrent pour Charles III (1).

(1706) Les alliés avaient obtenu des succès alarmants en Espagne, mais sur tous les autres théâtres de la guerre la France présentait encore une contenance redoutable ; si elle avait perdu la Bavière, elle avait conquis d'autre part presque tous les États de Savoie. Louis pouvait donc, sans humiliation, demander la paix, et il pouvait croire que ses propositions seraient écoutées. Mais les alliés, enorgueillis des avantages qu'ils venaient d'obtenir, repoussant dédaigneusement toutes ses ouvertures, il ne restait à Louis et à Philippe V d'autre parti à prendre que de redoubler d'efforts pendant l'hiver, pour se mettre en état de soutenir vaillamment la campagne suivante. Or la guerre avait commencé quand la nation était encore toute saignante de ses combats contre la ligue d'Augsbourg, quand le commerce et l'agriculture étaient dans la souffrance, la population épuisée, et les finances ruinées. Dès lors quatre campagnes contre l'Europe tout entière, dans lesquelles la France avait dû mettre au service de l'Espagne ses trésors et ses soldats, avaient infiniment augmenté la détresse nationale. On n'avait jamais pu faire face au présent qu'en sacrifiant l'avenir, en fatiguant le crédit par des emprunts toujours plus onéreux, en vidant tous les magasins, tous les arsenaux, en poussant tout à l'extrême : chaque campagne rendait la campagne suivante plus difficile ou plutôt plus impossible. Tandis que les levées de soldats ne pouvaient se faire qu'avec des rigueurs intolérables, en portant la désolation dans toutes les campagnes, la noblesse, qui fournissait seule les officiers, et qui suivait toujours tout entière le métier des armes, se montrait également dégoûtée de la guerre. Elle en critiquait toutes les opérations, elle se défiait de tous les généraux ; elle allait tard à l'armée et en revenait de bonne heure, ne vou-

(1) *Lord Mahon*, *War of the Succession*, ch. 4, p. 130-160. Son récit animé et pittoresque est fondé sur des pièces originales ; les suivants méritent bien moins de confiance. — *San Phelipe*, *Comentarios*. T. I, p. 168-182. — W. Coxe, ch. 12, p. 431. — La Hode, L. LVII, p. 463.

Digitized by Google

lant point s'astreindre à demeurer avec les troupes en quartiers d'hiver ; enfin, et c'était le caractère le plus étrange et le plus affligeant de l'époque, on ne voyait éclore chez elle aucun talent réel pour la guerre, soit que tous ceux que la nature avait richement doués pour cette carrière eussent péri jeunes dans les combats, soit que l'espèce de contrainte qu'imposait Louis XIV et l'uniformité à laquelle il condamnait tout ce qui l'approchait, frappassent le génie de stérilité. Jusqu'à la fin de son règne on vit chaque année le nombre des généraux français diminuer. Le roi était réduit à ne mettre à la tête de ses armées que des hommes qui avaient passé le méridien de la vie, qui tous étaient chargés de blessures et d'infirmités, et près desquels on ne voyait plus s'élever de jeunes et habiles capitaines.

Mais en général, on ne voulait point tenir compte au roi et aux ministres des difficultés de leur situation ; on demandait aux uns et aux autres de faire ce qu'ils auraient fait vingt et trente ans auparavant, tandis que c'était justement parce qu'ils l'avaient fait vingt et trente ans auparavant qu'ils ne pouvaient plus le faire de nouveau. On disait que Louis, parvenu à l'âge de soixante-huit ans, n'avait plus cette vigueur que l'âge et la santé donnent seuls ; qu'accoutumé à tout pouvoir, il voulait encore tout faire ; qu'il se croyait en état de suppléer par son expérience à la légèreté et à l'ignorance de Chamillart ; qu'il se confirmait dans son ancien aveuglement pour Villeroi ; qu'il était ainsi surchargé d'occupations, arriéré dans ses travaux ministériels, et tenu dans l'ignorance par la tendresse même de M^me^ de Maintenon, qui ne permettait pas qu'on l'alarmât jamais par des rapports affligeants. On disait que, trompé par sa propre dévotion et celle de ses entours, il voulait sanctifier ses armes en ne les confiant jamais qu'à ceux dont la foi était pure, en sorte qu'il faisait toutes ses promotions militaires en vue de son salut, et non de la défense de l'État (1).

(1) La Hode, L. LVII, p. 467.—Mém. de Feuquières, T. II, p. 138.—Mém. de Saint-Simon, *passim*.

Digitized by Google

La guerre devait se continuer sur quatre théâtres principaux : Villeroi commandait toujours en Flandre, Villars sur le Rhin, Vendôme en Italie, et Berwick avait été renvoyé en Espagne. La plus importante de ces quatre armées était celle de Villeroi, elle passait quatre-vingt mille hommes. Le roi désirait vivement ouvrir la campagne par une victoire, et se mettre ainsi dans une position meilleure pour traiter de la paix qu'il désirait par-dessus tout. Il aurait voulu que cette victoire fût gagnée par Villeroi qu'il aimait, et lorsque celui-ci partit de Versailles à la mi-avril, il lui recommanda d'en chercher l'occasion. Villeroi, consultant plus ce désir du roi que les convenances de la guerre, sortit de ses lignes au bout de peu de semaines, et marcha vers Tirlemont, ensuite vers Ramillies, pour chercher l'ennemi. Cependant un succès obtenu par Villars à l'armée d'Allemagne, ayant permis d'affaiblir celle-ci, le roi ordonna à Marsin de prendre dix-huit bataillons et vingt escadrons de cette armée, d'y joindre encore vingt escadrons qu'il trouverait sur la Moselle, et avec ce puissant renfort d'aller se réunir à Villeroi. En même temps, quatre courriers coup sur coup furent envoyés par Chamillart à Villeroi, pour lui recommander de ne rien entreprendre que cette jonction ne fût faite. Il paraît que Villeroi avait été piqué des premiers ordres du roi, qu'il avait cru qu'on le soupçonnait de peu d'empressement à combattre (1), et qu'avec la forfanterie que chacun lui reprochait, il s'était vanté qu'il allait rétablir l'honneur et la fortune de la France par une grande victoire. Il ne tint donc aucun compte de l'avis que lui donna Chamillart d'attendre Marsin, et ce fut la cause de la haine qui éclata ensuite entre lui et ce ministre. Il semble cependant qu'il ne sut ni ranger son armée en bataille, ni deviner les mouvements de son ennemi, ni pourvoir aux occurrences du combat, ni surtout écouter les conseils de personne.

Cet ennemi était toutefois bien redoutable, c'était Marlborough, qui, de son côté, était entré de bonne heure en campagne avec l'intention de livrer bataille, et qui avait fait

(1) Saint-Simon, T. V, p. 80.

Digitized by Google

la moitié du chemin pour rencontrer les Français. Le 23 mai, comme Villeroi commençait à prendre position sur le champ de bataille qu'il avait choisi, il fut averti que Marlborough marchait à lui. Arrivé en vue de l'ennemi, le général anglais reconnut que les Français avaient appuyé leur droite à la rivière de Méhaigne ; c'est là qu'ils avaient placé les meilleures troupes de leur armée, formant la maison du roi ; leur gauche était couverte par des marais au milieu desquels prend sa source la rivière de la petite Gèthe : deux villages en avant de leur front étaient occupés par leur infanterie : Ramillies au centre, et Tavières à droite, au bord de la Méhaigne. Dès onze heures, la canonnade commença, et elle dura trois heures avant que les armées s'abordassent. Pendant ce temps, Marlborough s'était assuré que les marais de la Gèthe ne pouvaient être franchis ; en sorte que toute l'aile gauche des Français ne pouvant ni attaquer ni être attaquée, demeurait complétement inutile ; il résolut, en conséquence, de porter tout son effort contre leur aile droite ; pendant la canonnade, il fit filer toutes ses troupes vers les bords de la Méhaigne. En vain Villeroi en fut averti, il ne voulut pas le croire, et il ne changea rien à sa disposition ; par une étrange négligence, il laissa même entre les deux lignes de son armée le terrain embarrassé par ses bagages. A deux heures, les Anglais, en colonne serrée de quatre lignes, fondirent tout à coup sur la maison du roi. Au lieu de laisser, comme de coutume, un espace assez large entre leurs escadrons de cavalerie, ils se touchaient tous. Les Français de la maison du roi les chargèrent aussitôt avec impétuosité ; ils percèrent tout ce qu'ils avaient devant eux, quelques uns arrivèrent jusqu'à la quatrième ligne ; mais leurs escadrons étaient espacés selon l'usage ordinaire. Entre les trouées qu'ils avaient faites, d'autres escadrons ennemis étaient demeurés intacts, qui les prirent aussitôt en flanc, et n'eurent pas de peine à les rompre. En un quart d'heure, cette bataille de cavalerie fut décidée, et la déroute des Français était certaine avant que Villeroi eût pris aucune mesure pour y porter remède. En même temps, toutes les colonnes d'infanterie anglaise fondaient sur les deux

Digitized by Google

villages de Ramillies et de Tavières avec une grande supériorité de forces, puisque toute leur armée y était rassemblée, tandis que Villeroi n'avait destiné que quelques bataillons à les garder. Bientôt toute la droite des Français fut rompue, et les bagages qui se trouvaient entremêlés avec les soldats, augmentèrent la confusion. La gauche, qui était demeurée intacte, fit d'abord sa retraite en bon ordre, se dirigeant vers Louvain. La perte n'était pas encore très considérable, et Marlborough aurait hésité à poursuivre l'armée française entrée dans ses lignes. Mais le soldat français était trop intelligent pour n'avoir pas reconnu les fautes de ses chefs dont il était victime. Cette connaissance même ajoutait à sa terreur ; elle fut bientôt contagieuse. Dès que l'obscurité fut venue, au passage de Jodoigne qui se trouvait embarrassé par les chars et les bagages, les soldats se débandèrent et jetèrent leurs armes pour fuir plus vite. La déroute fut si générale que ce qu'on put réunir ne suffit plus pour garder le passage de la Dyle. On gagna Bruxelles, puis on l'évacua trois jours après ; on passa la Dendre à Alost, pour se réfugier sous le canon de Gand, mais on ne s'y crut pas long-temps en sûreté ; l'armée, qui n'avait pas eu plus de quatre mille hommes de tués, mais qui avait perdu un grand nombre de prisonniers, se retira enfin sous les murs de Lille, abandonnant Malines, Bruxelles, Anvers, Bruges, Gand, Louvain, Oudenarde, dont aucune n'était préparée à soutenir un siége; et se laissant enlever dans cette honteuse déroute un nombre infini de prisonniers, son artillerie, ses caissons, ses bagages, et tout ce que Marlborough voulut lui prendre (1).

La terreur panique de l'armée gagna les villes fortes : Ostende, assiégée la première, ne tint que quatorze jours; Menin, qui fut attaqué ensuite, n'en tint que vingt. Cependant le maréchal Marsin était arrivé avec les troupes qu'il avait dû amener pour la bataille, d'autres étaient en route ;

(1) Feuquières, T. IV, p. 16-30, avec un plan de la bataille. — Saint-Simon, T. V, p. 80-84.—Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 197. — La Hode, L. LVII, p. 470. — Limiers, L. XV, p. 193. — Larrey, T. VIII, page 487.

Digitized by Google

l'armée, appuyée sur la ceinture de places fortes qui entoure la France, ne courait plus de danger ; mais la consternation, la douleur, et bientôt l'indignation contre Villeroi éclatèrent de toutes parts. Il avait laissé passer six jours sans donner de ses nouvelles au roi depuis la première annonce de la déroute, et Louis XIV, qui, malgré la sérénité et le calme qu'il montrait seul au dehors, était dévoré de douleurs et d'inquiétude, fut contraint d'envoyer Chamillart, le ministre sur lequel pesait le double fardeau de la guerre et des finances, à Lille et à Courtrai, pour juger lui-même de l'état de l'armée. Chamillart, dans son rapport, n'épargna probablement pas Villeroi, qui était allé chercher la bataille sans attendre Marsin, contre les ordres du ministre, qui l'avait livrée sans consulter l'électeur de Bavière, auquel il était associé pour le commandement, et qui depuis semblait avoir perdu la tête et avoir, malgré son état-major, résolu seul d'abandonner tous les Pays-Bas. Le déchaînement contre lui, à l'armée, à la cour, à Paris, était universel : on relevait toutes ses fautes, on ne parlait que de son ineptie, de sa forfanterie, de son entêtement ; le roi seul, tout résolu qu'il était à lui ôter le commandement, resta fidèle à l'amitié. « Il le plaignit, le défendit, lui écrivit » de sa main qu'il étoit trop malheureux à la guerre, qu'il lui » conseilloit et lui demandoit comme à son ami de lui mander » sa démission du commandement de l'armée ; qu'il vouloit » qu'il parût que ce n'étoit que sur ses instances qu'il l'en dé- » chargeoit, qu'il le verroit auprès de lui avec plus d'amitié » que jamais et qu'il pouvoit s'assurer du gré et du compte » qu'il lui tiendroit d'un sacrifice qui lui coûtoit autant et plus » qu'à lui-même (1). » Le présomptueux Villeroi ne répondit à ces affectueuses instances qu'avec orgueil et avec roideur : « qu'il étoit malheureux, il est vrai, mais qu'il n'avoit point » failli et que ce seroit se condamner lui-même que de donner » sa démission. » Il persista, quoique sollicité à plusieurs reprises par le roi, avec un redoublement de bonté ; quand il reçut enfin l'ordre de revenir, il ne se montra à la cour que

(1) Saint-Simon, T. V, p. 89.

Digitized by Google

boudeur, offensé, hargneux, repoussant tous les conseils de sa fidèle amie M$^{me}$ de Maintenon et blessant le roi jusqu'au cœur (1). Le roi cependant fit venir en hâte Vendôme de l'armée d'Italie, comme l'homme dont la réputation relèverait le mieux le courage du soldat. Il envoya le duc d'Orléans son neveu et son gendre, alors âgé de trente-deux ans, remplacer Vendôme en Italie, quoique depuis long-temps il eût pris pour maxime de ne point confier d'armée aux princes du sang. Cette double nomination fut universellement approuvée ; elle ne tarda pas cependant à être suivie de nouvelles calamités.

Au commencement de cette campagne Vendôme avait eu encore des succès brillants en Italie. Pendant l'hiver qui la précéda il était revenu à la cour, mais il avait, en son absence, confié son armée au comte de Médavi, officier intelligent auquel il avait communiqué ses projets et qui avait tout préparé pour les exécuter le jour même, 16 avril, que Vendôme arriverait de Versailles. Il s'agissait de surprendre les quartiers de Reventlaw, général danois, qui, de son côté, remplaçait le prince Eugène alors retourné à Vienne. En effet, ayant marché toute la nuit du 18 au 19 avril, Vendôme à l'aube du jour fondit, à Calcinato, sur les Allemands qui ne se tenaient point en garde ; leurs espions avaient annoncé que Vendôme à son retour avait trouvé un grand désordre dans son camp, et avait reproché à Médavi d'avoir laissé les soldats sans pain, sans souliers et sans armes, au point de le condamner pour long-temps à l'inaction ; jamais au contraire les Français n'avaient été plus prêts au combat ; les Allemands furent enfoncés et mis en fuite. Vendôme avait compté qu'ils seraient coupés dans leur retraite par un parti de cavalerie qu'il avait poussé sur Montechiaro ; la valeureuse résistance des Allemands qui gardaient ce poste, donna aux fuyards le temps de gagner pays, mais ils ne s'arrêtèrent qu'à Salò, après avoir perdu deux mille morts,

(1) Lettre de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, T. I, p. 7, et *passim*.

Digitized by Google

autant de prisonniers, leurs équipages et une partie de lenrs canons. Pendant ce temps le prince Eugène arrivait d'Allemagne avec des renforts, mais il jugea nécessaire de retirer ses troupes des rives du lac de Garda et de les concentrer derrière l'Adige; on les y croyait encore quand Vendôme quitta l'Italie pour aller prendre le commandement de l'armée de Flandre (1).

Villars avait eu aussi des succès sur le Rhin; au commencement de la campagne il avait repoussé les ennemis des lignes de la Mottern, et le 2 mai, se jetant le premier à l'eau dans une inondation par laquelle le prince de Bade avait cherché à se couvrir devant Fort-Louis, il avait traversé avec ses grenadiers un demi-quart de lieue d'une plaine qui semblait convertie en lac; il avait fait fuir les ennemis devant lui, pris Lauterbourg, Haguenau, Crusenheim et fait assez de prisonniers pour échanger à peu près tous ceux qui restaient de la bataille de Blenheim; mais bientôt le roi lui ayant retiré toutes ses meilleures troupes pour renforcer les autres armées, il dut se tenir sur la défensive, tandis que de nouveaux revers frappaient de toutes parts les Français (2).

La nouvelle dynastie en Espagne se regardait comme exposée au plus grand péril par la révolte de la Catalogne et de Valence; un sourd mécontentement régnait aussi dans l'Aragon, et il semblait que tout l'héritage qui avait été apporté à la couronne d'Espagne par Ferdinand-le-Catholique allait se déclarer pour les Autrichiens. Philippe V montra alors une obstination qui dans des occasions bien rares pouvait lui tenir lieu de vigueur; il déclara qu'il conduirait en personne son armée pour recouvrer Barcelonne, il laissa la régence à sa femme sous la direction de la princesse des Ursins et de l'ambassadeur Amelot, il prit pour son conseil le maréchal de Tessé, et il obtint que le duc de Berwick, qui venait d'être nommé maréchal, lui fût envoyé pour commander sur la frontière opposée aux Portugais. Philippe réussit en effet à

(1) Feuquières, T. IV, p. 3.—*C. Botta*, L. XXXV, p. 331. —*Muratori, ad ann.*, p. 86.— La Hode, L. LVII, p. 475.

(2) Mém. de Villars, p. 200-211.

Digitized by Google

rassembler vingt mille hommes, avec lesquels il entra le 8 mars en Catalogne ; mais toutes les ressources de l'Espagne avaient été sacrifiées pour former l'armée royale ; Berwick ne trouva point d'armée à Badajos, où il arriva le 27 mars : il ne put réunir que cinq ou six mille hommes de cavalerie. Les ennemis s'approchaient cependant avec plus de vingt-cinq mille hommes, et les commandants de chaque province voulant se réserver à eux-mêmes une petite armée, refusaient d'obéir ou d'amener leurs troupes au maréchal de Berwick (1).

Cependant Philippe avait paru devant Barcelonne, au commencement d'avril, avec le maréchal de Tessé, tandis que le comte de Toulouse, avec trente vaisseaux de ligne, attaquait cette ville du côté de la mer. Si les moyens des assiégeants semblaient trop faibles pour une si grande entreprise, ceux des assiégés n'étaient pas mieux proportionnés à la défense. La pauvreté et l'incapacité espagnoles se faisaient sentir également dans l'une et l'autre armée ; le prétendant allemand au trône n'était pas supérieur au prétendant français. Charles III, comme Philippe V, avait du courage, mais aucune espèce de talent ; comme lui, il se laissait conduire par les personnes les moins propres à lui donner de bons conseils. Charles III avec une faible garnison demeura dans la ville. Lord Peterborough avec une troupe plus faible encore se chargea de harceler les assiégeants en se portant sur leurs derrières. Cependant Monjuy, dont les brèches n'étaient point encore fermées, fut pris après vingt-trois jours de siége : l'artillerie de cette citadelle commençait à foudroyer la ville située au-dessous ; de larges brèches étaient ouvertes aux murs, et un général plus entreprenant que Tessé s'en serait déjà rendu maître, lorsqu'une puissante flotte anglaise, commandée par sir John Leake, et portant à son bord le général Stanhope et des troupes de débarquement, entra le 12 mai dans la rade de Barcelonne. Le comte de Toulouse, qui lui était fort inférieur en forces, fut obligé de se retirer à son approche, et Philippe V, levant le

(1) Mém. du mar. de Berwick, T. LXVI, p. 46. — *Lord Mahon*, ch. 5, page 171.

Digitized by Google

siége avec précipitation et abandonnant son artillerie et ses bagages, fut contraint à son tour de s'acheminer, avec son armée ruinée par les maladies, non pas vers sa propre capitale. mais vers les frontières de France en Roussillon (1). Il revint cependant à Madrid presque sans suite par Pampelune, mais il y arriva au commencement de juin, seulement à temps pour l'évacuer. Berwick n'avait pas cinq mille hommes pour tenir tête aux alliés qui s'avançaient des frontières de Portugal, et qui entrèrent à Madrid le 25 juin, tandis que Philippe, la reine et la princesse des Ursins s'étaient retirés à Burgos.

De nouvelles calamités ne tardèrent pas à atteindre les Français en Italie. C'était là qu'ils avaient leur meilleure armée; le maréchal de La Feuillade, gendre de Chamillart, avait été chargé du siége de Turin. Son beau-père avait pris à tâche d'assurer ses succès; il avait mis sous ses ordres soixante-huit bataillons et quatre-vingts escadrons, formant ensemble au moins quarante mille hommes, avec un superbe parc d'artillerie de cent vingt-huit canons, cinquante mortiers, et toutes les provisions de guerre et de bouche en proportion. Mais La Feuillade, insolent, entêté, présomptueux, n'écoutant personne, n'avait que de la bravoure et aucun talent pour la guerre. Le duc de Savoie avait confié le commandement de Turin, avec une bonne garnison, parfaitement approvisionnée, à un général allemand, le comte de Thaun. Lui-même il s'était chargé, avec une troupe légère, d'inquiéter les assiégeants sur leurs derrières. La Feuillade se flatta de le prendre et se mit à sa poursuite avec sa cavalerie. Victor-Amédée se fit un jeu de l'y encourager, de se montrer, de s'exposer à un péril imminent, aux dernières privations, puis de disparaître; en sorte que La Feuillade s'acharna à cette poursuite et y ruina son armée, au lieu de presser le siége. Pendant ce temps Ven-

(1) *Lord Mahon, War of the Succession*, ch. 8, p. 176-186.—*San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 187. — W. Coxe, ch. 14, p. 456. — Mém. de Tessé, T. II, ch. 10, p. 207. — Mém. de Noailles, T. LXXII, L. VI, p. 369, et L. VII, p. 381. — Saint-Simon, T. V, ch. 7, p. 94. — Feuquières, T. IV, p. 151.

Digitized by Google

dôme devait arrêter le prince Eugène, qui arrivait d'Allemagne avec de puissants secours. Mais c'était justement le moment où Vendôme recevait du roi l'ordre de passer en Flandre pour réparer, s'il était possible, le désastre de Ramillies. Ce prochain déplacement augmenta sa nonchalance habituelle; il avait laissé passer l'Adige, le 6 juillet, au prince Eugène avec une armée de trente mille hommes. Il lui laissa encore passer le Pô, le 15 juillet, au moment même où il affirmait qu'une telle entreprise était impossible.

Le duc d'Orléans arrivait en Italie avec le commandement nominal de toutes les armées françaises ; mais Louis XIV avait exigé sa parole qu'il ne ferait rien que de l'avis des maréchaux de France auxquels il était associé. La précaution était sage, puisque ce prince était sans expérience. Malheureusement Louis XIV n'avait point trouvé parmi ses maréchaux de grand maître dans l'art de la guerre, pour servir de Mentor au prince du sang. Il appela Villars, qui refusa ; il fut réduit à Marsin qui ne s'était guère fait connaître que par sa défaite à Bleuheim. Le duc d'Orléans, qui joignait à un goût désordonné pour le plaisir, un esprit très ouvert, un grand talent naturel, et une ardeur pour l'étude qu'il avait tournée aussi bien vers l'art de la guerre que vers les sciences naturelles, était réellement supérieur comme général à La Feuillade et à Marsin, dont il était obligé de suivre les avis, à Vendôme même qu'il venait remplacer. Il était parti de Paris le 1er juillet; quand il arriva à Turin, il fut frappé des fautes qu'avait faites La Feuillade dans la disposition du siége; il essaya d'y porter remède; mais il ne fut pas écouté. Le 17 juillet, il joignit M. de Vendôme sur le Mincio. C'était ce jour-là même que le prince Eugène passait sur la droite du Pô. Ils en reçurent la nouvelle ensemble, et Vendôme se refusa long-temps à le croire; cependant il partit. Marsin, qui avait tardé deux jours, était arrivé, et, de concert avec le duc d'Orléans, il s'était rapproché du Pô, pour le remonter sur la rive gauche, tandis que le prince Eugène le remontait sur la rive droite. Les Français s'étaient flattés que ce prince serait arrêté au passage de quelqu'une des rivières qui descendent des Apen-

Digitized by Google

nins, et que ce retard leur donnerait le temps de passer aussi le grand fleuve. Le duc d'Orléans pressa La Feuillade de venir défendre le Tanaro; c'était le dernier poste où les Français pussent arrêter le prince Eugène; mais il s'y refusa de même que Marsin, prétendant que Turin était réduit à la dernière extrémité; que de vastes brèches étaient ouvertes au corps de la place; que s'en éloigner dans ce moment décisif, c'était perdre tous ses avantages; que le prince Eugène, en arrivant devant les lignes, reconnaîtrait qu'il ne pouvait les forcer, se trouvant en face de deux armées françaises réunies; qu'il manquerait de vivres, qu'aucun de ses convois ne pourrait lui parvenir, que la ville assiégée capitulerait sous ses yeux, et qu'il serait contraint à une honteuse retraite. Ces raisonnements auraient été justes peut-être si les généraux français eussent été attaqués par des hommes aussi incapables de résolutions hardies qu'ils l'étaient eux-mêmes. Mais l'activité et l'audace du prince Eugène et du duc de Savoie les eurent bientôt déjoués. Le dernier enleva, le 5 septembre, un convoi considérable qui, de Suse, était destiné aux Français, et qui, conduit aux Impériaux, rétablit chez eux l'abondance. Le prince Eugène, des hauteurs de la Superga, avait pu reconnaître toute la position des Français, et les endroits faibles de leurs lignes. Les maladies leur avait enlevé beaucoup de monde; mais il leur restait encore cinquante mille hommes, tandis que les Piémontais unis aux Impériaux n'en avaient pas quarante mille. De nouveau, Orléans insista pour réunir l'armée en un seul corps, marcher en avant, et rencontrer l'ennemi en rase campagne. De nouveau, Marsin et La Feuillade s'y refusèrent : le premier avait un ordre précis du roi qui lui déférait le commandement dans une bataille; le second, comme gendre du ministre de la guerre, entraînait aisément tous les militaires qui attendaient de lui leur avancement. La dispute s'échauffa, le duc d'Orléans déclara aux généraux qu'ils perdaient l'armée et l'honneur de la France; il menaça même de se retirer : tout fut inutile. Avec un aveuglement fatal, les deux généraux s'obstinèrent à vouloir attendre l'ennemi dans leurs lignes, éparpillant ainsi l'armée



Digitized by Google

française sur une longue étendue de retranchements insuffisants. Le 7 septembre au matin, le prince Eugène commença l'attaque des lignes françaises, entre la Dora et la Stura. Un soleil brillant éclairait la campagne, un léger vent du nord la rafraîchissait. Le comte de Thaun, à la tête de la garnison, était prêt pour une sortie ; il avait confié la garde des portes et des murs aux compagnies bourgeoises, tandis que tout le reste de la population, du haut des clochers et des toits, suivait avec anxiété tous les mouvements d'une journée qui allait décider de son sort. L'attaque fut conduite avec une valeur froide et obstinée par les Allemands, qui s'avancèrent, sans tirer, sous le feu d'une formidable artillerie, puis de la mousqueterie, jusqu'au pied des retranchements. Les Français les reçurent avec une égale bravoure, les chassèrent à plusieurs reprises de leurs lignes, et pendant deux heures le succès de la bataille resta incertain. Mais Marsin, vers le milieu du combat, fut blessé d'une balle qui lui perça le bas-ventre et lui cassa les reins ; il périt le lendemain dans l'incendie d'une cassine où on l'avait transporté ; le duc d'Orléans, blessé à la hanche, puis au poignet, fut aussi contraint par la douleur à quitter le combat. Vers ce temps-là, le prince d'Anhalt, qui conduisait les Prussiens de l'armée d'Eugène, força la ligne française, et ouvrit le passage à la cavalerie elle-même. Dès ce moment, le désordre et la confusion furent extrêmes. La Feuillade, éperdu, s'arrachait les cheveux au lieu de donner des ordres. Le comte de Thaun, sortant de la ville avec sa garnison, prit les Français par derrière. Il fallut quitter les lignes avec précipitation. Le duc d'Orléans voulait encore que l'armée fît sa retraite sur la Lombardie, mais la terreur des fuyards ne permettait déjà plus de délibération : le plus grand nombre s'était jeté sur la route de Pignerol ; il fallut les suivre, en abandonnant les malades, les blessés, d'immenses approvisionnements de munitions de guerre et de bouche, la plus formidable artillerie, tous les bagages, et jusqu'à la caisse militaire de l'armée. Cependant de toutes parts, les paysans piémontais s'acharnaient après les fugitifs. Dans les dernières guerres, ces malheureux pays avaient toujours

Digitized by Google

été traités avec barbarie par les Français. D'ailleurs, les Piémontais, témoins seulement du désarmement de leurs soldats dans le camp même où ils étaient entrés comme alliés, croyaient que leur souverain avait été trahi par la France : tous s'excitaient à la vengeance de tant d'insultes, de tant de massacres, de tant d'incendies. Aussi de cinquante mille soldats, qui le matin du 7 septembre étaient encore dans le camp français devant Turin, il s'en trouva à peine vingt mille le lendemain qui purent se réunir à Pignerol (1).

(1) *Carlo Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXV, p. 342-382. — *Muratori*, *ad ann.*, p. 88. — Saint-Simon, T. V, ch. 10, p. 141-153.—Mém. de Feuquières sur le siége de Turin, T. IV, p. 86 et 133; sur les lignes forcées, T. IV, p. 137. — Mém. de Lamberty, T. IV, p. 166 *et suiv.* — La Hode, L. LVII, p. 480.



Digitized by Google

# CHAPITRE XL.

*Épuisement de la France. Louis demande en vain la paix. Nouvelles calamités. Combat d'Oudenarde. Famine. Bataille de Malplaquet. Propositions insultantes faites au congrès de Gertruydemberg. Premier rayon d'espoir à la mort de l'empereur.* — 1706-1711.

Louis XIV eût été excusable s'il s'était laissé gâter par sa longue prospérité, si ne connaissant que les succès il s'était laissé troubler par l'arrivée inattendue des revers ; aussi nous semble-t-il que jamais il ne fut plus grand que lorsque accablé à la fin de sa vie par des malheurs sans cesse renouvelés, il leur opposa une dignité, un calme, une force d'âme qui ne se démentirent point. Dans tout son royaume, on n'aurait pas trouvé un autre homme qui cédât moins que lui aux émotions subites de la crainte et du découragement ; mais tandis qu'il demeurait inébranlable, moins que les autres il se faisait illusion sur sa situation présente : proportionnant ses désirs à sa fortune, il avait renoncé à ses rêves d'ambition, et il était peut-être plus prêt que ses sujets à acheter la paix par d'immenses sacrifices.

La nation espagnole avait appelé son petit-fils à la couronne pour se mettre sous la protection de la France jusqu'alors victorieuse, et éviter l'humiliation du partage de la monarchie de Charles-Quint ; c'était le motif de cette guerre dans laquelle Louis l'avait loyalement secondée ; il avait prodigué les trésors et le sang de la France pour défendre l'Espagne et les possessions espagnoles aux Pays-Bas et en Italie. Mais les traités des potentats sont nécessairement soumis aux décisions des batailles. Six campagnes plus pénibles l'une que

Digitized by Google

l'autre et dont la dernière avait été signalée par les événements les plus désastreux, avaient prononcé contre la transmission intégrale de la monarchie espagnole à Philippe V. Ces traités de partage que les conseils de Castille avaient repoussés comme outrageants quand des étrangers voulaient les leur imposer au mépris de leurs lois, de leurs intérêts et de leur honneur, ils pouvaient sans honte les recevoir après que le sort des armes les avait sanctionnés. Le partage était en effet à moitié effectué, les Pays-Bas étaient perdus ; l'Italie, après la bataille de Turin, ne pouvait plus se défendre ; une partie du royaume d'Espagne avait déjà passé aux mains du prétendant autrichien, et les Castillans, convaincus de leur impuissance par une dure expérience, bornaient leur espoir à recouvrer les provinces aragonaises qui se détachaient d'eux ; ils sentaient bien qu'il n'était pas alors en leur puissance de reconquérir en outre la Flandre et l'Italie.

Si les Espagnols s'étaient vu enlever plus de conquêtes par les alliés, c'était aux Français que la guerre avait coûté le plus d'hommes, c'était eux qu'elle avait épuisés de ressources militaires de tout genre. Jamais des armées si nombreuses n'avaient encore été mises sur pied, et jamais la mortalité n'y avait été si effrayante, soit dans les batailles, dans les campements ou dans les hôpitaux. Trois armées françaises avaient été presque détruites à Blenheim, à Ramillies, à Turin, et, en même temps que le recrutement éprouvait des difficultés infinies, les arsenaux étaient épuisés d'armes de tous genres, de munitions de guerre et d'équipages pour les armées ; il eût fallu d'énormes capitaux pour rétablir à la fois tous ces approvisionnements anéantis ; mais ce qui manquait le plus à la France, c'était l'argent. Depuis longtemps on se plaignait en France de la misère croissante ; nous avons vu en 1675 ce qu'un voyageur philosophe avait déjà observé sur l'appauvrissement des provinces : trente ans de guerres et de persécutions intérieures avaient bien augmenté cette décadence ; et en effet les lettres de Mme de Maintenon font souvent entrevoir la désolation des provinces, la souffrance, la faim qui se faisaient sentir, non pas aux artisans seulement et aux

Digitized by Google

paysans, mais aux gentilshommes dans leurs petits châteaux, aux religieuses dans les couvents. Les autres écrivains du temps, inépuisables sur les détails des batailles ou sur les intrigues de cour, nous font à peine entrevoir le peuple.

C'était cependant de ce peuple ruiné qu'il fallait tirer des contributions toujours nouvelles pour faire face à des dépenses toujours croissantes. La taille, les gabelles, les aides, les cinq grosses fermes, la capitation et le dixième étaient toujours les plus importantes des impositions ordinaires, et celles-là qui avaient été poussées aussi loin qu'il était possible, ne variaient plus guère. Chaque année on ajoutait bien quelques taxes nouvelles; nous voyons mentionnés le tabac, les perruques, le sou pour livre sur la volaille et le gibier, le contrôle sur les bans de mariage; mais tous ces droits, assez vexatoires dans leur perception, assez onéreux pour ceux qui les payaient, rapportaient fort peu de chose (1). On continuait à vendre des rentes sur l'hôtel de ville, mais quoiqu'on les offrît au denier 18 ou même au denier 16, il ne se présentait que peu d'acquéreurs; les célibataires, les gens pressés de jouir et indifférents à leurs familles, montrèrent un peu plus d'avidité pour acquérir au denier 10 des rentes viagères à fonds perdu. Cette ressource ne suffisait point encore cependant, et le ministre chercha à séduire en même temps la vanité des capitalistes, en mettant en vente chaque année un nombre infini de charges nouvelles. Cependant tous ces nouveaux fonctionnaires dont les titres bizarres nous étonnent dans leur énumération et dont les fonctions vexaient les particuliers et gênaient le commerce, en comparant le prix de leur charge avec les émoluments qui y étaient attachés, plaçaient leur argent au denier 12 (2).

Ce n'était point encore là le plus ruineux des expédients auxquels la détresse du trésor forçait M. de Chamillart à recourir. Il y en a un qui revient fréquemment pendant toutes

(1) Un impôt sur les baptêmes et les mariages, qui détermina beaucoup de pauvres à baptiser eux-mêmes leurs enfants et à se marier sans prêtres, jeta un extrême désordre dans l'état civil; Saint-Simon, T. V, p. 282.

(2) Forbonnais, Recherches sur les finances, T. II, p. 125-171.

Digitized by Google

les dernières années du règne de Louis XIV, et qui est en même temps si onéreux pour tout le public et si peu avantageux au trésor, qu'on ne conçoit pas que des gens raisonnables aient pu le tenter : c'est la refonte des monnaies. « L'année 1700, dit Forbonnais, commença par une diminu» tion de monnoies, prélude sinistre pendant vingt-six ans » d'une nouvelle refonte. » Les louis d'or devaient, dans le cours de l'année, tomber de 14 livres à 12 livres 15 sous, et les écus de 4 livres à 3 livres 7 sous, mais la diminution était graduelle de trois en trois mois. On fatiguait ainsi, on dégoûtait les capitalistes des espèces dont ils étaient porteurs, puis on annonçait une refonte et les louis neufs de même poids et titre que les vieux devaient passer pour 20 sous de plus, de même en proportion pour les écus. Les particuliers portèrent en conséquence à la monnaie pour 321 millions d'espèces, sur lesquels le roi fit un bénéfice nominal de 29 millions ; mais les étrangers se hâtèrent de lui faire concurrence, d'acheter les vieilles espèces pour les faire frapper au coin nouveau et s'en attribuer le bénéfice. La même opération, qu'on nommait billonnage, fut répétée en 1704, en portant au sixième la différence de valeur entre l'espèce ancienne et la nouvelle de même poids et de même titre, et cette fois il n'y eut que 115 millions portés à la monnaie. Plus on multiplia les refontes et plus les profits du billonnage passèrent aux étrangers ; cependant la mesure commune des valeurs était tellement altérée que le commerce était devenu un jeu de hasard, et que personne ne savait plus au juste ce qu'il possédait (1).

A côté des espèces métalliques commençaient à circuler aussi des billets de crédit, d'abord ceux de la caisse des emprunts, puis les billets de monnaie, et d'autres encore ; ils furent à leur émission fort bien reçus du public, mais quand arriva l'échéance, il ne se trouva point d'argent dans les coffres pour les payer ; le trésor qui les émettait ne voulait plus les recevoir en paiement : le ministre des finances essaya bien

(1) Sur la refonte de 1701, Forbonnais, T. II, p. 109-128. — Sur celle de 1704, p. 139.

Digitized by Google

pour relever leur cours de les échanger contre des obligations nouvelles, et de rendre leur réception obligatoire, mais le crédit ne se violente pas; le désordre, la défiance étaient croissants dans toutes les parties de l'Etat, et lorsque, le 20 février 1708, Desmarets remplaça Chamillart au contrôle des finances, 54,000,000 liv. étaient consommés par avance sur l'année où il entrait, et 14,000,000 sur les trois suivantes. Les dettes exigibles montaient à 482,000,000 liv., la dépense ordonnancée pour l'année montait à 202,000,000 liv., et il ne restait que pour environ 20,000,000 liv. de fonds libres. On est étonné et effrayé d'une situation si désastreuse; cependant le crédit, quoique ébranlé, n'était pas détruit, et c'était par le crédit que le ministre continuait à pourvoir aux affaires courantes (1). Les dépenses annuelles étaient montées de 150,000,000 environ à 200 millions, et dépassèrent bientôt cette somme; soit parce que la livre nominale avait diminué de valeur intrinsèque après chaque refonte, soit parce que chaque service n'étant jamais payé à l'échéance, tous ceux qui contractaient avec l'État se faisaient payer par lui et le chômage de leur argent et les risques qu'ils couraient.

Dans cette situation déplorable, Louis XIV, plus touché des maux de ses sujets que de ce qu'il avait jusqu'alors nommé sa gloire, mit tout en œuvre pour entamer une négociation de paix; c'était en Hollande que dans les occasions précédentes on avait toujours trouvé les dispositions les plus pacifiques, et c'est aussi à la Hollande que Louis XIV s'adressa; mais cette république avait mis dès l'an 1689 à la tête de ses conseils un homme d'État, Antoine Heinsius, qui, par des réélections quinquennales, fut maintenu jusqu'à sa mort (en 1720) dans la fonction de grand pensionnaire, et qui croyait le salut de sa patrie attaché à l'humiliation de la France. Il s'était lié d'amitié, et par la conformité de sa politique, avec les deux grands généraux du siècle, Marlborough et le prince Eugène; on les nommait le triumvirat, et

(1) Mém. présenté en 1715 par Desmarets au régent, dans Forbonnais, T. II, p. 177.

Digitized by

c'étaient eux qui dirigeaient la grande alliance et qui s'obstinaient à continuer la guerre. Aux avances qui lui furent faites, Heinsius répondit « que les Hollandais étoient inséparablement attachés à leurs alliés, et qu'ils exigeoient comme » condition préliminaire, comme base des traités à faire, que » l'Espagne et les États dépendants de cette monarchie dans » l'ancien comme dans le nouveau monde appartiendroient à » la maison d'Autriche ; que la république de Hollande, toujours inquiète des desseins de la France, auroit dans les » Pays-Bas une barrière suffisante pour sa sûreté, et pour » calmer ses justes alarmes ; que le commerce de ses sujets » avec la France seroit assuré, et les avantages accordés à » Ryswick sur cet article augmentés. Ces conditions préliminaires réglées, on pourroit ensuite négocier sur les autres » conditions de la paix (1). »

Louis, découragé par cette réponse, tenta aussi de détacher le duc de Savoie de la grande alliance, et de lui faire agréer de nouveau la neutralité de l'Italie. C'était évidemment l'intérêt de ce prince ; dans la détresse où ses peuples étaient réduits, le retour à la paix était pour eux un besoin urgent, et le ministère français s'était flatté d'en convaincre Victor-Amédée, car il le croyait uniquement occupé de son avantage, et aussi incapable de ressentiment qu'indifférent à ses promesses. Une capitulation militaire ouvrit cette négociation ; le 9 septembre, le lieutenant-général Médavi avait battu, à Castiglione dans le Mantouan, le prince de Hesse-Cassel qui amenait des renforts à l'armée allemande, et lui avait tué plus de deux mille hommes (2) ; mais cette victoire avait été rendue inutile par le désastre de Turin qui l'avait précédée de deux jours seulement. Presque toutes les villes de Piémont avaient ouvert leurs portes à leur souverain ; Milan, à la réserve du château, avait fait de même ; les Français et les Espagnols, réfugiés dans quelques places fortes, n'avaient plus de communication avec leur pays. Les Français offrirent au prince

(1) Mém. du marq. de Torcy, T. LXVII, p. 109. — Mém. de Lamberty, T. IV, au 19 novembre 1706, p. 301.

(2) *Muratori, ad ann.*, p. 91. — *Carlo Botta*, L. XXXV, p. 384.

Digitized by Google

Eugène de retirer l'armée des Bourbons de la haute Italie : une convention fut signée, le 13 mars 1707, à Milan, en vertu de laquelle toutes les places que les Français ou les Espagnols tenaient dans la Lombardie durent être évacuées; leurs garnisons et les restes de l'armée française eurent la liberté de se retirer à Suse avec leurs bagages et une partie de leur artillerie. Il rentra ainsi de dix-huit à vingt mille hommes en France, où l'on en avait grand besoin (1). Le ministère français, qui connaissait la mauvaise foi et l'avidité de l'empereur, se flatta aussi qu'en abusant de sa victoire dès qu'il n'aurait plus d'ennemis, il aliénerait ses alliés.

(1707.) En effet, Joseph n'avait pas même donné communication aux puissances maritimes de sa négociation avec la France pour l'évacuation de l'Italie; il voulait la faire tourner à son seul avantage, sans être gêné par leurs conseils. La riche Italie était selon lui une orange qu'il voulait exprimer à son aise, sans en partager le jus avec personne; c'était toujours la partie de l'héritage de don Carlos qui avait tenté la cupidité de la maison d'Autriche. S'il fallait en venir à un partage, c'était la contrée qu'elle voulait se réserver, la seule qui pût lui demeurer; tandis que si l'Italie était ou française ou indépendante, l'Autriche ne pouvait exercer aucune influence sur l'Espagne. Joseph avait, il est vrai, donné l'investiture du duché de Milan à son frère Charles III pour satisfaire la jalousie des puissances maritimes et du duc de Savoie, mais il le faisait gouverner par des Allemands et il ne s'en dessaisissait point. Il abusait du droit de la guerre pour confisquer les souverainetés du duc de Mantoue et du prince de la Mirandole, à cause de leur alliance avec la France; il tirait des États de l'Église des contributions exorbitantes, par la menace d'y mettre ses troupes en quartier; il traitait avec la même âpreté le duc de Parme et les autres souverains de l'Italie (2). Mais surtout il se proposait de ne point différer

(1) Le traité qui avait la forme d'une capitulation est dans Lamberty, T. IV, p. 391-398.

(2) Bref de Clément XI, du 4 janvier 1707, dans Lamberty, T. IV, p. 399. — *Carlo Botta*, L. XXXVI, p. 391.

Digitized by Google

à se saisir du royaume de Naples, la plus riche des possessions de la couronne d'Espagne, et celle d'où elle tirait le plus d'argent. Il résolut donc d'y employer les troupes qui venaient de remporter la victoire de Turin, bien sûr que s'il attendait à se concerter avec les puissances maritimes elles lui demanderaient de préférence ou de faire passer des secours à son frère en Catalogne, ou de pénétrer en Provence. Il ne se trompait pas, et il dut bientôt consentir à ce que le prince Eugène fût employé à cette dernière expédition. Il détacha cependant de la grande armée le comte Thaun, le défenseur de Turin, avec neuf mille hommes de ses meilleures troupes, pour l'envoyer dans l'Italie méridionale. Thaun se mit en marche, le 12 mai, par la Romagne et la marche d'Ancône ; le 24 juin il parvint sur les frontières du royaume de Naples. Louis n'y avait point envoyé de Français ; le marquis de Villena, duc d'Ascalona, vice-roi pour Philippe V, avait fort peu de troupes espagnoles, et comme dans tous les États de la monarchie de Charles II, il n'y avait ni argent, ni munitions, ni canons sur les remparts, ni aucun préparatif de défense. Capoue ouvrit donc ses portes le 2 juillet, et Naples le 8 ; tout le royaume se soumit avec de grandes manifestations de joie et d'attachement pour la maison d'Autriche, comme si les habitants avaient ignoré la cupidité de leurs nouveaux maîtres, et les maux qui les menaçaient. Le vice-roi, marquis de Villena, qui s'était retiré à Gaëte avec environ trois mille soldats, y fut bientôt assiégé : la ville fut prise d'assaut le 30 septembre, le massacre y fut épouvantable, et l'on assure que le pillage abandonné aux soldats montait à plus d'un million de ducats ; Villena, fait prisonnier, resta pendant des années détenu les fers aux pieds dans un cachot à Pizzighitone, victime de la dureté impitoyable de l'empereur (1).

Le duc de Savoie ne se laissa point tenter par l'espérance de la neutralité que lui offrait la France ; il voyait bien qu'il ne dépendrait pas de lui de la faire accepter par les alliés ;

(1) *Muratori, ad ann.*, p. 101. — *C. Botta*, L. XXXVI, p. 400. — La Hode, T. VI, L. LVIII, p. 15. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 244.

Digitized by Google

d'ailleurs il aimait la guerre, il aimait les subsides des puissances maritimes, sans lesquels il n'aurait pu maintenir son armée, vu l'état de ruine auquel son pays était réduit ; il avait besoin d'elles pour protéger son indépendance contre l'empereur, et obtenir que celui-ci exécutât les engagements qu'il avait contractés par sôn traité d'alliance. En effet l'empereur. d'après les stipulations du traité du 25 octobre 1703, céda au duc de Savoie tout le Montferrat qui appartenait au duc de Mantoue, Alexandrie, Valence, la Lomelline et le Val de Sesia qu'il détachait du duché de Milan ; mais il ne voulut jamais consentir à lui remettre Vigevano, qu'il lui avait également promis (1).

Dans ce même traité, on avait annoncé au duc de Savoie que, si les alliés faisaient des conquêtes en France, celles du comté de Bourgogne seraient pour l'empereur, celles de Dauphiné et de Provence seraient pour lui. Sans se flatter beaucoup de les effectuer, il aurait désiré recouvrer la Savoie, et s'avancer par cette route sur Lyon ; mais il devait subordonner ses projets à ceux des puissances maritimes dont il recevait les subsides, et l'Angleterre mettait alors un grand intérêt à détruire l'arsenal et le port de Toulon, où se trouvait la meilleure flotte restée à la France, et les chantiers les mieux approvisionnés pour en construire une nouvelle. Les puissances maritimes exigèrent une attaque sur Toulon par l'armée de terre, que commanderaient le duc de Savoie et le prince Eugène, tandis que l'amiral sir Cloudesley Showel seconderait cette attaque du côté de la mer avec une escadre de quarante-huit vaisseaux. On savait que l'armée française, qui avait été retirée d'Italie, ruinée et découragée, était sans cesse affaiblie par les maladies et la désertion, qu'aucun préparatif de défense n'avait été fait dans la province, où, jusqu'au désastre de Turin, on se croyait bien éloigné des ennemis; enfin, que les huguenots du Languedoc et du Dauphiné, s'ils avaient été domptés par les armes, n'étaient pas réconciliés par les supplices. Les puissances maritimes présentaient

(1) *Muratori, ad ann.*, p. 199.

Digitized by Google

donc l'entreprise comme assurée des meilleures chances de succès, et destinée à anéantir, peut-être pour jamais, la marine française dans la Méditerranée. Le maréchal de Tessé, que le roi avait nommé, le 31 janvier 1707, pour prendre le commandement de l'armée des Alpes, avait écrit dès son arrivée à M. de Chamillart les lettres les plus décourageantes sur l'état où il l'avait trouvée. Cependant le duc de Savoie, qui savait quelle avait été la fâcheuse issue des attaques sur la Provence dans les deux siècles précédents ne se prêtait pas sans inquiétude aux plans de campagne du ministère britannique, qui n'exposait que son argent (1).

Ces doutes n'empêchèrent pas qu'il ne fît tous les préparatifs nécessaires pour son expédition, de concert avec son illustre cousin, le prince Eugène, et qu'il n'y déployât beaucoup d'habileté. Leur armée était forte d'environ quarante mille hommes ; ils lui firent occuper trois camps qui menaçaient les Alpes par trois passages différents, laissant Tessé dans l'incertitude du point qu'ils voulaient attaquer. Les proclamations répandues par le duc de Savoie, et ses intrigues secrètes auprès des protestants du Dauphiné, faisaient cependant supposer à Tessé qu'il voulait pénétrer dans cette province. Tessé avait établi son quartier-général à Briançon, et de là, il s'efforçait de veiller à la fois sur toutes les gorges de ces montagnes. Louis XIV avait appelé à Versailles Catinat, et il transmettait à l'armée des Alpes les conseils de ce vieux général sur un pays qu'il connaissait si bien. Tout à coup, le 1er juillet, les alliés, rassemblant leur armée à Cuneo et Demonte, passèrent le col de Tende, descendirent dans le comté de Nice, et s'approchèrent du Var. Tessé en avait garni les rives de troupes qui s'étaient retranchées ; il n'espérait pas arrêter, mais seulement retarder les mouvements des ennemis, tandis qu'il faisait élever des fortifications de campagne sur les hauteurs qui entourent Toulon, car il mettait peu de confiance dans les murailles mêmes de la ville. Le 22 juillet, les Fran-

(1) Mém. du mar. de Tessé, T. II. ch. 11, p. 234. — *Botta, Storia d'Italia*, L. XXXVI, p. 409.

Digitized by Google

çais qui gardaient le Var se replièrent sur Toulon, et l'armée du duc de Savoie et du prince Eugène les suivit de près.

Cependant les lignes qui liaient les hauteurs qui commandent Toulon, avec le camp retranché qu'y avait établi Tessé, étaient garnies de plus de trois cents bouches à feu : l'entrée du port était fermée par des brûlots, et le 26 juillet, les princes savoyards arrivant à la Valette, à demi-lieue de Toulon, en même temps que la flotte anglaise paraissait devant Hières, reconnurent combien leur entreprise présentait de difficultés. Tous les paysans provençaux s'armaient contre eux, et les alliés les aliénèrent bientôt davantage encore par le sac et l'incendie de leurs villages. Les vivres manquaient, et l'on accusait le duc de Savoie de les vendre lui-même aux soldats, avec un profit usuraire. L'armée avait été grossie après la bataille de Turin par un grand nombre de prisonniers français qu'on enrôlait de gré ou de force; mais dès qu'ils se trouvèrent à portée de leurs compatriotes, ils désertèrent en foule pour les rejoindre. Le prince Eugène s'était rendu maître, le 30 juillet, par une attaque vigoureuse, des hauteurs de Sainte-Catherine, d'où il commençait à canonner la ville. D'autre part, Tessé était arrivé le 6 août à Toulon ; le comte de Médavi, le même qui s'était illustré par la victoire de Castiglione, arriva trois jours après avec six bataillons et quarante-deux escadrons, par le côté de Saint-Maximin. Le duc de Noailles s'approchait avec les troupes du Roussillon, et Louis XIV, qui regardait le salut de la France comme attaché à la délivrance de Toulon, avait déjà ordonné à ses petits-fils, les ducs de Bourgogne et de Berry, de s'y rendre, et au duc de Berwick de quitter l'armée d'Espagne pour venir aider de ses conseils ses deux petits-fils. Ces divers renforts n'eurent toutefois pas le temps d'arriver. Le 15 août, Tessé reprit la hauteur de Sainte-Catherine après un combat acharné. Des deux côtés, on reconnut ensuite que c'était un poste où l'on ne pouvait pas se maintenir, et il fut abandonné. Le même jour, le duc de Savoie fit commencer le bombardement de la ville, plutôt pour exhaler sa rage qu'avec un grand espoir de succès. En effet, il n'y eut en tout que vingt-quatre

Digitized by Google

maisons brûlées, et une centaine d'endommagées ; les dyssenteries régnaient dans le camp des assiégeants ; un coup de vent les ayant momentanément privés de toute communication avec la flotte, on y avait éprouvé une complète famine. La nuit du 20 au 21 août, les malades et les blessés furent transportés sur la flotte, et la nuit du 21 au 22 l'armée décampa. Le 1er septembre elle avait repassé le Var, et se trouvait campée près de Nice. Elle marchait rapidement dans un pays désert et dévasté, dont elle consommait les derniers vivres, en sorte que le maréchal de Tessé, privé lui-même d'équipages, n'avait pu l'atteindre dans sa retraite ; mais le chemin qu'elle parcourait était semé de morts et de mourants. La campagne de Toulon coûta au moins dix mille hommes aux alliés. Quoique Tessé eût réussi dans l'objet si important de sauver cette ville, on avait attendu davantage de lui contre une armée forcée à une si dangereuse retraite. Les généraux qui servaient sous lui, et surtout le comte de Médavi, l'accusèrent dans leur correspondance avec le ministre ; le public le chansonna, et Louis XIV ne le mit plus à la tête de ses armées. Le prince Eugène, au contraire, eut à peine repassé le col de Tende, que renforcé par les troupes laissées en Piémont, il vint attaquer Suse, et s'empara, le 3 octobre, de cette ville et des forts qui la dominent, terminant plus glorieusement sa campagne des Alpes qu'on ne devait l'attendre après l'échec qu'il avait essuyé (1).

La Provence avait été défendue et sauvée dans cette campagne, et, dans le même temps, des succès plus grands et moins espérés avaient été obtenus en Espagne. Après le désastre de Philippe V à Barcelonne, Louis XIV avait pu croire que la couronne de son petit-fils était perdue. Le meilleur arsenal de l'Espagne, celui de Carthagène, avait été livré à l'archiduc, par la trahison de Santa Cruz, gouverneur de cette place ; l'Aragon tout entier s'était révolté, et si le prince autrichien n'avait pas opposé aux instances de Peterbo-

(1) Mém. du mar. de Tessé. T. II. ch. 11, p. 234-275. — *Botta, Storia d'Italia*, T. VII. L. XXXVI, p. 410-420. — *Muratori, ad ann.*, p. 98-100. — Suite de Rapin Thoyras. T. XII. L. XXVI, p. 267. — Saint-Simon, T. VI, p. 9.

Digitized by Google

rough, puis de Stanhope, une indolence et une obstination invincibles, il serait arrivé par le royaume de Valence à Madrid, presque aussitôt que Galloway y arrivait par le Portugal. L'archevêque de Tolède, qui avait tant contribué à donner la couronne à Philippe, se déclarait, disait-on, contre lui, et illuminait son palais à l'arrivée des troupes alliées. Mais cette inconstance, ces trahisons ne se rencontraient que dans les rangs les plus élevés de la nation ; le peuple de Castille, soit dans les villes, soit dans les campagnes, montrait une fidélité à toute épreuve. Il croyait son honneur, sa loyauté engagés au roi qu'il avait reconnu, auquel il avait prêté serment. Jamais aucun signe de réjouissance n'accueillit les troupes alliées quand elles entrèrent ou à Madrid, ou dans aucune ville de Castille ; la solitude des rues ou un silence menaçant les avertissait qu'elles se trouvaient en pays ennemi, et à peine étaient-elles hors de la ville qu'on y proclamait de nouveau Philippe. Tandis que la reine se retirait à Burgos avec la princesse des Ursins et toutes les dames de la cour, que Philippe était à l'armée de Berwick, à Sopetran, où il couvrait la vieille Castille, et qu'il protestait de sa résolution de vivre et de mourir avec ses chers Espagnols, un élan de patriotisme éclatait dans toutes ces provinces qu'il avait dû abandonner à elles-mêmes ; les hommes couraient s'engager dans des bataillons volontaires ; les vieillards, les femmes mettaient en commun tout l'argent qu'ils possédaient pour l'offrir au roi. Le pays était pauvre et dépeuplé, et tous les efforts de la plus touchante loyauté n'avaient pu réunir de grandes ressources ; mais de leur côté les alliés avaient eu bientôt occasion d'éprouver leur faiblesse. Ils perdaient imprudemment leur temps à Madrid, où Charles III, Peterborough ni Stanhope n'arrivaient point ; et ils durent bientôt reconnaître qu'ils n'avaient pas moins de six mille malades dans les hôpitaux. Les Anglais, les Hollandais, les Allemands, pour se refaire des fatigues de la campagne, s'étaient livrés avec fureur à l'ivrognerie et à la débauche. De toutes les femmes de Madrid, les courtisanes seules s'étaient laissé voir par les alliés ; mais les historiens espagnols assurent que, non

Digitized by Google

moins zélées pour la bonne cause que leurs compatriotes, elles ne s'étaient livrées aux soldats hérétiques que pour les perdre, et elles y avaient réussi (1). Enfin lord Galloway sortit de Madrid, le 4 août 1706, pour aller à la rencontre de Charles III qui s'avançait par l'Aragon, et de Peterborough qui arrivait de Valence; Charles et Peterborough se joignirent le même jour à Pastrana, et le lendemain ils se réunirent à Galloway et à das Minas à Guadalaxara; même après cette réunion ils ne comptaient pas plus de dix-huit mille hommes, et Berwick, qui avait enfin reçu des renforts de France, en avait vingt-deux mille sous ses ordres. Déjà il avait fait occuper Madrid le jour même où les alliés en étaient sortis; bientôt il les serra de près, en les empêchant de retourner sur leurs pas, et il les contraignit à aller chercher leurs quartiers d'hiver dans les royaumes de Valence et de Murcie, à cent cinquante lieues de Badajoz d'où ils étaient partis, après avoir traversé toute l'Espagne (2).

Si déjà la campagne de 1706, qui s'était ouverte d'une manière si désastreuse pour Philippe V, s'était terminée si fort à son avantage, celle de 1707 fut glorieuse pour ses armes, ou plutôt pour l'habile général que Louis XIV lui avait envoyé. Par un singulier jeu du hasard, ce général des Français, Berwick, était un Anglais réfugié, et le général des Anglais, Galloway, était un Français réfugié. Lord Peterborough, qui avait au plus haut degré le génie de la guerre, l'audace du partisan et la générosité du chevalier, n'avait pas pu tenir à la petite cour de Charles III, divisée par mille intrigues et dominée par la jalousie des Allemands contre tout ce qui leur était étranger; il l'avait abandonnée pour passer en Piémont. Au commencement de 1707, Charles III à son tour quitta son armée à Valence, et emmena avec lui Stanhope; Galloway et das Minas qui avaient reçu des ren-

(1) *San Phelipe*, *Comentarios de la guerra de España*, T. I, p. 211.

(2) *Ibid.*, page 214.—Mémoires de Noailles, T. LXXII, page 393. — Mém. de Berwick, T. LXVI, page 61. — *Lord Mahon*, ch. 5, page 204. — W. Coxe, T. I, ch. 14, page 483. — Lettres inédites de la princesse des Ursins, T. III, page 324.



Digitized by Google

forts d'Angleterre, entrèrent en campagne au mois d'avril. Le duc de Berwick, qui leur était supérieur en cavalerie, mais inférieur en infanterie, recula devant eux pour ne pas demeurer engagé dans un pays de montagnes, et regagna les plaines du voisinage d'Almanza, où il comptait attendre le duc d'Orléans, que Louis XIV envoyait en Espagne commander l'armée, pour lui donner occasion de laver l'affront qu'il avait reçu à la déroute de Turin.

La retraite de Berwick décida Galloway à rechercher la bataille avant l'arrivée du duc d'Orléans ; le 25 avril il s'avança jusqu'en vue des Français, que Berwick rangea en bataille dans une plaine nue et ouverte, ayant la ville d'Almanza derrière lui et un terrain favorable pour déployer à sa droite et à sa gauche sa cavalerie qui faisait sa principale force. L'armée alliée ne comptait pas plus de dix-huit mille hommes, celle des Bourbons montait peut-être à vingt-cinq mille ; mais elle comprenait beaucoup de ces recrues espagnoles qui étaient accourues sous les étendards de Philippe V par un sentiment d'enthousiasme, et qui n'avaient encore aucune habitude des armes. Dans l'armée qui combattait au nom de Charles III, il n'y avait pas même une seule division espagnole ; et les deux prétendants au trône, l'un âgé de vingt-quatre, l'autre de vingt-deux ans, avaient quitté depuis peu de mois les deux armées qui allaient décider de leur destinée.

La bataille commença à trois heures après midi par une brillante attaque de lord Galloway, sur la droite de Berwick, formée de la cavalerie espagnole sous les ordres du duc de Popoli ; il réussit à l'enfoncer, mais la maison du roi d'Espagne donnant l'exemple, cette division, à force de bravoure, regagna son terrain, et la gauche des Français, sous le comte d'Avarey, eut bientôt repoussé du champ de bataille la cavalerie portugaise qui lui était opposée. Le vieux général das Minas, qui commandait l'infanterie au centre, eut d'abord l'avantage ; l'infanterie espagnole était ébranlée ; la première ligne étant rompue, deux bataillons anglais percèrent jusqu'aux murailles d'Almanza ; dans ce moment la présence d'esprit et le courage de Berwick rétablirent le combat ; il

Digitized by Google

reforma sa ligne ; Galloway, chargé par le chevalier d'Hasfeld, fut blessé au visage de manière à perdre un œil et ne plus voir à se conduire ; das Minas fut aussi grièvement blessé, et sa maîtresse, qui combattait en habit d'homme, fut tuée à ses côtés. Les deux ailes des alliés furent mises en fuite, et leur centre, attaqué de toutes parts, dut succomber après une vigoureuse résistance. Le comte Dohna, qui avec treize bataillons s'était ouvert un passage, ne put pas aller plus loin sans être entouré de nouveau, et dès le lendemain la faim le contraignit à poser les armes. De tout le reste de l'infanterie il ne se sauva pas huit cents hommes : les alliés en eurent quatre mille tués et plus de huit mille prisonniers ; ils perdirent tous leurs bagages, toute leur artillerie, et plus de cent vingt drapeaux ; leur cavalerie continua à fuir jusqu'à l'Èbre, et ne se crut en sûreté que derrière les remparts de Tortose (1).

Le duc d'Orléans n'arriva à l'armée de Berwick que le lendemain de la bataille d'Almanza ; sa désolation fut grande de n'y avoir point eu de part ; cependant ce contre-temps ne troubla point sa bonne intelligence avec le général qui lui avait, en quelque sorte, dérobé une victoire. Il combina ses mouvements avec lui, pour en recueillir le plus grand fruit possible. Ils marchèrent ensemble sur Valence qui leur ouvrit ses portes sans faire aucune résistance ; ensuite ils se séparèrent ; Berwick se chargea d'achever de soumettre le royaume de Valence, tandis que le duc d'Orléans entreprit de reconquérir le royaume d'Aragon. Il reçut, à son passage à Madrid, les ordres du nouveau roi d'Espagne qui furent conformes à l'esprit de ses prédécesseurs ; il avait adopté cette politique cruelle, vengeresse, impitoyable, qui a toujours signalé le gouvernement espagnol. Hasfeld, avec un corps d'armée, dut soumettre Xativa. Cette petite ville, où il y avait une garnison de six cents Anglais, et une foule de paysans réfugiés des campagnes voisines, lui opposa une résistance héroïque. In-

(1) Saint-Simon, T. V, p. 329. — Berwick, T. LXVI, p. 90. — Noailles, T. LXII, p. 403. — *San Phelipe*, *Comentarios*, p. 235. — Lettre de la princesse des Ursins, du 28 avril, T. III, p. 466. — *Lord Mahon*, ch. 6, p. 229. — W. Coxe, ch. 15, p. 499. — Limiers, L. XV, p. 220.



Digitized by Google

vestie le 26 mai, de larges brèches furent bientôt faites à ses murs ; mais les habitants, coupant les rues par des tranchées, se défendirent de maison en maison, huit jours encore après que la ville eut été prise, refusant toute offre de capitulation, quoiqu'ils n'eussent aucune espérance de secours. La prise de chaque maison était marquée par le massacre des habitants de tout âge et de tout sexe. Les vainqueurs ne pardonnaient pas, surtout aux moines et aux prêtres, qui avaient le plus excité contre les Français la haine des Aragonais. Les derniers survivants s'étaient réfugiés dans les cours du château que défendaient les Anglais, et lorsque ceux-ci capitulèrent, les bourgeois de Xativa furent déportés en Castille, la ville fut brûlée et rasée, son nom même fut supprimé, et lorsque bien des années plus tard le gouvernement espagnol permit de rebâtir une autre ville sur le même emplacement, il changea son nom en celui de San-Phelipe (1).

Le duc d'Orléans n'éprouva point de résistance en Aragon. Le comte de la Puebla, vice-roi de Charles III, s'en était retiré à son approche, avec toutes les troupes espagnoles et étrangères. Les habitants de Saragosse cependant ne voulaient pas croire qu'une armée française fût à leurs portes. Leurs prêtres leur avaient persuadé que ce qu'ils voyaient du haut de leurs murailles n'était que des fantômes qu'un enchanteur faisait apparaître par son art magique, et ils ne leur opposaient d'abord que des exorcismes ; mais une charge de dragons, qui fit rouler quelques têtes, ayant persuadé les habitants de la réalité de ce qu'ils avaient sous les yeux, ils ouvrirent leurs portes au duc d'Orléans le 25 mai, un mois précisément après la bataille d'Almanza (2). Alors Philippe V, encouragé dans la voie du despotisme par M. Amelot et la princesse des Ursins, rendit un décret pour supprimer les anciennes libertés, les lois et les priviléges de l'Aragon, en vertu de l'autorité suprême de la couronne et des droits de conquête. Il voulut que ce royaume fût désormais gouverné

(1) *San Phelipe*, *Comentarios*, T. I, p. 240. — *Lord Mahon*, ch. 6, p. 236. — Mém. de Berwick, p. 99.

(2) Mar. de Berwick, p. 98 — *Lord Mahon*, ch. 6, p. 239.

Digitized by Google

comme une province de la Castille, et que ses tribunaux eux-mêmes fussent réformés sur le modèle de celui de Valladolid. Ce décret porta le désespoir dans toutes les provinces qui avaient appartenu à l'ancien royaume d'Aragon, et ne fit que fortifier l'aversion qu'avec plus d'obstination que jamais elles témoignèrent pour les Bourbons (1).

La naissance d'un héritier du trône, ou prince des Asturies, le 25 août, auquel Philippe V donna le nom de Louis-Ferdinand, lui sembla une garantie nouvelle de son trône, et les Castillans, qui depuis quarante-six ans n'avaient point vu naître de prince dans leur famille royale, se réjouirent d'avoir un héritier présomptif de la couronne vraiment espagnol. Sur la nouvelle de la levée du siége de Toulon, le duc de Berwick était revenu en Espagne; les opérations militaires qui avaient été interrompues pendant les grandes chaleurs recommencèrent; le marquis de Bay, qui commandait les Espagnols sur la frontière de Portugal, reprit Ciudad-Rodrigo; le duc d'Orléans et Berwick en Catalogne assiégèrent Lerida, et la reddition, le 11 novembre, de cette place devant laquelle avait échoué le grand Condé, fut pour eux un grand sujet de gloire. Pendant l'hiver ils revinrent à la cour de France pour jouir de leurs succès (2).

Pendant cette campagne, tout l'effort de la guerre s'était porté vers le midi; la monarchie espagnole avait été dépouillée de ses plus belles possessions hors de la Péninsule; car indépendamment du Milanais et du royaume de Naples, elle avait encore perdu Majorque, et Orbitello en Toscane, et elle avait été sur le point de perdre la Sicile et la Sardaigne, où des complots et des commencements d'insurrections avaient manifesté la force du parti autrichien (3). Cependant l'éclat de la victoire d'Almanza, et la soumission des royaumes de Valence, de Murcie et d'Aragon, avait fait oublier ces mauvais succès.

(1) W. Coxe, ch. 15, p. 306. — *Lord Mahon*, ch. 6, p. 240. — *San Phelipe, Comentarios*, p. 266. — Saint-Simon, T. V, p. 343.

(2) Saint-Simon, T. V, p. 335. — Mar. de Berwick, p. 105. — *San Phelipe, Comentarios*, p. 265.

(3) *San Phelipe*, p. 231. — Limiers, L. XV, p. 229.

Digitized by Google

Dans les Pays-Bas, la campagne se passa tout entière en marches et contre-marches : l'électeur de Bavière avait le commandement nominal de l'armée française, mais c'était sur le duc de Vendôme que Louis XIV comptait pour faire oublier à ses soldats le désastre de Ramillies : il avait réussi à porter de nouveau cette armée à cent trente-deux bataillons et cent quatre-vingt-sept escadrons, ce qui devait former au moins quatre-vingt-dix mille hommes. Mais quoique les forces de Marlborough fussent d'un quart environ plus faibles que celles de Vendôme, ce général redoutant l'impression que faisait sur ses soldats le nom d'un si grand capitaine, ne lui offrit des occasions de combattre qu'autant qu'il se sentait assuré d'une position supérieure ; la ligne de places fortes, dont l'ancienne frontière de France était couverte, lui en laissait le choix ; et les deux habiles généraux, après s'être mutuellement tendu des piéges où l'un et l'autre évita de tomber, après avoir déjoué réciproquement les projets de leurs adversaires, mirent de bonne heure leurs troupes en quartiers d'hiver, sans s'être mesurés (1).

L'armée d'Alsace, sous les ordres du maréchal de Villars, n'était pas aussi considérable à beaucoup près que celle de Vendôme en Flandre ; elle ne consistait qu'en soixante-six bataillons et cent huit escadrons, mais elle était sous un chef audacieux, et impatient de réparer les désastres de l'année précédente. Il y avait long-temps que Villars songeait à s'emparer des lignes de Stolhoffen que le prince de Bade avait fait construire dès l'an 1703, pour couvrir sa principauté et sa belle résidence de Rastadt. Ces lignes s'étendaient le long du Rhin depuis Philipsbourg jusqu'à Stolhoffen, et retournaient en équerre depuis Stolhoffen jusqu'aux montagnes. Dans la plaine on pouvait mettre en peu d'heures tout le pays sous l'eau, par le moyen d'écluses et de digues revêtues et défendues par des fortins, et là où les inondations finissaient, des retranchements à redans avec de bonnes redoutes palissadées complétaient l'ouvrage. Toutes les années le prince de Bade

(1) Suite de Rapin Thoyras, T. XXVI, p. 255. — Limiers, L. XV, p. 230.

Digitized by Google

y avait ajouté de nouveaux travaux, et désormais les Allemands regardaient ces lignes comme imprenables ; mais elles n'étaient plus défendues par le grand général qui les avait fait construire ; le prince de Bade était mort dans les premiers jours de l'année. Le marquis de Bareuth qui l'avait remplacé dans le commandement de l'armée de l'empire était aussi âgé que ce prince, mais ne l'égalait point en réputation ; les cercles, selon leur usage, n'avaient point envoyé à temps leur contingent, et l'empereur Joseph, dont la tyrannie avait poussé de nouveau les Transylvains à la révolte, gardait ses troupes à Vienne pour les opposer au prince Ragotski. Villars prétend qu'il y avait quarante mille hommes dans les lignes de Stolhoffen, les alliés n'en avouent dans leurs relations que vingt mille. Villars préparait dès long-temps son attaque, de concert avec le comte de Broglie, qui pendant son absence l'avait remplacé en Alsace ; mais leur plus grand soin avait été de dissimuler leur projet. Tandis que Broglie s'était rendu maître de plusieurs îles du Rhin, et qu'avec beaucoup d'art il réussit à y rassembler des bateaux sans que les ennemis s'en aperçussent, Villars, de retour à la cour, invitait à un grand bal, le 20 mai, les dames de Strasbourg ; ce fut au milieu des salons où l'on dansait qu'il donna sans être remarqué ses derniers ordres aux officiers-généraux, et qu'il les fit partir pour leur destination. Le 21 mai, à cinq heures du matin en sortant du bal, il passa le Rhin sur le pont de Kehl avec tout l'état-major de l'armée, s'avança du côté de Bihel, affecta de se faire voir, et persuada ainsi les ennemis qu'il voulait attaquer les lignes du côté de terre, par leur front, entre la rive droite du Rhin et les montagnes. Bareuth en effet y porta toutes ses forces, mais pendant ce temps, le 22 à cinq heures du soir, les comtes de Broglie et de Vivans, avec dix-huit cents hommes choisis, s'embarquèrent derrière la petite île de Neubourg sur soixante bateaux, et vinrent attaquer de front la ligne qui bordait le Rhin ; ils n'y trouvèrent que cent hommes, qu'ils mirent en fuite, et ils y étaient bien établis lorsque deux mille Allemands accoururent pour les en chasser. D'autres attaques se faisaient simultanément par les

îles d'Alunde et du Marquisat. Villars à Bihel, sur la droite du Rhin, pouvait juger seulement au feu de la mousqueterie de ce qui se passait, car il y avait vingt lieues de chemin à faire pour lui apporter des nouvelles par le pont de Strasbourg; en même temps un brouillard épais lui cachait l'ennemi. Il allait attaquer cependant le 23 au matin, lorsque les troupes qui lui étaient opposées se retirèrent précipitamment et gagnèrent les montagnes. Les diverses attaques se rejoignirent dans le centre des lignes où le camp était tendu presque partout. « Nous y trouvâmes, dit Villars, une quantité prodigieuse d'artillerie, quarante milliers de poudre, des boulets et grenades à proportion; des habillements complets pour plusieurs régiments, un pont portatif avec tous ses paquets, des magasins immenses de farine et d'avoine; et ce qu'il y eut de plus heureux, c'est que ce grand et prodigieux succès ne coûta pas un seul homme (1). »

La prise des lignes de Stolhoffen ouvrait cependant l'Allemagne aux Français aussi bien qu'aurait pu le faire une grande bataille gagnée. L'armée du margrave de Bareuth fuyait en désordre, et les Français, en la poursuivant, lui enlevaient un grand nombre de prisonniers. Villars s'avançait par Pforzheim vers Stuttgard, ses partis couraient tout le Wurtemberg, toute la Franconie : il avait établi une discipline sévère parmi ses soldats, qui ne prenaient rien sans payer, mais c'était le général qui prenait tout pour le compte du roi; par la menace d'exécutions terribles il forçait à contribuer les États mêmes qu'occupaient encore les ennemis. « L'on voyoit, dit-il, passer les chariots au milieu des troupes ennemies, sans qu'elles osassent s'y opposer, pour ne pas exposer leur propre pays à une ruine et à une désolation certaines. » Le Wurtemberg s'abonna pour 2,500,000 livres, les électeurs Palatins, de Mayence, et le prince de Dourlach à proportion. Ces contributions arrivèrent à propos au contrôleur général des finances qui était réduit aux plus durs expédients, elles réveillèrent

(1) Mém. de Villars, T. LXIX, p. 211-216. — Suite de Rapin Thoyras. L. XXVI, p. 232. — Mém. de Lamberty, T. IV, p. 497.

Digitized by Google

dans l'empire un ardent désir de la paix ; toutefois elles causaient des souffrances moins dures que si le pillage s'était fait par les mains mêmes des soldats (1). Villars, au reste, ne s'oubliait pas dans ces contributions; il nous apprend que du consentement du roi, il en réservait le tiers pour lui-même. Il continua ses courses dans l'empire jusqu'au commencement de juillet. A cette époque le ministre de la guerre l'affaiblit, pour faire passer des troupes en Provence ; en même temps l'armée de l'empire grossissait chaque jour ; l'électeur de Hanovre en avait pris le commandement, et la dirigeait vers le Rhin. Villars s'en rapprocha de son côté, et se maintint sur la rive droite, avec des succès variés, dans des actions de peu d'importance, jusqu'à la fin d'octobre, que le roi lui ordonna de ramener son armée sur la rive française (2).

A peine revenu à Strasbourg Villars fut appelé à la cour pour concerter sur les moyens de s'emparer de la principauté de Neufchâtel. Ce petit État, enclavé dans la Suisse, avait appartenu aux princes d'Orange de la maison de Châlons, si puissante en Franche-Comté. En 1504 il avait passé, par un mariage, à la maison de Longueville, issue du fameux bâtard d'Orléans ; cette maison s'enorgueillissait d'y trouver un titre de souveraineté, car du reste elle n'en obtenait ni revenu ni puissance. Les Neufchâtelois, à l'exemple des Suisses leurs voisins, se gouvernaient eux-mêmes par les États du pays. En 1530, ils avaient embrassé la réforme ; ils regardaient leurs seigneurs français avec assez de défiance, et le plus souvent ils se dispensaient de leur obéir. La sœur des derniers ducs de Longueville, veuve d'un duc de Nemours, fut reconnue par les États comme princesse de Neufchâtel en juin 1694, mais elle mourut à son tour sans postérité le 16 juin 1707 ; de nombreux prétendants à sa succession se présentèrent de tous côtés avec des titres contestables, car elle n'avait point de parents proches. Louis XIV insistait auprès des États du

(1) Mém. de Villars, p. 217-222.

(2) *Ibid.*, page 233. — La Hode, T. VI, L. LVIII, page 5. — Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, page 254. — Limiers, L. XV, page 224. — Larrey, T. IX, p. 68-82.

Digitized by Google

pays pour qu'ils arrêtassent leur choix sur un de ses sujets; ce fut au contraire, à ce qu'il paraît, aux yeux des Neufchâtelois et des Suisses un titre d'exclusion. Ils préférèrent un prince de leur religion, un prince qui ne confinât point avec eux, et qui n'eût aucun moyen d'appesantir sur eux son joug. Ils choisirent, par un décret du 3 novembre 1707, le roi de Prusse, héritier par les femmes de la troisième maison d'Orange, laquelle, par les femmes aussi, avait hérité de la seconde, ou maison de Châlons. Les Neufchâtelois se choisissaient un souverain plutôt qu'ils ne reconnaissaient un héritier de leurs anciens princes, et la condition de cette élection fut la confirmation de toutes leurs franchises. Les cantons de Berne et de Zurich, qui avaient déterminé ce choix, s'étaient engagés à le protéger, leurs troupes occupaient tous les passages des montagnes entre Neufchâtel et la France, et Louis XIV, éclairé par Villars, reconnut qu'il devait renoncer à établir un Français dans cette principauté, s'il ne voulait pas ajouter encore la Suisse à ses nombreux ennemis (1).

La campagne de 1707 n'avait point répondu à l'espoir des alliés; ils n'avaient eu aucun succès dans les Pays-Bas; ils n'étaient point d'accord sur la manière dont ils gouverneraient les provinces qu'ils y avaient conquises, et qui, en attendant que leur sort futur fût fixé, gémissaient sous une intolérable oppression. L'Allemagne jetait les hauts cris pour avoir été livrée sans défense aux réquisitions de Villars; l'Italie éprouvait les extorsions impitoyables des Autrichiens, en même temps que l'Autriche était désolée par les soulèvements et les incursions des Transylvains et des Hongrois, et par les vengeances de Joseph : les deux puissances maritimes enfin avaient échoué en Provence, en Aragon, à Valence, en Portugal, dans toutes ces expéditions qui leur avaient coûté beaucoup de sang et beaucoup d'argent; aussi soit en Angleterre, soit en Hollande, le parti de la paix commençait de nouveau à élever la voix; les tories dans le parlement bri-

(1) Mar. de Villars, p. 233. — Art de vérifier les dates, T. XI, p. 153-170. — Limiers, L. XIII, p. 33, et L. XV, p. 231. — La Hode, L. LVIII, p. 19. — La sentence des États est dans Lamberty, T. IV, p. 540.

Digitized by Google

tannique se plaignaient de ce que pour satisfaire une aveugle passion, ou pour flatter l'ambition d'un général heureux, on épuisait la nation, on engageait tout son avenir par des emprunts accablants, et l'on semblait oublier le but même de la guerre, ou l'équilibre de l'Europe. Les whigs, pour leur imposer silence, avaient négocié un traité de commerce qui devait procurer aux marchands anglais d'immenses avantages. C'était le général Stanhope qui avait engagé Charles III à le signer à Barcelonne le 10 juillet, pour que les Anglais ne l'abandonnassent pas après la bataille d'Almanza. Par ce traité les droits d'entrée que les Anglais seraient appelés à payer pour les marchandises qu'ils introduiraient en Espagne, ne devenaient exigibles que six mois après que ces marchandises auraient été effectivement vendues et auraient passé à de secondes mains; ces droits, sauf un petit nombre de cas, devaient être réduits à 7 pour 100 sur le prix de facture; enfin, par un article secret, les Anglais devaient être admis concurremment avec les Espagnols dans une compagnie formée pour le commerce des Indes occidentales, et dix vaisseaux anglais du port de cinq cents tonneaux devaient avoir la faculté de trafiquer librement dans ces régions d'où les Castillans avaient jusqu'alors, avec tant de jalousie, exclu tous les étrangers. Aussi avait-on bien dessein de tenir cette promesse secrète, mais le vaisseau qui portait le traité fut pris par les Français; l'acte qui avait été jeté à la mer, fut aussitôt repêché par les capteurs, et Louis XIV se hâta de le faire publier pour exciter la jalousie des Hollandais contre leurs alliés qui s'arrangeaient à leurs dépens, et montrer aux Espagnols combien le prétendant autrichien négligeait leurs intérêts (1).

(1708.) Louis XIV reconnaissait que c'était à l'acharnement du gouvernement anglais contre lui qu'il devait tous ses revers; que les Anglais, par leurs actives négociations, mais surtout par leurs subsides, conservaient seuls l'union de la grande alliance; que les princes allemands s'en seraient dès

(1) Le traité dans Lamberty, T. IV, p. 592-595. — Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 274.

long-temps détachés s'ils n'avaient été séduits par le honteux profit qu'ils trouvaient à vendre leurs soldats, que les ducs de Savoie et le roi de Portugal n'écoutaient aussi qu'un intérêt tout pécuniaire; que l'empereur, laissé à lui-même, ne pourrait jamais faire avancer son armée jusqu'aux frontières de France. Louis désirait donc ardemment attaquer en Angleterre même ce gouvernement qui lui faisait tant de mal. Il s'y prépara dans le plus grand secret, dès le commencement de l'année 1708. Son projet était de transporter le prétendant, Jacques III, en Écosse, et de profiter, pour y exciter une insurrection, du mécontentement qu'avait excité dans cet ancien royaume le traité d'union qui avait été signé le 22 juillet (2 août 1706); par cet acte, l'Écosse avait perdu son indépendance et était devenue partie d'un nouveau royaume de la Grande-Bretagne, dans lequel les députés de l'Écosse, condamnés à une constante minorité, se voyaient privés de toute influence (1). Les Écossais avaient vivement sollicité Jacques III de venir se mettre à leur tête, et ils avaient promis de se lever en masse pour le replacer sur le trône. Par les ordres du roi, une flotte de huit gros vaisseaux et soixante-dix bâtiments de transport, avait été préparée à Dunkerque. Gacé de Matignon devait s'y embarquer avec onze bataillons, faisant environ six mille hommes; le chevalier de Forbin, le meilleur marin qu'eût alors la France, se chargeait de la conduire à Édimbourg. Jacques III devait partir le 7 mars de Saint-Germain, être le 9 à Dunkerque et s'embarquer le 10; le secret avait été si scrupuleusement gardé, que jusqu'au 4 mars M[me] de Maintenon n'avait pas eu la permission de le communiquer à la princesse des Ursins et à la cour d'Espagne (2). En Angleterre, on n'en avait eu long-temps aucun soupçon, mais le prétendant au trône, sur lequel tout reposait, jeune homme âgé de vingt ans, était d'une constitution faible, maladive et mélancolique. Sa dévotion était excessive; à l'armée, on rendit bon témoignage de sa bravoure, mais

(1) *Voyez* l'Acte d'union dans Lamberty, T. IV, p. 563.

(2) Lettre de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, 4 mars 1708, T. I, p 226.

Digitized by Google

son courage d'esprit n'y répondait pas. Au moment de partir, il fut saisi par un accès de fièvre suivi de la rougeole ; l'embarquement fut retardé de huit jours ; pendant ce temps, le secret avait percé, douze bataillons anglais ou hollandais avaient immédiatement été envoyés en Écosse, de l'armée de Flandre, et l'amiral Byng était arrivé devant Dunkerque avec une grosse flotte. Le prétendant ne s'en embarqua pas moins le 17 mars, et Forbin, profitant d'un temps très orageux, passa devant la flotte anglaise sans qu'elle pût l'arrêter, et cingla vers l'Écosse ; mais Byng l'y suivit, et il fut impossible, sous les yeux d'un ennemi supérieur en forces, d'effectuer un débarquement. Forbin donna la preuve d'une grande habileté en ramenant sa flotte ainsi que le prétendant dans le port de Dunkerque, sans avoir perdu autre chose qu'un seul vaisseau ; mais l'expédition n'en était pas moins manquée : la petite cour de Saint-Germain retomba dans la plus profonde tristesse, et les dépenses de cette entreprise ajoutèrent de cruels embarras à la situation déjà accablante des finances du roi (1).

Chamillart avait déclaré qu'il ne pouvait en supporter plus long-temps le fardeau. Il était malade de l'excès du travail, des inquiétudes, des impossibilités qu'il avait à surmonter. Il avait avancé dans les finances Desmarets, neveu de Colbert ; malgré la répugnance que le roi avait pour lui et les soupçons qu'on lui avait donnés sur son intégrité, il l'avait fait directeur des finances ; le 20 février 1708, Chamillart le présenta au roi pour le remplacer dans la place de contrôleur général. « Le roi lui expliqua lui-même l'état déplorable de » ses finances, tant pour lui faire voir qu'il savoit tout, que » pour lui épargner peut-être l'embarras de lui en rendre un » compte exact, comme cela ne se pouvoit éviter à l'entrée » d'une administration : le roi ajouta que, les choses étant en » cet état, il seroit obligé à Desmarets s'il y pouvoit trouver » quelque remède, et point du tout surpris si tout continuoit

(1) Lettres de mad. de Maintenon, du 11 mars au 15 avril. T. I, p. 230-240. — La Hode, L. LVIII, p. 27. — Saint-Simon, T. VI, p. 122. — Suite de Rapin Thoyras, T. XII, L. XXVI, p. 298. — Mém. du comte de Forbin, T. LXXV, p. 250 *et suiv*.

Digitized by Google

» d'aller de mal en pis, ce qu'il assaisonna de toutes les grâces
» dont il avoit coutume de flatter ses nouveaux ministres en
» les installant (1). »

La situation des finances était en effet déplorable, car en même temps que les dépenses augmentaient sans cesse, que la guerre appelait à des efforts redoublés, que la misère des contribuables arrivait au point qu'il était impossible d'ajouter rien à leur fardeau, Chamillart avait ruiné le crédit en ne tenant plus aucun de ses engagements, et les affaires de la guerre le préoccupaient tellement, qu'il ne donnait plus d'attention aux finances. L'appel au ministère de Desmarets, qui passait pour avoir hérité de la haute intelligence de son oncle Colbert, qui était cousin des deux duchesses de Chevreuse et de Beauvilliers, filles de ce grand ministre, et qui arrivait au contrôle général avec l'appui de ces deux ducs, les plus honnêtes gens du royaume et les meilleurs garants de son intégrité, renouvela le crédit comme par enchantement et fit trouver au nouveau contrôleur 8 ou 10 millions (2). Au milieu de la misère universelle, on avait vu en effet, comme il arrive peut-être toujours, grandir la fortune des capitalistes. Plus la détresse du trésor était grande, et plus les bénéfices offerts aux traitants étaient considérables; aussi disposaient-ils de millions, tandis que les familles jusqu'alors aisées avaient peine à trouver 100 francs. Les grands seigneurs de la cour unissaient aux revenus de leurs terres les énormes appointements que leur payait le roi; la plupart mangeaient leur revenu avant de l'avoir reçu, mais quelques uns avaient amassé des capitaux, et ceux-là s'engageaient dans les affaires, concurremment avec les financiers, qui les associaient dans leurs entreprises. Desmarets, dit Saint-Simon, se lâcha avec moi « sur les prostitutions en ce genre de gens du plus haut parage,
» sur les trésors que MM. de Marsan et de Matignon, unis en-
» semble, avoient amassés, sans nombre et sans mesure, et

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 102. — Forbonnais, Recherches sur les finances, T. II, p. 177.

(2) Lettre de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, 4 mars 1708, T. I, p. 227.

Digitized by Google

» sur tout ce que la maréchale de Noailles et sa fille, la du-
» chesse de Guiche, ne cessoient de tirer, qui tous les quatre
» entre autres avoient fait grand tort à Chamillart. » Celui-ci avait un ordre du roi pour donner part aux deux dernières dans toutes les affaires qui se faisaient (1). C'était auprès de ces usuriers de haut parage que le trésor royal trouvait des ressources, tant l'ordre était maintenu dans les paiements, quelle que fût la ruine vers laquelle le royaume marchait rapidement (2).

Louis, pressé par cette détresse des finances qu'il connaissait si bien, voulait terminer la guerre en frappant de grands coups; depuis long-temps c'était lui qui pressait toujours pour les partis hasardeux, c'étaient les généraux au contraire qui l'arrêtaient en lui remontrant les mauvaises chances. Le crédit de Villeroi et de Vendôme auprès de lui provenait surtout de ce qu'avantageux et confiants comme ils étaient, ils semblaient moins frappés que tous les autres des difficultés ou du manque de moyens, et secondaient mieux l'audace du roi. Mais Villeroi était trop décrié par ses fautes ou ses malheurs pour qu'il y eût encore moyen de l'employer; Vendôme, dont on s'était beaucoup promis dans la campagne précédente et que Saint-Simon s'efforce de faire passer pour un charlatan et un imposteur, n'avait rien pu faire. Louis sentait avec étonnement et avec douleur combien il avait peu de généraux, combien son choix était limité; il rappela le duc de Berwick d'Espagne, non sans causer beaucoup de chagrin au roi Philippe V qui avait confiance en lui (3); il chargea pour cette campagne le duc d'Orléans de commander seul et sans guide en Espagne, ayant soin cependant de choisir scrupuleusement ceux qui l'accompagneraient (4). Mais tandis qu'il mettait

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 104-105.

(2) Le plus riche de ces banquiers, et le plus riche particulier de l'Europe, était Samuel-Bernard; et ce fut aussi de lui que Louis XIV, en flattant sa vanité, tira le plus de secours. Saint-Simon, T. VI, p. 173. — On lui devait onze millions, et aux frères Hogguer, cinq. Forbonnais, T. II, p. 179.

(3) Mém. de Berwick, p. 109.

(4) « Le roi, dit Saint-Simon, voulut savoir les gens qui devoient suivre

Digitized by Google

son neveu à la tête d'une armée si importante, il crut que son petit-fils, l'héritier du trône, devait aussi guider les troupes auxquelles était confiée l'existence même de la monarchie; il avait rassemblé pour la Flandre une armée de cent trente-neuf bataillons et deux cent quatre escadrons, faisant ensemble au moins cent mille hommes; il destina le duc de Bourgogne à en prendre le commandement et le duc de Berry à l'accompagner. Les Pays-Bas espagnols occupés par les armées anglaise et hollandaise gémissaient sous la plus violente oppression. Le baron de Bergheyck que le roi avait mis à la tête des affaires des Pays-Bas pour l'Espagne, et qui s'y était fait universellement aimer et respecter, avait suivi les Français lors de leur retraite hors de ce pays, mais il y avait entretenu des correspondances et il y avait tout préparé pour une révolte qui devait éclater au moment de la descente de Jacques III en Écosse et compliquer ainsi les embarras des alliés. Il semblait d'après ce projet que le duc de Bourgogne avait des chances pour de brillants succès, à la tête de l'armée qui lui était destinée (1).

Le duc de Bourgogne, l'élève de prédilection de Fénelon, avait de grandes vertus : il désirait ardemment remplir tous ses devoirs, il avait dompté les défauts de son caractère, il travaillait sans relâche à s'instruire et il dirigeait déjà ses études sur l'administration intérieure du royaume; très religieux, très scrupuleux, il était incapable de se distraire un moment de sa femme dont il était passionnément amoureux.

» M. d'Orléans en Espagne, et ne voulut pas permettre que Nancré en fût....
» Parmi ceux qui devoient être de la suite du voyage, M. le duc d'Orléans
» nomma Fontpertuis. A ce nom, voilà le roi qui prend un air austère. — Com-
» ment, mon neveu, lui dit le roi, Fontpertuis, le fils de cette janséniste, de cette
» folle qui a couru M. Arnaud partout! Je ne veux point de cet homme-là avec
» vous. — Ma foi, sire, lui répondit M. le duc d'Orléans, je ne sais pas ce qu'a
» fait la mère, mais pour le fils, il n'a garde d'être janséniste, et je vous en
» réponds, car il ne croit pas en Dieu. — Est-il possible, mon neveu, répliqua
» le roi en se radoucissant? — Rien de plus certain, sire, reprit M. d'Orléans,
» je puis vous en assurer. — Puisque cela est, dit le roi, il n'y a point de mal,
» vous pouvez le mener. » Saint-Simon, T. VI, p. 113.

(1) Saint-Simon, T. V, p. 185, et T. VI, p. 119.

Digitized by Google

Celle-ci, la charmante duchesse de Bourgogne, l'enfant gâté du roi et de M$^{me}$ de Maintenon, n'était pas si sévère : passionnément avide de tous les plaisirs, elle aimait la parure, le bal, la gourmandise, la chasse, surtout le jeu le plus ruineux auquel elle passait les nuits ; son imprudente coquetterie avait donné des espérances à Nangis, à Maulévrier (1) ; cependant elle n'avait pas cessé d'aimer le duc de Bourgogne, et quand elle le vit nommer au commandement de la plus grande armée de France, elle fut vivement émue et de désir pour sa gloire et de crainte pour ses dangers.

Mais quelque tendresse qu'eût Louis XIV pour son petit-fils, il ne le croyait pas en état de commander une si grande armée, sans un général expérimenté qui l'assistât de ses conseils. Il avait d'abord destiné Berwick à cet office : toutefois il fallait encore pourvoir à une autre difficulté ; l'électeur de Bavière, gouverneur des Pays-Bas espagnols, était en Flandre et portait le titre de généralissime ; le roi ne voulait pas le laisser commander au duc de Bourgogne et l'Électeur ne voulait pas lui obéir. D'ailleurs c'était trop pour un maréchal d'avoir à conduire deux princes orgueilleux de leur rang en même temps qu'une armée. Chamillart pressa l'Électeur de passer à l'armée du Rhin, ce qui lui était fort pénible, car c'était quitter son gouvernement et se compromettre directement avec l'empereur, et il ne put l'y déterminer que par une gratification de 800,000 francs que ce prince joueur et dissipateur ne sut pas refuser. Mais Villars ne pouvait pas servir avec l'Électeur, ils étaient brouillés depuis la campagne de Bavière : il fallut donc ôter Villars aux soldats dont il était aimé, au théâtre de la guerre qu'il avait bien étudié et où il était heureux, pour l'envoyer à l'armée des Alpes où il n'y avait rien à faire. Ce fut Berwick qui le remplaça sur le Rhin, comme conseil de l'Électeur, et Vendôme demeura chargé de diriger le duc de Bourgogne ; le déplacement de tous ces généraux eut de funestes conséquences (2).

(1) Saint-Simon, T. IV, p. 262-264 ; T. V, p. 37-334.
(2) *Ibid.*, T. VI, p. 151.



Digitized by Google

Saint-Simon assure qu'il avait prévu ces conséquences et qu'il les avait prédites au duc de Beauvilliers, qui entrait au conseil d'État, quoiqu'il ne portât pas le titre de ministre. Il lui avait dit : « que le feu et l'eau n'étoient pas plus diffé- » rents ni plus incompatibles que l'étoient monseigneur le » duc de Bourgogne et M. de Vendôme. l'un dévot timide, » mesuré à l'excès, renfermé, raisonnant, pesant et compas- » sant toute chose, vif néanmoins et absolu, mais avec tout » son esprit, simple, retenu, considéré, craignant le mal et » de former des soupçons, se reposant sur le vrai et le bon, » connoissant peu ceux à qui il avoit à faire, quelquefois in- » certain, ordinairement distrait et trop porté aux minuties; » l'autre, au contraire, hardi, audacieux, avantageux, impu- » dent, méprisant tout, abondant en son sens avec une con- » fiance dont nulle expérience ne l'avoit pu déprendre; inca- » pable de contrainte, de retenue, de respect, surtout de » joug, orgueilleux au comble en toutes les sortes de genres, » âcre et intraitable à la dispute..... » Ce portrait, dont nous ne copions que les premières lignes, est sans doute chargé, car Saint-Simon détestait Vendôme, mais le contraste des deux caractères amena en effet la brouillerie que Saint-Simon avait prévue, et l'on vit, comme il l'avait annoncé, « Vendôme » vouloir toujours le contraire de ce que veut le prince, pour » se plaindre, pour jeter toute faute sur lui, pour faire crier, » et surtout vouloir se battre contre toute raison et en man- » quer l'occasion quand elle se présente, pour affubler le » prince de poltronnerie et le déshonorer (1). »

Vendôme partit pour l'armée de Flandre le 7 mai et le duc de Bourgogne le 14. Cette armée s'était formée entre Marchienne, Saint-Guilain, Mons et Namur. Vendôme la conduisit d'abord à Soignies, à trois lieues de distance du camp de Marlborough, puis trompant ce général par une marche hardie, il s'approcha de Gand, qui lui ouvrit ses portes le 4 juillet. Bruges imita cet exemple ; les habitants étaient au comble de la joie d'avoir secoué le joug des Anglais et des Hol-

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 155-161.

Digitized by Google

landais. On trouva d'immenses approvisionnements dans ces deux villes, et la cour regarda leur soumission comme un brillant succès; mais, pendant ce temps, le prince Eugène qui, cette année, commandait l'armée d'Allemagne, avait passé la Moselle le dernier juin; il embarqua son infanterie à Coblentz et marcha sur Maestricht, avec l'intention de joindre son armée à celle de Marlborough. L'électeur de Bavière suivit quelque temps le prince Eugène, qui avait gagné sur lui deux ou trois marches, puis il retourna à Strasbourg avec quarante-deux bataillons et soixante-treize escadrons, détachant de son armée Berwick avec trente-quatre bataillons et soixante-cinq escadrons pour joindre l'armée de Flandre. Feuquières assure que par la disposition des lieux, Vendôme pouvait faire sa jonction avec Berwick long-temps avant que Marlborough fît la sienne avec Eugène, et accabler le premier; il regarde donc comme une faute la marche de l'armée vers Gand, au lieu de la conduire à Genappe (1). Mais dès lors la discorde s'était mise entre les deux généraux français. Saint-Simon prétend que Vendôme, toujours paresseux, toujours occupé de ses plaisirs et méprisant tous les avis qui lui étaient donnés, s'obstinait à rester à la même place et ne donnait aucun ordre à temps; les amis de Vendôme, au contraire, accusaient le duc de Bourgogne de ne vouloir écouter que les marquis d'O et de Gamaches, que le roi lui avait donnés pour l'accompagner. Tous les mouvements se faisaient avec lenteur et incertitude. Le prince Eugène était arrivé auprès de Marlborough depuis deux ou trois jours, et son armée approchait. Berwick venait d'arriver le 11 juillet à Givet, sur la Meuse. Ce même jour l'armée française se mit en mouvement pour arrêter Marlborough, qui voulait rétablir sa communication avec Oudenarde; il paraît qu'elle hésita, tantôt voulant garnir les bords de la Dendre, tantôt passer l'Escaut, et que durant son irrésolution les alliés arrivèrent devant Oudenarde, par une marche que Vendôme avait cru impossible. Il ne nous appartient point de juger les

(1) Mém. de Feuquières, T. II, p. 166. — La Hode, L. LVIII, p. 31. — Saint-Simon, T. VI, p. 249.



Digitized by Google

rapports contradictoires de l'armée, que Louis XIV ne réussit pas à concilier. La seule chose certaine, c'est que les Français, le 11 juillet, à deux heures après midi, rencontrèrent dans leur marche, sans s'y être attendus, l'armée des alliés qui venaient de passer l'Escaut à Oudenarde, que le combat s'engagea par les têtes de colonnes, à mesure qu'elles arrivaient, avant qu'on eût le temps de les mettre en bataille. « Elles se » trouvoient, dit Saint-Simon, vivement chargées en arrivant, » et doublant et s'étendant à côté des autres, qu'elles renver» soient souvent, elles les réduisoient, par le désordre de l'ar» rivée, à se rallier derrière elles, c'est-à-dire derrière d'au» tres haies, parce que la diligence avec laquelle nos troupes » s'avançoient, jointe aux coupures du terrain, causoit une » confusion dont elles ne se pouvoient débarrasser... Le dés» ordre augmentoit de moment en moment, personne ne » reconnoissoit sa troupe; toutes étoient pêle-mêle, cavalerie, » infanterie, dragons; pas un bataillon, pas un escadron en» semble, et tous en confusion les uns sur les autres. La nuit » tomboit, on avoit perdu un terrain infini; la moitié de l'armée » n'avoit pas achevé d'arriver. Vendôme insistoit sur ce qu'il » falloit tourner toutes ses pensées à recommencer le lende» main matin, et pour cela profiter de la nuit, rester dans les » mêmes postes où on étoit et s'y avantager au mieux qu'on » pouvoit. » Mais pendant ce temps, des officiers arrivaient de toutes parts, annonçant que le désordre était extrême. Vendôme, poussé à bout, et qui s'était déjà une fois emporté grossièrement contre le duc de Bourgogne, s'écria : « Eh bien! » messieurs, je vois bien que vous le voulez tous, il faut donc » se retirer. Aussi bien, ajouta-t-il en regardant le duc de » Bourgogne, il y a long-temps, monseigneur, que vous en » avez envie (1). »

(1) Saint-Simon, T. IV, p. 249-256. — Feuquières, T. IV, p. 35. — Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 306. — La Hode, L. LVIII, p. 32. — Limiers, L. XVI, p. 242. — Larrey, T. IX, p. 141. — Les relations diverses des alliés dans Lamberty, T. V, p. 106. — La relation que Vendôme fit faire par l'abbé Albéroni, Saint-Simon, T. VI, p. 267. — Lettres du duc de Bourgogne à Fénelon, Vie de Fénelon, T. III, p. 154.

Digitized by Google

Cette cruelle insinuation, à laquelle le duc de Bourgogne s'abstint de répondre, fut ensuite répétée et commentée par tous les amis de Vendôme, elle fut même accueillie par le dauphin qui, dans son indolence et son incapacité, à sa cour voluptueuse de Meudon, avait la petitesse d'être jaloux de son fils. On voit par les lettres de Mme de Maintenon qu'elle avait fait la plus douloureuse impression sur Louis XIV, sur la duchesse de Bourgogne elle-même; cependant il ne semble pas qu'elle fût méritée (1). Mais le profond ressentiment qui divisait désormais les généraux français ne laissait plus espérer aucun succès de cette campagne. La perte des Français dans l'action n'avait pas été bien considérable; on assurait qu'elle n'était pas plus forte que celle des alliés, et que chaque armée avait eu environ deux mille hommes de tués; mais la retraite fut plus fâcheuse : l'armée dans la nuit se replia sur Gand. Le duc de Bourgogne s'établit à Lawendeghem, derrière le canal de Bruges. Vendôme, à ce que prétend Saint-Simon, se mit au lit à Gand et n'en bougea de trente heures, pour se reposer de ses fatigues. Pendant ce temps, les corps dispersés et oubliés par les deux généraux faisaient leur retraite avec bravoure, mais pas toujours avec succès; plusieurs furent faits prisonniers, d'autres se replièrent sur Tournai, Lille et Ypres, où Berwick, qui s'était avancé avec diligence, les recueillit. Il estime à neuf mille les prisonniers que perdit l'armée française, tandis que d'autres rapports ne parlent que de quatre mille. Les lignes d'Ypres, les passages de la Lys à Comines et à Warneton tombèrent au pouvoir des alliés, et des partis anglais et hollandais s'avancèrent jusqu'aux portes d'Arras pour lever des contributions dans l'Artois. Ils arrachèrent à ce malheureux pays 3,500,000 livres (2).

Marlborough n'avait encore poussé ses conquêtes que dans les Pays-Bas espagnols. Il était impatient d'enlever à Louis une ville française, et il projetait le siége de Lille; mais il fallait beaucoup de hardiesse pour attaquer une aussi grande

(1) Lettre de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, T. I, p. 281 *et suiv.* — Saint-Simon, T. VI, p. 264.

(2) Mém. de Berwick, p. 116. — Saint-Simon, T. VI, p. 259 et 321.

Digitized by Google

place. Les dépôts d'artillerie et de munitions du général anglais s'étaient avancés d'Anvers à Bruxelles; pour les conduire de là jusqu'à Lille, il fallait affronter l'armée française qui s'était réunie, et qui était plus nombreuse que celle des alliés. Sur la première nouvelle des projets des ennemis, le maréchal de Boufflers avait demandé au roi la permission de se jeter dans Lille pour défendre cette place. Il y trouva une garnison d'environ quinze mille hommes; la bourgeoisie était nombreuse et dévouée à la France, et les approvisionnements, pour soutenir un siége, se trouvèrent suffisants. Les Français étaient maîtres des places environnantes, Douai, Tournai, Ypres, Béthune et Aïre : les armées des ducs de Bourgogne et de Berwick étaient désormais en communication l'une avec l'autre. Marlborough partit le 6 août de Bruxelles et arriva devant Lille le 11, et le lendemain la ville fut investie; cependant il était à vingt-trois lieues de Bruxelles, d'où il devait faire venir toutes ses munitions de guerre et de bouche; il n'était maître que de la seule chaussée de Menin, et il devait craindre à tout instant de voir ses communications coupées par cent mille Français devant lesquels il était contraint de faire passer ses convois (1).

Ce siége de Lille, continué en présence d'une puissante armée, ces convois anglais qui passèrent l'un après l'autre devant les deux petits-fils de France, devant les deux maréchaux de Vendôme et Berwick, qu'on s'était accoutumé à regarder comme des maîtres dans l'art de la guerre, aggravèrent encore la douleur et l'humiliation de cette campagne si désastreuse. Louis avait donné parole au maréchal de Boufflers qu'il serait secouru. Chamillart pressait les généraux de livrer bataille; mais les malheurs précédents avaient jeté dans les chefs et les soldats tant de découragement que chacun redoutait la responsabilité d'une action. Dès que l'un des généraux proposait une entreprise vigoureuse, les deux autres s'y opposaient; le blâme tombait tour à tour sur le duc de Bourgogne,

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 321. — Berwick, p. 117. — La Hode, L. LVIII, p. 34.

Digitized by Google

sur Vendôme, sur Berwick, mais en somme tous trois perdaient en même temps leur réputation ; les convois des alliés qu'il semblait si hasardeux de faire avancer, passaient l'un après l'autre sans être attaqués. Enfin le plus important de tous, qui arrivait d'Ostende, et sans l'arrivée duquel Marlborough aurait été obligé de lever le siége, fut attaqué le 28 septembre à Winindall, par le comte de la Mothe, qui avait sous lui vingt mille hommes ; et, chose surprenante, qui ne s'était encore jamais vue dans aucune guerre, ce fut le convoi, ou du moins l'escorte qui le protégeait qui battit le corps d'armée destiné à l'intercepter (1). Après une inaction désespérante, après tant d'événements humiliants, après que le duc de Bourgogne, qui s'était avancé le 10 septembre jusqu'en vue du duc de Marlborough, se fut retiré le 15 et eut repassé l'Escaut, montrant ainsi clairement qu'il ne voulait point de bataille, le maréchal de Boufflers capitula dans Lille le 22 octobre avec tous les honneurs de la guerre ; la citadelle tint encore jusqu'au 7 décembre. Eugène et Marlborough, tout en la laissant bloquée, passèrent l'Escaut le 27 novembre, à la faveur d'un brouillard, sans être aperçus des Français qui ne leur opposèrent aucune résistance ; alors tous les corps épars de ceux-ci, qui se trouvaient le long de l'Escaut, se sentirent compromis et firent leur retraite avec précipitation et non sans perte. L'électeur de Bavière, qui avait voulu revenir dans les Pays-Bas où il croyait avoir beaucoup de partisans, et qui, comptant sur leur assistance, avait entrepris le siége de Bruxelles, fut obligé de le lever avec tant de hâte qu'il y laissa une partie de son canon ; Bruges, Plassendal, et toutes les places que les Français avaient occupées aux Pays-Bas, furent abandonnées, à la réserve de Gand, où la Mothe s'était enfermé avec quinze mille hommes et où il capitula le 30 décembre. L'humiliation, la douleur des revers de cette campagne avaient causé dans toute la France une fermentation si grande, que les généraux n'osèrent l'affronter à leur retour. Les ducs de Bour-

(1) Mém. de Feuquières, T. II, p. 377, et T. III, p. 70. — Lamberty, T. V, p. 124. — La Hode, L. LVIII, p. 41.

Digitized by Google

gogne et de Berry ne voulurent point être vus à Paris en revenant à Versailles, et le duc de Vendôme alla s'enfermer dans son château d'Anet (1).

La campagne sur le Rhin fut sans importance : une fois que le prince Eugène d'une part, et le duc de Berwick de l'autre s'étaient dirigés vers la Flandre, les deux armées affaiblies qui demeuraient séparées par le fleuve, évitèrent l'une comme l'autre de prendre l'offensive. A l'armée des Alpes, le maréchal de Villars avait à garder une frontière de cent lieues d'étendue avec moitié moins de monde que le duc de Savoie ne pouvait lui en opposer (2). Il repoussa cependant ses attaques sur la Savoie et le Dauphiné, et il se flattait de l'avoir mis dans une position dangereuse ; mais la lâcheté du commandant du fort d'Exiles, qui rendit cette place à la première approche du danger, ouvrit une issue au duc de Savoie pour retourner en Piémont. La Pérouse et Fenestrelle capitulèrent également ; les mauvais succès des Français avaient accoutumé les commandants à ne plus rougir de rendre leurs places avant qu'il y eût de brèche aux murailles (3).

On avait cependant cru en France un moment à la possibilité d'une diversion en Italie, à la formation d'une ligue entre les souverains de cette contrée, qui ferait tout au moins respecter leur neutralité, et le maréchal de Tessé avait été envoyé à Rome pour y travailler. L'empereur Joseph continuait à laisser son frère en Espagne, entièrement à la charge des puissances maritimes ; mais il profitait de la guerre pour opprimer et piller l'Italie. Il prétendait faire revivre tous les droits que les empereurs avaient réclamés sur cette contrée dans le moyen âge, quoiqu'ils n'en eussent jamais été réellement possesseurs. Les souverains qui reconnaissaient relever de l'empire, il les traitait en sujets dont l'indépendance n'était qu'usurpation, et déjà il avait confisqué les duchés de Mantoue et de Montferrat, d'autres duchés des branches cadettes

(1) Lettres de mad. de Maintenon, 27 novembre, 2 et 9 décembre, T. I, p. 336. — Saint-Simon, T. VI, p. 343, 358, 401.

(2) Mém. de Villars, p. 239.

(3) *Ibid.*, p. 248. — La Hode, L. LVIII, p. 52.

Digitized by Google

de la maison de Gonzaga, et la principauté de la Mirandole, sous prétexte de forfaiture ; il avait révoqué la concession que son père Léopold avait faite à Victor-Amédée, des fiefs des *Langhe,* dans les montagnes de Ligurie ; il avait prétendu que les duchés de Parme et de Plaisance, qui depuis deux siècles étaient reconnus pour fiefs de l'Église, appartenaient toujours à l'empire, et il avait intimé l'ordre au duc de Parme de prendre l'investiture de ses États du sénat de Milan au nom de l'empereur. Il avait prétendu aussi que les vallées de Comacchio, que depuis cent dix ans le Saint-Siége avait réunies à la chambre apostolique, étaient un fief impérial, et il venait de les faire occuper militairement. Il déclarait abusif l'hommage du royaume de Naples au Saint-Siége, et il refusait au pape le droit d'y conférer des évêchés et des bénéfices. Clément XI, dans un mouvement d'indignation, voulut recourir non seulement aux censures ecclésiastiques, mais aux armes. L'empereur ne demandait pas mieux : six mille soldats détachés de l'armée de Piémont entrèrent aussitôt dans les États de l'Église et s'avancèrent jusqu'à Ancône : les troupes de l'Église s'enfuyaient à leur approche, et, pour leur causer plus de terreur, les Autrichiens multipliaient les sacriléges : ils tuèrent, devant tous ses paroissiens, un prêtre comme il disait la messe, pour voir, disaient-ils, si l'hostie consacrée le ressusciterait. Un autre corps de troupes entrait en même temps par le royaume de Naples. D'autre part on négociait : la république de Venise annonçait le désir de sauver l'indépendance et la neutralité de l'Italie ; le duc de Savoie était ébranlé, il refusait de combattre davantage pour un empereur qui le payait de tant d'ingratitude : un présent de cent mille livres sterling que lui fit la reine d'Angleterre le remit en bonne humeur (1). Le maréchal de Tessé, au contraire, qui pressait, au nom de Louis XIV et de Philippe V, la formation de la ligue d'Italie, n'offrait ni argent ni secours ; la situation de la France était alors trop déplorable pour que le prudent sénat de Venise osât s'appuyer sur elle. Cette négo-

(1) Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 304. — Lamberty, T. V, p. 156.

Digitized by Google

ciation seule cependant avait alarmé Joseph et l'avait engagé à se relâcher de ses prétentions. Il envoya le marquis de Prie à Rome pour traiter avec le pape, et, après des conférences prolongées, un traité entre lui et le cardinal Paolucci fut signé le 15 janvier 1709, par lequel l'empereur rétablissait le Saint-Siége dans ses droits, tandis que Clément XI s'engageait à envoyer à Barcelonne un nonce auprès de Charles III, roi d'Espagne, tout en déclarant qu'en lui donnant ce titre il ne prétendait point décider lequel était légitime entre les deux compétiteurs (1).

Philippe V se tint pour fort offensé de l'arrangement que venait de faire le pape ; il rappela de Rome son ambassadeur et donna ordre au nonce de sortir d'Espagne. La cour de Madrid ne faisait rien pour se défendre elle-même, mais elle exigeait que tous les autres États se sacrifiassent pour maintenir ce qu'elle nommait ses droits. Elle s'était laissé enlever le royaume de Naples sans résistance ; elle ne garantissait la Sicile que par l'horreur des supplices qu'y ordonnait le vice-roi ; cette année elle laissa conquérir la Sardaigne et Minorque par les flottes anglaises. Port-Mahon se rendit par capitulation au général Stanhope, le 25 septembre, et les Anglais s'en firent céder la possession par Charles III (2). Tandis que l'Espagne ne faisait aucun effort pour conserver ses possessions lointaines, c'était trop exiger du vieux pontife que de vouloir qu'il bravât pour elle le courroux de l'empereur, déjà maître chez lui. Dans le même esprit, la cour de Madrid montrait beaucoup d'aigreur de ce que la France ne faisait pas plus d'efforts pour la défendre ; ses reproches étaient si vifs qu'ils fournirent à Louis XIV l'occasion de se convaincre que les intérêts de son petit-fils n'étaient pas identiques avec les siens.

La campagne de 1708 avait été favorable à Philippe V. Les alliés n'avaient pas plus de dix mille hommes en Catalogne

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 315-320. — Mém. de Tessé, T. II, ch. 12, p. 276-308. — *Botta*, *Storia d'Italia*, L. XXXVI, p. 422-432. — La Hode, L. LVIII, p. 51. — Lamberty, T. V, p. 82 *et suiv.*, 245 *et suiv.*

(2) *Lord Mahon*, ch. 6, p. 256. — *San Phelipe*, *Comentarios*, T. I, p. 271-279.

Digitized by Google

sous les ordres de Stanhope et de Stahremberg ; ils en avaient quatre mille sur les frontières de Roussillon pour tenir tête au duc de Noailles, et quelques garnisons dans un petit nombre de places ; tandis que le duc d'Orléans avait environ vingt mille hommes sous ses ordres immédiats ; Asfeldt, cinq mille à Valence, et Noailles à peu près autant à Perpignan. De plus, le marquis de Bay avait une petite armée espagnole sur les confins du Portugal, où il soumit quelques châteaux. Après des combats de peu d'importance, le duc d'Orléans vint, au milieu de juin, mettre le siége devant Tortosa, qui était défendue par une garnison de quatre ou cinq mille hommes, tandis que dix mille paysans armés ou Miquelets occupaient les montagnes du voisinage. Le duc d'Orléans, dans la conduite de ce siége, montra beaucoup d'habileté et de constance ; mais tout était difficile en Espagne, où l'on ne trouvait jamais ni argent, ni vivres, ni munitions d'aucun genre ; où c'était l'ancienne habitude du gouvernement de faire de magnifiques promesses sans en tenir jamais aucune, et où le directeur des finances Orry, créature de la princesse des Ursins, semblait encore avoir enchéri sur cette ancienne forfanterie espagnole. Jamais le duc d'Orléans en entrant en campagne n'eut de vivres assurés pour plus de quinze jours. Il accusait Orry, il accusait sa protectrice ; il était impatienté de ce que, bien plus souveraine en Espagne que Philippe V, elle prétendit se faire rendre compte de toutes les opérations de la guerre, et dans des repas militaires il tournait en ridicule, par des sarcasmes grossiers, les deux femmes qui lui paraissaient gouverner les deux royaumes. Il força cependant Tortosa à capituler le 11 juillet. Il contraignit ensuite Stahremberg à s'enfermer dans un camp inaccessible, il soumit un bon nombre de petites places de Catalogne, et il fit vivre ses troupes aux dépens du pays (1).

Mais les railleries du duc d'Orléans étaient parvenues à la princesse des Ursins, elle l'avait pris en haine, et elle deman-

(1) Saint-Simon, T. VI, p. 240. — *San Phelipe, Comentarios*, T. I, p. 245. *Lord Mahon*, ch. 6, p. 249.

Digitized by Google

dait avec instance à Louis XIV de le rappeler. De son côté le duc d'Orléans avait donné à Philippe V de justes raisons de se défier de lui. Il avait fait parvenir au général Stanhope un agent confidentiel pour entamer une négociation avec l'Angleterre et la Hollande, dont le résultat devait être de l'appeler, de préférence à son cousin, à la couronne d'Espagne. Il ne semblait point impossible que les alliés, assez mécontents des Autrichiens, et résolus à ne pas laisser la domination de l'Espagne au petit-fils de Louis XIV, se contentassent de la transmettre au duc d'Orléans, qui lui tenait de moins près. C'était une transaction entre des prétentions opposées, c'était un arrangement qui ne donnerait la victoire ni aux Castillans ni aux Catalans, et qui ne laisserait point de prise aux vengeances et aux représailles des guerres civiles. Déjà Louis XIV désespérait de maintenir Philippe V sur le trône d'Espagne, et il se montrait disposé à entrer en négociations pour un nouveau traité de partage. Un aide-de-camp du duc d'Orléans nommé Flotte, et un autre agent nommé Renaud, eurent plusieurs entrevues avec le général Stanhope. Celui-ci répondit au duc d'Orléans par une contre-proposition, celle d'accepter la souveraineté de la Navarre et du Languedoc jusqu'aux rives du Rhône, sous la garantie des alliés, et cette offre révoltante ne fit point rompre la négociation ; cependant il est assez probable que les premières ouvertures avaient été faites par le duc d'Orléans à la suggestion de Louis XIV lui-même qui désirait sortir à tout prix d'une situation épineuse; c'était l'opinion du duc de Marlborough, à qui la négociation fut communiquée. Mais les secrètes intrigues des agents du duc d'Orléans n'avaient point échappé à la princesse des Ursins; pendant l'hiver, tandis que le duc était retourné à la cour de Versailles, elle fit arrêter Flotte et Renaud ; dans leurs papiers, quoiqu'en partie chiffrés, elle trouva des indices suffisants d'une intelligence qu'elle qualifiait de trahison, et elle adressa à Louis XIV les plaintes les plus violentes contre son neveu, en insistant pour qu'il ne fût point renvoyé en Espagne (1).

(1) *Lord Mahon*, ch. 7, p. 261-266. — Saint-Simon, T. VII, p. 290-316,

Digitized by Google

Louis XIV n'avoua pas les négociations secrètes du duc d'Orléans, si du moins elles étaient concertées avec lui ; il n'en témoigna pas non plus le ressentiment qu'attendait de lui la princesse des Ursins. Mais il ne laissa pas ignorer à Philippe que l'Angleterre et la Hollande refusaient d'entendre aucune proposition de paix, à moins que pour préliminaires on ne cédât l'Espagne et les Indes à l'archiduc; et son ambassadeur, Amelot, l'avertit à plusieurs reprises que les événements de la guerre, devenus toujours plus funestes, pourraient contraindre le roi à s'y résigner. Philippe, dans une lettre du 12 novembre, répondit à son grand-père : « J'étois pénétré de ce que vous écriviez à M. Amelot, des » prétentions chimériques et insolentes des Anglais et des » Hollandais pour les préliminaires de la paix : jamais on » n'en avoit vu de pareilles, et je ne veux pas seulement » croire que vous puissiez les écouter, vous qui par vos » actions vous êtes rendu le plus glorieux roi du monde. » Mais je suis outré qu'on puisse seulement imaginer qu'on » m'obligera à sortir d'Espagne tant que j'aurai une goutte » de sang dans les veines. Cela n'arrivera certainement pas ; » le sang qui y coule n'est pas capable de soutenir une

et T. XII, p. 119. — *San Phelipe*, *Comentarios*, T. I, p. 342. — Mém. de Noailles, T. LXXII, p. 429. — W. Coxe, ch. 15, p. 527. — Dangeau, T. III, p. 105.

La correspondance de mad. de Maintenon avec mad. des Ursins contient à peine quelques allusions à cette intrigue. Mad. des Ursins, au printemps de 1709, continue à se plaindre de ce qu'on veut la faire passer pour brouillée avec ce duc, elle sollicite à plusieurs reprises mad. de Maintenon d'obtenir quelques grâces en faveur de sa maîtresse. Ces lettres démentent complétement l'assertion de Saint-Simon sur l'acharnement de ces deux dames contre le duc d'Orléans. Il ne faut en général pas croire Saint-Simon sur les haines et sur les intrigues, mais les faits subsistent. La princesse des Ursins semble avoir voulu faire prendre le change à mad. de Maintenon sur les torts du duc d'Orléans, et lui faire croire qu'on l'accusait d'avoir fait les yeux doux à la reine d'Espagne (25 mars 1709. T. IV, p. 245). Dès lors l'aigreur va croissant entre ces deux dames, et loin de conspirer ensemble, elles semblent, pendant toute cette année, sur le point de se brouiller tout-à-fait. Quant à Flotte et à Renaud, elle les nomme une seule fois dans sa lettre du 11 août 1709, p. 308, sans entrer sur eux dans aucune explication. Mad. des Ursins fut en effet l'ennemie du duc d'Orléans, mais il me paraît certain qu'elle n'agit point contre lui de concert avec mad. de Maintenon.

Digitized by Google

» pareille honte. Je ferai tous mes efforts pour me maintenir » sur un trône où Dieu m'a placé, et où vous m'avez mis » après lui, et rien ne pourra m'en arracher ni me le faire » céder que la mort (1). » Il n'est point invraisemblable que la princesse des Ursins ait écrit cette lettre pour Philippe qu'elle dirigeait uniquement; personne mieux qu'elle ne savait le langage qu'il convenait de tenir à Louis XIV, aussi ce roi louait-il son petit-fils dans sa réponse du 26 novembre, de l'élévation de ses sentiments : « Elle augmentoit, dit-il, » le désir que j'ai toujours eu de vous maintenir dans le rang » où il a plu à Dieu de vous placer. Vous voyez que jusqu'à » présent j'ai fait les derniers efforts pour vous y conserver, » et je n'examine pas si le bien de mon royaume le deman- » doit... Pour cet objet je souhaite dans la fin de cette cam- » pagne des événements assez heureux pour donner de nou- » veaux moyens de continuer la guerre (2). »

(1709.) Mais loin que ce vœu se réalisât, jamais la France n'avait éprouvé tant de calamités; elle avait perdu toutes ses conquêtes, ses places fortes tombaient les unes après les autres, ses frontières étaient ouvertes de tous les côtés, ses soldats, même en nombre supérieur, n'osaient plus se mesurer avec les ennemis, ses généraux perdaient leur réputation, les petits-fils du roi étaient accusés d'incapacité et de manque de résolution; le déchaînement de la cour, de l'armée, de tout le public, menaçait le ministre de la guerre, Chamillart, d'une chute qui ne se fit pas long-temps attendre. Le prince Eugène et Marlborough osaient déjà parler de marcher par Paris à la délivrance de l'Espagne. A tant de malheurs l'intempérie des saisons vint en ajouter un plus cruel encore. Le 5 janvier 1709, veille des Rois, un froid subit, rigoureux, extrême, surprit les arbres et toute la végétation en pleine séve, tant la température avait été douce jusqu'alors, et se

(1) Mém. de Noailles, T. LXXII, p. 427.

(2) *Ibid.*, T. LXXII, p. 428. — Il paraît qu'à cette époque Philippe V prêtait l'oreille à quelques propositions des alliés, pour faire la paix en se détachant de son aïeul. Lettres du comte de Bergheyck à mad. des Ursins, T. IV. p. 387 *et suiv.*

Digitized by Google

prolongea tout un mois. Presque tous les produits de la campagne, dans toute la France, furent détruits : les oliviers, les vignes, les arbres fruitiers gelèrent sur pied ; les blés d'automne gelèrent également, et ceux qui restaient dans le commerce s'élevèrent aussitôt à un prix excessif, dans la prévision d'une prochaine famine, et par la nécessité d'en réserver une grande part à ensemencer de nouveau les champs dévastés par la gelée (1). Presque tous les habitants des campagnes, perdant à la fois leurs ressources dans le présent, leurs espérances dans l'avenir, tombèrent dans un état effroyable de misère ; la faim se faisait sentir de toutes parts. Loin d'augmenter les contributions avec les besoins croissants, loin de pouvoir même les percevoir sur leur pied ordinaire, il fallait accorder des dégrèvements aux provinces qui souffraient le moins, des secours aux plus ruinées. On n'eut pas de peine, il est vrai, à recruter les armées, car une foule de malheureux courait s'enrôler volontairement pour y trouver du pain ; mais ce qu'on ne peut concevoir, c'est comment le trésor public put faire face à des dépenses toujours croissantes : le contrôleur-général Desmarets, dans son Mémoire sur son administration, dit lui-même que ce fut un miracle, et les détails qu'il donne, ainsi que Forbonnais, n'aident point à le comprendre. Par un bonheur inespéré des vaisseaux richement chargés arrivèrent du Pérou, dans les ports de France, avec 30 millions en espèces, et apparemment que cet événement, influant sur l'opinion, fit trouver de l'argent au denier 18 et au denier 16. Le commerce fit venir sur son crédit particulier beaucoup de blé de Barbarie, des îles de l'Archipel et de Dantzick ; il s'en trouva dans le royaume plus qu'on ne croyait, parce qu'on en avait beaucoup caché, pour soustraire les capitaux agricoles aux variations continuelles des espèces ; on engagea aux traitants les revenus des années suivantes, et les anticipations furent poussées jusqu'à l'année 1714. Enfin Desmarets eut recours lui-même à la ressource désas-

(1) Saint-Simon, T. VII, p. 10. — Mém. de Torcy, p. 190. — Mad. de Maintenon, T. I, p. 379. — Villars, p. 257. — Capefigue, T. VI, ch. 69, p. 1.

Digitized by Google

treuse d'une refonte générale des monnaies, le 14 mai 1709. Les nouveaux louis durent passer pour 20 francs, le marc d'or à 600 livres, les nouveaux écus pour 5 francs, le marc d'argent à 40 livres. Cette opération servait à masquer une banqueroute de 72 millions de billets de monnaie qui étaient reçus pour un sixième en échange des nouvelles monnaies, tandis qu'au fait on perdait un quart sur les espèces vieilles changées contre les nouvelles (1). Il y avait tant d'ignorance en même temps et tant de fraude dans ces opérations, qu'on ne comprend pas comment personne en était la dupe. Mais la police veillait soigneusement à ce qu'aucun écrit ne pût éclairer le public, et tandis qu'en cherchant à nous rendre compte de ces revirements nous n'y voyons qu'une perte certaine et considérable, il paraît que pendant leur durée ils donnèrent au numéraire un mouvement qui fit illusion au public (2).

Le cœur de Louis XIV était profondément touché de la misère de son peuple, de l'humiliation de ses armées et de celle de ses enfants, des pertes sanglantes qu'avait faites sa noblesse, de cette condition de la France tout entière, semblable, disait Bolingbroke, à un homme frappé du coup mortel, qui marche encore, mais en chancelant. Le roi ne se roidit point contre les coups de la fortune, il les regarda comme un jugement de la Providence, comme une punition de ses fautes ; il voulait sincèrement la paix, aussi ne craignit-il pas de la demander, d'annoncer qu'il l'achèterait par d'immenses sacrifices. Un député du commerce de Rouen, nommé Ménager, avait fait à la Haye de premières ouvertures. D'après elles Philippe V devait conserver l'Espagne et les Indes, tandis que le commerce des dernières devait être ouvert à toutes les nations de l'Europe ; mais le grand pensionnaire Heinsius ne voulut pas admettre que la couronne d'Espagne

(1) La monnaie donnait dix-huit louis nouveaux contre quinze vieux et trois en papier ; mais les dix-huit nouveaux ne pesaient pas plus que treize et demi des vieux.

(2) Forbonnais, Recherches sur les finances, avec le Mém. de Desmarets. T. II, p. 192-212.

Digitized by Google

pût demeurer au petit-fils du roi. Un résident du duc de Holstein nommé Pettekum, fut employé ensuite. Les Hollandais lui répondirent qu'à moins qu'il n'offrît les Espagnes, les Indes, le Milanais et les Pays-Bas avec une barrière, comme aussi un traité favorable de commerce, on ne pouvait parler confidemment sur les autres articles préliminaires. Ces conditions étaient dures, et cependant le ministre des affaires étrangères eut ordre de les accepter, et de demander des passe-ports tant pour un négociateur français que pour le comte de Bergheyck, intendant des Pays-Bas et ministre de Philippe V. Les passe-ports furent accordés pour le plénipotentiaire français, mais refusés pour Bergheyck. Le roi, résolu, à ne se choquer de rien, fit choix de Rouillé, président au grand conseil, qui avait déjà eu quelque part à des négociations antérieures; il l'envoya donc à la Haye, en lui donnant pour commission d'écarter toutes les difficultés qui arrêtent souvent les négociations à leur ouverture, de ne point chicaner sur les pouvoirs des députés hollandais (ils se trouvèrent n'en avoir aucun), de répéter l'offre de l'abandon de l'Espagne, des Indes, du Milanais, des Pays-Bas, d'une barrière en Flandre, et d'un traité de commerce favorable aux Hollandais; d'accepter pour Philippe V, comme dédommagement, les royaumes de Naples et de Sicile que les alliés paraissaient eux-mêmes lui avoir destinés, puisqu'ils n'en avaient pas demandé la cession; de chercher seulement à y faire joindre la Sardaigne et les Presidii, de faire mettre les Hollandais en possession de cet équivalent jusqu'à ce que l'échange fût accompli, et d'insister sur une suspension d'armes. afin qu'une nouvelle campagne n'infligeât pas à l'Europe de nouvelles calamités, tandis que les puissances belligérantes étaient presque d'accord. Lorsque les conditions du traité seraient réglées, le roi ferait son affaire de persuader au roi son petit-fils d'y souscrire, et, en cas de refus, Sa Majesté rappellerait les troupes françaises qui servaient alors en Espagne (1).

Les conférences de Rouillé, à Bodegrave, avec deux com-

(1) Mém. de Torcy, T. LXVII, p. 111-123.



Digitized by Google

missaires hollandais, se prolongèrent pendant les mois de mars et d'avril ; elles abreuvèrent la France d'humiliations. Quoiqu'on se fût efforcé de les envelopper du plus profond mystère, leur secret avait été pénétré. Marlborough et Eugène, tous deux en Hollande, traversaient de tout leur pouvoir tout acheminement à la paix ; ils étaient instruits de la détresse de la France, ils croyaient impossible qu'elle leur opposât encore aucune résistance ; dans la campagne prochaine ils se flattaient d'arriver à Paris, de lever des contributions sur toutes les provinces, de démembrer la France, de la rendre à jamais impuissante. La guerre était pour eux une source de pouvoir et de richesses ; la haine, la vengeance, toutes les passions les plus aveugles s'étaient emparées des peuples qui avaient le plus souffert ; les Anglais étaient enivrés d'orgueil par leurs victoires ; l'empereur, qui seul gagnait à la guerre et qui n'exposait rien pour la faire, déclarait qu'il n'abandonnerait pas la moindre parcelle de l'héritage d'Espagne ; tous les alliés s'élevaient en même temps contre les négociations ; le grand pensionnaire de Hollande, qui entre eux était le plus prudent et le plus pacifique, voyait dans sa république même le parti belliqueux l'emporter sur ses conseils. Dans chacune des conférences, les ministres hollandais annonçaient à Rouillé de nouvelles prétentions, et retiraient quelqu'une des espérances qu'ils lui avaient données. A la fin d'avril ces préliminaires, que Louis avaient acceptés, ne faisaient plus que la moindre partie des dures conditions qu'on lui imposait, tandis que toutes les compensations qu'on lui avait fait espérer lui étaient retirées (1).

Malgré la tournure défavorable qu'avait prise la négociation, quand les dernières dépêches de Rouillé furent lues, le 28 avril, au conseil des ministres, où se trouvaient seulement avec le roi le dauphin et le duc de Bourgogne, le chancelier Pontchartrain, Beauvilliers, Torcy, Chamillart et Desmarets, Beauvilliers parla avec force pour accepter la paix, quelque dure qu'elle fût ; il paraît que le duc de Bourgogne l'appuya,

(1) Mém. de Torcy, part. 2, p. 135-192.

Digitized by Google

et Torcy offrit alors de se rendre lui-même en Hollande, muni du seul passe-port que les Hollandais avaient donné pour un courrier, afin de profiter d'une circonstance favorable s'il s'en présentait une, de faire jusqu'aux dernières concessions et de signer immédiatement (1). Torcy partit le 1er mai, et le 6 il alla descendre à la Haye chez le grand pensionnaire lui-même, qui était loin de s'attendre à cette visite. Le prince Eugène était alors à l'armée, et Marlborough en Angleterre. Heinsius parut à Torcy un homme loyal, froid et ferme, mais résolu à ne rien céder, et, pendant les conférences qui continuèrent presque tout le mois de mai, Torcy accepta l'une après l'autre les conditions les plus dures sans pouvoir obtenir aucun retour. Les frais pour la campagne prochaine étaient faits, les alliés en attendaient les succès les plus éclatants, et le parti de la guerre se fortifiait chaque jour dans les conseils de la république. Torcy avait renoncé successivement aux Presidii, à la Sardaigne, au royaume de Naples, à la Sicile même, comme dédommagement pour Philippe V, et comme retraite avec un semblant de royauté; il avait de même successivement cédé les places les plus importantes de la frontière du nord de la France comme barrière aux Hollandais, Strasbourg et toute l'Alsace comme barrière à l'empire, Exiles et Fénestrelles au duc de Savoie, mais avec plus de répugnance que tout le reste, car il croyait y voir le coup de pied de l'âne; toutefois les négociateurs hollandais faisaient naître toujours de nouvelles difficultés. Eugène et Marlborough étaient revenus à la Haye; leurs manières étaient polies et conciliantes, même respectueuses lorsqu'ils parlaient du roi, mais chaque jour ils élevaient de nouvelles prétentions; des envoyés de tous les États de l'Europe arrivaient à la file, chacun formait quelque demande contre la France, chacun était appuyé par les triumvirs; le mois de mai s'écoulait, le moment d'entrer en campagne était arrivé, et Torcy ne voyait point encore quel serait le terme des concessions qu'on exigerait, quel serait le prix auquel il achèterait la

(1) Mém. de Torcy, p. 195.



Digitized by Google

suspension d'armes. Tant que Louis avait espéré qu'un démembrement de la monarchie espagnole, avec le titre de roi, serait assigné à son petit-fils, il avait pu répondre de sa soumission. Mais depuis qu'on était résolu à lui tout enlever, il était évident que Philippe résisterait; Torcy en convenait avec les alliés, mais il montrait que d'après l'extrême faiblesse de l'Espagne, lorsque la publication de la paix avec la France ferait éclater de toutes parts des défections, cette résistance ne pouvait être efficace. Jusque là, c'était lui qui avait formulé tous les projets divers; il sentait qu'il se liait toujours plus, tandis que les alliés n'étaient obligés à rien; il demanda qu'à leur tour ceux-ci présentassent l'ensemble de leurs demandes pour les préliminaires. Heinsius se chargea de le faire, et un projet en quarante articles fut remis le 28 mai à Torcy. Le lendemain il repartit pour le porter à Versailles, sans rompre encore décidément, et en laissant Rouillé à la Haye (1).

Ces conditions étaient cependant aussi injustes qu'humiliantes. Louis XIV devait reconnaître la reine Anne, la succession protestante d'Angleterre, et renvoyer hors de France le prétendant; il devait reconnaître le nouveau roi de Prusse, le nouvel électeur de Hanovre, il devait reconnaître Charles III, l'archiduc, comme unique souverain de la monarchie espagnole, dans l'Espagne, l'Italie, les Indes, les Pays-Bas, sauf les seules parties que les alliés en avaient détachées pour se les approprier à eux-mêmes. Dans le terme de deux mois, le duc d'Anjou devait évacuer tout ce qu'il possédait de cet héritage, et se retirer en France avec ceux qui voudraient le suivre. La France devait céder Terre-Neuve à l'Angleterre, raser Dunkerque et en combler le port; elle devait céder dix forteresses de sa frontière du nord aux Hollandais, pour leur servir de barrière; elle devait rendre à l'empire tout ce qu'elle avait acquis en Alsace depuis le traité de Westphalie, raser toutes les places nouvelles qu'elle y avait bâties, rendre Strasbourg, Brisach, Luxembourg, avec toutes les fortifications et

(1) Torcy, p. 197-303. — Lamberty, T. V, p. 262-288. — Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 339.

Digitized by Google

toute l'artillerie qu'elle avait ajoutées à ces places, évacuer toutes les forteresses qu'elle occupait encore dans les Pays-Bas, et par ces immenses sacrifices la France obtenait seulement un armistice pour traiter de la paix : si elle ne pouvait pas la conclure, au bout de deux mois la guerre devait recommencer contre la France désarmée et qui aurait déjà livré ses meilleurs moyens de défense (1).

Les articles, rédigés par Heinsius et rapportés par Torcy, furent lus au conseil le 2 juin. Le roi y avait appelé le dauphin, le duc de Bourgogne, le duc d'Orléans, et tous les ministres d'État. Malgré le désir ardent de la paix, qui avait été croissant pendant la durée des négociations, tous reconnurent que ces conditions n'étaient pas recevables. Le même jour le roi écrivit à Rouillé pour le rappeler, et pour le charger de déclarer que toutes les concessions qu'il avait faites étaient annulées. En même temps il adressa une circulaire aux gouverneurs des provinces de son royaume, pour la communiquer à ses peuples. Il déclarait qu'il avait voulu obtenir la paix en faisant d'immenses sacrifices, en renonçant même à la sûreté de ses provinces frontières, mais que la suspension qu'on lui avait proposée était plus dangereuse que la guerre, qu'elle éloignerait la paix

(1) Mém. de Torcy, p. 304.

Les articles remis à Torcy ont été imprimés dans le recueil de Lamberty, T. V, p. 288 ; dans l'histoire d'Angleterre de Rapin Thoyras, Contin., T. XII, L. XXVI, p. 339 ; dans les Mém. de Torcy, T. LXVII, p. 304, avec les remarques de celui-ci article par article, et ils ont été connus de tous les autres historiens, qui les ont donnés au moins par extrait. M. Capefigue les reproduit exactement tels qu'ils ont été imprimés avant lui (T. VI, p. 75), en les annonçant ainsi : « J'ai trouvé le document le plus important en original et en manuscrit : c'est l'ultimatum des alliés, tel qu'il fut adressé aux plénipotentiaires » de France au congrès..... Je le publie comme un des plus curieux témoignages » de l'histoire. » M. Capefigue a publié de même un grand nombre de pièces d'après les manuscrits, sans indiquer en quoi elles différaient des mêmes pièces imprimées avant lui. C'est certainement un objet de curiosité que les originaux des actes publics qu'il a pris soin de compulser, mais en les cherchant dans les archives on perd trop souvent de vue tout ce qui les a précédés et suivis. M. Capefigue se serait fait une idée beaucoup plus nette de la négociation en la suivant dans Lamberty ou dans Torcy, qu'en s'attachant à un seul acte dont il n'a vu ni les antécédents ni les conséquences.

Digitized by Google

plutôt que d'en avancer la conclusion. Il demandait donc à ses peuples qui, depuis tant d'années, lui avaient donné des preuves si constantes de leur zèle, de seconder encore ses efforts par de nouveaux sacrifices pour sauver la patrie. Il s'adressa en même temps aux évêques, pour qu'ils fissent partout appeler par leurs prières le ciel à l'aide de la France, et il donna le premier l'exemple des dons patriotiques en faisant porter toute sa vaisselle à la monnaie; les courtisans se crurent obligés de faire de même; la ressource cependant se trouva bien insuffisante, car la plupart, au lieu de livrer leur argenterie, se contentèrent de la cacher (1).

Dès que les négociations furent rompues, les armées se mirent en mouvement; mais auparavant celui qui devait leur donner l'impulsion, le ministre de la guerre, Chamillart, fut destitué. Tous les généraux l'avaient rendu responsable de leurs mauvais succès; tous se plaignaient de n'avoir jamais trouvé leurs armées, leurs approvisionnements, leurs munitions, leurs équipages conformes aux promesses qui leur étaient faites, comme si, au milieu de tant de revers, il avait dépendu du ministre de faire naître l'abondance. Chamillart était honnête homme, il avait le travail facile, mais il semble aussi que ce n'était pas sans raison qu'on l'accusait d'ignorance dans le ministère dont il était chargé, de désordre et d'imprévoyance. Il fut remplacé par Voisin, d'abord intendant à Maubeuge, puis conseiller d'État, qui, ainsi que sa femme, avait depuis quinze ans obtenu l'amitié de M^me de Maintenon. M^me Voisin était une femme d'infiniment de mérite et d'adresse, Voisin était grand et facile travailleur; il n'était ni injuste ni mauvais par nature; mais il avait tout l'orgueil, la hauteur et l'insolence d'un intendant; il était sec, dur, sans politesse ni savoir-vivre : il ne connaissait d'autre règle que l'autorité et la volonté du roi; d'ailleurs il était aussi ignorant dans tout ce qui tenait à l'art de la guerre que l'avait été son prédécesseur. La disgrâce de Chamillart, qui quitta

(1) Torcy, p. 349.— La Hode, L. LIX, p. 71.— Saint-Simon, T. VII, p. 207. — Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 343. — Dangeau, T. III, p. 95-99.

Digitized by Google

aussitôt la cour et se retira à sa terre de l'Étang, fut annoncée le 9 juin, et la nomination de Voisin le lendemain (1).

L'armée des alliés s'assembla entre Menin et Courtrai le 21 juin ; elle était forte de cent dix mille hommes. Le maréchal de Villars commandait les Français sur cette frontière, c'était le seul général qui eût été constamment heureux jusqu'alors, le seul en qui les soldats prissent une grande confiance ; la cour, les officiers lui reprochaient son ton avantageux et ses fanfaronnades, mais peut-être ces manières étaient-elles nécessaires pour soutenir les esprits défaillants des Français. Tandis qu'il ne parlait que des ressources qu'il avait trouvées, de la bataille qu'il allait livrer, sa correspondance avec le ministre indiquait des inquiétudes bien vives. Il ne trouvait pas à son armée plus de soixante mille hommes, et ces troupes étaient dans un état déplorable : point d'habits, point d'armes, point de pain ; il lui arrivait à peine chaque jour le blé qui devait être mangé le lendemain. « Un » orage, dit-il, une sécheresse me faisoient trembler, parce » que j'étois obligé de faire moudre la nuit pour le lende- » main matin, le matin pour l'après-midi, et cuire tout de » suite; or, trop d'eau noyoit les moulins, trop peu les ralen- » tissoit. Imaginez-vous l'horreur de voir une armée man- » quer de pain ; il n'a été délivré aujourd'hui que le soir et » encore fort tard ; hier, pour donner du pain aux brigades » que je faisois marcher, j'ai fait jeûner celles qui restoient. » Dans ces occasions je passe dans les rangs, je caresse le sol- » dat, je lui parle de manière à lui faire prendre patience, et » j'ai eu la consolation d'en entendre plusieurs dire : M. le » maréchal a raison, il faut souffrir quelquefois (2). »

Villars s'était placé dans la plaine qui est entre Lens et les marais de Hulluch, avec un simple fossé devant lui ; Eugène et Marlborough ayant reconnu sa position le 24 juin, la jugèrent trop forte pour l'attaquer ; ils se dirigèrent alors vers Tournai, dont ils entreprirent le siége le 6 juillet. Cette place,

(1) Mém. de Torcy, p. 117. — Saint-Simon, T. VII, p. 231-240. — Lettre de mad. de Maintenon à mad. des Ursins, T. I, p. 424.

(2) Mém. de Villars, p. 257-259.

Digitized by Google

approvisionnée pour six mois, et dont la citadelle était une des plus fortes de France, aurait dû occuper les ennemis jusqu'à la fin de la campagne. Malheureusement le roi en avait confié la défense à M. de Surville, dont on avait loué la conduite au siége de Lille, mais qui se laissa abattre par le découragement universel ; il défendit mal la place, et la rendit après vingt et un jours de tranchée ouverte ; du moins il aurait pu tenir long-temps encore dans la citadelle ; il en avait reçu l'ordre le plus précis ; il la rendit également le 5 septembre (1).

Villars avait tenté vainement de jeter des secours dans la place assiégée ; il avait pris Warneton et remporté quelques autres petits avantages ; mais après la reddition de la citadelle de Tournai, il jugea bien que les ennemis cherchaient une bataille. Quoique toujours inférieur en force, il était mieux en état de la recevoir qu'au commencement de la campagne. Le roi, inquiet de songer que le sort de la France reposait sur sa seule tête, accepta l'offre généreuse du maréchal de Boufflers, d'aller servir sous lui comme volontaire, quoiqu'il fût son ancien et son aîné. Les deux généraux agirent dès lors de concert, et la présence de Boufflers sauva en effet l'armée. Villars s'avança dans la nuit du 8 au 9 septembre pour gagner la chaussée de Bavay et occuper la trouée d'Aulnoy et de Malplaquet, ou l'espace libre entre les bois de Sars et de Blangies. Feuquières lui reproche, ou de n'avoir pas passé cette trouée pour chercher la bataille avant que les alliés fussent rejoints par trente bataillons qu'ils avaient laissés devant Tournai, ou, au contraire, de n'avoir pas choisi sa position en arrière de ces bois s'il voulait attendre la bataille au lieu de la provoquer. Saint-Simon ne le critique pas avec moins d'amertume. Quoi qu'il en soit, la position qu'occupait Villars, avec les abattis d'arbres et les retranchements qu'il y avait faits, était très-forte. Elle couvrait Mons, que les alliés avaient dessein d'attaquer, et qui n'avait qu'une faible garnison. Les

(1) Villars, p. 279-288. — Feuquières, T. IV, p. 166. — La Hode, L. LIX, p. 76. — Saint-Simon, T. VII, p. 352.

Digitized by Google

généraux hollandais croyaient imprudent de livrer bataille, Marlborough hésitait ; ce fut le prince Eugène qui la décida. Pendant la journée du 10 septembre, les deux armées se canonnèrent jusqu'à la nuit, à demi portée de canon. Cependant les alliés faisaient revenir en hâte les trente bataillons qu'ils avaient devant Tournai ; ils arrivèrent le matin du 11, comme l'action était déjà engagée. Les deux ailes françaises, attaquées avec une grande vigueur, maintinrent ou recouvrèrent l'avantage jusqu'à la fin de la journée ; le centre, au contraire, plia, lorsque Sterkemberg, qui commandait quatre bataillons d'Alsace, fut tué. Malheureusement, dans ce moment, Villars fut blessé d'un coup de fusil qui lui cassa le genou, et l'excès de la douleur lui causa une défaillance qui dura jusqu'à ce qu'il eût été transporté sans connaissance au Quesnoy. Albergotti fut en même temps blessé et mis hors de combat, Chemerault et Palavicini furent tués, et il ne se trouva personne pour commander à l'aile droite un mouvement qui aurait encore dégagé le centre ; Boufflers, qui commandait ce centre se décida à la retraite ; elle se fit sur Valenciennes et le Quesnoy, mais avec un ordre parfait, sans perdre de prisonniers, sans perdre de drapeaux, sans que les alliés sussent jusqu'au lendemain qu'ils avaient gagné la bataille. En effet elle avait été pour eux horriblement meurtrière ; les troupes mercenaires à la solde de l'Angleterre et de la Hollande avaient été sacrifiées à l'attaque des retranchements français ; on assurait en France que leur perte montait à vingt-deux mille hommes, celle des Français à huit mille seulement (1).

Toutefois la bataille de Malplaquet fut célébrée par les alliés comme une victoire importante, et la prise de Mons qui la suivit, après vingt-six jours de siége, la releva encore. De leur côté les Français s'applaudirent d'avoir fait preuve de tant de discipline et de bravoure, dans une campagne où l'on

(1) Mar. de Villars, p. 293. — Feuquières, avec le plan de la bataille, T. IV, p. 36-65. — Suite de Rapin Thoyras, T. XXVI, p. 253. — La Hode, L. LIX, p. 82. — Lettre du mar. de Boufflers au roi, dans Lamberty, T. V, p. 361. Lettres de mad. de Maintenon, T. I, p. 461. — Saint-Simon, T. VII, p. 370.

Digitized by Google

avait prétendu qu'ils ne pourraient pas même se montrer. En même temps ils n'avaient pas lieu de s'affliger de ce qui se passait sur les autres théâtres de la guerre : le maréchal d'Harcourt avait été chargé de tenir tête sur le Rhin à l'électeur de Hanovre, et un de ses lieutenants, le comte du Bourg, défit, le 26 août, le comte de Mercy, près du bois de la Hart; après quoi l'armée française s'avançant dans le margraviat de Bade, vécut jusqu'à la fin de la campagne aux dépens de l'empire. En Savoie il ne se fit rien d'important, et en Espagne Galloway qui commandait l'armée anglaise du côté du Portugal fut battu le 7 mai à la Gudina par le marquis de Bay; les Miquelets furent maltraités en Catalogne par le duc de Noailles, et l'armée principale, commandée par le maréchal de Besons, et destinée à agir contre Stahremberg sur les bords de la Segre, si elle ne se signala par aucune action importante, n'éprouva non plus aucun revers (1).

Cette campagne si redoutable, et pour laquelle la France semblait si mal préparée, s'était donc terminée sans que le royaume fût en plus mauvais état à sa fin qu'à son commencement; mais la détresse des finances augmentait sans cesse. Les conséquences du froid terrible de l'hiver précédent se faisaient surtout sentir après la récolte, qui avait été presque nulle; on ne trouvait plus chez les boulangers que du pain d'orge ou d'avoine, et celui-là même manquait souvent : des séditions causées par la faim avaient éclaté à plusieurs reprises à Paris, même à Versailles, et l'on avait entendu des imprécations contre le roi se mêler aux clameurs pour demander du pain (2). En même temps, la fatale intolérance de Louis XIV et sa haine contre les jansénistes avaient donné une couleur religieuse à l'opposition qui commençait à se former. Le Père Lachaise était mort le 20 janvier 1709, après avoir été confesseur du roi pendant trente-deux ans; il fut

(1) La Hode, L. LIX, p. 90-97-99. — *Lord Mahon*, ch. 7, p. 274. — Saint Simon, T. VII, p. 350.

(2) Saint-Simon, T. VII, p. 345. — Lettre de mad. de Maintenon à la princesse des Ursins, T. I, p. 450, 454, 458. — Journal de Dangeau, T. III, p. 93 et 110.

Digitized by

remplacé par un homme qui ne le valait pas à beaucoup près, le Père Tellier, alors provincial des jésuites à Paris (1). « C'é» toit un esprit dur, dit Saint-Simon, entêté, appliqué sans
» relâche, dépourvu de tout autre goût que du triomphe de
» sa compagnie et du renversement de toute autre école;
» ennemi de toute dissipation, de toute société, de tout amu» sement, incapable d'en prendre avec ses propres confrères;
» il ne faisoit cas d'aucun que selon la mesure de la confor» mité de leur passion avec celle qui l'occupoit tout entier.
» Sa tête et sa santé étoient de fer, sa conduite en étoit aussi,
» son naturel cruel et farouche.... son extérieur ne promet» toit rien moins; il eût fait peur au coin d'un bois; sa phy» sionomie étoit ténébreuse, fausse, terrible; ses yeux ar» dents, méchants, extrêmement de travers; on étoit frappé
» en le voyant (2). » L'influence de Tellier fut fatale sur Louis XIV, qui vieillissait et qui n'avait déjà que trop de penchant à être dur, comme le Père Lachaise le lui avait reproché. Tellier détestait le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, et n'en était pas aimé. Sa première affaire fut de le commettre en même temps avec le roi et avec les jansénistes, pour qu'il ne trouvât d'appui d'aucun côté. La cour de France avait obtenu une nouvelle bulle de Rome, *Vineam domini*, contre les cinq propositions attribuées à Jansénius. Tellier persuada au roi de charger Noailles de la faire signer aux religieuses de Port-Royal. Ces saintes filles, toujours alarmées sur chacune des démarches qu'on demandait d'elles, toujours pleines de scrupules, s'y refusèrent. C'était ce qu'avait espéré Tellier. Noailles piqué, pressé par le roi, finit par leur interdire les sacrements, et bientôt Louis XIV, toujours sollicité par son confesseur, prit le parti de détruire entièrement le monastère de Port-Royal-des-Champs, regardé comme le

(1) La plupart des écrivains le nomment Le Tellier; mais lorsque le roi lui demanda s'il était parent de la maison de ce nom, il répondit : « Je suis bien loin de cela, je suis un pauvre paysan de Basse-Normandie. » Saint-Simon, T. VII, p. 27. Cependant, par habitude, on continue à lui donner le même nom qu'au chancelier.

(2) Saint-Simon, T. VII, p. 18-26.

sanctuaire du jansénisme. Le lieutenant de police Argenson fut chargé de cette expédition. Dans la nuit du 28 au 29 octobre 1709, il investit l'abbaye avec des détachements de gardes françaises et suisses et des escouades du guet et d'archers. Il avait amené force carrosses attelés, il y fit entrer toutes ces religieuses, sans leur donner plus d'un quart-d'heure pour les préparer à l'exil. On les distribua dans des monastères situés à de grandes distances ; bientôt après, la maison, l'église et tous les bâtiments furent rasés : les pieux solitaires qui avaient été enterrés dans le cimetière furent exhumés et leurs cendres jetées au vent (1). Une exécution si brutale contre des religieuses dont la moitié de la France admirait la piété et les vertus, étonna et consterna le public. Les jansénistes, plus qu'aucune autre partie de l'Église croyaient à une intervention de la Providence, qui se substituait aux lois de la matière comme aux volontés de l'homme pour diriger tous les événements ; et l'opinion commençait à se répandre que les calamités inouïes dont la France était frappée coup sur coup, étaient le châtiment dont Dieu punissait la persécution de ses saints.

Ainsi, et l'épuisement du trésor, et la misère du peuple, et le mécontentement qui se manifestait, et la tristesse du roi, et l'annonce des châtiments du ciel, se réunissaient pour rendre la paix désirable. Dès le commencement de l'hiver la France essaya de renouveler les négociations, quelque humiliantes que fussent les conditions exigées par Heinsius ; Pettekum annonça qu'à la réserve du 4e et du 37e articles Louis XIV accepterait tous les autres. Le 4e portait que le roi ferait en sorte que Philippe remît à Charles III la Sicile, l'Espagne et tout ce qu'il occupait encore de l'héritage de Charles II ; le 37e, que faute par lui d'avoir exécuté cette convention dans deux mois, la guerre se renouvellerait et Louis perdrait toutes les forteresses que, sur la seule signature des préliminaires, il devait céder aux alliés (2).

(1) Saint-Simon, T. VII, p. 410-424. — Hist. de Port-Royal, T. III, Part. I, L. XIV, p. 144 *et suiv.*

(2) Torcy. p. 332.

Digitized by Google

, Marlborough, Eugène et le pensionnaire Heinsius n'osèrent pas refuser d'entrer en négociations sur de telles offres ; ils sentaient la nécessité de ménager l'opinion publique en Angleterre et en Hollande, où la pesanteur des taxes ramenait le peuple au désir de la paix. La province d'Utrecht avait déclaré aux états-généraux qu'elle était hors d'état de supporter plus long-temps les charges de la guerre. La reine Anne semblait se fatiguer de la duchesse de Marlborough, son orgueilleuse favorite, et elle prêtait l'oreille à quelques tories. Ceux-ci, qui depuis plus de vingt ans se rangeaient dans l'opposition, avaient recouvré la faveur populaire depuis qu'ils attaquaient les abus au lieu d'en profiter eux-mêmes. Le clergé anglican se déclarait enfin presque entier contre le ministère, non par amour de la paix, non pour inspirer à la nation des sentiments de modération dans la prospérité, mais par haine des maximes de tolérance que Guillaume III avait fait prévaloir. Le docteur Sachewerell, dans des sermons courus par tout le public, avait désigné par le nom de faux frères dans l'Église et dans l'État ceux qui avaient accordé aux dissidents la tolérance ou la liberté de conscience, ceux qui avaient contribué à faire supporter en Angleterre l'introduction de la discipline ou de la doctrine de Genève. Sachewerell fut accusé par les communes à la barre des lords, mais ce procès divisa la nation et y causa une fermentation effrayante (1). Marlborough et ses partisans abandonnés par une faction si puissante n'osaient plus dire à la nation qu'ils ne voulaient de paix à aucune condition.

(1710.) Il fut donc convenu que de nouvelles conférences seraient ouvertes au château de Gertruydemberg, près de Bréda. Le maréchal d'Uxelles et l'abbé de Polignac, nommés plénipotentiaires par Louis XIV, partirent de Versailles le 5 mars 1710 pour s'y rendre. Marlborough et Eugène, en même temps plénipotentiaires et généraux en chef de la reine Anne et de l'empereur, étaient déjà arrivés à la Haye ; mais ils se contentèrent d'envoyer deux députés hollandais, Buys et Van

(1) Suite de Rapin Thoyras, L. XXVI, p. 380-398. — La Hode, L. LX, p. 115.

Digitized by Google

der Dussen, déjà employés aux conférences de l'année précédente, pour porter des paroles aux envoyés français et rapporter leurs réponses. Aucune autre personne ne pouvait approcher d'eux, et on leur refusa obstinément la permission de venir à Delft ou à Leyde (1).

Les plénipotentiaires français exposaient que, pour décider Philippe V, encore maître de plus de la moitié de l'héritage de son prédécesseur, à l'évacuer, contre son intérêt en même temps et contre l'engagement solennel qu'il avait pris, il fallait lui offrir quelque compensation, quelques débris des États qui l'avaient reconnu comme leur souverain, pour qu'il pût s'y retirer et y conserver le titre indélébile de roi. Ils devaient insister sur les Deux-Siciles, ou sur la Sicile et la Sardaigne, ou, à la dernière extrémité, sur la Navarre. Ils devaient représenter que Louis ne pouvait traiter au nom de son petit-fils qu'autant qu'il lui assurerait un avantage ; qu'il était cependant résigné à séparer sa cause de celle de Philippe V, à conclure la paix pour la France seule, à retirer ses généraux et toutes ses troupes d'Espagne, à punir des peines les plus sévères tous les Français qui iraient le servir, à lui refuser également toutes munitions de guerre et tout subside : les négociateurs devaient même s'avancer jusqu'à mettre en gage entre les mains des Hollandais trois ou quatre places fortes françaises, qui ne seraient rendues qu'après que Philippe se serait soumis : mais ils devaient repousser comme honteuse et odieuse la proposition d'obliger un aïeul à faire la guerre à son petit-fils, d'obliger la nation française à faire la guerre à la nation espagnole, en ressentiment de la marque d'affection et de confiance qu'elle en avait reçue (2).

Les conférences de Gertruydemberg traînèrent quatre mois sans faire aucun progrès. Les deux négociateurs hollandais ne revenaient que de loin en loin, lorsqu'ils étaient avertis que les plénipotentiaires français avaient de nouveaux ordres de leur cour. Ils ne s'en tinrent point aux conditions déjà si

(1) Torcy, p. 364.
(2) *Ibid.*, p. 360. — Villars, p. 307.

Digitized by Google

dures des préliminaires de Bodegrave; ils déclarèrent qu'ils auraient encore des conditions ultérieures à présenter, de nouveaux sacrifices à imposer, tout comme à exiger des dédommagements pour la dernière campagne; ils laissèrent entendre, sans le promettre, qu'ils consentiraient à céder la Sicile et la Sardaigne au roi Philippe; mais, d'autre part, ils menacèrent la France de nouveaux démembrements: Louis XIV, blessé, humilié jusqu'au fond du cœur, était résolu à ne point accepter, aux yeux de son peuple ou de l'Europe, le reproche d'avoir rompu les conférences; il exhorta ses plénipotentiaires à s'armer de patience, il fit de nouvelles propositions, de nouvelles concessions; il alla jusqu'à promettre de contribuer par un subside d'un million par mois à la guerre que les alliés feraient à son petit-fils. Cette offre même fut rejetée. « La volonté des alliés, » dit Buys, orateur pesant, obstiné, emphatique, qui portait la parole, « est que » le roi se charge ou de persuader au duc d'Anjou, ou de le » contraindre lui seul et par ses seules forces de renoncer à » toute sa monarchie. L'argent, ni la jonction des troupes » françaises ne leur conviennent pas; l'exécution du traité » est la seule sûreté qu'ils exigent, et qu'il soit satisfait à tous » les articles préliminaires dans l'espace de deux mois. Ce » terme expiré la trève est rompue, la guerre recommencera, » quand même de la part du roi les autres conditions préli- » minaires auroient été pleinement accomplies (1). » Ce fut alors que Louis XIV répondit que s'il devait avoir la guerre, il aimait mieux l'avoir contre ses ennemis que contre son petit-fils; les plénipotentiaires français repartirent de Gertruydemberg le 25 juillet, et les conférences furent rompues (2).

Pendant les conférences la guerre avait recommencé. C'était aux Pays-Bas que se trouvaient les deux grands généraux des alliés, Marlborough et le prince Eugène; c'était aussi pour sa défense du côté des Pays-Bas que la France avait rassemblé

(1) Torcy, p. 418. — Lettre de l'abbé de Polignac et de Torcy, dans Villars, page 318.

(2) La Hode, L. LX, p. 110.

Digitized by Google

toutes ses forces. Trois maréchaux s'y trouvaient réunis : Villars, qui, à cause de sa blessure, avait bien de la peine à se tenir à cheval ; Berwick, et Artagnan, qui, en recevant le bâton, avait, l'année précédente, pris le nom de Montesquiou. Mais les ressources matérielles manquaient presque absolument. La France n'avait pu rassembler sur sa frontière des magasins suffisants pour faire subsister sa cavalerie, et, tandis qu'Eugène et Marlborough, approvisionnés par les rivières et les canaux, étaient dans l'abondance, quoique leur armée passât cent vingt mille hommes, Villars, qui en avait moins de cent mille, était gêné dans tous ses mouvements par le manque de vivres. Il était réduit à souhaiter que ses ennemis fatiguassent leur armée par des siéges, et, quoiqu'il n'attendît le salut de la France que de la longue résistance des places de guerre, il lui avait été impossible de les pourvoir suffisamment (1).

Les ennemis avaient commencé le siége de Douai dès le 23 avril ; Berwick assure qu'avec plus de vigilance le maréchal de Montesquiou aurait pu couvrir cette place. Les trois maréchaux n'avaient été réunis que pour se suppléer l'un à l'autre dans une bataille. Lorsqu'ils eurent reconnu qu'ils ne pouvaient, avec aucune chance de succès, attaquer les ennemis, fort supérieurs en force, et cependant bien retranchés, Berwick retourna à l'armée des Alpes, dont le commandement lui était confié, et pour laquelle il n'était pas sans inquiétude ; car le duc de Savoie, avec une bonne armée, menaçait en même temps Lyon, Grenoble et la Provence (2). Villars, qui, avec ses béquilles, pouvait à peine marcher dans sa chambre, mais qu'on portait dans l'escalier et qu'on posait sur son cheval, faisait cependant de cette manière quatorze et quinze lieues chaque jour pour étudier le pays. Toujours fanfaron dans ses discours et ses écrits, il assure qu'il désirait la bataille et qu'il en cherchait toutes les occasions. Les alliés, au contraire, avec leur puissante armée, qui fut portée

(1) Villars, p. 304. — La Hode, L. LX, p. 121.
(2) Mém. de Berwick, p. 160.

Digitized by Google

jusqu'à cent trente-huit mille hommes, s'attachaient à prendre des places les unes après les autres. Le marquis d'Albergotti commandait dans Douai ; il y avait dix-sept bataillons. Il fit pour s'y défendre tout ce qu'on pouvait attendre d'un excellent officier ; mais, après cinquante-trois jours de tranchée ouverte, il fut, le 25 juin, réduit à capituler (1). Béthune fut assiégée ensuite, et cette petite place, défendue par un neveu de Vauban, retint les alliés pendant trente-sept jours de tranchée ouverte. Lorsqu'elle eut capitulé, le 29 août, Aïre et Saint-Venant furent attaqués en même temps. La résistance de Saint-Venant ne fut pas longue ; mais M. de Guébriant, qui commandait à Aïre, et dont la place avait été mieux pourvue que celles qui avaient été attaquées au commencement de la campagne, fit une fort belle défense. La tranchée avait été ouverte la nuit du 19 au 20 septembre, et ce fut seulement le 8 novembre qu'Aïre ouvrit ses portes par une capitulation honorable, après avoir coûté aux assiégeants bien plus de monde que n'en contenait la place. Les alliés, accablés par des pluies continuelles, avaient été souvent et longtemps dans l'eau jusqu'à la ceinture (2). La blessure de Villars ne lui avait pas permis de commander l'armée jusqu'à la fin de cette campagne. Il avait été remplacé par le maréchal d'Harcourt.

Dans cette campagne la France avait ainsi perdu quatre places importantes ; mais entre leurs divers siéges les alliés avaient supporté cent cinquante jours de tranchées, leur infanterie s'y était ruinée par des maladies, et, tout vainqueurs qu'ils étaient, ils se demandaient combien il leur faudrait d'années, à ce train-là, pour prendre seulement les places que Louis XIV leur offrait sans combat. Sur le Rhin, où le maréchal d'Harcourt, remplacé ensuite par le maréchal de Besons, commandait les Français, il ne s'était rien passé de considérable. L'empereur Joseph abandonnait à ses alliés protestants

(1) Villars, T. LXIX, p. 317. — La Hode, L. LX, p. 122. — Lettres de mad. de Maintenon, T. II, p. 80. — Saint-Simon, T. VIII, p. 376.

(2) Villars, p. 328. — La Hode, L. LX, p. 126. — Lamberty, T. VI, p. 96-115. — Limiers, L. XVII, p. 336.



Digitized by Google

le soin d'établir son frère sur le trône d'Espagne ; pour lui, il ne voyait dans la guerre qu'une occasion de piller les peuples et d'humilier les princes qui relevaient de l'empire. Il exerçait sur ceux de l'Allemagne le plus scandaleux despotisme ; il refusait toute concession, toute garantie aux Hongrois et aux Transylvains, qui défendaient, les armes à la main, leurs droits et leur religion. Cette guerre intestine, qui durait déjà depuis si long-temps et qui dévorait la substance de ses peuples, n'était marquée que par des ravages, des incendies et des supplices. Toutes les fois que les Allemands pouvaient atteindre les Hongrois, ils leur étaient tellement supérieurs pour les armes et la discipline, qu'ils étaient assurés de les battre ; mais les insurgés ne perdaient jamais courage, et par des incursions rapides ils se dédommageaient sur l'Autriche des cruautés exercées chez eux (1).

Le pays qui était le plus pressuré par la rapacité et la dureté inexorable des Autrichiens, c'était l'Italie, parce que c'était encore le plus riche, malgré tous ses malheurs. Le commissaire impérial ayant fait voir qu'il avait levé pour plus de trois millions de contributions sur les seuls États de l'Église, s'en fit un titre pour demander aux autres souverains indépendants une subvention proportionnée (2). Le duc de Savoie n'était pas plus que les autres épargné par l'empereur ; comme c'était sur lui cependant que comptaient les puissances maritimes pour faire une diversion puissante dans le Midi, comme elles voulaient qu'il appuyât une descente qu'elles méditaient à Cette, elles adressèrent en sa faveur des remontrances à Joseph Ier. Mais ce prince ne se laissait pas détourner facilement de ses projets : aussi, le duc de Savoie, toujours plus mécontent, ne mit-il que peu de vigueur dans la poursuite de la guerre. Le comte de Thaun rappelé du royaume de Naples entra bien dans la vallée de Barcelonnette, mais il ne put passer plus avant, grâce aux habiles manœuvres de Berwick. Un corps de deux mille hommes débar-

(1) La Hode, L. LX, p. 128. — Lamberty, T. VI, p. 211.
(2) La Hode, L. LX, p. 127.

Digitized by Google

qué à Cette par les Anglais, le 25 juillet, et qui s'empara aussi d'Agde, ne réussit point, comme il l'avait espéré, à soulever les religionnaires du Languedoc et du Dauphiné, et il se rembarqua, lorsque le duc de Noailles y accourut avec les meilleures troupes de sa petite armée du Roussillon; seulement cette diversion fut avantageuse aux alliés dans la Catalogne (1).

Louis XIV, qui dès l'année précédente offrait de renoncer à la succession d'Espagne, qui désirait la paix et qui l'aurait probablement conclue sans l'opposition de son petit-fils, avait rappelé toutes ses troupes d'Espagne, non pas seulement pour donner une satisfaction apparente aux alliés pendant qu'il traitait à Gertruydemberg, mais pour affaiblir et décourager Philippe et le décider enfin à un sacrifice qu'il regardait comme nécessaire. Philippe et la reine sa femme, incapables de gouverner, d'humeur sauvage, dépourvus de toute espèce de talent et de mérite, et partageant toutes les journées entre la dévotion et l'amour conjugal, avaient cependant un défaut qui leur tenait lieu de vertus, c'était un immense orgueil royal, et la résolution de ne point renoncer à la couronne, quoi qu'il en pût coûter à la nation espagnole et à l'humanité entière. La princesse des Ursins, leur seule confidente et leur seul guide, la seule personne qui pût changer en résolution et en action leur volonté taciturne et inerte, était de même bien déterminée à ne point les laisser descendre du trône ni elle avec eux. Dans ses lettres elle paraît infiniment inférieure à M^me de Maintenon, en talents, en jugement, en grâces, en esprit, mais elle avait une ambition beaucoup plus active, beaucoup plus persistante. Jusqu'alors elle s'était attachée à inspirer au roi et à la reine d'Espagne de l'aversion et de la défiance à l'égard des Espagnols; au moment où elle vit que les Français allaient lui manquer, elle se retourna vers les Castillans, elle les appela à l'aide du souverain de leur choix; elle réveilla leur point d'honneur, elle les rétablit dans les emplois de confiance; elle se tint à l'écart,

(1) Berwick, p. 164. — Noailles, T. LXXIII, p. 12. — Limiers, L. XVII, p. 344. — Lamberty, T. VI, p. 192.



Digitized by Google

promit de ne plus se mêler du gouvernement, et elle obtint d'eux en effet des efforts dont on les avait à peine crus capables. Au commencement de l'année, Philippe V eut ou crut avoir une armée nationale de cent vingt-deux bataillons et de cent cinquante-cinq escadrons; il est vrai qu'à la réserve de quelques régiments wallons et d'un grand nombre de déserteurs français, tout le reste n'était que de nouvelles levées sur lesquelles il devait faire peu de fond; indépendamment des garnisons ces troupes devaient former deux armées actives; l'une, sous les ordres du marquis de Bay, devait tenir tête aux Portugais; l'autre, qu'il prétendait commander lui-même, mais que dirigeait réellement le brave vétéran Villadarias, devait marcher vers la Catalogne (1).

Les Anglais de leur côté avaient résolu de faire un grand effort dans cette campagne pour faire triompher l'archiduc; jamais le général Stanhope n'avait vu leur armée en meilleur état qu'il la trouva au milieu de mai, et cependant il attendait bientôt encore des renforts considérables. Il détermina l'archiduc à se rendre de son côté à l'armée, en sorte que les deux prétendants se trouvaient pour la première fois opposés l'un à l'autre, à la tête des troupes qui combattaient pour leur cause. Tous deux étaient personnellement braves, mais tous deux également incapables et dans l'armée et dans le conseil. Au mois de juin Villadarias conduisit Philippe V en Catalogne, tandis que Stanhope et Stahremberg menèrent Charles III en Aragon; chacun des deux rois se flattant d'exciter une insurrection dans les provinces de son adversaire. Tous deux échouèrent. Pendant ce temps Stanhope avait reçu le renfort d'environ six mille Anglais qui lui avait été annoncé; il pressait ses alliés de livrer bataille, et il avait beaucoup de peine à y décider les flegmatiques Allemands. Il les entraîna enfin au combat, le 27 juillet, sur les bords de la Noguera, près du village d'Almenara, lorsqu'il ne restait plus que deux heures de jour : la cavalerie espagnole combattit

(1) *Lord Mahon*, ch. 7, p. 287. — *San Phelipe*, *Comentarios*, T. II, p. 16. — W. Coxe, L'Espagne sous les Bourbons, T. II, ch. 17, p. 24, ch. 18, p. 28.

Digitized by Google

avec vaillance, mais la victoire demeura aux Anglais. La nuit qui survint les empêcha d'en tirer parti, et Philippe V put se retirer à Lerida sans une grande perte (1). Le 20 août, une bataille plus importante fut livrée sous les murs mêmes de Saragosse, où Philippe V s'était retiré. Villadarias n'était plus à la tête de son armée, c'était le marquis de Bay qu'il y avait appelé de l'Estramadure. Les alliés pouvaient avoir vingt-trois mille hommes, les Espagnols vingt-cinq mille. C'était en cavalerie qu'ils avaient la supériorité du nombre, mais leur infanterie, sans expérience et sans confiance en elle-même, ne pouvait se comparer à celle des alliés. Les deux prétendants se montrèrent si peu dans le combat, qu'on a mis en doute s'ils y étaient présents. La bataille commença à midi, elle fut obstinée; la cavalerie espagnole se battit avec une grande bravoure, elle mit en fuite la cavalerie portugaise, et la poursuivit jusqu'à un couvent de Chartreux où s'était retiré Charles III; mais ce fut l'ardeur même de cette poursuite qui l'exposa à être prise de flanc et renversée; au centre, l'infanterie espagnole, en grande partie composée de nouvelles levées, avait fait peu de résistance; la plupart avaient jeté leurs armes pour prendre la fuite. Après trois heures de combat le désordre fut universel; cinq mille morts restèrent sur le champ de bataille; quatre mille prisonniers, beaucoup de drapeaux et seize pièces de canon tombèrent aux mains des Anglais; Saragosse leur ouvrit ses portes, tandis que Philippe V, sans s'arrêter avec le marquis de Bay à Soria, se rendit en poste à Madrid, où il arriva le 24 août, et y disposa toute chose pour quitter une seconde fois sa capitale (2).

L'Espagne semblait perdue encore une fois. Stanhope avait triomphé des hésitations et des craintes de Stahremberg et de l'archiduc, et il les avait décidés à marcher avec lui à Madrid pour y faire reconnaître Charles III; tandis qu'il s'avançait par l'Aragon, il y donnait rendez-vous à Galloway,

(1) *Lord Mahon*, ch. 8, p. 302. — Lamberty, T. VI, p. 162. — *San Phelipe*, T. II, p. 19. — W. Coxe, ch. 18, p. 31.

(2) *Lord Mahon*, ch. 8, p. 308. — *San Phelipe*, T. II, p. 22. — W. Coxe, ch. 18, p. 33. — Lamberty, T. VI, p. 166-167. — Limiers, L. XVII, p. 331.

Digitized by Google

qui avec l'autre armée alliée devait partir des frontières du Portugal. Philippe V avait ordonné à tous les tribunaux, à tous les offices du gouvernement de se retirer à Valladolid; il avait permis aux grands de rester s'ils le voulaient dans la capitale. Lui-même en partit le 9 septembre, avec la reine, le jeune prince des Asturies et toute la cour, et l'enthousiasme des Castillans pour leur roi malheureux se réveillant plus vivement encore qu'à sa première retraite, on avait vu presque toute la noblesse, et près de trente mille des habitants de la capitale, le suivre dans son émigration. Stanhope avec mille chevaux, avant-garde de l'armée des alliés, vint prendre possession de Madrid le 21 septembre; Charles l'y suivit au bout de peu de jours avec toute la pompe militaire d'un conquérant; mais la ville semblait vide, les boutiques, les fenêtres étaient fermées, le petit nombre d'habitants qu'on rencontrait ne répondait que par le silence et un froid dédain aux efforts des soldats qui voulaient leur faire crier vive Charles III. L'Espagne protestait jusque dans sa défaite que le roi qu'elle avait choisi était le seul qu'elle voulût garder, et qu'elle ne s'en laisserait pas imposer un par ses ennemis (1).

Mais long-temps avant ses deux défaites, Philippe avait sollicité son grand-père de lui renvoyer un général français; il lui demandait le duc de Vendôme avec lequel il avait fait sa première campagne d'Italie, qui l'avait égayé, qui avait brillé à ses yeux comme un héros, et qui, par son indolence même, excitait moins qu'un autre la jalousie de ses entours. Vendôme, qui avait pris à tâche de perdre de réputation le duc de Bourgogne auprès de l'armée et de la cour, devenu odieux à Louis XIV, vivait alors dans la retraite à Anet. Tant que le roi eut quelque espérance des négociations entamées, il refusa de le laisser partir pour l'Espagne. Qaand il vit qu'on ne lui laissait espérer d'autre paix que le déshonneur, non seulement il permit à Vendôme d'aller commander les armées de Philippe, il voulut aussi que le duc de Noailles, se-

(1) *Lord Mahon*, ch. 8, p. 316. — Saint-Simon, T. IX, p. 20. — *San Phelipe*, T. II, p. 30.

Digitized by Google

condé par toutes les troupes que Berwick pourrait lui envoyer après que les neiges auraient fermé les Alpes, partît de Perpignan pour le seconder (1).

C'était justement à l'époque où Charles III faisait son entrée à Madrid, que Vendôme, le 20 septembre, arrivait à Valladolid, auprès de son compétiteur, et il y avait été précédé par le duc de Noailles, qui, de son côté, s'y était rendu de l'armée de Catalogne. Tous deux reconnurent que la situation était moins désespérée qu'ils ne l'avaient cru. L'armée espagnole était dispersée, mais non pas détruite. Outre quatre mille hommes de garde, il restait cinq mille chevaux et huit mille fantassins de l'armée d'Aragon. Il y avait huit bataillons et douze escadrons sur les frontières de la Vieille-Castille, autant en Andalousie, et plus du double en Estramadure. Tous les grands d'Espagne s'étaient réunis pour supplier Louis XIV de leur envoyer des secours; en même temps les peuples paraissaient résolus à se défendre eux-mêmes; ils offraient des secours à la couronne, de nombreux volontaires venaient rejoindre l'étendard de Philippe; d'habiles partisans organisaient des corps de *guerillas* qui coupaient aux alliés toute communication; la reine avait envoyé tous ses diamants à Paris pour gages d'un emprunt; le roi avait repoussé toutes les propositions que lui avait faites Rouillé d'accepter un échange en Italie, et de faciliter ainsi la paix. Il l'avait chargé de répondre à son grand-père qu'après s'être défendu jusqu'à l'extrémité en Espagne, il passerait avec toute sa famille en Amérique pour s'y défendre encore. Noailles alla rendre compte au roi, à Marly, de tout ce qu'il avait vu, puis il revint au mois de novembre prendre le commandement de l'armée de Roussillon, qui était portée jusqu'à cinquante escadrons et quarante bataillons (2).

Stanhope commençait à se repentir d'avoir amené l'archiduc à Madrid, et d'y avoir attendu trop long-temps l'arrivée des Portugais; Galloway avait été rappelé; lord Portmore,

(1) Saint-Simon, T. IX, p. 25.

(2) W. Coxe, T. II, ch. 18, p. 42. — Saint-Simon, T. IX, p. 25. — *San Phel.*, T. II, p. 32. — Noailles, T. LXXIII, p. 18. — *Lord Mahon*, ch. 8, p. 324.

Digitized by Google

qui devait le remplacer, n'était point arrivé, et les généraux portugais ne songeaient pas même à faire en Castille une pointe aussi hasardeuse. L'archiduc ne possédait dans ce royaume que le terrain que couvraient les pieds de ses chevaux. Bientôt Vendôme, à la tête de vingt-quatre mille hommes, s'empara du pont d'Amaraz sur le Tage, et rendit impossible la réunion de l'armée portugaise si elle avait eu le courage de la tenter; en même temps Noailles entrait en Catalogne du côté du Roussillon. Les alliés s'étaient proposé de passer l'hiver à Tolède, ville très forte, entourée de trois côtés par le Tage, d'où ils auraient fatigué leurs adversaires. Mais lorsque Charles III connut l'entrée des Français en Catalogne, il voulut à tout prix aller rejoindre sa femme, princesse de Volfenbuttel, qui avait renoncé à la religion luthérienne pour l'épouser. Il quitta son armée le 9 novembre, emmenant deux mille chevaux pour lui servir d'escorte, qui faisaient grande faute à ceux qu'il laissait derrière lui. Les alliés, à leur tour, évacuèrent Madrid le 18 novembre, et ils purent entendre, dans leur retraite, toutes les cloches de la capitale mises en branle pour célébrer sa délivrance. Ils s'arrêtèrent quelque temps encore en Castille; quand leurs troupes évacuèrent Tolède, elles mirent le feu au magasin de poudre qu'elles avaient établi dans l'Alcazar, et ruinèrent ainsi ce magnifique édifice. Enfin le 3 décembre elles se mirent en marche pour l'Aragon, chargées à leur départ des malédictions de toute la Castille (1).

Les alliés avaient à traverser, dans leur retraite, un pays pauvre et dépourvu de vivres; ils étaient donc obligés de marcher en colonnes fort éloignées les unes des autres pour recueillir tout ce que le pays pouvait leur fournir de nourriture; d'ailleurs ils croyaient n'avoir à craindre les attaques que de quelques corps de partisans. Mais à la nouvelle de leur retraite, Vendôme s'était mis à leur poursuite; ses Espagnols avançant, malgré toutes les privations, avec une extrême ra-

(1) *Lord Mahon*, ch. 8, p. 330. — *San Phelipe, Comentarios*, T. II, p. 33-44. — W. Coxe, T. II, ch. 18, p. 54. — Noailles, T. LXXIII, p. 32. — Saint-Simon, T. IX, p. 26.

Digitized by Google

pidité. Il passa à la nage la rivière de Henares avec sa cavalerie, tandis que son infanterie traversait le pont de Guadalajara. Il atteignit d'abord le général Stanhope qui, avec cinq mille Anglais, s'était retranché comme il avait pu dans la petite ville de Brihuega. Toute communication lui était déjà coupée avec Stahremberg, qui, avec la division allemande, était à Villaviciosa, à cinq lieues au delà. Les Anglais se défendirent bravement dans Brihuega, pendant toute la journée du 9 décembre ; mais le soir, ayant épuisé leurs munitions, ils furent obligés de se rendre prisonniers de guerre. Le 10, Vendôme marcha au-devant de Stahremberg, qui, de son côté, s'avançait de Villaviciosa, pour venir au secours de Stanhope. Quoique le général allemand n'eût plus guère que treize mille hommes à opposer à vingt mille, sa résistance fut obstinée ; Vendôme lui-même crut quelque temps la bataille perdue ; le nombre des morts, dans chaque armée, montait à quatre mille, quand la nuit sépara les combattants. Mais quelque honneur qu'on puisse rendre à la valeur et à l'habileté de Stahremberg, la bataille de Villaviciosa eut pour lui toutes les conséquences d'une défaite. Dans la nuit qui suivit il encloua ses canons, qu'il était obligé de laisser en arrière. et commença sa retraite à marche forcée ; il passa par Saragosse, mais il reconnut l'impossibilité de s'y maintenir ; il en repartit en février, toujours harcelé par la cavalerie des guerillas, et il arriva à Barcelonne avec à peine sept mille hommes. Dans le même temps le duc de Noailles avait attaqué, avec l'armée française, l'importante place de Gironne, qui se rendit à lui le 25 janvier. Balaguer se rendit aux troupes de Philippe, et en peu de semaines il ne resta plus à Charles III, de toute la Catalogne, que les deux forteresses maritimes de Tarragone et de Barcelonne (1).

(1711.) Lorsque les nouvelles des victoires de Philippe V et de Vendôme arrivèrent à Versailles, on crut s'y sentir soulagé de cette longue oppression, de cet enchaînement de re-

(1) *Lord Mahon*, ch. 8, p. 332-346. — *San Phelipe*, T. II, p. 49-60. — W. Coxe, ch. 18, p. 36. — Noailles, p. 41. — Saint-Simon, T. IX, p. 28.

Digitized by Google

vers et d'humiliations, qui pesaient depuis si long-temps sur la France. « Voici, ce me semble, écrivait Mme de Maintenon » à la princesse des Ursins, une campagne bien importante, » les ennemis fort près de nous, et qui, selon les apparences, » feront leurs derniers efforts pour nous réduire à une mau- » vaise paix. D'un autre côté, nos arrangements sont meil- » leurs que les autres années, et nous espérons nous mettre » les premiers en campagne. Si Dieu veut nous secourir, nos » affaires peuvent en peu de temps prendre un aussi bon tour » que les vôtres. Mais, Madame, il faut que vous conveniez » que c'est un miracle que votre rétablissement (1). »

Les bruits sourds de ce qui se passait en Angleterre commençaient à rendre un semblable miracle probable. Une révolution de cour avait changé le ministère anglais : la reine Anne, en renvoyant la duchesse de Marlborough, sa favorite, avait aussi écarté les whigs du pouvoir pour les remplacer par les tories ; ils étaient assurés de la majorité dans le parlement qu'elle avait ouvert le 7 décembre. Marlborough, arrivé à Londres le 8 janvier, n'avait point été complimenté par les deux chambres; son lieutenant, son bras droit, Cadogan, avait cessé d'être le ministre plénipotentiaire de l'Angleterre à Bruxelles. Bientôt on reçut une nouvelle non moins importante et également inattendue ; l'empereur Joseph était mort à Vienne, de la petite-vérole, le 17 avril 1711, dans sa trente-troisième année, appelant, par son testament, son frère, ce même Charles III qui se disait roi d'Espagne, à l'héritage de tous les États de la maison d'Autriche (2). Il semblait impossible que la grande alliance voulût continuer à combattre, non plus pour rétablir l'équilibre de l'Europe, mais pour le renverser. Toutefois Louis XIV n'était plus destiné à voir des jours heureux, et au moment où l'horizon politique semblait s'éclaircir pour la France, les plus cruelles calamités domestiques commencèrent à fondre sur lui.

(1) Lettre du 22 février 1711, T. II, p. 15.

(2) La Hode, L. LXI, p. 144. — Lamberty, T. VI, p. 623. — Saint-Simon, T. IX, p. 231.

FIN DU TOME DIX-HUITIÈME.

Digitized by Google

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## ET ANALYTIQUE

## DU TOME DIX-HUITIÈME.

## LA FRANCE SOUS LES BOURBONS.

CHAPITRE XXXIII. *Orgueil croissant du roi; incamérations aux dépens de l'Empire et de l'Espagne; brouilleries avec Rome; les quatre articles; mort de la reine; mariage secret de madame de Maintenon; bombardement d'Alger; courte guerre contre l'Espagne; trêve de Ratisbonne; bombardement de Gênes, arrivée de son doge à Versailles.* — 1679-1685. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *Page* 1

1679. L'orgueil du roi excite la jalousie de toute l'Europe; ses dépenses exorbitantes. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Impôts excessifs levés sur le peuple pour subvenir à tant de profusions. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 2

Degré réel de misère; un salaire suffisant était pourtant toujours offert pour le travail. . . . . . . . . . . . . . . . . 3

Sans machines, sans magasins combles, sans capitaux, la détresse moindre qu'elle ne serait aujourd'hui. . . . . . . . . . 4

Mariages de la reine d'Espagne, de Mlle de Blois, du Dauphin, avec une princesse de Bavière. . . . . . . . . . . . . 5

1680. Maison de la Dauphine; Mme de Maintenon nommée sa dame d'atour. *ib.*

Crédit extraordinaire de Mme de Maintenon sur le roi; elle le domine par la dévotion. . . . . . . . . . . . . . . . . 7

Retraite pieuse du roi et de Mme de Montespan, et leur entrevue racontée par M. de Caylus. . . . . . . . . . . . . . 8

Désordre dans les mœurs; friponnerie, fausse monnaie, improbité générale . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 9

Fréquence des empoisonnements; 17 juillet 1676, supplice de la marquise de Brinvilliers. . . . . . . . . . . . . . . 10

Digitized by Google

1680. La Voisin et ses complices ; 11 janvier 1680, chambre ardente pour les empoisonnements. . . . . . . . . . . . . . *Page* 11
Nombreuses arrestations de gens de qualité ; on ne trouve chez eux pas de crime. . . . . . . . . . . . . . . . . . 12
Disgrâce de Pomponne ; novembre 1679, son successeur, Colbert de Croissi, seconde la hauteur du roi. . . . . . . . . . 13
Armements du roi ; son voyage sur les frontières ; nouvelles forteresses qu'il bâtit partout. . . . . . . . . . . . . . . 14
Chambres de réunion ; la noblesse immédiate et les villes impériales du Rhin unies à la France. . . . . . . . . . . . . 15
Ordonnance de la marine ; faiblesse des deux Charles II d'Espagne et d'Angleterre. . . . . . . . . . . . . . . . . 16
Louis excite les mécontents en Angleterre et en Hongrie ; sa haine des jansénistes. . . . . . . . . . . . . . . . . . 17
Intention arrêtée de détruire la réforme ; Pellisson chargé d'acheter des conversions. . . . . . . . . . . . . . . . . . 19
Caisse des économats, grossie par la régale ; prix des conversions ; on cesse de les payer. . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Ordonnance contre les relaps ; rigueurs croissantes ; les enfants reçus à sept ans à se convertir. . . . . . . . . . . 20
Enfants enlevés à leurs parents ; conduite de Mme de Maintenon ; ses premiers sentiments. . . . . . . . . . . . . . . 21
Le clergé français soutient le roi contre Innocent XI dans ses prétentions sur la régale. . . . . . . . . . . . . . . . 22
La cour de Rome et le clergé de France en différend sur l'autorité épiscopale et sur la régale. . . . . . . . . . . . . 23
1681. Rapport de l'archevêque de Reims, le Tellier, sur la régale ; bref du pape condamné comme un libelle. . . . . . . . . . 24
9 novembre. Bossuet fait l'ouverture de l'assemblée du clergé ; son caractère. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 25
Quelques réformes apportées par le clergé à l'exercice du droit de régale par le roi. . . . . . . . . . . . . . . . . . 26
1682. Les quatre propositions, rédigées par Bossuet, qui limitent le pouvoir de Rome. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 27
L'assemblée demande au roi de travailler à la conversion des huguenots ; nouvelles rigueurs. . . . . . . . . . . . . . 28
Projet du roi sur les États de Savoie, en mariant Victor-Amédée à l'héritière de Portugal. . . . . . . . . . . . . . . 29
Ce projet déjoué ; Casal vendu à la France par le duc de Mantoue, qui désavoue son agent. . . . . . . . . . . . . . . 30
Cet agent, le comte de Mattioli, n'a pu être l'homme au masque de fer ; ce qu'on sait de ce personnage mystérieux, *note*. . . . *ib.*
Bombardement de Chio, d'Alger ; entreprise sur le duché de Luxembourg. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 32
La dureté de Louis XIV s'accroit depuis sa conversion ; il se croit l'homme de la Providence. . . . . . . . . . . . . . 33

Digitized by Google

1682. Négociation avec Mademoiselle pour qu'elle enrichisse le duc du Maine, pour prix de la liberté de Lauzun. . . . . . . *Page* 34
1683. Le roi se rapproche de la reine; caractère de cette princesse; sa jalousie sur toute chose. . . . . . . . . . . . . . . 35
30 juillet. Mort inattendue de la reine; le roi plus attendri qu'affligé. . . . . . . . . . . . . . . . . . 36
Esprit du roi; sa réserve et sa grâce; son besoin d'esprit et d'affections domestiques. . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Ennui du roi; son goût croissant pour Mme de Maintenon; son mariage secret (1685). . . . . . . . . . . . . . . 37
6 septembre. Mort de Colbert, ni le roi ni le peuple ne rendent justice à son mérite. . . . . . . . . . . . . . . 38
Révolution au levant de l'Europe; 14 juillet, Vienne assiégée par les Turcs; 12 septembre, délivrée par Sobieski. . . . . . 39
L'armée du roi en mouvement; 2 novembre, prise de Courtrai, puis de Dixmude. . . . . . . . . . . . . . . . . . 40
Bombardement de Luxembourg; Louis fait des bombardements son moyen habituel de guerre. . . . . . . . . . . . . 41
20 et 21 septembre. Bombardement d'Alger, boucherie effroyable dans ses rues; paix d'Alger. . . . . . . . . . . . . 42
1684. L'Espagne avait déclaré la guerre sans moyens de la faire; humiliation profonde de cette monarchie. . . . . . . . . . 43
L'empereur accablé de revers; le roi d'Angleterre trahit l'Europe et son pays; hésitation en Hollande. . . . . . . . . . 44
Ravages et incendies de l'armée française; Oudenarde bombardé; Luxembourg pris. . . . . . . . . . . . . . . . . 45
Le roi retourne à Versailles; Bellefonds menace les frontières d'Espagne; négociations du comte d'Avaux. . . . . . . . 46
29 juin. Traité de médiation des Hollandais; 15 août, trêve de Ratisbonne pour vingt ans. . . . . . . . . . . . . 47
Louis XIV cherche querelle à Gênes, à cause de son attachement à l'Espagne. . . . . . . . . . . . . . . . . . 48
Seignelai, ministre de la marine, paraît le 17 mai devant Gênes avec une puissante flotte. . . . . . . . . . . . . 49
Seignelai accuse les Génois d'avoir offensé la France; il est réfuté par la députation génoise. . . . . . . . . . . . . 50
17 au 22 mai. Bombardement de Gênes; le feu recommence; descentes repoussées. . . . . . . . . . . . . . . . 51
La flotte se retire; terreur dans toute l'Europe; conduite arrogante du roi. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 53
Ambassade d'Alger, de Siam; siége de Bude; succession de Jacques II au trône d'Angleterre. . . . . . . . . . . 54
1685. 12 février. Traité de paix avec Gênes; ses conditions plus arrogantes qu'onéreuses. . . . . . . . . . . . . . . . 55
15 mai. Le doge de Gênes à Versailles; il est reçu à l'audience du roi. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 56

Digitized by Google

Chapitre XXXIV. *Persécutions des protestants; dragonnades; révocation de l'édit de Nantes; émigrations; ligue d'Augsbourg pour résister à la France; assemblées du désert; crédit croissant des jésuites; querelle avec le pape sur les franchises des ambassadeurs; saisie d'Avignon.* — 1685-1688. . . . . . . . . . . . . *Page* 57

1685. Ce que les dévots nommèrent la conversion de Louis XIV; il avait toujours été soumis à l'Église . . . . . . . . . . . . *ib.*

Éducation qu'il s'était donnée à lui-même pour l'art de la guerre, l'histoire, les arts et le goût. . . . . . . . . . . . *ib.*

Son siècle s'était formé sans lui, mais son influence sur le goût fut heureuse. . . . . . . . . . . . . . . . . . 58

Son ignorance de la morale religieuse; les dévots ne lui prêchent que la continence et l'extirpation de l'hérésie. . . . . . . . 59

Flatteries dont l'enivrent les prédicateurs de cour, Bossuet, Fléchier et les autres. . . . . . . . . . . . . . . . . . 61

Le roi se croit l'agent immédiat de la Divinité; persécutions religieuses. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Querelle avec Innocent XI et les ultramontains; haine du roi pour les jansénistes. . . . . . . . . . . . . . . . . 62

Retour de la crainte à l'amour exalté de Dieu; quiétistes, Molinos, Mme Guyon, Fénelon. . . . . . . . . . . . . . . 63

Condamnation de Molinos; Louis XIV se défie des quiétistes; il se décide à abattre les huguenots. . . . . . . . . . . . 64

Sourde persécution des huguenots pendant dix années; destruction successive des temples et des écoles. . . . . . . . . . 65

Situation déplorable des pères de famille protestants, exclus de toutes les professions. . . . . . . . . . . . . . 66

Obsessions auxquelles ils sont exposés dans leurs maladies; leurs enfants séduits; émeutes contre eux. . . . . . . . . . 67

Louvois se charge de hâter les conversions par la terreur; premières dragonnades en Poitou 1681. . . . . . . . . . . . 68

Partialité recommandée aux intendants; assiette des tailles; les huguenots solidaires pour les catholiques. . . . . . . . . 69

Logements des dragons chez les huguenots; leurs violences; nombreuses conversions en Poitou. . . . . . . . . . . . . 70

Violences en Dauphiné et Vivarais; les dragonnades recommencent en Béarn, 1684. . . . . . . . . . . . . . . . . 71

Prédications de l'évêque de Lescar; tourments infligés aux Béarnais par les dragons. . . . . . . . . . . . . . . . 72

Conversion de tout le Béarn; les Cévenoles et Dauphinois rouvrent leurs églises en juillet 1683. . . . . . . . . . . . . 73

Les assemblées des huguenots sabrées; la vie offerte aux captifs s'ils se convertissent; ils la refusent. . . . . . . . . . 74

1685. Les rigueurs redoublent ; supplice des ministres ; pouvait-on cacher ces détails au roi? . . . . . . . . . . . . . . *Page* 75
Les dragonnades étendues à tout le royaume, dans l'espoir que les enfants des convertis par force seraient bons catholiques. . . 76
Avertissement donné aux huguenots avant l'arrivée des dragons; conduite de ceux-ci. . . . . . . . . . . . . . . 77
Soumission du grand nombre; constance de plusieurs dans les prisons et les supplices. . . . . . . . . . . . . . . . 78
Suite d'édits cruels contre les réformés ; 2 octobre, révocation de l'édit de Nantes. . . . . . . . . . . . . . . . . . 79
Admiration pour cette révocation qu'expriment et Bossuet et Fléchier. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 80
Approbation du père La Chaise, de Mme de Maintenon, de Mme de Sévigné. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 81
Analyse de l'édit de révocation; dernières rigueurs exercées dans tout le royaume. . . . . . . . . . . . . . . . 82
Nombreuse émigration parmi les marchands, les manufacturiers, les soldats et les matelots. . . . . . . . . . . . . . . 83
Résultat général, un million de prétendus nouveaux convertis, trois cent mille émigrés, autant périssent. . . . . . . . . . 84
Cruautés de Jacques II en Angleterre; fêtes à Versailles; bombardement de Tripoli. . . . . . . . . . . . . . . . . 85
Les Turcs perdent de leur vigueur; princes français qui vont les combattre sous l'empereur. . . . . . . . . . . . 86
1686. Victoires de Sobieski sur les Turcs; la paix du Levant devient probable ; efforts du prince d'Orange pour en profiter. . . . . 87
Prétentions de Louis XIV, au nom de la duchesse d'Orléans, sur le Palatinat; 9 juillet, ligue d'Augsbourg. . . . . . . . . 88
Mme de Maintenon empêche le roi d'attaquer les alliés; caractère et bornes de son influence. . . . . . . . . . . . . . . 89
Louis ne sentait plus en lui ni dans son royaume la surabondance de forces d'autrefois. . . . . . . . . . . . . . . 90
La ruine des protestants et la cessation de leurs travaux, grande cause de la misère commune. . . . . . . . . . . . . 91
Rigueurs contre les nouveaux convertis relaps; leurs corps traînés sur la claie. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 92
Renouvellement du zèle des huguenots ; assemblées du désert ; elles sont dissipées à coups de sabre. . . . . . . . . . . . 93
Louis engage ses voisins à persécuter aussi ; Jacques II en Angleterre ; Victor-Amédée II en Piémont. . . . . . . . . . 94
Horribles cruautés du juge Jeffreys, que Jacques II approuve et dirige. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 95
Victor-Amédée, avec l'aide de troupes françaises, attaque les Vaudois; il les chasse, puis les rappelle. . . . . . . . . . 96
Misère des laboureurs; les gentilshommes et les couvents en ressentent le contre-coup. . . . . . . . . . . . . . . . 97

Digitized by Google

1686. Colléges de cadets pour la noblesse pauvre ; école de Saint-Cyr pour les demoiselles pauvres. . . . . . . . . . . . . *Page* 98
Retour des princes de Conti ; leur disgrâce pour des lettres interceptées. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 99
11 décembre. Mort du grand Condé ; le roi subit l'opération de la fistule. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 100
1687. Progrès du père La Chaise dans la faveur du roi ; il obtient la feuille des bénéfices. . . . . . . . . . . . . . . . . . 101
Disputes avec le saint-siége ; Guillaume de Furstemberg fait cardinal malgré le pape. . . . . . . . . . . . . . . . 102
Affaire des franchises ; Innocent XI y fait renoncer tous les autres ambassadeurs. . . . . . . . . . . . . . . . . . 103
Louis refuse de renoncer aux franchises de son ambassadeur, et charge Lavardin de les soutenir. . . . . . . . . . 104
16 novembre. Entrée de Lavardin à Rome ; il est traité comme excommunié ; autres disputes. . . . . . . . . . . . *ib.*
1688. 22 janvier. Appel de la France au futur concile ; violence de l'avocat général Talon. . . . . . . . . . . . . . . . . 106
Louis XIV, enivré d'orgueil par vingt-sept ans de succès, veut effrayer le pape. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 107
Il compte sur les succès de Jacques II qui travaille à se rendre absolu et à convertir son royaume. . . . . . . . . . . 108
Louis veut faire Guillaume de Furstemberg électeur de Cologne; manifeste du roi contre le pape. . . . . . . . . . . 109
7 octobre. Les troupes françaises s'emparent d'Avignon ; tout le clergé de France s'unit au roi. . . . . . . . . . . . 111
La révolution commence en Angleterre, et avec elle les revers de Louis XIV dans la seconde moitié de son règne. . . . . . *ib.*

CHAPITRE XXXV. *Révolution en Angleterre; Louis fait attaquer Philipsbourg et incendier le Palatinat; les Impériaux prennent Mayence et Bonn ; défaite de Jacques II en Irlande ; victoires de Luxembourg à Fleurus, de Tourville à Sainte-Hélène, de Catinat à la Staffarde; prise de Mons, prise de Nice; mort de Louvois* — 1688-1691. . . 112

1688. Deux volumes ne peuvent offrir qu'un abrégé de l'histoire de Louis XIV ; lacunes dans notre récit. . . . . . . . . . *ib.*
Nous nous proposons seulement de présenter la vie politique de la France ; son action sur les autres peuples et sur elle-même. . . 113
Trois périodes ; minorité de Louis XIV; sa puissance et sa gloire ; ses revers. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Puissance de Louis dans ses premières guerres, quand Lionne, Colbert et Louvois le servaient. . . . . . . . . . . . 114
Fausse gloire de vouloir être seul contre tous ; les ligues de ses ennemis deviennent toujours plus puissantes. . . . . . . . 115

Digitized by Google

1688. Nécessité de cultiver la bienveillance des voisins; un seul contre tous finit toujours par succomber. . . . . . . . . . *Page* 116
Folles dépenses en bâtiments; travaux ruineux pour détourner la rivière d'Eure. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 117
Louis veut faire élire de force le cardinal de Furstemberg à quatre évêchés; fenêtre de Trianon. . . . . . . . . . . . . 118
Jacques II ligué avec Louis contre son propre peuple; ses efforts pour abolir la réforme en Angleterre. . . . . . . . . . . 119
18 juin. Arrestation des évêques anglicans; 20 juin, naissance du prince de Galles. . . . . . . . . . . . . . . . . 121
Tous les protestants le regardent comme un enfant supposé; 10 juillet, le prince d'Orange invité par les Anglais. . . . . . . . *ib.*
15 novembre. Débarquement du prince d'Orange en Angleterre avec une armée allemande. . . . . . . . . . . . . . 122
25 septembre. Campagne du Dauphin en Allemagne; 29 octobre, il prend Philipsbourg. . . . . . . . . . . . . . . . 123
3 décembre. Louis déclare la guerre à la Hollande; progrès de la révolution en Angleterre. . . . . . . . . . . . . . 125
1689. 7 janvier. Arrivée de Jacques II fugitif à Saint-Germain; Guillaume d'Orange roi d'Angleterre. . . . . . . . . . . . . 126
Inquiétudes sur l'Espagne et la Savoie; danger pour toutes les provinces maritimes. . . . . . . . . . . . . . . . . 127
Soucis du roi; irritation des Allemands; pénurie du trésor; embarras du contrôleur-général. . . . . . . . . . . . . 128
Le Pelletier cède le contrôle à Pontchartrain; train de la cour; libéralités au roi d'Angleterre. . . . . . . . . . . . . 129
Plus on voyait le roi Jacques, moins on l'estimait; fêtes qu'on lui donne; tristesse du carnaval. . . . . . . . . . . . . 130
8 février. Première représentation d'*Esther* à Saint-Cyr; allusions dans cette pièce. . . . . . . . . . . . . . . . . 131
Mort de la reine d'Espagne; ordre donné de détruire le Palatinat. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 132
Incendie du Palatinat, horreur qu'il inspire; Louis XIV empêche Louvois de brûler Trèves. . . . . . . . . . . . . . 133
Louvois se perd dans l'esprit du roi; peu de succès du marquis d'Humières son ami. . . . . . . . . . . . . . . . 134
Duras à l'armée du Rhin; cruautés de Feuquières qui commande sous lui. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 135
Les Français perdent Mayence et Bonn; petits faits d'armes en Catalogne et en Piémont. . . . . . . . . . . . . . . 136
Jacques II appelé en Irlande; il demande Lauzun au roi; il prend terre à Kinsale le 17 mars. . . . . . . . . . . . . 137
12 août. Mort du pape Innocent XI; Louis en profite pour faire sa paix avec Rome. . . . . . . . . . . . . . . . . 138
Tristesse de la cour et du royaume; fonte de l'argenterie, emprunts et tontine. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 139



Digitized by Google

1689. La galanterie bannie de la cour; retraite finale de Mme de Montespan. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . Page 140
1690. 20 avril. Mort de la Dauphine; Lauzun envoyé en Irlande; habileté de Schomberg qui lui tient tête. . . . . . . . . . . . 141
11 juillet. Bataille de la Boyne; Jacques chassé d'Irlande par Guillaume III; guerre des Turcs. . . . . . . . . . . . . . 142
Distribution des armées; Luxembourg en Flandre; 1er juillet, bataille de Fleurus. . . . . . . . . . . . . . . . . . 143
10 juillet. Victoire de Tourville à Sainte-Hélène sur les Anglais et les Hollandais réunis. . . . . . . . . . . . . . . . 145
Guerre d'extermination de Catinat et Feuquières, contre les Vaudois, ou Barbets du Piémont. . . . . . . . . . . . . . . . 146
Vexations insultantes de Louvois qui forcent le duc de Savoie à rechercher les alliés. . . . . . . . . . . . . . . . . 147
10 juin. Les Français descendent dans les plaines de Piémont; férocité de l'armée. . . . . . . . . . . . . . . . . . ib.
Catinat, pour tirer le duc de Savoie du camp de Carignan, détruit Pancalier et Cavours. . . . . . . . . . . . . . 149
17 août. Catinat menace Saluces du même sort, et revient en arrière pour tenir tête au duc. . . . . . . . . . . . . . 150
18 août. Bataille de la Staffarde, gagnée par Catinat; 13 novembre, il prend Suse. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . ib.
1691. 21 mars. Louis XIV attaque Mons avec cent mille hommes, tandis que Guillaume est à la Haye. . . . . . . . . . . . 152
7 avril. Mons se rend, après avoir été bombardé sous les yeux de Louis, qui retourne à Versailles. . . . . . . . . . . 153
Affaires de Rome; emprunts; mort de Seignelai, remplacé à la marine par Pontchartrain. . . . . . . . . . . . . . . 154
Inaction de Luxembourg; combat brillant de Leuze; Liége bombardée; de Lorges inutile sur le Rhin. . . . . . . . . 155
Brouillerie de Catinat et Feuquières; conquête de Nice; échec de Feuquières devant Coni. . . . . . . . . . . . . . . 156
Génie de Louvois pour le ministère de la guerre; sa dureté et son mauvais cœur. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 157
Le roi prend Louvois en aversion; le ministre sent qu'il est perdu; ordre de le mettre à la Bastille. . . . . . . . . . . . 158
16 juillet. Sa mort subite en quittant le roi; soupçons de poison; le roi y eut-il part. . . . . . . . . . . . . . . . 159
Autres explications; contentement que le roi laisse percer d'en être délivré. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 160
Le ministère de la guerre offert à Chamley, qui refuse, et fait nommer Barbezieux, fils de Louvois. . . . . . . . . . 162

Digitized by Google

CHAPITRE XXXVI. *Cour de Louis XIV; le roi marie ses enfants naturels; prise de Namur; victoires de Steinkerque, de Neerwinden et de la Marsaille; misère croissante et besoin extrême de paix; le roi ordonne à ses généraux de se tenir sur la défensive; mort du maréchal de Luxembourg.* — 1691-1695. . . . . . . . . . . *Page* 163

1691. Pourquoi l'histoire se réduisait aux seuls faits militaires; toute vie cesse dans les provinces. . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Toutes les provinces avaient les yeux fixés sur la cour; l'histoire de la cour demeure seule. . . . . . . . . . . . . . . 164

Grande affaire de la cour; mariage des enfants légitimes du roi; les princesses. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Le roi veut marier la cadette des princesses au duc de Chartres; adresse dont il a besoin. . . . . . . . . . . . . . 165

1692. 9 janvier. Le roi offre M^lle de Blois au duc de Chartres, qui se déconcerte et accepte. . . . . . . . . . . . . . . 166

Appartement; le mariage y est annoncé; orgueil et colère de Madame. . . . . . . . . . . . . . . . . . 167

Immense dot donnée à la duchesse de Chartres; le duc du Maine épouse une fille du prince de Condé. . . . . . . . . 169

Politesse exquise du roi; voyages de Marly; querelles de préséance entre les grands. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Ordres donnés par Louis XIV à la fin de la campagne de 1691; il veut commander encore son armée. . . . . . . . . . . 171

17 mai. Louis, avec une puissante armée, investit Namur, qu'il prend le 5 juin, et le château le 1^er juillet. . . . . . . . . 172

Guillaume III témoin de cette prise; ses troupes avaient l'année précédente vaincu les jacobites en Irlande. . . . . . . . . 173

Quinze mille Irlandais passent en France; armée à la Hogue destinée à débarquer en Angleterre. . . . . . . . . . . 174

Bataille navale, 28 mai, de Tourville devant la Hogue; destruction de la flotte française. . . . . . . . . . . . . . . 175

1689-1692. Guerre de brigandage à laquelle Noailles est réduit sur la frontière de Catalogne. . . . . . . . . . . . . . 176

8 et 22 juillet. Bombardement de Barcelonne et Alicante; les Catalans aliénés pour jamais. . . . . . . . . . . . . . 177

Faiblesse de Catinat en Piémont; le duc et Eugène de Savoie entrent en Dauphiné; vengeances. . . . . . . . . . . . 178

3 août. Le maréchal de Luxembourg attaqué à Steinkerque par Guillaume III; il le repousse. . . . . . . . . . . . 179

Épuisement de la France toujours plus douloureux; désir ardent de la paix. . . . . . . . . . . . . . . . . . 180

1693. Négociation avec le pape Innocent XII; rétractation des quatre propositions de 1682. . . . . . . . . . . . . . . 182

Digitized by Google

1693. Les bulles obtenues; les prélats prétendent ne s'être pas rétractés; promotions dans l'armée. . . . . . . . . . . . *Page* 183
Immense état militaire de la France; fondation de l'ordre de Saint-Louis. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 184
Mauvaise récolte; disette; le roi se rend, en juin, à l'armée de Flandre, pour assiéger Liége. . . . . . . . . . . . . 185
Il quitte inopinément son armée et revient à Versailles; manœuvres du maréchal de Luxembourg. . . . . . . . . . . . 186
29 juillet. Bataille de Neerwinden; forte position de Guillaume III; acharnement des deux parts. . . . . . . . . . . . . 187
Les alliés sont défaits, mais la perte est énorme de part et d'autre; Guillaume III se relève après les revers. . . . . . . . . 188
11 octobre. Prise de Charleroi; 21 mai, pillage d'Heidelberg; souffrances des habitants fugitifs. . . . . . . . . . . . . 189
Le Dauphin, avec quatre-vingt mille hommes, ne fait rien sur le Rhin; 9 juin, Noailles se rend maître de Roses. . . . . . 190
Catinat défend les Hautes-Alpes jusqu'à la fin de septembre; cruautés du soldat dans cette guerre. . . . . . . . . . . . . 192
29 septembre. Catinat à Veillane; il brûle la Vénerie, Rivoli, et tout le pays autour de Turin. . . . . . . . . . . . . 193
4 octobre. Bataille de la Marsaille; déroute des alliés, massacre après la victoire. . . . . . . . . . . . . . . . . 194
Louis XIV veut que Catinat assiége Coni; désastres que prévoit le général; le roi cède. . . . . . . . . . . . . . . . 195
27 juin. Destruction de la flotte anglaise de Smyrne; 30 novembre, machine infernale à Saint-Malo. . . . . . . . . . . . 196
Caractère du maréchal de Luxembourg; son procès de préséance avec les autres ducs. . . . . . . . . . . . . . . . . 197
1694. Importance qu'attachent les pairs à cette distinction futile; rôle que joue le jeune duc de Saint-Simon. . . . . . . . . . . 198
Origine de Saint-Simon; faveur du parlement pour Luxembourg; le roi évite de se prononcer. . . . . . . . . . . . . . 199
Autres procès de préséance; rang accordé aux princes légitimes au-dessus des pairs. . . . . . . . . . . . . . . . . . 200
Distribution des armées; pauvreté qui oblige à garder la défensive; campagne de Flandre. . . . . . . . . . . . . . . 201
Campagne du Rhin; misère du pays; Catinat condamné à l'immobilité sur les montagnes. . . . . . . . . . . . . . . 203
Les Alpes ruinées par Catinat, et les plaines du Piémont par Victor-Amédée; Noailles en Roussillon. . . . . . . . . . . *ib.*
26 mai. Victoire de Noailles sur les Espagnols au passage du Ter; prise de Palamos et Girone. . . . . . . . . . . . . . . 205
Louis presse Noailles d'entreprendre le siége de Barcelonne, sans lui en fournir les moyens. . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
17 juin. Descente des Anglais près de Brest, repoussée; 22 juillet, les Anglais brûlent Dieppe. . . . . . . . . . . . . . 207

Digitized by Google

1694. 31 juillet. Bombardement du Havre; 22 septembre, de Dunkerque, de Calais. . . . . . . . . . . . . . . . . . . *Page* 208
Retour des généraux à Paris, mœurs du maréchal de Luxembourg; sa mort, 4 janvier 1695. . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

CHAPITRE XXXVII. *Férocité croissante des armées; négociations secrètes avec le duc de Savoie; sa défection, suivie de la neutralité de l'Italie; dernières conquêtes des Français en Espagne et en Flandre; paix de Ryswick; persécutions des quiétistes et de Fénelon jusqu'à la fin du* XVII*e siècle.* — 1695-1700. . . . . . . . . . . . . 210

1695. La longueur de la guerre rétablit l'équilibre entre les forces, et augmente la cruauté des combattants. . . . . . . . . . . *ib.*
Exaspération universelle; avantages que la France avait dus jusqu'alors à l'unité de vues. . . . . . . . . . . . . . . . . 211
Louis XIV veut détacher le duc de Savoie de la ligue par l'excès des souffrances qu'il lui inflige. . . . . . . . . . . . . . 212
Ce duc victime tour à tour de l'injustice et de l'arrogance des Français, de la cupidité des Allemands. . . . . . . . . . . *ib.*
Victor-Amédée maltraité par tous, a recours aux armes des faibles pour se défendre. . . . . . . . . . . . . . . . . . 214
Gropello, agent du duc de Savoie, entame, dès 1692, des négociations pour la neutralité de l'Italie. . . . . . . . . . . *ib.*
Tessé travesti à Turin, en novembre 1693; les motifs du ressentiment du duc contre la France. . . . . . . . . . . . 216
Les efforts du duc pour la neutralité de l'Italie, repoussés par l'empereur avec menaces. . . . . . . . . . . . . . . . . 217
25 juin. Siége de Casal par les alliés, concerté par le duc de Savoie avec la France; jeu meurtrier. . . . . . . . . . . . 218
9 juillet. Capitulation de Casal, qui est rasé; le duc demande à la France Pignerol. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 219
Ardent désir du roi pour la paix; ses offres de renoncer à ses conquêtes, rejetées. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 220
Mort de la reine Marie d'Angleterre, 7 janvier, Guillaume III continue à régner seul. . . . . . . . . . . . . . . . . . 221
Capitation; violences pour lever les impôts et enrôler les soldats; le roi ordonne de se tenir sur la défensive. . . . . . . . . *ib.*
Villeroi se retranche derrière de longues lignes pour couvrir la Flandre; Guillaume assiége Namur. . . . . . . . . . . 222
14 juillet. Vaudemont se retire devant les Français par la faute du duc du Maine; perte de Namur. . . . . . . . . . . . 223
13 août. Villeroi bombarde et brûle Bruxelles; inaction aux autres armées; bombardement des côtes. . . . . . . . . . . 224
1696. Succès des corsaires; misère publique, et petites économies qu'ordonne le roi. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 226

Digitized by Google

1696. 30 mai. Préliminaires secrètement signés par le duc de Savoie ; menaces dont il est l'objet. . . . . . . . . . . . . *Page* 227
11 juillet. Armistice avoué ; les alliés refusent la neutralité pour continuer à piller l'Italie. . . . . . . . . . . . . . . . 228
7 octobre. La neutralité d'Italie acceptée, moyennant une contribution des puissances neutres. . . . . . . . . . . . . 229
Louis XIV veut profiter du mécontentement qu'il observe en Angleterre . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 230
Berwick passe en Angleterre pour fomenter l'insurrection ; conspiration contre la vie de Guillaume. . . . . . . . . . . 231
25 février. Les conjurés dénoncés, peu d'heures avant l'assassinat projeté, et envoyés au supplice. . . . . . . . . . . 233
Berwick vient rendre compte à Louis de ce qui se prépare ; l'expédition manquée. . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Il ne se fait rien d'important aux armées de Flandre, du Rhin, de Catalogne et des côtes. . . . . . . . . . . . . . . 234
Guillaume III commence à se lasser de la guerre, et il prête l'oreille aux offres que fait la France. . . . . . . . . . . . 235
1697. 9 mai. Conférences ouvertes à Ryswick, l'empereur et l'Espagne annoncent des prétentions exorbitantes. . . . . . . . 237
Trois armées françaises aux Pays-Bas ; 15 mai-7 juin, siége et prise d'Ath ; inaction de Guillaume III. . . . . . . . . . . *ib.*
10 juin-26 juillet. Conférences de Portland et Boufflers ; conditions de la paix avec l'Angleterre arrêtées. . . . . . . . . 238
15 juin. Vendôme ouvre la tranchée devant Barcelonne ; langueur de don Carlos II ; impuissance de l'Espagne. . . . . . . 239
10 août. Capitulation de Barcelonne ; malgré les habitants, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte. . . . . . . . 240
30 avril. Pillage et ruine de Carthagène par des aventuriers français ; offres pacifiques de la France. . . . . . . . . . . 241
20 septembre. La paix signée à Ryswick entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande. . . . . . . . . . . . . 242
30 octobre. Paix avec l'empereur et l'empire ; ensemble des traités de Ryswick. . . . . . . . . . . . . . . . . 243
La paix de Ryswick était honorable par ses sacrifices même ; épuisement de la France. . . . . . . . . . . . . . . . 245
Tristesse des dernières années du siècle ; décadence constante du ministère de Louis XIV. . . . . . . . . . . . . . 246
Croissy remplacé, en 1696, par son fils Torcy ; Barbezieux faible remplaçant de Louvois. . . . . . . . . . . . . . . 247
Ministère de Pelletier aux finances, et de son successeur Pontchartrain ; emprunts. . . . . . . . . . . . . . . . . 248
Expédients ruineux ; efforts pour rétablir l'ordre ; Louis XIV ne peut réprimer son goût pour le faste. . . . . . . . . . . 249
Marie-Adélaïde de Savoie, duchesse de Bourgogne, élevée par Mme de Maintenon ; désordre dans la maison royale. . . . . . 251
Digitized by Google

1697. 7 décembre. Célébration de son mariage; magnificence que Louis exige des courtisans; présents splendides. . . . . . *Page* 252
27 juin. Double élection d'un roi de Pologne; le prince de Conti et Frédéric-Auguste de Saxe. . . . . . . . . . . . . . 253
Conti à Dantzig; il revient en France; fêtes et profusions pour divers mariages. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 254
1698. Septembre. Camp de soixante mille hommes à Compiègne; dépense extravagante du trésor et des courtisans. . . . . . . . 255
1688-1698. Le roi se plonge dans les querelles religieuses; ce qu'était le quiétisme qu'il veut extirper. . . . . . . . . . . . . 257
Ce qu'était Mme Guyon; ses extases, son éloquence religieuse; intérêt qu'elle inspire. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Première captivité de Mme Guyon (1688); ses relations avec la duchesse de Béthune et Mme de Maintenon. . . . . . . . . 259
Fénelon se lie avec elle; précepteur du duc de Bourgogne, il réussit à dompter son caractère violent. . . . . . . . . . . . 260
Bossuet jaloux de Fénelon; Mme Guyon communique ses écrits à Bossuet et demande ses conseils. . . . . . . . . . . . 261
Pureté et soumission reconnues de Mme Guyon; conférences et articles d'Issy. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 262
Fuite et nouvelle captivité de Mme Guyon; dissentiment entre Bossuet et Fénelon sur l'amour pur. . . . . . . . . . . 263
Écrits de Bossuet et de Fénelon, arrogance de Bossuet; intolérance que confesse Fénelon. . . . . . . . . . . . . . . 264
Esprit de persécution universel; violence de Bossuet contre le livre des *Maximes des Saints*. . . . . . . . . . . . . 265
Fénelon en appelle au pape (27 avril 1697); il est exilé à Cambrai (1er août). . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 266
Les abbés de Chanterac et de Bossuet opposés l'un à l'autre à Rome; polémique en France. . . . . . . . . . . . . . . 267
Examen à Rome du livre des *Maximes*, partage des juges; le roi frappe les amis de Fénelon. . . . . . . . . . . . . . 268
1699. Le livre déféré à la congrégation des cardinaux; menaces du roi; hésitations du pape. . . . . . . . . . . . . . . . 269
12 mars. Le pape condamne enfin le livre de Fénelon; soumission complète de celui-ci. . . . . . . . . . . . . . . . 270
Assemblées métropolitaines; nouvelles humiliations auxquelles Fénelon est soumis. . . . . . . . . . . . . . . . . . 271
Justification de Mme Guyon par Bossuet; sa mort et celle de Bossuet. 272

Digitized by Google

CHAPITRE XXXVIII. *Trente ans de négociations sur la succession d'Espagne; Louis XIV accepte le testament de Charles II; guerre de la succession; les succès et les revers balancés durant ses trois premières années; défection du duc de Savoie; désarmement de ses troupes.*—1700-1703 . . . . . . . . . . . . . . . . . *Page* 274

1700. 1er novembre. Mort de Charles II d'Espagne; mouvement de terreur universel. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
1659-1700. Longue attente de cet événement; quarante ans de négociations pour s'y préparer. . . . . . . . . . . . . . . . . 275
Zèle de l'Espagne pour son indépendance; les renonciations considérées comme peu sûres. . . . . . . . . . . . . . . 276
Philippe IV sur le point de résilier la renonciation; il s'aigrit ensuite contre la France. . . . . . . . . . . . . . . . . . 277
Guerre de dévolution; négociation avec l'Autriche pour un traité éventuel de partage. . . . . . . . . . . . . . . . . 278
Les Français voulaient céder l'Espagne et l'Amérique pour se réserver l'Italie et les Pays-Bas. . . . . . . . . . . . . 279
Traité secret du 19 janvier 1668; Charles II survit trente-deux ans à ce traité, dans un état de langueur. . . . . . . . . . 280
Nouvelles négociations après la paix de Ryswick; droits de la France, de la Bavière et de l'Autriche. . . . . . . . . . . 281
1698. Premier traité de partage du 11 octobre 1698; la couronne d'Espagne promise au prince de Bavière. . . . . . . . . . 282
Indignation que produit en Espagne la nouvelle de ce traité; testament de Charles II en faveur du Bavarois. . . . . . . . 283
1699. Irritation de l'Autriche contre les puissances maritimes; 8 février, mort du prince de Bavière; soupçons. . . . . . . . . 284
Haine qu'inspirent les Allemands en Espagne; parti qui s'y forme en faveur de la France. . . . . . . . . . . . . . . . . 285
1700. 13 mars. Second traité de partage; la Lorraine ajoutée à la part de la France; indignation de l'empereur. . . . . . . . . . 286
Les Espagnols voient leur ruine dans ce traité; ils préfèrent la guerre à ce partage. . . . . . . . . . . . . . . . . . 287
Résolution de Charles II de décider selon la justice entre les prétendants à sa succession. . . . . . . . . . . . . . . 288
Charles consulte des jurisconsultes, le conseil d'État et les grands, enfin le pape Innocent XII. . . . . . . . . . . . . 289
Le pape décide en faveur des Bourbons; les Allemands exilés; 2 octobre, Charles II signe son testament. . . . . . . . . . 290
Mort de Charles II; effet que produit le testament à Madrid, et à la cour de Louis XIV. . . . . . . . . . . . . . . . 291
Délibération sur le testament, motifs de Torcy pour l'accepter. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 292

Digitized by Google

1700. Motifs de Beauvilliers pour le refuser; le roi l'accepte; Philippe V, roi d'Espagne. . . . . . . . . . . . . . . . . . Page 294
Philippe V part de Versailles le 4 décembre; son arrivée à Madrid; il est reconnu partout. . . . . . . . . . . . . . . . . 295
Mécontentement des autres puissances; aucune n'éclate, excepté l'empereur. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 296
Louis XIV n'avait plus la même décision dans le caractère; renouvellement et affaiblissement de son ministère. . . . . . 297
1701. Ministère incapable de Chamillart, fautes nombreuses; les Hollandais chassés des places de la barrière. . . . . . . . . 298
Le roi laisse passer l'été sans agir; les Pays-Bas sans défense; Guillaume III paraît hésiter. . . . . . . . . . . . . 299
Fréquentes apoplexies; 9 juin, mort de Monsieur; 15 septembre, mort de Jacques II; son fils proclamé roi. . . . . . . . . 300
Alliés de la France en Allemagne, en Italie; efforts de Louis pour s'attacher le duc de Savoie. . . . . . . . . . . . . . 301
Mariage de Philippe V à Marie-Louise de Savoie; M^me^ des Ursins; Philippe reconnu par Guillaume III. . . . . . . . . . 302
7 septembre. Signature de la grande alliance, entre l'Autriche, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et le Hanovre. . . . . 304
Un an pour se préparer à la guerre, nécessaire à Louis XIV comme aux alliés; état des Espagnols. . . . . . . . . . . . 305
Long travail pour réorganiser l'armée espagnole, inquiétudes des généraux français. . . . . . . . . . . . . . . . . ib.
Lignes de la Meuse à la mer; désir et impossibilité d'attaquer l'Allemagne. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 307
Toute l'ambition de l'empereur tournée vers l'Italie; la crainte dispose les peuples en sa faveur. . . . . . . . . . . . . 308
Négociations de Tessé en Italie; arrivée de Catinat; le prince Eugène s'ouvre un chemin par le Vicentin. . . . . . . . . . 309
Eugène trompe Catinat par une attaque sur le Pô, puis il passe le Mincio. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 310
22 août. Villeroi arrive au camp des Français pour remplacer Catinat. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 311
1^er^ septembre. Villeroi repoussé avec perte à Chiari; les défections des Italiens commencent. . . . . . . . . . . . . . 312
1702. Fin de la campagne; les Français derrière l'Oglio; 19 mars 1702, mort de Guillaume III. . . . . . . . . . . . . . . 313
Caractère de la reine Anne qui lui succède; élévation de Marlborough; intrigues de femmes. . . . . . . . . . . . . . . 314
15 mai. Déclaration de guerre de l'empereur, de la reine Anne, des Hollandais. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 315
31 janvier. Villeroi surpris à Crémone par le prince Eugène; il est enlevé en sortant de chez lui. . . . . . . . . . . . 316
1^er^ février. Vendôme remplace Villeroi; il débloque Mantoue; Philippe V vient en Italie. . . . . . . . . . . . . . . 318



Digitized by Google

1702. 15 avril—2 juin. Philippe V à Naples ; en Piémont, il blesse le duc de Savoie pour l'étiquette. . . . . . . . . . . Page 319
1er juillet—31 décembre. Vendôme, par des manœuvres habiles, fait quitter à Eugène le Serraglio de Mantoue. . . . . . 320
Cette campagne ruineuse pour les deux armées ; Philippe V retourne en Espagne. . . . . . . . . . . . . . . . 321
Désavantage de la France répandant ses armées dans les vastes provinces de ses alliés ; Kayserwerth assiégé et pris. . . . . 323
Armée de Flandre ; Boufflers se plaint de sa faiblesse ; il laisse échapper deux occasions de battre les ennemis. . . . . . 324
Boufflers réduit à la défensive ; conquêtes de Marlborough. Venloo, Liége, Cologne, Limbourg. . . . . . . . . . . . . 325
Catinat à l'armée du Rhin ; sa pénible situation ; tristesse que cause sa correspondance. . . . . . . . . . . . . ib.
Belle défense de Landau, qui se rend enfin le 10 septembre ; Catinat recule jusque sous Strasbourg. . . . . . . . . . . . 326
L'armée d'Alsace destinée, sous Villars, à joindre l'électeur de Bavière, retraite finale de Catinat. . . . . . . . . . . 327
Caractère peu sûr de l'électeur de Bavière ; inquiétude de Villars ; il se porte vers Huningue. . . . . . . . . . . . . . 328
Surprise de Neubourg ; 14 octobre, victoire de Villars sur le prince de Bade à Friedlingen ; Tallard à Trèves et à Nancy. . . . . 329
Débarquement des Anglais près de Cadix ; belle contenance de Villadarias et des habitants. . . . . . . . . . . . . 330
Retraite des Anglais ; ils attaquent, 22 octobre, et brûlent la flotte d'Amérique à Vigo en Galice. . . . . . . . . . . . 331
1703. L'avenir toujours plus menaçant ; la Savoie et le Portugal abandonnent les Bourbons. . . . . . . . . . . . . . . 332
Desmarets rentre aux finances ; le temps de Louis XIV gaspillé par les affaires et les intrigues d'Espagne . . . . . . . . . 333
Plan de campagne ; dangers de l'expédition en Bavière ; 20 février — 10 mars, Villars prend Kehl. . . . . . . . . . . 335
Les succès précédents du roi rendaient les revers inévitables ; 27 avril, Villars passe les montagnes. . . . . . . . . . . . 336
9 mai. Villars rencontre l'électeur de Bavière ; transports de joie du dernier ; dangers de la Bavière. . . . . . . . . . 337
Inconséquence de l'Electeur ; ses premiers succès en Tyrol, puis ses revers ; dangers de Villars. . . . . . . . . . . . . 338
20 septembre. Victoire de Villars à Hochstett ; il demande et obtient son rappel ; 6 septembre, Tallard prend Brissac. . . . . . 339
15 novembre. Victoire de Tallard à Spire, sur le prince de Hesse ; prise de Landau ; Marlborough prend Bonn. . . . . . . 340
30 juin. Victoire de Boufflers à Deurn ; Vendôme en Italie ; sa marche vers le Tyrol. . . . . . . . . . . . . . . 341
29 septembre. Vendôme désarme les Piémontais ; Victor-Amédée déclare la guerre à la France. . . . . . . . . . . . 342

Digitized by Google

CHAPITRE XXXIX. *Commencement des revers de Louis XIV; intolérance; révolte des Camisards; les Français défaits à Blenheim; Gibraltar et Barcelonne livrés aux alliés; défaite de Ramillies; Madrid ouvert aux alliés; défaite de Turin.* — 1703-1706. . . . . . . *Page* 343

1703. Esprit de représailles de l'Europe contre Louis XIV; les revers, conséquence des excès. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Explosion d'indignation contre lui quand il ne la provoquait plus; abandon de ses alliés. . . . . . . . . . . . . . . . . 344
Réaction contre lui de l'esprit de liberté, effets de ses cruautés, de ses bombardements, des progrès dans l'art de la guerre. . . 345
Louis en courbant l'indépendance des esprits avait éteint le génie; sa jalousie de toute distinction. . . . . . . . . . . . *ib.*
La noblesse avilie par les distinctions de cour; l'étiquette rapetisse les caractères. . . . . . . . . . . . . . . . . . 347
Intolérance de Louis XIV; les quiétistes et les jansénistes lui répugnent comme dévots. . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Torpeur de l'esprit causée par les persécutions; les jésuites cherchent à ranimer ces querelles. . . . . . . . . . . . . 348
Ils cherchent à perdre le cardinal de Noailles qui ne les aimait pas; le cas de conscience. . . . . . . . . . . . . . . . 349
Louis XIV persécute les jansénistes réfugiés aux Pays-Bas; la persécution des huguenots continue aussi. . . . . . . . . . 350
Tous les prélats excitent à l'intolérance; cruauté impitoyable de l'intendant Bâville. . . . . . . . . . . . . . . . . . 351
Les assemblées du désert écharpées; la bastonnade donnée aux galériens protestants. . . . . . . . . . . . . . . . . . 352
Cruauté des curés, de l'abbé du Chaila; soumission des huguenots; les petits prophètes. . . . . . . . . . . . . . . . . 353
24 juillet 1702. Attroupement pour délivrer les captifs du Chaila; il périt dans les flammes. . . . . . . . . . . . . . . 354
Des bandes se forment dans les bois; supplices journaliers ordonnés par Bâville et de Broglie. . . . . . . . . . . . . . 355
Février 23. Le maréchal de Montrevel envoyé contre les camisards; ses ordonnances fulminantes. . . . . . . . . . . . . 356
Rencontres de petites bandes; cruautés effroyables des deux parts; le Languedoc ruiné en entier. . . . . . . . . . . . . 357
1704. La guerre se renouvelle sur toutes les frontières de la monarchie espagnole. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 358
Dangers que court l'empereur en Hongrie; les alliés transportent la guerre en Bavière. . . . . . . . . . . . . . . . . 359
Eugène garde les lignes de Stolhoffen contre Villeroi; 2 juillet, le camp bavarois forcé à Schellemberg. . . . . . . . . 360
Fautes des généraux français, selon Feuquières; Eugène rejoint Marlborough; Villeroi ne le suit pas. . . . . . . . . . 361

Digitized by Google

1704. Les alliés avaient besoin d'une bataille; les Français et l'Électeur viennent la chercher. . . . . . . . . . . . . *Page* 362
Les Français passent le Danube; leur mauvaise position à Hochstett. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 363
13 août. Bataille de Blenheim; Tallard coupé; son armée détruite; 15 mille hommes se rendent. . . . . . . . . . . . 364
La Bavière perdue; les alliés passent le Rhin, ils assiégent et prennent Landau, 23 novembre. . . . . . . . . . . . . *ib.*
25 octobre. Nouveau traité du duc de Savoie avec les alliés; il appelle les huguenots à la révolte. . . . . . . . . . . 366
Les camisards sans plan, sans instruction, sans force réelle; quelques intrigants prétendent les diriger. . . . . . . . . . 367
Villars remplace Montrevel; il cherche à terminer la révolte par la douceur. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Entrevue de Villars avec Cavalier; tolérance temporaire à Calvisson; plaintes du clergé. . . . . . . . . . . . . 369
Les chefs se soumettent les uns après les autres, et passent à l'étranger; la révolte terminée. . . . . . . . . . . . . 370
Vendôme opposé au duc de Savoie; ses qualités et ses défauts; Stahremberg en Piémont. . . . . . . . . . . . 371
Siéges de Verceil, Ivrée et Verrue, qui ruinent l'armée française; nullité de l'Espagne. . . . . . . . . . . . . . . 372
La princesse des Ursins, le cardinal et l'abbé d'Estrées; leur brouillerie; leur rappel. . . . . . . . . . . . . . . . 373
L'archiduc Charles en Angleterre, puis en Portugal vient disputer le trône d'Espagne à Philippe. . . . . . . . . . . . 374
Orry dirige les finances d'Espagne; campagne de Berwick contre les Portugais. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 375
Tentative du prince de Darmstadt sur Barcelonne; repoussé, il s'empare de Gibraltar. . . . . . . . . . . . . . . 376
24 août. Bataille navale indécise devant Malaga; campagne d'automne de Portugal. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Tessé remplace Berwick en Espagne; grandeur d'âme de Louis XIV dans ses revers. . . . . . . . . . . . . . . . 377
1705. Liberté avec laquelle on blâme les généraux; efforts pour la prochaine campagne. . . . . . . . . . . . . . . . . 378
6 mai. Mort de l'empereur Léopold; son despotisme en Allemagne; sa tyrannie en Hongrie. . . . . . . . . . . . . . 379
Joseph, son successeur, opprime les Bavarois; victoires de Charles XII; distribution des armées françaises. . . . . . 380
Villars sur la Moselle opposé à Marlborough; 13 juin, il l'arrête sans livrer de bataille. . . . . . . . . . . . . . . 381
Villars aux lignes de Haguenau arrête aussi le prince de Bade; lignes de Villeroi pour défendre les Pays-Bas. . . . . . 382
18 juillet. Les lignes de Villeroi forcées à Wangen; 18 août, Marlborough empêché de livrer bataille. . . . . . . . . . 383

Digitized by Google

1705. Vendôme en Italie; prise des forteresses du duc de Savoie; le prince Eugène ne peut s'approcher du Pô. . . . . . . . . *Page* 384
15 août. Combat de Cassano entre Vendôme et Eugène; perte égale des deux parts. . . . . . . . . . . . . . . . 385
En Espagne Louis XIV rend à la reine la princesse des Ursins; sa liaison avec Mme de Maintenon. . . . . . . . . . . . 386
Les Espagnols se ruinent pendant l'hiver au siége de Gibraltar; succès des alliés en Portugal. . . . . . . . . . . . . 387
Conspirations contre Philippe V; lord Peterborough conduit l'archiduc et Darmstadt en Catalogne. . . . . . . . . . . 388
13 septembre. Surprise de Montjuy; 3 octobre, capitulation de Barcelonne; soulèvement de Catalogne et de Valence. . . . 389
1706. Préparatifs pour la nouvelle campagne; fatigue universelle; les talents semblent épuisés. . . . . . . . . . . . . . 390
Accusations contre la vieillesse de Louis XIV; le roi demande à Villeroi de livrer bataille. . . . . . . . . . . . . . 391
Cet ordre révoqué, et pourtant exécuté; 23 mai, Villeroi rencontre Marlborough à Ramillies. . . . . . . . . . . . . 392
Bataille de Ramillies; Villeroi laisse toute sa gauche inutile; la droite enfoncée par les Anglais. . . . . . . . . . . . 393
Déroute générale; tous les Pays-Bas abandonnés; indignation de la France contre Villeroi. . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Amitié du roi pour Villeroi; ses ménagements avant de lui ôter le commandement. . . . . . . . . . . . . . . . . 395
Derniers succès de Vendôme avant de quitter l'Italie; 19 avril, sa victoire à Calcinato. . . . . . . . . . . . . . . . 396
Succès de Villars sur le Rhin; Philippe V avec Tessé entre en Catalogne; il oppose Berwick aux Portugais. . . . . . . . 397
Siége de Barcelonne; ruine de l'armée de Philippe qui se retire en Roussillon; Madrid évacué. . . . . . . . . . . . . 398
Siége de Turin par La Feuillade, tandis que Vendôme doit arrêter le prince Eugène. . . . . . . . . . . . . . . . 399
Le duc d'Orléans envoyé en Italie, et mis sous la tutelle de La Feuillade et de Marsin. . . . . . . . . . . . . . . . 400
Les maréchaux forcent Orléans à attendre dans les lignes l'attaque du prince Eugène. . . . . . . . . . . . . . . . 401
7 septembre. Les Français attaqués et forcés dans leurs lignes devant Turin; mort de Marsin. . . . . . . . . . . . . 402
Destruction de l'armée française, dont les restes se retirent à Pignerol. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Digitized by Google

CHAPITRE XL. *Épuisement de la France ; Louis demande en vain la paix ; nouvelles calamités ; combat d'Oudenarde ; famine ; bataille de Malplaquet ; propositions insultantes faites au congrès de Gertruydemberg ; premier rayon d'espoir à la mort de l'empereur.* — 1706-1711. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *Page* 404

1706. Grandeur d'âme de Louis XIV dans les revers ; il avait accompli ses engagements envers l'Espagne. . . . . . . . . . . . . *ib.*

Le sort des armes avait prononcé contre l'intégrité de la monarchie espagnole ; épuisement de la France. . . . . . . . . . . *ib.*

Impôts anciens et nouveaux ; emprunts en perpétuel et en viager ; ventes de charges oppressives. . . . . . . . . . . . . . 406

Décri et refonte des monnaies ; désordre que ces mutations portent dans toutes les transactions. . . . . . . . . . . . . . . 407

Commencement d'une circulation de papiers ; la guerre ne se fait plus qu'à crédit ; efforts pour la paix. . . . . . . . . . *ib.*

Le triumvirat ; il refuse la paix ; efforts pour la neutralité de l'Italie ; convention pour en retirer les Français. . . . . . . . . . 408

1707. L'empereur veut profiter seul de cette retraite ; oppression du pape et des États italiens. . . . . . . . . . . . . . . . . 410

12 mai. Thaun, avec neuf mille hommes, marche sur Naples ; conquête de tout le royaume ; cessions au duc de Savoie. . . . 411

Les puissances maritimes exigent que le duc de Savoie attaque Toulon ; le marquis de Tessé envoyé en Provence. . . . . . 412

1er juillet. Les alliés descendent sur le Var ; 26 juillet, ils arrivent devant Toulon. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 413

Défense de Toulon ; souffrance des alliés ; 22 août, ils lèvent le siége ; 1er septembre, ils sortent de Provence. . . . . . . . . 414

3 octobre. Le prince Eugène prend Suse ; les affaires de Philippe V se rétablissent en Espagne. . . . . . . . . . . . . . . 415

L'armée de Galloway en 1706 s'était fondue à Madrid, tandis que l'archiduc hésitait à la joindre. . . . . . . . . . . . . *ib.*

En avril 1707, Galloway et Das Minas cherchent Berwick qui recule devant eux. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 417

25 avril. Bataille d'Almanza ; les alliés entièrement défaits par Berwick. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 418

Suites de la victoire ; cruauté espagnole ; prise et destruction de Xativa. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 419

Le duc d'Orléans soumet l'Aragon ; les libertés de ce royaume abolies ; prise de Ciudad-Rodrigo et de Lerida. . . . . . . . 420

Marlborough et Vendôme en Flandre terminent la campagne sans combattre ; Villars en Alsace. . . . . . . . . . . . . . 422

22 mai. Villars surprend les lignes de Stolhoffen au travers du Rhin. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*

Digitized by Google

1707. Immenses approvisionnements trouvés dans les lignes ; l'Allemagne ouverte à Villars. . . . . . . . . . . . . . . . *Page* 424
Contributions exigées par Villars ; son retour sur le Rhin ; succession de Neufchâtel. . . . . . . . . . . . . . . . *ib.*
Neufchâtel livré au roi de Prusse ; découragement d'une partie des alliés. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . 425
Traité de commerce des Anglais avec Charles III ; Louis veut attaquer la reine Anne en Angleterre. . . . . . . . . . . . . 426
1708. Préparatifs pour transporter Jacques III en Écosse ; l'expédition manquée ; 17 mars, 15 avril. . . . . . . . . . . . . 427
20 février. Chamillart renonce au contrôle des finances, qui est donné à Desmarets. . . . . . . . . . . . . . . . . 429
Énorme richesse des financiers dans la misère publique ; Desmarets trouve du crédit. . . . . . . . . . . . . . . . . 430
Le roi laisse le duc d'Orléans seul en Espagne, et donne l'armée de Flandre au duc de Bourgogne. . . . . . . . . . . . . 431
Caractères du duc et de la duchesse de Bourgogne ; obligation d'écarter de Flandre le duc de Bavière. . . . . . . . . . . 432
Funestes conséquences annoncées par Saint-Simon du déplacement de tous les généraux. . . . . . . . . . . . . . . . 433
Eugène d'une part, Berwick de l'autre arrivent aux Pays-Bas ; désunion entre Bourgogne et Vendôme. . . . . . . . . . 435
11 juillet. Rencontre d'Oudenarde ; défaite des Français ; insinuations de Vendôme contre Bourgogne. . . . . . . . . . *ib.*
Fatales conséquences de l'échec d'Oudenarde ; l'Artois mis à contribution ; Marlborough devant Lille. . . . . . . . . . . 437
12 août. Lille investie ; la puissante armée française n'ose pas troubler le siége. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 438
22 octobre. Lille se rend, puis le 7 décembre sa citadelle ; fin honteuse de la campagne. . . . . . . . . . . . . . . . 439
Revers dans les Alpes ; oppression de l'Italie par l'empereur Joseph ; projet de ligue italienne. . . . . . . . . . . . . 440
Hostilités de l'empereur contre le pape, qui est réduit à reconnaître Charles III. . . . . . . . . . . . . . . . . . . 441
Philippe V s'irrite quand chacun ne se sacrifie pas pour le défendre ; prise de Tortose par le duc d'Orléans. . . . . . . . . 442
Ce duc se brouille avec la princesse des Ursins ; ses ouvertures à Stanhope pour la succession d'Espagne. . . . . . . . . 443
Le duc d'Orléans rappelé d'Espagne ; Louis annonce à Philippe qu'il sera peut-être contraint à l'abandonner. . . . . . . . 444
Philippe proteste qu'il ne cédera pas ; nouvelles calamités ; tous les biens de la terre gelés. . . . . . . . . . . . . . 445
1709. Détresse universelle, famine ; opérations désastreuses du trésor pour trouver de l'argent. . . . . . . . . . . . . . 446
Douleur de Louis ; il se soumet au châtiment de Dieu ; il accepte ce qu'il croit des préliminaires. . . . . . . . . . . . 448

Digitized by Google

1709. Instructions données à Rouillé ; conférences à Bodegrave ; les alliés ne veulent pas de paix . . . . . . . . . . . . Page 449
Leurs conditions deviennent toujours plus dures ; 6 mai, Torcy arrive lui-même à la Haye . . . . . . . . . . . . . 451
Concessions successives de Torcy ; 40 art. présentés par les alliés. 452
Dureté de ces conditions ; 2 juin, le roi fait un appel à son peuple. ib.
Chamillart remplacé par Voisin au ministère de la guerre . . . 454
Villars commande l'armée en Flandre ; sa détresse pour les vivres. 455
6 juillet—5 septembre. Siége et prise de Tournai et de sa citadelle ; Villars attend les alliés à Malplaquet. . . . . . . . . . . ib.
11 septembre. Bataille de Malplaquet ; perte énorme des alliés vainqueurs ; ils prennent Mons. . . . . . . . . . . . . . 456
Misère croissante et mécontentement ; mort du père La Chaise ; le père Tellier le remplace. . . . . . . . . . . . . . . . 458
Haine de Tellier pour le cardinal de Noailles ; 29 octobre, destruction de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs. . . . . . . 459
Tristesse profonde ; désir ardent de paix ; les négociations renouvelées ; parti de la paix chez les alliés. . . . . . . . . . 460
1710. Conférences ouvertes à Gertruydemberg ; avances faites par les plénipotentiaires français. . . . . . . . . . . . . . . 461
Les alliés demandent de nouveaux sacrifices ; ils veulent que Louis détrône seul son petit-fils.. . . . . . . . . . . . . . 462
25 juillet. Rupture des conférences ; Villars opposé à Eugène et Marlborough, qui assiégent Douai. . . . . . . . . . . . 463
Les alliés prennent successivement Douai, Béthune, Saint-Venant et Aire ; leur armée fort affaiblie. . . . . . . . . . . . 464
Inaction sur le Rhin ; l'empereur distrait par la guerre de Hongrie, et l'oppression de l'Italie. . . . . . . . . . . . . . . 465
Descente à Cettes, sans résultat ; résolution de Philippe V et de la princesse des Ursins de ne point abdiquer. . . . . . . . 466
Philippe se défend avec les seuls Espagnols ; les deux prétendants à la tête de leurs armées . . . . . . . . . . . . . . . . 467
27 juillet. Philippe perd une bataille à Almenara ; 20 août, il en perd une seconde à Saragosse. . . . . . . . . . . . . . 468
Philippe quitte de nouveau Madrid, Charles III y entre ; Vendôme envoyé en Espagne par Louis XIV. . . . . . . . . . . 470
Vendôme et Noailles reconnaissent les ressources qui restent à Philippe ; dangers pour Charles III. . . . . . . . . . . . 471
Charles III et ses alliés évacuent la Castille ; Vendôme se met à leur poursuite et les atteint à Brihuega. . . . . . . . . . 472
9 décembre. Les Anglais capitulent à Brihuega ; 10 décembre, bataille de Villaviciosa. . . . . . . . . . . . . . . . . 473
1711. Espoir fondé sur les victoires d'Espagne, la chute des whigs en Angleterre, et la mort de l'empereur à Vienne. . . . . . . . ib.

FIN DE LA TABLE DU DIX-HUITIÈME VOLUME.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

Digitized by Google

Widener
3 2044 105 563 084

Digitized by Google